val d'oise
le département

**Procès-verbal de la séance du Conseil Départemental**
**Le 16 juin 2023**

# PARTIE 1

Verbatim de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023

# PARTIE 2

Recueil des délibérations

# PARTIE 1

# Procès-verbal de la séance du Conseil Départemental
# Le 16 juin 2023

Madame CAVECCHI préside la séance.

**Sont présents :**

Mesdames et Messieurs :
AHRES Malika
ARCIERO Anthony
BACHARD Julien
BERTOLINI Pascal
BOEDEC Yannick
BOISSEAU Laetitia
BOUGEARD Nicolas
CAVECCHI Marie-Christine
DECLERCK Mickaël
DUBRAY Paul
ECARD Sabrina
FROMENTEIL Anne
HADDAD Patrick
HAQUIN Xavier
ISRAEL Deborah
JOSE Patricia
LAMBERT-MOTTE Gérard
MELO Manuela
MENHAOUARA Nessrine
METREF Nadia
MEURANT Sébastien - Départ à 10 h 55, pouvoir à VILLECOURT Céline
MOINE Sarah
PELISSIER Véronique
PHILIPPON Aziza
PLELAN Noellie
PUEYO Alexandre - Arrivée à 9 h 37
RAFAITIN-MARIN Agnès
ROBIN Patrice
ROULEAU Philippe
RUSIN Isabelle
SABOURET Cédric
SCOLAN Muriel
STREHAIANO Luc
SUEUR Philippe - Arrivée à 10 h 00, pouvoir à SCOLAN Muriel
TINLAND Virginie
TOUBOUL Morgan
VATEL Thomas
VILLECOURT Céline

Sont absents :
Mesdames et Messieurs :
EON Pierre-Edouard - Pouvoir à PELISSIER Véronique
ETORE-MANIKA Edwina - Pouvoir à PUEYO Alexandre
TOUNGSI-SIMO Cécilia - Pouvoir à SABOURET Cédric
ZINAOUI Ramzi - Pouvoir à MOINE Sarah

Le *quorum* est atteint

**Table des matières :**


**I. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR 4**

**II. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 26 MAI 2023 5**

**III. EXAMEN DES RAPPORTS 5**

3-18 Centre départemental de Formation et d'Animation Sportives (CDFAS) – Signature de l'avenant n° 5 à la convention d'objectifs 5
1-20 Soutien l'association Papa Charlie au titre de l'année 2023 6
1-21 Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux 7
1-22 Soutien à trois pôles ressources en inclusion et Petite Enfance 9
1-23 Olympisme culturel 10
1-24 Don de neuf reproductions haute qualité de tableaux majeurs de Van Gogh par le Musée Van Gogh dans le cadre du projet d'exposition au Château d'Auvers "Van Gogh, les derniers voyages" 11
2-26 Compte Administratif et Compte de Gestion de l'exercice 2022. Budget principal et budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE). Affectation définitive des résultats. 13
2-27 Taxe d'aménagement - Année 2024 24
2-28 Bilan des cessions et des acquisitions immobilières pour l'exercice 2022 25
2-29 Commune d'Osny – Cession d'un terrain dans la ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) au profit de M. Thibaud JOREL ou de toute entité qui viendrait se substituer et dont il serait solidairement responsable 26
2-30 Commune de Cergy : procédure de déclassement anticipé du domaine public départemental de la parcelle bâtie cadastrée section BE n° 57p (3 754 m²), en vue d'un échange foncier avec la parcelle cadastrée section AY 44p (3 754 m²) appartenant à la SCI ESSEC CONSTRUCTION 26
2-31 Mesures en matière de Ressources Humaines 27
3-17 Désignation des lauréats de l'édition 2023 du Prix de l'égalité des chances 30

4-15 Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA 32
4-16 Organisation d'une campagne de vaccination contre les infections à Papillomavirus humain (HPV) dans les collèges du Val d'Oise, dans le cadre de la compétence Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD). 34
4-17 Signature du contrat d'engagement républicain et abrogation de la charte départementale de la laïcité et des valeurs de la République 36
4-18 Fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat par Val d'Oise Habitat 37
5-18 Programmation 2023 concernant la randonnée pédestre en Val d'Oise et validation d'un modèle de convention de passage sur sentier 38

**IV INTERVENTION DE MONSIEUR LE PREFET 40**

*Début de la séance à 9 h 30.*

*(Madame SCOLAN procède à l'appel)*

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup, Madame SCOLAN.

La séance est ouverte. Nous avons largement le quorum.

Je vous rappelle que Monsieur le Préfet, Monsieur COURT, nous rejoindra à 11 h 15 pour présenter le bilan d'activité des services de l'Etat dans le Val d'Oise et qu'ensuite, nous aurons 45 minutes pour poser des questions que les uns et les autres ont préparées.

Nous avons une contrainte horaire pour Monsieur le Préfet, il faudrait que l'on ait terminé à 12 h 45. Je vous remercie d'être concis dans vos interventions.

## I. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

**Madame CAVECCHI**

Sur l'ordre de passage, je vais vous demander si vous êtes d'accord pour que l'on fasse une petite modification, Monsieur HAQUIN ayant besoin de s'absenter assez rapidement, je lui propose de passer le rapport 3-18 en premier et ensuite, nous reprendrons l'ordre normal qui était prévu, à partir de la 1ère Commission et en allant jusqu'à la 5ème. Si cela vous convient. Est-ce qu'on peut faire comme ça Mr SABOURET ça vous convient ? D'accord je vous en remercie.

Les Commissions se sont bien tenues, comme d'habitude, en présentiel ou en visioconférence pour certaines.

Nous avons des Commissions connexes qui ont travaillé sur quatre rapports.

Et puis nous allons avoir un diaporama sur le Compte Administratif et le Compte de Gestion, Budget Principal et Budgets Annexes.

Une vidéo-projection qui va nous présenter les lauréats de l'édition 2023 du Prix de l'égalité des chances. Nous les avons invités pour le 3 juillet à 17 h 30, vous êtes tous invités mais vous pouvez d'ores et déjà noter ce rendez-vous dans vos tablettes.

Un rapport "Délibération modifiée", il s'agit du 2-30 - on en avait parlé lors de la Conférence des Présidents avec Monsieur SABOURET - et une modification sur la date de désaffection qui interviendrait le 16 juin 2024 au lieu du 1er janvier 2024.

## II. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 26 MAI 2023

**Madame CAVECCHI**

Le procès-verbal de la séance précédente vous sera proposé à notre séance du 7 juillet.

## III. EXAMENS DES RAPPORTS

### 3-18 Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportives (CDFAS) - Signature de l'avenant n° 6 à la convention d'objectifs

**Madame CAVECCHI**

Je laisse la parole rapidement à Monsieur HAQUIN qui va nous présenter l'avenant à la convention du CDFAS.

**Monsieur HAQUIN**

Merci, Madame la Présidente et merci d'avoir changé l'ordre du jour.

Il s'agit de proroger la convention qui lie l'EPIC CDFAS avec le Département. Elle venait à terme fin mai 2023. Chacune et chacun pourra comprendre qu'avec les travaux importants qui s'y déroulent.

Je tiens d'ailleurs à vous signaler la livraison du premier bâtiment, qui fonctionne bien, où les personnes qui y vivent y vivent bien.

Ça c'est quand même quelque chose d'important. Le début de la construction du deuxième bâtiment. Il y a la rénovation du site ABALO et ce n'est pas rien non plus.

L'idée est de proroger cette convention, ce qui va nous permettre, autant au Département qu'à l'EPIC CDFAS, de voir comment notre structure vit, comment elle évolue et quels objectifs nous pouvons nous donner notamment après le passage de la team USA, ce qui ne sera pas rien.

C'est se donner un peu de temps pour répondre vraiment et aux attentes du Département et au fonctionnement du CDFAS.

**Madame CAVECCHI**

Très bien.

Avez-vous des questions ?

Non.

Nous votons.

Tout le monde est d'accord ?

Vote unanime et favorable, merci beaucoup.

*(Monsieur HAQUIN quitte la séance)*

Nous reprenons l'ordre normal de nos activités.

**1-20 Soutien à l'association Papa Charlie au titre de l'année 2023**

**Madame CAVECCHI**

Je vais laisser la parole à Monsieur ARCIERO pour le rapport 1-20 qui est le soutien à l'association Papa Charlie, qu'il connaît particulièrement bien.

**MonsieurARCIERO**

Merci, Madame la Présidente.

Je vous propose cette délibération annuelle.

Nous sommes un partenaire fidèle de l'association Papa Charlie qui permet de louer des véhicules à bas coût ou coût modeste (pour 4 € par jour) à des personnes qui retrouvent un emploi en Val d'Oise, particulièrement sur la plateforme aéroportuaire, mais plus largement sur toute l'Ile-de-France.

Même quelqu'un qui habite à Cergy ou dans le Vexin et qui vient travailler à Cergy peut bénéficier aussi de ce type de prestation avec l'association Papa Charlie qui est basée à Roissy.

Nous soutenons cette association à hauteur de 31 000 € comme l'an dernier, si vous en êtes d'accord. Nous avons, pour compléter cette délibération, une flotte d'une centaine de véhicules dont 20 véhicules sans permis qui sont mis à disposition depuis quelques années et qui permettent donc à de jeunes alternants de bénéficier de cette structure pour rouler sur les routes du Val d'Oise, mais aussi pour retrouver un emploi.

**Madame CAVECCHI**

Très bien, merci.

Avez-vous des remarques ?

Nous votons.

Est-ce que tout le monde est favorable à ce rapport ?

Merci beaucoup.

**1-21 Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux**

**Madame CAVECCHI**

Nous allons avoir ensuite des propositions de subventions pour 2023 à des compagnies de spectacle vivant qui sont structurantes pour notre territoire et nos réseaux culturels départementaux. C'est un rapport habituel, je vais me tourner naturellement vers Madame JOSE.

**Madame JOSE**

Merci, Madame la Présidente.

Le présent rapport propose d'attribution des subventions à 10 structures qui participent au dynamisme culturel du territoire et œuvrent à mutualiser les ressources pour rendre accessible la culture à tous les publics.

Nous avons "l'Œil du Baobab" qui est en résidence à Bessancourt, qui œuvre dans le champ des arts de la rue et de la création audiovisuelle pour un montant de 10 000 €.

Des interventions et actions culturelles seront développées dans les collèges, à la Maison Départementale de l'Enfance, à l'Université de Cergy-Pontoise et au sein des résidences d'autonomie.

Nous avons ensuite "(S)-Vrai" en résidence artistique à Gonesse. La compagnie crée deux nouveaux spectacles en 2022 et nous proposons une subvention de 10 000 €.

Ensuite, nous avons la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France (CARPF) qui pilote un Contrat Local d'Éducation Artistique (CLEA) pour un montant de 18 000 € (6 000 € par résidence).

Nous avons ensuite le "Théâtre de la Vallée", en collaboration avec la compagnie "Issue de secours" qui a donné naissance au festival "Petits tout petits" - c'est un événement soutenu également par la Région Ile-de-France - pour un montant de 22 000 €.

Le "Théâtre des embruns" sur le territoire de Franconville, la gestion d'une école de théâtre dans des locaux mis à disposition par la commune qui propose des formations en direction d'établissements scolaires et universitaires valdoisiens et crée des spectacles avec les amateurs des différents ateliers pour un montant de 10 000 €.

Nous avons ensuite "CirquEvolution", le réseau du cirque contemporain du Val d'Oise pour un montant de 20 000 €, qui comprend une douzaine de membres actifs des communes telles que Louvres, Luzarches, Puiseux-en-France, Survilliers, Le Thillay et favorise le rayonnement du cirque comme son nom l'indique.

Le Comité Départemental Val d'Oise Théâtre Animation (CODEVOTA) qui promeut le théâtre amateur pour un montant de 25 000 € dont 15 000 € versés directement et 10 000 € versés en fonction de l'atteinte des objectifs fixés dans la convention.

Ensuite, nous avons le "COMBO 95", le réseau des Musiques Actuelles en Val d'Oise, qui fédère 21 structures autour des Musiques Actuelles pour un montant de 44 000 €.

Vient ensuite "Écrans VO", le cinéma qui propose 25 salles de cinéma dans le département et déploie de nombreuses activités dans les collèges et les salles de cinéma pour un montant de 76 000 €.

Et nous finissons avec "Escales Danse", un réseau de danse en Val d'Oise, réseau conventionné "Danses en territoire", une quinzaine de membres actifs dont Points Communs, la scène nationale de Cergy-Pontoise, la Fondation Royaumont et l'Abbaye de Maubuisson. Nous proposons une subvention de 35 000 €.

Je vous remercie.

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup.

Avez-vous des remarques sur ces participations ?

Nous votons.

Tout le monde est favorable ?

Merci pour eux et on continue à travailler autour de la culture.

**1-22 Soutien à trois pôles ressources en inclusion et Petite Enfance**

**Madame CAVECCHI**

Ensuite, toujours la culture avec le soutien à trois pôles ressources en inclusion et pour la petite enfance. Je rends la parole à Patricia.

**Madame JOSE**

Merci, Madame la Présidente.

Le présent rapport propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 61 000 € à deux structures : "le Théâtre de Cristal" et l'association "MESH", qui participent au développement de propositions culturelles en faveur des personnes handicapées, et 52 300 € à l'Association de Création Théâtrale et Audiovisuelle (ACTA), qui œuvre dans le domaine de l'offre culturelle à destination de la petite enfance.

Ce sont des associations très importantes dans le domaine du handicap. L'association "MESH" notamment travaille en partenariat avec les Collectivités locales, les écoles de musique et les Conservatoires. Son objectif est de favoriser et promouvoir le développement d'accueils inclusifs dans les lieux d'enseignement et de pratique artistique. Je les connais bien, ils font un travail remarquable, ainsi que le "Théâtre du Cristal" qui œuvre aussi dans la création des artistes en situation de handicap et intervient dans le cadre de rencontres et journées de sensibilisation, et lors de grandes manifestations telles que le Festival IMAGO.

Voilà ce que je pouvais vous dire sur ces subventions.

Je vous remercie.

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup.

Avez-vous des questions ?

Nous votons.

Tout le monde est favorable ?

Merci.

**1-23 Olympisme culturel**

**Madame CAVECCHI**

Je reste dans le domaine de la culture et on va associer deux mots qui peuvent paraître étonnants ensemble : l'olympisme et la culture, donc l'olympisme culturel. Patricia va nous expliquer ce dont il s'agit.

**Madame JOSE**

Merci, Madame la Présidente.

Dans le cadre de sa démarche olympique lancée il y a déjà trois ans, le Département ouvre aujourd'hui une nouvelle dimension, celle des Olympiades culturelles. Impulsée par Paris 2024 au niveau national et financée par le Département et l'État via la DRAC, il s'agit d'une programmation culturelle mêlant art et sport sur le territoire. Le Département investira 150 000 € dans les actions culturelles sur 2023 et 2024, et particulièrement sur les territoires ruraux.

Les objectifs des Olympiades culturelles en Val d'Oise sont :

- faire bénéficier les Valdoisiens de projets ambitieux avec un fort volet participatif ;
- accroître et faire circuler les publics ;
- renforcer la dynamique partenariale des acteurs ;
- accompagner la relance des acteurs culturels et leur notoriété ;
- affirmer une image positive, dynamique et attractive du Val d'Oise ;
- intégrer à ces projets structurants la dimension héritage culturel des Jeux 2024.

La programmation des Olympiades culturelles :

- la Compagnie OPOSITO avec le projet "Trampoville". La Compagnie propose un projet mêlant culture et sport avec pour ambition de faire entrer en dialogue les arts de la rue et la discipline olympique de trampoline. Cette manifestation aura lieu sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise et Roissy Pays de France. Nous proposons une subvention de 15 000 €,

- le Festival baroque avec le projet de tournée Triathlon Mozart. L'arrivée du breaking comme discipline olympique en 2024 nous permet de faire un lien direct entre musique et sport. Le Festival baroque de Pontoise s'intéresse depuis quelques années au lien. Nous interviendrons sur les Communautés de Vexin Centre, Sausseron Impressionnistes et Haut Val d'Oise. Nous proposons une subvention de 5 000 €,

- le Collectif ORBE avec le projet "Les nouveaux stades", qui investit un quartier pour y organiser de nouveaux rituels sportifs et ludiques au croisement du foot de rue, du hip-hop et du jeu vidéo. Les nouveaux stades accueillent des performances chorégraphiques impliquant sportifs amateurs, danseurs professionnels et habitants. Nous proposons une subvention d'un montant de 35 000 €.

Je vous remercie.

**Madame CAVECCHI**

Je vais faire voter s'il n'y a pas de problème ?

Tout le monde est d'accord ?

Unanimité, merci beaucoup.

**1-24 Don de neuf reproductions haute qualité de tableaux majeurs de Van Gogh par le Musée Van Gogh dans le cadre du projet d'exposition au Château d'Auvers "Van Gogh, les derniers voyages"**

**Madame CAVECCHI**

Nous allons parler maintenant de l'exposition que nous programmons et organisons à Auvers-sur-Oise entre octobre 2023 et fin septembre 2024. Patricia, tu as la parole.

**Madame JOSE**

C'est un très beau projet. Le Département a souhaité amorcer un nouvel élan dans l'offre culturelle et touristique du Château d'Auvers-sur-Oise en s'associant aux célébrations des 170 ans de la naissance de Vincent VAN GOGH et des 50 ans du Musée VAN GOGH d'Amsterdam, en partenariat avec le Musée d'Orsay.

Une exposition événement VAN GOGH, les derniers voyages sera présentée au Château d'Auvers à partir du 7 octobre 2023 et jusqu'au 29 septembre 2024. Le Commissaire de l'exposition est le chercheur et historien spécialiste de Vincent VAN GOGH, Wouter VAN DER VEEN.

Cette exposition proposera un parcours numérique présentant les œuvres de Vincent VAN GOGH en très haute définition, accompagnées d'œuvres originales d'artistes de son entourage ou ayant œuvré dans le sillage du peintre. Ces reproductions de haute qualité de tableaux majeurs de Vincent VAN GOGH complèteront cette offre.

Initialement sollicité pour un prêt de ses reproductions, le musée VAN GOGH a accepté de faire don au Département de neuf reproductions : "Bateaux de pêche sur la plage", "La moisson", "Tournesols", "Sous-bois", "Amandier en fleurs", "Paysage au crépuscule", "Boulevard de Clichy", "Champ de blé sous un ciel de pluie" et "La Chambre".

Pour la première fois, Les derniers voyages de Vincent VAN GOGH seront présentés comme une ultime exploration et un retour aux sources de l'homme et de l'artiste. Il entrera à la fois dans son intimité et dans son processus de création. L'exposition aura pour thème général VAN GOGH en France et présentera de manière successive les différents environnements matériels et humains de Vincent VAN GOGH durant ses quatre dernières années, de 1886 à 1890.

La Maison du docteur GACHET proposera, en écho à cette exposition événement, un nouvel agencement, proche de celui que VAN GOGH a découvert à son arrivée à Auvers-sur-Oise, permettant ainsi au public de marcher sur les pas de l'artiste, dans l'intimité de sa forte relation avec le docteur GACHET.

Le présent rapport demande d'autoriser Madame la Présidente à signer la convention avec le musée VAN GOGH.

Je vous remercie.

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup, Patricia.

Avez-vous des remarques ?

Nous reparlerons de cette exposition qui va être importante pour le territoire du Val d'Oise et dont on pourra être très fier, je pense, avec cette association avec le Musée VAN GOGH d'Amsterdam et le Musée d'Orsay de Paris. Je pense que c'est assez exceptionnel.

Tout le monde vote favorablement ?

Merci.

**2-26 Compte Administratif et Compte de Gestion de l'exercice 2022. Budget principal et budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE). Affectation définitive des résultats**

**Madame CAVECCHI**

Nous allons aborder le Compte Administratif (CA) et le Compte de Gestion de l'exercice 2022. Nous donnerons acte de la présentation du Compte de Gestion et affecterons le résultat à l'exercice en cours.

Comme d'habitude, je vais vous dire quelques mots de ce que je retiens de l'exercice précédent sur le plan budgétaire et ensuite, je laisserai le Vice-Président aux Finances, Yannick BOEDEC, vous expliquer et vous donner les grandes lignes de ces dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement en 2022.

Je quitterai la salle au moment du vote et je laisserai la présidence à notre cher Luc STREHAIANO.

On sait très bien que quand on parle Budget, naturellement, nos collègues de l'opposition n'approuvent pas, naturellement… Je le sais d'avance. Je le devine. Pourtant, ce sont des moyens significatifs que nous avons octroyé à nos territoires et aux acteurs qui contribuent au développement du Val d'Oise.

Je me réjouis - et je pense que mes collègues de la majorité aussi - que nous ayons mené à son terme un exercice de très bonne tenue, qui nous a permis de concrétiser quelques projets et d'amorcer quelques autres grands chantiers de notre programme de mandature.

Nous pensions, chers collègues, la pandémie derrière nous et nous pensions pouvoir profiter d'une année enfin pleine et sans heurt et sans contrainte. Pourtant, la crise économique a pris le relais de la crise sanitaire, l'inflation a grimpé inexorablement, le prix des matières premières a flambé. Malgré ces événements, dont l'origine était imprévisible, nos dépenses d'investissement ont progressé de 17.5 % et notre désendettement, pendant ce temps, se poursuit. En 2022, nous n'avons pas eu recours à l'emprunt.

Je ne veux pas évoquer les chiffres sans vous dire que notre ambition pour le Val d'Oise et les Valdoisiens demeure intacte parce que derrière les chiffres, il y a surtout des politiques de solidarité que nous estimons justes, indispensables, un soutien permanent au développement des territoires, un accompagnement invariable de chacun d'entre nous aux acteurs de terrain, aux élus locaux, au mouvement associatif Valdoisien qui permet de rendre attractif chaque recoin de notre département.

Le contexte de crise a conduit le Gouvernement à réviser à la hausse le point d'indice - qui est une bonne chose pour les agents - sans compenser, par contre, aux Collectivités territoriales ces dépenses qui étaient issues auparavant de levier fiscal. Là encore, l'augmentation contenue des dépenses de fonctionnement (plus 2,2 %) démontre que notre rigueur financière et le travail sur notre organisation, qui a été engagé il y a de nombreuses années déjà, porte aujourd'hui ses fruits.

Vous le savez, en avril dernier, l'Agence FITCH - que l'opposition adore - a ouvert le bal de la dégradation de la note de la dette souveraine française. Alors que celle-ci était encore de AAA en 2012, elle est tombée à AA+ en 2013, puis AA de 2014 à 2022, pour enfin chuter à AA- le 28 avril dernier. Les Collectivités territoriales subissent par ricochet cette note dégradée, même celles comme la nôtre qui continuent de tout faire pour mener une politique d'investissement ambitieuse et de conserver les moyens humains de celle-ci.

L'Agence FITCH explique que la note finale du Val d'Oise (AA-), perspective stable, reflète en réalité un profil de crédits intrinsèques évalué à AA+, mais nous sommes bloqués par la note française.

Alors, chers collègues de l'opposition, vous pourrez naturellement toujours trouver dans notre manière de gérer un trop-plein de prudence - en général, c'est ce que vous nous dites - mais en réalité, nos projections effectuées en 2022 nous donnent raison : la baisse anticipée des DMTO l'illustre parfaitement.

Vous l'avez entendu ou lu par ailleurs, le point d'indice sera revalorisé d'1,5 % au 1er juillet en attendant les primes qui arriveront à l'automne. Il s'agit là d'une nouvelle mesure gouvernementale qu'il va nous falloir absorber, sans compensation. Mais nous en reparlerons à l'occasion du CA 2023.

Outre cette nouvelle hausse décidée unilatéralement - que nous avons découverte dans les journaux -, le climat social délétère qu'entretient ce Gouvernement, nous avons conscience du contexte difficile dans lequel peuvent se trouver les Valdoisiens et donc nos agents. C'est pourquoi, sachez-le, Monsieur le Directeur Général mène actuellement, à ma demande, une réflexion qui vise à identifier des pistes pour mieux les accompagner et les soutenir.

Voilà en quelques mots, chers collègues, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais partager avec vous en introduction de ce chapitre budgétaire et financier.

Je voudrais ajouter un petit mot et remercier l'ensemble de nos collègues et j'y ajoute majorité et minorité, qui sont pleinement impliqués et concernés, mais également tous nos agents du Département sans lesquels tout ce travail et tout ce résultat qui est encore confortable ne serait pas possible.

Je laisse la parole à Monsieur BOEDEC qui va nous présenter dynamiquement, en chiffres et avec des illustrations, mais comme on le connait, avec une synthèse remarquable, notre étape budgétaire du CA.

**Monsieur BOEDEC**

Merci, Madame la Présidente.

Madame la Présidente l'a précisé, elle sortira au moment du vote du Compte Administratif. Je précise aussi que Madame PELISSIER ne prend pas part au vote du CA de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE).

Je vais commencer par les ratios fondamentaux du CA 2022. Nous avons des dépenses d'équipement, donc d'investissement, portées à un niveau très important puisqu'il représentait l'année dernière 195 M€ contre 166 M€ en 2021. Les dépenses de fonctionnement réelles sont en augmentation de 2,25 %, soit 24 M€ de plus pour 1,91 milliard d'euros . Le taux d'épargne se situe à 15,4 % (solde de fonctionnement divisé par les recettes de fonctionnement). L'endettement a été réduit de 84 M€, soit un encours de dette de 784 M€ contre 868 M€ fin 2021.

Le CA 2022 s'élève donc en dépenses réelles plus les opérations d'ordre à 1,530 milliards d'euros et en recettes à 1,709 milliards d'euros dont 195 M€ issus du résultat de l'année précédente.

Si l'on neutralise les résultats précédents et que l'on ne garde que l'année 2022, celle-ci est donc excédentaire de 54 M€ contre 68 M€ l'année d'avant, soit une baisse de l'excédent de 19 %. Si l'on prend le résultat net cumulé 2022, il est excédentaire de 179 M€ contre 195 M€ en 2021. Il se répartit comme suit : nous avons un résultat de fonctionnement cumulé de 332 M€ en fonctionnement et un déficit de la section d'investissement qui se creuse puisque n'avons pas eu recours à l'emprunt, de 152,5 M€ de déficit en investissement.

Sur les recettes réelles de fonctionnement, elles s'élèvent à 1 297 M€ contre 1 251 M€, soit une augmentation de 3,7 %. Si on la décompose, nous avons la fiscalité directe, qui, elle, est en baisse. La fiscalité directe est la CVAE - que l'on a encore pour le moment -, la taxe sur les conventions d'assurances, les droits de mutation et la part Etat, et celle-ci est en baisse de 0,7 % par rapport à l'année dernière. Nous avons la fiscalité indirecte : la fraction de compensation par la TVA, les DMTO hors part Etat, la taxe sur l'électricité, qui, elle, est en hausse de 3,8 %. Nous avons les dotations de l'Etat qui, royalement, augmentent de 0,9 % - je rappelle que l'inflation est autour de 6 à 7 % - et nous avons toutes les autres recettes de recouvrement de créances qui sont à 85 M€.

Les recettes d'investissement ont été réalisées à hauteur de 63 M€, soit un taux de réalisation de 98,9 %. Elles sont constituées des dotations d'État (environ 25 M€ dont 18 M€ de FCTVA), la dotation du FS2I qui représente 27 M€, et les subventions et participations diverses reçues qui s'élèvent à 8 M€.

Un petit focus sur ce qui est attendu chaque année, les DMTO. Vous pouvez le constater, en 2022, suite au resserrement des conditions d'accès à l'emprunt en particulier sur le second semestre, on commence à voir une baisse amorcée, certes limitée en 2022 puisque le marché immobilier a commencé à "se gripper" plutôt en fin d'année, le début d'année 2022 avait été dynamique et la fin d'année beaucoup moins, donc on finit l'année 2022 avec une baisse de 3,5 %, ce qui représente une petite dizaine de M€.

Au-delà de cette présentation sur 2022, un petit point sur les DMTO 2023. La baisse se confirme et s'accélère puisque sur les cinq premiers mois, nous sommes à 16 % de baisse, en sachant que c'est surtout sur le dernier trimestre parce que janvier et février n'avaient pas été mauvais mais ce sont mars, avril et mai qui ont été très compliqués puisque nous sommes sur des mois à -30 %, ce qui nous donne une moyenne à -16 % pour le moment. Je vous rappelle que l'on a anticipé le Budget à -20 %. Si le -30 % se poursuit dans les prochains mois, le -20 % serait peut-être, pour une fois, optimiste.

On verra.

Sur les dépenses réelles de fonctionnement, elles s'élèvent à 1,90 milliards d'euros contre 1,70 milliards d'euros, une augmentation globale de 2,3 % donc limitée, qui s'explique notamment par l'augmentation des dépenses de personnel en lien avec les revalorisations salariales décidées, mais aussi par tous les premiers effets de l'inflation sur les matières premières et le volet énergétique.

Si l'on répartit par grands pôles, cela met en évidence la part prépondérante - cher Gérard - des dépenses liées à la solidarité et à l'action sociale de notre Collectivité, cela représente 62 % de notre Budget, qui est la principale compétence obligatoire du Département.

Si l'on fait un focus sur le résultat propre de la section de fonctionnement, qui est quasiment le chiffre le plus important puisqu'il permet, l'année d'après, d'investir, en 2022, il s'établit à 136 M€ contre 115 M€ en 2021. Vous pouvez remarquer que ce résultat est particulièrement sensible au contexte économique et social extérieur au département puisqu'en 2020, on pouvait voir que cela avait chuté à 24 M€ et que même en 2014, ce chiffre était négatif et heureusement que ce n'était qu'une seule année.

Cela entraîne le calcul du taux d'épargne brute, qui est la capacité de la Collectivité à constater une ressource après la couverture de l'ensemble de ses dépenses. Nous avons un taux d'épargne brute de 15,4 %, avec une épargne brute qui s'établit aujourd'hui à 199 M€ contre 183 M€ en 2021.

Sur l'endettement, au 31 décembre 2022, la structure de la dette fait apparaître un encours s'élevant à 784 M€, une durée de vie moyenne de six années et demi et un taux moyen d'1,79 %. Compte tenu de sa capacité d'autofinancement, je rappelle que nous avons décidé, en 2022, de ne pas mobiliser d'emprunt, ce qui explique la baisse de 84 M€ de l'encours de dette.

Après avoir atteint un pic en 2014 (nous étions à 17 années), la capacité de désendettement a fortement diminué depuis et s'établit aujourd'hui à moins de quatre ans.

Sur les dépenses d'investissement, les dépenses réelles d'investissement propres à l'exercice 2022 s'établissent à 285 M€. Elles ont été réalisées à hauteur de 94 % et progressent donc de 26 M€ par rapport à 2021. Si l'on fait une répartition par grands pôles, cela met en évidence - chère Virginie - la progression des dépenses d'investissement consacrées au développement qui s'établit à 75 M€. Le pôle développement recense notamment les dépenses de construction et de réhabilitation des collèges, secteur pour lequel le Département s'est engagé à hauteur de 650 M€ entre 2022 et 2027.

Les dépenses financières sont stables comparées à 2021 : 85 M€ en 2022 contre 84,95 M€ en 2021. Elles représentent 30 % des dépenses réelles d'investissement en 2022 contre 34 % sur l'exercice précédent.

Je vous rappelle qu'un vote est requis pour chacun des quatre Comptes Administratifs. Il y aura donc quatre délibérations distinctes.

**Madame CAVECCHI**

Je donne la parole à Monsieur SABOURET.

**Monsieur SABOURET**

Madame la Présidente, merci.

Mes chers collègues, nous étudions aujourd'hui un document auquel on ne prête pas suffisamment d'attention. On prête souvent beaucoup d'attention au Budget Primitif mais moins au CA alors que probablement, c'est un document plus important parce qu'il donne la photographie du réalisé. C'est un peu la vérité des prix. On constate ce qui a été fait. Sa lecture est très intéressante et nous permet de vérifier si le Budget Primitif tel qu'il avait été présenté, et ses éventuelles modifications, a été suivi d'effet. Il permet aussi de calculer des écarts.

Revenons un peu en arrière. L'élaboration du Budget 2022 n'était évidemment pas un exercice simple, on peut le reconnaître. Beaucoup d'incertitudes post-Covid-19 pesaient sur l'exercice budgétaire et l'année 2021 ne pouvait pas du tout être prise comme année de référence puisque c'était une année très spécifique. Les prévisions budgétaires que vous aviez réalisées en 2022 demandaient des efforts particulièrement importants et de choisir un certain nombre d'options.

Cependant, notre Collectivité possède une structure budgétaire relativement stable, ce qui aurait permis d'ajuster peut-être mieux les prévisions. Je dis "aurait" car malheureusement, cela n'a pas été le cas. Vous n'en serez pas surpris - nous l'avons dit à plusieurs reprises ces dernières années -, nous constatons une tendance à à la fois minorer les recettes et gonfler les dépenses. J'en veux pour preuve quelques éléments, je n'en choisirai que deux à la fois par souci de clarté et pour ne pas faire trop long.

Le premier est celui des subventions d'équipement versées. Vous nous promettiez un effort supplémentaire sur ce poste, il est vrai que le soutien aux communes était arrivé à l'étiage - terme que l'on utilise beaucoup en ce moment avec la sécheresse -, à des niveaux assez bas. Nous avons donc remis une ambition en matière de soutien à l'investissement des communes et pourtant, à l'arrivée, le poste budgétaire est 21 % inférieur à vos prévisions. Vous n'avez pas atteint l'objectif de dépasser la barre de 60 M€ d'investissement.

Cela m'amène à une réflexion. Vous nous annoncez dans le Budget Primitif de 2023 une cible à 73 M€. Par rapport à la prévision de 2022, c'est déjà ambitieux mais au vu du réalisé qui est un peu au-dessus de 40 M€, cela semble quasiment impossible. On avait soulevé ce point lors des débats en attirant votre attention sur la difficulté de suivre les projets, notamment parce que nous étions sous-dotés en capacité de suivre les projets des communes. Vous nous aviez partiellement écoutés en présentant un plan de renforcement des effectifs départementaux lors de la séance du mois de mai. C'est une bonne chose mais est-ce que cela suffira à faire décoller le soutien aux investissements ?

Nous en doutons et proposons un certain nombre de pistes, j'y reviendrai dans ma conclusion.

Le second indicateur est celui des recettes. Nous avons connu une année particulièrement dynamique sur la TVA puisque vous savez qu'elle a finalement compensé le transfert de la taxe foncière au bloc communal. Il y a une dynamique aussi de la taxe sur l'électricité. Je laisse de côté ces postes de recettes car nous savons qu'ils sont volatiles. L'autre produit phare de nos recettes, ce sont les DMTO - que l'on appelle dans le langage courant les "frais de notaire" - qui sont un poste majeur du financement des Départements. Sur ce poste, la tendance générale, la stratégie menée est toujours un peu de les minorer.

Vous nous expliquez que c'est par prudence, c'est un choix de votre part mais il n'est pas neutre parce qu'en sous-évaluant systématiquement ces recettes, vous vous privez volontairement d'une ressource pour agir.

En 2022, nous avons 267 M€ de recettes de DMTO contre 249 M€ prévus au Budget Primitif. C'est positif, cela permet de dégager un excédent de 18 M€ rien que sur ce poste de recettes. Il convient de lui ajouter quasiment 20 M€ supplémentaires issus des autres postes (fraction de TVA pour compenser la perte de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB)) donc du côté des recettes, nous avons une bonne nouvelle qui nous permet d'envisager sereinement 2023 et de modifier la structure du Budget Primitif que vous nous aviez présenté, même si vous avez indiqué quelques réserves, je vais y revenir.

Vous avez parié sur une baisse de DMTO dans le Budget 2023 de l'ordre de 10 %. On vous avait mis en garde en disant que nous étions le seul Département qui prévoyait une baisse aussi forte. Avec le Compte de Gestion et le Compte Administratif que l'on a, on se rend compte que c'est de la sur-prudence que l'on fait ici parce que rapportées au réalisé 2022, les prévisions de baisse de DMTO que l'on a dans le Budget 2023 ne sont pas de 10 % mais 16 %. Je me suis livré à un rapide exercice de calcul. Résultat 2022 : 267 M€, baisse prévisible de 10 %, on arrive à 240 M€, mais ce sont tout de même 17 M€ de plus que ce que l'on a enregistré en 2022. Même si le marché immobilier plonge, nous aurons des recettes de DMTO probablement supérieures à ce que vous avez prévu pour 2023.

Cela m'amène, Madame la Présidente, mes chers collègues, à la conclusion que j'ai développée au-dessus avec nos deux points principaux sur l'exécution du Budget. Premièrement, on sous-évalue les recettes. Deuxièmement, on surévalue les dépenses. Ces deux pratiques combinées conduisent notre Collectivité à avoir à chaque fois un excédent conséquent qui s'ajoute à celui des années précédentes. Il faut donc faire quelque chose de cette "cagnotte" qui a été accumulée et c'est là ma conclusion.

Vous avez la possibilité - l'opportunité dirions-nous -, grâce à cette "cagnotte", de corriger le Budget Primitif 2023 que vous nous avez présenté et nous avons quelques suggestions. Premièrement, pour vous aider à atteindre la cible d'investissement, le volume des dossiers ne permettra certainement pas d'y arriver et pourtant, on en passe à chaque Commission Permanente. Nous vous proposons de revoir d'ores et déjà le guide des aides pour rehausser le taux maximum d'aides par fiche que nous proposons aux communes dont la population a un revenu médian faible.

On pourrait très bien faire un bonus pour les communes qui sont plus pauvres que les autres. Cela conjugue égalité territoriale et égalité sociale.

Deuxièmement, pour accélérer la transition écologique - personne ne nie que nous avons une urgence écologique à laquelle il faut répondre - tout en soutenant le pouvoir d'achat des habitantes et habitants du Val d'Oise, nous vous proposons le versement d'une subvention exceptionnelle à notre bailleur social départemental (Val d'Oise Habitat) pour permettre la réalisation d'un programme ambitieux de rénovation de son patrimoine le plus ancien. On ferait de la rénovation de bâtiments dont le parc installé de Val d'Oise Habitat dans les communes a besoin.

On ferait donc à la fois cette opération qui serait bénéfique pour le patrimoine de Val d'Oise Habitat, mais aussi beaucoup pour l'environnement et pour le pouvoir d'achat des locataires.

Troisièmement, puisque notre santé financière nous le permet, nous proposons de poursuivre vos efforts de renforcement des effectifs départementaux notamment dans le domaine de la Santé. J'ai lu que le Département du Val d'Oise était le dernier Département en dotation de médecins par habitant. J'étais effaré de constater cela dans une publication récente. Nous pourrions imaginer développer des Centres de Santé départementaux, à l'instar de ce que fait un certain nombre de Départements parfois plutôt ruraux (Saône-et-Loire, Gers...). Nous pourrions salarier des professionnels de santé pour travailler dans ces Centres Départementaux de Santé en partenariat avec les communes.

Quatrième piste, comme nous l'avions demandé le mois dernier, la question de la mobilité pour les jeunes notamment est importante et donc nous réitérons la proposition que nous avions faite le mois dernier d'aller vers la gratuité des transports pour les jeunes, c'est-à-dire la prise en charge des pass Imagine'R pour les jeunes de notre département.

Voilà quelques exemples simples de politiques publiques que nous pourrions mener pour utiliser la "cagnotte" dont dispose le Département. Madame la Présidente, dans votre présentation, vous avez dit : "nous avons de l'ambition pour les Valdoisiens", je vous dis : "chiche ! Puisque nous en avons les moyens, mettons ces moyens au service de l'ambition pour le Val d'Oise".

**Madame CAVECCHI**

Merci, Monsieur SABOURET.

Monsieur BOEDEC.

**Monsieur BOEDEC**

Pas de surprise, c'est ce qui est bien… Par contre, je vous rejoins, le CA n'est peut-être pas plus important que le Budget mais il est aussi important que le Budget parce que c'est le reflet de ce qui s'est passé, de nos dépenses et de nos recettes.

Le discours est classique : on minore nos recettes, on majore nos dépenses et vous vous focalisez sur les DMTO et sur l'aide aux communes. Sur l'aide aux communes, je tiens quand même à rappeler que l'on a bien changé le guide des aides mais qu'il n'a que, pour l'année 2022, six mois d'existence.

Nous sommes à mi-année donc il faut raisonner sur une année complète. Je vais vous redemander d'attendre encore l'année 2023 mais je sais déjà que sur le premier semestre 2023, on a plutôt une alerte dans l'autre sens, il va falloir que l'on voie si l'on va tenir les 30 M€ mais est-ce qu'il ne va pas falloir en ajouter ?

C'est aussi dépendant des investissements des communes. Tout est lié. Mais a priori, la dynamique est plutôt très bonne.

Pour ce qui est des fameux DMTO, il n'y a pas de volonté de les minorer. Il faut arrêter de croire que tous les matins, on se lève en se disant : "tiens, je vais minorer les DMTO parce que". C'est simplement que l'on essaie de les estimer mais que l'on a tous une boule de cristal un peu compliquée et que l'on n'arrive pas à voir ce qui se passe dedans. On dit toujours que "les arbres ne montent pas jusqu'au ciel", c'est vrai. Les DMTO ont tendance à augmenter mais quand ils baissent, ils baissent. Vous me dites là que ce n'est pas -10 % que l'on a estimé mais par rapport au réalisé, c'est -16 %. Vous avez entièrement raison : on a fait de BP à BP, cela fait -10 %, du réalisé au BP, cela fait - 6 %. Cela tombe bien, c'est exactement là où l'on est au 31 mai. On est à -16 %.

Si l'on est à -16 % aujourd'hui, je signe tout de suite ! Ce qui m'inquiète plutôt est que les deux derniers mois étaient à -30 % et que si ce -30 % se poursuit - et j'ai aussi la casquette de maire -, ce n'est pas -30 % que l'on annonce chez les notaires mais -40 %, voire -45 %. Le marché de l'immobilier est aujourd'hui à l'arrêt. Je serais content que l'on soit à -16 %. J'ai peur qu'à la fin de l'année, on soit largement au-delà du -16 % sauf si le marché immobilier repart d'un seul coup après l'été. Visiblement, il n'y a aucune volonté étatique de faire redémarrer le marché donc je ne sais pas comment il va redémarrer tout de suite. A priori, les taux d'intérêt vont continuer à augmenter d'après ce que j'ai entendu hier donc je ne suis pas persuadé que le marché immobilier va repartir sur cette année. Le -16 % est donc positif.

Enfin, sur vos propositions - c'est aussi avec ma casquette de maire et de Conseiller départemental -, on parle beaucoup de santé, oui l'on manque de médecins. Je suis maire, je sais de quoi je parle, tous les maires le savent. On est tous dans la logique de faire des Centres de Santé, on inaugure tous des Centres de Santé, on fait de beaux bâtiments, on met tout ce qu'il faut au niveau administratif mais ce n'est pas pour cela que cela fait venir des médecins. Notre vrai problème est que l'on est tous en train de construire des locaux et au final, ils restent vides. Le vrai problème est comment faire venir des médecins parce que de toute façon, on n'en a pas assez en France. C'est bien gentil de faire des locaux, d'aider à l'investissement, mais cela n'est pas le problème.

**Madame CAVECCHI**

Je suis bien d'accord et quant à la Saône-et-Loire, je me souviens parfaitement être allée visiter avec l'Association des Départements de France ce magnifique Centre et ce travail qui nous paraissait vraiment essentiel, sauf qu'ils ont récupéré tous les médecins des départements autour. Du coup, je n'ai pas envie de me fâcher avec les autres Départements parce que le problème est que l'on n'a pas plus de médecins que ce que l'on a. C'est une vraie difficulté, on est tous en concurrence les uns contre les autres. C'est assez compliqué.

Je discutais hier avec un professeur de Neurologie qui me disait que les grands équipements qui ont été construits, auxquels le FS2I a participé notamment le Centre DEVEDJIAN n'arrive pas à trouver de médecins donc il ne peut pas fonctionner aujourd'hui alors que c'est un équipement absolument extraordinaire. C'est un vrai souci effectivement.

Sur les DMTO, Yannick a parfaitement répondu.

Les mobilités sont à travailler, je suis assez d'accord avec vous.

Sur la subvention exceptionnelle à Val d'Oise Habitat (VOH), la Présidente de VOH que je suis ne peut pas être contre, mais c'est à voir tous ensemble aussi.

Je donne la parole à Monsieur BERTOLINI.

**Monsieur BERTOLINI**

Merci, Madame la Présidente.

Mes chers collègues, je voudrais revenir sur cette proposition d'octroyer une subvention à VOH pour accélérer les travaux de rénovation et d'isolation thermique car elle permettrait à la fois de soutenir le pouvoir d'achat des locataires, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et notre consommation de gaz. En ce moment, nos concitoyens sont confrontés à la hausse des prix de l'énergie, les revenus augmentent à un rythme faible, voire n'augmentent pas du tout et ils sont "pris entre le marteau et l'enclume". Un allègement de leurs charges à travers une réduction des besoins de chauffage leur redonnerait un gain de pouvoir d'achat vraiment durable.

Je voudrais aussi rappeler quelques chiffres que j'avais cités en Commission Permanente sur les besoins d'investissement de VOH qui sont particulièrement importants, en particulier pour satisfaire la stratégie nationale bas carbone. Il y a effectivement du temps parce que c'est pour 2050 mais malgré tout, il y a une ampleur exceptionnelle puisqu'il faut pratiquement revoir l'ensemble du parc pour viser une norme d'isolation thermique plus haute. Aujourd'hui, 56 % des logements sont chauffés au gaz avec quasiment aucune pompe à chaleur et 90 % des logements qui sont de type C ou plus mauvais d'un point de vue qualification thermique. C'est l'étendue de tout ce qu'il y a à faire pour être conforme à la stratégie nationale bas carbone.

Anticiper ces investissements et réduire nos émissions de gaz à effet de serre et notre consommation de gaz, ce sont deux mesures très bénéfiques pour le climat.

J'espère que nous pourrons trouver une solution. Cela me paraît être un objectif relativement consensuel entre les différentes sensibilités politiques et il me paraît souhaitable que l'on aille vers une accélération de ce plan de rénovation thermique et de rénovation tout court d'ailleurs d'une partie du parc.

**Madame CAVECCHI**

Tout à fait. Je rappelle que VOH a récupéré 10 000 logements de l'OPIEVOY, ni faits, ni à faire, et derrière, il y a tout un retard. Je rappelle aussi que le Département a voté des titres participatifs à hauteur de 30 M€. Ce n'est pas un don naturellement, mais c'est tout de même une aide appréciable pour VOH. On va continuer à travailler sur le sujet, c'est évident.

Tu veux dire un mot ?

**Monsieur STREHAIANO**

Il y a parfois des choses surprenantes dans les incitations nationales. Il n'y a pas si longtemps, nous étions tous encouragés à installer des chaudières au gaz et faire des chauffages dans nos établissements publics par le biais de cette énergie réputée plus propre.

**Madame CAVECCHI**

Pour conclure, je pense que l'on peut être fier de la progression que nous avons financièrement parlant et du travail des équipes par rapport à l'investissement notamment sur l'équipement. Rien n'est parfait, on retravaille une nouvelle version - Patrice ROBIN est en train d'avancer sur le sujet avec son groupe de travail - et on a la phase 2 de l'aide pour les grands projets départementaux. Tout cela va faire - j'en suis absolument persuadée - qu'en 2023, on va être sur une année pleine de l'aide aux communes pour les équipements et nous allons au moins atteindre les 30 M€, sinon les dépasser. Il faudra aussi que l'on puisse travailler là-dessus.

Et puis nous allons retravailler sur le PPI aussi puisque le PPI est fait pour évoluer. Les constructions de nos collèges ne se déroulent pas toujours dans le temps que nous avions prévu et donc il va falloir regarder aussi comment tout cela s'équilibre puisque l'idée est d'aller le plus loin possible, de la meilleure façon possible pour les Valdoisiens. Là-dessus, je pense que l'on ne peut qu'être toutes et tous d'accord.

*(Madame CAVECCHI quitte la salle)*

**Monsieur STREHAIANO**

Nous allons pouvoir passer au vote sur ce CA.

Celles et ceux qui sont contre ?

Celles et ceux qui s'abstiennent ?

Celles et ceux qui sont pour ?

On recommence ? Ce n'est pas parce que j'ai refusé de prendre le fauteuil de la Présidente que je ne préside pas. Et que mon questionnement n'est pas bon.

Nous passons donc à l'approbation du CA et je demande à nouveau à l'Honorable Assemblée et à mes collègues estimables qui la composent

Celles et ceux qui sont contre ?

Celles et ceux qui s'abstiennent ?

Celles et ceux qui sont pour ?

Adopté !

Le compte de gestion c'est en présence de la Présidente. Je ne saurai usurper cette fonction plus longtemps.

*(Il est procédé au vote)*

D'abord, sur le Budget Principal, celles et ceux qui sont contre ?

Celles et ceux qui s'abstiennent ?

Celles et ceux qui sont pour ?

Les Budgets annexes : celui du Château d'Auvers,

contre ?

Abstention ?

Pour ?

Celui du laboratoire départemental, que nous connaissons particulièrement,

contre ?

Abstention ?

Pour ?

Pas plus de chance pour la MDE,

contre ?

Abstention ?

Pour ?

*(Madame PELISSIER ne prend pas part au vote)*

Nous passons au Compte de Gestion. Sur la MDE, c'est un donner acte.

Sur le laboratoire départemental ?

Approuvé à l'unanimité.

Sur le Château d'Auvers ?

Même chose.

Sur le Budget Principal ?

Approuvé à l'unanimité.

*(Madame CAVECCHI rejoint la séance)*

**Madame CAVECCHI**

Chers collègues, je vous remercie. Tout est valable donc c'est parfait.

**2-27 Taxe d'aménagement - Année 2024**

**Madame CAVECCHI**

Nous avons maintenant le vote sur les taux applicables en matière de fiscalité indirecte qui concerne la taxe d'aménagement et la ventilation de ses produits entre le Conseil d'Architectures, d'Urbanisme et d'Environnement, et les Espaces Naturels et Sensibles.

Je rends la parole à Monsieur BOEDEC.

**Monsieur BOEDEC**

Madame la Présidente, c'est pour vous proposer la reconduction du taux de la taxe d'aménagement à 2,5 % et des trois exonérations concernant les logements sociaux, les immeubles classés et les abris de jardin. La répartition se fera lors d'une prochaine séance.

**Madame CAVECCHI**

C'est rapide.

Je passe au vote.

Merci.

**2-28 Bilan des cessions et des acquisitions immobilières pour l'exercice 2022**

**Madame CAVECCHI**

Nous avons le bilan des cessions et acquisitions immobilières pour l'exercice 2022.

Je donne la parole à Madame RAFAITIN-MARIN et c'est un donner acte.

**Madame RAFAITIN-MARIN**

Il s'agit de vous présenter le bilan des cessions et des acquisitions immobilières pendant l'exercice 2022 effectuées par notre Département.

Le total des cessions s'élève à 1 440 896 € et celui des acquisitions s'élève à 303 531,73 €. Les acquisitions concernent principalement des Espaces Naturels Sensibles (ENS) ou des aménagements de voies vertes. Vous avez le détail dans les tableaux joints en annexe.

**Madame CAVECCHI**

Pas de question ?

C'est un donner acte.

**2-29 Commune d'Osny - Cession d'un terrain dans la ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) au profit de M. Thibaud JOREL ou de toute entité qui viendrait se substituer et dont il serait solidairement responsable**

**Madame RAFAITIN-MARIN**

Nous sommes dans le cadre de la construction d'un collège 600 à Osny. C'est un terrain de 24 074 m² composé de quatre parcelles, qui a été retenu au lieu-dit La Croix Saint-Siméon à Osny. Ce terrain appartient à six propriétaires dont la commune d'Osny, la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, l'indivision JOREL, Monsieur Thibault JOREL qui est un exploitant agricole, l'EARL Les Sablons et notre Département.

Nous avons voté en Commission Permanente, le 5 juin dernier, un accord transactionnel entre toutes les parties. L'emprise foncière du futur collège ne sera que de 10 901 m².

Il vous est donc demandé d'approuver aujourd'hui la cession d'une emprise foncière de 8 000 m² au profit de Monsieur Thibault JOREL exploitant agricole afin qu'il puisse établir une activité secondaire, au prix de vente de 22 € le mètre carré, soit un total de 176 000 €, ceci conformément à l'avis des Finances publiques.

Je précise que les frais d'acte et de publication seront à la charge de l'acquéreur.

**Madame CAVECCHI**

Merci.

Pas de question ?

Tout le monde est favorable au rapport ?

Merci.

**2-30 Commune de Cergy : procédure de déclassement anticipé du domaine public départemental de la parcelle bâtie cadastrée section BE n° 57p (3 754 m²), en vue d'un échange foncier avec la parcelle cadastrée section AY 44p (3 754 m²) appartenant à la SCI ESSEC CONSTRUCTION**

**Madame RAFAITIN-MARIN**

Cette délibération s'inscrit dans le cadre de l'opération de construction de nouveaux locaux pour l'École Nationale Supérieure des Arts de Paris Cergy dont la maîtrise d'ouvrage de l'Etat a été déléguée à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise.

La nouvelle école sera construite sur l'emprise des terrains de l'ESSEC, des terrains de tennis situés en face du campus avenue du Parc. L'ESSEC a accepté la mise à disposition de son foncier sous réserve de restitution d'une emprise équivalente. Le Département va donc procéder à un échange foncier avec l'ESSEC, à iso-surface et sans soulte, qui fera l'objet d'une délibération spécifique à notre prochaine Commission Permanente. Préalablement, il est donc nécessaire de procéder au déclassement par anticipation du domaine public vers le domaine privé du Département de la parcelle BE 57 qui supporte actuellement un gymnase dont l'usage va s'arrêter en fin d'année scolaire.

Tel est l'objet de cette délibération.

**Madame CAVECCHI**

Merci, Agnès.

Pas de question ?

Tout le monde est d'accord ?

Le vote est favorable pour tout le monde, merci.

**2-31 Mesures en matière de Ressources Humaines**

**Madame CAVECCHI**

Je vais donner la parole, puisque l'on va parler de mesures en Ressources Humaines, à Muriel SCOLAN, notre Vice-Présidente.

**Madame SCOLAN**

Merci beaucoup, Madame la Présidente.

La délibération que je vais vous rapporter vous propose des ajustements d'effectifs au sein de plusieurs Directions. À la Direction du Développement Durable et de l'Agriculture, à la Direction des Finances, ce sont des ajustements relativement mineurs. À la Direction de l'Éducation et des Collèges, il est proposé d'externaliser la fonction nettoiement du collège ROBESPIERRE de Goussainville au regard des difficultés constatées ces dernières années et de la faible qualité de service rendu. C'est le constat qui a été fait par le Principal et la gestionnaire de ce collège.

Les agents présents actuellement au sein du collège sont tous accompagnés vers de nouveaux postes qui sont réfléchis au niveau des situations en fonction de leur lieu d'habitation et des besoins. Il en résulte concrètement la suppression des sept postes existants mais en même temps, la création dans ce collège de deux postes d'agents polyvalents et d'un poste d'agent d'entretien et de maintenance.

Par ailleurs, il est proposé des ajustements de postes au sein des collèges le plus souvent pour adapter les natures de postes aux modes de production en cuisine - on le fait tous les ans - et il est à noter qu'un emploi supplémentaire est créé.

À la Direction de l'Enfance, de la Santé et de la Famille, il est proposé la création de six emplois dont cinq infirmiers en vue d'organiser une campagne de vaccination contre les infections à papillomavirus humains pour les filles et les garçons. À noter un financement par l'ARS en soutien pour les infirmiers.

Notons également que le taux de vacation des conseillères conjugales est augmenté pour tenir compte de l'augmentation du SMIC et revaloriser leur rémunération.

Enfin, il est proposé la répartition des activités en direction de la jeunesse dans des directions référentes et compétentes selon les actions développées.

En effet, pour renforcer la cohérence des dispositifs portés par la Direction Jeunesse qui était de taille très réduite, il est proposé de modifier les emplois afin de les répartir de la façon suivante :

- transfert de trois postes à la Direction de l'Offre Médico-Sociale correspondant à l'activité de gestion de la prévention spécialisée. Le poste d'assistant de direction y est également transféré pour renforcer les effectifs,

- transfert de trois postes à la Direction de l'Enfance, Santé et Famille à laquelle on ajoutera le mot "Jeunesse" correspondant à la gestion du dispositif VO Tremplin, ainsi que d'un poste chargé de la gestion budgétaire et comptable.

- transfert de deux postes à la Direction de l'Education et des Collèges : un poste de chargé de mission dédié à l'animation du Conseil Départemental des Jeunes qui vient d'être créé et le poste de Directeur qui deviendra un poste de Directeur Adjoint.

Voilà, très brièvement résumé, l'objet de cette délibération.

**Madame CAVECCHI**

Merci, Madame SCOLAN.

Monsieur BOUGEARD a la parole.

**Monsieur BOUGEARD**

Merci, Madame la Présidente.

Sur ces sujets RH, il y a toujours beaucoup de questionnements et ce que vous décidez de nous proposer n'est pas forcément illégitime. Il y a même des avancées, on peut se satisfaire par exemple du taux de vacation pour les conseillères conjugales, qui est une très bonne chose que nous ne pouvons que soutenir.

Je voudrais faire un focus particulier sur ce que vous appelez "l'externalisation" du nettoiement des collèges, j'appelle cela la "privatisation". En effet, je trouve toujours tendancieux, face à des emplois d'agents territoriaux, que l'on nous réponde : "on est obligé de changer pour chercher plus d'efficacité". Le raccourci est un peu rapide. Il y a toujours ce sentiment de "la Fonction publique ne fait pas forcément bien le travail"…

*(Réaction)*

Vous avez entendu la réaction immédiate de votre collègue, et je trouve cela dommageable parce que face à un moment difficile dans un collège - cela peut arriver, nous avons beaucoup de collèges -, la réponse doit être le renforcement des équipes, la formation, le déplacement de certains agents, certes - on ne vous jettera pas la pierre là-dessus - mais en aucun cas, pour nous, la réponse ne doit être la privatisation d'un service public.

Face à cela, nous nous abstiendrons sur cette délibération.

**Madame CAVECCHI**

On le sait, par rapport à l'économie privée et l'économie en générale, avec l'opposition, on a une séparation idéologique par rapport à ce que chacun défend et j'entends ce que vous dites.

On sait très bien aussi que - et je laisserai la parole à Virginie qui pourra en parler mieux que moi - dans les collèges, on a un taux d'absentéisme et de fatigue d'agents qui sont là depuis très longtemps, qui n'ont pas toujours eu l'accompagnement qu'il aurait fallu mettre en place à un certain moment.

**Madame TINLAND**

Dans les collèges, on a un plan de formation des agents et on a mis en place énormément de choses pour réduire la pénibilité du travail au sein des collèges. Il est vrai qu'il y a des métiers en tension dans les collèges, comme partout ailleurs, mais on a un bon taux de remplacement et s'agissant de la formation, on est très actif. Il y a les Matinales qui sont des réunions régulières avec tous les agents des collèges pour faire le point sur les formations. On est très proactif dans ce domaine.

**Madame CAVECCHI**

Il est évident que l'on ne dit pas que les agents publics sont des agents qui ne travaillent pas. Vous savez ce que j'en pense.

Monsieur le Vice-Président délégué a la parole.

**Monsieur STREHAIANO**

J'ai deux remarques. La première, pour avoir été un peu à la manœuvre lorsque nous avons incorporé les ATOS, je peux vous assurer que même si au début il y avait quelques inquiétudes - que l'on peut toujours comprendre, la fameuse résistance au changement - de la part de ces fonctionnaires d'Etat qui devenaient fonctionnaires territoriaux, vous n'en trouverez pas aujourd'hui qui considèreront être moins bien traités par le Département qu'ils ne l'étaient hier par cet employeur qu'est l'Etat.

Ensuite, avec votre remarque sur l'externalisation/la privatisation, l'avantage est que l'on ne se sent pas vieillir puisque je me souviens que nous avions eu la même discussion pour une externalisation de prestation de ménage et ceux qui vous représentaient à l'époque trouvaient cela scandaleux.

C'était en 2000 et dans les références de l'entreprise de ménage que nous avions sélectionnée, il y avait les services du Premier Ministre, qui, à l'époque, était Monsieur JOSPIN.

**Madame CAVECCHI**

Merci de cet échange.

Je vais passer au vote.

L'opposition s'abstient ?

Merci beaucoup.

**3-17 Désignation des lauréats de l'édition 2023 du Prix de l'égalité des chances**

**Madame CAVECCHI**

Il nous reste une petite demi-heure, un petit film doit être diffusé.

Madame PHILIPPON a la parole.

**Madame PHILIPPON**

Merci, Madame la Présidente.

Je rappelle que la 11ème édition du Prix de l'égalité des chances est un dispositif destiné aux jeunes Valdoisiens de 18 à 25 ans. Ce Prix existe depuis 2012. Le Département a soutenu depuis cette date 63 jeunes méritants dans la poursuite de leurs études parce que le Département souhaite offrir l'égalité des chances à chaque Valdoisien, peu importe le milieu d'origine et le lieu de résidence.

Au cours de ces dernières années, les jeunes ont été récompensés pour leur parcours scolaire d'excellence mais également pour leur engagement citoyen. Pour cette édition, nous avons reçu 21 candidatures.

Ces candidats sont issus de l'ensemble du Val d'Oise, notamment de l'Agglomération de Cergy-Pontoise, du Val Parisis, de Roissy Pays de France ou encore de la Communauté de Communes des Hauts Val d'Oise.

13 candidats ont été présélectionnés sur dossier pour être auditionnés par un comité pluridisciplinaire. Il s'agit de six hommes et sept femmes de 18 à 25 ans avec des projets et des ambitions très divers tels que l'entreprenariat, le commerce, l'intelligence économique, l'ingénierie ou la finance.

Avec ma collègue, Edwina ETORE-MANIKA et d'autres membres du comité, nous avons reçu les 13 candidats. Les membres du comité sont nos partenaires habituels tels que la Préfecture du Val d'Oise, les représentants des établissements de CY Paris Cergy Université, la Direction Académique du Val d'Oise et le Centre d'égalité des chances de l'ESSEC, mais également les services départementaux que je remercie pour leur aide et leur implication.

À l'issue de ce comité, le jury a délibéré et propose de distinguer sept lauréats pour leur parcours scolaire ou universitaire particulièrement exemplaire et leur engagement citoyen. Ils ont comme point commun l'obtention d'excellents résultats scolaires, un engagement citoyen fort et l'existence aujourd'hui de freins financiers susceptibles de compromettre leur réussite. Ce sont des jeunes qui s'engagent pour leur réussite, mais aussi pour la réussite collective. Ces lauréats sont de réels exemples pour notre jeunesse Valdoisienne.

Les sept jeunes se verront attribuer la somme entre 2 500 € et 7 500 € pour un montant global de 35 000 €.

On va passer la vidéo et je vais laisser ma collègue, Edwina, vous présenter les lauréats 2023.

*(Diffusion du film)*

**Madame CAVECCHI**

Cela fait plaisir.

Patrick HADDAD.

**Monsieur HADDAD**

Merci, Madame la Présidente.

C'est une très belle action, ce sont des jeunes qui méritent d'être soutenus donc nous n'avons aucune difficulté. On y avait fait référence l'année dernière, je me permets de le redire : quand on regarde à l'échelle du département, une cohorte, c'est-à-dire des jeunes qui ont 15, 16, 17 ans, ce sont 20 000 jeunes chaque année. Évidemment que tous n'ont pas besoin d'aide, et tant mieux, et pas d'aide de ce niveau-là.

Là, on distribue 35 000 €, tant mieux. Je ne sais pas combien coûte un petit clip comme celui-là, 10 % de ce que l'on dépense environ, à mon avis. Tout cela pour dire que quand on regarde les résultats que l'on a vus tout à l'heure, si l'on multiplie par deux ce budget-là et par deux le nombre de jeunes - et sincèrement on n'aura aucune difficulté à en trouver d'aussi talentueux que ceux-là -, on pourra se féliciter doublement l'année prochaine, Madame la Présidente.

**Madame CAVECCHI**

Merci, Monsieur HADDAD. On peut toujours faire mieux, effectivement.

Je vous propose de voter.

Tout le monde est d'accord, merci beaucoup.

**4-15 Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Économique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion, etc.) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA**

**Madame CAVECCHI**

Un vrai travail de fond. Aujourd'hui, France Travail est l'objet de nombreuses discussions et avance tant bien que mal. Avec la Direction Départementale Pôle Emploi, le Département travaille très bien et nos services sont vraiment en échange permanent, en construction permanente par rapport à l'insertion de nos bénéficiaires du RSA. On est loin de la polémique France Travail. Par contre, on est évidemment dans l'esprit et on travaille sur la même longueur d'onde, dans la même direction, en vrai partenariat et cela me va tout à fait.

Je donne la parole à Monsieur DECLERCK.

**Monsieur DECLERCK**

Merci, Madame la Présidente.

Le présent rapport définit le financement de trois dispositifs visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA et des plus jeunes dans le cadre de la prévention pour leur éviter d'avoir recours au RSA dès qu'ils ont 25 ans.

Dans le cadre du PDIE 2023-2027 que nous avons voté en Assemblée il y a quelques mois, nous avions intégré dans le nouveau PDIE un appel à projets aux Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI). Ces structures du champ de l'insertion par l'activité économique proposent des CDI intérimaires aux personnes éloignées de l'emploi, tout en prenant en charge un accompagnement social et professionnel pendant et en dehors des missions qu'elles réalisent auprès d'entreprise clients des ETTI.

Il vous est donc proposé, à ce titre, de financer les projets retenus :

- le projet HUMANDO qui est une filiale du réseau ADECCO Inclusion, qui intervient sur des chantiers d'envergure notamment pour le Grand Paris, sur l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle et sur des marchés de tri et de collecte pour 92 000 € et l'accompagnement de 50 bénéficiaires du RSA et jeunes.

- la société ID'EES Intérim, qui intervient principalement dans le secteur du bâtiment, avec un financement de 100 000 € pour l'accompagnement de 40 bénéficiaires de RSA Jeune,

- la structure Médiapole Ile-de-France qui intervient sur la médiation dans les trains et les gares du Transilien. Il s'agit ici d'une subvention de 20 000 € pour huit jeunes,

- la structure Pro Emploi Intérim intervient sur plusieurs secteurs d'activités et il vous est proposé de la soutenir à hauteur de 24 000 € pour l'accompagnement de 12 bénéficiaires du RSA et jeunes.

Vous noterez que l'ensemble de ces actions et activités rayonne sur l'ensemble du département.

La deuxième partie de ce rapport vous propose de renouveler l'action Brigades Vertes de l'insertion. Pour rappel, en mars 2021, nous votions au sein de cette Assemblée la mise en œuvre, sous la supervision des CPCV, d'une brigade pour assurer l'entretien des abordes de nos voieries départementales. Les retours positifs de cette expérimentation avec, sur cette première brigade, des agents qui ont été recrutés par la Direction des Mobilités du Département et des agents qui se sont vus proposer un renouvellement de leur contrat.

Il vous est donc proposer de poursuivre cette expérience, dispositif renouvelé avec une augmentation du nombre de bénéficiaires dans un premier temps et un développement de leur champ d'actions puisque des équipes supplémentaires interviendront dans l'entretien des espaces verts sur nos collèges, notamment dans les cours de récréation. Ce dispositif bénéficiera d'un financement d'environ 240 000 €.

Et nous souhaitons également valoriser les bénéficiaires en leur permettant d'obtenir des open badges. Il s'agit de qualifications mises en place dans le monde de l'insertion par l'activité économique notamment. Il vous est proposé d'accompagner les bénéficiaires dans l'obtention de ces open badges et de financer l'Association Incite pour bénéficier de son expérience dans la mise en œuvre de ce dispositif.

Pour finir cette présentation de rapport, je vous invite à soutenir l'Association Chômeurs de longue durée Pierrelaye qui s'est engagée dans l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée que nous connaissons tous puisqu'on la présente régulièrement au sein de cette Assemblée. Un petit rappel néanmoins : pour prétendre à l'agrément auprès du Fonds national, l'Association a l'obligation de lancer son entreprise à but d'emploi et de recruter son directeur avant l'agrément, ce qui a un coût pour l'Association. C'est pourquoi nous souhaitons répondre favorablement à la demande de l'Association avec une subvention de 15 000 € qui viendra en complément de l'aide de l'Etat et de la Ville de Pierrelaye pour la soutenir dans cette phase de préfiguration.

Je vous remercie.

**Madame CAVECCHI**

Merci, Monsieur DECLERCK.

Des remarques, interventions ?

Tout le monde est favorable ?

Oui. Merci beaucoup.

**4-16 Organisation d'une campagne de vaccination contre les infections à Papillomavirus humain (HPV) dans les collèges du Val d'Oise, dans le cadre de la compétence Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD)**

**Madame CAVECCHI**

Nous allons parler de la santé de nos collégiens et de vaccination.

**Madame FROMENTEIL**

Merci, Madame la Présidente.

En février 2023, le Président de la République annonce la mise en place d'une campagne de vaccination généralisée à l'ensemble des collégiens de classe de 5ème, aussi bien pour les filles que pour les garçons afin d'éradiquer le papillomavirus (ou HPV). Cette Infection Sexuellement Transmissible (IST) est la plus fréquente : 7 000 cancers liés à cette infection sont diagnostiqués tous les ans.

Le Département entend donc renforcer cette prise en charge sanitaire. L'Agence Régionale de Santé (ARS) a été chargée d'organiser la vaccination contre le HPV et a délégué aux Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) cette campagne.

Le Département va donc réaliser, dès septembre 2023, en collaboration avec l'Education nationale, la campagne de vaccination. Le coût total de cette campagne est estimé à 2 M€ annuels qui sera compensé de deux manières : par l'ARS et par l'Assurance Maladie. Une équipe de cinq infirmiers prendra en charge ces vaccinations avec un renfort administratif qui pourrait permettre d'atteindre l'objectif fixé par l'ARS.

Je vous remercie de bien vouloir approuver la réalisation de cette opération vaccinale annuelle contre le HPV et d'autoriser Madame la Présidente à signer cette convention.

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup.

Naturellement, c'est avec l'accord des familles.

**Madame FROMENTEIL**

Oui, bien sûr. C'est l'Education nationale qui se charge de faire la demande d'autorisation auprès des familles.

**Madame CAVECCHI**

Pas de remarque ?

Nous votons.

Tout le monde est favorable ?

Merci.

**4-17 Signature du contrat d'engagement républicain et abrogation de la Charte départementale de la laïcité et des valeurs de la République**

**Madame CAVECCHI**

Je me tourne vers Madame RUSIN, qui a la parole.

**Madame RUSIN**

Merci, Madame la Présidente.

Afin de promouvoir le respect de la laïcité, le Département a adopté le 18 décembre 2020 une charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité, qui impose à tous les partenaires dont l'action est soutenue financièrement par le Département de promouvoir le principe de laïcité. Mais la loi du 24 août 2021 prévoit que "toute association ou fondation sollicitant une subvention publique, un agrément ou une reconnaissance d'utilité publique, doit désormais souscrire un Contrat d'Engagement Républicain (CER)".

Notre charte fait donc doublon avec ce CER et il vous est proposé de substituer la charte départementale de la laïcité par ce CER à partir du 1er septembre 2023.

**Madame CAVECCHI**

Nous allons reprendre tous les documents envoyés aux associations pour être en règle dès l'année prochaine.

Qui veut prendre la parole ?

Madame PHILIPPON.

**Madame PHILIPPON**

Merci, Madame la Présidente.

Je voudrais profiter de la venue de Monsieur le Préfet pour nous féliciter collectivement, mes chers collègues, que l'Etat ait retranscrit dans la loi nos engagements en matière de défense de la laïcité et de promotion de nos valeurs républicaines en la faveur de la loi du 24 août 2021 que vient de vous expliquer Madame RUSIN, confortant ainsi le respect des principes de la République.

Avec la Région Ile-de-France et d'autres Départements, nous avons fait partie des Collectivités pionnières à s'être dotées dès le 1er janvier 2021 d'une charte de la laïcité et des valeurs républicaines dans le cadre de nos relations avec nos associations.

Nous pouvons donc nous réjouir que l'Etat se soit inspiré de nos dispositifs locaux pour instituer le CER à travers l'article 12 de cette loi.

En conclusion de mon propos, permettez-moi, Madame la Présidente, de saluer chaleureusement la collaboration active de nos associations valdoisiennes pour cette démarche puisqu'en deux ans d'exercice, soit au 1er janvier 2023, le dispositif de sanction prévu par notre charte n'a pas été utilisé et aucun recours fondé n'a été relevé.

**Madame CAVECCHI**

C'est plutôt une bonne nouvelle et il faut y faire attention, y être attentif, ce côté laïcité et citoyenneté est très important.

Nous votons.

Tout le monde est d'accord ?

**4-18 Fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat par Val d'Oise Habitat**

**Madame CAVECCHI**

Je pense que nous en avons déjà parlé, je laisse la parole à Sabrina et je ne prendrai pas part au vote en tant que Présidente de VOH. Monsieur HAQUIN, qui est Président de Val Parisis Habitat, n'étant pas là, il ne prendra pas part au vote naturellement.

**Madame ECARD**

Merci, Madame la Présidente.

Chers collègues, la loi ELAN en vigueur depuis le 1er janvier 2021 a engagé une réforme profonde de l'organisation du secteur du logement via le regroupement obligatoire des bailleurs sociaux gérant moins de 12 000 logements dont les Offices Publics de l'Habitat.

L'OPH Val Parisis Habitat gère 2 500 logements locatifs et 49 commerces, principalement localisés sur le territoire de la commune d'Ermont. Il est donc concerné par ces obligations légales de rapprochement.

Dans ce contexte, les OPH de Val Parisis Habitat et de VOH ont engagé une réflexion en vue d'une fusion des deux Offices afin de satisfaire les exigences de la loi ELAN. Le Conseil d'Administration de VOH a approuvé le principe de fusion par absorption le 17 octobre 2022.

Le Département, en tant que Collectivité de rattachement de VOH, doit demander au Préfet du département cette fusion, tout comme la Communauté d'Agglomération de Val Parisis. Les Comités Sociaux et Économiques et les deux OPH ont été consultés et ont émis un avis favorable sur le projet de fusion.

Dès lors, le présent rapport a pour objet d'approuver la fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat par l'OPH VOH au 1er janvier 2024, qui permettra de proposer une offre de logement plus optimisée sur le territoire.

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup, Sabrina.

Effectivement, le travail s'est poursuivi toute l'année et se poursuivra en discussion avec les personnels. Cela fera 2 000 logements supplémentaires pour VOH et du coup, un travail encore plus complet par rapport à nos habitants.

Pas d'intervention ?

Nous votons.

Est-ce que tout le monde est favorable ?

*(Madame CAVECCHI ne prend pas part au vote)*

Merci beaucoup. Nous allons donc avancer sur ce projet pour le 1er janvier.

**5-18 Programmation 2023 concernant la randonnée pédestre en Val d'Oise et validation d'un modèle de convention de passage sur sentier**

**Madame CAVECCHI**

Je me tourne vers Céline VILLECOURT.

**Madame VILLECOURT**

Dans le cadre du développement des sports de nature et notamment de la randonnée pédestre et de la convention pluriannuelle signée avec la Fédération Française de Randonnée du Val d'Oise, ce présent rapport a pour objet l'approbation de la programmation d'actions 2023 induisant l'octroi d'une subvention de 24 500 €.

Les principales actions prévues sont :

- la promotion de la randonnée et des pratiques nouvelles telles l'Audax, la marche nordique, la randonnée santé notamment à travers la tenue d'un stand lors de la Fête de la Nature organisée par le Département et l'organisation de l'événement Festi'Rando,

- la participation à la Commission Départementale sur les sports de nature,

- le petit entretien et le balisage d'itinéraires existants,

- le balisage et la promotion de circuits sur les Buttes du Parisis et la Forêt de Montmorency,

- le travail préparatoire nécessaire à la création de nouveaux circuits dans la Forêt de Maubuisson et le Marais de Boissy-Montgeroult.

D'autre part, et afin d'assurer la continuité des itinéraires pédestres, il est soumis à l'approbation de l'Assemblée un modèle de convention qui ne sera bien évidemment utilisé que de manière exceptionnelle afin de permettre le passage des randonneurs sur les sentiers traversant des parcelles privées et ce dans le cadre de leur inscription au plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées.

Voici, Madame la Présidente, les éléments de ce rapport.

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup.

Pas d'intervention ?

Nous votons.

Je vois que tout le monde est enthousiaste pour arpenter les chemins du Val d'Oise. Je vous y invite parce que c'est assez superbe.

Merci pour votre vote et pour votre timing : c'est absolument magnifique, regardez l'heure ! Je ne sais pas si Monsieur le Préfet est arrivé mais nous sommes à sa disposition.

Nous faisons une petite suspension de séance, le temps que Monsieur le Préfet n'arrive.

*(La séance, suspendue à 11 h 13, est reprise à 11 h 20)*

*(Monsieur le Préfet rejoint la séance)*

**Madame CAVECCHI**

Je salue Mesdames et Messieurs les Directeurs de services, Monsieur le Préfet, qui sont loin de moi mais que je connais et que je salue volontiers. Et puis bien sûr, Monsieur le Préfet et Madame la Secrétaire Générale qui sont installés derrière nous.

Monsieur le Préfet, au nom tous les Conseillers Départementaux qui sont ici présents, je voulais vous souhaiter la bienvenue à l'Hôtel du Département, qui est un lieu d'échanges, de discussions, et de construction de l'avenir de notre département.

Vous êtes déjà venu puisque le 20 janvier dernier, vous nous présentiez ici-même un point d'étape du plan d'actions pour le Val d'Oise. Ce plan d'actions, Monsieur le Préfet, - je le sais - vous en mesurez naturellement l'impérieuse nécessité pour le développement équilibré de notre territoire, pour son attractivité et pour l'avenir de sa population dont vous avez reconnu les forces et fragilités, et que l'on connaît aussi.

Une impérieuse nécessité, oui, parce qu'en seulement quelques décennies, le Val d'Oise était devenu - je dis "était" - un territoire oublié du Grand Paris et malgré de nombreuses opportunités, n'avait plus accueilli depuis quelques années, depuis des décennies, de projets d'envergure régionale.

Le Val d'Oise souffre depuis trop longtemps d'un déficit criant en matière de transport et de mobilité. Le tracé du Grand Paris Express ajoute à ce sentiment d'éviction et ceci est d'autant plus inique que le Val d'Oise contribue, comme tous les départements franciliens, au financement de ce projet par la taxe spéciale d'équipement.

Autour de cette table et auprès de nos collègues des autres Départements franciliens, nous défendons avec force des projets structurants tels que les BHNS, la ligne 17, l'interconnexion Saint-Denis-Pleyel, le prolongement du T11, du T13, et pour le moment, nous en finançons une partie des études préliminaires.

Le projet de la ligne 19 Nanterre-La Défense-Roissy est l'un de ces projets à horizon, certes, plus lointain, mais qui améliorera la desserte de notre territoire de manière considérable. Elle offrira une nouvelle dynamique au département, notamment au Triangle de Gonesse, le rapprochera de la première couronne et des bassins économiques que sont La Défense, Roissy et je pense aussi à Saint-Denis. Envisagée à l'horizon 2040, cette ligne n'est pas encore "sur les rails", il va falloir "ferrailler", Monsieur le Préfet, et nous avons besoin de votre prompt soutien pour qu'elle aboutisse.

Nous avons également besoin de votre soutien - mais je sais que nous l'avons - pour le projet Agoralim, projet inédit, ambitieux, autour de l'alimentation de demain, des circuits courts, de la production agricole de proximité. Un projet dont l'envergure dépasse largement les frontières départementales et qui offrira à l'Est du département le développement et l'image d'excellence qu'il mérite.

N’oublions pas non plus que la proximité du corridor aéroportuaire constitue un atout formidable pour la dimension internationale de ce projet. Cela nous incite à rappeler tout l’enjeu du développement du territoire aéroportuaire du Grand Roissy pour y développer l’emploi et la création de valeurs en Val d’Oise.

Mais en même temps, Monsieur le Préfet, restons vigilants et exigeants pour limiter les nuisances des avions qui survolent le Val d’Oise. Nous attendons - dois-je le dire ? Je vais le dire - de la Direction Générale de l’Aviation Civile qu’elle puisse prendre des décisions, qui, depuis longtemps, nous dérangent : c'est-à-dire la circulation des avions la nuit. Ce serait vraiment un effort important et qui soulagerait grand nombre de Valdoisiens.

Le Conseil Départemental travaille main dans la main avec la Région et avec les services de l’État en Val d’Oise avec cette ambition commune de changer l’image du territoire, de le rendre plus attractif pour des porteurs de projets, moins enclavé - je viens d’en parler - mais aussi plus durable pour les habitants à qui nous souhaitons également offrir un pôle dédié à la formation, à la culture et aux loisirs.

La Cité scolaire à vocation internationale est d’ailleurs l’une des pièces maîtresses du plan Val d’Oise à laquelle je suis particulièrement attachée et mes collègues aussi. C’est un projet d’optimisme pour l’avenir de notre jeunesse et nous y travaillons en très bonne intelligence, notamment avec les services départementaux de l’Éducation nationale que je salue.

Monsieur le Préfet, nous avons en partage le souci permanent du développement et de l’aménagement équilibré de nos territoires. Nous savons que la bonne santé du département et des communes qui le composent, son rayonnement, ses perspectives, profitent à l’équilibre général du bassin francilien. Les ambitions pour notre Département sont nombreuses et légitimes, comme le sont les attentes des Valdoisiens. Aussi, je vais pouvoir compter - je le sais - sur votre soutien crucial pour l’avancée de ces grands projets.

Prochainement, les Jeux Olympiques et Paralympiques feront vibrer le sol national et jusque dans notre territoire, en particulier au cœur des équipements communaux et intercommunaux. Le Département, labellisé “Terre de Jeux”, joue à cette occasion un rôle d’animation du territoire afin de valoriser nos équipements, nos talents, notre dynamisme, avec le passage en point d’orgue de la flamme olympique le 19 juillet de l’année prochaine.

L’occasion également pour nous de réaffirmer les valeurs qui nous unissent et cet esprit de réussite collective du sport qui n’a nul autre pareil.

Oui, Monsieur le Préfet, incontestablement, le Val d’Oise jouera collectif. Je vous remercie et dans cette attente, je vous laisse la parole.

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Merci beaucoup, Madame la Présidente, merci pour vos mots et les placer d’entrée de jeu sur la coopération et le collectif, qui est la condition pour réussir.

Merci également de renouer avec un usage - qui est d'ailleurs plus qu'un usage puisqu'il est prévu dans notre Droit - par lequel les représentants de l'État viennent informer chaque année l'Assemblée Départementale de toute l'activité des services de l'État. C'est d'ailleurs pour montrer à la fois la considération que nous apportons à la Collectivité Départementale et l'attachement que nous avons que l'ensemble des grands chefs de services d'État sont présents, les Sous-Préfets mais également les Directeurs des services de l'État, que ce soit les Administrations civiles ou les Forces de sécurité.

Je voudrais saluer l'ensemble des Conseillers Départementaux présents, nous les rencontrons souvent dans leurs fonctions de Conseillers Départementaux et de maires, et si vous m'y autorisez, saluer et remercier également nos collègues de l'Administration Départementale au travers de votre Directeur Général et votre Directeur de cabinet.

Il est tellement plus facile de travailler quand on est dans la confiance et la compréhension, même si parfois, il nous arrive évidemment - et c'est bien normal - de ne pas tout à fait avoir le même point de vue, mais c'est un élément de facilitation et d'efficacité.

Depuis sa création en 1789 - parce que le Département, avec la commune et l'État, sont les trois grandes entités qui ont structuré la création de notre pays depuis son époque républicaine -, le Département n'a jamais cessé de démontrer son utilité et son existence. Quand on y réfléchit un peu, c'est une sorte de Saint-Sébastien des réformes territoriales successives puisque rappelez-vous, on avait annoncé tour à tour sa disparition, sa dévitalisation, son maintien dans les seules zones rurales et au final - je parle d'une époque dans les années 2015/2016 -, au travers de quelques lois qui étaient examinées, le Gouvernement et les législateurs ont reconnu l'importance de l'entité départementale dont la place est aujourd'hui confortée dans ses missions et dans l'organisation de notre pays.

Il y a une anecdote que j'aime bien rappeler - peut-être que certains la connaissent - qui montre bien que notre tradition juridique ne s'y trompe pas. Je ne sais pas si vous connaissez la loi TREVENEUC, c'est une loi peu connue mais toujours en usage, qui remonte au début de la IIIème République, qui a été votée le 15 février 1872 et qui porte le nom d'un Député des Côtes du Nord qui l'a fit voter. Elle est toujours en vigueur et la dernière modification qu'elle a eue a été dans les années 2010 lorsque l'on est passé de Conseils Généraux à Conseils Départementaux.

Cette loi fixe la conduite à tenir dans une circonstance exceptionnellement grave et toute comparaison avec la circonstance actuelle serait fortuite, c'est celle où l'Assemblée Nationale serait illégalement dissoute ou empêchée de se réunir. La loi TREVENEUC prévoit que dans pareil cas "les Conseils Généraux [Départementaux] s'assemblent immédiatement et de plein droit et c'est à chacun d'entre eux de pourvoir d'urgence le maintien de la tranquillité publique et de l'ordre légal. L'Assemblée Départementale procède également en comité secret à l'élection de deux Délégués par Département qui doivent rejoindre le lieu où se sera rendu ce qui reste du Gouvernement légal pour administrer le pays."

Ce n'est absolument pas une boutade, vous regarderez, il y a eu un excellent article dans l'AJDA sur le sujet en 2016. Elle a d'ailleurs un passé prestigieux puisque René CASSIN - cela n'est pas rien en Droit -, pendant la Seconde Guerre Mondiale, soutient que "l'Armistice du 22 juin était nul et non avenu en vertu de la loi TREVENEUC" et que donc on ne pouvait pas confier les pleins pouvoirs au Maréchal PETAIN. Le régime de Vichy, qui en a conscience, tente d'en empêcher l'usage par deux fois : le 18 août 1940 en interdisant aux Conseils Généraux de se réunir spontanément et le 12 octobre 1940 en suspendant leurs sessions et en transférant leurs attributions aux Préfets.

Je condamne avec la plus grande fermeté la première de ces mesures. La seconde aurait un certain charme, mais elle est d'un autre siècle.

Enfin, - et ce n'est pas rien dans notre Histoire - la loi TREVENEUC figure dans les visas de la déclaration de Brazzaville, qui a été la première expression de la France libre et du Général DE GAULLE pour réaffirmer l'illégitimité du régime de Vichy.

On le voit bien, finalement, le rôle du Département est central dans ces circonstances les plus graves et il l'est d'autant plus dans les périodes qui sont moins troublées. Son rôle d'échelon intermédiaire entre la commune où respire notre République et les Régions est encore plus évident depuis la dernière grande réforme des Régions qui n'a pas concerné l'Ile-de-France mais bien d'autres territoires dans notre pays. Donc il ne saurait y avoir l'épaisseur d'un papier de cigarette entre l'action de l'État territoriale dans ce département et celle de votre Collectivité. La session d'aujourd'hui me donne l'occasion de vous le dire.

Elle sera également l'occasion de vous montrer que nous avons un même lien en partage avec à la fois ce département, ses habitants, ses entreprises, ceux qui le font vivre et ceux qui l'aiment.

Je vais évoquer devant vous un certain nombre de politiques de l'État - je ne les évoquerai pas toutes parce qu'il faudrait un peu plus qu'une demi-journée pour le faire - et j'essaierai de ne pas être redondant avec certaines des questions que vous avez eu l'amabilité de me faire passer donc ce sera plutôt dans la seconde partie que j'aurai l'occasion de parler de santé, de Jeux Olympiques, de plan Val d'Oise et de mobilité.

Je vais commencer par vous parler de sécurité car dans la longue tradition du contrat social qui remonte à HOBBES, l'État est là pour garantir à la fois l'état de paix entre chacun et conjurer la peur continuelle, ainsi que la crainte d'une mort violente. Indéniablement, les quelques années qui viennent de s'écouler ont constitué une page nouvelle dans la conduite de nos politiques de sécurité. D'abord, depuis la fin de l'année 2015, nous avons été meurtris dans notre chair en raison des attaques terroristes qui ont frappé notre pays et a été mise en lumière la lutte contre le risque terroriste, qui nous mobilise beaucoup. Le risque terroriste change de forme, s'adapte et ce dont nous devons nous prémunir est de tomber dans une sorte de torpeur dont nous ne sortirons qu'à l'occasion, malheureusement, de passages à l'acte.

Deuxième élément qui a également beaucoup impacté notre politique de sécurité, ce sont les récents mouvements sociaux qui émaillent désormais toutes les grandes évolutions sociales, pas seulement les retraites, pas seulement les Gilets jaunes, mais également pensons à Notre-Dame des Landes, pensons à ce qui s'est passé avec les retenues collinaires dans les Deux-Sèvres. Ces mouvements sociaux nous ont rappelé quelque chose qu'il faut sans cesse redire, qui est que la concorde civile est un bien précieux.

Le troisième élément qui impacte assez fortement nos politiques de sécurité, ce sont des évolutions sociétales qui conduisent à mobilier l'appareil de sécurité et judiciaire sur des thématiques qui prennent une ampleur en raison de leur importance. Je pense en particulier aux violences intrafamiliales, conjugales et faites aux femmes - et encore une fois, notre Département a été, hier soir, marqué dans sa chair par ces événements - et des problématiques qui sont nouvelles et émergentes parce que liées à l'évolution de nos technologies, de nos comportements et de nos aspirations. Je pense à la part croissante qu'occupent aujourd'hui dans notre activité à la fois la protection de l'environnement, la lutte contre la haine en ligne et tout ce qui est autour des nouvelles technologies, des sujets tels que le harcèlement scolaire qui existait mais dont la prise en compte est plus forte aujourd'hui. Et puis même, sans qu'il n'y ait aucun lien entre elles mais parce que c'est une problématique que nos concitoyens réclament, la protection animale qui est une nouvelle thématique dont on a demandé aux forces de sécurité de s'occuper.

On demande donc désormais aux forces de sécurité qui sont historiquement là pour constater des infractions, pour interpeller des auteurs et les présenter au Juge, de prévenir, d'éduquer, de sensibiliser, d'accueillir les victimes. Bref, on leur a demandé un exercice et des missions qui sont à la fois nouvelles et qui n'auraient pas connu cette ampleur par le passé.

Et puis ces trois grands phénomènes de fond (la lutte contre le terrorisme, les demandes nouvelles sociétales et les mouvements sociaux) n'estompent pas ce qui fait le cœur-même de leur action, qui est la lutte contre la délinquance que nous appelons improprement "de droit commun", celle qui empoisonne la vie des Français, la drogue, les cambriolages, les violences, l'insécurité routière. Nos méthodes ont évolué, nos résultats également et je voudrais commencer par dire que nos moyens ont aussi évolué. Pour entrer directement dans le sujet, je voudrais estomper une forme de légende urbaine sur les moyens alloués à la Police et à la Gendarmerie.

D'abord, vous dire que quand on regarde autour de nous - parce que nous, Français, avons l'habitude d'être un peu nombrilistes donc il est parfois assez utile et salvateur de regarder ce qui se passe dans des pays comparables au nôtre en Europe (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne) - et je me réfère à un excellent rapport qui a été rendu par le Sénat pour le projet de loi de Finances 2023, le ratio du nombre de policiers et de gendarmes en France nous place dans la moyenne haute. Nous sommes légèrement supérieurs à l'Allemagne, au-dessus du Royaume-Uni et légèrement en dessous de l'Italie. Voilà déjà le constat.

Dans ce département, le nombre de policiers et gendarmes depuis 2016 n'a pas baissé. Il a d'ailleurs augmenté comme en témoigne l'ouverture des 84 postes de policiers à la DDSP à la rentrée 2023, en attirant votre attention sur le fait que nous avons été particulièrement bien compris puisque si je mets de côté Paris, nous sommes le second Département de France par l'ampleur des ouvertures de postes de policiers dans le cadre du "mouvement général de rentrée".

Et puis également ceux qui sont dans les Agglomérations de Cergy, d'Argenteuil ou à Sarcelles et Garges-lès-Gonesse ont pu le constater - je dispose, à l'issue d'un échange que j'avais eu avec le Ministre de l'Intérieur, d'un escadron de Gendarmerie mobile, qui part parfois en intervention mais qui est la plupart du temps ici présent. Nous avons réparti les pelotons dans ces trois agglomérations, qui viennent soutenir de manière extrêmement efficace l'action des effectifs locaux.

Estompons donc cette légende urbaine, passons au-delà du discours de revendication des Organisations professionnelles et constatons les faits. Mais ce qui compte n'est pas tant le nombre des forces de l'ordre que l'emploi que l'on en fait. Il y a un indicateur qui est un indicateur de vérité qui ne trompe pas, c'est la présence sur la voie publique. C'est la condition de la maîtrise de l'espace public parce que ce n'est pas un endroit comme les autres. L'espace public appartient à tous, chacun doit pouvoir s'y sentir en sécurité, que l'on soit avec ses enfants en poussette, que l'on aille faire les courses, que l'on rentre tard du travail ou que l'on décide d'y aller en journée.

C'est aussi dans l'espace public que s'exprime un bon nombre des faits de délinquance. L'année dernière, le temps de présence des forces de sécurité sur l'espace public a augmenté dans ce département de 8 %. Le nombre est important, il augmente, mais l'usage et le travail des agents, des fonctionnaires de Police, des militaires de Gendarmerie, est également essentiel.

C'est d'ailleurs l'un des objectifs du Beauvau de la sécurité que de doubler à l'horizon 2030 le temps de présence des forces de sécurité intérieures sur l'espace public. Ceci a permis de servir ce que sont nos grandes priorités d'actions.

Notre première priorité d'actions, sans qu'il n'y ait de hiérarchie en la matière, est la lutte contre la consommation et le trafic de stupéfiants. Je voudrais ici saluer les résultats qui ont été obtenus l'année dernière dans ce département, qui ont été reconnus au niveau national en matière de lutte contre la consommation et le trafic de drogues, qui sont exceptionnels. Les opérations de déstabilisation sur les points de deal ont été quasiment multipliées par trois, les saisies de produits et d'avoirs monétaires ont été doublées et le nombre de mis en cause a augmenté de 25 %. Parallèlement à ce travail qui est un travail d'usure sur les points de deal, le travail d'investigation a été accru, comme d'ailleurs le révèlent un certain nombre d'affaires qui sont sorties et d'autres qui vont sortir et qui concernent les trafiquants de très haut vol.

Mon propos devant votre Assemblée aujourd'hui sera également de dire que ce sujet, à savoir la lutte contre la drogue dans notre société, n'est pas que le seul objet des forces de sécurité et notamment ne concerne pas que le trafic de stupéfiants. Il n'y aurait pas de vendeur s'il n'y avait pas d'acheteur.

Une partie de notre société a ses propres paradoxes et parfois, quand je lis les commentaires sur les réseaux sociaux, il m'arrive de constater que certains de nos concitoyens ont des postures étrangement ambigües, c'est-à-dire qu'ils voudraient bien que l'on fasse la course aux dealers mais ils veulent pouvoir fumer leur "petit pétard" tranquillement. Il faut le dire de manière extrêmement claire et affirmative, c'est un propos qui n'est pas que celui des forces de sécurité mais qui doit être celui de l'ensemble d'entre vous qui avez une responsabilité publique : la consommation de cannabis est dangereuse pour la santé, le taux notamment de substances actives a été multiplié par près de trois depuis les années 1960, cela incite à des comportements dangereux en raison de son caractère désinhibiteur, en termes de violences conjugales/familiales, de violences sur les autres, de conduite sur la route, de mise en danger de soi-même. C'est l'étape préalable aux autres consommations de stupéfiants et cela nourrit la criminalité.

En la matière, il faut convoquer les faits et regarder les situations. J'invite - et c'est disponible - à aller voir l'exemple du Colorado, aux États-Unis, qui a légalisé il y a une dizaine d'années la consommation de cannabis que l'on appelle "récréatif". C'est assez parlant : la prévalence de consommation dans la population adulte a augmenté et atteint 27 % de la population (elle est aujourd'hui de 12 % en France), le taux de fréquence des urgences et hospitalisations en lien avec la marijuana a été multiplié par trois, l'État a connu l'une des hausses les plus importantes des États-Unis en termes de consommation des autres drogues et notamment des opiacées et du Fentanyl - vous savez le problème que cause le Fentanyl aux États-Unis -, et la criminalité s'est déportée sur d'autres types de trafics, l'Héroïne et le Fentanyl, mais également le marché noir de cannabis en raison des taxes qui pesaient sur le système. Une seule certitude : la légalisation a rapporté un peu plus de 300 M$ au Colorado mais il est clairement établi que cela coûte quatre fois plus cher en termes de dépenses de santé.

S'il fallait porter un message en matière de lutte contre la drogue, ce serait vous dire que nous allons poursuivre avec une intensité accrue, en travaillant lieu par lieu parce qu'en la matière, il n'y aura pas de Grand Soir mais une somme de petits matins, sur le trafic de stupéfiants.Vous dire que nous avons besoin de chacun d'entre vous, que vous soyez Conseillers Départementaux, maires, citoyens, pères ou mères de famille, amis, pour dire que la consommation de cannabis est à la base du trafic, qui lui-même est à la base de la majorité de la délinquance dans ce département. Je suis d'ailleurs stupéfait, avant-hier, nous faisions le contrôle d'une auto-école à Cergy et parmi les candidats, huit étaient sous l'emprise de stupéfiants, un l'était sous cocaïne et un moniteur était également sous l'emprise du cannabis…

*(Réactions dans la salle)*

C'est préoccupant.

Notre deuxième priorité en matière de politique de sécurité, ce sont les atteintes aux personnes, en commençant d'abord par ce qui se passe dans le cadre privé, souvent, que sont les VIF et les violences conjugales qui restent à la fois un point de préoccupation et d'engagement particulièrement fort. Les faits relatifs aux violences conjugales et violences faites aux femmes augmentent chaque année d'environ 15 %.

Je ne serais pas capable de vous dire aujourd'hui ce qui relève de la problématique en tant que telle, de la révélation d'affaires anciennes, de la libération de la parole. En tout cas, en la matière, nous avons placé un objectif et une priorité dans le traitement de ces affaires. Cela mobilise beaucoup d'effectifs de Police, beaucoup d'effectifs de l'Institution judiciaire également, mais nous allons plus loin puisqu'au-delà du traitement du fait en lui-même, l'accueil de la victime constitue chez nous une priorité.

Vous le savez, nous avons - parfois d'ailleurs en partenariat avec le Département - des intervenants spécialisés dans les commissariats et les brigades. Nous finançons dans ce département des places d'hébergement pour les femmes mais je souhaite également que l'on puisse trouver une solution pour l'éviction du conjoint parce qu'il n'est pas compréhensible que ce soit la victime qui doive quitter le domicile. C'est un Magistrat qui décide de cela mais je considère que cela fait partie de nos missions que de pourvoir si nécessaire à l'hébergement du conjoint quand il est l'auteur. Nous avons des lieux d'accueil dédiés, nous soutenons les associations de manière financière et j'en profite pour dire que Du côté des femmes, à Cergy, a bénéficié cette année - contrairement à ce que j'ai entendu - d'une aide financière exceptionnelle, d'un préfinancement de la part de l'État, et pour nous, elle est un acteur majeur dans l'accueil des femmes victimes de violences.

Et puis notre Département, peut-être en raison de l'engagement de l'ensemble de ses acteurs, a été choisi par la Ministre déléguée au Droit des Femmes pour être le Département pilote - vous étiez là, Madame la Présidente - du pacte "Nouveau départ" afin de permettre d'apporter une réponse plus diligente, rapide et efficace aux femmes victimes de violences.

Les atteintes aux personnes sont également les vols avec violence dans l'espace public, qui ont baissé de 4,5 % l'année dernière dans le département. Je sais bien qu'affirmer un fait, un chiffre, n'est pas suffisant pour être cru, que la perception est là, mais c'est une réalité. Et surtout, l'une de nos priorités - nous avons pris le prétexte des JO mais ce n'est qu'un prétexte - est de faire baisser la violence dans les transports en commun, notamment dans les bouts de lignes H et J.

La violence dans les transports en commun a baissé au cours des six premiers mois de l'année 2023 de près de 10 %. Je voudrais d'ailleurs saluer l'engagement des forces de sécurité, utilement épaulées par l'unité de force mobile que nous avons reçue. En matière de lutte contre la délinquance, nous avons deux priorités au sein de la délinquance d'appropriation parce qu'elle touche souvent à des choses intimes et irritantes : c'est la lutte contre les cambriolages et les vols d'accessoires dans les automobiles. On part de très haut puisqu'elle prend des formes extrêmement diverses (équipements dans les automobiles, voitures elles-mêmes, pots catalytiques, etc.). Cela fait partie des sujets sur lesquels nous avons besoin de concilier de la présence, de la surveillance et pour cela, l'appui notamment de tous les moyens de vidéo-protection est particulièrement utile. Nous avons besoin de la collaboration de la Police municipale. Et puis cela fait partie également des politiques qui arrivent à être maîtrisées quand il y a un travail d'investigation. On s'aperçoit que lorsque nous arrivons à interpeller des auteurs de vols sériels, que ce soit des cambriolages ou sur les véhicules, temporairement, le nombre de faits diminue.

Je ne pourrais pas ne pas parler dans ce département de la lutte contre les rodéos sauvages, qui est l'un des marqueurs des départements de grande couronne et qui nous a particulièrement marqué l'année dernière après ce qui s'est passé à Pontoise. Je dois dire que depuis plusieurs années, les forces de Police et Gendarmerie, les services de mes prédécesseurs avaient mis en place un plan de lutte contre les rodéos et nous avions en la matière un indicateur qui ne trompe pas, qui est que nous opérons chaque année un peu plus de 5 % de l'ensemble des saisies d'engins nationales. Avec l'aide du Parquet qui est très aidant sur ces questions-là, nous avons déjà réalisé plus de 1 200 opérations de lutte contre les rodéos depuis le début de l'année, sous des formes extrêmement diverses, que ce soit en milieu urbain ou rural, en utilisant un grand nombre de moyens, y compris des moyens dans la troisième dimension. Nous avons saisi 160 engins, soit environ 5 % des saisies nationales.

Voilà à peu près ce que sont les grands objets de nos politiques de sécurité, nos grandes priorités. Évidemment, j'oublie beaucoup de choses parce que la particularité est que la demande en termes de sécurité est extrêmement forte mais aucune de ces politiques de sécurité ne réussira réellement si le réflexe social consiste à externaliser les problèmes de délinquance uniquement aux forces de sécurité nationales ou municipales.

La sécurité est un continuum qui va des services les plus spécialisés jusqu'à l'habitant et au citoyen. Il passe par des actions de prévention situationnelles, des aménagements urbains, des équipements en caméras, la bonne fermeture des caves et portes chez les bailleurs sociaux, parfois des questions d'aménagement de stationnements. Cela me frappe quand nous faisons des opérations sur les points de deal et que nous sommes bloqués 15 ou 30 secondes parce que le stationnement est anarchique, nous perdons 50 % de l'efficacité de l'intervention. Dans les échanges que nous avons avec les maires, travailler le stationnement, travailler les voitures-ventouses, est également un élément de lutte contre la délinquance.

Il passe aussi par le comportement de chaque citoyen, c'est-à-dire à la fois le respect de la loi et son rôle qui est un rôle d'information et d'éclairage ne serait-ce qu'en appelant le 17. Le jour où l'on dira dans notre société, dans notre action culturelle, que c'est "tendance" de respecter les lois plutôt que de désobéir, je pense que l'on aura accompli un chemin assez positif en matière de lutte contre la délinquance.

Voilà ce que je souhaitais dire en matière de politique de sécurité. Ce n'est évidemment pas exhaustif. Je voudrais également parler d'une autre forme de sécurité qui est la Sécurité Civile, parler des pompiers, acteurs essentiels de la chaîne de sécurité et de secours, qui est gouvernée par une diarchie, voire une triarchie entre l'Etat, son Conseil d'Administration et son grand financeur qui est la Collectivité Départementale. Je ne m'intéresserai qu'à la partie opérationnelle.

Je voudrais d'abord vous remercier, remercier la Collectivité Départementale pour son engagement très concret dans l'action de financement du SDIS. Il a réalisé en 2022 plus de 86 000 interventions, dont une grande majorité de secours à personnes mais pas seulement. Il a devant lui trois grands enjeux qui vont vous être présentés à l'automne dans le cadre du SDACR qui est le Document stratégique de l'action du SDIS.

Ce SDACR va vous parler de l'activité opérationnelle que nous connaissons aujourd'hui, mais c'est l'occasion pour vous de vous poser trois grandes questions. La première est comment prenons-nous en compte les risques émergents et surtout comment est-on capable d'intégrer le caractère très plurifactoriel des risques ?

Je vais essayer de l'illustrer au travers d'un exemple qui est ce qui s'est passé à Lubrizol en Seine-Maritime il y a quelques années de cela. Vous l'avez sans doute tous en tête : incendie d'entrepôt, cône de fumée et surtout, crise médiatique. Il y a 40 ans, Lubrizol était d'abord et avant tout un incendie un peu compliqué mais qui était finalement assez bien traité par les pompiers. La crise commençait à 5 h 00 et se terminait à 14 h 00 ou 15 h 00 quand l'incendie était éteint. Il y a 20 ans, est venue s'ajouter une dimension qui sont les conséquences sur le milieu naturel mais également sur les individus ou les biens de l'intervention des pompiers, à savoir que deviennent les eaux utilisées qui sont parties dans le milieu naturel ? Que se passe-t-il des débats et du coût des bâtiments que l'on a pu ou non évité d'être détruits ?

Aujourd'hui, il a fallu prendre en compte dans cet événement une dimension plurifactorielle qui sont les conséquences en matière de santé, non seulement au moment de l'intervention mais également les conséquences en termes de risques chroniques potentiels qui pourraient survenir dans plusieurs années en raison des émissions de l'incendie et des conditions de son extension. Toute la difficulté de la Sécurité Civile et du travail qui se porte en matière de secours, également de ceux qui participent au corpus réglementaire - je pense aux installations classées - est d'approcher, comprendre et maîtriser ce caractère plurifactoriel des risques. C'est un sujet extrêmement compliqué.

Deuxième grand enjeu de nos pompiers, c'est l'interopérabilité. Encore une fois, par le passé, il y avait un risque et une entité qui le traitait. On l'a vu par exemple à la lumière des attentats, nous avons besoin d'avoir une très grande interopérabilité entre les forces de sécurité et les forces de secours. Par le passé, on gelait une situation puis les forces de secours intervenaient et aujourd'hui, les forces de secours interviennent dans un milieu qui n'est pas complètement refroidi sous protection des forces de sécurité.

Cet exemple peut être généralisé à bien d'autres domaines où l'ensemble des acteurs de la sphère publique sont appelés à travailler de manière interopérable, mot compliqué pour dire qu'ils sont appelés à travailler ensemble et en même temps. Et puis le troisième sujet qui est lié à l'augmentation du secours à personnes est une question à caractère politique, au sens noble du terme, qu'il faut se poser de manière assez régulière, c'est à quel endroit plaçons-nous la frontière entre la responsabilité individuelle et la responsabilité collective ? Nous vivons une époque où l'on a tendance à socialiser tous les risques mais évidemment, ceci a un coût, un coût financier, un coût humain et un coût organisationnel. Il est totalement légitime de vous poser la question dans cette enceinte, comme au sein du Conseil d'Administration du SDIS ou au Parlement, de savoir à quel endroit nous plaçons la frontière entre la responsabilité individuelle et la responsabilité collective.

Je vais prendre un exemple caricatural : quelqu'un qui se fait une entorse à une cheville sur un terrain de football un samedi après-midi, quelle est l'entité qui prend en charge ? Sa famille, ses amis, la sphère privée ou l'action publique, la sphère collective ?

Il faudra se poser cette question-là de manière régulière, on la voit dans le SDIS avec le sujet du secours à personnes, on le voit dans le relevage des personnes âgées, on le voit - mais la question a été traitée - dans les interventions sur les nids de guêpes, frelons, etc. On va le voir sur de plus en plus de questions. C'est par essence une question à caractère politique qu'il appartient à ceux que nous avons choisis et élus de trancher.

J'en terminerai pour dire que notre modèle de pompiers français a une très grande richesse qui est son volontariat. Il y a 1 800 pompiers volontaires dans le département, nous en avons besoin, nous sommes d'ailleurs le seul pays en Europe à être capable en cas de crise majeure de mobiliser autant de personnes parce que nos enjeux de Sécurité Civile ont pénétré la totalité de la société au travers du volontariat.

Je voudrais ensuite vous parler d'économie, d'emploi, de finances et y compris de finances locales. Notre mémoire a tendance à s'effacer assez rapidement, je vais vous parler - ce sera probablement la dernière fois - du plan de relance puisque l'année 2022 a vu la fin des dispositifs prévus dans le cadre du plan de relance, en sachant que notre pays avait fait un choix au travers de ce plan, qui est un choix assez unique dans le monde occidental par son ampleur, de soutenir l'économie mais également les ménages de manière financière, au prix d'ailleurs d'un effort des finances publiques assez colossal.

Pour le seul Département du Val d'Oise, c'est près d'1,4 milliard d'euros d'aides directes aux entreprises qui ont été versées entre juin 2020 et aujourd'hui, et je ne parle pas des prêts garantis par l'État, il y en a eu pour 1,7 milliard d'euros de plus, avec trois objectifs que vous connaissez bien. Le premier était d'éviter les licenciements dans les entreprises et ainsi une crise sociale majeure. Le second consistait à protéger et soutenir ces entreprises qui avaient perdu toute ou partie de leur chiffre d'affaires, notamment le montant du fonds de solidarité de 540 M€ qui a été versé au Val d'Oise en est le révélateur. Le troisième objectif, parce que traiter les effets des crises n'est pas tout, cela ne peut pas être le seul horizon pour un pays, a été de permettre de relancer l'économie, c'est-à-dire de donner à la France la capacité de retrouver les ressorts de la prospérité qui lui permettent de financer son modèle de solidarité et ses politiques de cohésion. J'en profite pour dire qu'il ne faut pas se tromper : c'est bien le travail des Français et la richesse que produisent les entreprises qui permettent de financer notre modèle de solidarité et non l'inverse.

Là encore, notre pays s'est distingué par la nature du choix qui a été fait, c'est de soutenir de manière assez massive l'investissement, qu'il soit public ou privé. Il y a plus de 740 projets d'entreprise qui ont été soutenus dans le département et qui ont bénéficié d'un financement assez exceptionnel. Ces données sont en open data et vous pourrez constater la diversité des projets qui ont été soutenus.

Les entreprises ont également été soutenues au travers du levier fiscal et notamment par la prise en charge par l'État d'une part substantielle des impôts de production. Il est utile de le répéter parce qu'à la différence des aides du plan de relance qui n'intervenaient qu'entre les années 2020 et 2022, cette aide-là est permanente, structurelle, elle a d'ailleurs un coût pour la puissance publique. En termes de diminution des impôts de production, pour les 10 800 entreprises du Val d'Oise bénéficiaires, cela représente 141 M€ qui leur sont chaque année restitués.

Cet écosystème, ce plan de relance, cette baisse des impôts de production, a permis d'améliorer la compétitivité des entreprises, notamment industrielles, que ce soit des PME ou des ETI qui sont essentielles pour notre département parce que ce sont celles qui créent l'emploi. Grâce à cela - parce que l'on a parfois tendance à oublier les bonnes nouvelles -, la France a conservé la première place en Europe qu'elle avait acquise en 2019 en ce qui concerne l'attractivité des équipements étrangers. Nous sommes devant l'Allemagne et le Royaume-Uni. D'ailleurs, si Elon MUSK est venu voir récemment notre pays - on est en discussion ou en concurrence avec l'Espagne pour savoir où il va implanter sa méga factory -, ce n'est pas rien. Les investisseurs étrangers ont envie d'investir dans notre pays parce qu'ils trouvent que malgré tout ce qui peut caractériser les Français et notre pays, nous sommes un pays particulièrement attractif du point de vue économique.

Regardons ce qui se passe dans le Val d'Oise en temps réel. Il y a un impôt formidable qui est la TVA parce qu'il est collecté assez rapidement et donne un assez bon panorama à la fois du chiffre d'affaires des entreprises et de leur investissement. D'abord, l'activité des entreprises dans le département continue à progresser, y compris en 2023 et ce n'est pas seulement lié à un effet prix, c'est-à-dire à l'inflation. Au cours du premier trimestre 2023, l'activité des entreprises est supérieure à celle de 2022 à la même période de 8 % et de 23 % par rapport à 2021.

Plus intéressant encore, la TVA déductible sur immobilisations, qui est le reflet en temps réel de l'investissement des entreprises, est en hausse au premier trimestre 2023 de 9 % par rapport à 2022 et de 20 % par rapport à 2021. Ce n'est pas la situation nationale. Au niveau national, l'investissement des entreprises que l'on mesure par cette TVA déductible est plutôt stable. Nous, elle progresse au premier trimestre 2023 de 9 %. C'est une situation commune à l'Ile-de-France mais cela veut dire que nos territoires sont plus attractifs encore que la moyenne des territoires nationaux.

La prospérité des entreprises n'a qu'un but, c'est de permettre la prospérité des habitants. Si l'on regarde le nombre de demandeurs d'emploi, notamment ceux de catégorie A, il n'a jamais été aussi bas depuis 2008. Il a encore baissé de 7,4 % sur une année. Et dans les rencontres que vous avez avec les entreprises, l'expression "métiers en tension" n'a jamais été aussi souvent utilisée.

Pour autant, si je peux faire un petit contrepoint sur ce sujet-là, je ne voudrais pas que l'on cède à une forme de facilité intellectuelle qui consiste à dire que l'on ne trouve plus du tout de salariés employables en France et donc il faut aller les chercher ailleurs. Nous avons, dans le Val d'Oise, 65 000 demandeurs d'emploi de catégorie A et qui ont forcément du talent, de la compétence et qui ont donc vocation à trouver un emploi et les entreprises à les embaucher.

Pour diminuer ce nombre de demandeurs d'emploi et répondre aux besoins des entreprises, tous les acteurs de l'emploi, l'État mais également votre Collectivité, Madame la Présidente, au travers de sa compétence et de son rôle en termes de politique de l'insertion, la Région pour la partie formation, mais également le bloc communal puisque lorsque l'intercommunalité a la compétence économique, dedans figure également la compétence en matière d'emploi, gagnent évidemment à se fédérer pour tirer dans la même direction.

C'est d'ailleurs un peu l'idée de France Travail qui consiste à faire en sorte que l'ensemble des acteurs de l'emploi agissent ensemble pour ne pas renvoyer de guichet en guichet les demandeurs d'emploi ou les entreprises et ne pas permettre la bonne adéquation entre l'offre et la demande. Et puis parce que - et c'est heureux - notre société est guidée par des désirs, des envies, je suis persuadé que nous n'échapperons pas non plus à une mission que nous avons à porter collectivement qui est de positiver de nouveau notre relation au travail. Des cercles intellectuels, des économistes, des sociologues, parfois y compris les plus brillants, théorisent aujourd'hui - et je pousse à l'extrême leurs idées - une forme de société où l'individu serait d'abord un être de droit dont l'assurance serait garantie par un universel garanti se détachant de plus en plus de sa capacité productive. Un peu comme au XX$^{ème}$ siècle l'on avait proclamé la fin de l'Histoire, aujourd'hui l'on n'est pas loin d'entendre certains proclamer la fin du travail.

Il faut rappeler une chose essentielle qui est que l'on est en capacité de redistribuer, d'avoir des politiques de solidarité parce que l'on a de la richesse à redistribuer et que pour produire de la richesse, on a besoin de travail. Nous aurons besoin de travailler plus longtemps dans notre vie et je n'hésite pas à le dire, un jour devra être posée la question au sein de notre année, de notre mois, de notre semaine, de la durée du travail.

Évidemment, la forme du travail change, il évolue, le développement des nouvelles technologies, le télétravail, l'aspiration à avoir plus d'autonomie et d'indépendance fait que le modèle du salariat qui était un peu le modèle unique qui existait jusqu'à présent est en train de s'estomper, mais le travail restera d'abord et avant tout le fondement-même d'une société.

Voilà en ce qui concerne l'économie, l'économie marchande mais pas seulement puisque dans l'Administration publique, nous travaillons aussi et j'espère efficacement. Vous allez me dire : "c'est très bien tout cela, les entreprises, mais qu'en est-il des Collectivités ?". Je ne vous dirai pas que les dotations de l'État augmentent, alors même que c'est vrai, parce que vous me répondrez : "pas aussi vite que l'inflation". Je vous dirais plutôt, à rebours de tout ce que l'on entend, que la véritable richesse des Collectivités - et je cherche à vous le démontrer - est le dynamisme des recettes fiscales qui leur ont été affectés. Pour cela, je vais convoquer les faits parce que le représentant de l'État central que je suis a forcément une parole suspecte lorsqu'il parle de finances locales.

Lors d'une rencontre que j'ai eue en février dernier avec un certain nombre de maires - et je crois qu'autour de la table, certains d'entre vous étaient présents -, j'ai produit, dans le silence des chiffres, et j'avais fait établir un comparatif de l'évolution de la fiscalité locale dans ce département entre 2019 et 2022. Je ne ferai que donner des chiffres, je ne les commenterai pas. Entre 2019 et 2022, les recettes fiscales du bloc communal sont passées de 708 M€ à 782 M€ pour le Département, sachant que j'ai mis de côté les DMTO parce qu'ils ont fortement cru, ils décroissent…

*(Réactions dans la salle)*

Non mais vous allez voir, c'est par honnêteté intellectuelle parce que si l'on regarde bien ce qui s'est passé entre 2019 et 2022, vous verrez que l'augmentation est bien plus forte que la décrue.

Les recettes fiscales du Département sont passées de 469 M€ à 519 M€.

Bien sûr, l'année 2023 est terriblement exigeante en raison de l'augmentation des prix de l'énergie, de l'inflation, mais il faut le dire, le bloc communal est porté par la solidité de la fiscalité ménage, de la taxe foncière et nous sommes en plus dans un département qui construit. La taxe foncière a progressé à la fois en raison de la revalorisation forfaitaire qui a été votée au Parlement et en raison de l'augmentation du nombre de constructions. Et le niveau intercommunal départemental a été porté par le dynamisme de la TVA puisque ces Collectivités ont une quote-part du produit général de TVA qui a été collecté sur le pays.

Cela m'amène à dire que d'ailleurs, cette situation est l'une des conséquences indirectes d'une grande réforme fiscale qui a été faite dans notre pays, qui est la plus importante diminution fiscale sur les ménages depuis 20 ans, qui est la suppression de la taxe d'habitation. D'ailleurs, il est assez étonnant de voir comment on oublie assez vite son bénéfice.

Dans le Val d'Oise, la suppression de la taxe d'habitation a rendu à 474 000 foyers un pouvoir d'achat de près de 380 M€ et elle s'est traduite pour les Collectivités, contrairement à ce que l'on entend, par une opération qui a conduit à la remplacer pour le bloc communal et si je résume, par la taxe foncière qui a une dynamique supérieure, et pour l'intercommunalité du Département par la TVA qui a une dynamique très supérieure.

Ceci m'amène à dire que pour ces raisons, la situation financière des Collectivités, dont le Département, est très robuste, mais c'est surtout parce qu'elles sont très certainement bien gérées.

Tout cela pour dire, avec un peu d'humour, qu'il faut regarder les situations avec réalisme et exigence. L'argent public est un bien précieux. L'emploi de l'argent public et sa collecte sont la raison-même d'être de la démocratie. Deux choses ont fondé la démocratie : le droit de propriété et le consentement à l'impôt, certains disent "la liberté" mais si vous regardez la Révolution Française, ce n'est pas tout à fait ainsi cela que cela s'est passé. L'emploi de l'argent public est aujourd'hui quelque chose de particulièrement exigeant et je salue ici l'effort qui est fait dans les Collectivités et la manière dont sont gérées les Collectivités dans ce département, mais nous avons aussi à dispenser un message qui est un message de confiance ou plus exactement ne pas dispenser un message qui est un message de trop grande anxiété en la matière. Il y a des défis à relever, c'est certain, il y a des choix à opérer, c'est certain aussi, mais les finances locales sont robustes.

D'ailleurs, l'investissement du bloc communal en 2023 - que nous soutenons de concert, Madame la Présidente - sera assez important si j'en crois le nombre de dossiers que j'ai reçu pour bénéficier de dotations de l'État. Nous serons au rendez-vous puisque cette année, en 2023, le contribuable national consacre 48 M€ dans le Val d'Oise à l'aide aux Collectivités, que ce soit au travers de la DETR, de la DSIL, mais également du Fonds vert.

Voilà pour les questions de finances.

Je voudrais évoquer devant vous d'autres thèmes dont un qui me semble essentiel, qui est la question de l'habitat et du logement. Notre département grandit, c'est d'ailleurs le département d'Île-de-France qui a la plus grande croissance démographique et de plus, avec cette particularité que c'est celui qui a, en raison de son jeune âge, du taux de fertilité, le plus grand phénomène de jouvence. C'est-à-dire que c'est un département qui a la particularité d'accueillir du monde et qui peut parfois partir ou déménager dans d'autres lieux. On pourrait discuter des raisons de cet accroissement démographique et il faut en débattre en toute tranquillité, il y a des phénomènes démographiques endogènes, des phénomènes d'arrivées dans le département, des phénomènes migratoires, etc.

Toujours est-il que le fait est là, nous avons de plus en plus de monde à loger et ce qui fait l'honneur de notre société et de notre pays est d'offrir des conditions de logement dignes. Je suis originaire d'un grand village des contreforts des Cévennes qui a été absorbé par la croissance de l'agglomération de Montpellier. Moi-même, j'ai vu ce gros bourg devenir une petite ville et je comprends parfois la contrariété presqu'affective que l'on peut connaître lorsque son environnement familier est en train d'évoluer. Pour autant, nous avons besoin de construire du logement à la fois libre et aidé.

Le logement libre dans le cadre de la territorialisation de l'offre de logements, c'est-à-dire la répartition des 70 000 logements qui doivent être construits chaque année en Île-de-France.

J'ai d'ailleurs écrit à l'ensemble des Présidents d'intercommunalités là-dessus, notre objectif dans le département est de favoriser la construction de 6 500 nouveaux logements toute catégorie confondue et de le faire avec un niveau d'exigence qui est plus grand, à la fois en termes de qualité du bâti, de qualité constructive avec notamment les nouvelles normes énergétiques, et également en termes de consommation de l'espace et de réduction de l'artificialisation des sols. C'est un exercice exigeant, qui va entraîner probablement une petite évolution des formes urbaines, mais qu'il faut aborder avec beaucoup de sérénité et de tranquillité parce que l'on sait trouver des solutions qui permettent de concilier l'augmentation de la capacité de logements avec le respect de ce que sont nos attentes sociétales en termes de qualité architecturale, technique et de consommation d'espaces agricoles ou naturels.

Nous avons besoin de construire du logement et à un prix abordable, du logement aidé. Le logement social est aidé à la construction, mais également à la location puisque c'est le contribuable qui solvabilise le locataire au travers des APL. En matière de logements sociaux, notre objectif en 2023 est d'en agréer - et ce sera à peu près la tendance pour les années à venir - 2 300 : une partie dans le cadre du droit commun et une partie dans le cadre des reconstitutions de l'ANRU.

Le logement social peut prendre beaucoup de formes. C'est évidemment du logement familial, mais nous avons besoin également dans ce département de deux autres catégories de logement social - et j'invite à en faire ceux notamment qui ont des mandats municipaux - qui sont les logements étudiants conventionnés et les logements sociaux adaptés pour des publics spécifiques que l'on accueille dans les pensions de famille. Il y a quelques très belles réalisations de pensions de famille dans le département.

Elles accueillent un public qui n'est pas totalement apte à aller vers un logement en toute autonomie et qui est accompagné pendant une ou deux années, le temps de cette transition.

Je reviens sur le logement étudiant puisque nous sommes ici au sein de l'agglomération de Cergy pour vous dire que l'une des pépites de ce département est son très grand campus d'enseignement supérieur. Je vais peut-être me tromper dans les chiffres mais de mémoire, sur l'agglomération de Cergy, l'Université, l'ESSEC, les autres écoles de formation, il doit y avoir 28 000 étudiants. Seuls 13 000 sont logés dans l'agglomération et quand on dit "logés", c'est aussi bien dans le parc aidé que dans le parc libre et vous connaissez le prix d'une chambre étudiant à Cergy, c'est très cher.

Dans les projets qu'a CY Campus, le nombre d'étudiants dans cette agglomération va monter à 30 000 donc nous avons besoin de loger des étudiants partout, pas que sur l'agglomération de Cergy et d'ailleurs, pas que les étudiants de Cergy mais également les étudiants parisiens. Je faisais une opération à Pontoise, à Marcouville, de lutte contre l'insalubrité et le surpeuplement et je suis tombé sur un appartement refait, très bien fait, avec six chambres étudiantes, tout était conçu pour avec les boîtes à clefs, etc. et c'était des étudiants parisiens qui étaient là. Donc il y a un vrai besoin de logements étudiants et notamment toutes les communes qui sont sur les lignes de transports en commun H, J, RER, etc. Réaliser du logement étudiant est également faire du logement social aidé pour un public qui en a besoin.

Actuellement, nous avons une correspondance épistolaire nourrie avec un certain nombre de maires - je sais que la question va venir : "qui sont les maires des communes concernées par la loi SRU ?" -, je mets des formules affectives, manuscrites pour essayer d'émettre mes messages de la manière la plus tranquille possible.

Je dois dire que dans ce département, l'ensemble des maires a une attitude très constructive sur le logement social et je vois parfois également les difficultés qu'ils peuvent avoir au sein de leur propre Collectivité. Le phénomène NIMBY bien connu a toujours une réalité en la matière.

Nous avons besoin de construire, mais nous avons besoin dans ce département parce que nous sommes un département jeune et neuf de réhabiliter et rénover notre parc, à la fois le parc public au travers des opérations de rénovation urbaine, mais également - et c'est notre prochain grand chantier - le parc privé. Nous avons une chance qui est que nous bénéficions d'un effort colossal de l'État au travers de l'ANRU dans ce département. Depuis que je suis arrivé, j'ai signé - je sais que signer est peu de chose - des conventions pour l'équivalent de 430 M€ d'aides de l'État à la rénovation urbaine dans ce département, avec quelques opérations assez magnifiques : à Sarcelles avec une très grosse convention qui connaît un avenant de près de 150 M€, à Villiers-le-Bel avec une convention de 113 M€ d'aides de l'État, à Garges-lès-Gonesse, à Dame Blanche, 101 M€, à Pontoise que l'on a sorti en l'espace de 18 mois pour 30 M€, à Cergy avec l'Axe majeur, à Argenteuil sur les berges de la Seine, à Sannois et le pôle gare d'Arnouville.

Nous sommes aujourd'hui l'un des départements de France les plus aidés en matière de rénovation urbaine parce que nous avions un parc qui le justifiait mais également parce qu'il y a eu un choix fait de soutenir notre département, qui grandit et où le besoin de rénovation urbaine était important. Le parc public est très bien pris en compte.

Notre prochain très grand chantier est le parc privé, notamment les copropriétés privées. Pourquoi ? Notre département a quasiment doublé de taille en l'espace de 50 ans. Nous avons un grand nombre de copropriétés construites dans les années 1970-1980, qui ont connu des mutations assez importantes avec une forme de rotation et de vente de leurs appartements. Pour le dire simplement, des phénomènes de dégradation de ces copropriétés qui sont soit liés à des caractéristiques thermiques - ce sont de vraies passoires thermiques - soit parfois liés au gré des mutations des ventes et reventes, à un phénomène d'appauvrissement qui amène les copropriétaires à être quasiment en faillite.

Nous avons engagé ce chantier résolument. Rien que pour cette année, nous avons conclu pour plus de 104 M€ d'aides de l'ANAH sur les copropriétés dégradées avec deux opérations très importantes : à Sarcelles avec l'ORCOD que nous avons signée, Monsieur le maire, qui ne concerne pas moins de 4 300 logements. Nous avons fait la même chose avec une ORCOD d'intérêt métropolitain à Argenteuil qui concerne 3 400 logements pour 35 M€. Et puis nous avons à la fois les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à Argenteuil et également nous avons trois plans de sauvegarde qui mobilisent près de 8 M€ à Argenteuil, à Villiers-le-Bel et à Garges-lès-Gonesse.

Le sentiment et en tout cas, ce que je dis auprès de mes autorités, notamment auprès du Ministère du Logement qui en a bien conscience, est que le prochain très gros chantier que nous avons ne concernera non plus le parc public mais les copropriétés. C'est vrai pour notre département, c'est vrai aussi pour l'Essonne et pour la Seine-Saint-Denis. C'est un sujet sur lequel nous avons besoin que tous les acteurs publics se fédèrent et se mobilisent parce qu'améliorer l'habitat et les conditions de logement est, de manière générale, améliorer les formes urbaines et donc le fonctionnement de notre société.

Pour terminer, je voudrais aborder devant vous deux sujets - il n'est peut-être pas habituel qu'un Préfet les évoque devant l'Assemblée Départementale - et en profiter pour vous faire deux suggestions, Madame la Présidente. Je voudrais parler d'éducation et de culture. Je crois que l'Inspecteur d'Académie est venu devant votre Assemblée vous présenter les enjeux de la rentrée.

Je voudrais néanmoins souligner devant vous que, comme d'ailleurs le Ministère de la Santé et celui de l'Éducation, il a fait preuve d'un engagement sans faille pour notre Département et en a bien compris l'importance. Sur les sept dernières années, si je ne dois prendre qu'un seul exemple, dans le premier degré, ce sont 1 200 postes d'enseignants qui ont été créés.

Les difficultés sont immenses, à commencer par le recrutement de ces enseignants. Les enjeux sont immenses en termes de fonctionnement, on pourrait parler du remplacement, de la formation.

Mais 1 200 postes pour faire du dédoublement dans les quartiers où on l'a mis en place pour ramener la taille des classes à 24 et accompagner la croissance démographique, c'est un effort qui n'existe pas en France métropolitaine et par le passé - je mets de côté Mayotte et la Guyane -, le seul endroit où il a existé de la même manière, c'était chez nos voisins de l'Est dans le cadre du plan Seine-Saint-Denis dans les années 2000.

Je ne parlerai pas de cet aspect-là. Je voudrais évoquer avec vous deux points. La première chose est que nous allons vivre une évolution, une réforme de la voie professionnelle. L'enseignement professionnel est une partie de notre enseignement extrêmement importante pour notre département. Il y a d'ailleurs un indicateur qui ne trompe pas, c'est au moment de l'orientation à la fin de la 3ème, le nombre d'élèves qui sont en attente d'une place d'affectation. Il y a un grand besoin sur la voie professionnelle, qui d'ailleurs, comme l'apprentissage, est une voie tout à la fois qualifiante, qui permet d'apporter de l'instruction, mais également de préparer à un métier. La réforme de l'enseignement professionnel qui va se mettre en place a un grand objectif, c'est de renforcer le lien entre le monde scolaire et le milieu professionnel. Il va y avoir la création d'un Bureau des entreprises dans les établissements, il va y avoir une gratification des élèves au cours de leurs stages pour leur donner un élément de rémunération, certes symbolique, mais significatif de leur engagement dans l'entreprise. Il va y avoir aussi des sujets qui nous concernent très directement : la création de 120 places dans les voies professionnelles dans le département pour répondre à la fois aux besoins des entreprises et aux attentes des élèves.

Nous allons également, à la rentrée prochaine, mettre en place dans le département - nous serons le seul à le faire - quelque chose d'assez innovant pour utiliser à plein notre capacité d'enseignement et faire collaborer l'enseignement public et l'enseignement privé. On va utiliser les places qui étaient disponibles dans l'enseignement professionnel privé sous contrat, qui a accepté que l'on inscrive des élèves gratuitement et dont on va prendre en charge au travers des fonds sociaux du Rectorat et des crédits de politique de la Ville les frais de cantine. On va tout simplement utiliser des disponibilités dans l'enseignement privé sous contrat dans la voie professionnelle pour accueillir des élèves dans exactement les mêmes conditions matérielles que s'ils avaient été dans la voie professionnelle publique. Tout ceci pour optimiser complètement notre capacité et lever tous les freins et parfois tous les tabous qui existaient à utiliser ces deux voies d'enseignement.

C'est le premier message : l'importance de l'enseignement professionnel et si nous avons l'occasion - moi-même je le ferai et avec l'Inspecteur d'Académie - d'aller dans les établissements professionnels et célébrer l'importance et l'excellence de l'enseignement professionnel, ce sera très bien.

Le deuxième élément dont je voulais vous parler - mais je suis certain que vous en êtes convaincus - est l'importance du continuum éducatif entre ce qui se passe dans l'école (scolaire) et en dehors (périscolaire et parascolaire). Un peu à l'image du rôle que joue la commune avec l'enseignement primaire, le Département, qui a la charge des murs des collèges mais peut-être un peu plus, est un acteur essentiel pour assurer ce continuum entre le scolaire et le périscolaire. L'acte éducatif ne s'arrête pas à la porte de l'école. Il concerne évidemment les jeunes quand ils sont en dehors de l'école, mais également les familles parce que les premiers pédagogues sont les parents.

Si l'on veut réussir dans le champ scolaire, il faut également que nous réussissions à renforcer notre action dans le champ périscolaire. C'est utile pour la réussite des élèves, c'est même essentiel parce que si nous, les acteurs républicains, n'occupons pas cet espace, d'autres vont l'occuper et pour le coup, ce serait plus préoccupant.

Le deuxième aspect est la culture. Je veux bien vous parler de politique culturelle, je ne vais pas vous parler de patrimoine, mais de culture et partager avec vous ma conviction que le projet culturel doit être l'un des projets politiques de toute Collectivité, que ce soit la Collectivité nationale, l'État, la Région, le Département ou la commune, pour trois raisons. La première est connue de tous, c'est l'élévation de l'individu, son sens critique, sa compréhension du monde, c'est quelque chose d'assez communément partagé.

Mais pour notre Département, nous avons deux autres enjeux qui lui sont spécifiques. D'abord, nous sommes un Département jeune. Or, quand on y réfléchit bien, ce qui caractérise l'identité d'un territoire et d'un lieu est précisément le renvoi de sa politique et son image culturelle et patrimoniale. C'est à la fois son Histoire et son futur. J'étais Montpelliérain, je peux vous assurer que le maire de Montpellier à un moment donné où la ville de Montpellier connaissait une crise économique en raison du départ d'une grande entreprise qui était IBM a réussi à redresser l'image de sa ville par une politique culturelle extrêmement ambitieuse.

Quand j'étais dans les Hautes-Alpes, j'avais fait regarder cela par des universitaires de l'Université de Marseille en leur demandant quels étaient les éléments d'attractivité pour un couple d'actifs. Je m'attendais à ce que l'on me parle de transports, d'entreprises, d'emploi, de niveau de revenus. Pas du tout. Trois aménités sont des éléments d'attractivité : éducation, santé, culture. La culture est un marqueur extrêmement fort d'attractivité et j'allais presque dire de marketing territorial d'un lieu. Nous avons une chance formidable, c'est que nous sommes un département jeune, nous pouvons construire et façonner notre identité et je suis persuadé que l'on peut le faire au travers de notre politique culturelle. Sachant que nous avons ici une palette d'acteurs et de lieux qui nous permettent de faire quelque chose d'extrêmement ambitieux, diversifié et attirant.

Le troisième élément - et je vais parler sans détour - est que nous sommes un département d'accueil. Nous avons une forte composante de population étrangère. Or, la culture est un élément essentiel de l'intégration et de l'assimilation. Quand j'emploie le mot d'"assimilation", je l'emploie dans le sens de puissance assimilatrice, d'une capacité d'accueil et sa capacité à promouvoir les mécanismes d'intégration et d'acculturation.

La culture est probablement l'un des plus forts vecteurs d'intégration et nous avons besoin d'intégrer et d'assimiler un grand nombre de personnes, de leur faire rejoindre et nous aider à construire ce qu'est l'identité de nos valeurs et de notre propre société.

Avec la Présidente, nous avons saisi un prétexte qui était celui des Jeux Olympiques - et je vous en remercie - pour construire une œuvre à partir des acteurs culturels parce que nous avons de très beaux acteurs culturels dans le département, dans tous les arts, du spectacle de rue jusqu'à la musique baroque. Le vœu que je formule ici est que nous puissions donner encore plus de souffle à cette politique.

J'ai d'ailleurs fait le choix d'orienter une partie significative des crédits politique de la Ville au bénéfice des habitants et des quartiers vers la politique culturelle et si l'on peut donner un souffle à cette politique culturelle, je pense que ce sera tout le département qui en sera le gagnant.

J'en ai peut-être terminé avec la présentation très succincte et parcellaire de certaines de nos priorités d'actions. Je voudrais évoquer devant vous un dernier point et finalement l'une des dernières missions que nous avons en partage. Cette mission est celle qui caractérise la puissance publique dans notre pays. La mission de l'État, au sens les Collectivités locales, tout ce qui fait la puissance publique, consiste à apaiser les conflits. Elle consiste à redonner de la légitimité à l'intérêt collectif et plus généralement, à aider à définir et valoriser l'utilité publique car ce que l'on voit aujourd'hui dans notre société est qu'il y a une forme de disjonction entre les droits et les devoirs, entre la liberté et la responsabilité. L'individu a pris une place de plus en plus importante, le collectif a diminué. Quand on y réfléchit bien, la France a été forgée par le Code Civil, qui faisait deux choses : il définissait des interdictions et des obligations. Nous sommes entrés dans une société plutôt tournée et conçue par le droit de l'individu et qui fonctionne par l'autorisation.

La mission de la puissance publique est de fédérer, apaiser et définir ce qu'est l'utilité publique dans tout cela car il faut bien le reconnaître, la tentation actuelle est de faire un peu de la polémique le mode privilégié de réflexion ou de décision : "je ne suis pas content, j'appelle Le Parisien ou BFM et je polémique". Être un acteur public, ce n'est pas cela. Au contraire, c'est être capable d'entendre la somme des intérêts y compris particuliers et de tout cela, dégager ce qu'est l'intérêt du plus grand nombre en faisant des choix.

Notre mission est réconciliée. Notre mission également est donner confiance. Nous devons être porteurs de confiance dans l'avenir, dans le fonctionnement du pays, dans les Institutions, dans les acteurs de nos Institutions et dans les gens eux-mêmes, dans leur capacité à résoudre par eux-mêmes parfois les problèmes auxquels ils sont confrontés. La confiance n'est ni l'angélisme, ni la crédulité. La confiance se nourrit d'exigence, il faut s'en montrer digne. Mais "la confiance - c'est Dominique SCHNAPPER qui le disait lors d'une conférence en 2010 - est ce qui caractérise la légitimité du pouvoir politique qui ne peut se maintenir durablement que si les Hommes ont confiance dans leurs Institution". C'est d'ailleurs la confiance qui fait passer l'Homme de l'état de nature à la société civile. C'est l'une des manières de comprendre le terme de "décivilisation".

C'est pour toutes ces raisons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers Départementaux, que je suis à la fois extrêmement heureux de travailler dans ce département, reconnaissant également de la relation au travail que nous avons nouée.

Nous avons en partage un même territoire, des habitants, un même objectif et mon vœu le plus cher est que notre relation de travail et de confiance feront force cette année, comme c'était le cas précédemment.

*(Applaudissements)*

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup, Monsieur le Préfet. C'est mon vœu aussi.

Nous avons quelques questions. La première vous sera posée par Monsieur ARCIERO.

**Monsieur ARCIERO**

Merci, Madame la Présidente.

Merci, Monsieur le Préfet, pour la présentation de ce rapport d'activités.

Madame la Présidente a rappelé dans son propos introductif toute l'ambition que nous portons tant en matière économique que sur les questions de mobilité. Le Premier Ministre, il y a deux ans, était venu à Gonesse pour présenter un plan Val d'Oise. Nous allons accompagner, nous, Département, l'aménagement du Triangle de Gonesse notamment en matière d'infrastructures routières ou d'éducation avec la création d'une Cité scolaire internationale.

Si le Président de la République reçoit aujourd'hui Elon MUSK, rappelons qu'il a abandonné un projet d'investissement de 3 milliards d'euros sur ce Triangle de Gonesse, porteur de milliers d'emplois. Quelle réponse va apporter l'État sur ce Triangle de Gonesse qui est situé sur un site tout à fait exceptionnel qui est le corridor aéroportuaire entre deux aéroports mondialement reconnus, Roissy Charles de Gaulle et Le Bourget Bonneuil-en-France ?

Quels sont donc les opérateurs de l'État qui s'installeront sur ce Triangle de Gonesse à l'avenir, qui sera relié par la ligne 17 du Grand Paris Express ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Merci, Monsieur le Conseiller Départemental. Vous me donnez l'occasion de revenir sur ce qu'était le plan Val d'Oise. De tout mal sort un bien, si tant est que la fin par son promoteur du projet historiquement prévu sur le Triangle de Gonesse ait été réalisée.

Le plan Val d'Oise a permis quelque chose d'assez fondateur pour nous, c'est la première fois qu'au niveau national, on a considéré qu'il y avait un enjeu spécifique sur le département du Val d'Oise. Rappelons-le, le plan Val d'Oise, ce sont 17 mesures que l'on suit et jalonne de manière très précise. Il y a même quelqu'un qui y est dédié à temps plein, qui est dans vos rangs, Monsieur le Député, dont le seul métier est de tenir les calendriers parce que tout est dans l'exécution des décisions prises.

Ces 17 mesures concernent aussi bien les questions de mobilité avec quelque chose d'essentiel pour nous qui est l'interconnexion de la ligne H à Pleyel, les Bus à Haut Niveau de Service, des questions de sécurité avec un commissariat et un centre pénitentiaire, de rénovation urbaine, d'économie, d'éducation, d'accueil.

D'abord, ce plan Val d'Oise va finalement conduire à aménager - et c'est d'ailleurs la mission de la SPL qui a été créée, dans laquelle le Département est actionnaire et leader - cette partie centrale de ce lieu où arrive la gare de la ligne 17.

À cet endroit-là, il va y avoir un aménagement sur un peu plus de 80 hectares, qui va être extrêmement qualitatif. L'aménageur dit d'ailleurs que c'est un endroit précieux et très sollicité. Il va y avoir un grand campus international, de l'activité économique, de l'activité de service et publique. Dans le plan Val d'Oise, il était prévu qu'un opérateur vienne. Je crois que devant cette Assemblée, j'ai dit qu'il y en aurait un peu plus d'un. Il y en aura trois et ce qui va être très frustrant pour vous est que même si tout le monde les connaît, je ne le dirai pas.

Nous avons travaillé tout au long du trimestre dernier, notamment sous la houlette de Marc GUILLAUME, Préfet de Région, nous les avons vus, nous leur avons exprimé le cahier des charges, mais je ne serai pas celui qui serait le prétexte que ces installations ne s'opèrent pas à cet endroit-là en raison de trouble social. Je considère que c'est au dirigeant de l'établissement de porter cela vis-à-vis de ses salariés et de régler le sujet pour faire en sorte qu'il vienne s'aménager.

Je vais tout de même vous donner deux pistes. Ces opérateurs ne sont pas sans lien avec les grandes politiques qui concernent le Val d'Oise et que j'ai présentées devant vous, qui sont les politiques de logement, de la Ville, de l'aménagement du territoire. Il y a une partie qui est de l'activité tertiaire classique et un autre opérateur est assez intéressant, qui est un acteur de l'État, qui vient d'abord parce qu'il a des besoins mais qui va porter quelque chose de différent sur le lieu. Je suis très énigmatique et absolument désolé mais je ne serai pas celui qui donnera ce nom-là.

En tout cas, ce sujet est toujours d'actualité, on y travaille. Leur arrivée est tout à fait compatible avec les premiers coups de pioche que nous pourrons donner sur le site à l'horizon 2027/2028.

**Madame CAVECCHI**

Merci, Monsieur le Préfet.

Une question de la minorité, Monsieur SABOURET.

**Monsieur SABOURET**

J'ai une première question sur les quartiers résiliants. Le Ministre de la Ville, le 27 avril, avait dévoilé une première liste de lauréats de l'appel à projets "Quartiers résiliants" dans lequel il y avait, pour le Val d'Oise, Garges-lès-Gonesse. Une seconde liste doit être annoncée, soit avant l'été, soit à la rentrée.

Auriez-vous des informations à nous donner sur la possibilité que d'autres quartiers du Val d'Oise soient dans le deuxième acte de l'appel à projets et retenus ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Vous me demandez de spoiler des décisions ministérielles. Effectivement, Garges-lès-Gonesse a été retenue dans "Quartiers résiliants", je vais répondre assez indirectement à votre question mais je vais y répondre quand même.

Dans la seconde liste que doit dévoiler le Ministère en charge de la politique de la Ville cet été, les villes qui ont bénéficié d'un renforcement/avenant de l'ANRU, on a vu l'intérêt de leurs projets et il n'est pas certain qu'elles soient dedans.

Je crois que j'ai répondu à votre question.

**Madame CAVECCHI**

Merci, Monsieur le Préfet.

Monsieur DECLERCK.

**Monsieur DECLERCK**

Merci, Madame la Présidente.

Monsieur le Préfet, Madame la Présidente, en début d'Assemblée Départementale, saluait le partenariat entre Pôle Emploi et les services du Département. J'ai pu constater moi-même depuis le début de mon mandat que nous étions sur un partenariat et une volonté commune des acteurs, de concert, pour accompagner les bénéficiaires du RSA et les plus jeunes dans leur insertion professionnelle.

Il y a moins d'un an, a été lancée l'expérimentation dans certains départements d'une préfiguration du futur Service National de l'Emploi et je souhaiterais revenir avec vous sur les points de vigilance relayés par les Départements de France.

Avez-vous des indications préalables sur la future gouvernance de France Travail ?

Et jusqu'à quel point les Départements y seront-ils associés au regard de leur rôle majeur d'insertion dans le cadre de la gestion et du financement des allocataires du RSA ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Au-delà même de la création de la structure, des procédures de France Travail, ce qui va être réellement important est ce que nous allons en faire.

Pour répondre à votre question sur la gouvernance locale, je suis toujours un peu méfiant des positions de principe nationales, qu'elles émanent de notre propre Institution ou des Départements de France. Nous allons construire la gouvernance locale localement et donc, Madame la Présidente, nous allons en convenir ensemble en rassemblant et fédérant les personnes.

Mais au-delà de cela, ce qui compte en termes de politique du travail est de "désintermédier" la relation entre le demandeur d'emploi, le futur salarié, et l'offre du travail. Nous avons énormément de dispositifs mais on tombe quasiment dans la caricature lorsqu'un demandeur d'emploi s'adresse à un guichet qui l'oriente vers quelqu'un dont le métier va être de l'orienter, qui va être de l'orienter et on le perd en substance.

Tout ce qui va permettre de faire de l'aller vers, tout ce qui va permettre de "désintermédier", tout ce qui va permettre de raccourcir le temps et le nombre d'interlocuteurs entre la captation de l'individu et son engagement soit en formation, soit dans le contrat de travail, sera le bienvenu.

Je vais citer quelque chose qui m'a paru assez intéressant, qui est une expérimentation qui a été faite par les entreprises de la plateforme aéroportuaire, qui s'appelle Aerowork. Cela consiste à avoir une approche nouvelle de l'offre d'emploi. Ce n'est plus une entreprise qui fait une offre d'emploi et des gens qui vont candidater, mais on va démarcher des gens. On a déjà la base de toutes les offres d'emploi, on regarde leurs appétences et leurs convictions et si cela coïncide, on le met en contact avec les offreurs d'emploi et surtout immédiatement, on leur apporte une réponse.

Il y a un petit côté Marine anglaise lorsqu'elle devait recruter ses marins. En matière de politique de l'emploi, il faut que l'on "désintermédie" le plus possible la relation avec le demandeur d'emploi pour faire en sorte qu'il entre tout de suite dans le dispositif de formation, d'accompagnement ou dans le contrat de travail. Les questions de gouvernance, c'est mon vœu le plus cher, il s'agira de les définir à l'échelle locale et il est évident que le Département a une place essentielle.

Vous avez un public qui est éloigné, qui sont les BRSA, il y a un enjeu colossal, social, humain, financier. Rien de tout cela n'est négligeable, au contraire, et c'est évidemment avec vous que l'on va le construire.

**Madame CAVECCHI**

C'est ce que nous faisons et allons prolonger.

Monsieur SABOURET à nouveau.

**Monsieur SABOURET**

J'ai une question très concrète concernant la fibre, le numérique. Vous devez certainement avoir été alerté du fait que malgré les efforts réalisés d'infrastructures, c'est-à-dire l'on installe la fibre, soit les opérateurs eux-mêmes, soit dans le cadre des travaux réalisés par Val d'Oise Numérique… Nous sommes un département où nous raccordons à la fibre nos concitoyens. Le problème est après, dans la gestion de la fibre parce qu'une fois raccordés à la fibre, nos concitoyens se font "déraccorder" par des opérations sauvages, qui ne concernent pas que le Val d'Oise, on a vu que c'était un problème national. Et donc on a un mode de gestion de la fibre au national qui est défaillant parce qu'un mauvais travail est fait par les opérateurs qui débranchent de manière sauvage et avec une irresponsabilité totale.

Vous parliez tout à l'heure de l'équilibre des droits et des devoirs, véritablement là, nous sommes dans une situation de Far West de la fibre.

Est-ce que la DDPP a été saisie de ces problématiques ? Peut-on commencer à sanctionner ceux dont les comportements nuisent à la collectivité et au raccordement en fibre de nos concitoyens parce que l'on a besoin d'avoir la fibre ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Je suis extrêmement sensible à ce que vous dites, pour plusieurs raisons. Je dis souvent à mes collègues que je me méfie des grands plans stratégiques. Ce qui compte pour nos concitoyens est que l'on règle leurs problèmes concrets et quotidiens. D'ailleurs, nous essayons d'orienter l'action vers la résolution de ces problèmes et j'essaie de bannir le mot "stratégie" dans nos discussions parce que l'on a trop d'intelligence dans l'Administration et il faut que l'on règle les problèmes concrets.

La deuxième chose est que j'ai été confronté très personnellement à une situation, à Pontoise, un tableau de raccordement se trouve accolé au bâtiment de l'Association des maires, j'arrive un jour et je vois quelqu'un - que j'ai envie d'appeler "un type" parce qu'il n'a pas été très agréable avec moi -, les portes ouvertes, en train de "farfouiller" dans un écheveau de fils de tous les côtés. Je lui dis "bonjour", je lui demande s'il travaille et il me dit "oui", assez patibulaire. Je lui dis "très bien, pour quelle entreprise ?" et il me dit : "je n'ai pas à vous le dire". Je lui demande de refermer après, etc. Je monte, puis je redescends, l'armoire était grande ouverte. J'ai vérifié ma connexion internet, qui fonctionnait encore, mais j'ai vu en réel ce qu'était la réalité, le concret.

Deux choses. D'abord, on a tous été totalement inaudibles sur le sujet auprès des opérateurs. Ils sont en train de bouger. Le Sénat vient de voter une proposition de loi sur le sujet. D'un seul coup, il y a de nombreuses initiatives volontaires, c'est super ! Val d'Oise Numérique a l'air de nous dire que cela va un peu mieux, je veux bien le croire mais ce que nous allons vous proposer - pas forcément par la DDPP - est une sorte de mélange de politiques de contrôle et utiliser les pouvoirs de Police du maire sur les occupations du domaine public pour arriver au moins à savoir qui vient faire les interventions. La grande difficulté est d'arriver à retracer qui vient faire l'intervention parce que l'on ne sait pas qui vient.

La deuxième chose, je pense que viendra le moment où comme pour le travail illégal, quand on a des sous-traitants ou des auto-entrepreneurs sur les chantiers, il sera utile de pratiquer un peu de "Name and Shame" pour le grand opérateur concerné. On ne peut pas se voiler les yeux et faire semblant de ne pas voir qui sont les sous-traitants de ses sous-traitants, et on est un peu responsable des gens que l'on emploie ou des gens qu'emploient les gens que l'on emploie.

Après le temps de l'engagement volontaire, viendra peut-être le temps de l'identification un peu plus précise des opérateurs, ceux qui jouent le jeu - j'espère qu'il y en aura - et ceux qui le jouent un peu moins.

En lien avec Val d'Oise Numérique, je vais proposer que l'on travaille sur une approche qui concilie réglementation, je proposerai un certain nombre de choses aux maires, et contrôle de notre côté.

**Madame CAVECCHI**

Monsieur ROULEAU.

**Monsieur ROULEAU**

Je suis très sensible à ces sujets-là. Je pense, Monsieur le Préfet, que vous faites fausse route. La responsabilité première, selon moi, est une responsabilité de l'Etat et en particulier de l'ARCEP qui a organisé tout ce "foutoir". Les opérateurs et en particulier les sous-traitants et les sous-traitants de sous-traitants que vous avez croisés dans votre armoire et que l'on voit aussi, effectivement, ce qu'ils font n'est pas bien mais les règles ne sont pas définies. Un opérateur d'infrastructure s'occupe et a la responsabilité d'une armoire, d'un point de mutualisation, mais c'est ouvert à tous les opérateurs.

C'est un problème de définition de règles et en tout cas, je ne peux pas accepter que vous disiez que c'est le maire qui va…

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Je n'ai pas dit cela…

**Monsieur ROULEAU**

Selon moi, c'est d'abord l'Etat, l'ARCEP qui est responsable et qui définit les règles, et qui est le gendarme des télécommunications. C'est à lui de bien définir les règles. Mettons une seule entreprise qui fasse le raccordement dans ces armoires et tout ira bien.

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Je vais préciser car mon propos mérite d'être clarifié. D'abord, par essence, je joue avec les règles que l'on me donne donc je ne doute pas que si l'ARCEP fait évoluer les règles de la régulation qui doit certainement avoir des sources européennes, on améliore la situation. Mais je pars aussi du principe que quelles que soient les règles, chaque acteur est supposé se comporter correctement. Je ne vais pas reporter sur l'État ou la puissance publique le fait que les acteurs ne se comportent pas bien.

Ensuite, mon propos était d'avoir des outils pour intervenir. Ce qui nous manque cruellement - et vous l'avez souligné d'une certaine manière -, ce sont les outils et les moyens légaux pour intervenir. En la matière, la seule chose qu'aura à faire le maire est de prendre un arrêté.

Ce n'est pas la responsabilité du maire mais notamment sur les questions d'occupation du domaine public et d'intervention, on aura besoin de bases légales pour intervenir. Mon propos n'était pas de dire que c'était aux maires de se porter garants de cette affaire-là.

**Madame CAVECCHI**

Merci, Monsieur le Préfet.

Monsieur PUEYO a la parole.

**Monsieur PUEYO**

Merci, Madame la Présidente.

Chers collègues,

Monsieur le Préfet,

Je souhaitais vous interpeller sur les occupations illégales des Gens du Voyage qui sont nombreuses dans notre département. Je vais prendre un exemple précis qui est celui du campement qui évolue en réalité en un véritable bidonville installé depuis des années sur la ligne du RER A le long de l'Oise. Ce sont des occupants illégaux qui jouent avec nos règles et la justice, qu'ils connaissent très bien. Ils jouent avec les frontières administratives entre Pontoise et Cergy. Ils jouent entre les propriétés des terrains publics ou privés.

Ils se déplacent de quelques mètres, cassent ainsi l'arrêté et finalement, s'installent. Cela pose de nombreux problèmes pour le territoire, avec des risques en matière de sécurité, de tranquillité, de salubrité publique.

J'ai pris cet exemple d'une situation dans mon canton et dans la ville où je suis élu, mais je suis certain que mes collègues auraient d'autres exemples de campements illégaux sur leurs territoires avec des situations et des histoires finalement très proches. Des installations qui se font de plus en plus en limite de zones denses, voire dans des zones densément habitées et vous l'avez dit, notre département a changé, il va continuer à se densifier - "densification" est le mot que vous n'avez pas réussi à prononcer en parlant de logement - et cela va poser foncièrement de plus en plus de problèmes de cohabitation entre ces installations et les habitants.

Monsieur le Préfet, comment les services de l'État comptent-ils se mobiliser pour aider à mettre fin à ces occupations illégales qui mettent en danger les riverains, mais aussi les personnes qui y vivent, ainsi que notre environnement avec des dépôts sauvage, des cours d'eau et des terrains pollués à long terme qui en découlent ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Merci, Monsieur le Conseiller Départemental.

Parfois, la question anticipe la réponse. Je vais reformuler votre question : c'est comment les services de l'État sont-ils mobilisés sur cette question-là ? L'activité d'évacuation, et en bon ordre, que ce soit des Gens du Voyage ou des campements sauvages qui sont généralement le fait de Roms, ce sont deux cadres juridiques différents - vous connaissez cela par cœur -, deux situations différentes.

C'est l'une des activités extrêmement importantes des services de Police et de Gendarmerie et des équipes qui ont en charge la Police administrative.

Commençons par un élément qui est celui de la mobilisation dans le cadre légal qui nous est donné. Vous, comme moi, êtes agent de la loi, personne publique et nous agissons dans un cadre légal, qui correspond à des choix de société. Je parlais tout à l'heure de la société de droit, cela correspond à des choix de société qu'il ne m'appartient pas de commenter, c'est un fait. En termes d'évacuation, nous n'avons jamais eu, et je n'ai jamais connu cela dans ma carrière, une activité aussi intense. Depuis le début de l'année, nous avons procédé à 82 évacuations de Gens du Voyage ou d'installations illicites dans le département. L'année dernière, nous avions procédé à 144 évacuations.

Pour le coup, on fait les choses de manière très nette et propre, à la fois de façon extrêmement ferme et humaine. Lorsqu'il faut faire auparavant une enquête sociale, nous le faisons, lorsqu'il n'y en a pas besoin, nous ne le faisons pas. Lorsque l'on peut partir sur une décision administrative, nous le faisons, lorsqu'il faut partir sur une décision judiciaire, nous le faisons. Lorsqu'il faut aller sur un arrêté du maire, nous le prenons, lorsqu'il faut partir sur un arrêté préfectoral, nous le faisons également. Je ne pense pas qu'il y ait le moindre doute sur notre détermination à mettre fin à ce qui est évidemment une illégalité et une infraction.

Deuxième élément, pour que cela réussisse, il faut que l'on ait le cadre légal et l'occupation indue de lieu est généralement l'élément suffisant, mais pas toujours.

Vous avez tous entendu parler de la décision WINTERSTEIN de la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui subordonne la jouissance pleine et entière du droit de propriété - c'est-à-dire la récupération d'un bien - à un certain nombre d'opérations préalables que la puissance publique et le demandeur doivent opérer. Il faut également que le propriétaire du lieu soit un acteur pour le faire.

Je ne reviendrai pas sur le cas particulier que vous évoquez mais pour que nous puissions agir, nous, force publique, pour que je puisse délivrer le concours, pour que les forces de Gendarmerie puissent intervenir, encore faut-il que l'entité sur laquelle se trouvent ces installations soit moteur et demandeur.

Dernier élément - et je traiterai de manière différente les installations illicites des Gens du Voyage, notre département d'ailleurs a une longue Histoire avec les Gens du Voyage. Je crois - sous votre contrôle, Monsieur le maire - que la ville d'Herblay… Les implantations de communautés remontent quasiment au Moyen-âge. À l'époque, on les appelait "les Bohémiens", mais il y a une longue Histoire de la grande couronne avec les Gens du Voyage. Nous n'arriverons définitivement à trouver une solution que lorsque l'on aura été en capacité de leur proposer, de mettre en œuvre et qu'ils soient acteurs d'un type d'habitat qui corresponde à leur mode de vie en 2023.

Hier, j'étais dans un endroit absolument formidable - je cherche le maire de Saint-Gratien autour de la table… - et je voudrais saluer ce qui a été fait à la Butte Pinson que ce soit sur le site du Pintard ou le site du Rouillon où au bout de 20 ans d'obstination avec un engagement financier colossal du syndicat, de l'intercommunalité, de l'Etat également, on a été capable tout à la fois de proposer un logement adapté aux Gens du Voyage qui étaient sur la Butte Pinson, de mettre en place un système de dépollution, de recréer un parc, de mettre en place des travaux d'insertion... Évidemment, cela réclame beaucoup d'énergie, de compréhension et d'argent mais on sait le faire.

J'en finis par un dernier point sur les Gens du Voyage. Cela va vous paraître un peu philosophique mais c'est essentiel. Notre société adore la confrontation et la contrainte par corps. On a une installation de Gens du Voyage, on considère que l'on va déposer plainte et on attend que les CRS arrivent - je caricature presque - pour les faire partir. Je pense que ce mode d'action en 2023 va devenir de plus en plus désuet. Je ne dis pas qu'il ne faut plus l'avoir, l'État a le monopole de la violence légitime, nous gardons ce mode d'action, mais je suis persuadé, sur ce type d'infraction comme sur d'autres types, que ce n'est pas le mode d'action le plus efficace. Le mode d'action le plus efficace aujourd'hui pour l'ensemble de ces faits est probablement quelque chose qui a un caractère beaucoup plus matériel et financier.

Dans le cadre d'une rencontre que j'ai eue avec les entreprises de la zone d'activités de Saint-Ouen-L'aumône, je peux dire de manière très explicite que je les encourage à faire suivre la demande d'évacuation ou parfois la procédure juridictionnelle qu'elles engagent quand on est sur des terrains privés par des actions à caractère civil et financier. Pour le coup, je pense que ce sera la sanction financière et matérielle qui sera la plus dissuasive sur ce type d'infraction comme sur d'autres. C'est une mécanique qui est lente, harassante, qui mobilise beaucoup les forces de sécurité, qui exaspère nos concitoyens parce qu'ils ne comprennent pas qu'on leur impose des règles que l'on n'impose pas à d'autres. Cela fait partie des caractéristiques de notre département.

En tout cas, je vous assure que l'on est pleinement mobilisé là-dessus, on explore toutes les voies possibles et on fait les choses de manière très humaine quand on procède à des évacuations puisque j'y fais passer systématiquement des équipes sociales lorsque ce sont des installations anciennes pour proposer un hébergement, qui est d'ailleurs généralement refusé.

**Madame CAVECCHI**

Merci, Monsieur le Préfet.

Je me tourne vers la minorité, Madame METREF.

**Madame METREF**

Merci, Madame la Présidente.

Monsieur le Préfet, pouvez-vous nous indiquer l'état d'avancée de la formation des personnels de la Police Nationale pour l'accueil spécifique des victimes de violences intrafamiliales et de violences de genre dans les commissariats du Val d'Oise ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

J'ai commencé à aborder le sujet tout à l'heure mais pour vous dire que sur les violences faites aux femmes, aux personnes vulnérables, dans le cadre intrafamilial, les enfants également, on considère pleinement que notre mission ne s'arrête pas à la résolution de l'affaire et à la prise de la plainte mais bien à l'accueil de la victime.

Si l'on veut parler de ce qui se passe spécifiquement dans les forces de l'ordre, à la fois cela se passe dans un réseau qui est un réseau d'intervenants sociaux, qui sont spécifiquement dédiés dans les commissariats ou dans les compagnies, mais également par une formation qu'ont les militaires de la Gendarmerie et les fonctionnaires de Police que l'on appelle dans notre jargon la formation "VIF". C'est quelque chose qui relève à la fois tout aussi bien du comportement, de la psychologie ou de l'accueil et de la plainte.

Si je devais illustrer cela de manière très sommaire, l'époque où l'on venait au commissariat ou à la brigade parce que l'on avait vécu un traumatisme et que l'on s'entendait dire : "déposez une main courante" est révolue. Aujourd'hui, la victime est accueillie, la plainte est reçue, elle est systématiquement instruite et c'est l'une des raisons pour laquelle on voit que les atteintes aux personnes augmentent parce qu'on les compte comme telles. L'accueil des victimes est essentiel pour nous et par ailleurs, on les oriente également vers des acteurs sociaux qui sont nos partenaires et que nous rencontrons de manière assez régulière.

C'est un sujet extrêmement important pour nous. La formation de nos militaires et fonctionnaires fait partie de nos priorités. Il y a eu des plans de formation complets qui ont été opérés et on peut dire que le Ministère de l'Intérieur est assez moteur sur l'ensemble de ces phénomènes.

**Madame CAVECCHI**

Madame VILLECOURT a la parole. Je vous rappelle qu'il est quasiment 13 h 00 donc si l'on peut raccourcir les interventions des uns et des autres...

Céline.

**Madame VILLECOURT**

Merci, Madame la Présidente.

Monsieur le Préfet,

Je souhaite évoquer un fléau qui touche l'ensemble du département et qui impacte la qualité du cadre de vie des Valdoisiens, je veux bien entendu parler des dépôts sauvages. J'en suis convaincue, le Département, Madame la Présidente qui impulse toutes nos actions et je pense que vous êtes convaincu tout autant que le renforcement de nos moyens pour prévenir et lutter contre les dépôts sauvages et illégaux est une nécessité pour nos territoires.

Le 14 septembre 2022, la charte départementale de lutte contre les dépôts illégaux de déchets en Val d'Oise réunissant des Collectivités locales, des représentants de la profession agricole et la Préfecture du Val d'Oise, a été signée. Cette charte a pour objet de structurer une Instance de pilotage des parties prenantes, de formaliser un suivi efficient et de coordonner les actions mises en œuvre.

Le Département du Val d'Oise s'engage pleinement dans la sensibilisation de la population, dans l'acquisition d'outils innovants, notamment comme celui qui traite de l'analyse d'images satellites, dans le soutien financier des Collectivités et dans le renforcement de nos chantiers responsables en tant que maître d'ouvrage.

Monsieur le Préfet, pouvez-vous nous présenter les principales actions mises en œuvre ou à venir par la Préfecture pour accompagner les maires du Val d'Oise face à ce fléau et notamment celle relative à la charte départementale ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Merci, Madame la Conseillère Départementale.

Ce sujet est effectivement un fléau et un élément d'exaspération et de dégradation de notre cadre de vie qui est inacceptable.

On l'a traité de trois manières. D'abord, de manière structurelle, les infractions à l'environnement sont devenues une nouvelle thématique prioritaire d'engagement à la fois des forces de sécurité et de la justice.

Nous avons réuni avec le Procureur une Instance (le COLDEN) il y a une semaine sur le mode des CODAF, c'est-à-dire que nous avons mis autour de la table tous les services en charge de la Police de l'environnement pour définir des actions ciblées et derrière l'autorité judiciaire qui s'engage à les poursuivre, les suivre et les articuler avec les actions de Police administrative.

Deuxièmement, je veux signaler que dans le département, le Groupement de la Gendarmerie a été précurseur puisqu'avec la complicité du Colonel et à ma demande, nous avons créé la cellule de lutte des atteintes à l'environnement qui pour objet spécifique et dont l'une des missions spécifiques est la lutte contre les dépôts sauvages.

Le troisième élément est le choix de l'outil que nous avons. C'est une infraction, elle peut être traitée dans le cadre du Code pénal, il n'y a pas de doute. Mais dès lors que l'on arrive à identifier son auteur, ce que je souhaite et que je vous ai proposé est d'utiliser des pouvoirs de Police administrative des maires, qui ont été renforcés à l'issue du drame qui est intervenu à Signes dans la loi Engagement et Proximité. Cette loi donne aux maires absolument les mêmes pouvoirs que ceux que je peux avoir avec les installations industrielles. Ce sont des pouvoirs d'injonction, de travaux, d'amende, d'astreinte, de réalisation de travaux d'office qui peuvent être adressés à la personne qui a créé le dépôt sauvage. Pour le faire, parce que toutes les communes n'ont pas forcément l'Ingénierie, nous avons préparé un guide dans lequel tout est écrit : le projet d'arrêté, la méthodologie, la possible de faire des formations pour vous inviter à utiliser ces pouvoirs de Police administrative qui ont une conséquence financière pour l'entrepreneur ou le pseudo entrepreneur qui procède à des dépôts sauvages.

C'est lié très directement au travail illégal parce que l'on s'aperçoit qu'il y a une conjonction entre des entreprises de travail illégal qui viennent jeter leurs dépôts sauvages, et je dois dire que la Fédération Française du Bâtiment est très engagée sur le sujet parce qu'elle veut qu'il y ait une loyauté de la concurrence entre l'ensemble de ses acteurs.

Si j'avais un message, ce serait Police administrative sur ces sujets, c'est très efficace.

**Madame CAVECCHI**

Madame ISRAEL.

**Madame ISRAEL**

Monsieur le Préfet, pouvez-vous nous indiquer l'état d'avancement du plan Logement d'abord dont l'ambition est de poursuivre la sortie du nombre de personnes de la rue ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Le nombre de personnes de la rue et le nombre de personnes de l'hébergement d'urgence puisque nous avons une politique extrêmement active et importante dans ce département comme dans beaucoup de départements Français en termes d'hébergement d'urgence. Un chiffre : le contribuable national consacre chaque année 100 M€ en faveur de la protection des publics vulnérables, dont au moins la moitié pour l'hébergement d'urgence.

Notre but est que l'hébergement d'urgence qui est le sas dans lequel on passe lorsque l'on a besoin d'un hébergement soit réellement un hébergement à caractère temporaire. C'est-à-dire que tous ceux qui se trouvent dans l'hébergement d'urgence ou dans la rue et qui sont accueillis dans un hébergement d'urgence, qui ont la possibilité d'entrer dans le parc de logements - et généralement, c'est le parc aidé - puissent le faire le plus rapidement possible.

Pour cela, on a des objectifs très clairs en termes d'intégration et d'offre de logements pour différents publics : ceux qui sont dans la rue, les réfugiés et les publics les plus vulnérables, je pense en particulier aux femmes avec enfants qui sont dans le dispositif. Maintenant, disons les choses franchement, dans notre hébergement d'urgence, nous avons des structures qui sont parfois totalement dédiées, je pense aux CHRS, aux CHU, et des structures hôtelières. La majorité des personnes que nous avons dans les structures hôtelières sont des ressortissants étrangers qui n'ont pas vocation à rester sur le territoire national.

Il faudra donc bien, à un moment donné, que nous soyons en capacité de dialoguer efficacement avec les structures d'hébergement d'urgence pour dire qu'il est normal que jusqu'au dernier jour de son séjour sur le territoire national, la personne soit accueillie avec dignité mais quand quelqu'un, de manière continue, depuis plusieurs années, n'a pas vocation à être sur le territoire national, a fait l'objet d'une décision d'éloignement, confirmée par le Juge parfois plusieurs fois, dans un pays qui aime le respect des lois, sa vocation est de quitter le territoire national.

Mon vœu le plus cher est d'arriver à construire des parcours qui fassent que sans drame l'on puisse aider ces personnes à retourner chez elles au moyen de pécules, en leur laissant le temps nécessaire pour se retourner, et c'est d'ailleurs ainsi que l'on arrivera à régler définitivement les problèmes de rue et de personnes sans domicile que nous avons dans notre pays.

**Madame CAVECCHI**

Monsieur VATEL a la parole pour une question un peu recentrée si c'est possible.

**Monsieur VATEL**

Je vais essayer, Madame la Présidente.

Monsieur le Préfet, j'ai deux sujets importants pour le Vexin sur lesquels je souhaiterais revenir avec vous. Le premier concerne le fameux lycée de Magny-en-Vexin que l'ensemble des parties prenantes soutiennent localement, je pense à la Région Ile-de-France, aux élus locaux et bien évidemment, à l'ensemble des élus du territoire. D'ailleurs, une pétition a été lancée il y a quelques semaines et a recueilli près de 5 000 signatures.

Je ne vais pas rappeler ici l'ensemble des difficultés rencontrées actuellement pour nos lycéens au quotidien pour se rendre sur l'agglomération de Cergy-Pontoise : une heure et demie en moyenne de transport le matin ou le soir, avec naturellement les répercussions que cela peut entraîner sur à la fois leur santé, le niveau scolaire, mais aussi la circulation.

La Région nous précise qu'elle n'attend que le feu vert de la part de l'Etat pour passer à l'action. Allez-vous, Monsieur le Préfet, nous apporter votre soutien sur ce dossier, même si je n'en doute pas, bien évidemment ?

Et surtout, pouvez-vous nous dire ce que vous en savez actuellement, quelques semaines après la pétition et les deux réunions publiques qui se sont tenues à Magny-en-Vexin ?

Autre sujet très important pour notre territoire, nous avons appris par la Direction du Centre Hospitalier de Pontoise que la reconstruction du site à Magny-en-Vexin serait programmée. Si cela devait se confirmer, il s'agirait naturellement d'une très bonne nouvelle pour notre territoire. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur le sujet de l'hôpital ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Je vais répondre brièvement mais pleinement à votre question. Sur le lycée de Magny-en-Vexin, il y a un peu de FEYDEAU dans cette histoire. J'ai vu ce qu'a écrit la Rectrice, banco ! Regardons le calendrier de travaux pour le faire. Après, il faut s'assurer que la population scolaire est là, il y a certainement un travail qui doit s'opérer sur le sujet. J'avais encore Charline AVENEL au téléphone sur cette question il y a 48 heures et il me semble que son expression était sans ambigüité et d'ailleurs, elle et ses services y travaillent avec ceux de la Région.

Sur l'hôpital, nous avons une très bonne nouvelle. Cela fait le lien avec le plan Val d'Oise puisqu'il y avait trois grands investissements hospitaliers : l'un à caractère financier à Gonesse et d'ailleurs, le Ministère de la Santé a fait plus que remplir ses objectifs, Argenteuil, nous venons de poser la première pierre où l'aide financière qui était initialement de 93 M€ a été de 140 M€, et Pontoise.

On le dit d'ailleurs improprement de Pontoise, c'est l'hôpital NOVO par ce qui fait la force de ce projet hospitalier, c'est qu'à la différence de bien d'autres que l'on a vus, il ne s'agit pas uniquement de traiter le lieu Siège mais offrir un service hospitalier d'excellence partout sur le territoire y compris à Magny-en-Vexin.

Ce projet va être assez colossal par son ampleur. Il a beaucoup de feux qui sont au vert, il est dans les Instances nationales (CNIS) et on devrait avoir la décision de cette Instance puisqu'en termes d'aides de l'État, on va être bien au-delà de la centaine de millions d'euros. On devrait avoir le feu vert de la CNIS d'ici la fin de l'année. Il comprend non seulement des restructurations sur le site de Pontoise, mais également sur l'ensemble des autres implantations de cet hôpital.

Vous avez certainement rencontré le Directeur Général et surtout le Président de la Commission médicale, qui est un médecin, l'esprit dans lequel il est construit est vraiment un esprit de service de la totalité du territoire. Je trouve que c'est assez unique, encourageant et très profitable pour l'ensemble des territoires concernés.

**Madame CAVECCHI**

Ce sont de très bonnes nouvelles, merci, Monsieur le Préfet.

Le logement, la loi SRU, qui s'en charge ?

Nadia.

**Madame METREF**

Merci, Madame la Présidente,

Monsieur le Préfet,

Pouvez-vous nous détailler la situation départementale en termes de respect de la loi SRU et nous indiquer le montant des pénalités payées par chaque commune qui serait en contradiction avec cette loi ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Il n'y a quasiment pas dans ce département de position de refus catégorique sur le logement social. La quasi-totalité des maires est allant, nous propose des projets, en fait et se heurte à une forme de contradiction sociale qui l'empêche de faire.

Nous avons 64 communes qui sont dans le champ de la loi SRU. Nous en avons 35 qui ont des taux inférieurs à 25 % et qui avaient des objectifs de rattrapage, certaines les atteignent, et à ce jour, quatre étaient carencées sur l'ancienne triennale.

Pour la prochaine triennale, nous sommes en train d'engager la discussion avec les communes qui n'ont pas atteint leur objectif de réalisation de logement social et évidemment, nous regardons ce qui relève de la volonté, des circonstances, et nous leur proposons surtout de signer systématiquement un contrat de mixité sociale dans lequel nous allons pouvoir définir avec elles, à l'avance, les opérations qui vont être conduites.

En termes de prélèvement SRU, je vais vous donner le montant global qui a été prélevé : 2,4 M€. Cet argent est réutilisé précisément pour permettre de rééquilibrer les opérations de logement social dans les communes où la charge foncière est particulièrement importante.

Quand une Collectivité est amenée à payer une pénalité au titre du SRU, elle a la faculté d'investir elle-même au profit de ses propres habitants pour accélérer la réalisation de ces opérations.

**Madame CAVECCHI**

Madame PELISSIER.

**Madame PELISSIER**

Monsieur le Préfet, nous sommes un territoire en forte progression démographique et en même temps, un désert médical. Nous nous inquiétons du risque que cette situation fait peser pour les enfants qui nous sont confiés, notamment ceux qui sont en situation de handicap.

Notre département compte exactement 1 171 enfants en attente de place en Institut Médico-Éducatif et 20 % des jeunes pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) sont en situation de handicap.

L'ASE est ainsi amenée à compenser la carence de places au sein de ses établissements de la protection de l'enfance ou en famille d'accueil et même si nous œuvrons pour sécuriser ces placements, nous sommes souvent très démunis. Le Département travaille en ce moment sur le nouveau Schéma de protection de l'enfance et sur une équipe mobile avec des professionnels spécialisés dans le handicap pour aider notamment nos structures mais s'il vous plait, Monsieur le Préfet, pouvez-vous nous rassurer sur le soutien de l'État pour ce qui concerne à la fois cette équipe mobile que nous avons créée, mais surtout plus globalement, dans la prise en charge des enfants placés en situation de handicap ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Sur le premier point, je ne saurai pas vous répondre précisément sur l'équipe mobile mais compte tenu de la situation très spécifique du Val d'Oise et de la politique volontariste du Département, je ne vois pas de raison pour laquelle nous ne soutiendrions pas de manière très concrète un tel engagement.

Le deuxième point est que mes collègues de l'ARS ont pleinement conscience de la situation très particulière de ce département et du besoin que nous avons pour créer des places.

Le temps de la santé est parfois long, c'est un temps qui nécessite d'être programmé. Cela prendra forcément du temps mais on ne peut pas rester ni insensible, ni inactif par rapport à cette situation, d'autant plus que l'on voit que les besoins sont importants et croissants.

**Madame CAVECCHI**

Je vous propose de rester dans le domaine de la santé, Monsieur le Préfet, c'est une question sur le CHU, Madame MENHAOUARA.

**Madame MENHAOUARA**

Merci, Madame la Présidente.

Monsieur le Préfet avait plus ou moins répondu à la question sur la santé, je souhaite juste rebondir sur un propos. Monsieur le Préfet, vous avez évoqué dans votre propos introductif pour justifier la non-augmentation des dotations de l'État la dynamique fiscale.

C'est un sujet qui crispe les élus locaux et je me permets de profiter de cette occasion qui m'est donnée pour faire une remarque puisque vous avez également rappelé le besoin du Département de continuer à construire, d'accueillir de nouveau Valdoisiens, soit parce qu'il y a une croissance interne liée à la fécondité et à la démographie du département qui croît, soit parce que nous avons aussi une croissance externe puisque le département attire énormément de nouveaux habitants.

Ma remarque est que certaines villes subissent aujourd'hui cette croissance démographique et donc cela a une conséquence sur leurs besoins en investissement mais aussi d'augmentation de leur budget de fonctionnement. Fatalement, cette croissance est plus importante que la dynamique fiscale dont vous avez parlé tout à l'heure.

Mon interrogation est que fait-on pour les villes aujourd'hui qui sont "au taquet" et dont la fiscalité, malgré cette dynamique, n'arrive pas forcément à absorber toutes les hausses, celle de l'inflation, mais aussi celles des décisions politiques gouvernementales notamment celle de l'augmentation du point d'indice qui est une mesure juste et souhaitée par beaucoup d'entre nous mais malheureusement, qui intervient en plein milieu d'exercice budgétaire et beaucoup de Collectivités n'ont pas prévu cette hausse ? Il est parfois compliqué de la prévoir parce que c'est une hausse souvent très importante.

Je me permets une dernière remarque liée à votre propos introductif. Vous avez décidé de parler d'éducation, je m'en félicite. Nous sommes de nombreux élus à constater l'absence de remplacement d'enseignants dans nos territoires. C'est une vraie difficulté donc qu'est-ce qui est prévu pour la rentrée pour pallier cette insuffisance ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Je vais commencer par le dernier point. Quand j'ai parlé de l'engagement de l'Éducation Nationale, sans nier le sujet du recrutement parce que le sujet du remplacement est très directement lié à la question du recrutement, je vous ai donné ce chiffre, qui, à lui seul, parle de l'aspect volontariste que peut avoir l'État en matière d'éducation, qui est 1 200 postes d'enseignants dans le premier degré créés depuis septembre.

Pour le reste, nous vivons ce que vous vivez. En matière de Police municipale, pour prendre cet exemple, Madame le maire, il y a une difficulté incroyable à pourvoir nos postes. Cela nécessiterait que l'on passe deux heures pour démontrer ce que l'on dit. On fait aujourd'hui des moments de rendez-vous, on cherche à diversifier le recrutement et probablement en assouplissant un peu les conditions de recrutement, on arrivera à trouver des réponses mais il faut qu'elles soient qualitatives pour nos enfants.

Parlons finances, d'abord, il n'y a pas eu de non-augmentation des dotations, il y a eu une augmentation des dotations, certes, de 300 M€ à l'échelle nationale mais rappelons-nous une période pas très lointaine il y a quelques années où la DGF a plongé de manière vertigineuse et il faut savoir avoir un regard assez relatif sur cette question-là.

Le deuxième élément est est-ce que dynamique fiscale et dynamique démographique se suivent ? Chaque situation est propre. Cela va dépendre si l'on est plutôt dans un endroit où le nombre du parc social en pourcentage augmente ou non. La taxe foncière est un impôt robuste, stable et qui progresse assez fortement ne serait-ce qu'au travers de la revalorisation de ses bases.

Nous sommes un Département fortement sollicité sur les équipements publics, c'est un fait, et c'est pour cela que nous avons une politique de soutien à l'investissement extrêmement volontariste. Je fais attention à ce que je dis mais lorsque par exemple sur le Fonds vert - et je lui rends hommage, j'en profite -, le Préfet de Région a réparti les enveloppes par Département, le regard sur le Val d'Oise a été particulièrement bienveillant pour cela, parce que nous sommes un département grand et le besoin en matière d'équipements publics est là.

Nous apportons cette réponse, c'est parfois compliqué mais il serait intéressant sur un, deux, trois ans, que l'on regarde comment évolue la taxe foncière et comment évolue la population sur une commune.

J'en terminerai par un dernier point sur les dépenses non prévues. Vous avez parlé de l'augmentation du point Fonction publique. Je ne sais pas comment aborder cette question-là parce que d'abord, quand on augmente le SMIC, on ne compense pas l'effet salarial sur les entreprises. Ensuite, je pense que c'est une augmentation - en tout cas, c'est ce que j'entends dire de la part des Organisations représentatives du personnel - qui est assez mesurée, dont personne ne conteste le bien-fondé. Enfin, j'observe d'ailleurs qu'une partie de ces décisions (partie indemnitaire) sont à la main des Collectivités locales. Preuve que le Gouvernement a bien compris que les Collectivités souhaitaient pouvoir décider d'une partie de leur évolution salariale.

Tout cela pour dire que l'on ne peut pas tout à la fois dire que l'on veut que cela augmente mais on veut que l'on nous apporte l'argent pour compenser l'augmentation, et on veut que cela soit uniforme sur l'ensemble du territoire national. À un moment donné, viendra la question de savoir si en termes de politique salariale - et c'est une question que je pose très modestement - il faut garder corrélées les trois Fonctions publiques ou s'il faut laisser chaque employeur décider de sa politique salariale. C'est une vraie question politique et je ne me permettrais pas d'avoir une opinion là-dessus.

**Madame CAVECCHI**

Monsieur le Préfet, l'indice qui va augmenter en juillet, pour le Département, c'est 8 M€.

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Est-ce que vous me permettez de parler de santé ? On a parlé de l'hôpital et vous avez évoqué la question des médecins. Oui, nous sommes un département où nous subissons de plein fouet le sujet de la démographie médicale parce que nous avons moins de médecins et surtout parce que notre population augmente. Je proposerais que l'on ne revendique pas de CHU en tant que tel. Le CHU est le produit de l'aboutissement. Ce dont nous avons réellement besoin est "universitariser" l'hôpital, c'est-à-dire créer au sein de notre formidable Université une UFR de Médecine parce que nous avons besoin de former des médecins, que ce soit pour l'hôpital ou pour le secteur libéral.

Je suis extrêmement reconnaissant là-dessus parce qu'alors que l'on croyait que le chantier était impossible à satisfaire, nous avons des feux qui sont en train de se colorer au vert de plus en plus du côté du Ministère de la Santé et de l'Enseignement supérieur, l'Université et son Président a pris ce sujet à bras le corps, il travaille actuellement avec l'hôpital pour faire un projet de recherche commun, que nous allons construire brique après brique.

À un moment donné, nous aurons besoin de vous, Madame la Présidente, nous aurons besoin de toutes les Collectivités pour porter ce message qu'il faut une Faculté de Médecine à Cergy, ce qui emportera l'"universitarisation" de l'hôpital.

**Madame CAVECCHI**

Je suis assez confiante car nous travaillons déjà sur le sujet. Nous avons déjà eu des rendez-vous au Ministère social et prochainement, nous avons rendez-vous au Ministère de l'Enseignement supérieur pour travailler deux jours de suite sur le sujet avec l'Agglomération de Cergy-Pontoise, avec Madame le maire de Pontoise et le Président de l'Université, on y va tous ensemble pour avancer.

Monsieur SABOURET

**Monsieur SABOURET**

L'UFR c'est bien, mais il faut des PHU dans nos hôpitaux.

**Madame CAVECCHI**

L'UFR est la première étape.

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Dès lors que l'on "universitarise", on a des PU-PH parce que l'on peut avoir des PU-PH qui viennent d'autres Universités. Mais dès lors que vous "universitarisez" un hôpital, la question ne se pose même plus. Il faut voir que créer une UFR de Médecine, on l'a vu dans d'autres villes, on l'a vu à Orléans, quand vous êtes formé à un endroit, environ un tiers des étudiants reste là où ils sont formés. Et on a besoin de fixer du monde sur le Val d'Oise.

Mon souhait est que l'on aborde ce sujet par des questions d'Enseignement supérieur et les questions de santé, paradoxalement, en découlent.

**Madame CAVECCHI**

C'est ce qui est fait dans les discussions et nous avançons. Je suis positive, il faut continuer et on vous remercie de votre soutien.

Il y avait des questions sur les Jeux Olympiques, Monsieur BOUGEARD.

**Monsieur BOUGEARD**

Monsieur le Préfet, nous vous avons écrit à ce sujet et je pense que nous allons avoir la réponse également par écrit mais pour que tout le monde l'entende bien, nous avons des informations peu ou prou qui nous parlent de réquisition des effectifs de Police de nos Agglomérations pendant les Jeux Olympiques. Vous comprenez, si ce n'est notre étonnement, au moins notre forte préoccupation.

Lié à cela, quelles sont les informations dont vous disposez à cette heure-ci quant aux possibles fermetures de l'A1, de l'A86 et de l'A15 pendant les JO ?

**Monsieur COURT, Préfet du Val d'Oise**

Sur la deuxième question, en dehors des nécessités opérationnelles - et vous savez que le Préfet de Police va avoir une compétence régionale en la matière - liées à une situation donnée et à un événement conjoncturel, à ce stade, ce qui est prévu sur ces infrastructures, ce sont des voies réservées pour les véhicules accrédités dans le cadre du COJO. Après, on ne sait quelles sont ces nécessités opérationnelles. Pour nous, ces JO vont être une aventure extraordinaire, il va se passer beaucoup de choses. Je ne suis pas capable de dire ce qui se passe d'un point de vue opérationnel, c'est l'Instance décisionnelle qui décidera à l'instant où cela se passera mais aujourd'hui, c'est une logique de voies réservées.

Sur le premier point, il faut que l'on dissipe cette "fake news". Ce qui est drôle et qu'elle n'arrive que d'un seul point du département - je ne ferai pas de commentaire là-dessus - mais oui, nous sommes un Département Olympique. Nous allons avoir une suractivité liée aux JO : on accueille la délégation américaine, on est à quelques encablures du village Olympique, on a beaucoup de sites labellisés "CPJ", on est dans le périmètre francilien, on a deux zones de célébrations qui sont prévues. On va avoir besoin de plus de forces de sécurité pendant les JO que nous en avons aujourd'hui, ne serait-ce que pour un fait qui est que le Ministre de l'Intérieur a demandé et décidé que les personnels du Ministère de l'Intérieur qui travaillaient sur les JO (policiers, gendarmes, pompiers, services de Préfecture) pendant juillet et août seraient dispensés de congés.

Nous allons donc avoir de plus importants services de Police sur le terrain et il n'est d'ailleurs pas exclu que nous recevions des renforts. L'ensemble des missions sera assuré. Il a également été décidé que les frontières entre Police et Gendarmerie seront abolies, c'est-à-dire que l'on utilisera la totalité des moyens qui seront à notre disposition et surtout, nous sommes dans les faits un Département Olympique donc il faut une présence des forces de sécurité à la hauteur des enjeux et de la fréquentation que nous allons avoir.

**Madame CAVECCHI**

Merci beaucoup.

Il est 13 h 25, c'était passionnant.

Merci infiniment, Monsieur le Préfet, de tous ces échanges. Je souhaite le meilleur au Val d'Oise entre les services de l'État et les services du Département.

**Fin de la séance à 13 h 26.**

*(La séance, suspendue à 11 h 13, est reprise à 11 h 20*

*Intervention de M. le Préfet)*

**Fin de la séance à 13 h 26.**

**La Présidente du**
**Conseil départemental**

**Marie-Christine CAVECCHI**

**La Secrétaire-Questeur**

**Muriel SCOLAN**

# PARTIE 2

Date: Vendredi 16 Juin 2023
Horaire: 09:30

# Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information

1-20 Soutien à l'association Papa Charlie au titre de l'année 2023. Développement économique et emploi - Action et développement économique - Promotion économique et partenariat.

**Rapport** (Page 8 - 11)

**Délibération** (Page 12 - 14)

**Annexe - Projet de convention** (Page 15 - 19)

1-21 Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux. Culture – Service des Territoires
**Rapport** (Page 20 - 33)
**Délibération 01 L oeil du Baobab** (Page 34 - 36)
**Délibération 02 CARPF** (Page 37 - 39)
**Délibération 03 Cirquevolution** (Page 40 - 42)
**Délibération 04 Codevota** (Page 43 - 45)
**Délibération 05 Combo 95** (Page 46 - 48)
**Délibération 06 Ecrans VO** (Page 49 - 51)
**Délibération 07 Theatre des Embruns** (Page 52 - 54)
**Délibération 08 Escales danse** (Page 55 - 57)
**Délibération 09 S Vrai** (Page 58 - 60)
**Délibération 10 Theatre de la Vallee** (Page 61 - 63)
**Annexe Conventions** (Page 64 - 80)

1-22 Soutien à trois pôles ressources en inclusion et Petite Enfance. Culture – Service des Publics – Développement culturel – Culture et lien social et – Eveil artistique
**Rapport** (Page 81 - 88)
**Délibération n° 1 - Théâtre du Cristal** (Page 89 - 91)
**Délibération n° 2 - MESH** (Page 92 - 94)
**Délibération n° 3 - ACTA** (Page 95 - 97)
**Annexe - CONVENTION n° 1 THEATRE DU CRISTAL** (Page 98 - 111)
**Annexe - CONVENTION n° 2 MESH** (Page 112 - 115)
**Annexe - CONVENTION n° 3 ACTA** (Page 116 - 137)

1-23 Olympisme culturel. Culture – Action diverses
**Rapport** (Page 138 - 143)
**Délibération 1 - collectif ORBE** (Page 144 - 146)
**Délibération 2 - COMPAGNIE OPOSITO** (Page 147 - 149)
**Délibération 3 - FESTIVAL BAROQUE DE PONTOISE** (Page 150 - 152)

1-24 Don de neuf reproductions haute qualité de tableaux majeurs de Van Gogh par le Musée Van Gogh dans le cadre du projet d'exposition au Château d'Auvers "Van Gogh, les derniers voyages". Culture – Lieux de visite

**Rapport** (Page 153 - 157)

**Délibération** (Page 158 - 160)

**Annexe - Un projet de contrat** (Page 161 - 163)

## Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

2-26 Compte Administratif et Compte de Gestion de l'exercice 2022. Budget principal et budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE). Affectation définitive des résultats. Moyens généraux - Finances

**Rapport** (Page 164 - 170)

**Délibération n°1 - Budget principal** (Page 171 - 174)

**Délibération n°2 - Budget annexe Château d'Auvers** (Page 175 - 178)

**Délibération n°3 - Budget annexe Laboratoire départemental** (Page 179 - 182)

**Délibération n°4 - Budget annexe Maison Départementale de l'Enfance (MDE)** (Page 183 - 186)

**Annexe - Compte de gestion 2022 - 1 - Budget principal** (Page 187 - 303)

**Annexe - Compte de gestion 2022 - 2 - BA Chateau d'Auvers** (Page 304 - 351)

**Annexe - Compte de gestion 2022 - 3 - BA Laboratoire départemental** (Page 352 - 394)

**Annexe - Compte de gestion 2022 - 4 - BA Maison Départementale de l'Enfance** (Page 395 - 450)

2-27 Taxe d'aménagement - Année 2024. Moyens généraux - Finances
**Rapport** (Page 451 - 454)
**Délibération** (Page 455 - 457)

2-28 Bilan des cessions et des acquisitions immobilières pour l'exercice 2022. Moyens généraux - Finances
**Rapport** (Page 458 - 462)
**Délibération** (Page 463 - 465)
**Annexe - Tableau récapitulatif des cessions immobilières 2022** (Page 466 - 466)
**Annexe - État des acquisitions immobilières 2022** (Page 467 - 467)

2-29 Commune d'Osny – Cession d'un terrain dans la ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) au profit de M. Thibaud JOREL ou de toute entité qui viendrait se substituer et dont il serait solidairement responsable. Moyens généraux - Service Foncier
**Rapport** (Page 468 - 471)
**Délibération** (Page 472 - 474)
**Annexe - Avis des Domaines** (Page 475 - 482)
**Annexe - Plan de situation de l'emprise à céder** (Page 483 - 483)

2-30 Commune de Cergy : procédure de déclassement anticipé du domaine public départemental de la parcelle bâtie cadastrée section BE n° 57p (3 754 m²), en vue d'un échange foncier avec la parcelle cadastrée section AY 44p (3 754 m²) appartenant à la SCI ESSEC CONSTRUCTION. Moyens généraux - Bâtiments
**Rapport** (Page 484 - 488)
**Délibération** (Page 489 - 492)
**Annexe - délibération CY du 23 mai 2023** (Page 493 - 494)
**Annexe - délibération CY du 30 mai 2023** (Page 495 - 496)
**Annexe - plan de division** (Page 497 - 497)

2-31 Mesures en matière de Ressources Humaines. Moyens généraux - Administration générale
**Rapport** (Page 498 - 506)
**Délibération** (Page 507 - 509)
**Annexe - Tableau de modification des emplois** (Page 510 - 510)
**Annexe - Tableau des emplois supprimés** (Page 511 - 511)
**Annexe - Tableau des postes créés** (Page 512 - 512)

## Education et collèges - Actions éducatives - Vie étudiante et associative - Egalité des chances - Egalité femmes-hommes - Sport et Olympisme

3-17 Désignation des lauréats de l'édition 2023 du Prix de l'égalité des chances Jeunesse, Emploi et insertion professionnelle - Egalité des chances
**Rapport** (Page 513 - 520)
**Délibération** (Page 521 - 523)
**Annexe - Convention AVCI** (Page 524 - 526)
**Annexe - Convention BAHAWAL** (Page 527 - 529)
**Annexe - Convention BOULEGROUNE** (Page 530 - 532)
**Annexe - Convention KOUAME** (Page 533 - 535)
**Annexe - Convention MESSAADA** (Page 536 - 538)
**Annexe - Convention OURAHMOUN** (Page 539 - 541)
**Annexe - Convention TOCQUE** (Page 542 - 544)

3-18 Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportives (CDFAS) - Signature de l'avenant n° 6 à la convention d'objectifs. Sport - Soutien aux clubs et aux pratiquants
**Rapport** (Page 545 - 548)
**Délibération** (Page 549 - 551)
**Annexe - AVENANT** (Page 552 - 553)

## Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement

4-15 Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA. Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

**Rapport** (Page 554 - 560)

**Délibération n° 1 - HUMANDO** (Page 561 - 563)

**Délibération n° 2 - ID INTERIM** (Page 564 - 566)

**Délibération n° 3 - MEDIAPOLE IDF** (Page 567 - 569)

**Délibération n° 4 - PRO EMPLOI INTERIM** (Page 570 - 572)

**Délibération n° 5 - CPCV** (Page 573 - 575)

**Délibération n° 6 - INCITE** (Page 576 - 578)

**Délibération n° 7 - CLDPI** (Page 579 - 581)

**Annexe 1 - Tableau financier EI ETTI** (Page 582 - 582)

**Annexe 2 - Récapitulatif des financements** (Page 583 - 583)

**Annexe - Projet de convention 12 mois - 2023** (Page 584 - 589)

4-16 Organisation d'une campagne de vaccination contre les infections à Papillomavirus humain (HPV) dans les collèges du Val d'Oise, dans le cadre de la compétence Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD). Actions de Santé

**Rapport** (Page 590 - 593)

**Délibération** (Page 594 - 596)

4-17 Signature du contrat d'engagement républicain et abrogation de la Charte départementale de la laïcité et des valeurs de la République. Prévention et sécurité

**Rapport** (Page 597 - 601)

**Délibération** (Page 602 - 604)

**Annexe - Contrat d'Engagement Républicain affiche** (Page 605 - 605)

4-18 Fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat par Val d'Oise Habitat . Logement – Habitat
**Rapport** (Page 606 - 608)
**Délibération** (Page 609 - 611)
**Annexe - Délibération du Conseil d'administration de Val d'Oise Habitat n°24-23 du 17 avril 2023** (Page 612 - 613)

## Environnement - Infrastructures routières - Transports et mobilités douces - Plan vélo - Ruralité et relations avec le monde agricole - Condition animale dans la société

5-18 Programmation 2023 concernant la randonnée pédestre en Val d'Oise et validation d'un modèle de convention de passage sur sentier. Environnement - Actions diverses
**Rapport** (Page 614 - 619)
**Délibération** (Page 620 - 622)
**Annexe - Modèle convention de passage** (Page 623 - 626)
**Annexe - Programme d'action 2023** (Page 627 - 627)

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D' OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 1-20**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de l'Attractivité, de l'Enseignement Supérieur et du Tourisme

OBJET : Soutien à l'association Papa Charlie au titre de l'année 2023.

Développement économique et emploi - Action et développement économique - Promotion économique et partenariat.

IMPUTATIONS : 6574 // 91

PIECES JOINTES : Un projet de convention

RESUME :
*Conformément à la feuille de route stratégique 2022-2028 adoptée par l'Assemblée départementale du 18 février 2022, assurer le développement d'une attractivité économique et sociale équilibrée constitue l'un des axes prioritaires des politiques départementales portées par la nouvelle mandature. Dans ce cadre, le Département est fortement impliqué dans le développement d'outils coopératifs visant à renforcer l'accès des Valdoisiens à l'emploi, et notamment aux emplois de la plateforme aéroportuaire de Roissy Charles-de-Gaulle.*
*Créée en 1997, l'association Papa Charlie, complémentaire du GIP "Paris CDG Alliance", a pour objet de faciliter, par la mobilité, l'accès à l'emploi de publics en insertion professionnelle par la mise à disposition, à un coût modeste, de véhicules avec ou sans permis. Par cette action, l'association Papa Charlie concourt à la sécurisation des parcours professionnels et au renforcement des dispositifs d'accès à l'emploi. Dès lors, le présent rapport a pour objet de renouveler la cotisation à l'association Papa Charlie au titre de l'année 2023 à hauteur de 21 716,80 € et de solder la cotisation 2022 à hauteur de 9 307,20 €.*

## 1. PRESENTATION DES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION PAPA CHARLIE ET PROPOSITION DE SOUTIEN DEPARTEMENTAL

Les difficultés d'accès à la plateforme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle constituent un frein important à l'emploi des populations locales. Pour apporter des solutions supplémentaires aux modes de transports collectifs et ainsi faciliter l'accès aux emplois de Roissy, l'association "Papa Charlie" a été créée en 1997. Elle offre des solutions privilégiées de mobilité individuelle, via notamment la location de véhicules sous contrepartie d'une faible contribution de 4 € hebdomadaire.

Les utilisateurs des services de "Papa Charlie" peuvent bénéficier d'une durée de location allant jusqu'à huit mois.
Les véhicules loués permettent d'assurer les trajets "domicile - lieu de travail", notamment dans le cadre d'horaires de travail décalés, ou d'absence de desserte par les transports en commun.

Depuis sa création, l'association "Papa Charlie" a facilité l'accès à l'emploi de 5 000 Franciliens. L'association a également développé d'autres services comme le prêt de véhicules sans permis.

Les financeurs de l'association "Papa Charlie" sont les suivants :

- le Groupe ADP pour ses salariés et les salariés de ses partenaires en activité sur la plateforme aéroportuaire ;
- Air France ;
- la Chambre de Commercie et d'Industrie (CCI) de Seine-et-Marne et CCI du Val d'Oise ;
- le Département de la Seine-Saint-Denis ;
- le Département du Val d'Oise (pour les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)) ;
- le Fonds d'Action Sociale du Travail Temporaire (FASTT) (pour les intérimaires) ;
- les sociétés GMF, AIXAM et CAMAS.

Depuis 2020, la convention de partenariat entre le Département et l'association "Papa Charlie" porte sur le financement de l'offre de service de l'association à l'attention des publics valdoisiens en insertion qui sont des jeunes de moins de 26 ans ou bénéficiaires du RSA.

## 2. BILAN D'ACTIVITE 2022

Au total, en 2022, 77 personnes ont pu bénéficier d'une mise à disposition de véhicule (+ 22,2 % par rapport 2021). Représentant 25 % des demandes, le Val d'Oise est le deuxième département bénéficiaire des actions de l'association "Papa Charlie". Ce sont donc 21 Valdoisiens qui ont profité du dispositif en 2022, dont 12 dans le cadre de la convention signée avec le Département.

En 2022 et tous territoires confondus, la mobilisation du dispositif a connu :

- une baisse de 12 % par les bénéficiaires demandeurs d'emploi (par rapport à 2021) ;
- une baisse de 10,54 % par les bénéficiaires de moins de 26 ans (par rapport à 2021).

L'âge moyen du public accompagné est de 30 ans, représentant un rajeunissement de deux ans en moyenne du public concerné. Les femmes représentent 50 % des bénéficiaires avec une diminution de près de 4 % par rapport à 2021. Il est à souligner que l'ensemble des véhicules restitués l'ont été sans dommage et aucun sinistre n'a été déclaré.

Au titre de la convention 2022 entre l'association "Papa Charlie" et le Département :

- 12 contrats de location ont été signés, dont sept par des bénéficiaires de moins de 26 ans, cinq par des bénéficiaires du RSA. Sur ces 12 bénéficiaires, aujourd'hui six personnes sont en poste, dont deux en CDI, deux en CDD et deux sont en formation. Les six autres bénéficiaires sont en recherche d'emploi et quatre locations sont toujours en cours ;
- 34 mois de location ont été réalisés au 30 mars 2023, soit 83,9 % de l'objectif contractuel. Au terme des quatre locations toujours en cours, le nombre total de mois de location sera de 41 mois ;
- Par ailleurs, neuf personnes supplémentaires, résidant dans le Val d'Oise, notamment des demandeurs d'emploi de longue durée, ont bénéficié d'une mise à disposition d'un véhicule sur les fonds propres de l'association, dans le cadre de son financement par le groupe ADP.

Au terme de la convention 2022, ce sont 31 024 € qui ont été consommés. L'association a bénéficié de 70 % de la subvention, le solde d'un montant de 9 307,20 € (30 %) reste à payer au titre de l'année 2022.

Il est proposé de poursuivre, au titre de l'année 2023, le soutien à l'association "Papa Charlie" à la même hauteur qu'en 2022, soit 31 024 € afin de permettre la mise à disposition des véhicules de location à moindre coût parmi nos publics valdoisiens, jeunes en insertion ou bénéficiaires du RSA.

Il est proposé que le soutien départemental à l'association "Papa Charlie" pour 2023 soit versé en deux temps : 70 % de la cotisation (soit 21 716,80 €) à la signature de la convention et 30 % (soit 9 307,20 €) en 2024.

Par ailleurs, vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes financés, et concernés par ce dispositif, devront signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale.

Il est rappelé qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**ACCORDER** une subvention de fonctionnement à l'association "Papa Charlie" d'un montant de 31 024 € au titre de l'année 2023 (dont 21 716.80 € au titre de la cotisation pour l'année 2023 et 9 307,20 € pour le solde de la cotisation au titre de l'année 2022) pour la location à moindre coût de véhicules de location au bénéfice des publics valdoisiens en difficulté ;

**M'AUTORISER** à signer la convention de soutien correspondante ;

**PRECISER** que l'association financée doit signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELER** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits sur l'imputation 6574 // 91 du budget départemental 2023.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-20**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN
***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Anthony ARCIERO

SERVICE : Direction de l'Attractivité, de l'Enseignement Supérieur et du Tourisme

OBJET : Soutien à l'association Papa Charlie au titre de l'année 2023.

Développement économique et emploi - Action et développement économique - Promotion économique et partenariat.

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de fonctionnement à l'association "Papa Charlie" d'un montant de 31 024 € au titre de l'année 2023 (dont 21 716.80 € au titre de la cotisation pour l'année 2023 et 9 307,20 € pour le solde de la cotisation au titre de l'année 2022) pour la location à moindre coût de véhicules de location au bénéfice des publics valdoisiens en difficulté ;

**AUTORISE** la Présidente à signer la convention de soutien correspondante ;

**PRECISE** que l'association financée doit signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 91 du budget départemental 2023.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DÉPARTEMENTAL A L'ASSOCIATION PAPA CHARLIE – ANNÉE 2023**

Vu la délibération de la Commission Permanente n° du 16 juin 2023.

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc 95032 Cergy - Pontoise cedex, représenté par Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet. Ci-après désigné " le Département ",

**D'UNE PART,**

**ET**

L'association Papa Charlie, dont le siège social est fixée au 7 rue du Cercle – bât 3311 – 95931-Roissy Charles-de-Gaulle Cedex, représentée par son Président, Dominique MOCQUAX,

Ci-après désignée " l'association ",

**D'AUTRE PART,**

**IL A ETE PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

L'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ainsi que le décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques subordonnent l'octroi d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 euros à la passation d'une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Considérant l'action initiée et conçue par l'association, conforme à son objet statutaire, visant à faciliter l'accès à l'emploi de personnes économiquement en difficulté dépourvues de moyens de transport collectif et individuel, en mettant à leur disposition un véhicule pour une faible contribution afin qu'elles puissent assurer les trajets domicile-lieu de travail.

Considérant la politique départementale visant à favoriser l'accès à l'emploi des publics les plus fragilisés (jeunes de moins de 26 ans et bénéficiaires du RSA).
Considérant que l'action ci-après présentée par l'association participe à cette politique.

Le Département du Val d'Oise a décidé, par une délibération n° du 16 juin 2023 de subventionner l'association, les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.



PROJET

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA SUBVENTION**

Par la présente convention, l'association s'engage, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de la politique publique mentionnée en préambule, les actions suivantes, comportant les obligations de service public, à savoir :
- contribuer à l'insertion professionnelle des publics en difficulté,
- satisfaire le besoin immédiat de transport pendulaire sur le trajet "domicile-lieu de travail", pour 12 Valdoisiens de moins de 26 ans ou bénéficiaires du RSA, en contrepartie d'une faible contribution de ceux-ci.

**ARTICLE 2 - ORGANISATION ET MOYENS PRÉVUS POUR L'OPÉRATION**

L'association reçoit les demandes soit par appel téléphonique, soit par visite dans ses locaux, soit par l'envoi d'une fiche de liaison reçue par un référent Pôle Emploi, Missions Locales ou autres structures d'accueil.

L'association vérifie que la sollicitation obéit bien aux critères d'accès du dispositif (domicile, date de démarrage de l'activité salariée, profil de la personne) et détermine le bien fondé du besoin d'un véhicule.

A l'issue de ce premier contact :
- soit un rendez-vous est fixé pour la signature d'un contrat de location,
- soit le bénéficiaire demande un délai de réflexion,
- soit la demande est classée sans suite, notamment parce qu'un ou des critères d'accès au dispositif ne sont pas respectés.

Le contrat de location est signé le jour de l'embauche avec un dépôt de garantie de 300 € encaissé et restitué en fin de contrat sous réserve que le véhicule n'ait pas été dégradé.

Le coût de la location qui reste à la charge du bénéficiaire est de 120 € par mois.

L'association rappelle aux signataires d'un contrat de location leurs droits et obligations qui sont notamment :
- la disponibilité d'un véhicule 24 h/24 h / 7 j/7 j,
- un forfait kilométrique défini en accord avec le locataire,
- l'entretien courant du véhicule et sa restitution en cas de rupture du contrat de travail.

Le budget prévisionnel de l'action indique le détail des coûts éligibles à la contribution financière du Département.
Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action, conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment :
- les achats (prestations de services, matières et fournitures),
- les frais liés aux véhicules (amortissement, LLD, assurance, entretien),
- les services extérieurs (honoraires, communication, déplacements, missions),
- les charges de personnel (salaires et charges).



PROJET

**ARTICLE 3 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2023 (soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023), non renouvelable.

**ARTICLE 4 - MONTANT ET PAIEMENT DE LA SUBVENTION**

Le Département contribue financièrement pour un montant maximal de 31 024 €.

La subvention allouée par le Département à l'association d'un montant de 31 024 € au titre de l'année 2023, sera créditée sur les comptes de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention départementale sera versée en deux fois :
- 70 % à la signature de la présente convention
- Le solde de 30 %, à la remise du bilan final de l'année visée, à verser au cours de l'année 2024.

Il est précisé qu'en cas de non-réalisation des objectifs visés, la subvention départementale sera réduite au prorata de la réalisation.

**ARTICLE 5 - CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**5-1** L'association ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du subventionnement que dans la limite des actions visées à l'article 1 de la présente convention et, d'une manière générale, de son objet statutaire.

**5-2** Conformément à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'association ne pourra en aucun cas reverser tout ou partie de la subvention perçue du département à d'autres d'associations, collectivités privées ou œuvres.

**ARTICLE 6 - RÉDDITION DES COMPTES**

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre devra :

- Communiquer au Département, 45 jours après leur approbation par l'assemblée générale, le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice, les annexes financières et l'état mensuel de trésorerie conformément à l'article L.1611-4 du CGCT ;

- D'une manière générale, l'association s'engage à justifier, à tout moment, sur demande du Département, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à disposition de celui-ci ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

**ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

**7-1** L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs définis à l'article 1 de la présente convention.



PROJET

**7-2** L'association s'engage à fournir au Département le bilan des activités de chaque exercice.
**7-3** L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

**7-4** En cas de subventionnement annuel supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 €) reçu de l'Etat ou de ses établissements publics ou des collectivités locales, l'association s'engage à procéder à la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant conformément aux articles L.612-4 et R.612-5 du code de commerce.

**ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU DÉPARTEMENT**

Les crédits nécessaires ayant été préalablement votés par l'assemblée délibérante, le Département s'engage, en contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que l'association les remplisse, à soutenir financièrement les objectifs visés à l'article 1.

**ARTICLE 9 - COMMUNICATION**

L'association s'engage à faire mention de la participation du Département sur tout support ou action de communication.

**ARTICLE 10 - CONTRÔLE DU DÉPARTEMENT**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**ARTICLE 11 - SANCTIONS**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par l'association ne seront pas remplies.

**ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

**12-1** En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

**12-2** La résiliation de la convention à l'initiative de l'association entraînera le reversement automatique de la subvention annuelle perçue.

**ARTICLE 13 - AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.



PROJET

**<u>ARTICLE 14</u> – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Fait en deux exemplaires à Cergy-Pontoise, le

| | |
|---|---|
| La Présidente du Conseil départemental<br>Vice- Présidente de l'Assemblée des départements de France | Le Président de Papa Charlie |
| **Marie-Christine CAVECCHI** | **Dominique MOCQUAX** |

PROJET

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 1-21**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

IMPUTATIONS : 6574 // 311 et 65734 // 311

PIECES JOINTES : Quatre projets de convention

RESUME :

*L'attractivité culturelle et le bien-vivre en Val d'Oise constituent des priorités de la nouvelle mandature 2021-2028, dont la stratégie a été adoptée lors de la séance du 18 février 2022. Dans ce cadre, le Département met en œuvre une politique de soutien aux acteurs structurants qui contribuent au rayonnement de la culture et au développement des présences artistiques sur son territoire.*
*Dès lors, le présent rapport propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 270 000 € à 10 structures qui participent au dynamisme culturel du territoire et œuvrent à mutualiser les ressources pour rendre accessible la culture à tous les publics.*

## 1. UNE PRESENCE STRUCTURANTE DES COMPAGNIES SUR LE TERRITOIRE

### 1.1. Compagnies en résidence sur le territoire

1.1.1. L'Œil du Baobab, en résidence artistique à Bessancourt et sur le territoire valdoisien

Créée en 2006 par Marc et Barbara Pueyo, la Compagnie l'Œil du Baobab est implantée à Colombes (92). Elle œuvre dans le champ des arts de la rue et de la création audiovisuelle et y développe ses actions en y associant une forte dimension participative auprès d'une grande diversité de publics (personnes âgées, scolaires, personnes en situation de handicap...). Elle déploie ses activités autour des axes suivants : la création cinématographique et participative dans l'espace public, la réalisation de projets cinématographiques et l'éducation à l'image.

Déjà active à Bessancourt pour la mise en œuvre du dispositif d'Etat "100 % Education Artistique et Culturelle", la compagnie poursuit son action dans la commune pour y conduire une résidence territoriale et triennale de création (2021 – 2023) développée en partenariat avec le Département et l'Etat. Elle déploie à l'échelle du territoire valdoisien son projet artistique et culturel autour de trois projets : la création de "FiXion", la diffusion de l'Auto Studio et la mise en place d'actions culturelles.

"FiXion" est un projet cinématographique, participatif et itinérant dans l'espace public. Il s'agit de créer une série policière et fantastique qui comptera à terme douze épisodes. Chaque temps de tournage se déroule dans un nouveau territoire, invitant le public à participer à la création en cours. Le calendrier est encore en construction pour 2023 mais des partenariats sont d'ores et déjà établis avec le Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public à Garges-lès-Gonesse, le festival "Cergy soit !" et la commune de Goussainville. Des projections seront programmées dans chaque commune partenaire du projet.

L'Auto Studio est un taxi anglais transformé en studio de cinéma. Il permet la diffusion de spectacles dans l'espace public et constitue un outil d'éducation à l'image grâce auquel les participants écrivent, interprètent et réalisent le montage de leur film. Les communes de Sannois, Cergy et Goussainville se sont engagées pour la diffusion de ce dispositif.

Des interventions et actions culturelles seront développées dans les collèges, à la Maison Départementale de l'Enfance (MDE), à l'Université de Cergy-Pontoise et au sein de résidences d'autonomie. L'année 2023 sera également celle de l'aboutissement du projet "Demain c'est aujourd'hui" conduit avec le Château de La Roche-Guyon et des élèves du collège de Magny-en-Vexin. Court-métrage réalisé autour de l'exposition valorisant le travail de l'auteur de bandes dessinées Edgar P. Jacobs, l'objectif est de proposer une découverte artistique et participative à ces jeunes vexinois tout en valorisant leur patrimoine local.

1.1.2. (S) Vrai, en résidence artistique à Gonesse

La compagnie (S) Vrai, créée en 2012, est domiciliée à Noisy-le-Sec et est dirigée par Jana Klein et Stéphane Schoukroun. Chacune de ses créations est l'aboutissement d'un travail d'enquête auprès d'habitants d'un territoire donné. A travers des ateliers et des projets participatifs, la compagnie encourage chacun à développer sa personnalité, opérer une réflexion sur soi et s'ouvrir au monde. Son travail s'adresse à tous les publics tout en ciblant particulièrement les collégiens et lycéens ainsi que les femmes.
La compagnie est installée en résidence à Gonesse depuis juin 2021, pour trois ans. Elle y a créé deux nouveaux spectacles en 2022 : "L la Nuit", issu d'une enquête auprès d'associations, qui questionne la place des femmes dans l'espace public, et "Décodage", écrit en dialogue avec des adolescents et qui traite du rapport à l'Histoire des jeunes générations, à l'ère des réseaux sociaux et des fake news. Tous deux seront diffusés en 2023 : deux représentations de "L la Nuit" sont prévues dans des médiathèques et un centre socio-culturel et dix représentations de "Décodage" seront données dans des collèges. Deux représentations sont également programmées pour "Notre histoire", pièce inscrite au répertoire existant de la compagnie.
En 2023, une classe de 4ème bénéficiera de 12 heures d'ateliers autour du spectacle "Décodage", et le projet participatif "L.I.B.R.E.", proposant des ateliers pluridisciplinaires à des élèves, des parents et des enseignants, se poursuit. L'ensemble des matières récoltées et le récit de l'expérience partagée viendront alimenter la création d'une nouvelle pièce prévue à l'automne 2024, "Notre école".

1.1.3. Trois compagnies en résidences-missions sur le territoire de l'agglomération Roissy - Pays de France

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'éducation artistique et culturelle, et prenant la suite du Département, la Communauté d'Agglomération Roissy - Pays de France (CARPF) assure depuis janvier 2019 le pilotage du Contrat Local d'Education Artistique (CLEA) Roissy - Pays de France . Le CLEA est un programme de résidences-missions associant des artistes et des groupements de communes, "micro-territoires", qui se portent volontaires. L'objectif de chaque résidence-mission est de construire une action artistique avec les partenaires locaux et les habitants (notamment les publics jeunes et les personnes les plus éloignées des dispositifs culturels) en s'appuyant sur des lieux culturels ressources.

En 2023, les trois groupements concernés sont, d'une part, Gonesse, Goussainville et Louvres ; d'autre part, Arnouville, Ecouen, Sarcelles et Villiers-le-Bel, enfin, Fosses, Marly-la-Ville et Survilliers. Ces micro-territoires accueillent respectivement le photographe Laurent Edeline pour la création collective d'un roman-photo, l'association Les Poussières pour une création graphique protéiforme et la compagnie de danse Electro Street pour une création chorégraphique sous forme de déambulation. Chaque résidence-mission comprend au minimum 60 heures d'ateliers menés par les artistes et fait l'objet d'une restitution publique.

### 1.2. Les compagnies implantées sur le territoire valdoisien

1.2.1. Le Théâtre de la Vallée sur le territoire d'Ecouen

Créée en 1992 et dirigée par Gerold Schumann, la compagnie est implantée sur la commune d'Ecouen. Avec 18 spectacles techniquement autonomes et adaptés aux enfants, elle peut se produire dans des lieux non équipés tels que les crèches et les médiathèques. Fortement soutenue par la CARPF, elle joue régulièrement ses pièces dans les établissements membres du réseau de lecture publique du territoire. En 2022, 65 représentations du "Piccolo théâtre" ont eu lieu dans 17 communes, attirant près de 3 000 spectateurs dont 2 250 dans le Val d'Oise.
Le Théâtre de la Vallée, en collaboration avec la Compagnie Issue de Secours, a donné naissance en 2020 au festival "Petits - Tout petits", événement soutenu par la Région d'Ile-de-France. En 2022, cette manifestation itinérante a traversé huit communes situées en territoire rural ou péri-urbain. 985 spectateurs ont assisté aux 17 représentations et 548 personnes ont participé aux ateliers et actions de sensibilisation. Le festival est reconduit en 2023 et accompagnera par ailleurs trois résidences de création.
En 2023, le Théâtre de la Vallée prévoit la création de quatre pièces : un spectacle de théâtre musical, un cabaret pour les adolescents, un spectacle musical et d'objets accessible à partir de neuf mois et une pièce en langue des signes. Elle poursuit par ailleurs la diffusion des spectacles de son répertoire et mène un important travail d'action culturelle (environ 400 heures par an). En 2023, elle intervient auprès des élèves d'Ecouen et de Sarcelles, des collégiens d'Ezanville et des lycéens de cinq établissements valdoisiens.

1.2.2. Le Théâtre des Embruns sur le territoire de Franconville

Créé en 1976 et dirigé par Daniel Amar, le Théâtre des Embruns est une compagnie qui assure la gestion d'une école de théâtre, non agréée, dans des locaux mis à disposition par la commune de Franconville, tout en poursuivant ses actions de création et de formation. Ce "ThéâtrEcole", accueille environ 120 élèves par an. Il propose des ateliers pour adultes sur trois niveaux et deux ateliers pour enfants de 8 à 16 ans. Il envisage d'ouvrir une nouvelle section public jeune (6-8 ans) pour répondre à une demande importante des parents.
Le Théâtre des Embruns propose également des actions de formation en direction d'établissements scolaires et universitaires valdoisiens et crée des spectacles avec les amateurs des différents ateliers, reprenant le répertoire de grands auteurs. Des locaux pour les répétitions et les représentations lui sont mis à disposition par les communes de Bessancourt et de Beauchamp. Pendant la pandémie, la compagnie a totalement arrêté ses activités. Sa création, "Le monde nous appartient", jouée par les artistes professionnels, n'a pu être présentée qu'en fin 2021 et 2022.
Sa nouvelle création "Carnets arrachés à la Nuit", adaptation de textes de Franz Kafka, interroge la trajectoire humaine à travers la famille : la place de l'enfant, le poids des traditions… Ce projet mêlant théâtre et vidéo a été initié en 2022 et devrait voir le jour en 2023. Pour permettre sa réalisation, l'équipe professionnelle d'artistes a été complétée par deux vidéastes et un régisseur technique. La pièce sera diffusée dans des locaux mis à disposition par les communes de Bessancourt et Beauchamp.

Le Théâtre des Embruns ne reçoit pas de subvention du ministère de la Culture ou de la Région Ile-de-France.

## 2. DES RESEAUX CULTURELS DEPARTEMENTAUX PORTEURS DE SYNERGIES

En mutualisant les ressources, en favorisant l'échange de bonnes pratiques et la co-construction des projets, les réseaux culturels départementaux proposent un soutien aux acteurs culturels et aux collectivités, leur permettant de porter des projets ambitieux qu'ils ne pourraient développer seuls et résolument déployés sur le territoire au bénéfice des Valdoisiens. Ils favorisent ainsi la dynamique territoriale, la création, la diffusion et la médiation autour des disciplines artistiques qu'ils représentent.

### 2.1. CirquEvolution, le réseau du cirque contemporain en Val d'Oise

L'association CirquEvolution, majoritairement constituée de théâtres municipaux, a été créée en 2015. Elle comprend une douzaine de membres actifs valdoisiens ainsi que des communes associées comme Louvres, Luzarches, Puiseux-en-France, Survilliers, Le Thillay. Elle favorise le rayonnement du cirque contemporain par l'accueil de compagnies en résidence, l'élaboration de programmations et l'organisation de représentations hors les murs (notamment au sein d'établissements scolaires, de médiathèques…) et sous chapiteau.

22 spectacles seront présentés de septembre 2023 à juin 2024, soit 198 représentations sur l'ensemble du réseau valdoisien : l'Espace Germinal à Fosses, L'Orange Bleue à Eaubonne, L'Espace Lino Ventura à Garges-lès-Gonesse, la Direction des actions culturelles à Gonesse, la Direction de l'action culturelle à Goussainville, le Théâtre de Jouy-le-Moutier, L'Espace culturel Lucien Jean à Marly-la-Ville, le Centre culturel L'imprévu à Saint-Ouen l'Aumône, le Théâtre du Cormier à Cormeilles-en-Parisis, Le Figuier Blanc à Argenteuil, la Direction des Affaires culturelles de Pontoise, le Festival Cergy, Soit !, l'Atalante à Mitry-Mory. Parmi les compagnies programmées, cinq seront accueillies en résidence.
Le réseau accueillera également le spectacle "I love you" par la compagnie Circus I love you, pour sept représentations sous chapiteau en collaboration avec les communes de la CARPF et notamment Mitry-Mory et Fosses. Des résidences en milieu scolaire, des ateliers en lien avec la diffusion de spectacles hors les murs (écoles maternelles, primaires, centres sociaux) et des parcours de spectateurs seront organisés. Des journées de formation pour les professionnels seront proposées aux équipes de relations publiques dans l'objectif d'enrichir et de nourrir leurs pratiques.
Les 198 représentations devraient rassembler 27 500 spectateurs et 1 500 personnes devraient bénéficier des actions culturelles Le réseau se donne pour objectif de toucher tous les publics : petite enfance, classes maternelles et primaires, collégiens et lycéens. Il travaille également au développement de son action en faveur des publics "éloignés de la culture" au sein de centres sociaux ou dans les zones rurales.

### 2.2. CODEVOTA (COmité DEpartemental Val d'Oise Théâtre Animation), un réseau pour la promotion du théâtre amateur

Structure départementale de la Fédération Nationale des Compagnies de Théâtre et d'Animation (FNCTA), le CODEVOTA fédère 38 troupes de théâtre amateur du Val d'Oise, adhérentes ou associées, représentant plus de 456 licenciés. Ses activités se répartissent en quatre grands secteurs : la promotion et la diffusion de spectacles amateurs, la création d'événements réunissant public et compagnies amateures de théâtre et de conte, les formations artistiques et techniques ainsi que l'information et l'appui technique aux troupes.

L'association gère, au sein de ses locaux, une bibliothèque d'environ 15 000 titres classiques et contemporains consacrés au théâtre. Elle y organise des journées découverte thématiques plusieurs fois par an, pour valoriser le fonds et attirer de nouveaux lecteurs. Elle propose également le prêt de matériel de scène (audio, lumières...) et la mise à disposition d'une assistance technique permettant aux troupes d'utiliser ce matériel dans de bonnes conditions.

Le fonctionnement de l'association repose fortement sur le bénévolat dont la valorisation en nature est estimée à 130 000 €. L'audit réalisé en 2019 à la demande du Département préconisait le développement de l'activité afin d'assurer de nouvelles ressources financières à l'association, ainsi que la recherche d'un local mieux situé et plus accessible pour les compagnies (le local actuel est mis à disposition gracieusement par la commune de Pontoise mais est situé dans une zone isolée et mal desservie). A ce jour ces préconisations n'ont pas été mises en œuvre. Au regard de l'activité actuelle et donc des ressources financières de l'association, la prise en charge d'une location semble néanmoins difficilement envisageable en l'état.

La subvention d'un montant maximum de 25 000 € au titre de l'année 2023 à l'association FNCTA-CD95-Comité départemental Val d'Oise Théâtre Animation-CODEVOTA, réseau pour la promotion du théâtre amateur, dont une part fixe de 15 000 €, sera versée après la signature de la convention et une part modulable de 10 000 € versée en tout ou partie en fonction de l'atteinte des objectifs fixés dans la convention.

### 2.3. Combo 95, le réseau des musiques actuelles en Val d'Oise

Installé depuis 2022 au Douze à Cergy, le Combo 95 fédère 21 structures autour des musiques actuelles. Son animation repose sur trois emplois permanents : une directrice, une chargée de communication et d'actions culturelles, un responsable du centre de ressources. L'association développe son activité autour de quatre axes :

- la mise en réseau de structures œuvrant dans le champ des musiques actuelles ;
- l'accompagnement d'artistes ou d'acteurs culturels par l'apport de conseils, d'informations et de ressources ;
- l'information et la communication auprès du public afin de valoriser les actions développées dans le domaine des musiques actuelles ;

- l'observation et l'analyse du champ des musiques actuelles pour favoriser une réflexion sur les enjeux de ce secteur et la concertation entre les acteurs et les institutions.

En lien avec les réseaux nationaux, le Combo 95 collabore également avec le Réseau des musiques actuelles d'Ile-de-France (RIF) notamment pour la mise en place du Schéma d'Orientation et de développement des LIeux de Musiques Actuelles (SOLIMA). Trois territoires valdoisiens pourraient bénéficier de cette démarche : Argenteuil via l'Etablissement Public Territorial (EPT) Boucle Nord de Seine, l'agglomération Roissy - Pays de France et l'agglomération de Cergy-Pontoise.

En 2023, plusieurs actions sont mises en place pour l'animation et la dynamisation du réseau, dont un séminaire de deux jours à destination des adhérents, des commissions bimestrielles par corps de métier et une nouvelle édition du DDay, qui propose un village de stands pour les acteurs des musiques actuelles et la possibilité de rendez-vous personnalisés avec des professionnels du secteur. En 2022, 200 rendez-vous se sont tenus pour 45 projets lors de cette journée départementale d'information et de rencontres (110 personnes touchées).

L'accompagnement des artistes se poursuit avec les projets "Ladies on Stage" (coaching d'artistes féminines en voie de professionnalisation) et "Music Lab" (création en studio à Jouy-le-Moutier suivie d'une performance sur scène) avec un déploiement pour ce dernier dans les communes d'Argenteuil et Villiers-le-Bel.

L'association intervient au sein d'établissements artistiques spécialisés comme le Conservatoire à Rayonnement Régional de Cergy-Pontoise et le Conservatoire à Rayonnement Départemental d'Argenteuil avec des modules dédiés aux musiques actuelles. Le Combo 95 agit de manière à élargir ses partenariats et à répondre aux enjeux contemporains des musiques actuelles : il développe ainsi des partenariats spécifiques avec Points Communs – scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise sur le sujet du jeune public et Cible 95 – structure associative qui promeut la lecture publique dans le Val d'Oise – dans le cadre du Festival Printemps Sonores sur l'égalité femme/homme.

Des actions territoriales sont également programmées :

- dans l'Est valdoisien : une journée de concertation dédiée aux acteurs locaux, l'accompagnement d'artistes dans quatre communes, en partenariat avec l'association A Qui Le Tour ainsi que des actions culturelles dans le lycée de Luzarches ;
- dans l'Ouest valdoisien :
    - dans le Vexin : coordination et financement d'actions culturelles dans deux écoles à Arronville et Grisy-les-Plâtres, accompagnement d'une Fabrique à Musique à Santeuil ;
    - à Cergy-Pontoise : organisation d'une journée départementale pour les musiciens, accompagnement à la répétition dans les studios du Douze, poursuite des partenariats avec les structures de l'agglomération, masterclass avec l'école municipale de musique ;

- dans le centre du département : accompagnement de la commune de Beauchamp pour le déploiement des musiques actuelles, mise en place d'un projet en direction de jeunes adultes à troubles psychotiques avec l'hôpital de jour des Vignolles à Ermont.

Une réflexion sur une révision du dispositif "Bourses Musiques Actuelles" financé par le Département et l'élaboration d'une convention triennale avec le Département et l'Etat sont également en cours.

### 2.4. Ecrans VO, le réseau départemental des salles de cinéma

L'association Ecrans VO regroupe 25 salles de cinéma du département et déploie de nombreuses activités qui répondent à plusieurs missions essentielles :

- la mise en réseau des salles de cinéma : organisation de temps d'échanges et de journées professionnelles, coordination d'actions locales, conseil et expertise auprès des cinémas et des communes ;
- l'organisation de divers événements ;
- l'éducation à l'image : coordination des dispositifs scolaires "Ecole et cinéma" et "Collège au cinéma", avec la mise en place des formations correspondantes pour les enseignants et les professionnels.

Ecrans VO assure l'organisation et la coordination depuis 2002 du festival du film d'animation "Image par Image". Cet événement annuel est programmé sur une durée d'environ cinq semaines et accompagné de nombreuses propositions d'ateliers et de rencontres en présence de réalisateurs. En 2023, le Festival, organisé du 10 février au 5 mars, a touché environ 15 000 spectateurs. Près de 800 élèves ont cette année rencontré Michel Oncelot, le créateur de "Kirikou", venu présenter son dernier film "Le Pharaon".

L'association organise également :

- le festival "Toutes les jeunesses du monde" qui s'adresse aussi bien aux scolaires, périscolaires, qu'aux familles ou aux professionnels qui les accompagnent. Le festival se déroule pendant deux semaines au mois de mai (du 10 au 26 mai 2023) dans plusieurs cinémas du Val-d'Oise : Gonesse, Vauréal, Marines, Magny-en-Vexin… et comporte deux volets (séances scolaires et tout public). Il souhaite mettre en lumière de façon pédagogique cette période charnière, entre l'enfance et l'adolescence, vers l'âge adulte ;
- l'événement Ciné d'été hors les murs : des séances en plein air qui ont lieu de juin à septembre sur tout le territoire valdoisien, en partenariat avec les salles de cinéma membres du réseau.

Une étude opérationnelle sera réalisée prochainement pour la mise en place d'un nouvel événement : un circuit itinérant de cinéma dans les zones du département plus éloignées de l'offre cinématographique, particulièrement dans le Vexin et les zones rurales valdoisiennes non couvertes par les dispositifs scolaires et le festival. Pour la mise en place de ce projet, le Département a attribué à l'association en 2022 une subvention exceptionnelle d'investissement d'un montant de 70 000 €.
L'association bénéficie depuis de nombreuses années de locaux mis à disposition gracieusement par le Département. Elle est actuellement à la recherche de nouveaux espaces de travail, l'immeuble Lemercier où elle est actuellement hébergée ayant vocation à être démoli.

**2.5. Escales danse, un réseau danse en Val d'Oise, unique en France**

Escales Danse, réseau conventionné "danse en territoire" est une association d'une quinzaine de membres actifs en Val d'Oise et de membres associés, dont Points Communs – Scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise, la Fondation Royaumont et l'Abbaye de Maubuisson. Ce collectif composé de théâtres municipaux, de scènes labellisées et de lieux patrimoniaux, élabore une programmation partagée qui permet de soutenir la diffusion de la danse contemporaine sur le territoire. De nombreuses actions de médiation ainsi que des journées de formation à destination des équipes de relations publiques sont organisées en accompagnement de la programmation.

Pour la saison 2023-2024, une programmation d'une vingtaine de spectacles soit environ 120 représentations valorisant la diversité des propositions chorégraphiques, sera présentée dans les lieux du réseau : le Figuier Blanc à Argenteuil, Points Communs, scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise, Visages du Monde à Cergy, le Théâtre du Cormiers à Cormeilles-en-Parisis, l'Orange Bleue à Eaubonne, le Centre des Arts à Enghien-les-Bains, l'Espace Germinal à Fosses, l'Espace Lino Ventura à Garges-lès-Gonesse, la Direction des affaires culturelles de Gonesse, l'Espace Sarah Bernhardt à Goussainville, le Théâtre de Jouy-le-Moutier, L'Espace culturel Lucien Jean à Marly-la-Ville, l'Atalante à Mitry Mory et l'Imprévu à Saint-Ouen l'Aumône.
L'année 2023 accueille deux créations "From England with love" de Hofesh Shechter (chorégraphe dont trois pièces sont récemment rentrées au répertoire du ballet de l'Opéra national de Paris) et "Manifesto" de la compagnie électro – hip hop Mazelfreten. La collaboration avec les abbayes de Royaumont et Maubuisson est reconduite, ces dernières accueilleront notamment les restitutions de certains projets d'éducation artistique et culturelle. Trois résidences, des spectacles, des ateliers ainsi qu'une conférence dansée seront organisés en milieu scolaire. La programmation devrait rassembler environ 2 000 personnes et l'action culturelle sensibiliser 1 500 personnes.

## 3. SUBVENTIONS PROPOSEES

### 3.1. Eléments budgétaires des projets de compagnies structurantes pour le territoire

Les cinq projets participant à la présence structurante de compagnies de spectacle vivant sur le territoire en 2023 reposent sur les budgets prévisionnels suivants :

| Structure porteuse du projet | Total Dépenses 2023 | Dont frais artistiques | Dont subventions sollicitées autres collectivités | Subvention sollicitée Département du Val d'Oise | Subvention proposée par le Département |
|---|---|---|---|---|---|
| **Compagnies en résidence sur le territoire** | | | | | |
| L'œil du Baobab | 168 688 € | 108 212 € | Etat : 50 000 €<br>Bessancourt : 7160 € | 10 000 € | 10 000 € |
| S Vrai | 64 750 € | 28 990 € | Etat : 23 000 €<br>Région Ile-de-France : 8750 €<br>Gonesse : 23 000 € | 10 000 € | 10 000 € |
| CARPF (pour trois résidences de compagnies artistiques) | 67 500 € | 67 500 € | Etat : 30 000 €<br>Agglomération de Roissy Pays de France : 19 500 € | 18 000 € (6 000 € par résidence) | 18 000 € (6 000 € par résidence) |
| **Compagnies implantées sur le territoire** | | | | | |
| Théâtre de la Vallée | 359 410 € | 128 002 € | Etat : 40 000 €<br>Région Ile-de-France : 90 000 €<br>Département Seine et Marne : 4 000 €<br>Agglomération Roissy Pays de France : 59 975 €<br>Ecouen : 21 500 €<br>Ézanville : 1 000 € | 22 000 € | 22 000 € dont 4 000 € pour le festival "Petits-Tout petits" |
| Théâtre des embruns | 38 000 € | 22 000 € | Franconville : 10 000 € | 15 000 € | 10 000 € |
| | | | | **Total** | 70 000 € |

### 3.2. Eléments budgétaires des réseaux culturels départementaux

Les projets pour l'année 2023 des cinq réseaux culturels départementaux présentés dans ce rapport reposent sur les budgets prévisionnels suivants :

| Structure porteuse du projet | Total Dépenses 2023 | Dont frais artistiques | Dont subventions sollicitées autres collectivités | Subvention sollicitée Départemen du Val d'Oise | Subvention proposée Département du Val d'Oise |
|---|---|---|---|---|---|
| Cirquevolution | 523 000 € | 350 000 € | État : 40 000 €<br>Région Ile-de-France : 35 000 € | 20 000 € | 20 000 € |
| Codevota | 61 700 € | 16 500 € | Osny : 1 000 €<br>Partenariats Éragny, Mériel, Pontoise : 9 600 € | 25 000 € | maximim 25 000 € |
| Combo 95 | 172 461 € | 16 074 € | État : 47 600 €<br>Région Ile-de-France : 5 000 €<br>Agglomération Cergy-Pontoise : 8 000 €<br>Cergy : 10 000 € | 48 000 € | 44 000 € |
| Ecrans VO | 387 820 € | 187 404 € | État : 114 200 €<br>Région Ile-de-France : 65 000 €<br>Agglomération Roissy Pays de France : 12 000 €<br>Agglomération Carnelle Pays de France : 10 112 €<br>Communes du Val d'Oise : 17 888 € | 76 000 € | 76 000 € |
| Escales danse | 422 900 € | 290 000 € | État : 50 000 €<br>Région Ile-de-France : 15 000 € | 35 000 € | 35 000 € |
| | | | | **Total** | 200 000 € |

### 3.3. Total des subventions proposées

En complément du soutien renouvelé des collectivités concernées par ces projets, de l'Etat et de la Région, il est proposé de verser un total de subventions de 270 000 € en 2023 à ces 10 structures, dont 70 000 € en faveur de la présence structurante de compagnies de spectacle vivant sur le territoire et 200 000 € en faveur des réseaux culturels départementaux.

Par ailleurs, vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes financés, et concernés par ce dispositif, devront signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale.

Il est rappelé qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus, et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDER** un montant total de subventions de 270 000 € à 10 structures au titre de leurs projets culturels implantés sur le territoire du Val d'Oise en 2023, soit :

70 000 € de subventions en faveur de la présence structurante de compagnies de spectacle vivant sur le territoire, répartis comme suit :

- 10 000 € à l'association L'œil du baobab pour sa résidence artistique à Bessancourt et sur le territoire valdoisien ;
- 10 000 € à l'association S Vrai pour sa résidence artistique sur le territoire de Gonesse ;
- 18 000 € à la Communauté d'Agglomération Roissy - Pays de France (CARPF) pour la mise en place de trois résidences-missions de compagnies artistiques ;
- 22 000 € à l'association Théâtre de la Vallée pour son action sur le territoire d'Ecouen, dont 18 000 € au titre des activités 2023 et 4 000 € au titre du projet "Petits-Tout petits" ;
- 10 000 € à l'association Théâtre des embruns pour son action sur le territoire de Franconville ;

et 200 000 € de subventions en faveur des réseaux culturels départementaux, répartis comme suit :

- 20 000 € à l'association Cirquevolution, réseau du cirque contemporain en Val d'Oise ;
- maximum 25 000 € à l'association FNCTA-CD95-Comité départemental Val d'Oise Théâtre Animation-CODEVOTA, réseau pour la promotion du théâtre amateur, dont une part fixe de 15 000 € versée après signature de la convention et une part modulable de 10 000 € versée en tout ou partie en fonction de l'atteinte des objectifs fixés dans la convention ; ;
- 44 000 € à l'association Combo 95, réseau des musiques actuelles en Val d'Oise ;
- 76 000 € à l'association Écrans VO, réseau départemental des salles de cinéma ;
- 35 000 € à l'association Escales danse, réseau de la danse en Val d'Oise ;

**PRECISER** que, compte tenu des deux acomptes d'un montant cumulé de 24 000 € approuvés par délibération n° 2-63 du 16 décembre 2022 et versés à l'association Combo 95, le montant du solde de la subvention restant à verser s'élève à 20 000 € ;

**PRECISER** que, compte tenu des deux acomptes d'un montant cumulé de 45 600 € approuvés par délibération n° 2-63 du 16 décembre 2022 et versés à l'association Ecrans VO, le montant du solde de la subvention restant à verser s'élève à 30 400 € ;

**PRECISER** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELER** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**ADOPTER** les termes des quatre conventions de subventionnement à conclure avec les associations bénéficiaires d'une subvention supérieure à 23 000 € en 2023 (Combo 95, Ecrans VO, FNCTA-CD95-Comité départemental Val d'Oise Théâtre Animation-CODEVOTA et Escales danse) et **M'AUTORISER** à signer lesdites conventions ainsi que leurs avenants éventuels ;

**DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits sur les imputations 6574 // 311 et 65734 // 311 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-1**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 10 000 € à l'association L'Oeil du Baobab au titre de l'année 2023 pour sa résidence artistique à Bessancourt et sur le territoire valdoisien. Cette subvention sera versée en une fois sur le compte du bénéficiaire après délibération de la présente décision ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-2**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT

**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN
***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 18 000 € à la Communauté d'Agglomération de Roissy - Pays de France (CARPF) au titre de l'année 2023 pour la mise en place de trois résidences-missions de compagnies artistiques. Cette subvention sera versée en une fois sur le compte du bénéficiaire après délibération de la présente décision ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 65734 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-3**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 20 000 € au titre de l'année 2023 à l'association CirquEvolution, réseau du cirque contemporain en Val d'Oise. Cette subvention sera versée en une fois sur le compte du bénéficiaire après délibération de la présente décision ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-4**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention d'un montant maximum de 25 000 € au titre de l'année 2023 à l'association FNCTA-CD95-Comité départemental Val d'Oise Théâtre Animation-CODEVOTA, réseau pour la promotion du théâtre amateur, dont une part fixe de 15 000 € versée après signature de la convention et une part modulable de 10 000 € versée en tout ou partie en fonction de l'atteinte des objectifs fixés dans la convention ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**APPROUVE**, conformément au décret du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, les termes de la convention de subventionnement 2023 à conclure avec l'association FNCTA-CD95-Comité départemental Val d'Oise Théâtre Animation-CODEVOTA ;

**M'AUTORISE** à signer ladite convention ainsi que ses avenants éventuels ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-5**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 44 000 € au titre de l'année 2023 à l'association Combo 95, réseau des musiques actuelles en Val d'Oise ;

**PRECISE** que, compte tenu des deux acomptes d'un montant cumulé de 24 000 € approuvés par délibération n° 2-63 du 16 décembre 2022 et versés à l'association Combo 95, le montant du solde de la subvention restant à verser s'élève à 20 000 € ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**APPROUVE**, conformément au décret du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, les termes de la convention de subventionnement 2023 à conclure avec l'association Combo 95 ;

**AUTORISE** la Présidente à signer ladite convention ainsi que ses avenants éventuels ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-6**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 76 000 € au titre de l'année 2023 à l'association Ecrans VO, réseau départemental des salles de cinéma ;

**PRECISE** que, compte tenu des deux acomptes d'un montant cumulé de 45 600 € approuvés par délibération n° 2-63 du 16 décembre 2022 et versés à l'association Ecrans VO, le montant du solde de la subvention restant à verser s'élève à 30 400 € ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**APPROUVE**, conformément au décret du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, les termes de la convention de subventionnement 2023 à conclure avec l'association Ecrans VO ;

**AUTORISE** La Présidente à signer ladite convention ainsi que ses avenants éventuels ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-7**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 10 000 € à l'association Théâtre des embruns au titre de l'année 2023 pour son action sur le territoire de Franconville. Cette subvention sera versée en une fois sur le compte du bénéficiaire après délibération de la présente décision ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-8**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 35 000 € au titre de l'année 2023 à l'association Escales danse, réseau de la danse en Val d'Oise ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**APPROUVE**, conformément au décret du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, les termes de la convention de subventionnement 2023 à conclure avec l'association Escales danse ;

**AUTORISE** la Présidente à signer ladite convention ainsi que ses avenants éventuels ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-9**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 10 000 € à l'association S Vrai au titre de l'année 2023 pour sa résidence artistique sur le territoire de Gonesse. Cette subvention sera versée en une fois sur le compte du bénéficiaire après délibération de la présente décision ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-21-10**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Subventions 2023 aux compagnies de spectacle vivant structurantes pour le territoire et aux réseaux culturels départementaux.

Culture – Service des Territoires

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département ayant pour objectif de favoriser le dynamisme et le rayonnement de la culture vers tous les publics et les présences artistiques dans le Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 22 000 € à l'association Théâtre de la Vallée pour son action sur le territoire d'Ecouen, dont 18 000 € au titre des activités 2023 et 4 000 € au titre du projet "Petits-Tout petits". Cette subvention sera versée en une fois sur le compte du bénéficiaire après délibération de la présente décision ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DEPARTEMENTAL 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du parc - CS 20201 CERGY - 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise en vertu de la délibération de l'Assemblée départementale n°0-01 du 1er juillet 2021, et conformément à la délibération de la l'Assemblée départementale n° du 16 juin 2023.

Ci-après désigné « le Département », **D'UNE PART**

**ET**

L'Association COMBO 95, dont le siège social est fixé C/O EMB 2, rue Georges Pompidou 95110 Sannois, représentée par sa présidente, Madame Aurélie VANDEN BORN,

Ci-après désignée « L'Association » **D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

L'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ainsi que le décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques subordonnent l'octroi d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 € à la passation d'une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Conformément aux orientations fixées dans la note de stratégie pour la mandature 2022 - 2028, approuvée le 18 février 2022, le Département du Val d'Oise accorde à la culture et à son rayonnement sur le territoire une place essentielle, notamment pour renforcer son attractivité et la qualité de vie au quotidien. Il met en œuvre une politique de soutien à la présence artistique sur l'ensemble de son territoire, à l'accès à la culture pour tous les publics, notamment les publics en lien avec ses compétences sociales, et au développement de l'éducation artistique.

Dans ce cadre, le Département attribue des subventions aux réseaux culturels départementaux porteurs d'une synergie pour le territoire. En mutualisant les ressources, les réseaux culturels départementaux proposent un soutien aux acteurs culturels et aux collectivités. Ils favorisent la création, la diffusion et la médiation autour des disciplines artistiques qu'ils représentent. Le COMBO 95, réseau des musiques actuelles en Val d'Oise, s'inscrit dans cette dynamique.

Le Département ayant décidé, par une délibération n° de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023 de subventionner l'association, les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA SUBVENTION**

La subvention allouée par le Département au titre de l'année 2023 à l'association a pour objet principal de soutenir la réalisation des activités du réseau COMBO 95 selon quatre objectifs principaux :

1. La mise en réseau des structures œuvrant dans le champ des musiques actuelles,
2. L'accompagnement d'artistes ou d'acteurs culturels par l'apport de conseils, d'informations et de ressources,
3. L'information et la communication auprès du public afin de valoriser les actions développées dans le domaine des musiques actuelles,
4. L'observation et l'analyse du champ des musiques actuelles pour favoriser une réflexion sur les enjeux de ce secteur et la concertation entre les acteurs et les institutions.

La subvention allouée sert à mettre en œuvre des actions spécifiques pour atteindre ces objectifs.

Actions pour atteindre l'Objectif 1 :
- Organiser des rencontres entre acteurs, des séminaires et des commissions.
- Participer à la réflexion concernant un éventuel Solima (Schéma d'orientation musiques actuelles : outil de concertation du ministère de la culture).
- Développer les partenariats avec d'autres acteurs du territoire : le Conservatoire à Rayonnement Régional de Cergy-Pontoise, le Conservatoire à Rayonnement Départemental d'Argenteuil avec des modules dédiés aux musiques actuelles, Points Communs …

Actions pour atteindre l'Objectif 2 :
- Organiser des temps d'échanges avec les acteurs, des rendez-vous individualisés et mettre en place des actions spécifiques pour favoriser la professionnalisation des artistes.

Actions pour atteindre l'Objectif 3 :
- Diffuser l'information par le biais de différents supports (newsletters …)
- Assurer une présence dans les réseaux nationaux et franciliens.

Actions pour atteindre l'Objectif 4 :
- Collecter, observer et analyser les données liées aux musiques actuelles sur le territoire.
- Restituer ces observations et organiser des temps de sensibilisation aux musiques actuelles.
- Collaborer avec le Réseau des musiques actuelles d'Ile-de-France (RIF)

**ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**
La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2023.

**ARTICLE 3 - MONTANT ET PAIEMENT DE LA SUBVENTION**
**3.1** Montant de la subvention :
La subvention allouée par le Département au titre de l'année 2023 à l'association est d'un montant total de 44 000 €.

**3.2** Modalités de versement de la subvention :
La subvention de fonctionnement sera créditée en trois versements sur les comptes de l'association selon les procédures comptables en vigueur :
- un premier acompte d'un montant de 12 000 €, mandaté en janvier 2023, conformément à la délibération n°2-63 du 16 décembre 2022 ;
- un second acompte d'un montant de 12 000 €, mandaté en mai 2022, conformément à la délibération n°2-63 du 16 décembre 2022;
- le versement du solde, d'un montant de 20 000 €, à mandater après signature de la présente convention.

En application de la délibération de principe n° 8-02 du 17 janvier 1992, modifiée par les délibérations n° 1-60 du 19 décembre 1997 et n° 1-46 du 18 décembre 1998, cette association pourrait être bénéficiaire d'acomptes en 2024, imputés sur le budget départemental 2024, sous réserve d'un vote spécifique de l'Assemblée départementale.

Le comptable assignataire du Conseil départemental est le payeur départemental.

**ARTICLE 4 - CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**
**4.1** L'association ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du subventionnement que dans la limite des actions visées à l'article 1 de la présente convention et, d'une manière générale, de son objet statutaire.
**4.2** Conformément au décret-loi du 2 mai 1938, l'association ne pourra en aucun cas reverser tout ou partie de la subvention perçue du Département à d'autres d'associations, collectivités privées ou œuvres.

**ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES**
L'association dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre devra :

PROJET

- communiquer au Département, 45 jours après leur approbation par l'assemblée générale, le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice, les annexes financières et l'état mensuel de trésorerie;
- d'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande du Département de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à disposition de celui-ci ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

**ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**
**6.1** L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des opérations définies à l'article 1 de la présente convention.
**6.2** L'association s'engage à fournir au Département le bilan des activités de chaque exercice.
**6.3** L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.
**6.4** En cas de subventionnement annuel supérieur à 153 000 euros reçu de l'État et/ou de ses établissements publics ou des collectivités locales, l'association s'engage à procéder à la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant.

**ARTICLE 7 - RESPECT DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**
Tout organisme qui bénéficie d'un financement départemental s'engage à souscrire aux valeurs et aux principes rappelés par la charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité annexée à la présente convention :
- L'égalité de tous devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion ;
- Le respect de toutes les croyances ;
- L'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Le droit de croire ou de ne pas croire, la liberté de conscience, pourvu que leurs manifestations ne troublent pas l'ordre public.

En cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes précités, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental ou sera tenu de rembourser les éventuelles sommes déjà versées.

**ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**
Les crédits nécessaires ayant été préalablement votés par l'assemblée délibérante, le Département s'engage, en contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que l'association les remplisse, à soutenir financièrement les opérations visées à l'article 1.

**ARTICLE 9 - COMMUNICATION**
L'association s'engage à mentionner le soutien du Département sur tous les documents relatifs à ses activités et destinés à être diffusés. Il s'engage à faire figurer, en bonne place et de façon lisible, sur tous ses documents de communication (papier, numérique, audiovisuel) le logotype du Département.

**ARTICLE 10 - CONTROLE DU DEPARTEMENT.**
Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**ARTICLE 11 - SANCTIONS**
Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par l'association ne seront pas remplies, notamment en cas de non-exécution des opérations dont l'association s'assigne la réalisation prévue à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle de celles-ci.

**ARTICLE 12 - RESILIATION DE LA CONVENTION**
**12.1** En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure et restée sans effet.

PROJET

**12.2** La résiliation de la convention à l'initiative de l'association entraînera le reversement automatique de la subvention annuelle perçue.

**ARTICLE 13 - AVENANT**
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 14 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE**
Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Cergy-Pontoise, le
En deux exemplaires originaux,

| | |
|---|---|
| **La Présidente de l'Association COMBO 95** | **La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise** |
| **Aurélie VANDEN BORN** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DEPARTEMENTAL 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du parc - CS 20201 CERGY - 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise en vertu de la délibération de l'Assemblée départementale n°0-01 du 1er juillet 2021, et conformément à la délibération de l'Assemblée départementale n° du 16 juin 2023.

Ci-après désigné « le Département », **D'UNE PART**

**ET**

L'Association ECRANS VO, dont le siège social est fixé 5 avenue de la Palette - bâtiment J. Lemercier 95000 Cergy Pontoise, représentée par son président, Monsieur Ludovic LEDRU,

Ci-après désignée « L'Association » **D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

L'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ainsi que le décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques subordonnent l'octroi d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 € à la passation d'une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Conformément aux orientations fixées dans la note de stratégie pour la mandature 2022 - 2028, approuvée le 18 février 2022, le Département du Val d'Oise accorde à la culture et à son rayonnement sur le territoire une place essentielle, notamment pour renforcer son attractivité et la qualité de vie au quotidien. Il met en œuvre une politique de soutien à la présence artistique sur l'ensemble de son territoire, à l'accès à la culture pour tous les publics, notamment les publics en lien avec ses compétences sociales, et au développement de l'éducation artistique.

Dans ce cadre, le Département attribue des subventions aux réseaux culturels départementaux porteurs d'une synergie pour le territoire. En mutualisant les ressources, les réseaux culturels départementaux proposent un soutien aux acteurs culturels et aux collectivités. Ils favorisent la création, la diffusion et la médiation autour des disciplines artistiques qu'ils représentent. Ecrans VO, réseau des salles de cinéma du Val d'Oise, s'inscrit dans cette dynamique.

Le Département ayant décidé, par une délibération n° de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023 de subventionner l'association, les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA SUBVENTION**
La subvention allouée par le Département au titre de l'année 2023 à l'association a pour objet principal de soutenir la réalisation des activités du réseau Ecrans VO dans quatre grands secteurs :

- L'éducation à l'image,
- La mise en réseau des salles de cinéma,
- Les conseils aux cinémas et aux structures locales (associatifs, communaux, privés),
- Le développement d'un cinéma itinérant pour irriguer les territoires dépourvus de structures culturelles.

Les objectifs de l'association sont détaillés en annexe 1 de la présente convention.

**ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**
La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2023.

**ARTICLE 3 - MONTANT ET PAIEMENT DE LA SUBVENTION**
**3.1** Montant de la subvention :
La subvention allouée par le Département au titre de l'année 2023 à l'association est d'un montant total de 76 000 €.

**3.2** Modalités de versement de la subvention :
La subvention de fonctionnement sera créditée en trois versements sur les comptes de l'association selon les procédures comptables en vigueur :

- un premier acompte d'un montant de 22 800 €, mandaté en janvier 2023, conformément à la délibération n°2-63 du 16 décembre 2022 ;
- un second acompte d'un montant de 22 800 €, mandaté en mai 2022, conformément à la délibération n°2-63 du 16 décembre 2022;
- le versement du solde, d'un montant de 30 400 €, à mandater après signature de la présente convention.

En application de la délibération de principe n° 8-02 du 17 janvier 1992, modifiée par les délibérations n° 1-60 du 19 décembre 1997 et n° 1-46 du 18 décembre 1998, cette association pourrait être bénéficiaire d'acomptes en 2024, imputés sur le budget départemental 2024, sous réserve d'un vote spécifique de l'Assemblée départementale.

Le comptable assignataire du Conseil départemental est le payeur départemental.

**ARTICLE 4 - CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**
**4.1** L'association ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du subventionnement que dans la limite des actions visées à l'article 1 de la présente convention et, d'une manière générale, de son objet statutaire.
**4.2** Conformément au décret-loi du 2 mai 1938, l'association ne pourra en aucun cas reverser tout ou partie de la subvention perçue du Département à d'autres d'associations, collectivités privées ou œuvres.

**ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES**
L'association dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre devra :

- Communiquer au Département, 45 jours après leur approbation par l'assemblée générale, le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice, les annexes financières et l'état mensuel de trésorerie ;
- D'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande du Département de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à disposition de celui-ci ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

**ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**
**6.1** L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des opérations définies à l'article 1 de la présente convention.
**6.2** L'association s'engage à fournir au Département le bilan des activités de chaque exercice.
**6.3** L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.
**6.4** En cas de subventionnement annuel supérieur à 153 000 euros reçu de l'État et/ou de ses établissements publics ou des collectivités locales, l'association s'engage à procéder à la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant.

**ARTICLE 7 - RESPECT DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**
Tout organisme qui bénéficie d'un financement départemental s'engage à souscrire aux valeurs et aux principes rappelés par la charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité annexée à la présente convention :

- L'égalité de tous devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion ;
- Le respect de toutes les croyances ;
- L'égalité entre les femmes et les hommes ;

PROJET

- Le droit de croire ou de ne pas croire, la liberté de conscience, pourvu que leurs manifestations ne troublent pas l'ordre public.

En cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes précités, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental ou sera tenu de rembourser les éventuelles sommes déjà versées.

**ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**
Les crédits nécessaires ayant été préalablement votés par l'assemblée délibérante, le Département s'engage, en contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que l'association les remplisse, à soutenir financièrement les opérations visées à l'article 1.

**ARTICLE 9 - COMMUNICATION**
L'association s'engage à mentionner le soutien du Département sur tous les documents relatifs à ses activités et destinés à être diffusés. Il s'engage à faire figurer, en bonne place et de façon lisible, sur tous ses documents de communication (papier, numérique, audiovisuel) le logotype du Département.

**ARTICLE 10 - CONTROLE DU DEPARTEMENT.**
Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**ARTICLE 11 - SANCTIONS**
Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par l'association ne seront pas remplies, notamment en cas de non-exécution des opérations dont l'association s'assigne la réalisation prévue à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle de celles-ci.

**ARTICLE 12 - RESILIATION DE LA CONVENTION**
**12.1** En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure et restée sans effet.
**12.2** La résiliation de la convention à l'initiative de l'association entraînera le reversement automatique de la subvention annuelle perçue.

**ARTICLE 13 - AVENANT**
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 14 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE**
Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Cergy-Pontoise, le
En deux exemplaires originaux,

PROJET

| | |
|---|---|
| **Le Président de l'Association Ecrans VO** | **La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise** |
| **Ludovic LEDRU** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**Annexe 1**
**À la convention de subventionnement départemental 2023**

**Objectifs de l'association ECRANS VO**

## 1. L'ÉDUCATION À L'IMAGE

Le cinéma représente un vecteur de discussion et de partage autour de films vus ensemble, en salle de cinéma, en famille ou en temps scolaire.

Il permet de donner des repères de compréhension et de lecture de l'image et, par là même, d'apporter un sens critique qui construit à la fois notre regard et notre envie de découverte cheminant vers ce que l'on appelle la cinéphilie.

Le travail d'éducation à l'image que peut mener « Ecrans VO », en direction de tous les publics à la fois jeunes et familiaux, doit permettre d'accompagner ces objectifs dans les différentes actions menées.

### 1.1. Collège au cinéma

Créé à l'initiative du Centre National de la Cinématographie, de l'Inspection Académique et du Conseil départemental du Val-d'Oise, l'opération « Collège au cinéma » existe depuis la rentrée scolaire 1992 dans le département. En application de la délibération n° 7-03 de la Commission permanente du 10 septembre 2007, la billetterie, à hauteur de 2,50 € par séance et par élève, est prise intégralement en charge par le Conseil départemental, sous la forme d'une subvention versée aux exploitants.

« Ecrans VO » participe à la programmation du dispositif, au sein du Comité de pilotage qui associe la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France (DRAC), la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale Val d'Oise (DSDEN 95), le Rectorat de Versailles, le réseau CANOPE, les responsables de cinéma, des enseignants et le Conseil départemental du Val-d'Oise.

#### 1.1.1. Formation

En complément des stages organisés avec l'Éducation nationale, l'association « Ecrans VO » organise plusieurs sessions d'une journée de formation sur la thématique du cinéma d'animation (proposée aux enseignants (et leurs élèves) inscrits au plan académique de formation) ouvertes aux collégiens et lycéens du département.

#### 1.1.2. Journée de pré-projections

En début d'année scolaire (septembre/novembre), des journées de pré-projections, intégrées au Plan Académique de Formation (PAF), sont organisées dans plusieurs cinémas du réseau « Ecrans VO » pour les enseignants. L'intégralité des films de la programmation scolaire est projetée.

#### 1.1.3. Journée bilan

En fin d'année scolaire (juin), une demi-journée-bilan, intégrée au Plan Académique de Formation (PAF), est organisée dans un cinéma du réseau « Ecrans VO » pour les enseignants et les principaux de collèges.

#### 1.1.4. Cahier des charges

Afin de préciser et de formaliser le partenariat existant entre l'Inspection Académique et le Conseil départemental ainsi que le réseau CANOPE et l'association « Ecrans VO », une convention portant sur les missions de chacun, a été adoptée par délibération n°0-16 lors de la séance de l'Assemblée départementale du 16 juillet 2021.

De même, pour réévaluer qualitativement cette opération, de simplifier et de réguler les relations entre les partenaires, le Comité de Pilotage de « Collège au cinéma » a élaboré une charte régissant les modalités de participation des collèges et des salles de cinéma, dans le respect des objectifs culturels, éducatifs et pédagogiques.

PROJET

**1.2. Festival de Cinéma d'animation du Val-d'Oise « Image par Image »**

Afin de toucher tous les publics, adultes et jeunes dans le temps scolaire et hors scolaire ainsi que le public familial, le Festival mène un travail intergénérationnel d'éducation aux images, se déroule de façon itinérante pendant environ quatre semaines, de février à mars (en fonction des vacances scolaires).

Ce festival permet de faire découvrir à tous les publics le cinéma d'animation depuis ses origines jusqu'à nos jours et sous ses différentes techniques employées (cellulos, papier découpé, marionnettes, pâte à modeler, volumes, dessin, peinture, ordinateurs 2D et 3D…).

La notoriété de cet événement départemental dépasse aujourd'hui les frontières franciliennes en accueillant des réalisateurs français ou étrangers mondialement connus (Angleterre, Pays-Bas, Belgique, Danemark, Suisse, Japon, Canada).

**1.2.1. Expositions, ateliers**

Pour compléter et renforcer le travail autour du festival « Image par image », l'association présente éventuellement des expositions et/ou des ateliers de renommée nationale voire internationale.

Ces ateliers menés par des professionnels permettent au grand public ou aux scolaires de mieux comprendre la conception et la réalisation d'un film d'animation. Ils sont ouverts à toute la famille : Anime ton doudou, Dessine ton haïku, animation traditionnelle…

Les expositions peuvent relater la création de la bande annonce du Festival, d'un film, d'un studio, la carrière d'un réalisateur…

**1.2.2. Les Goûters au ciné**

Ces séances sont présentées par un animateur qui fait découvrir aux enfants, dès l'âge de 3 ans, la salle de cinéma et les films (courts ou longs métrages). Un goûter, pris en charge par les cinémas, est offert à l'issue de la projection.

**1.2.3. Organisation, communication**

« Ecrans VO », en partenariat avec le Conseil départemental - Mission Images et Cinéma -, conçoit et prend en charge l'organisation globale du Festival : la sélection des films, la programmation, les contacts avec les invités, les cinémas, la rédaction de la plaquette, la mise à disposition du matériel promotionnel, la circulation des films et des modules thématiques, l'organisation et l'animation des ateliers et rencontres, et le bilan annuel du festival.

Le Conseil départemental prend en charge financièrement la communication de l'événement dont la mise en page reprend sa charte graphique. Afin que la communication de ce Festival puisse être relayée dans la presse nationale, le visuel générique doit parvenir à la Direction de l'Action Culturelle pour le 30 septembre au plus tard de l'année N-1.

Le Festival est organisé conjointement avec les cinémas et les salles culturelles du département et peut prendre le cadre de coproductions particulières.

**2. ANIMATION DU RÉSEAU**

**2.1. Travail de mise en réseau des salles**

En plus de ses missions de coordination des actions cinématographiques départementales (collège au cinéma, festival de cinéma d'animation), les objectifs de l'association « Écrans VO » portent sur une mise en réseau des salles de cinémas indépendants du département pour la diffusion et la programmation (art et essai – recherche documentaire, jeune public, tarifications et abonnement commun, brochures et plaquettes).

PROJET

« Ecrans VO » effectue ce travail auprès des professionnels de toutes les salles du département du Val d'Oise, sauf celles appartenant à des réseaux de franchise commerciale ou à un groupe.

Les professionnels des salles de cinéma peuvent adhérer à « Ecrans VO » au titre de leur structure ou à titre individuel et participer à la vie de l'association (Conseils d'administration, Assemblées générales, groupes de travail…).

**2.2. Programmation**

« Écrans VO » ne se substituera pas aux programmateurs qui font la richesse des salles et leur spécificité mais pourra les aider, en termes de relais logistique, ingénierie culturelle et de conseils (informations générales sur le distributeur, réservation de films, minimum garanti pratiqué…).

« Écrans VO » peut proposer aux salles de programmer des films ou des soirées spéciales. Cette aide à la diffusion (conseil et organisation) ne peut s'appliquer que sur des programmes à vocation culturelle.

Cette mise en réseau a pour but également d'aider les salles indépendantes à obtenir des copies de films que certains distributeurs pourraient réserver uniquement pour les grandes chaînes de diffusion. Il s'agit de donner une information et un accès aux salles sur les procédures existantes au niveau national, leur permettant de diffuser des copies de films d'auteur en exclusivité, sans contraintes financières en dehors du coût de la location.

L'aide à la diffusion peut s'assortir éventuellement de la mise en place de tarifications, d'informations ou d'actions communes.

**2.3. Carte cinépass VO pro**

Depuis 2005, la carte « Cinépass VO pro » permet aux exploitants et professionnels du cinéma dans le Val d'Oise d'avoir un libre accès dans toutes les salles du réseau.

Elle suscite des échanges et offre la possibilité aux exploitants de visionner des films qu'ils auraient manqués lors des projections presse ou des festivals.

**3. CONSEILS AUX CINÉMAS ET AUX STRUCTURES LOCALES (ASSOCIATIFS, COMMUNAUX, PRIVÉS)**

En plus de son action en direction et avec les différents responsables de salles, le rôle d'« Ecrans VO » peut également être celui de conseil pour les projets de restructuration et d'équipement auprès des communes et des autres collectivités.

Ce rôle peut revêtir différentes formes : audits, éditions de documents communs, visites et rencontres sur les cinémas par le coordinateur, connaissance des problématiques locales, invitations de spécialistes ou d'intervenants de différentes associations ou structures.

Il a aussi pour but de faire connaître au mieux le travail des cinémas auprès du Centre National de la Cinématographie afin d'obtenir les aides inhérentes au classement « art et essai ».

PROJET

**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DEPARTEMENTAL 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du parc - CS 20201 CERGY - 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise en vertu de la délibération de l'Assemblée départementale n°0-01 du 1er juillet 2021, et conformément à la délibération de l'Assemblée départementale n° du 16 juin 2023.

Ci-après désigné « le Département », **D'UNE PART**

**ET**

L'Association ESCALES DANSE, dont le siège social est fixé C/O Espace Germinal, 2 avenue du Mesnil, 95470 Fosses, représentée par sa présidente, Madame Antonella JACOB,

Ci-après désignée « L'Association » **D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

L'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ainsi que le décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques subordonnent l'octroi d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 € à la passation d'une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Conformément aux orientations fixées dans la note de stratégie pour la mandature 2022 - 2028, approuvée le 18 février 2022, le Département du Val d'Oise accorde à la culture et à son rayonnement sur le territoire une place essentielle, notamment pour renforcer son attractivité et la qualité de vie au quotidien. Il met en œuvre une politique de soutien à la présence artistique sur l'ensemble de son territoire, à l'accès à la culture pour tous les publics, notamment les publics en lien avec ses compétences sociales, et au développement de l'éducation artistique.

Dans ce cadre, le Département attribue des subventions aux réseaux culturels départementaux porteurs d'une synergie pour le territoire. En mutualisant les ressources, les réseaux culturels départementaux proposent un soutien aux acteurs culturels et aux collectivités. Ils favorisent la création, la diffusion et la médiation autour des disciplines artistiques qu'ils représentent. Escales danse, réseau conventionné « danse en territoire », s'inscrit dans cette dynamique.

Le Département ayant décidé, par une délibération n° de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023 de subventionner l'association, les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA SUBVENTION**
La subvention allouée par le Département au titre de l'année 2023 à l'association a pour objet principal de soutenir la réalisation des activités du réseau professionnel Escales danse en Val d'Oise autour de l'art chorégraphique.

**ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**
La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2023.

**ARTICLE 3 - MONTANT ET PAIEMENT DE LA SUBVENTION**
**3.1** Montant de la subvention :

La subvention allouée par le Département au titre de l'année 2023 à l'association est d'un montant total de 35 000 €.
**3.2** Modalités de versement de la subvention :
Cette subvention sera créditée en un versement unique sur les comptes de l'association selon les procédures comptables en vigueur, après la signature de la présente convention.
Le comptable assignataire du Conseil départemental est le payeur départemental.

**ARTICLE 4 - CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**
**4.1** L'association ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du subventionnement que dans la limite des actions visées à l'article 1 de la présente convention et, d'une manière générale, de son objet statutaire.
**4.2** Conformément au décret-loi du 2 mai 1938, l'association ne pourra en aucun cas reverser tout ou partie de la subvention perçue du Département à d'autres d'associations, collectivités privées ou œuvres.

**ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES**
L'association dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre devra :

- communiquer au Département, 45 jours après leur approbation par l'assemblée générale, le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice, les annexes financières et l'état mensuel de trésorerie;
- d'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande du Département de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à disposition de celui-ci ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

**ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**
**6.1** L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des opérations définies à l'article 1 de la présente convention.
**6.2** L'association s'engage à fournir au Département le bilan des activités de chaque exercice.
**6.3** L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.
**6.4** En cas de subventionnement annuel supérieur à 153 000 euros reçu de l'État et/ou de ses établissements publics ou des collectivités locales, l'association s'engage à procéder à la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant.

**ARTICLE 7 - RESPECT DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**
Tout organisme qui bénéficie d'un financement départemental s'engage à souscrire aux valeurs et aux principes rappelés par la charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité annexée à la présente convention :

- L'égalité de tous devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion ;
- Le respect de toutes les croyances ;
- L'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Le droit de croire ou de ne pas croire, la liberté de conscience, pourvu que leurs manifestations ne troublent pas l'ordre public.

En cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes précités, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental ou sera tenu de rembourser les éventuelles sommes déjà versées.

**ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**
Les crédits nécessaires ayant été préalablement votés par l'assemblée délibérante, le Département s'engage, en contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que l'association les remplisse, à soutenir financièrement les opérations visées à l'article 1.

**ARTICLE 9 - COMMUNICATION**
L'association s'engage à mentionner le soutien du Département sur tous les documents relatifs à ses activités et destinés à être diffusés. Il s'engage à faire figurer, en bonne place et de façon lisible, sur tous ses documents de communication (papier, numérique, audiovisuel) le logotype du Département.

PROJET

**ARTICLE 10 - CONTROLE DU DEPARTEMENT.**
Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**ARTICLE 11 - SANCTIONS**
Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par l'association ne seront pas remplies, notamment en cas de non-exécution des opérations dont l'association s'assigne la réalisation prévue à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle de celles-ci.

**ARTICLE 12 - RESILIATION DE LA CONVENTION**
**12.1** En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure et restée sans effet.
**12.2** La résiliation de la convention à l'initiative de l'association entraînera le reversement automatique de la subvention annuelle perçue.

**ARTICLE 13 - AVENANT**
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 14 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE**
Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Cergy-Pontoise, le
En deux exemplaires originaux,

| | |
|---|---|
| **La Présidente de l'Association Escales danse** | **La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise** |
| **Antonella JACOB** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DEPARTEMENTAL 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du parc - CS 20201 CERGY - 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise en vertu de la délibération de l'Assemblée départementale n°0-01 du 1er juillet 2021, et conformément à la délibération de l'Assemblée départementale n° du 16 juin 2023.

Ci-après désigné « le Département », **D'UNE PART**

**ET**

L'Association « FNCTA - CD95 - Comité départemental Val d'Oise Théâtre Animation – CODEVOTA », dont le siège social est fixé 7 rue Ambroise Paré 95520 OSNY, représentée par sa présidente, Madame Marie-Judith LEMAIRE,

Ci-après désignée « L'Association » **D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

L'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ainsi que le décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques subordonnent l'octroi d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 € à la passation d'une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Conformément aux orientations fixées dans la note de stratégie pour la mandature 2022 - 2028, approuvée le 18 février 2022, le Département du Val d'Oise accorde à la culture et à son rayonnement sur le territoire une place essentielle, notamment pour renforcer son attractivité et la qualité de vie au quotidien. Il met en œuvre une politique de soutien à la présence artistique sur l'ensemble de son territoire, à l'accès à la culture pour tous les publics, notamment les publics en lien avec ses compétences sociales, et au développement de l'éducation artistique.

Dans ce cadre, le Département attribue des subventions aux réseaux culturels départementaux porteurs d'une synergie pour le territoire. En mutualisant les ressources, les réseaux culturels départementaux proposent un soutien aux acteurs culturels et aux collectivités. Ils favorisent la création, la diffusion et la médiation autour des disciplines artistiques qu'ils représentent. Le Codevota (Comité départemental Val d'Oise Théâtre Animation), réseau pour la promotion du théâtre amateur, s'inscrit dans cette dynamique.

Le Département ayant décidé, par une délibération n° de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023 de subventionner l'association, les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA SUBVENTION**

La subvention allouée par le Département au titre de l'année 2023 à l'association a pour objet principal de soutenir la réalisation des activités de l'association dans les quatre grands secteurs suivants :

- la promotion et la diffusion de spectacles de théâtre amateur,
- la création d'événements réunissant public et compagnies amateures de théâtre et de conte,
- les formations artistiques et techniques,
- l'information et l'appui technique aux troupes.

Les objectifs à atteindre pour l'année 2023 sont :

- l'élaboration et la fourniture d'un projet stratégique pour la structure dans une logique de réseau ;

- le développement d'une action auprès des communes et intercommunalités permettant d'identifier l'association comme structure ressource pour les associations de théâtre amateur du territoire ;
- l'évolution du système informatique permettant un accès facilité et une diffusion plus large du fonds documentaire, en lien avec le réseau départemental des bibliothèques Révodoc ;
- le développement de la fréquentation du fonds documentaire par rapport à l'année N-1.

**ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**
La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2023.

**ARTICLE 3 - MONTANT ET PAIEMENT DE LA SUBVENTION**
**3.1** Montant de la subvention :
La subvention allouée par le Département au titre de l'année 2023 à l'association est d'un montant maximum de 25 000 €.
**3.2** Modalités de versement de la subvention :
Une part fixe de 15 000 € sera versée après la signature de la présente convention, et une part modulable de 10 000 € maximum sera versée en tout ou partie en fonction de l'atteinte des objectifs fixés à l'article 1 de la présente convention.
Le comptable assignataire du Conseil départemental est le payeur départemental.

**ARTICLE 4 - CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**
**4.1** L'association ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du subventionnement que dans la limite des actions visées à l'article 1 de la présente convention et, d'une manière générale, de son objet statutaire.
**4.2** Conformément au décret-loi du 2 mai 1938, l'association ne pourra en aucun cas reverser tout ou partie de la subvention perçue du Département à d'autres d'associations, collectivités privées ou œuvres.

**ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES**
L'association dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre devra :
- communiquer au Département, 45 jours après leur approbation par l'assemblée générale, le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice, les annexes financières et l'état mensuel de trésorerie;
- d'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande du Département de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à disposition de celui-ci ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

**ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**
**6.1** L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des opérations définies à l'article 1 de la présente convention.
**6.2** L'association s'engage à fournir au Département le bilan des activités de chaque exercice.
**6.3** L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.
**6.4** En cas de subventionnement annuel supérieur à 153 000 euros reçu de l'État et/ou de ses établissements publics ou des collectivités locales, l'association s'engage à procéder à la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant.

**ARTICLE 7 - RESPECT DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**
Tout organisme qui bénéficie d'un financement départemental s'engage à souscrire aux valeurs et aux principes rappelés par la charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité annexée à la présente convention :
- L'égalité de tous devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion ;
- Le respect de toutes les croyances ;
- L'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Le droit de croire ou de ne pas croire, la liberté de conscience, pourvu que leurs manifestations ne troublent pas l'ordre public.

PROJET

En cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes précités, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental ou sera tenu de rembourser les éventuelles sommes déjà versées.

**ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**
Les crédits nécessaires ayant été préalablement votés par l'assemblée délibérante, le Département s'engage, en contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que l'association les remplisse, à soutenir financièrement les opérations visées à l'article 1.

**ARTICLE 9 - COMMUNICATION**
L'association s'engage à mentionner le soutien du Département sur tous les documents relatifs à ses activités et destinés à être diffusés. Il s'engage à faire figurer, en bonne place et de façon lisible, sur tous ses documents de communication (papier, numérique, audiovisuel) le logotype du Département.

**ARTICLE 10 - CONTROLE DU DEPARTEMENT.**
Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**ARTICLE 11 - SANCTIONS**
Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par l'association ne seront pas remplies, notamment en cas de non-exécution des opérations dont l'association s'assigne la réalisation prévue à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle de celles-ci.

**ARTICLE 12 - RESILIATION DE LA CONVENTION**
**12.1** En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure et restée sans effet.
**12.2** La résiliation de la convention à l'initiative de l'association entraînera le reversement automatique de la subvention annuelle perçue.

**ARTICLE 13 - AVENANT**
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 14 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE**
Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Cergy-Pontoise, le
En deux exemplaires originaux,

| | |
|---|---|
| **La Présidente de l'Association FNCTA - CD95 - Comité départemental Val d'Oise Théâtre Animation – CODEVOTA** | **La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise** |
| **Marie-Judith LEMAIRE** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D' OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 1-22**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Soutien à trois pôles ressources en inclusion et Petite Enfance.

Culture – Service des Publics – Développement culturel – Culture et lien social et – Eveil artistique

IMPUTATIONS : 6574 // 311, 6574 // 52

PIECES JOINTES : Trois projets de conventions

RESUME :
*En application de la feuille stratégique approuvée pour la mandature 2022-2028 lors de l'Assemblée départementale du 18 février 2022, le Département réaffirme la priorité donnée aux enjeux de diffusion de la culture auprès des publics fragiles.*
*Dans ce cadre, le Département met en œuvre une politique de soutien aux pôles ressources qui contribuent au rayonnement de la culture et à la présence artistique auprès des personnes handicapées et des jeunes enfants.*
*Dès lors, le présent rapport propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 61 000 € à deux structures, le Théâtre du Cristal et Musique Et Situations de Handicap (MESH), qui participent au développement des propositions culturelles en faveur des personnes handicapées et 52 300 € à l'Association de Création Théâtrale et Audiovisuelle (ACTA), qui œuvre dans le domaine de l'offre culturelle à destination de la Petite Enfance.*

## 1. CULTURE ET HANDICAP : FAVORISER L'ACCES DE TOUS A LA CULTURE

La diffusion de la culture auprès des publics fragiles constitue une priorité départementale. Le lien culture - handicap et le lien culture - Aide Sociale à l'Enfance (ASE) sont des enjeux affirmés pour la nouvelle mandature.

La politique départementale en faveur des personnes handicapées vise à favoriser l'accès aux activités culturelles et sportives définie notamment dans le Schéma Départemental des Personnes Handicapées (SDPH) du Val d'Oise.

Une démarche exemplaire est ainsi mise en œuvre avec les acteurs ressources du territoire, qui œuvrent en faveur de l'inclusion des personnes en situation du handicap en encourageant et en facilitant l'accès de tous à la pratique artistique.

### 1.1. Les actions du Théâtre du Cristal

Fondé en 1982 et implanté à Eragny-sur-Oise depuis 2014, le Théâtre du Cristal, dirigé par Olivier Couder, est composé de trois entités : une compagnie artistique, un pôle Art et Handicap et une agence artistique. Il poursuit des missions multiples.

La compagnie valorise la création des artistes en situation de handicap en créant et diffusant chaque année ses propres spectacles.
Elle intervient également dans le cadre de rencontres, de journées de sensibilisation et lors de grandes manifestations comme le Festival "Imago".

Le pôle Art et Handicap coordonne, quant à lui, la mise en place de jumelages entre des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) accueillant des personnes handicapées et des structures culturelles du Département, dans l'objectif de les inciter au montage de projets communs. En 2022, neuf conventions ont été signées dont six nouveaux jumelages.

Le pôle coordonne des projets artistiques visant à fédérer des ESSMS. Il organise également des ateliers favorisant l'ancrage de la pratique artistique et sensibilise les professionnels à travers des théâtres forum, des stages et des journées de sensibilisation visant à lever les freins d'accueil des enfants dans les structures périscolaires.

Enfin, en tant que membre d'IMAGO-le réseau, le Théâtre du Cristal a coorganisé la 3ème édition du festival Art et Handicap "Imago" du 9 septembre au 13 décembre 2022, qui a fédéré 56 structures dans sept Départements d'Ile-de-France. Dans le Val d'Oise, 20 événements ont été programmés dans 14 structures partenaires, dont une rencontre professionnelle ayant rassemblé une soixantaine de personnes. La philosophie de ce réseau étant de mettre à disposition des ressources utiles pour les territoires favorisant l'interconnaissance des professionnels de la culture et des champs sociaux et médico-sociaux, une carte interactive a été mise en ligne en mars 2022. Elle recense 209 équipements culturels dans le Val d'Oise ainsi que 154 ESSMS.

Une nouvelle convention cadre pluriannuelle entre l'association, l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) d'Ile-de-France) et le Département fixe les objectifs suivants à l'association pour 2023-2026 :

- être un appui technique pour accompagner la politique départementale du Val d'Oise ;
- poursuivre et développer la mise en œuvre d'actions culturelles ;
- élaborer les prochaines éditions du festival Art et Handicap "Imago" ;
- construire et animer un "réseau francilien d'accessibilité culturelle" : IMAGO-Le Réseau.

Le Pôle Art et Handicap projette également en 2023, de se rapprocher des festivals et réseaux départementaux tels que Combo 95, PIVO, Escale Danse, Jazz au Fil de l'Oise, Cirqu'évolution et le Festival Baroque.

Compte tenu de la qualité artistique de ses actions et de son implication pour développer l'accès des personnes handicapées à l'art et à la culture, il est proposé d'attribuer à l'association une subvention de 46 000 € en 2023, dont :

- 16 000 € au titre de l'aide aux compagnies de théâtre professionnelles ;
- 30 000 € au titre de l'aide à l'insertion des personnes handicapées.

**1.2. Les actions dans le champ du handicap : l'association Musique Et Situations de Handicap (MESH)**

Créée en 1984 et basée à Domont, l'association MESH œuvre pour l'accès des adultes et des enfants en situation de handicap aux pratiques musicales, en partenariat avec les collectivités locales, les écoles de musique et les conservatoires. Son objectif est de "favoriser et de promouvoir le développement d'accueils inclusifs dans les lieux d'enseignement et de pratique artistique". Son expertise, reconnue dans le champ de la pédagogie musicale adaptée au public handicapé, répond à un besoin important des acteurs en matière de formation et d'accompagnement de ce public.

Ses missions se structurent autour de trois pôles :

- le centre ressources "musique et handicap" ;
- l'accompagnement ;
- la formation.

Poursuivant les orientations initiées en 2022, ses actions pour l'année 2023 sont les suivantes :

- la finalisation de l'état des lieux des pratiques d'accueil inclusif dans les établissements d'enseignement artistique du Val d'Oise et le recensement des besoins en ressources spécialisées. Amorcée en 2022 et réalisée à l'échelle nationale, une analyse territoriale sera déclinée au niveau du Val d'Oise. La restitution de cette enquête donnera lieu à une rencontre professionnelle au dernier trimestre 2023 ;
- la production et le déploiement de ressources spécialisées : priorisation en 2023 de production de ressources spécialisées dédiées à la déficience visuelle et production de ressources spécifiques à destination des professionnels de l'enseignement artistique du Val d'Oise (cartographie des référents, rapport d'enquête de l'état des lieux…) ;
- l'accompagnement des publics, des professionnels et des établissements : plusieurs dispositifs sont déployés en ce sens :
    - un service d'information permanent à raison de quatre matinées par semaine ;
    - un accompagnement depuis décembre 2021 du réseau des référents handicap en écoles de musique et conservatoires du Val d'Oise, cinq rencontres sont organisées en 2022-2023 ;
    - la structuration d'une démarche de progrès en faveur de l'inclusion artistique des établissements d'enseignement artistique du Val d'Oise ;
    - la passation pédagogique des ateliers Tremplin, jusque-là menés par MESH de manière progressive sur les années scolaires 2022-2023 et 2023-2024.

Pour la soutenir dans le déploiement de ces actions, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 15 000 €, dont :

- 7 000 € au titre de la culture ;
- 8 000 € au titre de l'aide à l'insertion des personnes handicapées.

## 2. L'ASSOCIATION DE CREATION THEATRALE ET AUDIOVISUELLE (ACTA) SUR LE TERRITOIRE DE VILLIERS-LE-BEL

Créée en 1989 par Agnès Desfosses et dirigée, depuis 2014, par Laurent Dupont, la compagnie ACTA a acquis une reconnaissance internationale dans le domaine de la création pour le très jeune public. Elle est un pôle de référence et de ressource pour les compagnies dont les productions s'orientent vers le jeune et le très jeune public.

En plus de la diffusion de ses spectacles sur une dizaine de structures culturelles valdoisiennes, elle poursuit son action artistique et culturelle à travers de nombreux projets tels que "Enfance et Parentalité : les Berceuses", "Premiers regards, premiers pas", ainsi que la Biennale européenne en Val d'Oise et Seine-et-Marne. Elle met également en œuvre des dispositifs de soutien à la création jeune public comme "Pépite" et "Passerelle" qui ont permis d'accueillir en 2022, 22 compagnies sur 153 jours de résidence, au profit de 300 jeunes spectateurs.

Afin d'encourager un développement continu de l'activité d'ACTA, une nouvelle convention a été rédigée. Elle s'appuie sur les objectifs suivants :

- encourager et alimenter la création artistique ainsi que la diffusion en faveur de l'éveil artistique du jeune et très jeune public et des adultes à leurs côtés, en lien avec les enjeux sociaux contemporains ;
- accompagner des compagnies travaillant auprès du très jeune public pour des projets de résidence qui peuvent s'inscrire dans des dispositifs déjà existants ou nouveaux ;
- favoriser la co-construction et la participation des accompagnants, familles et habitants dans un projet de territoire à destination des tout-petits, mener des actions d'éveil artistique et culturelle, favoriser des actions "aller-vers" permettant d'impliquer et sensibiliser de nouveaux publics (collaboration et formation des travailleurs sociaux, propositions d'actions à domicile ou dans des lieux non dédiés aux arts et à la culture) ;
- accompagner les réflexions autour de la qualité et de la pérennisation territoriale de l'éveil artistique et culturel en réaffirmant son rôle de pôle ressource, en accord avec la stratégie culture et Petite Enfance développée par l'Etat, le Département et la commune ;
- créer et animer un réseau élargi sur plusieurs échelles (inter-communale, départementale, régionale, nationale, européenne) d'acteurs complémentaires agissant en faveur de la création contemporaine et des actions pour le jeune et très jeune public ;
- renforcer la dimension européenne des réflexions et expérimentations concernant l'éveil artistique et soutenir la mobilité des artistes pour observer les réalités des différents territoires, dans le cadre du Festival "Premières Rencontres" et des conférences, débats, présentations de projets, spectacles proposés lors du Forum Européen.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 37 300 € en faveur d'ACTA au titre de 2023 et 15 000 € au titre du dispositif "Pépite" dans le cadre du développement des présences artistiques sur le territoire. Il est également proposé d'approuver les termes de la convention de subventionnement triennale 2023-2025 avec le Département.

## 3. ELEMENTS BUDGETAIRES

| | Budget prévisionnel 2023 | Recettes propres | Subventions sollicitées aux autres collectivités, fondations ou structures | Subvention sollicitée au Département du Val d'Oise | Subvention proposée par le Département du Val d'Oise |
|---|---|---|---|---|---|
| Théâtre du Cristal | 442 000 € | 102 000 € | Etat (DRAC d'Ile de France) : 42 500 €<br><br>Conseil régional d'Ile de France : 118 000 € | 46 000 € | 46 000 €<br><br>(Direction de la culture : 16 000 €<br><br>Direction des Personnes Handicapées : 30 000 €) |
| MESH | 298 243 € | 120 085 € | Etat (DRAC d'Ile de France) : 60 000 €<br><br>Etat (Ministère de la Vie associative) : 10 000 €<br><br>Etat (Ministère des Solidarités) : 3 000 €<br><br>Conseil départemental des Hauts de Seine : 15 000 € | 20 000 € | 15 000 €<br><br>(Direction de la culture : 7 000 €<br><br>Direction des Personnes Handicapées : 8 000 €) |
| ACTA | 320 976 € | 63 942 € | Etat (DRAC d'Ile de France) : 50 000 €<br><br>Commune de Villiers-le-Bel : 25 325 € | 52 300 € | Direction de la culture : 52 300 € |
| TOTAL | | | | | 113 300 € |

Il est rappelé que selon la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020, relative à l'adoption du Plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des Valeurs de la République et de la Laïcité, les organismes financés, et concernés par ce dispositif, devront signer la Charte des Valeurs de la République et de la Laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale.

Il est rappelé qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des Valeurs de la République et de la Laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**ACCORDER** un total de subventions de 113 300 €, au titre de l'année 2023, aux trois pôles ressources suivants, pour leur action en faveur de l'inclusion culturelle et de la petite enfance :

- 46000 € à l'association Théâtre du Cristal, dont :
  - 16 000 € au titre de l'aide aux compagnies de théâtre professionnelles ;
  - 30 000 € au titre de l'aide à l'insertion des personnes handicapées ;

- 15 000 € à l'association Musique Et Situations de Handicap (MESH), dont :
  - 7 000 € au titre de l'action culturelle ;
  - 8 000 € au titre de l'aide à l'insertion des personnes handicapées ;

- 52 300 € à l'Association de Création Théâtrale et Audiovisuelle (ACTA), dont :
  - 37 300 € au titre de l'aide aux pôle ressources du Val d'Oise ;
  - 15 000 € au titre du dispositif "Pépite" dans le cadre du développement des présences artistiques sur le territoire ;

**INDIQUER** que, compte tenu des acomptes d'un montant total de 31 380 € approuvés par délibération n° 2-63 du 16 décembre 2022 pour la compagnie ACTA, le montant de la subvention restant à verser s'élève à 20 920 € ;

**APPROUVER** les termes de la convention de subventionnement départemental annuelle 2023 avec MESH et des deux conventions de subventionnement départemental triennales 2023-2025 avec le Théâtre du Cristal et ACTA ;

**M'AUTORISER** à signer ces documents et leurs avenants éventuels ;

**PRECISER** que les organismes financés doivent signer la Charte des Valeurs de la République et de la Laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELER** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des Valeurs de la République et de la Laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits sur les imputations 6574 // 311 et 6574 // 52 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-22-1**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Soutien à trois pôles ressources en inclusion et Petite Enfance.

Culture – Service des Publics – Développement culturel – Culture et lien social et – Eveil artistique

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département en faveur des publics fragiles du Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 46 000 €, au titre de l'année 2023, à l'association Théâtre du Cristal pour ses actions favorisant l'accès à la culture pour tous, dont :

- 16 000 € au titre de l'aide aux compagnies de théâtre professionnelles ;
- 30 000 € au titre de l'aide à l'insertion des personnes handicapées ;

**APPROUVE** les termes de la convention de subventionnement départemental triennale 2023-2025 à conclure avec l'association Théâtre du Cristal et **AUTORISE** la Présidente à signer ce document et ses éventuels ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la Charte des Valeurs de la République et de la Laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6574 // 311 et 6574 // 52 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-22-2**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Soutien à trois pôles ressources en inclusion et Petite Enfance.

Culture – Service des Publics – Développement culturel – Culture et lien social et – Eveil artistique

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département en faveur des publics fragiles du Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 15 000 €, au titre de l'année 2023, à l'association Musique Et Situations de Handicap (MESH) pour ses actions favorisant l'accès à la culture pour tous, dont :

- 7 000 € au titre de l'aide aux compagnies de théâtre professionnelles ;
- 8 000 € au titre de l'aide à l'insertion des personnes handicapées ;

**APPROUVE** les termes de la convention de subventionnement départemental annuelle 2023 à conclure avec l'association MESH et **AUTORISE** la Présidente à signer ce document et ses avenants éventuels ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6574 // 311 et 6574 // 52 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-22-3**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Soutien à trois pôles ressources en inclusion et Petite Enfance.

Culture – Service des Publics – Développement culturel – Culture et lien social et – Eveil artistique

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département en faveur des publics fragiles du Val d'Oise ;

**ACCORDE** une subvention de 52 300 €, au titre de l'année 2023, à l'Association de Création Théâtrale et Audiovisuelle (ACTA) pour ses actions favorisant l'accès à la culture pour tous, dont :

- 37 300 € au titre de l'aide aux pôle ressources du Val d'Oise ;
- 15 000 € au titre du dispositif "Pépite" dans le cadre du développement des présences artistiques sur le territoire ;

**INDIQUE** que, compte tenu des acomptes d'un montant total de 31 380 € approuvés par délibération n° 2-63 du 16 décembre 2022 pour la compagnie ACTA, le montant de la subvention restant à verser s'élève à 20 920 € ;

**APPROUVE** les termes de la convention de subventionnement départemental triennale 2023-2025 à conclure avec la compagnie ACTA et **AUTORISE** la Présidente à signer ce document et ses avenants éventuels ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**CONVENTION CADRE PLURIANNUELLE**
**Théâtre du Cristal**
**2023-2024-2025**

entre :

**l'Etat**, ministère de la Culture et de la Communication (Direction régionale des affaires culturelles), représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
désigné sous le terme « **l'administration** »,

**le Département du Val d'Oise**, sis 2, avenue du Parc - 95032 Cergy-Pontoise Cedex, représenté par madame Marie-Christine Cavecchi, Présidente du Conseil départemental, dûment habilitée par délibération n° du
désigné sous le terme « **le Département »**

d'une part

et :

**l'association** dénommée « Théâtre du Cristal » association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à la Maison des associations 13, allée du Stade 95610 Éragny sur Oise
représentée par sa présidente, Marie-Claude Richet, n° SIRET 381 981 158 00078,
désignée sous le terme de « **l'association** »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

Considérant **la volonté du ministère de la Culture et de la Communication** relative à la mise en œuvre d'un programme d'actions de mise en réseau, et plus particulièrement dédié aux domaines de la culture et de la santé dont l'action actuelle ou les perspectives du développement relèvent manifestement d'objectifs d'intérêt national ;

Considérant la volonté du ministère de la Culture et de la Communication, exprimée à travers la « Charte de mission de service public du spectacle vivant », du 23 octobre 1998, de définir un cadre contractuel à l'action commune de l'Etat et des collectivités territoriales en faveur du développement du spectacle vivant ;

Considérant la stratégie 2022-2028 adoptée par l'Assemblée départementale du 18 février 2022, qui fait de l'accès à la diffusion de la culture en faveur de ses publics prioritaires et fragiles un enjeu majeur de la politique culturelle départementale ;

Considérant **le protocole d'accord conclu entre le Ministère de la culture et de la communication - DRAC d'Ile-de-France et le département** ayant pour objet la poursuite d'objectifs prioritaires communs, et notamment l'accompagnement des présences artistiques sur le territoire ;

Considérant la **politique départementale en faveur des personnes handicapées** visant à favoriser l'accès à la culture définie notamment dans le Schéma Départemental des Personnes Handicapées du Val d'Oise ;

Considérant les publics prioritaires du Département en relation avec ses compétences obligatoires : petite enfance, enfance protégée, collégiens, personnes handicapées, personnes en insertion et personnes âgées.

Considérant **les missions que le Théâtre du Cristal** s'est donné au travers de ses statuts ;

Considérant que le projet artistique du Théâtre du Cristal est soutenu et suivi depuis plusieurs années par les collectivités locales et par l'administration

PROJET

Considérant la capacité du Théâtre du Cristal, dirigé par Olivier Couder, directeur artistique et metteur en scène

- d'une part à s'ancrer dans la création contemporaine en créant et diffusant des spectacles.

- d'autre part à organiser une mise en réseau au niveau départemental et régional dans le but de favoriser l'accès à la culture des personnes en situation de handicap que ce soit pour la fréquentation des œuvres ou pour la pratique artistique professionnelle et amateur

Considérant la richesse des partenariats du Théâtre du Cristal, existants et à venir, à l'échelle locale, régionale et nationale et l'activité de pôle art et handicap qu'il a su constituer depuis de longues années en Val d'Oise

Les parties précitées décident de joindre leurs efforts pour soutenir le Théâtre du Cristal et d'établir à ce titre une convention pluriannuelle d'objectifs pour les années 2023, 2024 et 2025, afin de conforter son projet artistique et d'accompagner le développement du pôle art et handicap.

**Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit.**

**ARTICLE 1er - Objet de la convention pluriannuelle**

Cette convention vise à :

Soutenir les activités du Théâtre du Cristal :
- le développement de l'accès des personnes handicapées à la culture, à travers les actions de son pôle "art et handicap"
- ses activités de création, de diffusion et d'action culturelle sur le territoire du Val d'Oise.

Les missions du pôle "art et handicap" sont les suivantes :

**1 Être un appui technique pour accompagner la politique départementale du Val d'Oise**

- développer les partenariats inter-établissements culturels et médico-sociaux, et les formaliser par la signature d'une convention de partenariat ;
- élargir et animer le réseau des associations et établissements participants à la démarche ;
- établir progressivement un annuaire des référents handicap au sein des lieux culturels, et référents culturels au sein des établissements médico-sociaux) ;
- inciter à la rédaction d'un volet culturel dans le projet d'établissement médico-social ;
- sensibiliser les établissements culturels et médico-sociaux à la nécessité de nommer ou embaucher un médiateur culturel ou handicap.
- Co-construire avec le département du Val d'Oise des rencontres professionnelles regroupant médicosociaux et culturels.

**2 Poursuivre et développer la mise en œuvre d'actions culturelles**

- Réalisation d'ateliers théâtraux par des artistes comédiens dans les établissements médico sociaux d'Ile de France. Poursuite de l'atelier amateur hebdomadaire, le mardi, gratuit et ouvert à tous.
- Actions de sensibilisation dans les écoles spécialisées (EPSS, ISRP…) ou sensibilisation des personnels d'accueil des établissements culturels et des personnels encadrants des établissements médico sociaux.
- Poursuite de la diffusion d'un spectacle léger, autonome techniquement qui puisse se déplacer dans les établissements médico-sociaux.
- Mise en place de nouvelles médiations co-construites avec les comédiens du Théâtre du Cristal (ex : FALC) et formation de l'équipe du Théâtre du Cristal (Souffleurs d'Images, FALC, langue des signes par exemple)
- Mise en place d'actions de sensibilisation autour du spectacle jeune public en création pour 2024

PROJET

**3 Elaborer le festival Art et handicap IMAGO :**

- **à l'échelle départementale** : renforcer le réseau des lieux de diffusion, développer la création de petites formes en établissements médico-sociaux ; co-construire et co-organiser les rencontres professionnelles Val d'Oisienne,

- **à l'échelle régionale** : développer des partenariats avec de nouveaux lieux de diffusion franciliens, en y associant la Région, les départements, les établissements culturels de référence ainsi que les établissements d'éducation populaire.

La manifestation comprendra une programmation culturelle mais aussi des rencontres professionnelles, des débats, des colloques favorisant les partenariats, dans plusieurs lieux (cinémas, bibliothèques, théâtres, maisons de quartiers, établissements médico-sociaux et sanitaires…).

**4 Construire et animer un « réseau francilien d'accessibilité culturelle » : IMAGO – Le Réseau**

Contribuer au développement régional de la démarche "Culture et handicap", notamment en accompagnant les départements volontaires. En 2023, les structures suivantes constituent le réseau IMAGO : 95 - Théâtre du Cristal ; 78/92 - la Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent et de l'Adulte en Yvelines (SEAY); 75 - les Souffleurs de sens ; 77 - Collectif Scènes 77 ; 91 - Culture du Cœur et Conseil départemental de l'Essonne ; 94 - Anis Gras le Lieu de l'Autre.

Le directeur du Théâtre du Cristal, Olivier Couder, est responsable de la mise en œuvre de la présente convention liée à son projet artistique et culturel et effectue ses choix artistiques en pleine indépendance.
En conséquence, la présente convention deviendrait caduque en cas de départ du directeur avant le terme de celle-ci.

**ARTICLE 2 - Durée de la convention**
La présente convention couvre les années 2023-2024-2025, sous réserve de la présentation chaque année par **l'association,** à l'expiration d'un délai de six mois après la clôture de l'exercice comptable, du bilan quantitatif et qualitatif annuel du programme d'actions.

**ARTICLE 3 – Modalités d'exécution et de suivi**
**L'association** s'engage à réunir au moins une fois par an, un comité de suivi composé de représentants de la DRAC et du Conseil départemental du Val d'Oise comme un espace d'échange, de proposition et de consultation autour du projet artistique défini dans la présente convention, de son développement, et ayant pour vocation de soutenir et structurer au mieux les différentes actions menées et leur rayonnement sur les territoires concernés au niveau local, départemental, régional et national.

**ARTICLE 4 - Modalités budgétaires, financières, comptables**

**Pour le Département :**
Le Département apporte son soutien financier au pôle art et handicap sous la forme d'une subvention versée à la l'association pour un montant prévisionnel maximal de 138 000 € (cent trente-huit mille euros) pour les années 2023, 2024 et 2025, soit 46 000 € (quarante-quatre mille euros) par an.

Ce montant ne constitue en aucune manière un engagement de l'assemblée délibérante. Les montants du soutien seront déterminés annuellement par l'assemblée délibérante et feront l'objet d'une convention financière annuelle entre le Département et l'association, sous réserve du vote des crédits correspondants par l'assemblée délibérante.

**Pour l'administration :**
Pour l'année 2023, l'administration contribue financièrement par le biais d'une convention annuelle pour un montant de 36 500 € répartis comme suit :
- 35 000 € au titre de la mise en réseau
- 1 500 € de financements complémentaires au titre d'autres actions spécifiques

Les modalités de financement seront précisées dans le cadre de conventions bilatérales annuelles. Le montant de la subvention sera notifié chaque année sous réserve des crédits disponibles.

PROJET

Sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances et des modalités de mise en réserve Parlementaire, les montants prévisionnels s'établissent, pour les années suivantes, à :
- pour la seconde année : 36 500 € (trente six mille cinq cents euros) ;
- pour la troisième année : 36 500 € (trente six mille cinq cents euros) ;

**ARTICLE 5 - Autres engagements**

Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts du théâtre durant l'exécution de la présente convention, ou si le théâtre est dissout, le théâtre s'engage sans délai auprès de l'administration :

- soit à lui communiquer la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications conformément mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;
- soit à l'informer de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).

Dans les deux cas, il fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

**ARTICLE 6 - Sanctions**

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution ou en cas de retard significatif pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, sans l'accord écrit des partenaires publics, celles-ci peuvent soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. Les partenaires publics en informent l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 7 - Evaluation**

L'évaluation fait l'objet de comités de suivi organisés chaque année entre les parties. Elle porte sur la conformité des résultats qualitatifs et quantitatifs aux objectifs mentionnés à l'article 1er. L'association s'engage à fournir chaque année un bilan d'activité annuel avant la fin du mois de mars.

**ARTICLE 8 - Conditions de renouvellement de la convention**

Le renouvellement de la présente convention est subordonné au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article 7.

**ARTICLE 9 - Avenant**

Toute modification des conditions de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

**ARTICLE 10 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

**ARTICLE 11 – Communication**

L'association s'engage à mentionner l'aide des deux autres signataires de la présente sur tous documents et supports relatifs à ses activités et destinés à être diffusés. Elle s'engage à faire figurer, en bonne place et de façon lisible, sur tous les outils de communication (papier, numérique, audiovisuel…) le logotype de ses partenaires.

**ARTICLE 12 – Compétence juridictionnelle**

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Paris.

PROJET

**ARTICLE 13 – Annexes**

Des annexes font partie intégrante de la présente convention et précisent :

- annexe 1 : Objectifs création, diffusion de spectacles et actions culturelles
- annexe 2 : budget prévisionnel du projet artistique et culturel sur la durée de la convention
- annexe 3 : moyens humains en 2023 affectés à la réalisation du projet artistique
- annexe 4 : contributions non financières dont le Théâtre du Cristal dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 3 (mise à disposition de locaux, moyens techniques…).
- annexe 5 : bilan des activités et de la réalisation des objectifs durant la période de conventionnement 2020-2021-2022

A Paris, le
Pour le ministère de la Culture et de la Communication,
Le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,

A Cergy, le
Pour le Département,
Madame Marie Christine Cavecchi,
Présidente du Conseil départemental,

A Eragny sur Oise, le
Pour l'association,
Madame Marie-Claude Richet
Présidente du Théâtre du Cristal

Visa du Contrôleur budgétaire régional

en date du

PROJET

**ANNEXE 1 Projets de création, diffusion de spectacles, actions culturelles et ateliers de pratique artistique pour 2023 /2024 /2025**

**Les projets triennaux menés sur l'ensemble de la période**

## 1. LES CREATIONS

- **Les visites décalées**

Le Théâtre du Cristal a inventé ce concept et s'en est fait une spécialité. Le principe consiste à créer une visite théâtralisée qui pose un regard nouveau, singulier et poétique sur des collections. Les comédiens du Théâtre du Cristal, loin des connaissances et pré-requis habituels, posent un regard oblique, souvent radical, qui sait aller à l'essentiel. Les comédiens ont une méthode infaillible pour faire parler les œuvres et déjouer les discours de spécialistes de l'histoire de l'art. Pour révéler les aspects qui touchent au ressenti le plus intime, ils s'accrochent au plus petit bout de la lorgnette. Ils partent d'un détail et balayent à partir de ce point tout le spectre de nos émotions. Ou bien ils racontent une histoire. Le tableau devient le moteur d'un scénario donnant la parole à un personnage du tableau ou au peintre lui-même, faisant ainsi exister le monde autour de l'œuvre. À chaque fois, il s'agit de s'adresser à la partie intime du spectateur et de mettre en mouvement les émotions qu'il a ressentis ou pressentis devant le tableau.

En 2023, une visite décalée de l'exposition d'Hubert Duprilot « The Walk » à Rouen a eu lieu le vendredi 3 mars. Deux visites des collections du musée Matisse sont prévues au Cateau Cambrésis le 5 avril 2023.

Des contacts avancés sont pris avec le musée du Louvre et avec le musée Carnavalet.

Des contacts débutants sont en cours avec le musée de l'Homme et le service d'archéologie préventive.

Des visites décalées des collections d'objets détenus par la BNF à Richelieu ont été un temps envisagé, annulée par la Covid mais le projet existe toujours.

Il est vraisemblable que nous créerons une moyenne de deux visites décalées par an au minimum.

- **Le loup, la jeune fille et le chasseur.**

Cela faisait longtemps que j'envisageais de monter un spectacle Jeune Public. Le texte de Bénédicte Couka m'a décidé à passer à l'acte. Cette pièce revisite le thème du Petit Chaperon Rouge en lui donnant une touche résolument moderne. La jeune fille n'est plus une pauvre innocente qui désobéit et qu'il faut protéger. Elle a acquis maturité et indépendance. Elle veut prendre le large et s'affranchir d'une famille qui sent le renfermé. Elle ne tombe pas dans le piège du loup alors que ses parents, adultes défaillants, incapables de protéger leur fille, se laissent séduire et croquer. La scène où le loup rencontre le chien du chasseur est particulièrement forte. On y voit un loup stupéfait de rencontrer un être à la fois si proche et si différent. Le loup paraît plus humain quand le chien dans son obéissance à une conscience aveugle semble condamné à l'animalité, mais le loup semble également esclave de son instinct, là où le chien a su domestiquer et maîtriser son animalité.

Ce spectacle s'adresse à tous les publics à partir de 6 ans. La création est prévue pour 2024. Il devrait mêler théâtre, danse et musique.

En 2025, outre les visites décalées, j'aimerais monter un « cabaret d'amour ». On nous demande encore très régulièrement le « Cabaret des frissons garantis » qui continue de tourner depuis plus de 10 ans… Il est temps de passer à autre chose ! Le thème de l'amour m'intéresse à deux titres : il est traité dans la littérature comme dans la musique avec des variations infinies qui en font un thème d'une richesse exceptionnelle. De Virginie Despentes à Musset, Platon, Sade, Jacques Brel, Léo Ferré etc.

PROJET

Le cabaret se prête à une forme de kaléidoscope où les propos les plus divers peuvent s'enchaîner dans le fouillis apparent permis par les passages de rideaux. La forme de ce cabaret devrait être moins classique que le précédent, plus éclaté, avec un dispositif scénique moins frontal qui rapproche et intègre les spectateurs à la représentation.

Le second aspect qui m'intéresse sur le thème de l'amour est qu'il entre en résonnance avec un fort enjeu sociétal contemporain. La sexualité des personnes en situation de handicap a été longtemps déniée, combattue ou passée sous silence. La période actuelle marque un changement et voit naître un véritable rapport de force entre différentes fractions de la société. Le public auquel nous nous adressons comprend de nombreuses personnes en situation de handicap. Puisse un spectacle come celui-ci leur permettre de mieux se saisir des enjeux personnels qu'ils rencontrent dans leur vie et éclairer plus largement l'ensemble du public sur une thématique qui devait ouvrir bien des interrogations plutôt que l'affirmation de certitudes bien trop simplistes.

Pour cette nouvelle création, il est envisagé d'inviter un metteur en scène extérieur à la compagnie.

## 2. LE POLE ART ET HANDICAP VAL D'OISIEN

- En 2023, le pôle art et handicap souhaite être partenaire du conseil du Conseil Départemental du Val d'Oise pour une étude diagnostic sur le territoire afin d'évaluer l'évolution des pratiques art & handicap depuis 2010

- Les conventions de jumelage restent la pierre angulaire du Pôle Art et Handicap avec un aspect qualitatif et un aspect quantitatif.
  Aspect quantitatif : développer de nouveaux partenariats s'adressant à des EC et des ESMS n'ayant pas encore mis en place des actions communes.
  Une vigilance particulière sera apportée aux ESMS sous tutelle du département.
  Aspect qualitatif : développer des outils d'évaluation performants. Fiche évaluation pour les ESMS, les EC et les bénéficiaires.

- Poursuite des ateliers de pratique amateur dans les ESMS. Constitution d'un réseau d'artistes intervenants dont la pédagogie est adaptée au handicap. Mise en place de réunions pour construire un référentiel et une culture commune.

- Rédaction d'une charte pédagogique pour les ateliers de sensibilisation et les ateliers de formation en direction des personnes en situation de handicap.

- Dans le cadre du festival IMAGO, construire un nouveau projet amateur fédératif, « ON EMBARQUE ».

- Mise à jour de la carte interactive du val d'Oise en entrant les coordonnés des nouvelles référentes et nouveaux référents.
- Les rencontres professionnelles sont un temps fort qui permet des avancées importantes de la réflexion et des pratiques. Nous co-organiserons ces rencontres avec le département afin de donner plus de poids et de faire avancer les thématiques qui nous paraîtront prioritaires. Nous pourrions passer à un rythme annuel, avec une rencontre, en années impaires, réservée aux référents « culture » et « handicap », et artistes déjà en poste pour travailler en finesse les retours de terrain, et mener des rencontres concernant les méthodes de travail, les nouveaux projets à impulser et une rencontre ouverte à tous pour sensibiliser de nouveaux partenaires, les années de Festival ( années paires ).

PROJET

- Rédaction de fiches pratiques qui viennent compléter les deux fiches déjà réalisées, « Aide à la sortie culturelle avec des personnes présentant un handicap complexe » à usage des personnels des établissements culturels, et « création d'une convention de jumelage ». Ces deux nouvelles fiches seront « Aide à la sortie culturelle avec des personnes présentant un handicap complexe » à usage des personnels des établissements médicosociaux et « Accueil des personnes présentant un handicap dans les salles de concert ».

- Continuer les interventions dans les écoles de travailleurs sociaux (EPSS, ISRP, IRTS)..

## 3. LES ACTIONS TRANSVERSALES COMPAGNIE/PÔLE ART ET HANDICAP

- En 2023 /2024 : Résidence d'écriture avec une classe de collège ou lycée ou allophone, ou bien une médiathèque de département.
- En 2024 : Projet autour de Gustav Mahler réunissant professionnels et amateurs à l'Abbaye de Royaumont

Sur l'ensemble de la période :

- Rapprochement avec les festivals, les réseaux et les pôles artistiques existant dans le Val d'Oise sur les deux enjeux de l'accès aux œuvres et aux plateaux des personnes en situation de handicap : PIVO, Escale Danse, Jazz au fil de l'Oise, Cirqu'évolution, Musique Baroque, Cible 95 (contacts déjà anciens, à développer ou entretenir), BDVO, Référents handicap des com. d'agglo.
- Les visites décalées permettant la fréquentation des œuvres et le regard créatif des comédiens de la compagnie. Recherche de partenariat avec Auvers, Delphine Travers.
- Théâtre Forum à construire sur mesure pour des actions de sensibilisation sur l'ensemble du territoire.

## 4. FESTIVAL IMAGO

En sus du travail entrepris pour chaque festival, réaliser en partenariat avec Combo 95 une programmation plus étoffée sur la musique.

## 5. AGENCE ARTISTIQUE CRISTAL

En 2021 a été créé une **agence artistique spécialisée** dans l'emploi de comédiens en situation de handicap.

La phase de structuration étant achevée, les actions visées pour les trois prochaines années sont :

- Élargissement et formation d'un panel plus diversifié d'acteurs en situation de handicap : un partenariat est en cours d'aboutissement avec une école de formation audiovisuelle,
- Mise en avant des talents : onglet dédié sur le site du Théâtre du Cristal, constitution des books photo et vidéo des acteurs
- Travail de prospection auprès des réalisateurs, directeurs de casting, producteurs… pour les convaincre du bien-fondé de telles embauches.
- Accompagnement des talents au quotidien lorsque cela est demandé par la production audiovisuelle.

PROJET

**ANNEXE 2-DONNEES FINANCIERES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **BUDGET PREVISIONNEL 2023** | | **NON ASSUJETTI TVA** | |
| | | | |
| **CHARGES** | | **PRODUITS** | |
| **ACHATS / SERVICES EXTERIEURS** | **73 000 €** | **SUBVENTIONS** | **215 500 €** |
| Achats d'études et prestations | 5 000 € | | |
| Achats non stockés matières | 2 000 € | DRAC/Service Théâtre convention | 35 000 € |
| Fournitures entretien/petit équipement | 1 500 € | DRAC/SDAT option bac | 1 500 € |
| Fournitures administratives | 2 000 € | | |
| Dépenses artistiques et logistiques | | Education /FDVA | 12 000 € |
| liées aux projets | 18 800 € | | |
| Sous traitance générale | 7 500 € | Conseil régional IDF culture | 118 000 € |
| Locations immobilières | 2 500 € | | |
| Entretien et réparation / maintenance | 2 500 € | Conseil départemental 95 | 46 000 € |
| Assurances | 1 800 € | | |
| Documentation | 500 € | | |
| Droits d'auteurs | 2 500 € | Ville de Paris | 3 000 € |
| Honoraires comptables | 4 500 € | | |
| Publicité, publications | 4 000 € | | |
| Déplacements | 7 000 € | | |
| Missions reception | 8 500 € | **AUTRES SUBVENTIONS** | **56 500 €** |
| Frais postaux et télécommunication | 2 200 € | **ou ASSIMILES** | |
| Services bancaires | 200 € | Lycée Vaucresson option bac | 1 500 € |
| | | | |
| | | Fondation Philippe Sibieude | 15 000 € |
| **IMPOTS, TAXES, ASSIMILÉS** | **1 500 €** | sous égide de la fondation John Bost | |
| Impôts, taxes et assimilés | 1 500 € | Fondation Bruneau | 25 000 € |
| | | Autres aides dont Mécénat | 15 000 € |
| **SALAIRES ET TRAITEMENTS** | **214 500 €** | | |
| Personnel administratif | 102 000 € | | |
| Indemnités divers | 4 500 € | | |
| Personnel artistique intermittent | 100 000 € | **PRODUCTION PROPRE** | **102 000 €** |
| Personnel technique intermittent | 8 000 € | Recettes propres | 90 000 € |
| | | ESAT La Montagne | 12 000 € |
| **CHARGES SOCIALES** | **85 000 €** | | |
| Charges sociales | 85 000 € | | |
| | | | |
| **AMORTISSEMENTS & PROVISIONS** | **2 500 €** | **REPRISE PROV / INVEST** | **2 500 €** |
| Amortissements et provisions | 2 500 € | Reprise Provi / Invest | 2 500 € |
| | | | |
| **TOTAL CHARGES** | **376 500 €** | **TOTAL PRODUITS** | **376 500€** |

PROJET

| BUDGET PREVISIONNEL 2024 | | | NON ASSUJETTI TVA | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| **CHARGES** | | | **PRODUITS** | |
| **ACHATS / SERVICES EXTERIEURS** | **81 000 €** | | **SUBVENTIONS** | **215 500 €** |
| Achats d'études et prestations | 5 000 € | | | |
| Achats non stockés matières | 1 500 € | | DRAC/Service Théâtre convention | 35 000 € |
| Fournitures entretien/petit équipement | 1 500 € | | DRAC/SDAT option bac | 1 500 € |
| Fournitures administratives | 2 000 € | | | |
| Dépenses artistiques et logistiques | | | Education /FDVA | 12 000 € |
| liées aux projets | 30 000 € | | | |
| Sous traitance générale | 7 500 € | | Conseil régional IDF culture | 118 000 € |
| Locations immobilières | 2 500 € | | | |
| Entretien et réparation / maintenance | 2 000 € | | Conseil départemental 95 | 46 000 € |
| Assurances | 1 800 € | | | |
| Documentation | 300 € | | Ville de Paris | 3 000 € |
| Droits d'auteurs | 2 700 € | | | |
| Honoraires comptables | 4 500 € | | | |
| Publicité, publications | 4 500 € | | | |
| Déplacements | 5 300 € | | **AUTRES SUBVENTIONS** | **71 500 €** |
| Missions reception | 7 000 € | | **ou ASSIMILES** | |
| Frais postaux et télécommunication | 2 700 € | | Lycée Vaucresson option bac | 1 500 € |
| Services bancaires | 200 € | | | |
| | | | Fondation Philippe Sibieude | 15 000 € |
| **IMPOTS, TAXES, ASSIMILÉS** | **1 500 €** | | sous égide de la fondation John Bost | |
| Impôts, taxes et assimilés | 1 500 € | | Fond de dotation Entreprendre pour Aider | 10 000 € |
| | | | Autres aides dont Mécénat | 20 000 € |
| **SALAIRES ET TRAITEMENTS** | **215 000 €** | | | |
| Personnel administratif | 102 000 € | | Co-productions / aides à la création | 25 000 € |
| Indemnités divers | 5 000 € | | | |
| Personnel artistique intermittent | 101 000 € | | **PRODUCTION PROPRE** | **97 000 €** |
| Personnel technique intermittent | 7 000 € | | Recettes propres | 75 000 € |
| | | | ESAT La Montagne | 12 000 € |
| | | | Festival IMAGO | 10 000 € |
| **CHARGES SOCIALES** | **86 500 €** | | | |
| Charges sociales | 86 500 € | | | |
| | | | | |
| **AMORTISSEMENTS & PROVISIONS** | **2 500 €** | | **REPRISE PROV / INVEST** | **2 500 €** |
| Amortissements et provisions | 2 500 € | | Reprise Provi / Invest | 2 500 € |
| | | | | |
| **TOTAL CHARGES** | **386 500 €** | | **TOTAL PRODUITS** | **386 500€** |

PROJET

| BUDGET PREVISIONNEL 2025 | | | NON ASSUJETTI TVA | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| **CHARGES** | | | **PRODUITS** | |
| **ACHATS / SERVICES EXTERIEURS** | **78 500 €** | | **SUBVENTIONS** | **215 500 €** |
| Achats d'études et prestations | 5 000 € | | | |
| Achats non stockés matières | 1 100 € | | DRAC/Service Théâtre convention | 35 000 € |
| Fournitures entretien/petit équipement | 1 500 € | | DRAC/SDAT option bac | 1 500 € |
| Fournitures administratives | 2 500 € | | | |
| Dépenses artistiques et logistiques | | | Education /FDVA | 12 000 € |
| liées aux projets | 28 000 € | | | |
| Sous traitance générale | 7 500 € | | Conseil régional IDF culture | 118 000 € |
| Locations immobilières | 3 000 € | | | |
| Entretien et réparation / maintenance | 2 500 € | | Conseil départemental 95 | 46 000 € |
| Assurances | 2 000 € | | | |
| Documentation | 300 € | | Ville de Paris | 3 000 € |
| Droits d'auteurs | 2 500 € | | | |
| Honoraires comptables | 4 500 € | | | |
| Publicité, publications | 4 700 € | | | |
| Déplacements | 5 500 € | | **AUTRES SUBVENTIONS** | **61 500 €** |
| Missions reception | 5 000 € | | **ou ASSIMILES** | |
| Frais postaux et télécommunication | 2 700 € | | Lycée Vaucresson option bac | 1 500 € |
| Services bancaires | 200 € | | | |
| | | | Fondation Philippe Sibieude | 15 000 € |
| **IMPOTS, TAXES, ASSIMILÉS** | **1 500 €** | | sous égide de la fondation John Bost | |
| Impôts, taxes et assimilés | 1 500 € | | | |
| | | | Autres aides dont Mécénat | 25 000 € |
| **SALAIRES ET TRAITEMENTS** | **215 000 €** | | | |
| Personnel administratif | 102 000 € | | Co-productions / aides à la création | 20 000 € |
| Indemnités divers | 5 000 € | | | |
| Personnel artistique intermittent | 101 000 € | | **PRODUCTION PROPRE** | **104 000 €** |
| Personnel technique intermittent | 7 000 € | | Recettes propres | 92 000 € |
| | | | ESAT La Montagne | 12 000 € |
| | | | | |
| **CHARGES SOCIALES** | **86 000 €** | | | |
| Charges sociales | 86 000 € | | | |
| | | | | |
| **AMORTISSEMENTS & PROVISIONS** | **2 500 €** | | **REPRISE PROV / INVEST** | **2 500 €** |
| Amortissements et provisions | 2 500 € | | Reprise Provi / Invest | 2 500 € |
| | | | | |
| **TOTAL CHARGES** | **383 500 €** | | **TOTAL PRODUITS** | **383 500€** |

PROJET

**ANNEXE 3 - Moyens humains affectés à la réalisation du projet artistique**

Etat du personnel en service (équipe permanente) au 1er janvier 2023 :

- Un directeur artistique

- Une administratrice / CDI à temps plein
- Une chargée de projet art et handicap, médiatrice culturelle / CDI à temps plein
- Une chargée de diffusion et relations publiques / CDI à temps plein
- Un médiateur culturel / CDD à plein temps jusqu'au 16/11/2023 avec possibilité de reconduction et/ou embauche en CDI si possible.

Et une équipe artistique et technique composée d'intermittents du spectacle.
Metteurs en scène, comédiens, musiciens, artistes chorégraphiques, décorateur, costumier, régisseurs…

Et la troupe permanente composée de douze comédiens en situation de handicap issue de notre partenariat avec HAARP et l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail la Montagne de Cormeilles en Parisis, et un comédien en situation de handicap en stage.
Ces douze comédiens font partie de l'ESAT la Montagne et sont pris en charge à plein temps par le Théâtre du Cristal. Le Théâtre du Cristal assure leur formation artistique et les incorpore dans les créations et diffusions de ses spectacles. Ces douze comédiens participent activement à la vie de compagnie du Théâtre du Cristal.

Sur l'année 2020, 25 salariés ont été employés représentant 5,42 équivalents temps plein.
5,42 ETP dont 4,76 ETP permanents et 0,66 ETP intermittents soit 12 hommes et 13 femmes.

Sur l'année 2021, 34 salariés ont été employés représentant 5,49 équivalents temps plein.
5,49 ETP dont 4,45 ETP permanents et 1,04 ETP intermittents soit 17 hommes et 17 femmes.

Sur l'année 2022, 42 salariés ont été employés représentant 5,40 équivalents temps plein.
5,40 ETP dont 4,25 ETP permanents et 1,15 ETP intermittents soit 20 hommes et 22 femmes.

PROJET

**ANNEXE 4 - Contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés dans l'article 3 de la présente convention**

Locaux du Théâtre du Cristal mis à disposition par la Ville d'Eragny sur Oise dans le cadre d'une convention comprenant :

Salles de répétition, locaux techniques et bureaux.

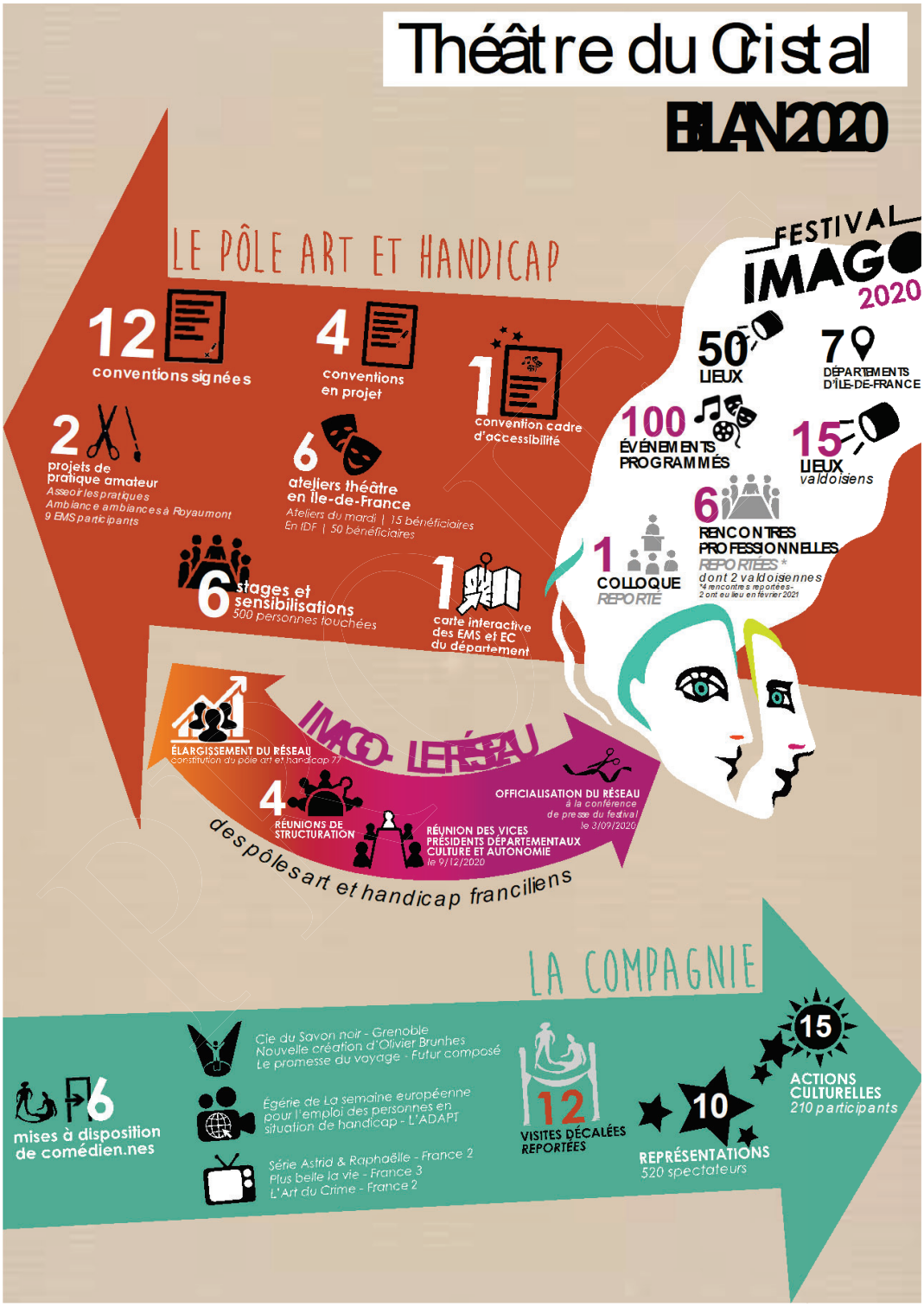
Mise à disposition de matériel scénique dans les locaux mis à disposition du Théâtre du Cristal.

Matériel d'éclairage et de sonorisation. Matériel technique. Réserves de décors, d'accessoires et de costumes.

Prise en charge par le Théâtre du Cristal du coût des fluides (eau, électricité…) et des coûts relatifs au fonctionnement du bâtiment.

PROJET

**ANNEXE 5 - BILAN DES ACTIVITES ET DE LA REALISATION DES OBJECTIFS DURANT LA PERIODE DE CONVENTIONNEMENT 2020-2021-2022**



**CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DEPARTEMENTAL**
**ASSOCIATION MESH - ANNEE 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2, avenue du Parc - CS 20201 CERGY - 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par la délibération n°…….. de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023 ;

Ci-après désigné "le Département",

**D'UNE PART,**

**ET**

L'Association MESH « Musique et Situations de Handicap », représentée par Isabelle BOUILLON-SOUBIGOU – Présidente – domiciliée 5, rue Laennec – 95330 DOMONT ;

Ci-après désignée "l'association",

**D'AUTRE PART,**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Considérant la stratégie 2022-2028 adoptée par l'Assemblée départementale du 18 février 2022, qui fait de l'accès à la diffusion de la culture en faveur de ses publics prioritaires et fragiles un enjeu majeur de la politique culturelle départementale ;

Le Département a décidé, par la délibération n°…….. de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023, de subventionner l'association MESH. Les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA SUBVENTION**

L'association "Musique et Situation de Handicap" (MESH) œuvre pour l'accès des personnes handicapées (adultes et enfants) aux pratiques musicales, afin de favoriser leur développement personnel et leur insertion sociale. Elle accompagne également les professionnels de la culture, du secteur médico-social et de l'Education nationale qui souhaitent développer ces activités et qui sont confrontés à des difficultés particulières liées au handicap de leurs élèves.

La présente convention de subventionnement a pour objet de soutenir l'association dans ses missions de centre-ressources. Les objectifs définis pour l'année 2023 sont les suivants :

**Accompagnement des publics, des professionnels, des établissements :**
1/ Service d'information permanent :
- Accessible 4 demi-journées par semaine ;
- Renseignements par téléphone ou email, rendez-vous personnalisés, mise à disposition d'outils concrets, etc ;
- Développement privilégié des ressources portant sur la déficience visuelle.

2/ Rencontres professionnelles : réponse aux sollicitations d'interventions et d'animations de débats et rencontre ;

3/ Accompagnement du réseau départemental des référents handicap :
- Appui méthodologique à la structuration du réseau, à la définition de son fonctionnement opérationnel et à la réflexion sur sa pérennisation ;

PROJET

- Participation à la conception, l'animation et la formulation des perspectives de travail des temps de rencontres du réseau des référents (5 rencontres par année scolaire) ;
- Alimentation en ressources spécialisées de l'espace numérique de travail mis en place pour ce réseau.

4/ Passation des ateliers tremplin et structuration d'une démarche de progrès en faveur de l'inclusion artistique des établissements d'enseignement artistique du Val d'Oise : formalisation et mise en œuvre d'un dispositif d'accompagnement des établissements d'enseignement artistique concernés par l'accueil des élèves ;

5/Ateliers musicaux en établissements médico-sociaux :

- Poursuite du travail avec les établissements médico-sociaux déjà engagés dans une démarche
- Poursuite de l'aide au montage de projets musicaux des établissements médico-sociaux du Val d'Oise et orientation vers les personnes ressources ou structures culturelles de leurs secteurs

6/ Conception et lancement d'un état des lieux des pratiques d'accueil inclusif dans les établissements d'enseignement artistique du Val d'Oise et recensement des besoins en ressources spécialisées.

**Production et déploiement de ressources spécialisées :**

1/ Recherche-action :

- Mise en œuvre de la recherche-action sur le « parcours pédagogique adapté » avec une dizaine de référents handicap du département ;
- Formalisation et diffusion de 4 livrables issus de la précédente recherche-action portant sur le « projet pédagogique individualisé » :
    - Écrire un projet pédagogique individualisé – Mode d'emploi – 1 page ;
    - Grille d'évaluation des compétences et connaissances musicales – 4 pages ;
    - Fiche Projet Pédagogique Individualisé – 2 pages ;
    - Grille d'évaluation des compétences générales – 1 page ;

2/ Contribution à la ressource qui émanera du réseau des référents handicap ;

3/ Développement des actions de communication en vue de développer le rayonnement de l'association.

**ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2023 et est valable jusqu'au 31 décembre 2023.

**ARTICLE 3 – MONTANT ET PAIEMENT DE LA SUBVENTION AU TITRE DE 2023**

La subvention allouée par le Département à l'association est d'un montant maximal de 15 000 € et se répartit de la façon suivante :

- un montant fixe de 7 000 € au titre de l'aide aux acteurs départementaux structurants "culture et lien social" ;
- un montant maximal de 8 000 € au titre de l'aide à l'insertion des personnes handicapées, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 7 de la présente convention.

**ARTICLE 4 – CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

**4-1** L'association ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du subventionnement que dans la limite des actions visées à l'article 1 de la présente convention et, d'une manière générale, de son objet statutaire.

**4-2** Conformément au décret-loi du 2 mai 1938, l'association ne pourra en aucun cas reverser tout ou partie de la subvention perçue du Département à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres.

PROJET

**ARTICLE 5 – COMPTE RENDU FINANCIER**

La subvention étant affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire devra, conformément à l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, produire un compte-rendu financier au Département. Celui-ci attestera de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de l'association et sera adressé au Département dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

**ARTICLE 6 : RESPECT DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Tout organisme qui bénéficie d'un financement départemental s'engage à souscrire aux valeurs et aux principes rappelés par la charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité annexée à la présente convention :

- L'égalité de tous devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion ;
- Le respect de toutes les croyances ;
- L'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Le droit de croire ou de ne pas croire, la liberté de conscience, pourvu que leurs manifestations ne troublent pas l'ordre public.

En cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes précités, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental ou sera tenu de rembourser les éventuelles sommes déjà versées.

**ARTICLE 7 – REDDITION DES COMPTES**

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- communiquer au Département, 30 jours après leur approbation par l'assemblée générale, le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice, les annexes financières et l'état mensuel de trésorerie ;

- d'une manière générale, l'association s'engage à justifier à tout moment sur demande du Département, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à disposition de celui-ci ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

**ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

**7-1** L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs définis à l'article 1 de la présente convention.

**7-2** L'association s'engage à fournir au Département avant le 1er mars 2024 le bilan complet des activités de l'exercice 2023.

**7-3** L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

**7-4** En cas de subventionnement annuel supérieur à 153 000 € reçu de l'Etat ou de ses établissements publics ou des collectivités locales, l'association s'engage à procéder à la nomination d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant.

**7-5** Si l'association sollicite une demande de subvention au titre de 2024, celle-ci doit être adressée avant le 31 mars 2024.

**ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**

En contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que l'association les remplisse, le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits par l'assemblée départementale, à soutenir financièrement les objectifs visés à l'article 1.

PROJET

**ARTICLE 10 – COMMUNICATION**

L'association s'engage à faire mention de la participation du Département sur tout support ou action de communication. Elle s'engage à faire figurer, en bonne place et de façon lisible, sur tous ses documents de communication (papier, numérique, audiovisuel) le logotype du Conseil départemental.

**ARTICLE 11 – CONTROLE DU DEPARTEMENT**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui, à cette fin.

**ARTICLE 12 – SANCTIONS**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention, dès lors que les conditions d'exécution de la convention par l'association ne seront pas remplies, notamment, en cas de non-exécution des objectifs prévus à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle de ceux-ci.

**ARTICLE 13 RESILIATION DE LA CONVENTION**

**12-1** En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

**12-2** La résiliation de la convention à l'initiative de l'association entraînera le reversement automatique de la subvention annuelle perçue.

**ARTICLE 14 – AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 15 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal administratif de Cergy.

Fait à Cergy,
Le

| | |
|---|---|
| **La Présidente de l'association,** | **La Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise** |
| **Isabelle BOUILLON-SOUBIGOU** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

# Convention pluriannuelle de territoire
## « Pôle structurant – très jeune public et petite enfance »
### 2023-2024-2025

**Entre :**

**L'Etat, Ministère de la Culture, Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France,** sis 45-47 rue Le Peletier 75009 Paris, représenté par Marc Guillaume, Préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris,

ci-après dénommé « l'Etat»,

**Le Département du Val d'Oise**, sis 2 avenue du parc - CS 20201 Cergy - 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI Présidente du Conseil Départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental

ci-après dénommé « le Département »,

**La Commune de Villiers-le-Bel**, sise 32 rue de la République – 95400 Villiers-le-Bel, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Louis Marsac, dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil Municipal du 24 mars 2017

ci-après dénommée « la Commune »,

**L'association pour la création théâtrale et audiovisuelle (A.C.T.A) - Compagnie ACTA**
**Laurent Dupont, Directeur**
Association régie par la loi 1901, dont le siège est situé au 4, rue Léon Blum 95 400 Villiers-le-Bel, représentée par son Président, M. Pierre OBERTO dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil d'Administration lors de l'assemblée générale du 27 juin 2018,
SIRET : 379 046 535 000 33 Code APE : 9001z
N° licence et date validité : PLATESV-R-2021-003624 et PLATESV-R-2021-003706

ci-après dénommée « la Compagnie ».

**PREAMBULE**

**Considérant** la circulaire du ministère de la culture en date du 8 avril 2022 relative à la mise en œuvre du Plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels dans le spectacle vivant ;

**Considérant** la circulaire du ministère de la culture N° 16019667C du 8 juin 2016 relative au soutien d'artistes et d'équipes dans le cadre des résidences ;

**Considérant** le respect des valeurs de La République et de la laïcité impliquant que tout organisme bénéficiant d'un financement départemental s'engage à souscrire aux valeurs et aux principes rappelés par la charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité annexée à la présente convention :
- L'égalité de tous devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion ;
- Le respect de toutes les croyances ;
- L'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Le droit de croire ou de ne pas croire, la liberté de conscience, pourvu que leurs manifestations ne troublent pas l'ordre public.

En cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes précités, le porteur de projet ne pourra prétendre au versement du financement départemental ou sera tenu de rembourser les éventuelles sommes déjà versées.
Ces valeurs rejoignent par ailleurs celles portées par le ministère de la Culture.

PROJET

**Considérant l'action de l'Etat en faveur de la petite enfance et du spectacle vivant**

Dans la continuité du protocole Culture-Enfance signé en 1989, les ministères de la Solidarité et de la Culture ont réaffirmé, le 20 mars 2017, par le protocole d'éveil artistique et culturel des jeunes enfants, l'intérêt d'une politique commune visant à favoriser l'éveil culturel et artistique des jeunes enfants en s'engageant à :

- Développer un volet « éveil culturel et artistique » dans la politique d'accueil du jeune enfant du ministère de la Solidarité en charge de la petite enfance
- Développer un volet « petite enfance » dans la politique d'éducation artistique et culturelle du ministère de la Culture et de la Communication
- Soutenir l'intégration de l'éveil artistique et culturel dans la formation initiale et continue des personnels travaillant auprès des jeunes enfants, et celle des artistes et professionnels de la culture
- Accompagner les initiatives exemplaires et innovantes en direction des jeunes enfants conduites par les artistes et les acteurs institutionnels et associatifs, notamment la création et la diffusion destinée au très jeune public.

Cette politique a été confortée par la remise du rapport *Une stratégie nationale pour la Santé Culturelle* en 2019 et réaffirmée par la feuille de route gouvernementale pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants en 2022.

**Considérant l'action du Département en faveur du spectacle vivant et de la petite enfance**

Conformément aux orientations fixées dans la note de stratégie pour la mandature 2022 - 2028, approuvée le 18 février 2022, le Département accorde à la culture et à son rayonnement sur le territoire une place essentielle, notamment pour renforcer son attractivité et la qualité de vie au quotidien. Dans ce cadre, le Département met en œuvre une politique de soutien à la présence artistique sur son territoire, à l'accès à la culture pour les publics qui relèvent de ses champs de compétences (personnes âgées, en situation de handicap, enfance protégée, petite enfance, collège ou relevant du champs social).

La volonté du Département porte notamment sur la mise en œuvre d'un programme d'actions de mise en réseau, plus particulièrement dédié aux domaines de la culture et de la petite enfance. Son action et les perspectives de développement relèvent d'objectifs d'intérêt national notamment en matière d'Education artistique et culturelle. L'échelon départemental est réaffirmé pour structurer et mailler le territoire en favorisant les actions à destination des publics dits prioritaires.

**Considérant l'action de la Commune en faveur du spectacle vivant**

Considérant l'action développée par la Commune de Villiers-le-Bel auprès de ses habitants en faveur de la sensibilisation, de la création et de la diffusion dans le domaine du spectacle vivant.

**Considérant l'action de la Compagnie en faveur du spectacle vivant et de la petite enfance**

La démarche artistique et culturelle de la Compagnie ACTA vise tout d'abord à ancrer son projet artistique dans la ville d'implantation où elle travaille depuis 33 ans ainsi que dans le Département du Val d'Oise au travers de « *Premières Rencontres – biennale européenne en Val d'Oise*, *art, petite enfance et spectacle vivant* », événement existant depuis plus de 18 ans, tout en développant une dimension territoriale, nationale et européenne.

La compagnie ACTA, par son accueil en résidence de compagnies, ouverte sur le territoire et aux habitants, fédère et favorise la création et l'accompagnement de projets.

Ceci exposé

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit**



PROJET

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre du projet artistique et culturel pour la petite enfance et le jeune public porté par Laurent Dupont, directeur artistique et metteur en scène et s'articulant autour de l'éveil artistique et culturel, du pôle ressource de territoire, de l'accompagnement artistique de compagnies et de la création pour le jeune public.

## ARTICLE 2 : OBJECTIFS

**1er objectif** : Encourager et alimenter la création artistique ainsi que la diffusion en faveur de l'éveil artistique du jeune et très jeune public et des adultes à leurs côtés, en lien avec les enjeux sociaux contemporains ;

**2ème objectif** : Accompagner des compagnies très jeune public pour des projets de résidence qui peuvent s'inscrire dans des dispositifs déjà existants ou de nouveaux ;

**3ème objectif** : favoriser la co-construction et la participation des accompagnants, familles et habitants dans un projet de territoire à destination des tout-petits ; mener des actions d'éveil artistique et culturelle ; favoriser des actions « allers-vers » permettant d'impliquer et sensibiliser de nouveaux publics (collaboration et formation des travailleurs sociaux, propositions d'actions à domicile ou dans des lieux non dédiés aux arts et à la culture).

**4ème objectif** : Accompagner les réflexions autour de la qualité et de la pérennisation territoriale de l'éveil artistique et culturel en réaffirmant son rôle de Pôle Ressource, en accord avec la stratégie culture et petite enfance développée par l'Etat, le Département et la Commune. Créer et animer un réseau élargi sur plusieurs échelles (inter-communale, départementale, régionale, nationale, européenne) d'acteurs complémentaires agissant en faveur de la création contemporaine et des actions pour le jeune et très public.

**5ème objectif :** Renforcer la dimension européenne des réflexions et expérimentations concernant l'éveil artistique et soutenir la mobilité des artistes pour observer les réalités des différents territoires, dans le cadre du Festival « Premières Rencontres » et des conférences, débats, présentations de projets, spectacles proposés lors du Forum Européen.

## ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025.

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

4.1. l'Etat s'engage à :

- Soutenir le projet artistique dans sa dimension structurante de territoire conformément aux annexes inclues à la présente convention
- Contribuer aux évaluations des actions

*4.2.* Le Département s'engage à :

- Contribuer aux évaluations des actions
- Soutenir la diffusion et le développement des partenariats sur le territoire départemental
- Accompagner le projet de création dans le cadre de l'évènement « Premières Rencontres » organisé tous les deux ans ;

PROJET

4.3. la Commune s'engage à :

- Mettre à disposition les espaces nécessaires à l'organisation de l'évènement « Premières rencontres » à savoir l'Espace Marcel Magnol dans son ensemble ;
- Participer l'évaluation des actions et favoriser l'activité de la Compagnie sur la ville
- Mettre à disposition de la Compagnie le personnel nécessaire au bon déroulement de ses actions, lorsque cela est possible

4.4. La Compagnie s'engage à :

- Mettre en place les projets énoncés par la présente convention et assurer le suivi des actions financées notamment par les partenaires ;
- S'engager humainement et matériellement pour atteindre les objectifs généraux et spécifiques à chaque action ;
- Fournir les bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers attestant de la bonne utilisation des fonds ;

**ARTICLE 5 : FINANCEMENTS ET MODALITES DE PAIEMENT**

Les partenaires approuvent et soutiennent le projet artistique de la Compagnie. À cette fin, une subvention annuelle sera allouée par chacun des signataires à la Compagnie ACTA au titre de la présente convention, sous réserve du vote des crédits de paiement et la délibération des collectivités territoriales. La participation financière de chaque partenaire sera actée par avenant à la présente convention.
Sous réserve de la règle de l'annualité budgétaire et sous réserve du vote de leur budget respectif, le Département et l'Etat s'engagent à cofinancer les actions mises en place dans le cadre de la présente convention pour les années 2023 et à 2025.

Une annexe financière et technique, qui a vocation d'arrêté, sera conclue chaque année par le Département pour la mise en œuvre de cette convention. Le Département apportera son concours financier dès 2023, en fonction de l'évaluation annuelle des actions réalisées et du programme d'actions présenté pour l'année à venir, sous réserve de l'approbation de ses organes délibérants après le vote de son budget. Un document cerfa sera adressé à la ville pour attester du programme établi par la compagnie et permettre le financement des actions. Enfin, l'État valide, dès 2023, les modalités financières par la rédaction d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs financière.

5.1 Subvention accordée par l'Etat :

Pour chaque année d'exécution de la présente convention, le montant prévisionnel annuel de la subvention de fonctionnement accordée au bénéficiaire est de 85 000 € (Soit en lettre : quatre-vingt-cinq mille euros). A cette somme pourront s'ajouter des subventions exceptionnelles pour des actions non comprises dans ladite convention en fonction des programmes spécifiques.

Les contributions financières de l'Etat ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État et de la disponibilité des crédits budgétaires ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 7 à 11 sans préjudice de l'application de l'article 14 ;
- La vérification par l'Etat que le montant de la contribution n'excède pas le coût du programme d'actions, conformément à l'article 11

Pour l'année 2023, une subvention de 85 000€ (quatre-vingt cinq mille euros) est accordée au bénéficiaire.
Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, sous réserve des disponibilités des crédits, les montants prévisionnels de la contribution financière de l'Etat s'élève à :

Pour 2024 : 85 000€ (quatre-vingt cinq mille euros)

Pour 2025 : 85 000€ (quatre-vingt cinq mille euros)

Une convention pluriannuelle d'objectif est conclue pour la même période entre la DRAC IDF et l'association ACTA ceci afin de permettre le versement de la subvention annuelle.

*5.2. Subventions accordées par le Département du Val d'Oise :*

Le Département s'engage à soutenir la Compagnie via une subvention de fonctionnement à laquelle viendra s'ajouter une aide spécifique pour le dispositif « Pépite ».
Le montant prévisionnel total de la subvention du Département pour les années 2023, 2024 et 2025 s'élève à la somme de 156 900 € (cent cinquante-six mille neuf cents euros), soit 52300 € par an. Ce montant ne constitue en aucune manière un engagement de l'assemblée Départementale compte tenu de l'obligation de l'annualité budgétaire.
L'engagement annuel du Département fera nécessairement l'objet d'un avenant à la présente convention, avenant qui devra être approuvé par ses organes délibérants après le vote de son budget.
Le montant du soutien sera déterminé annuellement par délibération de l'assemblée départementale ou de la commission permanente à la suite du vote du budget.
Les années suivantes, en application de la délibération de principe n°8-02 du 17 janvier 1992, la Compagnie pourrait être bénéficiaire d'acomptes en début de chaque année, imputés sur le budget départemental de l'année engagée, sous réserve d'un vote spécifique de l'assemblée départementale et de la disponibilité des crédits.
Le comptable assignataire du Département est le payeur départemental.

*5.3. Subventions accordées par la Commune de Villiers-le-Bel :*

Le montant prévisionnel total de l'enveloppe allouée par la Ville de Villiers-le-Bel à la Compagnie ACTA pour les années 2023, 2024, 2025 dans le cadre de sa résidence s'élève à 86 208 euros et se répartit de la façon suivante :

- 42 000 euros au titre de l'aide aux associations (dont 18 000 euros au titre des coproductions artistiques)
- 38 208 euros au titre de la mise à disposition des locaux
- 6 000 euros au titre des PREMIERES RENCONTRES "art, petite enfance et spectacle vivant", biennale européenne en Val d'Oise ;

Pour l'année 2023, le montant de l'aide de la Ville de Villiers-le-Bel s'élève à 29 736 € (vingt-huit mille trois cent vingt-cinq euros) répartis de la manière suivante :

- 8 000 euros de subvention pour l'aide aux associations (fonctionnement)
- 6 000 euros pour la création et la diffusion de la nouvelle création 2023-2024 de la Compagnie ;
- 3 000 euros pour la 11ème édition des PREMIERES RENCONTRES "art, petite enfance et spectacle vivant", biennale européenne en Val d'Oise (N-1)
- 12 736 euros au titre de la mise à disposition des locaux.

Pour l'année 2024, le montant de l'aide de la Ville de Villiers-le-Bel s'élève à 29 736 € (vingt-huit mille trois-cent-vingt-cinq euros) répartis de la manière suivante :

- 8 000 euros de subvention pour l'aide aux associations (fonctionnement)
- 6 000 euros pour la création et la diffusion de la Compagnie ;
- 3 000 euros pour la 11ème édition des PREMIERES RENCONTRES "art, petite enfance et spectacle vivant", biennale européenne en Val d'Oise.
- 12 736 euros au titre de la mise à disposition des locaux.

Pour l'année 2025, le montant de l'aide de la Ville de Villiers-le-Bel s'élève à 26 736€ vingt-cinq mille trois cent vingt-cinq euros) répartis de la manière suivante :

- 8 000 euros de subvention pour l'aide aux associations (fonctionnement)
- 6 000 euros pour la création et la diffusion de la Compagnie ;
- 12 736 euros au titre de la mise à disposition des locaux.



PROJET

Au cours du dernier semestre de l'année en cours, une rencontre sera proposée entre la Compagnie ACTA et ses différents partenaires sur la ville (Service Culturel de la Ville, élus…) afin de définir la répartition de la somme globale allouée par la Ville à la Compagnie ACTA pour l'année suivante, en fonction des actions culturelles et artistiques qui seront développées par ACTA sur la Commune.
Le montant des subventions attribuées en 2023 et 2024 et 2025 feront l'objet d'une délibération du Conseil Municipal et d'un avenant à la convention entre la Commune et la Compagnie. Copie de cet avenant sera transmis au Département.
Le versement des subventions allouées par la Commune de Villiers-le Bel s'effectuera en deux fois : un acompte de 50% du montant annuel de la subvention sera versé au plus tard le dernier jour du 1er trimestre de l'année en cours, le solde au cours du second semestre de l'année en cours.

*Mise à disposition des locaux :*

La Commune de Villiers-le-Bel s'engage à maintenir la Compagnie, aux conditions stipulées dans la convention de mise à disposition des locaux en date du 30 juillet 2009, renouvelée le 30 juillet 2013, le 1er août 2016 et le 1er août 2019 dans les locaux d'une surface de 411m2 mis actuellement à sa disposition, situés au 4, rue Léon Blum, et à mettre en œuvre les moyens logistiques nécessaires à l'entretien du bâtiment.

La Commune de Villiers-le-Bel s'engage à programmer les créations de la Compagnie ACTA citées à l'annexe I de cette convention, dans un partenariat établi par avenant à celle-ci. Elle apportera son soutien en matière de logistique et de communication pour cette diffusion

**ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES**

La Compagnie s'engage à :

- fournir chaque année le compte rendu financier propre aux objectifs et actions définis à l'article 1 et précisés à l'annexe 1, signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er juillet au plus tard de l'année suivante ;
- procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels les signataires ont apporté leur concours dans les conditions prévues à l'article 6 (*autres engagements)* ci-après ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels (le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice accompagnés de leurs annexes financières) dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

La Compagnie, soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle de ses comptes ou qui fait appel volontairement à un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre aux signataires tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

**ARTICLE 7 : EVALUATION ET BILAN**

7.1. La Compagnie s'engage également à :

- fournir chaque année le compte rendu d'activités de l'année précédente, et préciser les projets de l'année en cours, propres à l'objectif défini à l'article 1 et détaillé à l'annexe 1, au plus tard le 1er juillet de l'année en cours ;
- fournir, 6 mois avant la fin de la présente convention, un bilan quantitatif et qualitatif, ainsi qu'un bilan financier des activités conduites sur les 3 années. Ces bilans devront s'appuyer sur les éléments d'évaluation énoncés dans l'annexe II (mise en place d'une grille d'évaluation) qui fait partie intégrante de la présente convention. Pour se faire, elle présentera un rapport général de la réalisation des objectifs, y compris une analyse des écarts et modifications éventuels entre le projet prévu et le projet réalisé ;
- communiquer sans délai copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;
- respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux, et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale ;

- n'utiliser les sommes versées par les signataires que dans la limite des actions visées à l'article 1 et précisé dans l'annexe 1 de la présente et, d'une manière générale, de son objet statutaire ;
- s'assurer du renouvellement de ses licences d'entrepreneur de spectacle que le Président détient, et à en fournir justification aux signataires sur simple demande.

**ARTICLE 8 : COMMUNICATION**

La Compagnie s'engage à mentionner l'aide des signataires de la présente sur tous documents et supports relatifs à ses activités et destinés à être diffusés. Elle s'engage à faire figurer, en bonne place et de façon lisible, sur tous les outils de communication (papier, numérique, audiovisuel…) le logotype de ses partenaires.

**ARTICLE 9 : SANCTIONS**

En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Compagnie, celle-ci doit informer les signataires de la présente convention sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
Sans l'accord écrit des signataires, les parties peuvent suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de leurs subventions ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, après examen des justificatifs présentés par la Compagnie et avoir préalablement entendu ses représentants. Les signataires de la présente en informent la Compagnie par lettre recommandée avec accusé de réception.

**ARTICLE 10 : CONTRÔLE DES SIGNATAIRES**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par chacun des partenaires signataires de la convention. La Cie A.C.T.A. s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication pourra entraîner la suspension ou la suppression de l'aide.

L'Etat contrôle annuellement et à l'issue de la convention bilatérale annuelle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Il peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du programme d'actions augmentés d'un excédent raisonnable prévu ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement. En cas de retard pris dans l'exécution du programme d'actions joint en annexe, la structure en informera l'administration par courrier.

Le Département contrôle annuellement que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Il peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du programme d'actions augmentés d'un excédent raisonnable prévu ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement. En cas de retard pris dans l'exécution du programme d'actions joint en annexe, la structure en informera l'administration par courrier.

**ARTICLE 11 : COMITE DE PILOTAGE**

Il est organisé chaque année à l'initiative de la Compagnie ACTA un comité de pilotage qui réunit l'ensemble des signataires de la convention afin de réaliser une évaluation de l'action menée.
Ce comité de pilotage comprendra au moins un représentant des signataires de la présente et aura pour objet de veiller à la bonne exécution de la présente convention, de coordonner les actions des partenaires et de procéder à l'évaluation finale de la convention.

**ARTICLE 12 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La conclusion éventuelle de la prochaine convention pluriannuelle est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 7 et éventuellement au contrôle prévu à l'article 10.



PROJET

**ARTICLE 13 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

**ARTICLE 14 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet, et ce sans préjudice des dommages et intérêts éventuels qu'elle sera susceptible de réclamer en réparation de son préjudice.

**ARTICLE 15 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif compétent.

**ARTICLE 16 : LISTE DES ANNEXES**

Ces annexes font partie intégrante de la convention :

- **Annexe I** : Présentation du propos artistique et culturel et de ses enjeux 2023-2024-2025
- **Annexe II** : Objectifs et indicateurs d'évaluation ;
- **Annexe III** : Budget prévisionnel global de la Compagnie pour 2023, 2024, 2025

Fait en 4 exemplaires à Villiers-le-Bel,
Le

La Présidente du Conseil Départemental,
Madame Marie-Christine CAVECCHI
Présidente du Conseil Départemental du
Val d'Oise,

Le Maire de Villiers-le-Bel,

Pierre Oberto,
Président de la Cie ACTA

Pour la Ministre de la culture,
Le Préfet de la Région Ile-de-France,
Préfet de Paris
Marc Guillaume

PROJET

## ANNEXE I : PRÉSENTATION DU PROPOS ARTISTIQUE ET CULTUREL ET DE SES ENJEUX 2023-2024-2025

Dans le cadre de cette convention, la compagnie, dont la direction et la responsabilité artistique sont assurées par Laurent Dupont, s'engage à réaliser le projet artistique suivant :

***Responsabilité artistique***
La compagnie ACTA a été créée en 1989 autour du travail d'Agnès Desfosses et depuis 2008, une collaboration étroite a été initiée avec Laurent Dupont qui est devenu artiste associé en 2011, puis directeur dès 2014. La présente convention est conclue sous la condition expresse que la responsabilité artistique des projets de la Compagnie soit assurée par Laurent Dupont.

***Propriété intellectuelle***
La compagnie, conformément au code de la propriété intellectuelle, reste propriétaire des droits moraux et patrimoniaux relatifs à ses créations artistiques.

### *A- Description du projet artistique et culturel :*

Pour les trois années 2023 2024 et 2025, la compagnie ACTA souhaite à travers 6 axes :

- Renforcer et pérenniser les activités de création, diffusion, et actions culturelles autour de la toute petite enfance dans le cadre territorial de ses deux partenaires territoriaux principaux (la ville de Villiers-le-Bel et le Conseil départemental du Val-d'Oise), mais aussi la Communauté d'Agglomération de Roissy-Pays-de-France
- Élargir son rayonnement au niveau régional, national et international en tant que pôle ressource structurant sur la toute petite enfance

1- Création et diffusion des œuvres de la compagnie en proposant un projet artistique cohérent avec le territoire (Villiers-le-Bel – Val-d'Oise - Roissy Pays de France - Grande Couronne).
2- Développement de l'activité d'accompagnement des équipes artistiques via le dispositif Pépite et le dispositif Passerelle : lieu de résidences de création et de d'expérimentation pluridisciplinaire (théâtre, danse, musique, arts visuels)
3- Poursuite des projets d'actions culturelles fédérateurs de territoire pour instaurer une pratique de rencontres et d'échanges partagés avec des enfants, des parents et des professionnels des structures d'accueil petite enfance, de la culture et des structures d'actions sociales.
4- Animation d'un réseau, ancrage en pôle ressource structurant et rayonnement de la compagnie : ACTA veut répondre aux besoins de son territoire par son expertise artistique et administrative, et sa capacité à fédérer un réseau de partenaires (villes, associations, structures locales) pour partager son outil, tout en restant à l'écoute des problématiques spécifiques de son territoire, notamment Villiers-le-Bel, des communes alentours du Val-d'Oise (Communauté d'agglomération de Roissy-Pays-de-France), du département du Val d'Oise et dans la région Île-de-France (Seine-et-Marne et Essonne).
5- Organisation de la Biennale Européenne en Val-d'Oise et Seine-et-Marne « PREMIÈRES RENCONTRES - Art, Petite Enfance et Spectacle vivant » et du Forum Européen, temps fort de conférences, présentations de projets et échanges de pratiques.
6- Collaboration avec la directrice artistique de la compagnie conventionnée Mélampo, Eleonora Ribis : Regard extérieur sur les créations de Laurent Dupont, co-construction de la programmation du Festival Premières Rencontres 2024, et de son Forum Européen, réflexion sur l'action culturelle locale partagée.

Au niveau international, depuis 2020 et jusqu'en 2023, la compagnie ACTA coordonne un projet ERASMUS+ de formation des professionnels de la petite enfance à l'éveil artistique des tout-petits à échelle européenne.

### 1- CRÉATIONS ET DIFFUSION

#### *a. Les créations*

Deux projets de création du directeur artistique et metteur en scène Laurent Dupont sont développés lors du prochain conventionnement sollicité. Tous deux proposent des approches différentes de la thématique de l'arbre.

- « *Le chant de l'arbre* », création 2023-2024

*Le chant de l'arbre*, inspiré de *L'homme qui plantait les arbres* de Jean Giono
Tout public à partir de 2 ans

- « *De l'être à l'hêtre !* », création 2024-2025

*De l'être à l'hêtre !*
Tout public à partir de 6 ans

***b. <u>La diffusion</u>***

Nous continuerons également le travail sur la diffusion des autres pièces du répertoire

- *L'Autre de Moi*
- *Là…Pas là !*
- *Plis/sons*
- *Archipel*

Les spectacles sont programmés dans divers festivals de la région, du territoire national et européens (Festival Les enfants d'abord, à Paris et dans le Vexin, Festival Jeune et Très Jeune Public de Gennevilliers, Festival Méli Mômes à Reims, Festival 2Turvenhoog+ à Almere, Pays-Bas), dans les villes partenaires du territoire (Cergy, Marly-la-Ville), et dans le cadre d'un partenariat avec Scènes de Pays et la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté.

- *« Plus Riche que moi, y'a pas ! »*

Le travail filmé d'archives du territoire, par Agnès Desfosses : *«Plus riche que moi, y'a pas !*»
Nous travaillons également, depuis 2021, à la création d'un film réalisé par Agnès Desfosses et Thierry Gary, sur l'histoire de l'engagement artistique des habitants de Villiers-le-Bel, en présentant différents acteurs du territoire (leurs origines, leur histoire, leurs engagements), et l'impact réel de la présence artistique comme outil d'engagement dans un territoire aux réalités historiquement difficiles et à l'image publique assombrie d'une ville très riche. Le film, déjà diffusé au cinéma du Bourget, est également présenté à Ecouen en mars 2023 et à l'Assemblée Nationale lors d'une projection en avril 2023. Nous continuons activement le travail de médiation et de diffusion autour de l'œuvre afin d'en permettre son rayonnement régional.

## 2- DISPOSITIF D'ACCUEIL EN RÉSIDENCES PLURIDISCIPLINAIRES POUR LA CRÉATION TRÈS JEUNE PUBLIC

L'année 2022 a marqué le début d'un nouvel élan pour le dispositif Pépite d'accueil en résidence de compagnies jeune et très jeune public. En effet, trois axes ont été pensés, en collaboration avec le Conseil départemental du Val-d'Oise et la DRAC Île-de-France, la DRAC nous ayant déjà apporté son soutien pour 2022 à hauteur de 20 000 euros pour initier leur mise en place. Les projections se font sur plusieurs années, mais 2022 était l'année-test pour le développement de ces initiatives qui se prolongeront dans le cadre de la convention 23-25 :

- ***<u>Résidences de création et d'expérimentation pluridisciplinaire</u>***

Nous souhaitons ouvrir les résidences aux compagnies étrangères et travailler à une mise en relation avec nos partenaires pour renforcer cette dynamique européenne sur notre territoire, l'enrichir par de nouveaux enjeux de créations, à l'écoute de ces artistes venus d'ailleurs, et en écho avec les spécificités socio-culturelles et politiques de leur territoire de référence. Nous voyons cette démarche d'ouverture comme les prémices d'un impact positif sur le travail d'ACTA et la nature des liens créés avec son public proche de territoire. Nous leur proposons ainsi de faire venir les réflexions artistiques européennes à eux, mêlant les professionnels de structures petite enfance, les acteurs de la culture, les enfants et parents val-d'oisiens à cette démarche de mise en réseau.

- ***Bourses de création (sur le dispositif Pépite)***

L'ensemble des bourses en 2022 s'élevait à 9 921 euros pour 6 compagnies accueillies. Elles seront augmentées à hauteur de 11 500 euros dès 2023 afin d'inclure plus de compagnies par années (nous passons donc, à minima, à 7 compagnies sur 2023), ou pour des plus gros montants selon la nature des projets soutenus et sur positionnement final du directeur artistique, Laurent Dupont. Enfin, à ces bourses s'ajoutent un soutien au voyage d'à minima 1 500 euros pour l'accueil d'une à deux compagnies européennes en résidence.

- ***Sorties de résidences***

Nous travaillons à l'inclusion de nouvelles structures du territoire pour bénéficier des propositions artistiques des compagnies en résidence. Ainsi, les structures partenaires de Villiers-le-Bel envisagées dès 2023 sont les écoles maternelles Jean Jaurès, Michel Montaigne, Gérard Philippe et Les Galopins, le centre de loisirs Gérard Philippe, la crèche Pierrot et Colombine, l'accueil Familial Île-aux-enfants, la crèche Raymonde Letexier, la halte-jeux Arc-en-Ciel, les assistantes Maternelles de la Ville de Villiers-le-Bel et les parents. Nous souhaitons enfin accueillir les Assistants Maternels indépendants de façon plus régulière. Enfin, nous construisons un partenariat avec la commune de Gonesse pour des sorties de résidences in-situ dans les structures petite enfance de la ville.

Ces outils seront mis en place dans le cadre de nouveaux objectifs précis, définissant l'orientation et la cadre évolutif du dispositif Pépite depuis 2022 :

- ***Augmentation des temps de résidence dédiés à la toute petite enfance***

Nous réaffirmons, sur les prochaines années d'accueil, notre engagement pour le soutien à la petite enfance sur notre territoire val-d'oisien en accroissant la proportion de temps d'accueil des compagnies spécialisées dans ces réflexions. Tout en restant, bien entendu, à l'écoute des compagnies tout public et de leurs besoins de répéter dans nos locaux, nous privilégions, au cœur du lieu de fabrique, le Pôle Pépite. Ces temps permettent d'enrichir et de consolider ces échanges très constructifs et réciproques engagés entre les équipes accueillies et celle d'ACTA, et d'offrir à notre territoire des propositions artistiques spécifiquement portées sur l'éveil artistique de ses très jeunes enfants et les réflexions sur la parentalité.

Notre équipe propose son entière disponibilité pour apporter un regard extérieur, des conseils administratifs, de diffusion, une mise en relation avec le réseau local et une ouverture sur le jeune et très jeune public de nos structures partenaires impliquées dans les projets d'actions culturelles mais aussi avec les parents lors des répétitions ouvertes. Les apports réciproques sont tout aussi importants car les travaux des compagnies en résidence nourrissent grandement les réflexions d'ACTA : les liens avec la pluridisciplinarité des langages (ouverture sur la danse, le cirque), les formes de relations induites avec le public au cours des représentations, dans ce rapport scène/salle très particulier, qui sont en complète résonance avec les questionnements engagés par la compagnie ACTA au cours de ses créations et de ses actions culturelles sur l'ensemble du département.

Dans cette optique, nous élargissons, dès 2023, l'accueil à plus de compagnies créant pour la petite enfance et l'offre de propositions à nos partenaires et nos publics lors des sorties de résidence. Les coûts qu'impliquent les déplacements peuvent être un frein à la mobilité des équipes en résidence, et pour cela, nous accueillions, jusqu'à présent, une très grande majorité de compagnies franciliennes. Nous engagerons donc un soutien accru pour proposer une aide financière allouée et ainsi favoriser les défraiements sur place. La venue de ces nouvelles équipes d'horizons variés permettra une plus grande diversité pour le public en bénéficiant. Dans ce cadre intervient l'aide au logement, aux transports, aux défraiements repas pour venir en résidence dans le territoire. Aussi, nous encouragerons et soutiendrons la mobilité des équipes en résidence pour se déplacer auprès des structures petite enfance, et y proposer, selon la cohérence artistique, des sorties de résidence in situ.

- ***Soutenir la transition du tout public au jeune public***

La majorité des compagnies accueillies demeurent, à ce jour, de jeunes compagnies, certaines en pleine émergence. Cela reste un aspect essentiel des résidences pour notre travail d'accompagnement au développement, mais l'accueil d'équipes, expérimentées et reconnues, ne peut qu'enrichir nos expériences, nos échanges et notre réseau de création et réflexion ainsi que le réseau petite enfance du département.

PROJET

Nous proposons ainsi les services de l'équipe d'ACTA à des compagnies tout public souhaitant questionner (même temporairement) leurs enjeux de création à l'égard de la petite enfance, afin d'élargir la transmission des

| | Nombre de jours de résidence | Nombre de Compagnies Pépite et Passerelle |
|---|---|---|
| Passerelle | 21 | 3 |
| Pépite | 109 | 19 |

savoirs accumulés depuis de nombreuses années sur la création jeune public. Cette démarche permet aux compagnies, notamment du département, soucieuses des réalités du jeune et très jeune public du territoire de nourrir et pousser leurs questionnements vers la création artistique.

- ***Données prévisionnelles 2023*** (*En date du 1er janvier 2023*)

***a. Compagnies accueillies en 2023***

PROJET

| Compagnies | Période de résidence | Sortie de résidence |
|---|---|---|
| La Croisée des chemins (cirque) | Du 2 au 6 janvier 2023 | 6 janvier (école maternelle J. Jaurès) |
| L'Eclaboussée (danse) | Du 9 au 13 janvier 2023<br>Du 12 au 16 juin 2023 | Le 16 juin 2023 |
| Tonnerre de Singe (théâtre) | Du 16 au 20 janvier 2023 | |
| L'Eclat des gestes (danse) | Du 23 au 27 janvier 2023<br>Le 11 Février 2023<br>Le 11 Mars 2023<br>Le 26 Mars 2023<br>Du 2 au 7 Mai 2023 | |
| Waide Compagnie (danse et musique) | Du 30 janvier au 3 Février 2023 | Le 2 février 2023 (école maternelle M. Montaigne) |
| Cie AYATA (danse) | Du 6 au 10 Février 2023 | |
| Monstera in the Wild (théâtre) | Du 13 au 17 février 2023 | |
| Les Cils (danse) | Du 20 au 4 février 2023 | Le 24 février 2023 (Le RAM) |
| Tout de Go (marionnettes) | Du 27 février au 3 mars 2023 | Le 3 mars 2023 (accueil de loisirs G. Philippe) |
| **Jonathan De Neck (musique)** | Du 6 au 10 Mars 2023 | Le 10 mars 2023 |
| Catie de Balmann (arts visuels) | Du 13 au 17 mars 2023 | Le 17 mars 2023 (Ecole maternelle G. Philipe) |
| Les productions anecdotiques (musique) | Du 20 au 24 Mars 2023 | Les 21 et 23 mars 2023 |
| Collectif 4 Ailes (théâtres) | Du 27 mars au 7 avril 2023 | |
| **Cie Loup-Ange (théâtre musical)** | Du 11 au 14 avril 2023 | Le 14 avril 2023 |
| Les Dents et au lit (théâtre) | Du 17 au 21 avril 2023 | Le 17 avril 2023 + un atelier dans la semaine (Ecole Les Galopins) |
| Cie Brume (théâtre) | Du 9 au 12 Mai 2023 | |
| Cie Zief (musique et danse) | Du 15 au 19 mai 2023 | |
| Sur le Pont (danse) | Du 22 au 26 Mai 2023 | |
| Dreamcatchers (danse) | 29 mai au 2 juin 2023 | Jeudi 1er ou vendredi 2 juin 2023 |
| La Houleuse (théâtre) | Du 5 au 9 juin 2023 | Le 9 juin 2023 |
| **Cie Charabia (théâtre et chant)** | Du 3 au 7 juillet 2023 | |
| Les contes itinérants (théâtre et contes) | Du 10 au 13 juillet 2023 | Le 13 juillet 2023 (Accueil de loisirs à définir) |
| Compagnie BE (théâtre, performence) | Du 18 au 22 septembre 2023 | |
| Cie LEA (poésie et danse) | Du 25 au 29 septembre 2023 | |
| **Cie La Tribu d'Essence (théâtre)** | Septembre ou octobre 2024 | |
| Hop!Hop!Hop | Du 27 novembre au 1er décembre 2023 | |

***b. Répartition des bourses Pépite 2023***

- **Jonathan De Neck** : 2480,40€ (+ frais annexes : hébergements, transports, défraiement repas. Duo Belgique/ Pays-Bas - dimension européenne)
- **Cie Charabia** : 2480,40€ (compagnie basée à Nantes / collaboration artistique Laurent Dupont)
- **Cie Loup-Ange** : 1240,20€
- **Cie La Tribue d'Essence** : 1240,20€ (cie originaire de Lyon)

### c. ***Compagnies accueillies en 2024 (inscrites à ce jour)***

| | |
|---|---|
| Klankennest | Du 22 au 26 avril 2024 |
| Florschütz & Döhnert | Février 2024 |
| Cie Passaros | Du 8 au 12 janvier 2024 |

### d. ***Répartition des bourses Pépite 2024***

**Klankennest** : 2480,40€ (+ frais annexes : hébergements, transports, défraiement repas. Compagnie belge - dimension européenne)

## 3. ACTIONS CULTURELLES DE TERRITOIRE

Deux projets d'actions culturelles de territoire, en 2023 et 2024 et en lien avec les créations, se construisent pour instaurer une pratique de rencontres et d'échanges partagés avec des enfants, des parents et des professionnels.

### a. ***Projets de territoire complémentaires à la création prévue : 2023-2024***

Différentes actions culturelles s'articulent en diverses phases d'ateliers et de rencontres dans les structures, proposées à des groupes d'enfants de 2 à 5 ans.

Une collaboration avec l'artiste Marc Pouyet, graphiste, auteur et illustrateur, est en cours de construction autour de la thématique de l'arbre.

Notre collaboration se construit à travers trois propositions :

- Une exposition et des rencontres autour de ses œuvres avec les médiathèques avec des balades artistiques et créatives qu'il propose dans ses interventions.
- Des ateliers de pratique artistique pour enfants et adultes, qu'il réalise habituellement en milieu scolaire (maternelles), et en structures petite enfance (crèches).
- Divers ateliers d'arts plastiques s'inspirant du Land art pour enrichir les réflexions mises en jeu autour d'une thématique, à partir d'approches diversifiées, afin de les partager structures petite enfance (crèches) et les habitants, d'enrichir nos réflexions sur l'éveil artistique et culturel du jeune public mais aussi d'interroger les termes des enjeux mis en place pour cette création.

### b. ***Projets de territoire complémentaires à la création prévue : 2024-2025***

Différentes actions culturelles s'articuleront en diverses phases d'ateliers, de rencontres proposées à des groupes d'enfants de 6 à 10 ans :

- Déambulations : Dans un premier temps, il est intéressant de les mettre à l'écoute de leur territoire en développant des randonnées avec l'Agence 21 de Villiers-le-Bel, et en questionnant ensemble les termes du digital design, technique vidéo en live prévue pour la création (artiste vidéaste en cours d'évaluation).
- Rencontres poétiques : Les ateliers proposés à des groupes de 12 enfants de 6 à 10 ans et leurs accompagnateurs, d'une durée d'une heure et demie. Une collaboration avec la poétesse Céline Bellanger est en cours d'évaluation.
- Rencontres plastiques : Au cours d'un deuxième atelier/rencontre, un plasticien présente par des exemples de représentations artistiques afin de leur montrer l'étendue des possibilités picturales (artiste en cours d'évaluation).

## 4. ANIMATION D'UN RÉSEAU ET ANCRAGE DE LA COMPAGNIE

PROJET

***a. Au niveau régional et national***

La présence d'ACTA s'est renforcée sur la Région Île-de-France. Par le biais de ses résidences, de ses tournées, de mise en réseau, la compagnie ACTA peut se reposer sur un solide réseau de partenaires franciliens qui lui permettra de diffuser ses spectacles. Elle s'appuie donc sur :

- Des partenariats déjà existants de Roissy-Pays de France, de la Région Île-de-France et toute structure ou institution partageant sa philosophie artistique dans le cadre des activités de diffusion de la compagnie dans des réseaux nationaux et européens, pour le développement de ses projets à venir, tels que les communes du Val d'Oise, de la Seine-et-Marne, la DRAC de Centre Val-de-Loire, la Communauté d'agglomération Mauges Communauté.
- Le réseau national, européen et international du jeune public : Festival Petits Nuages de Pessac, Le SAX d'Achères, la Passerelle de Rixheim, le TJP de Strasbourg, Très Tôt Théâtre de Quimper et le réseau du Nord Finistère, les festivals Petits et grands et Méli Môme, le Festival ElPetit, le Festival 2Turvenhoog+.
- Le réseau construit à travers les dix éditions des Premières Rencontres : 20 à 30 structures du Val d'Oise (95) et de Seine-et-Marne (77) depuis la 1ère édition en 2004, telles que les communes partenaires (Cergy, Fosse, Marly-la-Ville, Goussainville, Gonesse, Sarcelle, Saint-Gratien, Villiers-le-Bel), mais aussi avec Creil (60), et les structures d'accueil des spectacles, qu'il s'agisse de lieux dédiés au spectacle vivant que les crèches, halte-jeux et maisons de quartiers.
- Le réseau Courte échelle (92/93/95) : 1.9.3. Soleil !, la ville de Clichy-sous-Bois, la ville de Rosny-sous-Bois, la ville de Saint-Denis, la ville des Lilas, la ville de Gennevilliers, le festival théâtral du Val-d'Oise, le théâtre Paris-Villette, le festival PREMIÈRES RENCONTRES du Val d'Oise (Cie ACTA).

***b. Au niveau international européen et via le projet Erasmus + - 2020-2023***

Ces partenariats se construisent avec les partenaires européens qui soutiennent nos créations :

- Il y a, tout d'abord, les partenaires de longues dates de la compagnie, accompagnant ses créations et expérimentation depuis de nombreuses années, tels que 2TurvenHoog – Almere Festival (Pays-Bas), Helios Theater de Hamm (Allemagne), Anantalo Cultural Center d'Helsinki.

- De plus, et depuis 2020 avec ce projet ERASMUS+, nous développons un partenariat européen unissant quatre pays et structures artistiques (Écosse – Espagne – France – Pays-Bas) afin de proposer des rencontres et mobilités de formation à destination des professionnels de la petite enfance et de l'éducation des jeunes enfants. Cette formation est destinée à leur proposer une approche artistique de l'éveil et de l'éducation des plus jeunes et à les aider dans la création d'outils artistiques de qualité. Tout cela permet de stimuler les enfants avec lesquels ils travaillent et de développer leurs compétences créatives innées en s'engageant avec eux dans les arts expressifs. Le projet est en coopération avec trois structures européennes : LaSala à Sabadell (Espagne), Starcatchers (Écosse) et 2TurvenHoog (Pays-Bas). Au cours de ces années, 8 mobilités de participants sont organisées dans les quatre pays participants. La compagnie ACTA a fait le choix de s'associer avec la ville voisine Mitry-Mory afin de poursuivre son objectif d'élargissement et d'approfondissement des liens avec d'autres villes du territoire local, et de faire rayonner ce dernier à l'échelle européenne.

- Avec ce projet transnational, nous faisons de ce partenariat un outil d'observation et de comparaison, pour les apprenants, des méthodes et dispositifs existants dans les différents territoires. Le projet devait commencer officiellement en septembre 2020 pour finir en été 2022, mais le contexte sanitaire a repoussé la possibilité d'effectuer les mobilités dans des conditions idéales. Nous avons donc décidé, en concertation avec nos trois partenaires européens, de repousser les mobilités physiques à septembre 2021, de faire terminer le projet en été 2023.

  L'année 2023 marque la dernière année du projet ERASMUS+ prolongé en raison du contexte sanitaire. La première activité d'apprentissage de cette année s'est déroulé à Sabadell en Catalogne. Deux autres mobilités concluront la formation, à Édimbourg (Écosse) et Almere (Pays-Bas). Enfin, le projet se termine par une visite transnationale à Mitry-Mory en France pour une mise en commun des expériences et retours collectés pour la constitution d'un bilan et la finalisation des derniers documents financiers.

### 5. LE FESTIVAL « PREMIÈRES RENCONTRES : ART, PETITE ENFANCE ET SPECTACLE VIVANT » ET SON FORUM EUROPÉEN

Tous les deux ans, la compagnie ACTA organise la Biennale Européenne PREMIÈRES RENCONTRES. Celle-ci comprend notamment le temps fort du Forum Européen, deux jours de conférences-débats et de présentations de projets avec une vingtaine d'intervenants européens et internationaux.
Les différentes étapes du festival se construisent en années impaires. Nous élaborerons alors le travail de préparation de la programmation avec nos villes partenaires, de prise de contact avec les intervenants et partenaires financiers, dès l'année N-1 (2023 et 2025) de la 11ème édition (2024) et de la 12ème édition (2026) de la Biennale Européenne du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne.

Ce festival se construit avec nos partenaires institutionnels mais aussi territoriaux pour la programmation, à savoir les villes du 95, 77, 60 :

- Arnouville
- Cergy
- Fosse
- Garges-lès-Gonesse
- Goussainville
- Gonesse
- Marly-la-Ville
- Persan
- Sarcelle
- Saint-Gratien
- Villiers-le-Bel
- Creil (60)

### 6. LA MISE EN PLACE DE LA COLLABORATION ENTRE LAURENT DUPONT ET ELEONORA RIBIS

Depuis de nombreuses années déjà, Laurent Dupont et Eleonora Ribis se sont associés sur différents projets de créations (regard extérieur, rencontre au plateau dans « *Petites vertus* »), ou encore lors de temps de recherches et de présentations (présentation du travail de la Cie Mélampo dans le cadre du forum Européen des PREMIÈRES RENCONTRES 2022). C'est aujourd'hui aux côtés de la directrice artistique de la compagnie conventionnée (DRAC Bourgogne-Franche-Comté), Mélampo, que Laurent Dupont construit les prochains projets d'ACTA.

Précisément, il ne s'agit plus seulement de faire intervenir l'un ou l'autre dans les projets des compagnies partenaires, mais de construire ensemble une piste de réflexion partagée, formant un projet en soi. Nous définissons, dès à présent, les modalités de ce partenariats et la forme finale construite ensemble au cours de ces trois prochaines années. Il s'agit de penser une expérience partagée (temps de résidence, projet d'actions culturelles ou encore publications des recherches communes).

Néanmoins, Eleonora Ribis prend vivement part au travail d'ACTA en s'associant déjà comme regard extérieur sur les prochaines créations de Laurent Dupont, et en coconstruisant de la programmation du Festival Premières Rencontres 2024, et de son Forum Européen.

## *B- <u>Les moyens mis à disposition pour soutenir le travail de la compagnie</u>*

### 1. ACTA – UN OUTIL DE CRÉATION ET DE RÉSIDENCE

Les locaux de 411m², mis à disposition par la ville de Villiers-le-Bel, sont dotés de deux salles de répétition de 120m² avec mezzanine et gradins, un bureau ouvert, un espace douche, un espace cuisine et une salle de réunion / hall d'entrée. Ces espaces sont entièrement accessibles aux compagnies en résidence pour leur permettre un accueil chaleureux et de qualité durant leur temps de création.



PROJET

Aujourd'hui, les deux salles accueillant les compagnies en résidence sont équipées de régie son, bien que nous souhaiterions en améliorer la qualité sonore et les équipements techniques concernant la lumière, dont les ressources restent encore assez limitées. Il s'agit d'un investissement technique sur le long terme essentiel à la pérennité des accueils en résidence, permettant ainsi de fournir des conditions idéales de travail aux compagnies accueillies. Elles pourront ainsi performer en conditions réelles, et travailler l'aspect création des lumières qui n'était pas permis auparavant, alors même qu'il est essentiel dans le processus global de création.

## 2. L'ÉQUIPE DE LA COMPAGNIE

### *a. L'évolution des postes de l'équipe administrative, et de son organisation*

L'équipe administrative, soutenant le travail du directeur artistique Laurent Dupont, se compose de trois CDI à temps plein avec une chargée de production, anciennement CDD (Louise Catry-Bossis), une chargée de relations publiques et communication (Clémence Bélénus), et une administratrice (Emma Lamothe). Une chargée de diffusion s'ajoute à cet effectif.

### *b. L'évolution des missions des permanents*

Faisant face à une augmentation des demandes d'intervention auprès des territoires après les difficultés mises en exergue par la crise sanitaire, et les complications en termes de calendrier de programmation, le travail de diffusion s'est complexifié tout au long de la convention 2020-2022. Suite au départ du précédent chargé de relations publiques, un nouveau poste a été créé afin de scinder le sien en deux : celui de chargée de diffusion (en régime intermittent à 80h/mois), pour permettre à une personne de s'y dédier uniquement. Ce poste supplémentaire est à pérenniser tout de même. En effet, la charge de travail est désormais trop importante pour pérenniser à nouveau les engagements artistiques et sociaux de la compagnie à travers un seul poste. Il est très important pour nous que le travail de diffusion se fasse pleinement, en renforçant les précédents partenariats, en s'intégrant dans des réseaux plus larges, et en convoitant plus grandement l'échelle internationale pour les tournées. Pour cela, une chargée de diffusion pleinement dédiée à cette unique fonction est nécessaire.

En retour, le poste en CDI est, depuis l'arrivée de la nouvelle salariée, uniquement dédié aux relations publiques, aux relations avec le territoire et à la communication. Ainsi, les liens entretenus avec nos partenaires pourront être pleinement renforcés et pérennisés, assurant des collaborations plus claires et plus fluides. Il s'agit notamment, en parallèle du développement des projets d'actions culturelles, d'inclure au temps de travail du poste, le développement d'un autre projet majeur mobilisant les engagements de la DRAC, de la Région et du Département : celui de l'accueil en résidence à travers les dispositifs Pépite et Passerelle. Il s'agit d'une charge de travail supplémentaire en termes de logistique, de production et administratif. Cela invite également à avoir une approche globale et sur le long terme de cette activité d'accueil qui est amenée à se développer d'une nouvelle manière au cours des prochaines années et qui implique des adaptations d'une année à l'autre pour en permettre le fonctionnement de manière durable.

### *c. Le développement de la stratégie de communication*

Le travail autour de la communication est enfin très important, nous en avons pris conscience plus que jamais lors des deux dernières années. Le contexte sanitaire a mis en lumière l'importance d'un effort de numérisation des activités de la compagnie, afin d'en permettre l'accès au plus grand nombre. Lors de ces années 2020 et 2021, les déplacements ont largement été limités par les restrictions sanitaires fluctuantes, et la diffusion, la biennale européenne PREMIÈRES RENCONTRES 2020 ainsi que les actions culturelles en ont subi l'impact. Il est donc important pour les prochaines années de maintenir ce développement, via l'achat d'appareils de captation de qualité, des retransmissions en visioconférence et un entretien régulier de la communication via les canaux informatiques. De manière générale, le travail de communication sur les créations artistiques et les projets de la compagnie devra être un point fort du développement de la compagnie, afin de concrétiser tous les efforts effectués malgré une forte baisse de la diffusion, en pleine crise sanitaire. Il s'agit ici d'un enjeu déterminant au maintien des relations avec les programmateurs, les structures partenaires du territoire, les habitants, les partenaires institutionnels et artistiques. C'est pourquoi nous avons choisi d'inclure la communication dans les responsabilités du poste de chargée des relations publiques.

### *d. L'équipe intermittente*

Enfin, l'équipe se compose des nombreux intermittents, artistes, régisseurs, scénographes, vidéastes, intervenant dans le cadre des tournées, de créations et des actions culturelles.

Nous comptons à ce jour 6 ETP au sein de la compagnie.

PROJET

## ANNEXE II : OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET INDICATEURS POUR EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 8 et de l'évaluation prévue à l'article 10 alinéa 10.2

### *A. Objectifs généraux du conventionnement*

Les objectifs définis pour le conventionnement sont :

- 1er objectif : Encourager et alimenter la création artistique ainsi que la diffusion en faveur de l'éveil artistique du jeune et très jeune public et des adultes à leurs côtés, en lien avec les enjeux sociaux contemporains ;

- 2ème objectif : Accompagner des compagnies très jeune public pour des projets de résidence qui peuvent s'inscrire dans des dispositifs déjà existants ou de nouveaux ;

- 3ème objectif : favoriser la co-construction et la participation des accompagnants, familles et habitants dans un projet de territoire à destination des tout-petits ; mener des actions d'éveil artistique et culturelle ; favoriser des actions « allers-vers » permettant d'impliquer et sensibiliser de nouveaux publics (collaboration et formation des travailleurs sociaux, propositions d'actions à domicile ou dans des lieux non dédiés aux arts et à la culture).

- 4ème objectif : Accompagner les réflexions autour de la qualité et de la pérennisation territoriale de l'éveil artistique et culturel en réaffirmant son rôle de Pôle Ressource, en accord avec la stratégie culture et petite enfance développée par l'Etat, le Département et la Commune. Créer et animer un réseau élargi sur plusieurs échelles (inter-communale, départementale, régionale, nationale, européenne) d'acteurs complémentaires agissant en faveur de la création contemporaine et des actions pour le jeune et très public.

- 5ème objectif : Renforcer la dimension européenne des réflexions et expérimentations concernant l'éveil artistique et soutenir la mobilité des artistes pour observer les réalités des différents territoires, dans le cadre du Festival « Premières Rencontres » et des conférences, débats, présentations de projets, spectacles proposés lors du Forum Européen.

### *B. Indicateurs pour l'évaluation*

L'évaluation sur un plan quantitatif comme qualitatif des conditions de la réalisation des activités auxquelles les partenaires-signataires ont apporté leur concours sera réalisée selon des modalités suivantes :

- En réponse au premier objectif : volume d'activités de la Compagnie (nombre de représentations, nombre de spectacles, nombre d'accueil en résidence, diversité des structures et profils des publics concernés par les actions culturelles)
- En réponse au deuxième objectif : retours qualitatifs des compagnies en résidence concernant la nature de l'accompagnement proposé par ACTA (artistique, administratif, technique)
- En réponse au troisième objectif : rayonnement du travail de la compagnie (diversité des lieux de programmation, ouverture européenne de l'accueil en résidence, nombre de nouveaux territoires et partenariats) et actions de médiation en direction du public, scolaire et tout public (nombre et diversification des partenaires d'actions culturelles, nombre d'enfants, parents et professionnels concernés, ouverture sur de nouveaux territoires)
- En réponse au quatrième objectif : ouverture des dispositifs d'accueil en résidence élargie (pluridisciplinarité des compagnies accueillies, élargissement des origines géographiques des équipes artistiques) et diversification des publics accueillis lors des sorties de résidence (inclusion de nouveaux partenariats, de nouvelles structures bénéficiaires, accroissement de l'accueil du public)
- En réponse au cinquième objectif : données de la prochaine édition du festival (nombre de compagnies dont la proportion de celles européennes accueillies, nombre de spectacles programmés, nombre de représentations, nombre de structures du territoire programmant les spectacles, nombre de spectateurs et de publics assistant au Forum européen, nombre de conférences et projets présentés)



PROJET

## ANNEXE III : BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL DE L'ASSOCIATION POUR LES ANNÉES 2023– 2024 – 2025

## *A. Budget 2023*

**Compagnie ACTA**

**BUDGET PREVISIONNEL 2023**
1er Janvier 2023 - 31 Décembre 2023

| CHARGES HT | en euros | PRODUITS HT | en euros |
|---|---|---|---|
| **60-Achats** | **32 138 €** | **70-Vente de produits finis, prestations de services, marchandises** | **63 942 €** |
| Achats d'études et de prestations de services | 15 000 € | **Prestation de services/ Ateliers, prestations, participation formation** | |
| Achats non stockés de matières et de fournitures | | | |
| Fournitures non stockables (eau | | Vente de marchandise / spectacles et | 63 942 € |
| Fournitures d'entretien et petit équipement | 17 138 € | | |
| Autres fournitures | | | |
| **61-Services extérieurs** | **29 774 €** | **74-Subvention d'exploitation** | **236 625 €** |
| Sous-traitance générale/Achats spectacles/intervenants extérieurs | 5 000 € | **Etat (précisez les mineres)** | |
| Locations | 15 022 € | DRAC-Île-de-France département théâtre | 55 000 € |
| Entretien et réparation | 6 459 € | DRAC-Île-de-France SR PACTE- actions culturelles | 30 000 € |
| Assurance | 2 491 € | | |
| Documentation | 802 € | ANCT | 10 000 € |
| Divers | | | |
| **62-Autres services extérieurs** | **54 209 €** | **Région Ile de France** | |
| | | Convention de permanence artistique | 50 000 € |
| Rémunérations intermédiaires et | 4 364 € | | |
| Publicité, publication | 4 507 € | **Département : Conseil Départemental du** | |
| frais de maintenance informatique | 2 400 € | conventionnement | 37 300 € |
| Déplacements, missions | 40 809 € | Aide au développement du dispositif d'accueil en résidence | 15 000 € |
| Frais postaux et de télécommunications | | | |
| Services bancaires et autres | 2 129 € | | |
| **63-Impôts et taxes** | **- €** | **Commune : Villiers-le-bel subvention** | **25 325 €** |
| Impôts et taxes sur rémunérations | | Politique de la ville et autres oganismes | 10 000 € |
| Autre impots et taxes | | fdva | 4 000 € |
| Taxe d'apprentissage | | | |
| **64-Charges de personnel** | **204 855 €** | **Autres recettes (préciser) :** | **19 349 €** |
| Rémunération du personnel | 138 572 € | ***fondations : demandes ADP et Bnp Paribas en cours*** | *5 000 €* |
| Charges sociales | 66 283 € | CAF | 5 000 € |
| | | Erasmus | 7 349 € |
| | | SPEDIDAM | 2 000 € |
| **65-Autres charges de gestion courante** | | **75- Autres produits de gestion courante** | **190 €** |
| **66-Charges financières** | | dont cotisations | 190 € |
| | | | |
| **67-Charges exceptionnelles** | | **76-Produits financiers** | |
| **68-Dotation aux amortissements (provision ou renouvellement)** | | **77-Produits exceptionnels** | |
| | | **78-Reprise sur amortissements et** | **870 €** |
| | | **79-Transferts de charges** | |
| **TOTAL CHARGES PREVISIONNELLES** | **320 976 €** | **TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS** | **320 976 €** |
| | | | |
| **86-Emploi des contributions volontaires en nature** | | **87- contributions volontaires en nature** | **0 €** |
| secours en nature | | Bénévolat | |
| Prestations en nature/ Mise à | Location | Prestations en nature/ Mise à disposition | subvention |
| Personnel bénévole | | Dons en nature | |
| **TOTAL DES CHARGES** | **320 976 €** | **TOTAL DES PRODUITS** | **320 976 €** |

## B. Budget 2024

**Compagnie ACTA**

**BUDGET PREVISIONNEL 2024**

1er Janvier 2024 - 31 Décembre 2024

| CHARGES HT | en euros | PRODUITS HT | en euros |
|---|---|---|---|
| **60-Achats** | **18 516 €** | **70-Vente de produits finis, prestations de services, marchandises** | **67 063 €** |
| Achats d'études et de prestations de services | | **Prestation de services/ Ateliers, prestations, participation formation (etc…)** | |
| Achats non stockés de matières et de fournitures | | | |
| Fournitures non stockables (eau energie) | | Vente de marchandise / spectacles et | 32 028 € |
| Fournitures d'entretien et petit équipement | 9 500 € | | |
| Autres fournitures | 9 016 € | Roissy Pays-de-France CARPF Premières Rencontres | 35 035 € |
| **61-Services extérieurs** | **23 327 €** | **74-Subvention d'exploitation** | **267 625 €** |
| Sous-traitance générale/Achats spectacles/intervenants extérieurs | | **Etat (précisez les mineres)** | |
| Locations | 15 022 € | DRAC-Île-de-France département théâtre | 55 000 € |
| Entretien et réparation | 2 105 € | DRAC-Île-de-France SR PACTE- actions culturelles | 30 000 € |
| Assurance | 4 200 € | | |
| Documentation | 2 000 € | ANCT | 10 000 € |
| Divers | | | |
| **62-Autres services extérieurs** | **74 281 €** | **Région Ile de France** | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 17 321 € | Convention de permanence artistique | 50 000 € |
| Publicité, publication | 3 000 € | **Département : Conseil Départemental du Val d'Oise** | |
| frais de maintenance informatique | | conventionnement | 37 300 € |
| Déplacements, missions | 53 960 € | Aide au développement du dispositif d'accueil en résidence | 15 000 € |
| Frais postaux et de télécommunications | | | |
| Services bancaires et autres | | **Commune : Villiers-le-bel subvention** | **31 325 €** |
| **63-Impôts et taxes** | **0 €** | | |
| Impôts et taxes sur rémunérations | | Politique de la ville | 10 000 € |
| Autre impots et taxes | | Aide au Premières Rencontres | 4 000 € |
| Taxe d'apprentissage | | Autres subventions publiques | 25 000 € |
| **64-Charges de personnel** | **253 754 €** | **Autres recettes (préciser) :** | **15 000 €** |
| Rémunération du personnel | 176 095 € | | |
| Charges sociales | 68 059 € | ***fondations : demandes ADP et Bnp Paribas*** | ***15 000 €*** |
| Autres charges de personnel : droits d'auteur, activité partielle | 9 600 € | | |
| **65-Autres charges de gestion courante** | | **75- Autres produits de gestion courante** | **190 €** |
| **66-Charges financières** | | dont cotisations | 190 € |
| **67-Charges exceptionnelles** | | **76-Produits financiers** | |
| **68-Dotation aux amortissements (provision ou renouvellement)** | | **77-Produits exceptionnels** | |
| | | **78-Reprise sur amortissements et** | |
| | | **79-Transferts de charges** | |
| **TOTAL CHARGES PREVISIONNELLES** | **369 878 €** | **TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS** | **349 878 €** |
| | | | |
| **86-Emploi des contributions volontaires en nature** | | **87- contributions volontaires en nature** | **0 €** |
| secours en nature | | Bénévolat | |
| Prestations en nature/ Mise à disposition de | Location | Prestations en nature/ Mise à disposition de | subvention |
| Personnel bénévole | | Dons en nature | |
| **TOTAL DES CHARGES** | **369 878 €** | **TOTAL DES PRODUITS** | **349 878 €** |

## C. Budget 2025

**Compagnie ACTA**

**BUDGET PREVISIONNEL 2025**
1er Janvier 2025 - 31 Décembre 2025

| CHARGES HT | en euros | PRODUITS HT | en euros |
|---|---|---|---|
| **60-Achats** | **32 419 €** | **70-Vente de produits finis, prestations de services, marchandises** | **39 428 €** |
| Achats d'études et de prestations de services | | **Prestation de services/ Ateliers, prestations, participation formation** | |
| Achats non stockés de matières et de fournitures | 14 187 € | | |
| Fournitures non stockables (eau energie) | | Vente de marchandise / spectacles et expositions | 39 428 € |
| Fournitures d'entretien et petit équipement | 18 232 € | | |
| Autres fournitures | | | |
| **61-Services extérieurs** | **23 624 €** | **74-Subvention d'exploitation** | **262 625 €** |
| Sous-traitance générale/Achats spectacles/intervenants extérieurs | 850 € | **Etat (précisez les mineres)** | |
| Locations | 15 022 € | DRAC-Île-de-France département théâtre | 55 000 € |
| Entretien et réparation | 4 459 € | DRAC-Île-de-France SR PACTE- actions culturelles | 30 000 € |
| Assurance | 2 491 € | | |
| Documentation | 802 € | ANCT | 10 000 € |
| Divers | | | |
| **62-Autres services extérieurs** | **27 845 €** | **Région Ile de France** | |
| | | Convention de permanence artistique | 50 000 € |
| | | Aide à la création | 5 000 € |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 400 € | | |
| Publicité, publication | 6 507 € | **Département : Conseil Départemental du Val d'Oise** | |
| frais de maintenance informatique | 3000 | conventionnement | 37 300 € |
| Déplacements, missions | 15 809 € | Aide au développement du dispositif d'accueil en résidence | 15 000 € |
| Frais postaux et de télécommunications | 2 129 € | | |
| Services bancaires et autres | | **Commune : Villiers-le-bel subvention fonctionnement** | **25 325 €** |
| **63-Impôts et taxes** | **0 €** | | |
| Impôts et taxes sur rémunérations | | Politique de la ville | 10 000 € |
| Autre impots et taxes | | | |
| Taxe d'apprentissage | | Autres subventions publiques | 25 000 € |
| **64-Charges de personnel** | **229 855 €** | **Autres recettes (préciser) :** | **11 500 €** |
| Rémunération du personnel | 148 572 € | ***fondations : demandes ADP et Bnp Paribas en cours*** | ***9 500 €*** |
| Charges sociales | 66 283 € | | |
| Autres charges de personnel : droits d'auteur, activité partielle | 15 000 € | **Spedidam** | **2 000 €** |
| **65-Autres charges de gestion courante** | | **75- Autres produits de gestion courante** | **190 €** |
| **66-Charges financières** | | dont cotisations | 190 € |
| **67-Charges exceptionnelles** | | **76-Produits financiers** | |
| **68-Dotation aux amortissements (provision ou renouvellement)** | | **77-Produits exceptionnels** | |
| | | **78-Reprise sur amortissements et** | |
| | | **79-Transferts de charges** | |
| **TOTAL CHARGES PREVISIONNELLES** | **313 743 €** | **TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS** | **313 743 €** |
| | | | |
| **86-Emploi des contributions volontaires en nature** | | **87- contributions volontaires en nature** | **0 €** |
| secours en nature | | Bénévolat | |
| Prestations en nature/ Mise à disposition | Location | Prestations en nature/ Mise à disposition | subvention |
| Personnel bénévole | | Dons en nature | |
| **TOTAL DES CHARGES** | **313 743 €** | **TOTAL DES PRODUITS** | **313 743 €** |

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D' OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 1-23**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Olympisme culturel.

Culture – Action diverses

IMPUTATIONS : 6574 // 311

PIECES JOINTES :

RESUME :
*En application de la feuille de route stratégique approuvée pour la mandature 2022-2028 lors de l'Assemblée départementale du 18 février 2022, le Département réaffirme la priorité donnée aux enjeux de diffusion de la culture auprès de l'ensemble des publics du département, élément essentiel du "mieux vivre" en Val d'Oise.*
*Dans ce cadre, le 13 mai 2022, l'Assemblée départementale adoptait le plan d'actions de la démarche Olympique du Val d'Oise avec l'objectif de faire vivre à tous les Valdoisiens cet événement exceptionnel des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024.*
*Fort de ce plan d'actions, le Département souhaite jouer son rôle de chef de file pour le territoire en accompagnant l'implantation d'un certain nombre de manifestations sur le territoire et en incitant les acteurs locaux à enclencher une dynamique "art et sport" au sein de leurs structures et la mise en œuvre d'actions en direction de leurs publics.*
*Dès lors, le présent rapport propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 55 000 € à trois structures, le Collectif Orbe, la compagnie Oposito et le Festival Baroque, qui participent au développement des propositions culturelles dans le cadre de cet événement.*

## 1. MISE EN OEUVRE D'UN PLAN D'ACTIONS COUVRANT L'ENSEMBLE DU VAL D'OISE EN 2023

L'Olympiade culturelle est une programmation artistique et culturelle pluridisciplinaire qui se déploie à partir de la fin des précédents Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) et ce jusqu'en 2024 sur le territoire français. L'ambition de Paris 2024 est de faire monter ce programme en puissance jusqu'à la cérémonie d'ouverture des JOP.

L'Etat (DRAC Ile-de-France), la Préfecture du Val d'Oise et le Département travaillent conjointement, dans le cadre de l'Olympiade culturelle, à fédérer et soutenir les acteurs culturels du Val d'Oise. De cette dynamique est né, notamment, "L'art du collectif" qui regroupe un certain nombre de structures culturelles du territoire, pour la plupart labellisées, et dont le chef de file est Points communs – scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise. L'objectif est multiple :

- faire bénéficier les Valdoisiens de projets ambitieux avec un fort volet participatif ;
- accroître et faire circuler les publics ;
- renforcer la dynamique partenariale des acteurs ;
- accompagner la relance des acteurs culturels et leur notoriété ;
- affirmer une image positive, dynamique et attractive du Val d'Oise ;
- intégrer à ces projets structurants la dimension héritage culturel des JOP de Paris 2024.

La Préfecture s'est ainsi inscrite en soutien à des projets portés par des acteurs culturels destinés à des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) pour un montant total de 500 000 €. De son côté, la DRAC Ile-de-France soutiendra notamment les projets de "L'art du Collectif" à hauteur de 150 000 €.
Le Département s'est, quant à lui, engagé à accompagner des porteurs de projets déployant leurs actions "art et sport" en zones rurales pour un montant de 150 000 €.

## 2. LE SOUTIEN AUX ACTEURS CULTURELS

### 2.1. Le collectif Orbe avec le projet "Les nouveaux stades"

Ce projet a pour objectif d'investir trois territoires du département pour y organiser de nouveaux rituels culturels, sportifs et ludiques, au croisement du foot de rue, de la danse et du jeu vidéo. Le projet s'installera en résidence pendant quatre semaines entre mai et septembre 2023. Le Collectif interviendra pendant une semaine dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) suivants :

- Roissy Pays de France ;
- Vallée de l'Oise et des Trois Forêts ;
- Vexin Centre.

Ces trois semaines se clôtureront par une résidence à l'Abbaye de Maubuisson (Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP)). Une restitution lors des journées du Patrimoine 2023 valorisera l'ensemble des créations produites avec les participants de chaque territoire.

### 2.2. La Compagnie Oposito avec le projet "Trampoville"

La Compagnie Oposito s'associe notamment avec le Festival "Cergy Soit !" (qui se déploie à présent sur l'ensemble de la CACP) afin de proposer un projet mêlant culture et sport, avec pour ambition de faire entrer en dialogue les arts de la rue et la discipline olympique du trampoline. Mêlant rencontre et participation active du grand public, et la cible du public adolescent, "Trampoville" s'installera dans les quartiers prioritaires des communautés d'agglomération suivants :

- Cergy-Pontoise ;
- Roissy Pays-de-France.

mais également dans les communes rurales suivantes :

- Boisemont ;
- Menucourt ;
- Maurecourt ;
- Puiseux-Pontoise ;
- Survilliers ;
- Marly-la-Ville ;
- Louvres.

Les habitants pourront assister à une programmation originale tout en devenant acteurs du projet à travers des ateliers de médiation et de participation.

### 2.3. Le Festival Baroque avec le projet de tournée "Triathlon Mozart"

Amener la culture dans les territoires éloignés est un enjeu majeur des structures musicales et sportives. Le Festival Baroque a imaginé le projet "Triathlon Mozart" comme une rencontre sur des territoires excentrés. Dans ce nouveau projet mené avec l'ensemble Il Caravaggio, le sport et la culture formeront un socle renouant le dialogue entre la jeunesse et les institutions au profit d'enjeux sociétaux majeurs : lutte contre l'exclusion sociale, égalité femmes-hommes, éducation, lien parents-enfants. Autour de Mozart et de ses contredanses, les participants (enfants, associations…) travailleront aux côtés de la chorégraphe Annie Couture avec des breakers et Yaman Okur, célèbre danseur d'origine pontoisienne, champion du monde de breaking et danseur/chorégraphe de Madonna.

Le projet sera déployé sur trois territoires ruraux du département et notamment dans les Communautés de communes suivantes :

- Vexin Centre ;
- Sausseron Impressionnistes ;
- Haut Val d'Oise.

**2.4. Le déploiement chez les opérateurs culturels départementaux**

La programmation de nos opérateurs culturels départementaux a été finalisée. Pour rappel, celle-ci a pour objectif de favoriser le rayonnement de nos équipements sur le territoire.
Cette programmation originale et inédite mêlant culture et sport s'adossera à des manifestations culturelles nationales. Elle permettra de sensibiliser les publics aussi bien au sport qu'à la culture et de les faire se rencontrer.
La pluridisciplinarité sera donc mise à l'honneur avec une approche transversale : les arts numériques, la danse et le foot, la musique et le judo et enfin l'archéologie et le tir à l'arc.

Quatre grands rendez-vous seront proposés par trois opérateurs entre juin et septembre 2023 :

- durant l'été culturel, l'Abbaye de Maubuisson (CACP) accueillera l'artiste Samuel Bianchini et le Collectif Orbe pendant les Journées Européennes du Patrimoine (JEP) ;
- le 18 juin lors des journées européennes de l'archéologie, le Musée archéologique départemental (Communauté de Communes Vexin Centre) organisera l'Olympiade de la Préhistoire ;
- le 16 septembre (JEP), le Château d'Auvers-sur-Oise (Communauté de communes Sausseron Impressionnistes) accueillera l'Ensemble Multilatérale pour un projet en lien avec le judo.

**3. ELEMENTS BUDGETAIRES**

| | Budget prévisionnel 2023 | Recettes propres | Subventions accordées par la Préfecture (AAP Culture et Quartier) | Subvention sollicitée auprès du Département du Val d'Oise | Subvention proposée par le Département du Val d'Oise |
|---|---|---|---|---|---|
| Collectif Orbe | 69 174,80 € | 6 174, 80 € | Projet exclusivement rural | 35 000 € | 35 000 € |
| Compagnie Oposito | 192 492,89 €€ | € | 75 829,38 € Faisant partie de l'Art du Collectif, la Compagnie bénéficiera d'un financement complémentaire DRAC | 15 000 € | 15 000 € |
| Festival baroque | 80 504 € | 15 024 € | 22 980 € | 5 000 € | 5 000 € Au titre de l'année 2023 |
| TOTAL | | | | | 55 000 € |

Par ailleurs, vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes financés, et concernés par ce dispositif, devront signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale.

Il est rappelé qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**ACCORDER** un total de subventions de 55 000 €, au titre de l'année 2023, aux trois compagnies suivantes :

- le Collectif Orbe, porté par l'espace de création et de diffusion le 6b, pour le projet "Les Nouveaux Stades" pour un montant de 35 000 € ;
- la Compagnie Oposito portée par le Moulin Fondu pour le projet "Trampoville" pour un montant de 15 000 € ;
- le Festival Baroque de Pontoise pour le projet "Triathlon Mozart" pour un montant de 5 000 € ;

**M'AUTORISER** à signer les documents nécessaires au versement des subventions et leurs avenants éventuels ;

**PRECISER** que les organismes financés doivent signer la Charte des Valeurs de la République et de la Laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELER** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des Valeurs de la République et de la Laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-23-1**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Olympisme culturel.

Culture – Action diverses

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n°5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 35 000 €, au titre de l'année 2023, au Collectif Orbe porté par l'espace de création et de diffusion le 6b pour le projet "Les Nouveaux Stades" ;

**AUTORISE** la Présidente à signer les documents nécessaires au versement de la subvention et leurs avenants éventuels ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits correspondants seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-23-2**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Olympisme culturel.

Culture – Action diverses

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n°5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 15 000 €, au titre de l'année 2023, à la Compagnie Oposito portée par le Moulin Fondu pour le projet "Trampoville" ;

**AUTORISE** la Présidente à signer les documents nécessaires au versement de la subvention et leurs avenants éventuels ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits correspondants seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-23-3**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Olympisme culturel.

Culture – Action diverses

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n°5-25 du Conseil départemental du 1er juillet 2021 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 5 000 €, au titre de l'année 2023, au Festival Baroque de Pontoise pour le projet "Triathlon Mozart" ;

**AUTORISE** la Présidente à signer les documents nécessaires au versement de la subvention et leurs avenants éventuels ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir une aide financière du Département, la charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues exigé ;

**DIT** que les crédits correspondants seront prélevés sur l'imputation 6574 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D' OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 1-24**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Don de neuf reproductions haute qualité de tableaux majeurs de Van Gogh par le Musée Van Gogh dans le cadre du projet d'exposition au Château d'Auvers "Van Gogh, les derniers voyages".

IMPUTATIONS : 6241 // 311 et 6288 // 311

PIECES JOINTES : Un projet de contrat

RESUME :
*Conformément à la feuille de route stratégique adoptée à l'Assemblée départementale du 18 février 2022, le Département accorde à la culture et à son rayonnement, une place essentielle, afin de renforcer son attractivité et le mieux-vivre en Val d'Oise.*
*A la faveur des célébrations nationales et internationales des 170 ans de la naissance de Vincent Van Gogh et de ses 50 ans, le Musée Van Gogh d'Amsterdam, en partenariat avec le Musée d'Orsay, organise du 12 mai au 3 septembre 2023, une exposition événement intitulée "Van Gogh à Auvers-sur-Oise, les derniers mois".*
*Le Département a souhaité amorcer un nouvel élan dans l'offre culturelle et touristique du Château d'Auvers-sur-Oise en s'associant à ce projet pour créer une grande exposition "Van Gogh, les derniers voyages", qui trouvera écho dans un nouvel agencement de la Maison du Docteur Gachet, et contribuera à la promotion touristique du territoire.*
*Dans le cadre de ce projet, le Musée Van Gogh d'Amsterdam offre au Département, neuf reproductions de haute qualité de tableaux de l'artiste, pour contribuer notamment à l'exposition "Van Gogh, les derniers voyages".*
*Il est proposé dans le présent rapport d'autoriser la Présidente à signer le contrat de don de reproductions et ses éventuels avenants.*

En application de la note stratégique votée par l'Assemblée Départementale le 18 février 2022, précisant les objectifs de la politique culturelle départementale, le Département s'appuie notamment sur des événements à portée médiatique importante pour développer le rayonnement intra et extra-francilien de ses activités.

A la faveur des célébrations nationales et internationales des 170 ans de la naissance de Vincent Van Gogh et des 50 ans du Musée Van Gogh d'Amsterdam, et en écho à l'exposition événement "Van Gogh à Auvers-sur-Oise, les derniers mois" que portent conjointement le Musée Van Gogh et le Musée d'Orsay, le Département a décidé de créer et présenter au Château d'Auvers une grande exposition "Van Gogh, les derniers voyages".

Cet évenement est aussi l'occasion de promouvoir la première destination touristique du Val d'Oise, Auvers-sur-Oise, qui accueille près de 300 000 visiteurs par an (la Région d'Ile-de-France totalise 50,3 millions de visiteurs en 2019), le tourisme constituant un enjeu majeur, tant pour le développement économique que pour l'aménagement du territoire.

## 1. VAN GOGH, DEUX EXPOSITIONS EVENEMENT

### 1.1. L'Exposition "Van Gogh à Auvers-sur-Oise, les derniers mois"

A l'occasion des 170 ans de la naissance de Vincent Van Gogh et de ses 50 ans, le Musée Van Gogh d'Amsterdam, en partenariat avec le Musée d'Orsay, organise une exposition événement intitulée "Van Gogh à Auvers-sur-Oise, les derniers mois".

Cette exposition sera la première consacrée aux œuvres produites par Vincent Van Gogh (1853-1890) durant les deux derniers mois de sa vie, à Auvers-sur-Oise, à ce stade final de sa carrière. Elle constitue l'aboutissement d'années de recherches sur cette phase cruciale de la vie de l'artiste, et permettra au public de l'apprécier enfin à sa juste dimension.

Arrivé à Auvers-sur-Oise le 20 mai 1890, Vincent Van Gogh y décède le 29 juillet à la suite d'une tentative de suicide. Bien que le peintre n'ait passé qu'un peu plus de deux mois à Auvers-sur-Oise, cette période voit un renouveau artistique, avec un style et un développement propres, marqués par la tension psychique née de sa nouvelle situation, mais aussi par la création de quelques-uns de ses plus grands chefs-d'œuvre.

Durant cette courte période, le peintre produit 74 tableaux et 33 dessins, parmi lesquels des œuvres iconiques : "Le Docteur Paul Gachet", "L'église d'Auvers-sur-Oise", ou encore "Champ de blé aux corbeaux". Riche d'une quarantaine de tableaux et d'une vingtaine de dessins, l'exposition mettra en lumière cette période dans un propos thématique : premiers paysages figurant le village, portraits, natures mortes, paysages de la campagne environnante. Elle présentera aussi une série de tableaux d'un format allongé en double carré, unique dans l'œuvre de Van Gogh.

Pour cette exposition, le Département prête aux musées son exemplaire du recueil d'état-civil de la commune d'Auvers-sur-Oise mentionnant le décès de Vincent Van Gogh, habituellement conservé aux Archives départementales du Val d'Oise, et la presse à graver sur laquelle Vincent Van Gogh, de même que d'autres artistes proches du Docteur Gachet, se seraient essayés à l'eau-forte, habituellement présentée à la Maison du Docteur Gachet.

Cette exposition est organisée par le Musée Van Gogh d'Amsterdam qui la présente du 12 mai au 3 septembre 2023, pour marquer son 50e anniversaire, et par l'Etablissement public des musées d'Orsay et de l'Orangerie de Paris qui la montrera au Musée d'Orsay du 3 octobre 2023 au 4 février 2024.

**1.2. L'exposition "Van Gogh, les derniers voyages"**

Le Département a souhaité amorcer un nouvel élan dans l'offre culturelle et touristique du Château d'Auvers-sur-Oise en s'associant aux célébrations des 170 ans de la naissance de Vincent Van Gogh et des 50 ans du Musée Van Gogh d'Amsterdam, et à cette exposition exceptionnelle.

Ainsi, une exposition, "Van Gogh : les derniers voyages", sera créée et présentée au Château d'Auvers-sur-Oise à partir du 7 octobre 2023 – soit en même temps que l'exposition "Van Gogh à Auvers-sur-Oise" au Musée d'Orsay.

Elle proposera un parcours numérique présentant les œuvres de Vincent Van Gogh en très haute définition, accompagné d'œuvres originales d'artistes de son entourage ou ayant œuvré dans le sillage du peintre. Les reproductions de haute qualité de tableaux majeurs de l'artiste offertes par le Musée Van Gogh d'Amsterdam complètent cette offre.

Pour la première fois, les derniers voyages de Vincent Van Gogh seront présentés comme une ultime exploration et un retour aux sources de l'homme et de l'artiste. Le visiteur voyagera en France en même temps que le peintre, des années parisiennes chez son frère Théo à son dernier séjour à Auvers-sur-Oise, en passant par ses voyages à Arles et Saint-Rémy de Provence. Il entrera à la fois dans son intimité et dans son processus de création.

L'exposition aura pour thème général "Van Gogh en France" et présentera de manière successive les différents environnements matériels et humains de Vincent Van Gogh durant ses quatre dernières années.

La Maison Gachet proposera, en écho à cette exposition événement, un nouvel agencement, proche de celui que Vincent Van Gogh a découvert à son arrivée à Auvers-sur-Oise, permettant ainsi au public de marcher sur les pas de l'artiste, dans l'intimité de sa forte relation d'amitié au Docteur Gachet.

Outre les agents de la Direction de la Culture (DC), le Département s'est adjoint, pour l'élaboration de cette exposition, les services d'un commissaire d'exposition indépendant, spécialiste de la correspondance de Vincent Van Gogh, et consultant sur l'exposition "Van Gogh à Auvers-sur-Oise" du Musée Van Gogh d'Amsterdam et du Musée d'Orsay : Wouter van der Veen.

Le Département est également accompagné, pour la production de l'exposition et l'élaboration scénographique, par l'agence ARTER. Première agence européenne de production d'expositions, d'événements artistiques et culturels, l'agence accompagne les institutions et les artistes dans la réalisation de projets complexes et hors cadre. Entreprise à mission et certifiée ISO, ARTER a, en outre, placé la réduction de l'impact environnemental du secteur culturel au cœur de son projet.

## 2. DON DE NEUF REPRODUCTIONS DE TABLEAUX MAJEURS DE VAN GOGH

L'exposition "Van Gogh, les derniers voyages" proposera au sein du Château d'Auvers-sur-Oise un parcours numérique présentant les œuvres de Vincent Van Gogh en très haute définition, accompagnées d'œuvres originales d'artistes de son entourage ou ayant œuvré dans le sillage du peintre.

Des reproductions de haute qualité de tableaux majeurs de Vincent Van Gogh complèteront cette offre. Initialement sollicitée pour un prêt de ces reproductions, la direction du Musée Van Gogh a accepté de faire don au Département des neuf reproductions suivantes :

- "Sunflowers", (1888) - "Tournesols" ;
- "Almond Blossom", (1890) - "Amandier en fleurs" ;
- "The Harvest" (1889) - "La Moisson" ;
- "Wheatfield under Thunderclouds" (1890) - "Champ de blé sous un ciel de pluie" ;
- "Boulevard de Clichy", (1887) ;
- "The Bedroom", (1888) - "La Chambre" ;
- "Undergrowth", (1889) - "Sous-bois" ;
- "Landscape at Twilight", (1890) - "Paysage au crépuscule" ;
- "Fishing Boats on the Beach at les Saintes-Maries-de-la-Mer", (1888) - "Bateaux de pêche sur la plage" ;

à la condition de s'engager à :

- les montrer uniquement au Château d'Auvers-sur-Oise et à la Maison du Docteur Gachet ;
- ne pas les vendre ;
- prendre en charge les frais de transport et administratifs afférents.

Les conditions de ce don font l'objet d'un contrat et d'une facturation des frais de transport et des frais administratifs.

En conclusion de ce rapport et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**Considérant** la politique culturelle du Département en faveur du dynamisme et du rayonnement de l'offre culturelle valdoisienne ;

**M'AUTORISER** à signer le contrat de don de reproductions haute qualité d'œuvres de Vincent Van Gogh avec le Musée Van Gogh d'Amsterdam et ses éventuels avenants ;

**DIRE** que les frais de transport et administratifs afférents seront pris en charge par le Département ;

**DIRE** que les crédits necessaires sont inscrits sur les imputations 6241 // 311 et 6288 // 311 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 1-24**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Patricia JOSE

SERVICE : Direction de la Culture

OBJET : Don de neuf reproductions haute qualité de tableaux majeurs de Van Gogh par le Musée Van Gogh dans le cadre du projet d'exposition au Château d'Auvers "Van Gogh, les derniers voyages".

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Attractivité territoriale - Emploi - Relations internationales - Tourisme - Action culturelle et Patrimoine remarquable - Numérique - Nouvelles Technologies de l'Information
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** la politique culturelle du Département en faveur du dynamisme et du rayonnement de l'offre culturelle valdoisienne ;

**AUTORISE** la Présidente à signer le contrat de don de reproductions haute qualité d'œuvres de Vincent Van Gogh avec le Musée Van Gogh d'Amsterdam et ses éventuels avenants ;

**DIT** que les frais de transport et administratifs afférents seront pris en charge par le Département ;

**DIT** que les crédits necessaires seront prelevés sur les imputations 6241 // 311 et 6288 // 311 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

Van Gogh Museum Amsterdam

## DONATION AGREEMENT

The undersigned:

**Stichting Van Gogh Museum** (Van Gogh Museum Foundation)**,** registered at Gabriël Metsustraat 8, 1071 DJ Amsterdam, The Netherlands, represented by its Managing Director Rob Groot,

hereinafter to be referred to **as the Donor.**

**AND**

**Conseil départemental de Val d'Oise,** registered at 2 Avenue du parc, CS 20201 Cergy, 95032 Cergy, Pontoise Cedex, France legally represented by Président Marie-Christine Cavecchi

hereinafter to be referred to **as the Donee;**

Projet

**Donor and Donee declare as follows.**

1. The Donor warrants and declares that he is the sole and legal owner of the Museum Editions, hereinafter to be referred to as the Museum Editions.

2. The Museum Editions consist of replicas of artworks of Vincent van Gogh in the collection of the Van Gogh Museum. Photos and information about the Museum Editions are attached to this Agreement as **Annex 1.**

3. The Donor herewith declares to donate the Museum Editions to the Donee under the following conditions;
   - The Donee will use the Museum Editions solely for the display at the following locations: Chateau d'Auvers and at Maison du Dr Gachet.
   - The Donee is not permitted to loan, sell, commercially exploit or reproduce the Museum Editions in any way.
   - The Donee is not permitted to use the Museum Editions for any other purposes than for display at these locations.
   - The Donee acknowledges that the Donor is the owner and/or otherwise controls the intellectual property rights of the Van Gogh Museum logos, tradenames, trademarks, images of works of Vincent van Gogh or any other images or materials created by or referring to the Van Gogh Museum. Nothing in this Agreement constitutes a license or transfer of intellectual property rights of Donor to Donee.
   - The Donee shall not use intellectual property of the Donor or make a link with the Van Gogh Museum whatsoever unless prior written approval is obtained from Donor.

4. The legal delivery shall take place after the Museum Editions have been collected by Donee at the address of Donor at Warehouse (Magazijn) Van Gogh Museum, Stammerkamp 3a, 1112VE Diemen and when the Donee has taken possession of the Museum Editions. The Donee shall inform the Donor at least 5 working days in advance about the time of collection. The Donee accepts the ownership of the Museum Editions.

5. The Donor warrants the following:

- the Donor is the sole lawful owner of the Museum Editions and has good right and title to give the Museum Editions to the Donee;
- there is not any claim of ownership to, lien, or seizure encumbering the Museum Editions;
- there are no governmental restrictions to donate the Museum Editions according to Dutch Law or any other jurisdiction.

6. The Donee will hold the Donor harmless from any legal claims and demands of all persons with regards to the Museum Editions.

7. All cost including transportation costs will be on the account of the Donee. The Donee is responsible for the transport of the Museum Editions.

8. As from the moment of delivery the Donee will get all benefits with regards to the Museum Editions.

9. This Agreement shall be governed by and construed under the laws of The Netherlands. Any dispute, controversy or claim arising out or relating to this Agreement, including the existence, validity, interpretation, performance, breach or termination thereof or any dispute regarding non-contractual obligations arising out of or relating to it shall be referred exclusively to the competent court in Amsterdam, The Netherlands.

Projet

Thus, agreed upon and signed,

| | |
|---|---|
| At Amsterdam, | At _____ |
| Date: | Date: |
| _____ | _____ |
| Rob Groot | Président Marie-Christine Cavecchi |
| For and on behalf of | *For and on behalf of* |
| Stichting Van Gogh Museum | Conseil départmental de Val d'Oise |

## Annex 1

**Photos, information, number of the Museum Editions, including suitcase and documentation box:**

1. **Sunflowers (1888)**
2. **Almond Blossom (1890)**
3. **The Harvest (1889)**
4. **Wheatfield under Thunderclouds (1890)**
5. **Boulevard de Clichy (1887)**
6. **The Bedroom (1888)**
7. **Undergrowth (1889)**
8. **Landscape at Twilight (1890)**
9. **Fishing Boats on the Beach at Les Saintes-Maries-de-la-Mer (1888)**

Projet

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D' OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 2-26**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction des Finances

OBJET : Compte Administratif et Compte de Gestion de l'exercice 2022.
Budget principal et budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE).
Affectation définitive des résultats.

Moyens généraux - Finances

IMPUTATIONS :

PIECES JOINTES : Un rapport de présentation du CA 2022
Les documents budgétaires (Tome 1 et annexes, Tome 2 et annexes)
Les comptes de Gestion établis par le Payeur Départemental

RESUME :
*L'Assemblée départementale est invitée à arrêter définitivement le Compte Administratif (CA) de l'exercice 2022 et à donner acte à la Payeuse départementale de la présentation du Compte de Gestion (CG) du Département et des budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE), en constatant la conformité des écritures.*

Conformément aux dispositions des articles L. 1612-12, L. 3312-5, L. 3312-6 et D. 3342-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est soumis à l'Assemblée départementale les projets de Comptes Administratifs (CA) de l'exercice 2022, ainsi que les Comptes de Gestion (CG) du Département, et des budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE) présentés par Madame la Payeuse départementale, qui atteste de la conformité des écritures entre les comptes de l'ordonnateur et du comptable.

Le rapport détaillé de présentation du CA, qui fait l'objet d'une impression séparée, présente les informations comptables par grand pôle et Direction.

Il est proposé d'arrêter définitivement le CA de l'exercice 2022 et de donner acte à la Payeuse départementale de la communication des CG du Département, et des budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la MDE, en constatant la conformité des écritures.

## 1. BUDGET PRINCIPAL

### 1.1. Résultat de la section de fonctionnement (résultat antérieur reporté + (recettes – dépenses))

| | |
|---|---|
| Reprise du résultat 2021 | 195 665 401,44 € |
| Recettes de fonctionnement de l'exercice 2022 | 1 298 836 968,72 € |
| Dépenses de fonctionnement de l'exercice 2022 | 1 162 628 031,87 € |
| **Résultat section de fonctionnement** | **331 874 338,29 €** |

### 1.2. Calcul du besoin de financement en section d'investissement

| | |
|---|---|
| Résultat 2021 d'investissement reporté | -70 246 275,69 € |
| Recettes d'investissement de l'exercice 2022 | 214 670 772,10 € |
| Dépenses d'investissement de l'exercice 2022 | 296 844 935,30 € |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2022 | -82 174 163,20 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 0 € |
| Restes à réaliser en recettes | 0 € |
| **Résultat section d'investissement** | **-152 420 438,89 €** |

Le résultat 2022 de la section de fonctionnement est excédentaire de 331 874 338,29 €.
Le résultat 2022 ayant fait l'objet d'une reprise anticipée dans le cadre du Budget Primitif (BP) 2023 voté le 31 mars dernier, il est affecté comme suit :

- couverture du besoin de financement de la section d'investissement 2022, soit 152 420 438,89 € à l'article 1068 "excédents de fonctionnement capitalisés" ;
- reprise en recette de fonctionnement, pour un montant de 179 453 899,40 € à l'article R002 "excédent reporté" ;
- reprise en dépense d'investissement, pour un montant de 152 420 438,89 € à l'article D001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté".

## 2. BUDGETS ANNEXES

### 2.1. Budget annexe du Château d'Auvers

Le budget annexe du Château d'Auvers présente un solde excédentaire, tant en section de fonctionnement (+ 586 432,90 €), qu'en section d'investissement (+ 16 390,49 €).

2.1.1. Résultat de la section de fonctionnement (résultat antérieur reporté + (recettes – dépenses))

| | |
|---|---|
| Reprise du résultat 2021 | 280 138,91 € |
| Recettes de fonctionnement de l'exercice 2022 | 1 900 687,90 € |
| Dépenses de fonctionnement de l'exercice 2022 | 1 594 393,91 € |
| **Résultat section de fonctionnement** | **586 432,90 €** |

2.1.2. Calcul du besoin de financement en section d'investissement

| | |
|---|---|
| Résultat 2021 d'investissement reporté | 59 518,21 € |
| Recettes d'investissement de l'exercice 2022 | 16 606,03 € |
| Dépenses d'investissement de l'exercice 2022 | 59 733,75 € |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2022 | -43 127,72 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 0 € |
| Restes à réaliser en recettes | 0 € |
| **Résultat section d'investissement** | **16 390,49 €** |

Ces résultats ont fait l'objet d'une reprise anticipée dans le cadre du BP 2023, voté le 31 mars dernier.

**2.2. Budget annexe du Laboratoire départemental**

Le budget annexe du Laboratoire départemental présente un excédent en fonctionnement à hauteur de 7 512,64 €, qui permet de couvrir le déficit constaté en investissement pour le même montant. La couverture du besoin de financement de la section d'investissement 2022, soit 7 512,64 € est enregistrée à l'article 1068 "excédents de fonctionnement capitalisés".

Le résultat net cumulé est ainsi ramené à zéro ; de fait, aucune inscription n'est réalisée à l'article R002 "excédent reporté".

2.2.1. Résultat de la section de fonctionnement (résultat antérieur reporté + (recettes – dépenses))

| | |
|---|---|
| Reprise du résultat 2021 | 0,00 € |
| Recettes de fonctionnement de l'exercice 2022 | 883 343,27 € |
| Dépenses de fonctionnement de l'exercice 2022 | 875 830,63 € |
| **Résultat section de fonctionnement** | **7 512,64 €** |

2.2.2. Calcul du besoin de financement en section d'investissement

| | |
|---|---|
| Résultat 2021 d'investissement reporté | -7 664,58 € |
| Recettes d'investissement de l'exercice 2022 | 43 433,55 € |
| Dépenses d'investissement de l'exercice 2022 | 43 281,61 € |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2022 | 151,94 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 0 € |
| Restes à réaliser en recettes | 0 € |
| **Résultat section d'investissement** | **-7 512,64 €** |

Ces résultats ont fait l'objet d'une reprise anticipée dans le cadre du BP 2023, voté le 31 mars dernier.

### 2.3. Budget annexe de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE)

Le budget annexe de la MDE présente un solde nul en fonctionnement. La section d'investissement, quant à elle, présente un solde excédentaire à hauteur de 2 063 158,62 €. Cet excédent correspond aux amortissements cumulés, dont l'enregistrement comptable génère, chaque année, une recette d'investissement. La contrepartie en charges est enregistrée en section de fonctionnement.

2.3.1. Résultat de la section de fonctionnement (résultat antérieur reporté + (recettes – dépenses))

| | |
|---|---:|
| Reprise du résultat 2021 | 0,00 € |
| Recettes de fonctionnement de l'exercice 2022 | 9 981 327,24 € |
| Dépenses de fonctionnement de l'exercice 2022 | 9 981 327,24 € |
| **Résultat section de fonctionnement** | **0,00 €** |

2.3.2. Calcul du besoin de financement en section d'investissement

| | |
|---|---:|
| Résultat 2021 d'investissement reporté | 1 846 866,02 € |
| Recettes d'investissement de l'exercice 2022 | 228 380,70 € |
| Dépenses d'investissement de l'exercice 2022 | 16 414,86 € |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2022 | 211 965,84 € |
| Intégration de résultats opérations d'ordre non budgétaires | 4 326,76 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 0 € |
| Restes à réaliser en recettes | 0 € |
| **Résultat section d'investissement** | **2 063 158,62 €** |

Ces résultats ont fait l'objet d'une reprise anticipée dans le cadre du BP 2023, voté le 31 mars dernier.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**ME DONNER ACTE** de la présentation des Comptes de Gestion (CG) de l'exercice 2022, produits par Madame la Payeuse départementale, conformément à l'article D. 3342-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**ARRETER** définitivement les comptes du Département (budget principal) en approuvant le Compte Administratif (CA) de l'exercice 2022 après avoir constaté la conformité de ses écritures avec le CG, en application de l'article L. 1612-12 du CGCT ;

**DIRE** que le résultat 2022 définitif du budget principal, repris de manière anticipée au Budget Primitif (BP) 2023, est affecté comme suit :

- couverture du besoin de financement de la section d'investissement 2022, soit 152 420 438,89 € à l'article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" ;
- reprise en recette de fonctionnement, pour un montant de 179 453 899,40 € à l'article R002 "Excédent reporté" ;
- reprise en dépense d'investissement, pour un montant de 152 420 438,89 € à l'article D001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté";

**ARRETER** définitivement les comptes du Département du budget annexe du Château d'Auvers, en approuvant le CA de l'exercice 2022, après avoir constaté la conformité de ses écritures avec le CG, en application de l'article L. 1612-12 du CGCT ;

**DIRE** que le résultat 2022 définitif du budget annexe du Château d'Auvers, repris de manière anticipée au BP 2023, est affecté comme suit :

- reprise en recette d'investissement 2022, pour un montant de 16 390,49 € à l'article R001 "Solde d'exécution de la section d'investissement" ;
- reprise en recette de fonctionnement, pour un montant de 586 432,90 € à l'article R002 "Excédent reporté" ;

**ARRETER** définitivement les comptes du Département du budget annexe du Laboratoire départemental, en approuvant le CA de l'exercice 2022, après avoir constaté la conformité de ses écritures avec le CG, en application de l'article L. 1612-12 du CGCT ;

**DIRE** que le résultat 2022 définitif du budget annexe du Laboratoire départemental, repris de manière anticipée au BP 2023, est affecté comme suit :

- couverture du besoin de financement de la section d'investissement 2022, soit 7 512,64 € , à l'article 1068 "excédents de fonctionnement capitalisés" ;
- reprise en dépense d'investissement, pour un montant de 7 512,64 € à l'article D001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté" ;

Le résultat net cumulé est ainsi ramené à zéro ; de fait, aucune inscription n'est réalisée à l'article R002 "Excédent reporté" ;

**ARRETER** définitivement les comptes du Département du budget annexe de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE), en approuvant le CA de l'exercice 2022, après avoir constaté la conformité de ses écritures avec le CG, en application de l'article L. 1612-12 du CGCT ;

**DIRE** que le budget annexe de la MDE présente un solde nul en fonctionnement. La section d'investissement, quant à elle, présente un solde excédentaire à hauteur de 2 063 158,62 €. Ces résultats ont fait l'objet d'une reprise anticipée dans le cadre du BP 2023, voté le 31 mars dernier.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-26-1**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Yannick BOEDEC

SERVICE : Direction des Finances

OBJET : Compte Administratif et Compte de Gestion de l'exercice 2022.
Budget principal et budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE).
Affectation définitive des résultats.

Moyens généraux - Finances

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**DONNE ACTE** à la Présidente de la présentation du Compte de Gestion (CG) de l'exercice 2022, produit par la Payeuse départementale conformément à l'article D. 3342-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**ARRETE** définitivement les comptes du Département (budget principal) en approuvant le Compte Administratif (CA) de l'exercice 2022 après avoir constaté la conformité de ses écritures avec le CG, en application de l'article L. 1612-12 du CGCT :

**Budget principal**

- **Résultat de la section de fonctionnement (résultat antérieur reporté + (recettes – dépenses))**

| | |
|---|---|
| Reprise du résultat 2021 | 195 665 401,44 € |
| Recettes de fonctionnement de l'exercice 2022 | 1 298 836 968,72 € |
| Dépenses de fonctionnement de l'exercice 2022 | 1 162 628 031,87 € |
| **Résultat section de fonctionnement** | **331 874 338,29 €** |

- **Calcul du besoin de financement en section d'investissement**

| | |
|---|---|
| Résultat 2021 d'investissement reporté | -70 246 275,69 € |
| Recettes d'investissement de l'exercice 2022 | 214 670 772,10 € |
| Dépenses d'investissement de l'exercice 2022 | 296 844 935,30 € |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2022 | -82 174 163,20 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 0 € |
| Restes à réaliser en recettes | 0 € |
| **Résultat section d'investissement** | **-152 420 438,89 €** |

**DIT** que le résultat 2022 définitif du budget principal, repris de manière anticipée au Budget Primitif (BP) 2023, est affecté comme suit :

- couverture du besoin de financement de la section d'investissement 2022, soit 152 420 438,89 € à l'article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" ;
- reprise en recette de fonctionnement, pour un montant de 179 453 899,40 € à l'article R002 "Excédent reporté" ;
- reprise en dépense d'investissement, pour un montant de 152 420 438,89 € à l'article D001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté".

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 33 |
| *Vote contre* | 8 |
| *Ne prend pas part au vote* | 1 |
| *Abstention* | |

Contre : M. Pascal BERTOLINI, M. Nicolas BOUGEARD, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Cédric SABOURET, Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO
Abstention :
Ne prend pas part au vote : Mme Marie-Christine CAVECCHI

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-26-2**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Yannick BOEDEC

SERVICE : Direction des Finances

OBJET : Compte Administratif et Compte de Gestion de l'exercice 2022.
Budget principal et budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE).
Affectation définitive des résultats.

Moyens généraux - Finances

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**DONNE ACTE** à la Présidente de la présentation du Compte de Gestion (CG) du budget annexe du Château d'Auvers de l'exercice 2022, produit par la Payeuse départementale conformément à l'article D. 3342-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**ARRETE** définitivement les comptes du Département du budget annexe du Château d'Auvers, en approuvant le Compte Administratif (CA) de l'exercice 2022 après avoir constaté la conformité de ses écritures avec le CG, en application de l'article L. 1612-12 du CGCT :

**Budget annexe du Château d'Auvers**

Le budget annexe du Château d'Auvers présente un excédent de fonctionnement de 586 432,90 € et un excédent d'investissement de 16 390,49 €.

- **Résultat de la section de fonctionnement**

| | |
|---|---|
| Reprise du résultat 2021 | 280 138,91 € |
| Recettes de fonctionnement de l'exercice 2022 | 1 900 687,90 € |
| Dépenses de fonctionnement de l'exercice 2022 | 1 594 393,91 € |
| **Résultat section de fonctionnement** | **586 432,90 €** |

- **Calcul du besoin de financement en section d'investissement**

| | |
|---|---|
| Résultat 2021 d'investissement reporté | 59 518,21 € |
| Recettes d'investissement de l'exercice 2022 | 16 606,03 € |
| Dépenses d'investissement de l'exercice 2022 | 59 733,75 € |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2022 | -43 127,72 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 0 € |
| Restes à réaliser en recettes | 0 € |
| **Résultat section d'investissement** | **16 390,49 €** |

**DIT** que le résultat 2022 définitif du budget annexe du Château d'Auvers, repris de manière anticipée au Budget Primitif (BP) 2023, est affecté comme suit :

- reprise en recette d'investissement 2022, pour un montant de 16 390,49 € à l'article R001 "Solde d'exécution de la section d'investissement" ;
- reprise en recette de fonctionnement, pour un montant de 586 432,90 € à l'article R002 "Excédent reporté".

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 33 |
| *Vote contre* | 8 |
| *Ne prend pas part au vote* | 1 |
| *Abstention* | |

Contre : M. Pascal BERTOLINI, M. Nicolas BOUGEARD, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Cédric SABOURET, Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO
Abstention :
Ne prend pas part au vote : Mme Marie-Christine CAVECCHI

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-26-3**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Yannick BOEDEC

SERVICE : Direction des Finances

OBJET : Compte Administratif et Compte de Gestion de l'exercice 2022.
Budget principal et budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE).
Affectation définitive des résultats.

Moyens généraux - Finances

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**DONNE ACTE** à la Présidente de la présentation du Compte de Gestion (CG) du budget annexe du Laboratoire départemental de l'exercice 2022, produit par la Payeuse départementale conformément à l'article D. 3342-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**ARRETE** définitivement les comptes du Département du budget annexe du Laboratoire départemental, en approuvant le Compte Administratif (CA) de l'exercice 2022 après avoir constaté la conformité de ses écritures avec le CG, en application de l'article L. 1612-12 du CGCT ;

**Budget annexe du Laboratoire départemental**

- **Résultat de la section de fonctionnement (résultat antérieur reporté + (recettes – dépenses))**

| | |
|---|---|
| Reprise du résultat 2021 | 0,00 € |
| Recettes de fonctionnement de l'exercice 2022 | 883 343,27 € |
| Dépenses de fonctionnement de l'exercice 2022 | 875 830,63 € |
| **Résultat section de fonctionnement** | **7 512,64 €** |

- **Calcul du besoin de financement en section d'investissement**

| | |
|---|---|
| Résultat 2021 d'investissement reporté | -7 664,58 € |
| Recettes d'investissement de l'exercice 2022 | 43 433,55 € |
| Dépenses d'investissement de l'exercice 2022 | 43 281,61 € |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2022 | 151,94 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 0 € |
| Restes à réaliser en recettes | 0 € |
| **Résultat section d'investissement** | **-7 512,64 €** |

**DIT** que le résultat 2022 définitif du budget annexe du Laboratoire départemental, repris de manière anticipée au BP 2023, est affecté comme suit :

• couverture du besoin de financement de la section d'investissement 2022, soit 7 512,64 €, à l'article 1068 "excédents de fonctionnement capitalisés" ;

• reprise en dépense d'investissement, pour un montant de 7 512,64 € à l'article D001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté" ;

Le résultat net cumulé est ainsi ramené à zéro ; de fait, aucune inscription n'est réalisée à l'article R002 "Excédent reporté".

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 33 |
| *Vote contre* | 8 |
| *Ne prend pas part au vote* | 1 |
| *Abstention* | |

Contre : M. Pascal BERTOLINI, M. Nicolas BOUGEARD, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Cédric SABOURET, Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO
Abstention :
Ne prend pas part au vote : Mme Marie-Christine CAVECCHI

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-26-4**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Yannick BOEDEC

SERVICE : Direction des Finances

OBJET : Compte Administratif et Compte de Gestion de l'exercice 2022.
Budget principal et budgets annexes du Château d'Auvers, du Laboratoire départemental et de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE).
Affectation définitive des résultats.

Moyens généraux - Finances

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**DONNE ACTE** à la Présidente de la présentation du Compte de Gestion (CG) du budget annexe de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE) de l'exercice 2022, produit par la Payeuse départementale conformément à l'article D. 3342-13 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**ARRETE** définitivement les comptes du Département du budget annexe de la MDE, en approuvant le Compte Administratif (CA) de l'exercice 2022 après avoir constaté la conformité de ses écritures avec le CG, en application de l'article L. 1612-12 du CGCT :

**Budget annexe de la MDE**

- **Résultat de la section de fonctionnement (résultat antérieur reporté + (recettes – dépenses))**

| | |
|---|---|
| Reprise du résultat 2021 | 0,00 € |
| Recettes de fonctionnement de l'exercice 2022 | 9 981 327,24 € |
| Dépenses de fonctionnement de l'exercice 2022 | 9 981 327,24 € |
| **Résultat section de fonctionnement** | **0,00 €** |

- **Calcul du besoin de financement en section d'investissement**

| | |
|---|---|
| Résultat 2021 d'investissement reporté | 1 846 866,02 € |
| Recettes d'investissement de l'exercice 2022 | 228 380,70 € |
| Dépenses d'investissement de l'exercice 2022 | 16 414,86 € |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2022 | 211 965,84 € |
| Intégration de résultats opérations d'ordre non budgétaires | 4 326,76 € |
| Restes à réaliser en dépenses | 0 € |
| Restes à réaliser en recettes | 0 € |
| **Résultat section d'investissement** | **2 063 158,62 €** |

**DIT** que le budget annexe de la MDE, présente un solde nul en fonctionnement. La section d'investissement, quant à elle, présente un solde excédentaire à hauteur de 2 063 158,62 €. Les résultats ont fait l'objet d'une reprise anticipée dans le cadre du Budget Primitif (BP) 2023, voté le 31 mars dernier.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 32 |
| *Vote contre* | 8 |
| *Ne prend pas part au vote* | 2 |
| *Abstention* | |

Contre : M. Pascal BERTOLINI, M. Nicolas BOUGEARD, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Cédric SABOURET, Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO
Abstention :
Ne prend pas part au vote : Mme Marie-Christine CAVECCHI et Mme Véronique PELISSIER

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**
P.DEP VAL-D'OISE
N° CODIQUE 095090
Date Edition : 23/02/2023

IDENTIFIANT BUDGET 00400
N° de SIRET 22950127500015

# DEPARTEMENT DU VAL D OISE
# BUDGET PRINCIPAL

# COMPTE DE GESTION
# EXERCICE 2022

**PRÉSENTÉ À**
La Chambre régionale des comptes

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**
Mme Brigitte PEREZ
Mme Françoise HOURCADE

095090 P.DEP VAL-D'OISE

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**
DU 01/01/2022 AU 30/11/2022
DU 01/12/2022 AU 23/02/2023

Population 1105464
Nomenclature M52 départements
Voté par Nature avec ref. fonct.

# SOMMAIRE

## Le Compte de Gestion sur Chiffres


1ERE PARTIE : Situation patrimoniale ..... 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe ..... 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire ..... 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 32
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs ..... 57
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 58
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 125
4EME PARTIE : Page des signatures .....126

# Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE

Exercice 2022

| ACTIF NET[1] | Total(En Milliers d'Euros) | PASSIF | Total(En Milliers d'Euros) |
|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles (nettes)** | **552 917,53** | Dotations | 470 579,73 |
| Terrains | 67 006,71 | Fonds Globalisés | 589 091,05 |
| Constructions | 965 463,65 | Réserves | 1 854 412,78 |
| Réseaux et installations de voirie et réseaux divers | 2 286 435,55 | Différences sur réalisations d'immobilisations | 30 412,12 |
| Immobilisations corporelles en cours | 831 465,62 | Report à nouveau | 195 665,40 |
| Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées | 45 653,48 | Résultat de l'exercice | 136 208,94 |
| Autres immobilisations corporelles | 24 446,17 | Subventions transférables | 269 706,56 |
| **Total immobilisations corporelles (nettes)** | **4 220 471,18** | Subventions non transférables | 532 397,67 |
| **Immobilisations financières** | **2 957,73** | Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant | 94 487,89 |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISE** | **4 776 346,44** | Autres fonds propres | |
| Stocks | 66,53 | **TOTAL FONDS PROPRES** | **4 172 962,15** |
| Créances | 29 091,72 | **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | **12 800,00** |
| Valeurs mobilières de placement | | **Dettes financières à long terme** | **789 879,10** |
| Disponibilités | 221 683,33 | Fournisseurs[2] | 30 184,97 |
| Autres actifs circulant | | Autres dettes à court terme | 20 330,61 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **250 841,57** | **Total dettes à court terme** | **50 515,58** |
| **Comptes de régularisations** | **118,68** | **TOTAL DETTES** | **840 394,68** |
| | | **Comptes de régularisations** | **1 149,87** |
| **TOTAL ACTIF** | **5 027 306,70** | **TOTAL PASSIF** | **5 027 306,70** |

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

# BILAN (en Euros)

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | ACTIF | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISE | Subventions d'équipement versées | 1 352 094 001,41 | 818 303 081,51 | 533 790 919,90 | 541 158 515,27 |
| | Autres immobilisations incorporelles | 63 562 774,40 | 44 436 163,39 | 19 126 611,01 | 18 259 378,90 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | En toute propriété : Terrains | 60 998 213,66 | 248 134,19 | 60 750 079,47 | 60 210 520,67 |
| | En toute propriété: Constructions | 586 223 435,80 | 5 472 024,00 | 580 751 411,80 | 565 334 398,36 |
| | En toute propriété : Constr sol d'autrui | 72 559 364,94 | 263 177,00 | 72 296 187,94 | 70 795 547,01 |
| | En tte prop : Réseaux install de voirie | 2 287 238 741,66 | 803 190,34 | 2 286 435 551,32 | 2 253 964 526,29 |
| | En toute propriété : Oeuvres d'art | 4 871 641,84 | | 4 871 641,84 | 4 723 304,74 |
| | En toute propriété : Autres immob corpo | 61 938 714,18 | 42 364 186,15 | 19 574 528,03 | 18 491 379,10 |
| | En toute propriété : Immob en cours | 831 465 618,80 | | 831 465 618,80 | 763 958 338,42 |
| | En tte prop: Immob affectées à un sce | 2 791 459,53 | | 2 791 459,53 | 2 791 459,53 |
| | Immo mises en concession ou à dispo | 42 862 024,96 | | 42 862 024,96 | 42 318 150,23 |
| | Reçues mise à dispo : Terrains | 6 256 628,23 | | 6 256 628,23 | 6 256 628,23 |
| | Reçues mise à dispo : Constructions | 313 609 300,82 | 1 193 249,00 | 312 416 051,82 | 300 411 789,86 |
| | Reçues mise à dispo : Constr sol autrui | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Rés install voirie | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Collections et uv | | | | |
| | Immo C mise à dispo : Autres immos corpo | | | | |
| | MONTANT A REPORTER | 5 686 471 920,23 | 913 083 205,58 | 4 773 388 714,65 | 4 648 673 936,61 |

# BILAN (en Euros)

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISE SUITE | REPORT | 5 686 471 920,23 | 913 083 205,58 | 4 773 388 714,65 | 4 648 673 936,61 |
| | Terrains recus au titre d'affectation | | | | |
| | Construct reçues au titre d'affectation | | | | |
| | Reçues en affectat : Construc sol autrui | | | | |
| | Reçues en affectat : Rés instal voirie | | | | |
| | Reçues en affectat : Oeuvres d'art | | | | |
| | Reçues en affectat : Autres immob corpo | | | | |
| | Participations et créances rattachées | 803 125,97 | | 803 125,97 | 1 451 068,11 |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Avances en garanties d'emprunt | | | | |
| | Prêts | 1 632 602,46 | | 1 632 602,46 | 1 746 939,21 |
| | Immob financières : Autres créances | 521 998,37 | | 521 998,37 | 488 706,86 |
| | **ACTIF IMMOBILISE TOTAL I** | **5 689 429 647,03** | **913 083 205,58** | **4 776 346 441,45** | **4 652 360 650,79** |

# BILAN (en Euros)

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en cours: Production | 66 530,89 | | 66 530,89 | 72 937,72 |
| | Autres stocks | | | | |
| | Redevables et comptes rattachés | 1 329 867,90 | | 1 329 867,90 | 717 228,21 |
| | Créances douteuses et irrécouvrables | | | | |
| | Créances sur l'Etat et collec publiques | 8 166 424,30 | | 8 166 424,30 | 5 999 783,16 |
| | Créances sur les budgets annexes | 88 982,04 | | 88 982,04 | 88 633,75 |
| | Opérations pour le compte de tiers | 3 953 117,10 | | 3 953 117,10 | 982 323,39 |
| | Créances: Autres créances | 24 003 729,60 | 8 450 404,86 | 15 553 324,74 | 13 212 289,56 |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Disponibilités | 221 683 325,32 | | 221 683 325,32 | 442 359 316,55 |
| | Avances de trésorerie | | | | |
| | Charges constatées d'avance | | | | |
| | **ACTIF CIRCULANT TOTAL II** | **259 291 977,15** | **8 450 404,86** | **250 841 572,29** | **463 432 512,34** |

# BILAN (en Euros)

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| COMPTES DE REGULARI SATION | Charges à répartir sur plusieurs exer | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations | 118 209,97 | | 118 209,97 | 149 786,64 |
| | Dépenses à classer et à régulariser | 472,30 | | 472,30 | |
| | Ecarts de conversion - Actif | | | | |
| | **COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III** | **118 682,27** | | **118 682,27** | **149 786,64** |
| | **TOTAL GENERAL (I + II + III)** | **5 948 840 306,45** | **921 533 610,44** | **5 027 306 696,01** | **5 115 942 949,77** |

# BILAN (en Euros)

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| FONDS PROPRES | Fonds internes : dotations | 470 579 730,84 | 470 579 730,84 |
| | Mise à disposition chez le bénéficiaire | 92 716 331,84 | 92 716 331,84 |
| | Affectation par collec de rattachement | | |
| | Réserves | 1 854 412 782,25 | 1 784 166 506,56 |
| | Neutralisation des amortissements | -2 829 116,00 | -900 355,00 |
| | Report à nouveau | 195 665 401,44 | 149 956 089,20 |
| | Résultat de l'exercice | 136 208 936,85 | 115 955 587,93 |
| | Subventions rattachées aux actifs amort | 269 706 557,22 | 231 548 328,58 |
| | Différences sur réalisations d'immob | 33 241 240,47 | 32 507 038,42 |
| | Fonds d'investissement | 589 091 052,09 | 571 069 040,61 |
| | Subventions non rattachées aux actifs a | 532 397 672,90 | 528 360 305,68 |
| | Droits de l'affectant | | |
| | Droits du remettant | 1 771 560,03 | 1 771 560,03 |
| | **FONDS PROPRES TOTAL I** | **4 172 962 149,93** | **3 977 730 164,69** |

# BILAN (en Euros)

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Provisions pour risques | 12 800 000,00 | 12 800 000,00 |
| | Provisions pour charges | | |
| | **PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II** | **12 800 000,00** | **12 800 000,00** |

# BILAN (en Euros)

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| DETTES | Emprunts obligataires | 345 400 000,00 | 368 900 000,00 |
| | Emprunts auprès des établissements finan | 444 461 287,85 | 505 799 519,50 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 17 811,37 | 17 811,37 |
| | Crédits et lignes de trésorerie | | 200 000 000,00 |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 27 771 317,30 | 28 527 935,16 |
| | Dettes fiscales et sociales | 115 912,17 | 616 610,72 |
| | Dettes envers l'Etat et les collec publ | 602 184,53 | 2 723 784,92 |
| | Opérations pour le compte de la CE, Deni | 46 116,43 | 46 116,43 |
| | Dettes envers les BA | 2 413 736,74 | 2 073 990,16 |
| | Opérations pour le compte de tiers | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| | Dettes diverses : Autres dettes | 14 152 657,89 | 9 532 417,14 |
| | Fournisseurs d'immobilisations | 2 413 651,57 | 3 304 211,15 |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | **DETTES TOTAL III** | **840 394 675,85** | **1 124 542 396,55** |

# BILAN (en Euros)

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| COMPTES DE REGULARI SATION | Recettes à classer ou à régulariser | 1 149 870,23 | 870 388,53 |
| | Ecarts de conversion - Passif | | |
| | **COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV** | **1 149 870,23** | **870 388,53** |
| | **TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV)** | **5 027 306 696,01** | **5 115 942 949,77** |

# Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| Impôts et taxes perçus | 1 010 727,03 | 983 878,17 |
| Dotations et subventions reçues | 208 920,18 | 198 552,23 |
| Produits des services | 4 986,21 | 4 700,08 |
| Autres produits | 38 752,81 | 33 644,40 |
| Transfert de charges | | |
| Produits courants non financiers | 1 263 386,24 | 1 220 774,87 |
| Traitements, salaires, charges sociales | 164 658,97 | 159 224,94 |
| Achats et charges externes | 71 520,68 | 69 760,23 |
| Participations et interventions | 167 006,64 | 166 353,42 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 69 803,34 | 67 676,02 |
| Autres charges | 630 372,91 | 627 232,82 |
| Charges courantes non financières | 1 103 362,54 | 1 090 247,43 |
| **RESULTAT COURANT NON FINANCIER** | **160 023,70** | **130 527,43** |
| Produits courants financiers | 589,28 | 1 016,11 |
| Charges courantes financières | 15 394,52 | 15 932,91 |
| **RESULTAT COURANT FINANCIER** | **-14 805,24** | **-14 916,80** |
| **RESULTAT COURANT** | **145 218,46** | **115 610,64** |
| Produits exceptionnels | 5 541,19 | 4 145,52 |
| Charges exceptionnelles | 14 550,72 | 3 800,57 |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | **-9 009,52** | **344,95** |
| **IMPOTS SUR LES BENEFICES** | | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | **136 208,94** | **115 955,59** |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS** | | |
| Pdts non financiers: Impôts locaux | 167 886 283,91 | 171 673 303,53 |
| Pdts non financ : Autres impôts et taxes | 842 840 747,69 | 812 204 863,79 |
| Produits services, domaine et ventes div | 4 986 212,70 | 4 700 076,81 |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Reprises amortis prov (non financiers) | 5 280 703,26 | 59 971,08 |
| Pdts non financiers : Transferts charges | | |
| Autres produits | 33 472 107,55 | 33 584 427,02 |
| Dotations de l'Etat | 109 391 291,51 | 108 757 366,50 |
| Subventions et participations | 73 114 335,90 | 66 130 719,21 |
| Autres attributions (péréquat, compensa) | 26 414 554,69 | 23 664 139,66 |
| **TOTAL I** | **1 263 386 237,21** | **1 220 774 867,60** |
| **CHARGES COURANTES NON FINANCIERES** | | |
| Traitements et salaires | 119 422 618,59 | 114 550 757,49 |
| Charges sociales | 45 236 352,18 | 44 674 179,31 |
| Achats et charges externes | 71 520 675,07 | 69 760 232,76 |
| Chgs non financières: Impôts et taxes | 3 896 964,70 | 3 744 908,03 |
| Dotations amortissements des immob | 69 379 306,76 | 66 812 451,61 |
| Dot amort sur charges à répartir | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| Dotations provisions (non financières) | 424 030,29 | 863 568,82 |
| Autres charges | 626 482 302,28 | 623 497 448,51 |
| Contributions obligatoires | 93 121 357,28 | 91 797 164,79 |
| Participations | 46 292 821,82 | 45 766 815,39 |
| Particip et interventions : Subventions | 27 586 108,77 | 28 779 906,41 |
| **TOTAL II** | **1 103 362 537,74** | **1 090 247 433,12** |
| **A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)** | **160 023 699,47** | **130 527 434,48** |
| **PRODUITS COURANTS FINANCIERS** | | |
| Valeurs mobilières, créances de l'actif | | 0,79 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 589 283,44 | 1 016 110,64 |
| Gains de change | | |
| Produit net sur cessions de VMP | | |
| Pdts financiers: Reprises provisions | | |
| Pdts financiers: Transferts de charges | | |
| **TOTAL III** | **589 283,44** | **1 016 111,43** |
| **CHARGES COURANTES FINANCIERES** | | |
| Intérêts et charges assimilées | 15 362 945,83 | 15 892 968,52 |
| Pertes de change | | |
| Charges nettes sur cessions de VMP | | |
| Dotations amo et prov (financières) | 31 576,67 | 39 941,67 |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE

Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **TOTAL IV** | **15 394 522,50** | **15 932 910,19** |
| **B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)** | **-14 805 239,06** | **-14 916 798,76** |
| **A + B - RESULTAT COURANT** | **145 218 460,41** | **115 610 635,72** |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | |
| Pdts excep op gestion : Subventions | 40 500,00 | 68 000,00 |
| Pdt excep op gestion : Autres opérations | 835 997,84 | 629 949,34 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 1 609 189,88 | 2 161 093,43 |
| Différences sur réalisations (négatives) | 279 934,62 | 104 296,31 |
| Neutralisation des amortissements | 1 928 761,00 | 900 355,00 |
| Pdt excep op capital : Autres opérations | 846 810,34 | 281 826,58 |
| Pdts excep : Reprises sur provisions | | |
| Pdts excep : Transferts de charges | | |
| **TOTAL V** | **5 541 193,68** | **4 145 520,66** |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | |
| Charg except op gestion : subventions | 5 239 689,72 | |
| Chg excep op gestion : Autres opérations | 3 586 907,60 | 1 530 672,03 |
| Valeur comptable des immo cédées | 874 987,83 | 785 479,04 |
| Différences sur réalisations (positives) | 1 014 136,67 | 1 479 910,70 |
| Chg excep op capital : Autres opérations | 3 834 995,42 | 4 506,68 |
| Dot. amort. et prov exceptionnelles | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE

Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **TOTAL VI** | **14 550 717,24** | **3 800 568,45** |
| **C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)** | **-10 204 082,51** | **820 211,60** |
| **C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)** | **-9 009 523,56** | **344 952,21** |
| Total des produits hors neutralisation (I+III+V-776) | 1 267 308 018,71 | 1 224 931 848,38 |
| Total des charges hors neutralisation (II+IV+VI-676) | 1 132 293 640,81 | 1 108 501 001,06 |
| D.1 - RESULTAT COMPTABLE hors neutralisations (A+B+C.1) | 135 014 377,90 | 116 430 847,32 |
| Neutralisation budgétaire des plus et moins values (7761-6761) | -734 202,05 | -1 375 614,39 |
| Neutralisation budgétaire d'amortissements (7768) | 1 928 761,00 | 900 355,00 |
| **D.2 - RESULTAT DE L'EXERCICE (A+B+C.2)** | **136 208 936,85** | **115 955 587,93** |

# Opérations Compte de Tiers

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

| Opérations pour le compte de tiers | Balance d'entrée | | Dépenses de l'année | Recettes de l'année | Balance de sortie | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Solde débiteur | Solde créditeur | | | Solde débiteur | Solde créditeur |

# Opérations Compte de Tiers

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

| Opérations pour le compte de tiers | Balance d'entrée | | Dépenses de l'année | Recettes de l'année | Balance de sortie | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Solde débiteur | Solde créditeur | | | Solde débiteur | Solde créditeur |
| 4581-11 | 924 399,64 | | 2 891 778,72 | | 3 816 178,36 | |
| 4582-11 | | 3 000 000,00 | | | | 3 000 000,00 |
| 4581-8 | 57 923,75 | | 79 014,99 | | 136 938,74 | |

# Résultats budgétaires de l'exercice

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE

Exercice 2022

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 415 663 031,99 | 1 451 776 547,59 | 1 867 439 579,58 |
| Titres de recette émis (b) | 214 770 792,10 | 1 334 796 295,72 | 1 549 567 087,82 |
| Réductions de titres (c) | 100 020,00 | 35 959 327,00 | 36 059 347,00 |
| Recettes nettes (d = b - c) | 214 670 772,10 | 1 298 836 968,72 | 1 513 507 740,82 |
| **DEPENSES** | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 415 663 031,99 | 1 451 776 547,59 | 1 867 439 579,58 |
| Mandats émis (f) | 298 455 238,50 | 1 197 800 193,02 | 1 496 255 431,52 |
| Annulations de mandats (g) | 1 610 303,20 | 35 172 161,15 | 36 782 464,35 |
| Depenses nettes (h = f - g) | 296 844 935,30 | 1 162 628 031,87 | 1 459 472 967,17 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | | |
| (d - h) Excédent | | 136 208 936,85 | 54 034 773,65 |
| (h - d) Déficit | 82 174 163,20 | | |

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2022 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | -70 246 275,69 | | -82 174 163,20 | | -152 420 438,89 |
| Fonctionnement | 265 911 677,13 | 70 246 275,69 | 136 208 936,85 | | 331 874 338,29 |
| **TOTAL I** | **195 665 401,44** | **70 246 275,69** | **54 034 773,65** | | **179 453 899,40** |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| 00401-MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE | | | | | |
| Investissement | 1 846 866,02 | | 211 965,84 | 4 326,76 | 2 063 158,62 |
| Fonctionnement | | | | | |
| **Sous-Total** | **1 846 866,02** | | **211 965,84** | **4 326,76** | **2 063 158,62** |
| 00402-LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - | | | | | |
| Investissement | -7 664,58 | | 151,94 | | -7 512,64 |
| Fonctionnement | 7 664,58 | 7 664,58 | 7 512,64 | | 7 512,64 |
| **Sous-Total** | | **7 664,58** | **7 664,58** | | |
| 00403-CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. | | | | | |
| Investissement | 59 518,21 | | -43 127,72 | | 16 390,49 |

4326,76 : Dotation aux provisions compte 496 semi budgétaire MDE - M22

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2022 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Fonctionnement | 280 138,91 | | 306 293,99 | | 586 432,90 |
| **Sous-Total** | **339 657,12** | | **263 166,27** | | **602 823,39** |
| **TOTAL II** | **2 186 523,14** | **7 664,58** | **482 796,69** | **4 326,76** | **2 665 982,01** |
| III - Budgets des services à | | | | | |
| caractère industriel | | | | | |
| et commercial | | | | | |
| **TOTAL III** | | | | | |
| **TOTAL I + II + III** | **197 851 924,58** | **70 253 940,27** | **54 517 570,34** | **4 326,76** | **182 119 881,41** |

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Dépenses nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | Revenu de solidarité active - investissement | 127 000,00 | | 127 000,00 | 113 440,00 | | 113 440,00 | 13 560,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 100 000,00 | | 100 000,00 | 12 343,00 | | 12 343,00 | 87 657,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilees | 86 525 886,27 | | 86 525 886,27 | 86 524 886,41 | | 86 524 886,41 | 999,86 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 8 467 477,00 | -977 443,31 | 7 490 033,69 | 5 295 774,37 | 64 471,26 | 5 231 303,11 | 2 258 730,58 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 56 222 351,00 | 4 785 648,65 | 61 007 999,65 | 44 634 562,14 | 266 017,59 | 44 368 544,55 | 16 639 455,10 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 13 088 168,00 | 473 930,03 | 13 562 098,03 | 11 417 461,16 | 33 954,45 | 11 383 506,71 | 2 178 591,32 |
| 23 | Immobilisations en cours | 155 859 399,00 | -6 705 267,03 | 149 154 131,97 | 135 194 543,92 | 1 242 163,73 | 133 952 380,19 | 15 201 751,78 |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | 2 240 000,00 | 2 240 000,00 | | | | 2 240 000,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 93 400,00 | | 93 400,00 | 36 337,04 | | 36 337,04 | 57 062,96 |
| 020 | Dépenses imprévues - section d'investissement | 20 000 000,00 | -10 602 295,93 | 9 397 704,07 | | | | 9 397 704,07 |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **340 483 681,27** | **-10 785 427,59** | **329 698 253,68** | **283 229 348,04** | **1 606 607,03** | **281 622 741,01** | **48 075 512,67** |
| 458111 | Opération pour compte tiers n° 458111 | 4 000 000,00 | -867 000,00 | 3 133 000,00 | 2 891 778,72 | | 2 891 778,72 | 241 221,28 |
| 45818 | Opération pour compte tiers n° 45818 | 74 000,00 | 9 000,00 | 83 000,00 | 82 366,93 | 3 351,94 | 79 014,99 | 3 985,01 |
| **SOUS-TOTAL** | **OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS** | **4 074 000,00** | **-858 000,00** | **3 216 000,00** | **2 974 145,65** | **3 351,94** | **2 970 793,71** | **245 206,29** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **344 557 681,27** | **-11 643 427,59** | **332 914 253,68** | **286 203 493,69** | **1 609 958,97** | **284 593 534,72** | **48 320 718,96** |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 953 568,00 | 379 934,62 | 2 333 502,62 | 2 294 654,74 | 344,23 | 2 294 310,51 | 39 192,11 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 2 280 000,00 | 7 889 000,00 | 10 169 000,00 | 9 957 090,07 | | 9 957 090,07 | 211 909,93 |
| **TOTAL** | **DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT** | **4 233 568,00** | **8 268 934,62** | **12 502 502,62** | **12 251 744,81** | **344,23** | **12 251 400,58** | **251 102,04** |
| 001 | Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 70 246 275,69 | | 70 246 275,69 | | | | 70 246 275,69 |
| **TOTAL GENERAL** | | **419 037 524,96** | **-3 374 492,97** | **415 663 031,99** | **298 455 238,50** | **1 610 303,20** | **296 844 935,30** | **118 818 096,69** |

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Recettes nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | Revenu de solidarité active - investissement | 60 000,00 | | 60 000,00 | 60 000,00 | | 60 000,00 | |
| 10 | Dotations fonds divers et reserves | 85 246 275,69 | 3 008 441,48 | 88 254 717,17 | 88 268 287,17 | | 88 268 287,17 | -13 570,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 39 267 708,09 | 2 689 606,00 | 41 957 314,09 | 42 267 042,86 | 100 020,00 | 42 167 022,86 | -209 708,77 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilees | 42 000 000,00 | -40 000 000,00 | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 | |
| 204 | Subventions d'équipement versées | | 8 950,00 | 8 950,00 | 74 455,28 | | 74 455,28 | -65 505,28 |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | 5 646,65 | | 5 646,65 | -5 646,65 |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | | 647 942,14 | | 647 942,14 | -647 942,14 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 339 505,51 | | 339 505,51 | 117 382,28 | | 117 382,28 | 222 123,23 |
| 024 | Produits de cessions (recettes) | 1 410 260,00 | -1 609 189,88 | -198 929,88 | | | | -198 929,88 |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **168 323 749,29** | **-35 902 192,40** | **132 421 556,89** | **133 440 756,38** | **100 020,00** | **133 340 736,38** | **-919 179,49** |
| 458211 | Opération pour compte tiers n° 458211 | 1 500 000,00 | -1 500 000,00 | | | | | |
| **SOUS-TOTAL** | **OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS** | **1 500 000,00** | **-1 500 000,00** | | | | | |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **169 823 749,29** | **-37 402 192,40** | **132 421 556,89** | **133 440 756,38** | **100 020,00** | **133 340 736,38** | **-919 179,49** |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement) | 179 191 195,67 | 21 836 637,21 | 201 027 832,88 | | | | 201 027 832,88 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 67 742 580,00 | 4 302 062,22 | 72 044 642,22 | 71 372 945,65 | | 71 372 945,65 | 671 696,57 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 2 280 000,00 | 7 889 000,00 | 10 169 000,00 | 9 957 090,07 | | 9 957 090,07 | 211 909,93 |
| **TOTAL** | **RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT** | **249 213 775,67** | **34 027 699,43** | **283 241 475,10** | **81 330 035,72** | | **81 330 035,72** | **201 911 439,38** |
| **TOTAL GENERAL** | | **419 037 524,96** | **-3 374 492,97** | **415 663 031,99** | **214 770 792,10** | **100 020,00** | **214 670 772,10** | **200 992 259,89** |

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Dépenses nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 015 | Revenu Minimum d'Insertion | | 19 399,23 | 19 399,23 | 19 399,23 | | 19 399,23 | |
| 016 | Allocation personnalisée d'autonomie | 64 840 667,59 | 4 391 430,44 | 69 232 098,03 | 69 992 294,90 | 3 339 227,27 | 66 653 067,63 | 2 579 030,40 |
| 017 | Revenu de solidarité active - fonctionnement | 242 495 409,64 | 1 819 685,67 | 244 315 095,31 | 246 994 759,67 | 4 022 669,67 | 242 972 090,00 | 1 343 005,31 |
| 011 | Charges à caractère général | 77 398 584,99 | 1 531 681,57 | 78 930 266,56 | 77 697 421,49 | 6 931 141,04 | 70 766 280,45 | 8 163 986,11 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 160 290 883,21 | 6 603 229,30 | 166 894 112,51 | 162 607 144,83 | 28 969,76 | 162 578 175,07 | 4 315 937,44 |
| 014 | Atténuations de produits | 24 425 400,00 | 3 074 116,00 | 27 499 516,00 | 27 499 247,09 | | 27 499 247,09 | 268,91 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 493 155 712,25 | 10 239 793,97 | 503 395 506,22 | 506 653 916,72 | 14 481 537,74 | 492 172 378,98 | 11 223 127,24 |
| 6586 | Frais de fonctionnement des groupes d'élus | 252 704,35 | 20 000,00 | 272 704,35 | 270 353,00 | 7 311,55 | 263 041,45 | 9 662,90 |
| 66 | Charges financières | 16 590 600,00 | 229 000,00 | 16 819 600,00 | 21 579 341,41 | 6 216 395,58 | 15 362 945,83 | 1 456 654,17 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 564 150,00 | 16 347 266,17 | 16 911 416,17 | 12 689 338,74 | 144 908,54 | 12 544 430,20 | 4 366 985,97 |
| 68 | Dotations aux provisions | | 424 030,29 | 424 030,29 | 424 030,29 | | 424 030,29 | |
| 022 | Dépenses imprévues - section de fonctionnement | 79 366 314,22 | -25 375 986,40 | 53 990 327,82 | | | | 53 990 327,82 |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **1 159 380 426,25** | **19 323 646,24** | **1 178 704 072,49** | **1 126 427 247,37** | **35 172 161,15** | **1 091 255 086,22** | **87 448 986,27** |
| 023 | Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement) | 179 191 195,67 | 21 836 637,21 | 201 027 832,88 | | | | 201 027 832,88 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 67 742 580,00 | 4 302 062,22 | 72 044 642,22 | 71 372 945,65 | | 71 372 945,65 | 671 696,57 |
| **TOTAL** | **DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT** | **246 933 775,67** | **26 138 699,43** | **273 072 475,10** | **71 372 945,65** | | **71 372 945,65** | **201 699 529,45** |
| **TOTAL GENERAL** | | **1 406 314 201,92** | **45 462 345,67** | **1 451 776 547,59** | **1 197 800 193,02** | **35 172 161,15** | **1 162 628 031,87** | **289 148 515,72** |

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Recettes nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 016 | Allocation personnalisée d'autonomie | 25 822 600,00 | 1 957 249,83 | 27 779 849,83 | 28 720 024,38 | 3,63 | 28 720 020,75 | -940 170,92 |
| 017 | Revenu de solidarité active - fonctionnement | 2 188 600,00 | 2 380 000,00 | 4 568 600,00 | 3 886 477,92 | 13 621,68 | 3 872 856,24 | 695 743,76 |
| 013 | Atténuations de charges | 1 005 000,00 | | 1 005 000,00 | 2 001 813,71 | 247 337,30 | 1 754 476,41 | -749 476,41 |
| 70 | Produits des services du domaine et ventes diverses | 4 945 535,93 | -146 675,00 | 4 798 860,93 | 5 079 965,31 | 93 752,61 | 4 986 212,70 | -187 351,77 |
| 73 | Impots et taxes | 809 756 650,86 | 23 885 359,81 | 833 642 010,67 | 897 799 378,37 | 27 993 231,68 | 869 806 146,69 | -36 164 136,02 |
| 731 | Impositions directes | 163 125 056,11 | 4 309 542,89 | 167 434 599,00 | 168 420 132,00 | | 168 420 132,00 | -985 533,00 |
| 74 | Dotations subventions et participations | 171 784 391,58 | 4 549 040,63 | 176 333 432,21 | 184 219 427,73 | 3 290 723,12 | 180 928 704,61 | -4 595 272,40 |
| 75 | Autres produits d'activite | 28 969 513,00 | 467 000,00 | 29 436 513,00 | 33 385 448,35 | 3 973 770,75 | 29 411 677,60 | 24 835,40 |
| 76 | Produits financiers | 708 385,00 | -371,84 | 708 013,16 | 589 283,44 | | 589 283,44 | 118 729,72 |
| 77 | Produits exceptionnels | 389 500,00 | 2 400 561,47 | 2 790 061,47 | 3 118 986,51 | 346 542,00 | 2 772 444,51 | 17 616,96 |
| 78 | Reprises sur provisions | | 5 280 703,26 | 5 280 703,26 | 5 280 703,26 | | 5 280 703,26 | |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **1 208 695 232,48** | **45 082 411,05** | **1 253 777 643,53** | **1 332 501 640,98** | **35 958 982,77** | **1 296 542 658,21** | **-42 765 014,68** |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 953 568,00 | 379 934,62 | 2 333 502,62 | 2 294 654,74 | 344,23 | 2 294 310,51 | 39 192,11 |
| **TOTAL** | **RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT** | **1 953 568,00** | **379 934,62** | **2 333 502,62** | **2 294 654,74** | **344,23** | **2 294 310,51** | **39 192,11** |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 195 665 401,44 | | 195 665 401,44 | | | | 195 665 401,44 |
| **TOTAL GENERAL** | | **1 406 314 201,92** | **45 462 345,67** | **1 451 776 547,59** | **1 334 796 295,72** | **35 959 327,00** | **1 298 836 968,72** | **152 939 578,87** |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 20421 | Biens, mobiliers matériel et études | 23 500,00 | | 23 500,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 89 940,00 | | 89 940,00 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 018** | **Revenu de solidarité active - investissement** | **113 440,00** | | **113 440,00** |
| 1326 | Autres établissements publics locaux | 12 343,00 | | 12 343,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 13** | **Subventions d'investissement** | **12 343,00** | | **12 343,00** |
| 16311 | Emprunts obligataires remboursables in fine | 23 500 000,00 | | 23 500 000,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 59 024 886,41 | | 59 024 886,41 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 |
| 16449 | Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de tresorerie | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 16** | **Emprunts et dettes assimilees** | **86 524 886,41** | | **86 524 886,41** |
| 2031 | Frais d'études | 2 276 298,42 | 1 630,84 | 2 274 667,58 |
| 2051 | Concessions et droits similaires | 3 019 475,95 | 62 840,42 | 2 956 635,53 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 20** | **Immobilisations incorporelles** | **5 295 774,37** | **64 471,26** | **5 231 303,11** |
| 204131 | Biens, mobiliers matériel et études | 5 000 000,00 | | 5 000 000,00 |
| 204141 | Biens, mobiliers matériel et études | 219 529,03 | | 219 529,03 |
| 204142 | Batiments et installations | 23 029 330,76 | 152 602,82 | 22 876 727,94 |
| 204143 | Projets d'infrastructure d'intéret national | 179 708,08 | | 179 708,08 |
| 204151 | Biens, mobiliers matériel et études | 26 010,20 | | 26 010,20 |
| 204152 | Batiments et installations | 113 414,77 | 113 414,77 | |
| 204162 | Batiments et installations | 86 293,14 | | 86 293,14 |
| 2041781 | Biens, mobiliers matériel et études | 13 434 000,00 | | 13 434 000,00 |
| 2041782 | Batiments et installations | 1 787 833,15 | | 1 787 833,15 |
| 204182 | Batiments et installations | 30 365,29 | | 30 365,29 |
| 20421 | Biens, mobiliers matériel et études | 319 897,00 | | 319 897,00 |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 20422 | Batiments et installations | 290 780,71 | | 290 780,71 |
| 20431 | Biens, mobiliers matériel et études | 117 400,01 | | 117 400,01 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 204** | **Subventions d'équipement versées** | **44 634 562,14** | **266 017,59** | **44 368 544,55** |
| 2111 | Terrains nus | 9 011,39 | | 9 011,39 |
| 2117 | Bois et forêts | 170 761,89 | | 170 761,89 |
| 2118 | Autres terrains | 131 125,32 | | 131 125,32 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 29 745,97 | | 29 745,97 |
| 21313 | Batiments sociaux et médico-sociaux | 700 600,00 | | 700 600,00 |
| 2151 | Réseaux de voirie | 28 397,26 | | 28 397,26 |
| 2152 | Installations de voirie | 48,00 | | 48,00 |
| 2157 | Matériel et outillage technique | 594 596,39 | 20 959,43 | 573 636,96 |
| 2158 | Autres installations, matériel et outillage techniques | 50 712,58 | | 50 712,58 |
| 216 | Collections et oeuvres d'art | 89 399,20 | 397,20 | 89 002,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 161 152,74 | | 161 152,74 |
| 21831 | Matériel informatique scolaire | 3 695 641,76 | 3 120,00 | 3 692 521,76 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 1 863 150,54 | 6 666,72 | 1 856 483,82 |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | 1 438 375,46 | | 1 438 375,46 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobilier | 1 019 615,58 | 2 811,10 | 1 016 804,48 |
| 2185 | Téléphonie | 1 170 028,48 | | 1 170 028,48 |
| 2188 | Autres | 265 098,60 | | 265 098,60 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 21** | **Immobilisations corporelles** | **11 417 461,16** | **33 954,45** | **11 383 506,71** |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 452 299,49 | 28 258,28 | 424 041,21 |
| 231311 | Bâtiments administratifs | 2 140 474,52 | 20 700,00 | 2 119 774,52 |
| 231312 | Bâtiments scolaires | 15 694 848,20 | 393 014,45 | 15 301 833,75 |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 231313 | Bâtiments sociaux et médico-sociaux | 14 649 982,17 | 26 615,07 | 14 623 367,10 |
| 231314 | Bâtiments culturels et sportifs | 7 529 492,30 | 145,80 | 7 529 346,50 |
| 231318 | Autres bâtiments publics | 803 625,44 | 35 657,46 | 767 967,98 |
| 231328 | Autres bâtiments privés | 171 887,31 | | 171 887,31 |
| 2314 | Constructions sur sol d'autrui | 29 948 668,52 | 310 273,64 | 29 638 394,88 |
| 23151 | Réseaux de voirie | 44 343 129,85 | 212 487,73 | 44 130 642,12 |
| 23153 | Réseaux divers | 32 827,13 | | 32 827,13 |
| 2316 | Restauration des collections et oeuvres d'art | 15 655,45 | | 15 655,45 |
| 2317312 | Bâtiments scolaires | 16 366 629,73 | 215 011,30 | 16 151 618,43 |
| 2317314 | Bâtiments culturels et sportifs | 25 887,10 | | 25 887,10 |
| 23181 | Installations générales agencements et aménagements divers | 254 627,74 | | 254 627,74 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | 2 764 508,97 | | 2 764 508,97 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 23** | **Immobilisations en cours** | **135 194 543,92** | **1 242 163,73** | **133 952 380,19** |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 21 337,04 | | 21 337,04 |
| 27638 | Autres établissements publics | 15 000,00 | | 15 000,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 27** | **Autres immobilisations financières** | **36 337,04** | | **36 337,04** |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **283 229 348,04** | **1 606 607,03** | **281 622 741,01** |
| 4581 | Opération pour compte de tiers n° 4581 | 2 974 145,65 | 3 351,94 | 2 970 793,71 |
| **SOUS-TOTAL** | **OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS** | **2 974 145,65** | **3 351,94** | **2 970 793,71** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **286 203 493,69** | **1 609 958,97** | **284 593 534,72** |
| 13916 | Autres établissements publics locaux | 19 084,00 | | 19 084,00 |
| 192 | Plus ou moins-value sur cessions d'immobilisations | 279 934,62 | | 279 934,62 |
| 198 | Neutralisation des Amortissements | 1 928 761,00 | | 1 928 761,00 |
| 28188 | Amortissements autres | 344,23 | 344,23 | |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 31 | Matières premières et fournitures | 66 530,89 | | 66 530,89 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 040** | **Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **2 294 654,74** | **344,23** | **2 294 310,51** |
| 204411 | Biens, mobiliers matériel et études | 6 297 146,79 | | 6 297 146,79 |
| 2157 | Matériel et outillage technique | 1 120 829,71 | | 1 120 829,71 |
| 2182 | Matériel de transport | 700 036,60 | | 700 036,60 |
| 231314 | Bâtiments culturels et sportifs | 7 200,00 | | 7 200,00 |
| 2314 | Constructions sur sol d'autrui | 791 928,84 | | 791 928,84 |
| 23151 | Réseaux de voirie | 938 871,66 | | 938 871,66 |
| 2317312 | Bâtiments scolaires | 101 076,47 | | 101 076,47 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 041** | **Opérations patrimoniales** | **9 957 090,07** | | **9 957 090,07** |
| **TOTAL** | **DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT** | **12 251 744,81** | **344,23** | **12 251 400,58** |
| | **TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT** | **298 455 238,50** | **1 610 303,20** | **296 844 935,30** |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 1321 | Etat et établissements nationaux | 60 000,00 | | 60 000,00 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 018** | **Revenu de solidarité active - investissement** | **60 000,00** | | **60 000,00** |
| 10222 | Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA) | 18 008 441,48 | | 18 008 441,48 |
| 10228 | Autres fonds | 13 570,00 | | 13 570,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 70 246 275,69 | | 70 246 275,69 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 10** | **Dotations fonds divers et reserves** | **88 268 287,17** | | **88 268 287,17** |
| 1311 | Etat et établissements nationaux | 364 635,00 | | 364 635,00 |
| 1312 | Régions | 2 667 573,64 | | 2 667 573,64 |
| 1314 | Communes et structures intercommunales | 787 347,00 | | 787 347,00 |
| 1316 | Autres établissements publics locaux | 27 443 532,00 | | 27 443 532,00 |
| 1321 | Etat et établissements nationaux | 5 790,00 | | 5 790,00 |
| 1322 | Régions | 970 958,88 | | 970 958,88 |
| 1324 | Communes et structures intercommunales | 1 457 362,48 | | 1 457 362,48 |
| 1326 | Autres établissements publics locaux | 350 382,86 | 100 020,00 | 250 362,86 |
| 1328 | Autres | 1 103 000,00 | | 1 103 000,00 |
| 1332 | Dotation Départementale d'équipement des collèges | 6 914 225,00 | | 6 914 225,00 |
| 1345 | Amendes de radars automatiques et amendes de police | 177 236,00 | | 177 236,00 |
| 1388 | Autres | 25 000,00 | | 25 000,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 13** | **Subventions d'investissement** | **42 267 042,86** | **100 020,00** | **42 167 022,86** |
| 16449 | Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de tresorerie | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 16** | **Emprunts et dettes assimilees** | **2 000 000,00** | | **2 000 000,00** |
| 204142 | Batiments et installations | 65 505,28 | | 65 505,28 |
| 20422 | Batiments et installations | 8 950,00 | | 8 950,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 204** | **Subventions d'équipement versées** | **74 455,28** | | **74 455,28** |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 231312 | Bâtiments scolaires | 3 008,00 | | 3 008,00 |
| 23151 | Réseaux de voirie | 2 506,27 | | 2 506,27 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | 132,38 | | 132,38 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 23** | **Immobilisations en cours** | **5 646,65** | | **5 646,65** |
| 261 | Titres de participation | 647 942,14 | | 647 942,14 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 26** | **Participations et créances rattachées à des participations** | **647 942,14** | | **647 942,14** |
| 2748 | Autres prêts | 114 336,75 | | 114 336,75 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 236,78 | | 236,78 |
| 2764 | Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé | 2 808,75 | | 2 808,75 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 27** | **Autres immobilisations financières** | **117 382,28** | | **117 382,28** |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **133 440 756,38** | **100 020,00** | **133 340 736,38** |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **133 440 756,38** | **100 020,00** | **133 340 736,38** |
| 169 | Primes de remboursement des obligations. | 31 576,67 | | 31 576,67 |
| 192 | Plus ou moins-value sur cessions d'immobilisations | 1 014 136,67 | | 1 014 136,67 |
| 21313 | Batiments sociaux et médico-sociaux | 107 565,80 | | 107 565,80 |
| 21314 | Batiments culturels et sportifs | 24 702,08 | | 24 702,08 |
| 21318 | Autres batiments publics | 422 954,22 | | 422 954,22 |
| 21351 | Batiments publics | 26 964,44 | | 26 964,44 |
| 2151 | Réseaux de voirie | 292 389,49 | | 292 389,49 |
| 2157 | Matériel et outillage technique | 411,80 | | 411,80 |
| 28031 | Frais détudes | 307 749,48 | | 307 749,48 |
| 28033 | Frais d'insertion | 955,05 | | 955,05 |
| 2804112 | Batiments et installations | 511 500,64 | | 511 500,64 |
| 2804122 | Batiments et installations | 94 726,00 | | 94 726,00 |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 2804131 | Biens, mobiliers matériel et études | 7 000 000,00 | | 7 000 000,00 |
| 2804141 | Biens, mobiliers matériel et études | 542 190,62 | | 542 190,62 |
| 2804142 | Batiments et installations | 27 783 609,47 | | 27 783 609,47 |
| 2804143 | Projets d'infrastructure d'intéret national | 105 466,00 | | 105 466,00 |
| 2804151 | Biens, mobiliers matériel et études | 5 202,00 | | 5 202,00 |
| 2804152 | Batiments et installations | 55 528,00 | | 55 528,00 |
| 2804162 | Batiments et installations | 621 754,71 | | 621 754,71 |
| 28041712 | Batiments et installations | 965,00 | | 965,00 |
| 28041721 | Biens, mobiliers matériel et études | 1 868,23 | | 1 868,23 |
| 28041722 | Batiments et installations | 1 259,00 | | 1 259,00 |
| 28041781 | Biens, mobiliers matériel et études | 6 292 987,62 | | 6 292 987,62 |
| 28041782 | Batiments et installations | 2 464 499,07 | | 2 464 499,07 |
| 28041783 | Projets d'infrastructure d'intéret national | 526,00 | | 526,00 |
| 2804181 | Biens, mobiliers matériel et études | 12 554,00 | | 12 554,00 |
| 2804182 | Batiments et installations | 289 188,02 | | 289 188,02 |
| 280421 | Biens, mobiliers matériel et études | 308 784,63 | | 308 784,63 |
| 280422 | Batiments et installations | 3 305 374,00 | | 3 305 374,00 |
| 280431 | Biens, mobiliers matériel et études | 99 879,00 | | 99 879,00 |
| 280432 | Batiments et installations | 440 865,23 | | 440 865,23 |
| 2804411 | Biens, mobiliers matériel et études | 4 561 457,98 | | 4 561 457,98 |
| 2804412 | Batiments et installations | 3 460 502,56 | | 3 460 502,56 |
| 2804421 | Biens, mobiliers matériel et études | 21 643,65 | | 21 643,65 |
| 28051 | Concessions et droits similaires | 3 496 922,72 | | 3 496 922,72 |
| 28121 | Amortissements plantations d'arbres et d'arbustes | 18 132,25 | | 18 132,25 |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 281311 | Bâtiments administratifs | 196 717,00 | | 196 717,00 |
| 281312 | Bâtiments scolaires | 760 427,00 | | 760 427,00 |
| 281313 | Bâtiments sociaux et médico-sociaux | 224 277,00 | | 224 277,00 |
| 281314 | Bâtiments culturels et sportifs | 52 179,00 | | 52 179,00 |
| 281318 | Amortissements autres bâtiments publics | 57 405,00 | | 57 405,00 |
| 281321 | Immeubles de rapport | 86 029,00 | | 86 029,00 |
| 281328 | Amortissements autres bâtiments privés | 34 487,00 | | 34 487,00 |
| 281351 | Bâtiments publics | 1 194,00 | | 1 194,00 |
| 2814 | Constructions sur sol d'autrui | 178 817,00 | | 178 817,00 |
| 28152 | Installations de voirie | 5 624,00 | | 5 624,00 |
| 28153 | Réseaux divers | 24 335,00 | | 24 335,00 |
| 28157 | Amortissements matériel et outillage technique | 1 185 498,11 | | 1 185 498,11 |
| 2817312 | Bâtiments scolaires | 800 169,00 | | 800 169,00 |
| 2817314 | Bâtiments culturels et sportifs | 227,00 | | 227,00 |
| 28181 | Installations générales agencements et aménagements divers | 80 747,00 | | 80 747,00 |
| 28182 | Matériel de transport | 427 563,00 | | 427 563,00 |
| 281831 | Matériel informatique scolaire | 1 248,00 | | 1 248,00 |
| 281838 | Amortissements autre matériel informatique | 1 906 217,77 | | 1 906 217,77 |
| 281848 | Autres matériels de bureau et mobilier | 761 824,02 | | 761 824,02 |
| 28185 | Matériel de téléphonie | 434 190,50 | | 434 190,50 |
| 28188 | Amortissements autres | 354 040,43 | | 354 040,43 |
| 31 | Matières premières et fournitures | 72 937,72 | | 72 937,72 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 040** | **Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **71 372 945,65** | | **71 372 945,65** |
| 2031 | Frais d'études | 491 103,71 | | 491 103,71 |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 2051 | Concessions et droits similaires | 67 340,04 | | 67 340,04 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 2 959,27 | | 2 959,27 |
| 2157 | Matériel et outillage technique | 351 413,64 | | 351 413,64 |
| 2158 | Autres installations, matériel et outillage techniques | 50 712,58 | | 50 712,58 |
| 21831 | Matériel informatique scolaire | 3 692 521,76 | | 3 692 521,76 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 255 204,65 | | 255 204,65 |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | 1 438 375,46 | | 1 438 375,46 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobilier | 413 507,85 | | 413 507,85 |
| 2185 | Téléphonie | 2 832,00 | | 2 832,00 |
| 2188 | Autres | 22 279,54 | | 22 279,54 |
| 238 | Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles | 3 168 839,57 | | 3 168 839,57 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 041** | **Opérations patrimoniales** | **9 957 090,07** | | **9 957 090,07** |
| **TOTAL** | **RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT** | **81 330 035,72** | | **81 330 035,72** |
| | **TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **214 770 792,10** | **100 020,00** | **214 670 772,10** |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 16 464,90 | | 16 464,90 |
| 6542 | Créances éteintes | 2 934,33 | | 2 934,33 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 015** | **Revenu Minimum d'Insertion** | **19 399,23** | | **19 399,23** |
| 6228 | Divers | 87 505,58 | | 87 505,58 |
| 6251 | Voyages déplacements et missions | 10 369,11 | | 10 369,11 |
| 6331 | Versement mobilité | 54 878,57 | | 54 878,57 |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | 13 651,52 | | 13 651,52 |
| 6336 | Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale | 25 711,62 | | 25 711,62 |
| 6338 | Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations | 8 190,27 | | 8 190,27 |
| 64111 | Rémunération principale | 2 213 514,56 | | 2 213 514,56 |
| 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | 101 043,64 | | 101 043,64 |
| 64113 | N B I | 22 273,63 | | 22 273,63 |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflation | 6 400,00 | | 6 400,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 483 695,51 | | 483 695,51 |
| 64131 | Rémunérations | 421 111,28 | | 421 111,28 |
| 64134 | Personnel non titulaire Indemnité inflation | 800,00 | | 800,00 |
| 64136 | Indemnités liées à la perte d'emploi | 351,68 | | 351,68 |
| 64168 | Autres emplois aidés | 54 493,44 | | 54 493,44 |
| 6451 | Cotisations a l'URSSAF | 465 465,84 | | 465 465,84 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | 715 713,70 | | 715 713,70 |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | 19 133,37 | | 19 133,37 |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux | 8 694,86 | | 8 694,86 |
| 6488 | Autres charges | 13 870,27 | | 13 870,27 |
| 6511411 | APA | 23 443 838,45 | 2 519 924,41 | 20 923 914,04 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6511412 | APA Dotation qualité | 256 663,15 | | 256 663,15 |
| 651142 | APA à domicile versée au bénéficiaire | 18 146 298,08 | 782 343,21 | 17 363 954,87 |
| 651143 | APA versée au bénéficiaire en établissement | 173 853,61 | 764,24 | 173 089,37 |
| 651144 | APA versée à l'établissement | 23 244 106,04 | 36 195,41 | 23 207 910,63 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 415,44 | | 415,44 |
| 673 | Titres annulés exercices antérieurs | 251,68 | | 251,68 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 016** | **Allocation personnalisée d'autonomie** | **69 992 294,90** | **3 339 227,27** | **66 653 067,63** |
| 60612 | Energie - électricité | 2 451,37 | | 2 451,37 |
| 6132 | Locations immobilières | 28 448,20 | 5 635,86 | 22 812,34 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 8 824,92 | 2 206,23 | 6 618,69 |
| 6188 | Autres frais divers | 484 318,45 | 777 410,32 | -293 091,87 |
| 6251 | Voyages déplacements et missions | 3 458,02 | | 3 458,02 |
| 62878 | Remboursement de frais à des tiers | 1 591 910,00 | 318 255,00 | 1 273 655,00 |
| 6288 | Autres | 48 830,66 | 17 500,00 | 31 330,66 |
| 6331 | Versement mobilité | 32 124,12 | | 32 124,12 |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | 7 991,37 | | 7 991,37 |
| 6336 | Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale | 14 948,12 | | 14 948,12 |
| 6338 | Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations | 4 794,22 | | 4 794,22 |
| 64111 | Rémunération principale | 1 360 916,88 | | 1 360 916,88 |
| 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | 62 012,93 | | 62 012,93 |
| 64113 | N B I | 21 448,47 | | 21 448,47 |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflation | 3 900,00 | | 3 900,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 262 746,67 | | 262 746,67 |
| 64131 | Rémunérations | 136 596,00 | | 136 596,00 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 64134 | Personnel non titulaire Indemnité inflation | 400,00 | | 400,00 |
| 64164 | Emplois aidés indemnité inflation | 300,00 | | 300,00 |
| 64168 | Autres emplois aidés | 57 949,47 | | 57 949,47 |
| 64171 | Apprentis - rémunérations | 22 849,38 | | 22 849,38 |
| 64172 | Apprentis indemnité inflation | 200,00 | | 200,00 |
| 6451 | Cotisations a l'URSSAF | 253 532,57 | | 253 532,57 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | 441 095,90 | | 441 095,90 |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | 7 798,86 | | 7 798,86 |
| 6457 | Cotisations sociales liées à l'apprentissage | 262,79 | | 262,79 |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux | 5 344,15 | | 5 344,15 |
| 6488 | Autres charges | 8 910,04 | | 8 910,04 |
| 6512 | Secours d'urgence | 8 911,01 | | 8 911,01 |
| 65171 | Revenu solidarité active (RSA) - versement pour allocations forfaitaires | 201 966 387,23 | 44 163,36 | 201 922 223,87 |
| 65172 | Revenu solidarité active (RSA) - versement pour allocations forfaitaires majorées | 28 897 722,17 | 14 730,55 | 28 882 991,62 |
| 6518 | Autres ( primes dots ) | 5 500,00 | | 5 500,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 82 531,84 | | 82 531,84 |
| 6542 | Créances éteintes | 50 114,37 | | 50 114,37 |
| 65661 | Contrats d'accompagnement dans l'emploi | 1 457 760,74 | | 1 457 760,74 |
| 6568 | Autres participations | 9 530 314,39 | 2 842 768,35 | 6 687 546,04 |
| 6577 | Remises gracieuses | 4 243,50 | | 4 243,50 |
| 673 | Titres annulés exercices antérieurs | 116 910,86 | | 116 910,86 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 017** | **Revenu de solidarité active - fonctionnement** | **246 994 759,67** | **4 022 669,67** | **242 972 090,00** |
| 601 | Achats stockés - matières premières et fournitures | 2 211 620,59 | | 2 211 620,59 |
| 6042 | Achats de prestations de services | 27 949,00 | | 27 949,00 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 60611 | Eau et assainissement | 116 148,92 | 8 745,95 | 107 402,97 |
| 60612 | Energie - électricité | 6 237 059,56 | 36 327,33 | 6 200 732,23 |
| 60613 | Chauffage urbain | 6 390 637,22 | 2 709 676,50 | 3 680 960,72 |
| 60621 | Combustibles | 15 621,96 | 384,47 | 15 237,49 |
| 60622 | Carburants | 734 391,03 | 59 286,05 | 675 104,98 |
| 60623 | Alimentation | 277 203,96 | 120,45 | 277 083,51 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 5 595,35 | | 5 595,35 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 160 807,12 | | 160 807,12 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 677 567,93 | 17 986,81 | 659 581,12 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 655 943,54 | 5 800,04 | 650 143,50 |
| 60636 | Habillement et vêtements de travail | 296 582,29 | 2 560,57 | 294 021,72 |
| 6064 | Fournitures administratives | 219 601,44 | 117,78 | 219 483,66 |
| 6065 | Livres disques cassettes (bibliothèques médiathèques) | 159 316,97 | 824,40 | 158 492,57 |
| 60661 | Médicaments | 66 690,10 | | 66 690,10 |
| 60662 | Vaccins et sérums | 357 741,59 | | 357 741,59 |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | 56 789,66 | | 56 789,66 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 538 845,79 | 49 415,31 | 489 430,48 |
| 607 | Achats de marchandises | 864,67 | 570,00 | 294,67 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 7 582 211,53 | 1 957 605,69 | 5 624 605,84 |
| 6132 | Locations immobilières | 2 960 758,77 | 73 485,83 | 2 887 272,94 |
| 6135 | Locations mobilières | 101 977,36 | | 101 977,36 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 1 037 710,77 | 25 520,23 | 1 012 190,54 |
| 61521 | Terrains | 433 874,08 | | 433 874,08 |
| 615221 | Bâtiments publics | 5 461 180,38 | 448 582,68 | 5 012 597,70 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 615231 | Voiries | 6 110 556,15 | 65 862,20 | 6 044 693,95 |
| 615232 | Réseaux | 2 726 595,62 | 32 471,05 | 2 694 124,57 |
| 61524 | Bois et forêts | 240 701,91 | | 240 701,91 |
| 61551 | Matériel roulant | 261 411,59 | 707,80 | 260 703,79 |
| 61558 | Autres biens mobiliers | 51 268,35 | 3 158,46 | 48 109,89 |
| 6156 | Maintenance | 5 911 160,81 | 345 547,98 | 5 565 612,83 |
| 6161 | Multirisques | 575 285,80 | | 575 285,80 |
| 6162 | Assurance obligatoire dommage construction | 106 883,15 | | 106 883,15 |
| 6168 | Autres | 174 544,89 | | 174 544,89 |
| 617 | Etudes et recherches | 305 754,52 | 6 198,00 | 299 556,52 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 392 262,78 | | 392 262,78 |
| 6183 | Frais de formation (personnel extérieur à la collectivité) | 63 003,49 | | 63 003,49 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 1 623 089,87 | 150 754,64 | 1 472 335,23 |
| 6185 | Frais de colloques séminaires conférences congrés | 8 780,40 | | 8 780,40 |
| 6188 | Autres frais divers | 6 960 817,03 | 398 171,90 | 6 562 645,13 |
| 62261 | Honoraires médicaux et paramédicaux | 694 238,55 | | 694 238,55 |
| 62268 | Autres honoraires conseils... | 1 851 509,72 | 50 404,31 | 1 801 105,41 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 126 505,25 | 369,20 | 126 136,05 |
| 6228 | Divers | 4 610,00 | | 4 610,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 124 698,47 | 4 242,24 | 120 456,23 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 108 315,94 | | 108 315,94 |
| 6234 | Réceptions | 195 294,32 | 3 564,54 | 191 729,78 |
| 6236 | Catalogues - imprimés et publications | 876 962,32 | 4 675,20 | 872 287,12 |
| 6238 | Divers | 330 253,48 | 2 640,00 | 327 613,48 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6241 | Transports de biens | 133 460,40 | 5 280,00 | 128 180,40 |
| 6245 | Transports de personnes extérieures à la collectivité | 717 832,32 | | 717 832,32 |
| 6251 | Voyages déplacements et missions | 877 350,16 | 615,23 | 876 734,93 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 501 159,29 | 14 143,40 | 487 015,89 |
| 6262 | Frais de telecommunications | 533 960,85 | 146,64 | 533 814,21 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 4 034,96 | 22,45 | 4 012,51 |
| 6281 | Concours divers -cotisations | 321 027,23 | | 321 027,23 |
| 6282 | Frais de gardiennage | 486 099,56 | | 486 099,56 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 4 663 516,32 | 378 917,72 | 4 284 598,60 |
| 62878 | Remboursement de frais à des tiers | 2 107 143,88 | 61 510,57 | 2 045 633,31 |
| 6288 | Autres | 239 075,85 | 3 766,92 | 235 308,93 |
| 63512 | Taxes foncières | 287 101,00 | | 287 101,00 |
| 63513 | Autres impôts locaux | 209 923,00 | | 209 923,00 |
| 6353 | Impôts indirects | 570,00 | | 570,00 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 722,12 | 321,02 | 401,10 |
| 637 | Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes) | 5 248,56 | 639,48 | 4 609,08 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 011** | **Charges à caractère général** | **77 697 421,49** | **6 931 141,04** | **70 766 280,45** |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 107 653,07 | 2 170,00 | 105 483,07 |
| 6331 | Versement mobilité | 1 697 186,59 | | 1 697 186,59 |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | 422 128,78 | | 422 128,78 |
| 6336 | Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale | 864 066,42 | 4 578,12 | 859 488,30 |
| 6338 | Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations | 253 267,04 | | 253 267,04 |
| 64111 | Rémunération principale | 60 917 865,75 | 1 381,76 | 60 916 483,99 |
| 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | 2 760 062,16 | | 2 760 062,16 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 64113 | N B I | 1 267 651,08 | | 1 267 651,08 |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflation | 168 900,00 | 100,00 | 168 800,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 14 453 398,50 | 231,51 | 14 453 166,99 |
| 64121 | Rémunération principale | 9 153 137,21 | | 9 153 137,21 |
| 64123 | Indemnités d'attente | 54 034,16 | | 54 034,16 |
| 64124 | Assistantes maternelles Indemnité inflation | 6 600,00 | | 6 600,00 |
| 64126 | Indemnités de licenciement | 155 189,75 | | 155 189,75 |
| 64128 | Autres indemnités | 2 167 539,41 | | 2 167 539,41 |
| 64131 | Rémunérations | 20 715 488,97 | 6 655,07 | 20 708 833,90 |
| 64134 | Personnel non titulaire Indemnité inflation | 51 300,00 | 200,00 | 51 100,00 |
| 64136 | Indemnités liées à la perte d'emploi | 543 877,12 | 2 362,35 | 541 514,77 |
| 64141 | Personnel rémunéré à la vacation - rémunérations | 546 301,55 | | 546 301,55 |
| 64142 | Personnel rémunéré à la vacation - indemnité inflation | 2 400,00 | | 2 400,00 |
| 64164 | Emplois aidés indemnité inflation | 6 500,00 | | 6 500,00 |
| 64168 | Autres emplois aidés | 1 281 899,43 | | 1 281 899,43 |
| 64171 | Apprentis - rémunérations | 807 916,45 | 1 292,82 | 806 623,63 |
| 64172 | Apprentis indemnité inflation | 5 100,00 | | 5 100,00 |
| 6451 | Cotisations a l'URSSAF | 19 066 100,39 | 1 057,66 | 19 065 042,73 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | 21 698 749,69 | 735,83 | 21 698 013,86 |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | 1 374 658,99 | | 1 374 658,99 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 222 831,78 | | 222 831,78 |
| 6457 | Cotisations sociales liées à l'apprentissage | 9 238,03 | | 9 238,03 |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux | 239 292,99 | | 239 292,99 |
| 6475 | Medecine du travail pharmacie | 249 609,16 | 8 180,00 | 241 429,16 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 925 090,17 | 24,64 | 925 065,53 |
| 6488 | Autres charges | 412 110,19 | | 412 110,19 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 012** | **Charges de personnel et frais assimilés** | **162 607 144,83** | **28 969,76** | **162 578 175,07** |
| 73918 | Autres reversements sur autres impôts locaux ou assimilés | 533 848,09 | | 533 848,09 |
| 73926 | Prélèvements au titre du fonds national de péréquation des DMTO perçus par les departements | 26 958 516,00 | | 26 958 516,00 |
| 7398 | Autres reversements | 6 883,00 | | 6 883,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 014** | **Atténuations de produits** | **27 499 247,09** | | **27 499 247,09** |
| 65111 | Famille et enfance | 1 834 633,11 | 1 458,00 | 1 833 175,11 |
| 6511211 | Prestation de compensation du handicap - plus de 20 ans | 31 455 962,99 | 168 035,03 | 31 287 927,96 |
| 6511212 | Prestation de compensation du handicap - de 20 ans | 2 164 886,61 | 1 300,50 | 2 163 586,11 |
| 6511213 | Prestation de compensation - Dotation qualité | 182 066,95 | | 182 066,95 |
| 651122 | Allocation compensatrice tierce personne | 4 249 471,86 | 194,13 | 4 249 277,73 |
| 6512 | Secours d'urgence | 689 671,40 | | 689 671,40 |
| 6513 | Bourses | 770 075,00 | 3 950,00 | 766 125,00 |
| 6518 | Autres ( primes dots ) | 388 889,00 | | 388 889,00 |
| 65211 | Frais de scolarité | 42 632,23 | | 42 632,23 |
| 65212 | Frais périscolaires | 1 995,14 | | 1 995,14 |
| 6522 | Accueuil familial | 2 663 241,69 | 9 432,81 | 2 653 808,88 |
| 6523 | Frais d'hospitalisation | 10 718,22 | | 10 718,22 |
| 652411 | Foyers de l'enfance, centres et hotels maternels | 4 064 046,10 | | 4 064 046,10 |
| 652412 | Maisons d'enfants à caractère social | 74 971 629,89 | 44 967,74 | 74 926 662,15 |
| 652413 | Lieux de vie et d'acceuil | 2 118 289,65 | | 2 118 289,65 |
| 652414 | Foyers de jeunes travailleurs | 1 665 683,10 | | 1 665 683,10 |
| 652416 | Services d'aide éducative en milieu ouvert à domicile | 7 841 272,94 | | 7 841 272,94 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 652418 | Autres | 28 979 459,19 | 93,00 | 28 979 366,19 |
| 65242 | Frais de séjour en établissement et services pour adultes handicapés | 120 984 869,01 | 46 980,65 | 120 937 888,36 |
| 65243 | Frais de séjour en établissemnt pour personnes agées | 42 404 938,93 | 7 760 086,15 | 34 644 852,78 |
| 6525 | Frais d'inhumation | 4 485,99 | | 4 485,99 |
| 6531 | Indemnités | 1 430 791,26 | 17 843,01 | 1 412 948,25 |
| 6532 | Frais de mission et de déplacement | 24 249,81 | | 24 249,81 |
| 6533 | Cotisations de retraite | 19 811,47 | | 19 811,47 |
| 6534 | Cotisations de sécurité sociale - part patronale | 562 352,67 | 35 636,36 | 526 716,31 |
| 6535 | Formation | 6 599,00 | | 6 599,00 |
| 65372 | Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat | 1 038,64 | | 1 038,64 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 293 335,90 | | 293 335,90 |
| 6542 | Créances éteintes | 15 048,71 | | 15 048,71 |
| 65511 | Etablissements publics | 11 558 167,21 | | 11 558 167,21 |
| 65512 | Etablissements privés | 8 510 480,00 | | 8 510 480,00 |
| 6553 | Service d'incendie | 69 304 006,98 | | 69 304 006,98 |
| 6556 | Contributions à des fonds | 3 690 000,00 | | 3 690 000,00 |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 58 703,09 | | 58 703,09 |
| 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes) | 1 563 430,31 | | 1 563 430,31 |
| 6568 | Autres participations | 42 865 455,00 | 6 281 370,27 | 36 584 084,73 |
| 65734 | Communes et structures intercommunales | 2 704 883,23 | 11 769,28 | 2 693 113,95 |
| 65735 | Autres groupements de collectivités et collectivités à statut particulier | 614 385,62 | 62 192,81 | 552 192,81 |
| 65737 | Autres Etablissements Publics Locaux | 3 008 321,54 | 2 700,00 | 3 005 621,54 |
| 65738 | Organismes publics divers | 143 704,00 | | 143 704,00 |
| 6574 | Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux autres organismes de droit privé | 21 225 004,47 | 33 528,00 | 21 191 476,47 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6577 | Remises gracieuses | 2 110,29 | | 2 110,29 |
| 65821 | Déficit des budgets annexes à caractère administratif | 11 563 113,30 | | 11 563 113,30 |
| 65888 | Autres | 5,22 | | 5,22 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 65** | **Autres charges de gestion courante** | **506 653 916,72** | **14 481 537,74** | **492 172 378,98** |
| 65861 | Frais de personnel | 270 353,00 | 7 311,55 | 263 041,45 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 6586** | **Frais de fonctionnement des groupes d'élus** | **270 353,00** | **7 311,55** | **263 041,45** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'écheance | 14 122 204,58 | | 14 122 204,58 |
| 66112 | Intérêts - rattachement des icne | 5 903 050,34 | 6 216 395,58 | -313 345,24 |
| 6615 | Intérêts des comptes courants créditeurs | 16 465,53 | | 16 465,53 |
| 6688 | Autres | 1 537 620,96 | | 1 537 620,96 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 66** | **Charges financières** | **21 579 341,41** | **6 216 395,58** | **15 362 945,83** |
| 6712 | Amendes fiscales et pénales | 6 005,06 | | 6 005,06 |
| 6713 | Dots et prix | 72 431,00 | | 72 431,00 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 3 097 709,01 | 58,36 | 3 097 650,65 |
| 673 | Titres annulés exercices antérieurs | 293 658,35 | | 293 658,35 |
| 6747 | Remises gracieuses | 5 349 539,90 | 144 850,18 | 5 204 689,72 |
| 6748 | Autres subventions exceptionnelles | 35 000,00 | | 35 000,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 3 834 995,42 | | 3 834 995,42 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 67** | **Charges exceptionnelles** | **12 689 338,74** | **144 908,54** | **12 544 430,20** |
| 6817 | Dotations provisions dépréciation des actifs circulants | 424 030,29 | | 424 030,29 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 68** | **Dotations aux provisions** | **424 030,29** | | **424 030,29** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **1 126 427 247,37** | **35 172 161,15** | **1 091 255 086,22** |
| 6031 | Variation des stocks de matières premières et fournitures | 72 937,72 | | 72 937,72 |
| 675 | Valeurs comptables des immobilisations cédées | 874 987,83 | | 874 987,83 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6761 | Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement | 1 014 136,67 | | 1 014 136,67 |
| 6811 | Dotations aux Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 69 379 306,76 | | 69 379 306,76 |
| 6861 | Dotations aux Amortissements des primes de remboursement des obligations | 31 576,67 | | 31 576,67 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 042** | **Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **71 372 945,65** | | **71 372 945,65** |
| **TOTAL** | **DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT** | **71 372 945,65** | | **71 372 945,65** |
| | **TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **1 197 800 193,02** | **35 172 161,15** | **1 162 628 031,87** |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 747811 | Dotation versée au titre de l'APA | 23 715 078,29 | | 23 715 078,29 |
| 7478141 | Part autonomie | 472 685,61 | | 472 685,61 |
| 7478142 | Part prévention | 1 635 067,24 | | 1 635 067,24 |
| 747818 | Autres | 2 138 646,35 | | 2 138 646,35 |
| 7533 | Recouvrement indûs - APA | 217 577,34 | 3,63 | 217 573,71 |
| 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | 540 707,24 | | 540 707,24 |
| 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale | 262,31 | | 262,31 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 016** | **Allocation personnalisée d'autonomie** | **28 720 024,38** | **3,63** | **28 720 020,75** |
| 74718 | Autres | 30 000,00 | | 30 000,00 |
| 75342 | Allocations forfaitaires | 3 531 223,78 | 13 621,68 | 3 517 602,10 |
| 75343 | Allocations fofaitaires majorées | 325 254,14 | | 325 254,14 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 017** | **Revenu de solidarité active - fonctionnement** | **3 886 477,92** | **13 621,68** | **3 872 856,24** |
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel | 1 298 477,20 | 263,72 | 1 298 213,48 |
| 6459 | Remboursements sur charges de sécurite sociale et de prévoyance | 703 336,51 | 247 073,58 | 456 262,93 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 013** | **Atténuations de charges** | **2 001 813,71** | **247 337,30** | **1 754 476,41** |
| 701 | Ventes de produits finis | 2 480 735,81 | 21 242,04 | 2 459 493,77 |
| 7022 | Coupes de bois | 8 365,55 | 890,55 | 7 475,00 |
| 70323 | Redevance d'occupation du domaine public Départemental | 380 132,84 | | 380 132,84 |
| 7035 | Locations de droits de chasse et de pêche | 10 385,31 | 398,10 | 9 987,21 |
| 70388 | Autres | 3 281,00 | | 3 281,00 |
| 705 | Etudes | 498 524,42 | | 498 524,42 |
| 7062 | Redevance et droits des services à caractère culturel | 38 666,50 | 212,50 | 38 454,00 |
| 7066 | Redevances et droits des services à caractère social | 497 010,67 | 45 644,35 | 451 366,32 |
| 707 | Ventes de marchandises | 37 564,67 | 0,01 | 37 564,66 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 7081 | Produits de services exploités dans l'intérêt du personnel | 394 867,09 | 22 303,34 | 372 563,75 |
| 7082 | Commissions | 55 359,72 | 2 790,72 | 52 569,00 |
| 7083 | Locations diverses (autres qu'immeubles) | 62,50 | | 62,50 |
| 70848 | Mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes | 300 808,34 | | 300 808,34 |
| 70878 | Par des tiers | 374 200,89 | 271,00 | 373 929,89 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 70** | **Produits des services du domaine et ventes diverses** | **5 079 965,31** | **93 752,61** | **4 986 212,70** |
| 7321 | Taxe Départementale de publicité foncière et droit Départemental d'enregistrement | 267 046 852,00 | 2 134 706,00 | 264 912 146,00 |
| 7322 | Taxe Départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement | 2 565 421,64 | 6 996,00 | 2 558 425,64 |
| 7326 | Attributions au titre du fonds national de péréquation des DMTO perçues par les departements | 23 446 071,00 | | 23 446 071,00 |
| 7327 | Taxe d'aménagement | 11 235 382,37 | | 11 235 382,37 |
| 7342 | Taxe sur les conventions d'assurance | 111 836 475,63 | | 111 836 475,63 |
| 7351 | Taxe sur la consommation finale d'électricité | 14 682 174,98 | 5 414,89 | 14 676 760,09 |
| 7352 | Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) | 93 459 526,15 | | 93 459 526,15 |
| 7362 | Taxe additionnelle à la taxe de séjour | 384 755,60 | 1 211,79 | 383 543,81 |
| 73811 | Fraction compensatoire de la TFPB | 365 696 201,00 | 25 844 903,00 | 339 851 298,00 |
| 73818 | Autres | 7 446 518,00 | | 7 446 518,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 73** | **Impots et taxes** | **897 799 378,37** | **27 993 231,68** | **869 806 146,69** |
| 73112 | Cotisation sur Valeur Ajoutée des Entreprises | 63 555 807,00 | | 63 555 807,00 |
| 73114 | Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux | 1 332 997,00 | | 1 332 997,00 |
| 73121 | F.N.G.I.R. | 11 226 230,00 | | 11 226 230,00 |
| 73123 | Attributions de compensation CVAE | 63 354 592,00 | | 63 354 592,00 |
| 73124 | Fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France | 13 960 183,00 | | 13 960 183,00 |
| 73125 | Frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties | 14 990 323,00 | | 14 990 323,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 731** | **Impositions directes** | **168 420 132,00** | | **168 420 132,00** |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 7411 | Dotation globale fonctionnement (DGF) dotation forfaitaire | 80 944 495,00 | | 80 944 495,00 |
| 74122 | Dotation de péréquation urbaine | 21 392 379,00 | | 21 392 379,00 |
| 744 | FCTVA | 1 965 657,51 | | 1 965 657,51 |
| 7461 | DGD | 8 317 756,00 | 3 228 996,00 | 5 088 760,00 |
| 74718 | Autres | 9 524 260,59 | | 9 524 260,59 |
| 7472 | Région | 1 987 701,61 | | 1 987 701,61 |
| 7473 | Département | 20 000,00 | | 20 000,00 |
| 7474 | Communes et structures intercommunales | 8 040,96 | | 8 040,96 |
| 7475 | Autres groupements de collectivités, collectivités à statut particulier et établissements publics | 2 146 997,19 | | 2 146 997,19 |
| 7476 | Sécurite sociale et organismes mutualistes | 2 277 135,00 | | 2 277 135,00 |
| 74771 | Fonds Social Europeen | 1 636 766,78 | | 1 636 766,78 |
| 74778 | Autres fonds européens | 4 003,72 | | 4 003,72 |
| 747812 | Dotation versée au titre de la PCH | 13 725 181,77 | | 13 725 181,77 |
| 747813 | Dotation versée au titre des MDPH | 1 459 042,77 | | 1 459 042,77 |
| 747818 | Autres | 1 477 794,00 | | 1 477 794,00 |
| 74783 | Fonds de mobilisation departement pour l'insertion | 10 731 250,00 | | 10 731 250,00 |
| 74788 | Autres | 124 684,02 | | 124 684,02 |
| 74832 | D.C.R.T.P. | 11 388 990,00 | | 11 388 990,00 |
| 74833 | Etat Compensation au titre de contribution économique territoriale (CVAE et CFE) | 5 580,00 | | 5 580,00 |
| 74834 | Etat - compensation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties | 70 119,00 | | 70 119,00 |
| 74835 | Dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale | 4 393 590,00 | | 4 393 590,00 |
| 74838 | Autres attributions de péréquation et de compensation | 2 710 195,00 | | 2 710 195,00 |
| 74881 | Participation des familles au titre de la restauration et de l'hébergement scolaires | 7 907 807,81 | 61 727,12 | 7 846 080,69 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 74** | **Dotations subventions et participations** | **184 219 427,73** | **3 290 723,12** | **180 928 704,61** |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 7511 | Recouvrements sur Départements et autres collectivités publiques | 3 609 370,97 | 235 494,21 | 3 373 876,76 |
| 7512 | Recouvrements sur sécurite sociale et organismes mutualistes | 2 143 587,22 | 4 514,05 | 2 139 073,17 |
| 7513 | Recouvrements sur bénéficiaire tiers-payants et successions | 19 637 296,82 | 742 519,38 | 18 894 777,44 |
| 7518 | Recouvrements sur autres redevables | 6 299 865,62 | 2 983 701,62 | 3 316 164,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 984 628,64 | 6 438,69 | 978 189,95 |
| 7535 | PCH | 44 579,66 | 1 102,80 | 43 476,86 |
| 7538 | Autres | 16 925,99 | | 16 925,99 |
| 7588 | Autres produits divers de gestion courante | 649 193,43 | | 649 193,43 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 75** | **Autres produits d'activite** | **33 385 448,35** | **3 973 770,75** | **29 411 677,60** |
| 7688 | Autres | 589 283,44 | | 589 283,44 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 76** | **Produits financiers** | **589 283,44** | | **589 283,44** |
| 7711 | Dédits et pénalites perçus | 8 945,00 | | 8 945,00 |
| 7714 | Recouvrement sur créances admises en non valeur | 9 559,23 | 247,67 | 9 311,56 |
| 7718 | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion | 349 634,19 | 115 812,01 | 233 822,18 |
| 773 | Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale | 42 949,55 | | 42 949,55 |
| 7748 | Autres subventions exceptionnelles | 40 500,00 | | 40 500,00 |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 620 384,63 | 11 194,75 | 1 609 189,88 |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 1 047 013,91 | 219 287,57 | 827 726,34 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 77** | **Produits exceptionnels** | **3 118 986,51** | **346 542,00** | **2 772 444,51** |
| 7817 | Reprises sur provisions pour dépréciations des actifs circulants | 5 280 703,26 | | 5 280 703,26 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 78** | **Reprises sur provisions** | **5 280 703,26** | | **5 280 703,26** |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **1 332 501 640,98** | **35 958 982,77** | **1 296 542 658,21** |
| 6031 | Variation des stocks de matières premières et fournitures | 66 530,89 | | 66 530,89 |
| 7761 | Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat | 279 934,62 | | 279 934,62 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 7768 | Neutralisation des Amortissements | 1 928 761,00 | | 1 928 761,00 |
| 777 | Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat | 19 084,00 | | 19 084,00 |
| 7811 | Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 344,23 | 344,23 | |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 042** | **Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **2 294 654,74** | **344,23** | **2 294 310,51** |
| **TOTAL** | **RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT** | **2 294 654,74** | **344,23** | **2 294 310,51** |
| | **TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **1 334 796 295,72** | **35 959 327,00** | **1 298 836 968,72** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1021 | Dotation | | 470 045 403,50 | | | | | | 470 045 403,50 | | 470 045 403,50 |
| 10222 | FCTVA | | 531 812 568,84 | | | | 18 008 441,48 | | 549 821 010,32 | | 549 821 010,32 |
| 10228 | Autres fonds | | 39 256 471,77 | | | | 13 570,00 | | 39 270 041,77 | | 39 270 041,77 |
| **1022** | **Sous Total compte 1022** | | **571 069 040,61** | | | | **18 022 011,48** | | **589 091 052,09** | | **589 091 052,09** |
| 10251 | Dons et legs en capital | | 534 327,34 | | | | | | 534 327,34 | | 534 327,34 |
| **1025** | **Sous Total compte 1025** | | **534 327,34** | | | | | | **534 327,34** | | **534 327,34** |
| 1027 | Mise à disposition chez le bénéficiaire | | 92 716 331,84 | | | | | | 92 716 331,84 | | 92 716 331,84 |
| **102** | **Sous Total compte 102** | | **1 134 365 103,** | | | | **18 022 011,48** | | **1 152 387 114,** | | **1 152 387 114,77** |
| 1068 | Excédt de fonctionnement capitalisé | | 1 784 166 506, | | | | 70 246 275,69 | | 1 854 412 782, | | 1 854 412 782,25 |
| **106** | **Sous Total compte 106** | | **1 784 166 506,** | | | | **70 246 275,69** | | **1 854 412 782,** | | **1 854 412 782,25** |
| **10** | **Sous Total compte 10** | | **2 918 531 609,** | | | | **88 268 287,17** | | **3 006 799 897,** | | **3 006 799 897,02** |
| 110 | Report à nouveau solde créditeur | | 149 956 089,20 | 70 246 275,69 | 115 955 587,93 | | | 70 246 275,69 | 265 911 677,13 | | 195 665 401,44 |
| **11** | **Sous Total compte 11** | | **149 956 089,20** | **70 246 275,69** | **115 955 587,93** | | | **70 246 275,69** | **265 911 677,13** | | **195 665 401,44** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 12 | Résultat exercice excéd déficit | | 115 955 587,93 | 115 955 587,93 | | | | 115 955 587,93 | 115 955 587,93 | | 0,00 |
| **12** | **Sous Total compte 12** | | **115 955 587,93** | **115 955 587,93** | | | | **115 955 587,93** | **115 955 587,93** | | **0,00** |
| 1311 | Etat et établissements nationaux | | 6 193 551,69 | | | | 364 635,00 | | 6 558 186,69 | | 6 558 186,69 |
| 1312 | Régions | | 31 842 329,58 | | | | 2 667 573,64 | | 34 509 903,22 | | 34 509 903,22 |
| 1313 | Départements | | 310 374,33 | | | | | | 310 374,33 | | 310 374,33 |
| 1314 | Communes et structures intercommunales | | 1 825 186,20 | | | | 787 347,00 | | 2 612 533,20 | | 2 612 533,20 |
| 1316 | Autres établissements publics locaux | | 67 342 507,37 | | | | 27 443 532,00 | | 94 786 039,37 | | 94 786 039,37 |
| 13172 | FEDER | | 463 851,73 | | | | | | 463 851,73 | | 463 851,73 |
| **1317** | **Sous Total compte 1317** | | **463 851,73** | | | | | | **463 851,73** | | **463 851,73** |
| 1318 | Autres | | 635 004,85 | | | | | | 635 004,85 | | 635 004,85 |
| **131** | **Sous Total compte 131** | | **108 612 805,75** | | | | **31 263 087,64** | | **139 875 893,39** | | **139 875 893,39** |
| 1321 | Etat et établissements nationaux | | 74 060 478,53 | | | | 65 790,00 | | 74 126 268,53 | | 74 126 268,53 |
| 1322 | Régions | | 348 562 726,68 | | | | 970 958,88 | | 349 533 685,56 | | 349 533 685,56 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1323 | Départements | | 7 453,12 | | | | | | 7 453,12 | | 7 453,12 |
| 1324 | Communes et structures intercommunales | | 44 630 525,53 | | | | 1 457 362,48 | | 46 087 888,01 | | 46 087 888,01 |
| 1326 | Autres établissements publics locaux | | 1 635 451,07 | | | 112 363,00 | 350 382,86 | 112 363,00 | 1 985 833,93 | | 1 873 470,93 |
| 13272 | FEDER | | 3 647 532,08 | | | | | | 3 647 532,08 | | 3 647 532,08 |
| **1327** | **Sous Total compte 1327** | | **3 647 532,08** | | | | | | **3 647 532,08** | | **3 647 532,08** |
| 1328 | Autres | | 42 921 833,49 | | | | 1 103 000,00 | | 44 024 833,49 | | 44 024 833,49 |
| **132** | **Sous Total compte 132** | | **515 466 000,50** | | | **112 363,00** | **3 947 494,22** | **112 363,00** | **519 413 494,72** | | **519 301 131,72** |
| 1332 | Dotation départementale équipt colleges | | 122 984 634,83 | | | | 6 914 225,00 | | 129 898 859,83 | | 129 898 859,83 |
| **133** | **Sous Total compte 133** | | **122 984 634,83** | | | | **6 914 225,00** | | **129 898 859,83** | | **129 898 859,83** |
| 1341 | DGE | | 10 671 225,18 | | | | | | 10 671 225,18 | | 10 671 225,18 |
| 1345 | Amendes de radars automatiques et de pol | | 2 123 994,00 | | | | 177 236,00 | | 2 301 230,00 | | 2 301 230,00 |
| 1348 | Autres | | 99 086,00 | | | | | | 99 086,00 | | 99 086,00 |
| **134** | **Sous Total compte 134** | | **12 894 305,18** | | | | **177 236,00** | | **13 071 541,18** | | **13 071 541,18** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1388 | Autres | | | | | | 25 000,00 | | 25 000,00 | | 25 000,00 |
| **138** | **Sous Total compte 138** | | | | | | **25 000,00** | | **25 000,00** | | **25 000,00** |
| 13916 | Autres établissements publics locaux | 49 112,00 | | | | 19 084,00 | | 68 196,00 | | 68 196,00 | |
| **1391** | **Sous Total compte 1391** | **49 112,00** | | | | **19 084,00** | | **68 196,00** | | **68 196,00** | |
| **139** | **Sous Total compte 139** | **49 112,00** | | | | **19 084,00** | | **68 196,00** | | **68 196,00** | |
| **13** | **Sous Total compte 13** | **49 112,00** | **759 957 746,26** | | | **131 447,00** | **42 327 042,86** | **180 559,00** | **802 284 789,12** | | **802 104 230,12** |
| 1518 | Autres provisions pour risques | | 12 800 000,00 | | | | | | 12 800 000,00 | | 12 800 000,00 |
| **151** | **Sous Total compte 151** | | **12 800 000,00** | | | | | | **12 800 000,00** | | **12 800 000,00** |
| **15** | **Sous Total compte 15** | | **12 800 000,00** | | | | | | **12 800 000,00** | | **12 800 000,00** |
| 16311 | Emprunts obligataires rembours in fine | | 368 900 000,00 | | | 23 500 000,00 | | 23 500 000,00 | 368 900 000,00 | | 345 400 000,00 |
| **1631** | **Sous Total compte 1631** | | **368 900 000,00** | | | **23 500 000,00** | | **23 500 000,00** | **368 900 000,00** | | **345 400 000,00** |
| **163** | **Sous Total compte 163** | | **368 900 000,00** | | | **23 500 000,00** | | **23 500 000,00** | **368 900 000,00** | | **345 400 000,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | | 495 583 123,92 | | | 59 024 886,41 | | 59 024 886,41 | 495 583 123,92 | | 436 558 237,51 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 16441 | Opér afférentes à l'emprunt | | 4 000 000,00 | | | 2 000 000,00 | | 2 000 000,00 | 4 000 000,00 | | 2 000 000,00 |
| 16449 | Opér afférent option tirage ligne trésor | | | | | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | | 0,00 |
| **1644** | **Sous Total compte 1644** | | **4 000 000,00** | | | **4 000 000,00** | **2 000 000,00** | **4 000 000,00** | **6 000 000,00** | | **2 000 000,00** |
| **164** | **Sous Total compte 164** | | **499 583 123,92** | | | **63 024 886,41** | **2 000 000,00** | **63 024 886,41** | **501 583 123,92** | | **438 558 237,51** |
| 165 | Dép et caution reçus | | 17 811,37 | | | | | | 17 811,37 | | 17 811,37 |
| 16884 | Ints courus sur empts étabs financiers | | 6 216 395,58 | 6 216 395,58 | 5 903 050,34 | | | 6 216 395,58 | 12 119 445,92 | | 5 903 050,34 |
| **1688** | **Sous Total compte 1688** | | **6 216 395,58** | **6 216 395,58** | **5 903 050,34** | | | **6 216 395,58** | **12 119 445,92** | | **5 903 050,34** |
| **168** | **Sous Total compte 168** | | **6 216 395,58** | **6 216 395,58** | **5 903 050,34** | | | **6 216 395,58** | **12 119 445,92** | | **5 903 050,34** |
| 169 | Primes de remboursement des obligations. | 149 786,64 | | | | | 31 576,67 | 149 786,64 | 31 576,67 | 118 209,97 | |
| **16** | **Sous Total compte 16** | **149 786,64** | **874 717 330,87** | **6 216 395,58** | **5 903 050,34** | **86 524 886,41** | **2 031 576,67** | **92 891 068,63** | **882 651 957,88** | | **789 760 889,25** |
| 181 | Cpte liaison : affectation | 2 791 459,53 | | | | | | 2 791 459,53 | | 2 791 459,53 | |
| **18** | **Sous Total compte 18** | **2 791 459,53** | | | | | | **2 791 459,53** | | **2 791 459,53** | |
| 192 | Plus ou moins-value cess d'immo | | 15 013 258,13 | | | 279 934,62 | 1 014 136,67 | 279 934,62 | 16 027 394,80 | | 15 747 460,18 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 193 | Autres neutralisat° et régularisat° d'op | | 17 493 780,29 | | | | | | 17 493 780,29 | | 17 493 780,29 |
| 198 | Neutralisation des amortisSEMents | 900 355,00 | | | | 1 928 761,00 | | 2 829 116,00 | | 2 829 116,00 | |
| **19** | **Sous Total compte 19** | **900 355,00** | **32 507 038,42** | | | **2 208 695,62** | **1 014 136,67** | **3 109 050,62** | **33 521 175,09** | | **30 412 124,47** |
| | **Total classe 1** | **3 890 713,17** | **4 864 425 402,** | **192 418 259,20** | **121 858 638,27** | **88 865 029,03** | **133 641 043,37** | **285 174 001,40** | **5 119 925 084,** | **5 806 981,50** | **4 840 558 064,27** |
| 2031 | Frais d'études | 25 624 061,51 | | | | 2 276 298,42 | 492 734,55 | 27 900 359,93 | 492 734,55 | 27 407 625,38 | |
| 2033 | Frais d'insertion | 23 290,78 | | | | | | 23 290,78 | | 23 290,78 | |
| **203** | **Sous Total compte 203** | **25 647 352,29** | | | | **2 276 298,42** | **492 734,55** | **27 923 650,71** | **492 734,55** | **27 430 916,16** | |
| 204112 | Batiments et installations | 23 021 792,80 | | | | | | 23 021 792,80 | | 23 021 792,80 | |
| **20411** | **Sous Total compte 20411** | **23 021 792,80** | | | | | | **23 021 792,80** | | **23 021 792,80** | |
| 204122 | Batiments et installations | 1 420 896,42 | | | | | | 1 420 896,42 | | 1 420 896,42 | |
| **20412** | **Sous Total compte 20412** | **1 420 896,42** | | | | | | **1 420 896,42** | | **1 420 896,42** | |
| 204131 | Biens, mobiliers matériel et études | 35 000 000,00 | | | | 5 000 000,00 | | 40 000 000,00 | | 40 000 000,00 | |
| **20413** | **Sous Total compte 20413** | **35 000 000,00** | | | | **5 000 000,00** | | **40 000 000,00** | | **40 000 000,00** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 204141 | Biens, mobiliers matériel et études | 5 048 139,98 | | | | 219 529,03 | | 5 267 669,01 | | 5 267 669,01 | |
| 204142 | Batiments et installations | 770 590 965,33 | | | | 23 029 330,76 | 218 108,10 | 793 620 296,09 | 218 108,10 | 793 402 187,99 | |
| 204143 | Projets infrastructure intéret national | 4 218 710,70 | | | | 179 708,08 | | 4 398 418,78 | | 4 398 418,78 | |
| **20414** | **Sous Total compte 20414** | **779 857 816,01** | | | | **23 428 567,87** | **218 108,10** | **803 286 383,88** | **218 108,10** | **803 068 275,78** | |
| 204151 | Biens, mobiliers matériel et études | 48 855,96 | | | | 26 010,20 | | 74 866,16 | | 74 866,16 | |
| 204152 | Batiments et installations | 1 375 757,04 | | | | 113 414,77 | 113 414,77 | 1 489 171,81 | 113 414,77 | 1 375 757,04 | |
| **20415** | **Sous Total compte 20415** | **1 424 613,00** | | | | **139 424,97** | **113 414,77** | **1 564 037,97** | **113 414,77** | **1 450 623,20** | |
| 204162 | Batiments et installations | 18 412 429,39 | | | | 86 293,14 | | 18 498 722,53 | | 18 498 722,53 | |
| **20416** | **Sous Total compte 20416** | **18 412 429,39** | | | | **86 293,14** | | **18 498 722,53** | | **18 498 722,53** | |
| 2041712 | Batiments et installations | 29 009,69 | | | | | | 29 009,69 | | 29 009,69 | |
| **204171** | **Sous Total compte 204171** | **29 009,69** | | | | | | **29 009,69** | | **29 009,69** | |
| 2041721 | Biens, mobiliers matériel et études | 16 798,56 | | | | | | 16 798,56 | | 16 798,56 | |
| 2041722 | Batiments et installations | 18 894,00 | | | | | | 18 894,00 | | 18 894,00 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **204172** | **Sous Total compte 204172** | **35 692,56** | | | | | | **35 692,56** | | **35 692,56** | |
| 2041781 | Biens, mobiliers matériel et études | 32 887 943,46 | | | | 13 434 000,00 | | 46 321 943,46 | | 46 321 943,46 | |
| 2041782 | Batiments et installations | 52 019 398,51 | | | | 1 787 833,15 | | 53 807 231,66 | | 53 807 231,66 | |
| 2041783 | Projets infrastructure intéret national | 21 054,00 | | | | | | 21 054,00 | | 21 054,00 | |
| **204178** | **Sous Total compte 204178** | **84 928 395,97** | | | | **15 221 833,15** | | **100 150 229,12** | | **100 150 229,12** | |
| **20417** | **Sous Total compte 20417** | **84 993 098,22** | | | | **15 221 833,15** | | **100 214 931,37** | | **100 214 931,37** | |
| 204181 | Biens, mobiliers matériel et études | 212 087,82 | | | | | | 212 087,82 | | 212 087,82 | |
| 204182 | Batiments et installations | 6 064 133,55 | | | | 30 365,29 | | 6 094 498,84 | | 6 094 498,84 | |
| **20418** | **Sous Total compte 20418** | **6 276 221,37** | | | | **30 365,29** | | **6 306 586,66** | | **6 306 586,66** | |
| **2041** | **Sous Total compte 2041** | **950 406 867,21** | | | | **43 906 484,42** | **331 522,87** | **994 313 351,63** | **331 522,87** | **993 981 828,76** | |
| 20421 | Biens, mobiliers matériel et études | 136 939 245,34 | | | | 343 397,00 | | 137 282 642,34 | | 137 282 642,34 | |
| 20422 | Batiments et installations | 64 212 644,40 | | | | 290 780,71 | 8 950,00 | 64 503 425,11 | 8 950,00 | 64 494 475,11 | |
| **2042** | **Sous Total compte 2042** | **201 151 889,74** | | | | **634 177,71** | **8 950,00** | **201 786 067,45** | **8 950,00** | **201 777 117,45** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 20431 | Biens, mobiliers matériel et études | 499 403,47 | | | | 117 400,01 | | 616 803,48 | | 616 803,48 | |
| 20432 | Batiments et installations | 30 576 507,77 | | | | | | 30 576 507,77 | | 30 576 507,77 | |
| **2043** | **Sous Total compte 2043** | **31 075 911,24** | | | | **117 400,01** | | **31 193 311,25** | | **31 193 311,25** | |
| 204411 | Biens, mobiliers matériel et études | 50 927 332,33 | | | | 6 297 146,79 | | 57 224 479,12 | | 57 224 479,12 | |
| 204412 | Batiments et installations | 67 715 218,43 | | | | | | 67 715 218,43 | | 67 715 218,43 | |
| **20441** | **Sous Total compte 20441** | **118 642 550,76** | | | | **6 297 146,79** | | **124 939 697,55** | | **124 939 697,55** | |
| 204421 | Biens, mobiliers matériel et études | 202 046,40 | | | | | | 202 046,40 | | 202 046,40 | |
| **20442** | **Sous Total compte 20442** | **202 046,40** | | | | | | **202 046,40** | | **202 046,40** | |
| **2044** | **Sous Total compte 2044** | **118 844 597,16** | | | | **6 297 146,79** | | **125 141 743,95** | | **125 141 743,95** | |
| **204** | **Sous Total compte 204** | **1 301 479 265,** | | | | **50 955 208,93** | **340 472,87** | **1 352 434 474,** | **340 472,87** | **1 352 094 001,** | |
| 2051 | Concessions et droits similaires | 33 242 562,75 | | | | 3 019 475,95 | 130 180,46 | 36 262 038,70 | 130 180,46 | 36 131 858,24 | |
| **205** | **Sous Total compte 205** | **33 242 562,75** | | | | **3 019 475,95** | **130 180,46** | **36 262 038,70** | **130 180,46** | **36 131 858,24** | |
| **20** | **Sous Total compte 20** | **1 360 369 180,** | | | | **56 250 983,30** | **963 387,88** | **1 416 620 163,** | **963 387,88** | **1 415 656 775,** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 2111 | Terrains nus | 4 847 493,68 | | | | 9 011,39 | | 4 856 505,07 | | 4 856 505,07 | |
| 2115 | Terrains bâtis | 38 850 517,20 | | | | | | 38 850 517,20 | | 38 850 517,20 | |
| 2117 | Bois et forêts | 4 601 526,61 | | | | 170 761,89 | | 4 772 288,50 | | 4 772 288,50 | |
| 2118 | Autres terrains | 3 542 562,65 | | | | 131 125,32 | | 3 673 687,97 | | 3 673 687,97 | |
| **211** | **Sous Total compte 211** | **51 842 100,14** | | | | **310 898,60** | | **52 152 998,74** | | **52 152 998,74** | |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 1 540 046,29 | | | | 29 745,97 | 2 959,27 | 1 569 792,26 | 2 959,27 | 1 566 832,99 | |
| 2128 | Autres agenct et aménagt terrains | 7 058 376,18 | | 220 005,75 | | | | 7 278 381,93 | | 7 278 381,93 | |
| **212** | **Sous Total compte 212** | **8 598 422,47** | | **220 005,75** | | **29 745,97** | **2 959,27** | **8 848 174,19** | **2 959,27** | **8 845 214,92** | |
| 21311 | Batiments administratifs | 59 965 366,28 | | 2 273 319,90 | | | | 62 238 686,18 | | 62 238 686,18 | |
| 21312 | Batiments scolaires | 332 815 859,22 | | 11 591 824,23 | | | | 344 407 683,45 | | 344 407 683,45 | |
| 21313 | Batiments sociaux et médico-sociaux | 20 313 694,58 | | 1 707 818,49 | | 700 600,00 | 107 565,80 | 22 722 113,07 | 107 565,80 | 22 614 547,27 | |
| 21314 | Batiments culturels et sportifs | 32 102 254,53 | | 941 159,86 | 543 874,73 | | 24 702,08 | 33 043 414,39 | 568 576,81 | 32 474 837,58 | |
| 21318 | Autres batiments publics | 36 481 391,54 | | 495 711,91 | | | 422 954,22 | 36 977 103,45 | 422 954,22 | 36 554 149,23 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **2131** | **Sous Total compte 2131** | **481 678 566,15** | | **17 009 834,39** | **543 874,73** | **700 600,00** | **555 222,10** | **499 389 000,54** | **1 099 096,83** | **498 289 903,71** | |
| 21321 | Immeubles de rapport | 6 582 544,92 | | | | | | 6 582 544,92 | | 6 582 544,92 | |
| 21328 | Autres batiments prives | 59 748 043,53 | | 245 355,32 | | | | 59 993 398,85 | | 59 993 398,85 | |
| **2132** | **Sous Total compte 2132** | **66 330 588,45** | | **245 355,32** | | | | **66 575 943,77** | | **66 575 943,77** | |
| 21351 | Batiments publics | 21 384 552,76 | | | | | 26 964,44 | 21 384 552,76 | 26 964,44 | 21 357 588,32 | |
| **2135** | **Sous Total compte 2135** | **21 384 552,76** | | | | | **26 964,44** | **21 384 552,76** | **26 964,44** | **21 357 588,32** | |
| **213** | **Sous Total compte 213** | **569 393 707,36** | | **17 255 189,71** | **543 874,73** | **700 600,00** | **582 186,54** | **587 349 497,07** | **1 126 061,27** | **586 223 435,80** | |
| 214 | Constructions sur sol autrui | 70 879 907,01 | | 1 679 457,93 | | | | 72 559 364,94 | | 72 559 364,94 | |
| 2151 | Réseaux de voirie | 2 245 568 535,9 | | 32 743 654,18 | | 28 397,26 | 292 389,49 | 2 278 340 587,1 | 292 389,49 | 2 278 048 197,9 | |
| 2152 | Installations de voirie | 8 682 491,08 | | | | 48,00 | | 8 682 539,08 | | 8 682 539,08 | |
| 2153 | Réseaux divers | 486 730,60 | | 21 274,08 | | | | 508 004,68 | | 508 004,68 | |
| 2157 | Mat et outillage tech | 14 448 098,72 | | | 414 524,06 | 1 715 426,10 | 372 784,87 | 16 163 524,82 | 787 308,93 | 15 376 215,89 | |
| 2158 | Autres installations, matériel outil tec | 48 089,54 | | | | 50 712,58 | 50 712,58 | 98 802,12 | 50 712,58 | 48 089,54 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **215** | **Sous Total compte 215** | **2 269 233 945,** | | **32 764 928,26** | **414 524,06** | **1 794 583,94** | **715 886,94** | **2 303 793 458,** | **1 130 411,00** | **2 302 663 047,** | |
| 216 | Collections et oeuvres d'art | 4 723 304,74 | | 59 335,10 | | 89 399,20 | 397,20 | 4 872 039,04 | 397,20 | 4 871 641,84 | |
| 21715 | Terrains bâtis | 6 256 628,23 | | | | | | 6 256 628,23 | | 6 256 628,23 | |
| **2171** | **Sous Total compte 2171** | **6 256 628,23** | | | | | | **6 256 628,23** | | **6 256 628,23** | |
| 217312 | Batiments scolaires | 300 186 003,56 | | 12 793 697,34 | | | | 312 979 700,90 | | 312 979 700,90 | |
| 217314 | Batiments culturels et sportifs | 618 639,30 | | 10 960,62 | | | | 629 599,92 | | 629 599,92 | |
| **21731** | **Sous Total compte 21731** | **300 804 642,86** | | **12 804 657,96** | | | | **313 609 300,82** | | **313 609 300,82** | |
| **2173** | **Sous Total compte 2173** | **300 804 642,86** | | **12 804 657,96** | | | | **313 609 300,82** | | **313 609 300,82** | |
| **217** | **Sous Total compte 217** | **307 061 271,09** | | **12 804 657,96** | | | | **319 865 929,05** | | **319 865 929,05** | |
| 2181 | Instal gales agenct amngts divers | 2 914 971,55 | | 326 115,85 | | | | 3 241 087,40 | | 3 241 087,40 | |
| 2182 | Mat de transport | 5 161 050,77 | | | 146 140,26 | 951 129,34 | | 6 112 180,11 | 146 140,26 | 5 966 039,85 | |
| 21831 | Mat informatique scolaire | 334 355,99 | | | | 3 695 641,76 | 3 695 641,76 | 4 029 997,75 | 3 695 641,76 | 334 355,99 | |
| 21838 | Autre mat informatique | 17 442 231,81 | | | 897,18 | 1 863 150,54 | 261 871,37 | 19 305 382,35 | 262 768,55 | 19 042 613,80 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **2183** | **Sous Total compte 2183** | **17 776 587,80** | | | **897,18** | **5 558 792,30** | **3 957 513,13** | **23 335 380,10** | **3 958 410,31** | **19 376 969,79** | |
| 21841 | Mat de bureau et mobilier scolaires | | | | | 1 438 375,46 | 1 438 375,46 | 1 438 375,46 | 1 438 375,46 | | 0,00 |
| 21848 | Autres mat de bureau et mobilier | 10 017 120,29 | | | | 1 019 615,58 | 416 318,95 | 11 036 735,87 | 416 318,95 | 10 620 416,92 | |
| **2184** | **Sous Total compte 2184** | **10 017 120,29** | | | | **2 457 991,04** | **1 854 694,41** | **12 475 111,33** | **1 854 694,41** | **10 620 416,92** | |
| 2185 | Téléphonie | 2 892 104,03 | | | | 1 170 028,48 | 2 832,00 | 4 062 132,51 | 2 832,00 | 4 059 300,51 | |
| 2188 | Autres | 3 007 775,22 | | | | 265 098,60 | 22 279,54 | 3 272 873,82 | 22 279,54 | 3 250 594,28 | |
| **218** | **Sous Total compte 218** | **41 769 609,66** | | **326 115,85** | **147 037,44** | **10 403 039,76** | **5 837 319,08** | **52 498 765,27** | **5 984 356,52** | **46 514 408,75** | |
| **21** | **Sous Total compte 21** | **3 323 502 268,1** | | **65 109 690,56** | **1 105 436,23** | **13 328 267,47** | **7 138 749,03** | **3 401 940 226,1** | **8 244 185,26** | **3 393 696 041,1** | |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 220 005,75 | | | 220 005,75 | 452 299,49 | 28 258,28 | 672 305,24 | 248 264,03 | 424 041,21 | |
| 231311 | Bâts administratifs | 31 591 322,14 | | | 2 273 319,90 | 2 140 474,52 | 20 700,00 | 33 731 796,66 | 2 294 019,90 | 31 437 776,76 | |
| 231312 | Bâtiments scolaires | 236 022 613,95 | | | 11 591 824,23 | 15 694 848,20 | 396 022,45 | 251 717 462,15 | 11 987 846,68 | 239 729 615,47 | |
| 231313 | Bâts sociaux médico-sociaux | 26 202 782,46 | | | 1 707 818,49 | 14 649 982,17 | 26 615,07 | 40 852 764,63 | 1 734 433,56 | 39 118 331,07 | |
| 231314 | Bâtiments culturels et sportifs | 19 115 455,34 | | | 941 159,86 | 7 536 692,30 | 145,80 | 26 652 147,64 | 941 305,66 | 25 710 841,98 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 231318 | Autres bâtiments publics | 24 493 466,20 | | | 495 711,91 | 803 625,44 | 35 657,46 | 25 297 091,64 | 531 369,37 | 24 765 722,27 | |
| **23131** | **Sous Total compte 23131** | **337 425 640,09** | | | **17 009 834,39** | **40 825 622,63** | **479 140,78** | **378 251 262,72** | **17 488 975,17** | **360 762 287,55** | |
| 231321 | Immeubles de rapport | 147 514,61 | | | | | | 147 514,61 | | 147 514,61 | |
| 231328 | Autres bâtiments privés | 15 906 274,18 | | | 245 355,32 | 171 887,31 | | 16 078 161,49 | 245 355,32 | 15 832 806,17 | |
| **23132** | **Sous Total compte 23132** | **16 053 788,79** | | | **245 355,32** | **171 887,31** | | **16 225 676,10** | **245 355,32** | **15 980 320,78** | |
| 231351 | Bâtiments publics | 275 436,95 | | | | | | 275 436,95 | | 275 436,95 | |
| **23135** | **Sous Total compte 23135** | **275 436,95** | | | | | | **275 436,95** | | **275 436,95** | |
| **2313** | **Sous Total compte 2313** | **353 754 865,83** | | | **17 255 189,71** | **40 997 509,94** | **479 140,78** | **394 752 375,77** | **17 734 330,49** | **377 018 045,28** | |
| 2314 | Constructions sur sol autrui | 98 258 333,17 | | | 1 679 457,93 | 30 740 597,36 | 310 273,64 | 128 998 930,53 | 1 989 731,57 | 127 009 198,96 | |
| 23151 | Réseaux de voirie | 79 224 980,68 | | | 32 743 654,18 | 45 282 001,51 | 214 994,00 | 124 506 982,19 | 32 958 648,18 | 91 548 334,01 | |
| 23153 | Réseaux divers | 21 274,08 | | | 21 274,08 | 32 827,13 | | 54 101,21 | 21 274,08 | 32 827,13 | |
| **2315** | **Sous Total compte 2315** | **79 246 254,76** | | | **32 764 928,26** | **45 314 828,64** | **214 994,00** | **124 561 083,40** | **32 979 922,26** | **91 581 161,14** | |
| 2316 | Restauration collections, oeuvres d'art | 59 335,10 | | | 59 335,10 | 15 655,45 | | 74 990,55 | 59 335,10 | 15 655,45 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 2317312 | Bâtiments scolaires | 216 320 948,21 | | | 12 793 697,34 | 16 467 706,20 | 215 011,30 | 232 788 654,41 | 13 008 708,64 | 219 779 945,77 | |
| 2317314 | Bâtiments culturels et sportifs | 959 272,86 | | | 10 960,62 | 25 887,10 | | 985 159,96 | 10 960,62 | 974 199,34 | |
| **231731** | **Sous Total compte 231731** | **217 280 221,07** | | | **12 804 657,96** | **16 493 593,30** | **215 011,30** | **233 773 814,37** | **13 019 669,26** | **220 754 145,11** | |
| **23173** | **Sous Total compte 23173** | **217 280 221,07** | | | **12 804 657,96** | **16 493 593,30** | **215 011,30** | **233 773 814,37** | **13 019 669,26** | **220 754 145,11** | |
| **2317** | **Sous Total compte 2317** | **217 280 221,07** | | | **12 804 657,96** | **16 493 593,30** | **215 011,30** | **233 773 814,37** | **13 019 669,26** | **220 754 145,11** | |
| 23181 | Instal gales agenct amngts divers | 8 629 199,42 | | | 326 115,85 | 254 627,74 | | 8 883 827,16 | 326 115,85 | 8 557 711,31 | |
| **2318** | **Sous Total compte 2318** | **8 629 199,42** | | | **326 115,85** | **254 627,74** | | **8 883 827,16** | **326 115,85** | **8 557 711,31** | |
| **231** | **Sous Total compte 231** | **757 448 215,10** | | | **65 109 690,56** | **134 269 111,92** | **1 247 678,00** | **891 717 327,02** | **66 357 368,56** | **825 359 958,46** | |
| 238 | Avances versées cdes immob corpo | 6 510 123,32 | | | | 2 764 508,97 | 3 168 971,95 | 9 274 632,29 | 3 168 971,95 | 6 105 660,34 | |
| **23** | **Sous Total compte 23** | **763 958 338,42** | | | **65 109 690,56** | **137 033 620,89** | **4 416 649,95** | **900 991 959,31** | **69 526 340,51** | **831 465 618,80** | |
| 242 | Mises à dispo transf compétences | 6 231 368,27 | | | | | | 6 231 368,27 | | 6 231 368,27 | |
| 243 | Mise affect régie pers mor auto fin | 36 086 781,96 | | 543 874,73 | | | | 36 630 656,69 | | 36 630 656,69 | |
| 2493 | Mise affect régie pers mor auto fin | | 1 771 560,03 | | | | | | 1 771 560,03 | | 1 771 560,03 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **249** | **Sous Total compte 249** | | **1 771 560,03** | | | | | | **1 771 560,03** | | **1 771 560,03** |
| **24** | **Sous Total compte 24** | **42 318 150,23** | **1 771 560,03** | **543 874,73** | | | | **42 862 024,96** | **1 771 560,03** | **41 090 464,93** | |
| 261 | Titres de participation | 1 434 618,86 | | | | | 647 942,14 | 1 434 618,86 | 647 942,14 | 786 676,72 | |
| 266 | Autres formes de participation | 16 449,25 | | | | | | 16 449,25 | | 16 449,25 | |
| **26** | **Sous Total compte 26** | **1 451 068,11** | | | | | **647 942,14** | **1 451 068,11** | **647 942,14** | **803 125,97** | |
| 2748 | Autres prêts | 1 746 939,21 | | | | | 114 336,75 | 1 746 939,21 | 114 336,75 | 1 632 602,46 | |
| **274** | **Sous Total compte 274** | **1 746 939,21** | | | | | **114 336,75** | **1 746 939,21** | **114 336,75** | **1 632 602,46** | |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 483 089,36 | | | | 21 337,04 | 236,78 | 504 426,40 | 236,78 | 504 189,62 | |
| 27638 | Autres etab pub | | | | | 15 000,00 | | 15 000,00 | | 15 000,00 | |
| **2763** | **Sous Total compte 2763** | | | | | **15 000,00** | | **15 000,00** | | **15 000,00** | |
| 2764 | Créances particuliers pers droit privé | 5 617,50 | | | | | 2 808,75 | 5 617,50 | 2 808,75 | 2 808,75 | |
| **276** | **Sous Total compte 276** | **5 617,50** | | | | **15 000,00** | **2 808,75** | **20 617,50** | **2 808,75** | **17 808,75** | |
| **27** | **Sous Total compte 27** | **2 235 646,07** | | | | **36 337,04** | **117 382,28** | **2 271 983,11** | **117 382,28** | **2 154 600,83** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 28031 | Frais détudes | | 16 480 506,45 | | | | 307 749,48 | | 16 788 255,93 | | 16 788 255,93 |
| 28033 | Frais d'insertion | | 21 121,81 | | | | 955,05 | | 22 076,86 | | 22 076,86 |
| **2803** | **Sous Total compte 2803** | | **16 501 628,26** | | | | **308 704,53** | | **16 810 332,79** | | **16 810 332,79** |
| 2804112 | Batiments et installations | | 13 467 302,44 | | | | 511 500,64 | | 13 978 803,08 | | 13 978 803,08 |
| **280411** | **Sous Total compte 280411** | | **13 467 302,44** | | | | **511 500,64** | | **13 978 803,08** | | **13 978 803,08** |
| 2804122 | Batiments et installations | | 757 811,01 | | | | 94 726,00 | | 852 537,01 | | 852 537,01 |
| **280412** | **Sous Total compte 280412** | | **757 811,01** | | | | **94 726,00** | | **852 537,01** | | **852 537,01** |
| 2804131 | Biens, mobiliers matériel et études | | 12 000 000,00 | | | | 7 000 000,00 | | 19 000 000,00 | | 19 000 000,00 |
| **280413** | **Sous Total compte 280413** | | **12 000 000,00** | | | | **7 000 000,00** | | **19 000 000,00** | | **19 000 000,00** |
| 2804141 | Biens, mobiliers matériel et études | | 3 525 956,85 | | | | 542 190,62 | | 4 068 147,47 | | 4 068 147,47 |
| 2804142 | Batiments et installations | | 413 875 736,66 | | | | 27 783 609,47 | | 441 659 346,13 | | 441 659 346,13 |
| 2804143 | Projets infrastructure intéret national | | 177 545,06 | | | | 105 466,00 | | 283 011,06 | | 283 011,06 |
| **280414** | **Sous Total compte 280414** | | **417 579 238,57** | | | | **28 431 266,09** | | **446 010 504,66** | | **446 010 504,66** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 2804151 | Biens, mobiliers matériel et études | | 22 845,76 | | | | 5 202,00 | | 28 047,76 | | 28 047,76 |
| 2804152 | Batiments et installations | | 251 571,55 | | | | 55 528,00 | | 307 099,55 | | 307 099,55 |
| **280415** | **Sous Total compte 280415** | | **274 417,31** | | | | **60 730,00** | | **335 147,31** | | **335 147,31** |
| 2804162 | Batiments et installations | | 10 554 638,73 | | | | 621 754,71 | | 11 176 393,44 | | 11 176 393,44 |
| **280416** | **Sous Total compte 280416** | | **10 554 638,73** | | | | **621 754,71** | | **11 176 393,44** | | **11 176 393,44** |
| 2804171 | Batiments et installations | | 3 458,08 | | | | 965,00 | | 4 423,08 | | 4 423,08 |
| **2804171** | **Sous Total compte 2804171** | | **3 458,08** | | | | **965,00** | | **4 423,08** | | **4 423,08** |
| 2804172 | Biens, mobiliers matériel et études | | 12 410,33 | | | | 1 868,23 | | 14 278,56 | | 14 278,56 |
| 2804172 | Batiments et installations | | 14 743,40 | | | | 1 259,00 | | 16 002,40 | | 16 002,40 |
| **2804172** | **Sous Total compte 2804172** | | **27 153,73** | | | | **3 127,23** | | **30 280,96** | | **30 280,96** |
| 2804178 | Biens, mobiliers matériel et études | | 7 331 090,20 | | | | 6 292 987,62 | | 13 624 077,82 | | 13 624 077,82 |
| 2804178 | Batiments et installations | | 32 706 390,21 | | | | 2 464 499,07 | | 35 170 889,28 | | 35 170 889,28 |
| 2804178 | Projets infrastructure intéret national | | 2 105,05 | | | | 526,00 | | 2 631,05 | | 2 631,05 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **2804178** | **Sous Total compte 2804178** | | **40 039 585,46** | | | | **8 758 012,69** | | **48 797 598,15** | | **48 797 598,15** |
| **280417** | **Sous Total compte 280417** | | **40 070 197,27** | | | | **8 762 104,92** | | **48 832 302,19** | | **48 832 302,19** |
| 2804181 | Biens, mobiliers matériel et études | | 183 617,54 | | | | 12 554,00 | | 196 171,54 | | 196 171,54 |
| 2804182 | Batiments et installations | | 3 784 746,38 | | | | 289 188,02 | | 4 073 934,40 | | 4 073 934,40 |
| **280418** | **Sous Total compte 280418** | | **3 968 363,92** | | | | **301 742,02** | | **4 270 105,94** | | **4 270 105,94** |
| **28041** | **Sous Total compte 28041** | | **498 671 969,25** | | | | **45 783 824,38** | | **544 455 793,63** | | **544 455 793,63** |
| 280421 | Biens, mobiliers matériel et études | | 136 065 389,11 | | | | 308 784,63 | | 136 374 173,74 | | 136 374 173,74 |
| 280422 | Batiments et installations | | 22 504 402,92 | | | | 3 305 374,00 | | 25 809 776,92 | | 25 809 776,92 |
| **28042** | **Sous Total compte 28042** | | **158 569 792,03** | | | | **3 614 158,63** | | **162 183 950,66** | | **162 183 950,66** |
| 280431 | Biens, mobiliers matériel et études | | 110 046,02 | | | | 99 879,00 | | 209 925,02 | | 209 925,02 |
| 280432 | Batiments et installations | | 11 609 003,48 | | | | 440 865,23 | | 12 049 868,71 | | 12 049 868,71 |
| **28043** | **Sous Total compte 28043** | | **11 719 049,50** | | | | **540 744,23** | | **12 259 793,73** | | **12 259 793,73** |
| 2804411 | Biens, mobiliers matériel et études | | 36 203 504,53 | | | | 4 561 457,98 | | 40 764 962,51 | | 40 764 962,51 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 2804412 | Batiments et installations | | 55 011 670,47 | | | | 3 460 502,56 | | 58 472 173,03 | | 58 472 173,03 |
| **280441** | **Sous Total compte 280441** | | **91 215 175,00** | | | | **8 021 960,54** | | **99 237 135,54** | | **99 237 135,54** |
| 2804421 | Biens, mobiliers matériel et études | | 144 764,30 | | | | 21 643,65 | | 166 407,95 | | 166 407,95 |
| **280442** | **Sous Total compte 280442** | | **144 764,30** | | | | **21 643,65** | | **166 407,95** | | **166 407,95** |
| **28044** | **Sous Total compte 28044** | | **91 359 939,30** | | | | **8 043 604,19** | | **99 403 543,49** | | **99 403 543,49** |
| **2804** | **Sous Total compte 2804** | | **760 320 750,08** | | | | **57 982 331,43** | | **818 303 081,51** | | **818 303 081,51** |
| 28051 | Concessions et droits similaires | | 24 128 907,88 | | | | 3 496 922,72 | | 27 625 830,60 | | 27 625 830,60 |
| **2805** | **Sous Total compte 2805** | | **24 128 907,88** | | | | **3 496 922,72** | | **27 625 830,60** | | **27 625 830,60** |
| **280** | **Sous Total compte 280** | | **800 951 286,22** | | | | **61 787 958,68** | | **862 739 244,90** | | **862 739 244,90** |
| 28121 | Amort plantations d'arbres et d'arbustes | | 230 001,94 | | | | 18 132,25 | | 248 134,19 | | 248 134,19 |
| **2812** | **Sous Total compte 2812** | | **230 001,94** | | | | **18 132,25** | | **248 134,19** | | **248 134,19** |
| 281311 | Bâts administratifs | | 167 555,00 | | | | 196 717,00 | | 364 272,00 | | 364 272,00 |
| 281312 | Bâtiments scolaires | | 565 380,00 | | | | 760 427,00 | | 1 325 807,00 | | 1 325 807,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 281313 | Bâts sociaux médico-sociaux | | 1 704 758,00 | | | | 224 277,00 | | 1 929 035,00 | | 1 929 035,00 |
| 281314 | Bâtiments culturels et sportifs | | 117 250,00 | | | | 52 179,00 | | 169 429,00 | | 169 429,00 |
| 281318 | Amort autres bâtiments publics | | 284 865,00 | | | | 57 405,00 | | 342 270,00 | | 342 270,00 |
| **28131** | **Sous Total compte 28131** | | **2 839 808,00** | | | | **1 291 005,00** | | **4 130 813,00** | | **4 130 813,00** |
| 281321 | Immeubles de rapport | | 1 204 941,00 | | | | 86 029,00 | | 1 290 970,00 | | 1 290 970,00 |
| 281328 | Amort autres bâts privés | | 6 202,00 | | | | 34 487,00 | | 40 689,00 | | 40 689,00 |
| **28132** | **Sous Total compte 28132** | | **1 211 143,00** | | | | **120 516,00** | | **1 331 659,00** | | **1 331 659,00** |
| 281351 | Bâtiments publics | | 8 358,00 | | | | 1 194,00 | | 9 552,00 | | 9 552,00 |
| **28135** | **Sous Total compte 28135** | | **8 358,00** | | | | **1 194,00** | | **9 552,00** | | **9 552,00** |
| **2813** | **Sous Total compte 2813** | | **4 059 309,00** | | | | **1 412 715,00** | | **5 472 024,00** | | **5 472 024,00** |
| 2814 | Constructions sur sol autrui | | 84 360,00 | | | | 178 817,00 | | 263 177,00 | | 263 177,00 |
| 28152 | Installations de voirie | | 632 004,34 | | | | 5 624,00 | | 637 628,34 | | 637 628,34 |
| 28153 | Réseaux divers | | 141 227,00 | | | | 24 335,00 | | 165 562,00 | | 165 562,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 28157 | Amort mat outil techn | | 8 427 697,54 | 414 524,06 | | | 1 185 498,11 | 414 524,06 | 9 613 195,65 | | 9 198 671,59 |
| **2815** | **Sous Total compte 2815** | | **9 200 928,88** | **414 524,06** | | | **1 215 457,11** | **414 524,06** | **10 416 385,99** | | **10 001 861,93** |
| 2817312 | Bâtiments scolaires | | 392 853,00 | | | | 800 169,00 | | 1 193 022,00 | | 1 193 022,00 |
| 2817314 | Bâtiments culturels et sportifs | | | | | | 227,00 | | 227,00 | | 227,00 |
| **281731** | **Sous Total compte 281731** | | **392 853,00** | | | | **800 396,00** | | **1 193 249,00** | | **1 193 249,00** |
| **28173** | **Sous Total compte 28173** | | **392 853,00** | | | | **800 396,00** | | **1 193 249,00** | | **1 193 249,00** |
| **2817** | **Sous Total compte 2817** | | **392 853,00** | | | | **800 396,00** | | **1 193 249,00** | | **1 193 249,00** |
| 28181 | Instal gales agenct amngts divers | | 67 783,00 | | | | 80 747,00 | | 148 530,00 | | 148 530,00 |
| 28182 | Mat de transport | | 2 665 718,95 | 146 140,26 | | | 427 563,00 | 146 140,26 | 3 093 281,95 | | 2 947 141,69 |
| 281831 | Mat informatique scolaire | | 330 611,99 | | | | 1 248,00 | | 331 859,99 | | 331 859,99 |
| 281838 | Amort autre mat infom | | 14 177 095,26 | 897,18 | | | 1 906 217,77 | 897,18 | 16 083 313,03 | | 16 082 415,85 |
| **28183** | **Sous Total compte 28183** | | **14 507 707,25** | **897,18** | | | **1 907 465,77** | **897,18** | **16 415 173,02** | | **16 414 275,84** |
| 281848 | Autres mat de bureau et mobilier | | 8 663 698,20 | | | | 761 824,02 | | 9 425 522,22 | | 9 425 522,22 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **28184** | **Sous Total compte 28184** | | **8 663 698,20** | | | | **761 824,02** | | **9 425 522,22** | | **9 425 522,22** |
| 28185 | Mat de téléphonie | | 1 105 977,11 | | | | 434 190,50 | | 1 540 167,61 | | 1 540 167,61 |
| 28188 | Amort autres | | 2 335 836,77 | | | 344,23 | 354 384,66 | 344,23 | 2 690 221,43 | | 2 689 877,20 |
| **2818** | **Sous Total compte 2818** | | **29 346 721,28** | **147 037,44** | | **344,23** | **3 966 174,95** | **147 381,67** | **33 312 896,23** | | **33 165 514,56** |
| **281** | **Sous Total compte 281** | | **43 314 174,10** | **561 561,50** | | **344,23** | **7 591 692,31** | **561 905,73** | **50 905 866,41** | | **50 343 960,68** |
| **28** | **Sous Total compte 28** | | **844 265 460,32** | **561 561,50** | | **344,23** | **69 379 650,99** | **561 905,73** | **913 645 111,31** | | **913 083 205,58** |
| | **Total classe 2** | **5 493 834 651,** | **846 037 020,35** | **66 215 126,79** | **66 215 126,79** | **206 649 552,93** | **82 663 762,27** | **5 766 699 331,** | **994 915 909,41** | **5 686 638 187,** | **914 854 765,61** |
| 31 | Matières prem fournit | 72 937,72 | | | | 66 530,89 | 72 937,72 | 139 468,61 | 72 937,72 | 66 530,89 | |
| **31** | **Sous Total compte 31** | **72 937,72** | | | | **66 530,89** | **72 937,72** | **139 468,61** | **72 937,72** | **66 530,89** | |
| | **Total classe 3** | **72 937,72** | | | | **66 530,89** | **72 937,72** | **139 468,61** | **72 937,72** | **66 530,89** | |
| 4011 | Fournisseurs | | 8 861 719,17 | 357 144 601,57 | 350 281 136,34 | | | 357 144 601,57 | 359 142 855,51 | | 1 998 253,94 |
| 40171 | Fournisseurs - retenues de garantie | | 4 593,69 | 3 542,94 | | | | 3 542,94 | 4 593,69 | | 1 050,75 |
| 40172 | Fournisseurs - Cessions,oppos | | 78 290,79 | 607 320,62 | 533 829,83 | | | 607 320,62 | 612 120,62 | | 4 800,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **4017** | **Sous Total compte 4017** | | **82 884,48** | **610 863,56** | **533 829,83** | | | **610 863,56** | **616 714,31** | | **5 850,75** |
| **401** | **Sous Total compte 401** | | **8 944 603,65** | **357 755 465,13** | **350 814 966,17** | | | **357 755 465,13** | **359 759 569,82** | | **2 004 104,69** |
| 4021 | Bénéficiaires aide sociale | | 1 329 574,74 | 322 842 315,29 | 321 609 677,53 | | | 322 842 315,29 | 322 939 252,27 | | 96 936,98 |
| 4027 | Bénéficiaire de l'aide sociale Cessions | | | 85 266,38 | 85 266,38 | | | 85 266,38 | 85 266,38 | | 0,00 |
| **402** | **Sous Total compte 402** | | **1 329 574,74** | **322 927 581,67** | **321 694 943,91** | | | **322 927 581,67** | **323 024 518,65** | | **96 936,98** |
| 4041 | Fournis immob | | 2 481 774,12 | 159 926 908,02 | 158 892 421,65 | | | 159 926 908,02 | 161 374 195,77 | | 1 447 287,75 |
| 40471 | Fournis immob - Retenues de garantie | | 574 453,66 | 247 009,89 | 578 998,05 | | | 247 009,89 | 1 153 451,71 | | 906 441,82 |
| 40472 | Fournis immob - Cessions,Oppos | | 193 054,86 | 4 079 515,59 | 3 891 454,22 | | | 4 079 515,59 | 4 084 509,08 | | 4 993,49 |
| 40473 | Fournis immob pénal retard exéc marchés | | 54 928,51 | | | | | | 54 928,51 | | 54 928,51 |
| **4047** | **Sous Total compte 4047** | | **822 437,03** | **4 326 525,48** | **4 470 452,27** | | | **4 326 525,48** | **5 292 889,30** | | **966 363,82** |
| **404** | **Sous Total compte 404** | | **3 304 211,15** | **164 253 433,50** | **163 362 873,92** | | | **164 253 433,50** | **166 667 085,07** | | **2 413 651,57** |
| 408 | Fournis factures non parvenues | | 18 253 756,77 | 18 253 756,77 | 25 670 275,63 | | | 18 253 756,77 | 43 924 032,40 | | 25 670 275,63 |
| 4091 | Fournis avances vers sur cdes | 28 000,00 | | | | | | 28 000,00 | | 28 000,00 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **409** | **Sous Total compte 409** | **28 000,00** | | | | | | **28 000,00** | | **28 000,00** | |
| **40** | **Sous Total compte 40** | **28 000,00** | **31 832 146,31** | **863 190 237,07** | **861 543 059,63** | | | **863 218 237,07** | **893 375 205,94** | | **30 156 968,87** |
| 4111 | Redevables - amiable | 335 076,78 | | 5 114 545,00 | 4 380 092,34 | | | 5 449 621,78 | 4 380 092,34 | 1 069 529,44 | |
| 4116 | Redevables - contentieux | 61 985,44 | | 130 921,66 | 81 042,36 | | | 192 907,10 | 81 042,36 | 111 864,74 | |
| **411** | **Sous Total compte 411** | **397 062,22** | | **5 245 466,66** | **4 461 134,70** | | | **5 642 528,88** | **4 461 134,70** | **1 181 394,18** | |
| 4121 | Acquér terrains amén stock (COM) Amiabl | 28 813,35 | | 553,50 | 29 366,85 | | | 29 366,85 | 29 366,85 | | 0,00 |
| **412** | **Sous Total compte 412** | **28 813,35** | | **553,50** | **29 366,85** | | | **29 366,85** | **29 366,85** | | **0,00** |
| 4141 | Locataires acquéreurs locat - amiable | 215 960,02 | | 988 567,41 | 1 129 831,40 | | | 1 204 527,43 | 1 129 831,40 | 74 696,03 | |
| 4146 | Locataires-acquéreurs locat contentieux | 75 392,62 | | 35 832,67 | 39 624,50 | | | 111 225,29 | 39 624,50 | 71 600,79 | |
| **414** | **Sous Total compte 414** | **291 352,64** | | **1 024 400,08** | **1 169 455,90** | | | **1 315 752,72** | **1 169 455,90** | **146 296,82** | |
| 4151 | Traites coupe bois régim forest amiable | | | 3 958,00 | 1 781,10 | | | 3 958,00 | 1 781,10 | 2 176,90 | |
| **415** | **Sous Total compte 415** | | | **3 958,00** | **1 781,10** | | | **3 958,00** | **1 781,10** | **2 176,90** | |
| **41** | **Sous Total compte 41** | **717 228,21** | | **6 274 378,24** | **5 661 738,55** | | | **6 991 606,45** | **5 661 738,55** | **1 329 867,90** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 421 | Personnel - rémunérations dues | | 70,91 | 96 839 080,56 | 96 839 009,65 | | | 96 839 080,56 | 96 839 080,56 | | 0,00 |
| 427 | Personnel - oppositions | | | 287 896,62 | 287 896,62 | | | 287 896,62 | 287 896,62 | | 0,00 |
| 429 | Deficit débets comptables et régisseurs | | | 335,00 | 335,00 | | | 335,00 | 335,00 | | 0,00 |
| **42** | **Sous Total compte 42** | | **70,91** | **97 127 312,18** | **97 127 241,27** | | | **97 127 312,18** | **97 127 312,18** | | **0,00** |
| 431 | Sécurite sociale | | 310 423,67 | 25 745 727,92 | 25 435 304,25 | | | 25 745 727,92 | 25 745 727,92 | | 0,00 |
| 437 | Autres organismes sociaux | | 229 777,14 | 47 450 473,73 | 47 220 696,59 | | | 47 450 473,73 | 47 450 473,73 | | 0,00 |
| **43** | **Sous Total compte 43** | | **540 200,81** | **73 196 201,65** | **72 656 000,84** | | | **73 196 201,65** | **73 196 201,65** | | **0,00** |
| 4411 | Etat aut coll publ subv à recev amiable | 650 928,94 | | 5 619 599,06 | 5 410 486,52 | | | 6 270 528,00 | 5 410 486,52 | 860 041,48 | |
| 4416 | Etat aut col pub sub à recev contentieux | 175 672,42 | | 1 193 883,48 | 1 207 027,46 | | | 1 369 555,90 | 1 207 027,46 | 162 528,44 | |
| **441** | **Sous Total compte 441** | **826 601,36** | | **6 813 482,54** | **6 617 513,98** | | | **7 640 083,90** | **6 617 513,98** | **1 022 569,92** | |
| 4421 | Prélèvement à la source - Impôt sur le r | | 10 277,68 | 3 771 563,38 | 3 761 285,70 | | | 3 771 563,38 | 3 771 563,38 | | 0,00 |
| **442** | **Sous Total compte 442** | | **10 277,68** | **3 771 563,38** | **3 761 285,70** | | | **3 771 563,38** | **3 771 563,38** | | **0,00** |
| 44311 | Opér particul avec Etat dépenses | | | 27 627 700,75 | 27 630 700,75 | | | 27 627 700,75 | 27 630 700,75 | | 3 000,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 44312 | Opér particul avec Etat recettes amiable | | | 10 750 676,67 | 10 750 676,67 | | | 10 750 676,67 | 10 750 676,67 | | 0,00 |
| **4431** | **Sous Total compte 4431** | | | **38 378 377,42** | **38 381 377,42** | | | **38 378 377,42** | **38 381 377,42** | | **3 000,00** |
| 44321 | Opér particul avec Région dépenses | | | 146 782,43 | 146 782,43 | | | 146 782,43 | 146 782,43 | | 0,00 |
| **4432** | **Sous Total compte 4432** | | | **146 782,43** | **146 782,43** | | | **146 782,43** | **146 782,43** | | **0,00** |
| 44331 | Opérations particulières avec lÉtat et | | | 34 027 279,47 | 34 027 279,47 | | | 34 027 279,47 | 34 027 279,47 | | 0,00 |
| 44332 | Opér particul avec Dépt rec amiable | 35 084,08 | | 1 334 078,05 | 1 001 788,28 | | | 1 369 162,13 | 1 001 788,28 | 367 373,85 | |
| 44336 | Opér particul avec Dépt rec contentieux | 39 489,42 | | 192 012,66 | 201 107,48 | | | 231 502,08 | 201 107,48 | 30 394,60 | |
| **4433** | **Sous Total compte 4433** | **74 573,50** | | **35 553 370,18** | **35 230 175,23** | | | **35 627 943,68** | **35 230 175,23** | **397 768,45** | |
| 44341 | Opér part av Etat communes dépenses | | 2 032 776,54 | 27 816 194,98 | 26 306 806,90 | | | 27 816 194,98 | 28 339 583,44 | | 523 388,46 |
| 44342 | Opér part av Etat Cnes recettes amiable | | | 11 624,80 | 5 956,79 | | | 11 624,80 | 5 956,79 | 5 668,01 | |
| **4434** | **Sous Total compte 4434** | | **2 032 776,54** | **27 827 819,78** | **26 312 763,69** | | | **27 827 819,78** | **28 345 540,23** | | **517 720,45** |
| 44351 | Opér particul grp dépenses | | 563 814,38 | 2 160 097,72 | 1 632 483,34 | | | 2 160 097,72 | 2 196 297,72 | | 36 200,00 |
| 44352 | Opér particul avec grp recettes amiable | 134 499,83 | | 2 966,52 | 136 276,35 | | | 137 466,35 | 136 276,35 | 1 190,00 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 44356 | Opér particul grp recettes contentieux | | | 2 306,78 | 2 306,78 | | | 2 306,78 | 2 306,78 | | 0,00 |
| **4435** | **Sous Total compte 4435** | **134 499,83** | **563 814,38** | **2 165 371,02** | **1 771 066,47** | | | **2 299 870,85** | **2 334 880,85** | | **35 010,00** |
| 44381 | Autres EPL - dépenses | | 127 194,00 | 72 694 066,87 | 72 606 468,94 | | | 72 694 066,87 | 72 733 662,94 | | 39 596,07 |
| 44382 | Autres EPL - recette amiable | 416 575,97 | | 9 361 366,68 | 9 028 739,87 | | | 9 777 942,65 | 9 028 739,87 | 749 202,78 | |
| 44386 | Autres EPL- recette contentieux | 542 776,82 | | 594 312,67 | 640 102,48 | | | 1 137 089,49 | 640 102,48 | 496 987,01 | |
| **4438** | **Sous Total compte 4438** | **959 352,79** | **127 194,00** | **82 649 746,22** | **82 275 311,29** | | | **83 609 099,01** | **82 402 505,29** | **1 206 593,72** | |
| **443** | **Sous Total compte 443** | **1 168 426,12** | **2 723 784,92** | **186 721 467,05** | **184 117 476,53** | | | **187 889 893,17** | **186 841 261,45** | **1 048 631,72** | |
| 44551 | Etat - TVA à décaisser | | 1 100,00 | 81 137,00 | 80 037,00 | | | 81 137,00 | 81 137,00 | | 0,00 |
| **4455** | **Sous Total compte 4455** | | **1 100,00** | **81 137,00** | **80 037,00** | | | **81 137,00** | **81 137,00** | | **0,00** |
| 44562 | Etat - TVA déduct sur immobilisations | | | 7 765,29 | 7 765,29 | | | 7 765,29 | 7 765,29 | | 0,00 |
| 44566 | TVA déduct sur autres biens et services | | | 52 949,81 | 52 716,99 | | | 52 949,81 | 52 716,99 | 232,82 | |
| 44567 | Etat - crédit de TVA à reporter | 472 522,00 | | 33 604,00 | 26 910,00 | | | 506 126,00 | 26 910,00 | 479 216,00 | |
| **4456** | **Sous Total compte 4456** | **472 522,00** | | **94 319,10** | **87 392,28** | | | **566 841,10** | **87 392,28** | **479 448,82** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 44571 | Etat - TVA collectée | | 4 701,82 | 137 021,66 | 145 764,01 | | | 137 021,66 | 150 465,83 | | 13 444,17 |
| **4457** | **Sous Total compte 4457** | | **4 701,82** | **137 021,66** | **145 764,01** | | | **137 021,66** | **150 465,83** | | **13 444,17** |
| **445** | **Sous Total compte 445** | **472 522,00** | **5 801,82** | **312 477,76** | **313 193,29** | | | **784 999,76** | **318 995,11** | **466 004,65** | |
| 447 | Autres impôts taxes verSEMents assimilés | | 60 259,50 | 535 642,60 | 577 851,10 | | | 535 642,60 | 638 110,60 | | 102 468,00 |
| 4487 | Etat - produits à recevoir | 3 532 233,68 | | 5 013 589,31 | 3 532 233,68 | | | 8 545 822,99 | 3 532 233,68 | 5 013 589,31 | |
| **448** | **Sous Total compte 448** | **3 532 233,68** | | **5 013 589,31** | **3 532 233,68** | | | **8 545 822,99** | **3 532 233,68** | **5 013 589,31** | |
| **44** | **Sous Total compte 44** | **5 999 783,16** | **2 800 123,92** | **203 168 222,64** | **198 919 554,28** | | | **209 168 005,80** | **201 719 678,20** | **7 448 327,60** | |
| 451001 | Cpte rattach avec à subdiv par budg ann | | 2 073 990,16 | 9 514 942,48 | 9 854 689,06 | | | 9 514 942,48 | 11 928 679,22 | | 2 413 736,74 |
| 451002 | Cpte rattach avec à subdiv par budg ann | 88 633,75 | | 944 479,35 | 944 131,06 | | | 1 033 113,10 | 944 131,06 | 88 982,04 | |
| **451** | **Sous Total compte 451** | **88 633,75** | **2 073 990,16** | **10 459 421,83** | **10 798 820,12** | | | **10 548 055,58** | **12 872 810,28** | | **2 324 754,70** |
| 452 | Deniers des pupilles | | 45 921,39 | | | | | | 45 921,39 | | 45 921,39 |
| 4532 | Fonds communs des services d'hébergement | | 195,04 | | | | | | 195,04 | | 195,04 |
| **453** | **Sous Total compte 453** | | **195,04** | | | | | | **195,04** | | **195,04** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 458111 | Dépenses - (à subdiviser par mandat) | 924 399,64 | | | | 2 891 778,72 | | 3 816 178,36 | | 3 816 178,36 | |
| 45818 | Dépenses - (à subdiviser par mandat) | 57 923,75 | | | | 82 366,93 | 3 351,94 | 140 290,68 | 3 351,94 | 136 938,74 | |
| **4581** | **Sous Total compte 4581** | **982 323,39** | | | | **2 974 145,65** | **3 351,94** | **3 956 469,04** | **3 351,94** | **3 953 117,10** | |
| 458211 | Recettes - (à subdiviser par mandat) | | 3 000 000,00 | | | | | | 3 000 000,00 | | 3 000 000,00 |
| **4582** | **Sous Total compte 4582** | | **3 000 000,00** | | | | | | **3 000 000,00** | | **3 000 000,00** |
| **458** | **Sous Total compte 458** | **982 323,39** | **3 000 000,00** | | | **2 974 145,65** | **3 351,94** | **3 956 469,04** | **3 003 351,94** | **953 117,10** | |
| **45** | **Sous Total compte 45** | **1 070 957,14** | **5 120 106,59** | **10 459 421,83** | **10 798 820,12** | **2 974 145,65** | **3 351,94** | **14 504 524,62** | **15 922 278,65** | | **1 417 754,03** |
| 4621 | Créances cess immob - amiable | | | 1 620 384,63 | 1 619 958,09 | | | 1 620 384,63 | 1 619 958,09 | 426,54 | |
| **462** | **Sous Total compte 462** | | | **1 620 384,63** | **1 619 958,09** | | | **1 620 384,63** | **1 619 958,09** | **426,54** | |
| 4632 | Empt publics - intérets à payer | | | 282 257,24 | 282 257,24 | | | 282 257,24 | 282 257,24 | | 0,00 |
| 4633 | Empt publics - titres amort ou k à remb | | | 23 500 000,00 | 23 500 000,00 | | | 23 500 000,00 | 23 500 000,00 | | 0,00 |
| **463** | **Sous Total compte 463** | | | **23 782 257,24** | **23 782 257,24** | | | **23 782 257,24** | **23 782 257,24** | | **0,00** |
| 4648 | Autres encaisSEMent pour compte particul | | | 24 887,73 | 24 887,73 | | | 24 887,73 | 24 887,73 | | 0,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **464** | **Sous Total compte 464** | | | **24 887,73** | **24 887,73** | | | **24 887,73** | **24 887,73** | | **0,00** |
| 466 | Excédt de verSEMent | | 198 871,93 | 380 234,32 | 197 190,28 | | | 380 234,32 | 396 062,21 | | 15 827,89 |
| 46711 | Autres comptes créditeurs | | 2 195 705,80 | 181 987 131,93 | 185 574 687,36 | | | 181 987 131,93 | 187 770 393,16 | | 5 783 261,23 |
| 46717 | Autres comptes créditeurs cession opposi | | 186 864,55 | 494 687,78 | 307 823,23 | | | 494 687,78 | 494 687,78 | | 0,00 |
| **4671** | **Sous Total compte 4671** | | **2 382 570,35** | **182 481 819,71** | **185 882 510,59** | | | **182 481 819,71** | **188 265 080,94** | | **5 783 261,23** |
| 46721 | Débiteurs divers - amiable | 17 074 731,74 | | 24 605 275,32 | 29 217 239,58 | | | 41 680 007,06 | 29 217 239,58 | 12 462 767,48 | |
| 46726 | Débiteurs divers - contentieux | 1 616 104,80 | | 1 087 479,71 | 1 267 955,66 | | | 2 703 584,51 | 1 267 955,66 | 1 435 628,85 | |
| **4672** | **Sous Total compte 4672** | **18 690 836,54** | | **25 692 755,03** | **30 485 195,24** | | | **44 383 591,57** | **30 485 195,24** | **13 898 396,33** | |
| 467311 | Débiteurs indûs - RMI amiable | 18 568,47 | | | 5 028,58 | | | 18 568,47 | 5 028,58 | 13 539,89 | |
| 467316 | Débiteurs indûs - RMI contentieux | 502 986,91 | | 144,00 | 80 489,62 | | | 503 130,91 | 80 489,62 | 422 641,29 | |
| **46731** | **Sous Total compte 46731** | **521 555,38** | | **144,00** | **85 518,20** | | | **521 699,38** | **85 518,20** | **436 181,18** | |
| 467326 | Débiteurs d'indûs - RMA contentieux | 101,97 | | | | | | 101,97 | | 101,97 | |
| **46732** | **Sous Total compte 46732** | **101,97** | | | | | | **101,97** | | **101,97** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 467331 | Débiteurs indûs - APA amiable | 235 276,01 | | 217 022,04 | 377 018,43 | | | 452 298,05 | 377 018,43 | 75 279,62 | |
| 467336 | Débiteurs indûs - APA contentieux | 32 577,91 | | 81 883,58 | 86 151,04 | | | 114 461,49 | 86 151,04 | 28 310,45 | |
| **46733** | **Sous Total compte 46733** | **267 853,92** | | **298 905,62** | **463 169,47** | | | **566 759,54** | **463 169,47** | **103 590,07** | |
| 467341 | Débiteurs indûs - RSA amiable | 2 377 887,51 | | 3 856 477,92 | 2 499 921,60 | | | 6 234 365,43 | 2 499 921,60 | 3 734 443,83 | |
| 467346 | Débiteurs indûs - RSA contentieux | 4 615 915,79 | | 1 908 950,06 | 741 065,14 | | | 6 524 865,85 | 741 065,14 | 5 783 800,71 | |
| **46734** | **Sous Total compte 46734** | **6 993 803,30** | | **5 765 427,98** | **3 240 986,74** | | | **12 759 231,28** | **3 240 986,74** | **9 518 244,54** | |
| 467351 | Débiteurs d'indus PCH Amiable | 14 285,64 | | 24 535,75 | 24 435,56 | | | 38 821,39 | 24 435,56 | 14 385,83 | |
| 467356 | Débiteurs d'indus PCH Contentieux | 335,46 | | | 167,70 | | | 335,46 | 167,70 | 167,76 | |
| **46735** | **Sous Total compte 46735** | **14 621,10** | | **24 535,75** | **24 603,26** | | | **39 156,85** | **24 603,26** | **14 553,59** | |
| 467381 | Autres débiteurs d'indus Amiable | 2 595,18 | | 15 123,73 | 13 483,53 | | | 17 718,91 | 13 483,53 | 4 235,38 | |
| 467386 | Autres débiteurs d'indus Contentieux | | | 690,88 | 690,88 | | | 690,88 | 690,88 | | 0,00 |
| **46738** | **Sous Total compte 46738** | **2 595,18** | | **15 814,61** | **14 174,41** | | | **18 409,79** | **14 174,41** | **4 235,38** | |
| **4673** | **Sous Total compte 4673** | **7 800 530,85** | | **6 104 827,96** | **3 828 452,08** | | | **13 905 358,81** | **3 828 452,08** | **10 076 906,73** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **467** | **Sous Total compte 467** | **26 491 367,39** | **2 382 570,35** | **214 279 402,70** | **220 196 157,91** | | | **240 770 770,09** | **222 578 728,26** | **18 192 041,83** | |
| 4686 | Divers - charges à payer | | 6 950 974,86 | 6 950 974,86 | 8 353 568,77 | | | 6 950 974,86 | 15 304 543,63 | | 8 353 568,77 |
| **468** | **Sous Total compte 468** | | **6 950 974,86** | **6 950 974,86** | **8 353 568,77** | | | **6 950 974,86** | **15 304 543,63** | | **8 353 568,77** |
| **46** | **Sous Total compte 46** | **26 491 367,39** | **9 532 417,14** | **247 038 141,48** | **254 174 020,02** | | | **273 529 508,87** | **263 706 437,16** | **9 823 071,71** | |
| 4711 | Verst des régisseurs | | 48 165,37 | 1 441 338,07 | 1 415 605,60 | | | 1 441 338,07 | 1 463 770,97 | | 22 432,90 |
| 4712 | Viremts réimputés | | 77 894,43 | 1 053 343,81 | 1 007 923,15 | | | 1 053 343,81 | 1 085 817,58 | | 32 473,77 |
| 47131 | Raet : verst contrib directes | | | 513 719 189,00 | 513 719 189,00 | | | 513 719 189,00 | 513 719 189,00 | | 0,00 |
| 47132 | Raet : verst dgf | | | 157 388 603,00 | 157 388 603,00 | | | 157 388 603,00 | 157 388 603,00 | | 0,00 |
| 47134 | Raet : subv | | | 115 812,00 | 115 812,00 | | | 115 812,00 | 115 812,00 | | 0,00 |
| 47138 | Raet : autres | | 737 304,14 | 691 091 257,42 | 691 443 363,67 | | | 691 091 257,42 | 692 180 667,81 | | 1 089 410,39 |
| **4713** | **Sous Total compte 4713** | | **737 304,14** | **1 362 314 861,4** | **1 362 666 967,** | | | **1 362 314 861,4** | **1 363 404 271,** | | **1 089 410,39** |
| 471411 | Excédent à réimputer - pers physiques | | 3 205,53 | 374 526,93 | 371 321,40 | | | 374 526,93 | 374 526,93 | | 0,00 |
| 471412 | Excédent à réimputer - personnes morales | | | 26 986 736,46 | 26 990 657,43 | | | 26 986 736,46 | 26 990 657,43 | | 3 920,97 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **47141** | **Sous Total compte 47141** | | **3 205,53** | **27 361 263,39** | **27 361 978,83** | | | **27 361 263,39** | **27 365 184,36** | | **3 920,97** |
| 47143 | Flux d'encaissement à réimputer | | 2 219,90 | 59 824,05 | 57 864,15 | | | 59 824,05 | 60 084,05 | | 260,00 |
| **4714** | **Sous Total compte 4714** | | **5 425,43** | **27 421 087,44** | **27 419 842,98** | | | **27 421 087,44** | **27 425 268,41** | | **4 180,97** |
| 4715 | Recettes à ventiler cartes multiservices | | 1 519,16 | 147,23 | | | | 147,23 | 1 519,16 | | 1 371,93 |
| 4718 | Autres recettes à régulariser | | 80,00 | 314 108,27 | 314 028,27 | | | 314 108,27 | 314 108,27 | | 0,00 |
| **471** | **Sous Total compte 471** | | **870 388,53** | **1 392 544 886,** | **1 392 824 367,** | | | **1 392 544 886,** | **1 393 694 756,** | | **1 149 869,96** |
| 47211 | DACR - rembst annuités emprunts | | | 7 332 800,55 | 7 332 800,55 | | | 7 332 800,55 | 7 332 800,55 | | 0,00 |
| 47218 | DACR - autres dépenses | | | 31 023 747,20 | 31 023 747,20 | | | 31 023 747,20 | 31 023 747,20 | | 0,00 |
| **4721** | **Sous Total compte 4721** | | | **38 356 547,75** | **38 356 547,75** | | | **38 356 547,75** | **38 356 547,75** | | **0,00** |
| 4722 | Commissions bancaires en instance de mdt | | | 849,47 | 452,37 | | | 849,47 | 452,37 | 397,10 | |
| 4728 | DACR - autres dépenses à régul | | | 443 679,41 | 443 604,21 | | | 443 679,41 | 443 604,21 | 75,20 | |
| **472** | **Sous Total compte 472** | | | **38 801 076,63** | **38 800 604,33** | | | **38 801 076,63** | **38 800 604,33** | **472,30** | |
| 4781 | Frais de poursuites rattachés | | | 316,00 | 316,00 | | | 316,00 | 316,00 | | 0,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 4784 | Arrondis sur déclaration de TVA | | | 4,69 | 4,96 | | | 4,69 | 4,96 | | 0,27 |
| **478** | **Sous Total compte 478** | | | **320,69** | **320,96** | | | **320,69** | **320,96** | | **0,27** |
| **47** | **Sous Total compte 47** | | **870 388,53** | **1 431 346 283,** | **1 431 625 292,** | | | **1 431 346 283,** | **1 432 495 681,** | | **1 149 397,93** |
| 496 | Prov dépréciat cptes débiteurs div | | 13 307 077,83 | 5 280 703,26 | 424 030,29 | | | 5 280 703,26 | 13 731 108,12 | | 8 450 404,86 |
| **49** | **Sous Total compte 49** | | **13 307 077,83** | **5 280 703,26** | **424 030,29** | | | **5 280 703,26** | **13 731 108,12** | | **8 450 404,86** |
| | **Total classe 4** | **34 307 335,90** | **64 002 532,04** | **2 937 080 901,** | **2 932 929 757,** | **2 974 145,65** | **3 351,94** | **2 974 362 383,** | **2 996 935 641,** | **37 542 593,24** | **60 115 851,72** |
| 5115 | Cartes bancaires à l'encaisSEMent | | | 312 556,48 | 312 556,48 | | | 312 556,48 | 312 556,48 | | 0,00 |
| 51172 | Chèques impayés | | | 2 011,76 | 2 011,76 | | | 2 011,76 | 2 011,76 | | 0,00 |
| 51178 | Autres valeurs impayées | | | 56 737,24 | 56 737,15 | | | 56 737,24 | 56 737,15 | 0,09 | |
| **5117** | **Sous Total compte 5117** | | | **58 749,00** | **58 748,91** | | | **58 749,00** | **58 748,91** | **0,09** | |
| 5118 | Autres valeurs à l'encaisSEMent | 21 199,55 | | 869 291,70 | 871 999,44 | | | 890 491,25 | 871 999,44 | 18 491,81 | |
| **511** | **Sous Total compte 511** | **21 199,55** | | **1 240 597,18** | **1 243 304,83** | | | **1 261 796,73** | **1 243 304,83** | **18 491,90** | |
| 515 | Compte au trésor | 442 261 940,20 | | 2 273 018 276, | 2 493 702 895, | | | 2 715 280 216, | 2 493 702 895, | 221 577 320,95 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 517 | Livrets d'épargne pupilles département | 45 921,39 | | | | | | 45 921,39 | | 45 921,39 | |
| 51932 | Lignes crédit trésorerie liées à emprunt | | | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | | | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 | | 0,00 |
| **5193** | **Sous Total compte 5193** | | | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** | | | **2 000 000,00** | **2 000 000,00** | | **0,00** |
| 5194 | Billets de trésorerie | | 200 000 000,00 | 1 150 000 000,( | 950 000 000,00 | | | 1 150 000 000,( | 1 150 000 000,( | | 0,00 |
| **519** | **Sous Total compte 519** | | **200 000 000,00** | **1 152 000 000,(** | **952 000 000,00** | | | **1 152 000 000,(** | **1 152 000 000,(** | | **0,00** |
| **51** | **Sous Total compte 51** | **442 329 061,14** | **200 000 000,00** | **3 426 258 873,(** | **3 446 946 200,!** | | | **3 868 587 934,!** | **3 646 946 200,!** | **221 641 734,24** | |
| 5411 | Disponibilites chez régisseurs d'avances | 30 047,41 | | 21 932,75 | 22 167,84 | | | 51 980,16 | 22 167,84 | 29 812,32 | |
| 5412 | Disponibilités régisseurs de recettes | 208,00 | | | | | | 208,00 | | 208,00 | |
| **541** | **Sous Total compte 541** | **30 255,41** | | **21 932,75** | **22 167,84** | | | **52 188,16** | **22 167,84** | **30 020,32** | |
| **54** | **Sous Total compte 54** | **30 255,41** | | **21 932,75** | **22 167,84** | | | **52 188,16** | **22 167,84** | **30 020,32** | |
| 580 | Opérations d'ordre budgétaires | | | 83 625 034,69 | 83 625 034,69 | | | 83 625 034,69 | 83 625 034,69 | | 0,00 |
| 584 | Encaissements chèques par lecture opt | | | 4 357 720,75 | 4 346 149,99 | | | 4 357 720,75 | 4 346 149,99 | 11 570,76 | |
| 586 | Opér fin budget p et bud annex rattachés | | | 10 251 624,57 | 10 251 624,57 | | | 10 251 624,57 | 10 251 624,57 | | 0,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 5872 | Compte pivot - Admission en non valeur | | | 460 845,49 | 460 845,49 | | | 460 845,49 | 460 845,49 | | 0,00 |
| **587** | **Sous Total compte 587** | | | **460 845,49** | **460 845,49** | | | **460 845,49** | **460 845,49** | | **0,00** |
| 588 | Autres virements internes | | | 27 024 067,00 | 27 024 067,00 | | | 27 024 067,00 | 27 024 067,00 | | 0,00 |
| **58** | **Sous Total compte 58** | | | **125 719 292,50** | **125 707 721,74** | | | **125 719 292,50** | **125 707 721,74** | **11 570,76** | |
| | **Total classe 5** | **442 359 316,55** | **200 000 000,00** | **3 552 000 098,** | **3 572 676 090,** | | | **3 994 359 415,** | **3 772 676 090,** | **221 683 325,32** | |
| 601 | Achts stkés mat première-fournit | | | | | 2 211 620,59 | | 2 211 620,59 | | 2 211 620,59 | |
| 6031 | Variat stcks mat prem et fournitures | | | | | 72 937,72 | 66 530,89 | 72 937,72 | 66 530,89 | 6 406,83 | |
| **603** | **Sous Total compte 603** | | | | | **72 937,72** | **66 530,89** | **72 937,72** | **66 530,89** | **6 406,83** | |
| 6042 | Achts de presta de serv | | | | | 27 949,00 | | 27 949,00 | | 27 949,00 | |
| **604** | **Sous Total compte 604** | | | | | **27 949,00** | | **27 949,00** | | **27 949,00** | |
| 60611 | Eau et assainisSEMent | | | | | 116 148,92 | 8 745,95 | 116 148,92 | 8 745,95 | 107 402,97 | |
| 60612 | Energie - électricité | | | | | 6 239 510,93 | 36 327,33 | 6 239 510,93 | 36 327,33 | 6 203 183,60 | |
| 60613 | Chauffage urbain | | | | | 6 390 637,22 | 2 709 676,50 | 6 390 637,22 | 2 709 676,50 | 3 680 960,72 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **6061** | **Sous Total compte 6061** | | | | | **12 746 297,07** | **2 754 749,78** | **12 746 297,07** | **2 754 749,78** | **9 991 547,29** | |
| 60621 | Combustibles | | | | | 15 621,96 | 384,47 | 15 621,96 | 384,47 | 15 237,49 | |
| 60622 | Carburants | | | | | 734 391,03 | 59 286,05 | 734 391,03 | 59 286,05 | 675 104,98 | |
| 60623 | Alimentation | | | | | 277 203,96 | 120,45 | 277 203,96 | 120,45 | 277 083,51 | |
| 60628 | Autres fournit non stkées | | | | | 5 595,35 | | 5 595,35 | | 5 595,35 | |
| **6062** | **Sous Total compte 6062** | | | | | **1 032 812,30** | **59 790,97** | **1 032 812,30** | **59 790,97** | **973 021,33** | |
| 60631 | Fournitures d'entretien | | | | | 160 807,12 | | 160 807,12 | | 160 807,12 | |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | | | | | 677 567,93 | 17 986,81 | 677 567,93 | 17 986,81 | 659 581,12 | |
| 60633 | Fournitures de voirie | | | | | 655 943,54 | 5 800,04 | 655 943,54 | 5 800,04 | 650 143,50 | |
| 60636 | Habillement vêtement travail | | | | | 296 582,29 | 2 560,57 | 296 582,29 | 2 560,57 | 294 021,72 | |
| **6063** | **Sous Total compte 6063** | | | | | **1 790 900,88** | **26 347,42** | **1 790 900,88** | **26 347,42** | **1 764 553,46** | |
| 6064 | Fournitures administrative | | | | | 219 601,44 | 117,78 | 219 601,44 | 117,78 | 219 483,66 | |
| 6065 | Livres disques cassettes (biblio média) | | | | | 159 316,97 | 824,40 | 159 316,97 | 824,40 | 158 492,57 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 60661 | Médicaments | | | | | 66 690,10 | | 66 690,10 | | 66 690,10 | |
| 60662 | Vaccins et sérums | | | | | 357 741,59 | | 357 741,59 | | 357 741,59 | |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | | | | | 56 789,66 | | 56 789,66 | | 56 789,66 | |
| **6066** | **Sous Total compte 6066** | | | | | **481 221,35** | | **481 221,35** | | **481 221,35** | |
| 6068 | Autres matières et fournitures | | | | | 538 845,79 | 49 415,31 | 538 845,79 | 49 415,31 | 489 430,48 | |
| **606** | **Sous Total compte 606** | | | | | **16 968 995,80** | **2 891 245,66** | **16 968 995,80** | **2 891 245,66** | **14 077 750,14** | |
| 607 | Achts de march | | | | | 864,67 | 570,00 | 864,67 | 570,00 | 294,67 | |
| **60** | **Sous Total compte 60** | | | | | **19 282 367,78** | **2 958 346,55** | **19 282 367,78** | **2 958 346,55** | **16 324 021,23** | |
| 611 | Contrats de prestations de services | | | | | 7 582 211,53 | 1 957 605,69 | 7 582 211,53 | 1 957 605,69 | 5 624 605,84 | |
| 6132 | Locations immobilières | | | | | 2 989 206,97 | 79 121,69 | 2 989 206,97 | 79 121,69 | 2 910 085,28 | |
| 6135 | Locations mobilières | | | | | 101 977,36 | | 101 977,36 | | 101 977,36 | |
| **613** | **Sous Total compte 613** | | | | | **3 091 184,33** | **79 121,69** | **3 091 184,33** | **79 121,69** | **3 012 062,64** | |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | | | | | 1 046 535,69 | 27 726,46 | 1 046 535,69 | 27 726,46 | 1 018 809,23 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 61521 | Terrains | | | | | 433 874,08 | | 433 874,08 | | 433 874,08 | |
| 615221 | Bâtiments publics | | | | | 5 461 180,38 | 448 582,68 | 5 461 180,38 | 448 582,68 | 5 012 597,70 | |
| **61522** | **Sous Total compte 61522** | | | | | **5 461 180,38** | **448 582,68** | **5 461 180,38** | **448 582,68** | **5 012 597,70** | |
| 615231 | Voiries | | | | | 6 110 556,15 | 65 862,20 | 6 110 556,15 | 65 862,20 | 6 044 693,95 | |
| 615232 | Réseaux | | | | | 2 726 595,62 | 32 471,05 | 2 726 595,62 | 32 471,05 | 2 694 124,57 | |
| **61523** | **Sous Total compte 61523** | | | | | **8 837 151,77** | **98 333,25** | **8 837 151,77** | **98 333,25** | **8 738 818,52** | |
| 61524 | Bois et forêts | | | | | 240 701,91 | | 240 701,91 | | 240 701,91 | |
| **6152** | **Sous Total compte 6152** | | | | | **14 972 908,14** | **546 915,93** | **14 972 908,14** | **546 915,93** | **14 425 992,21** | |
| 61551 | Mat roulant | | | | | 261 411,59 | 707,80 | 261 411,59 | 707,80 | 260 703,79 | |
| 61558 | Autres biens mobiliers | | | | | 51 268,35 | 3 158,46 | 51 268,35 | 3 158,46 | 48 109,89 | |
| **6155** | **Sous Total compte 6155** | | | | | **312 679,94** | **3 866,26** | **312 679,94** | **3 866,26** | **308 813,68** | |
| 6156 | Maintenance | | | | | 5 911 160,81 | 345 547,98 | 5 911 160,81 | 345 547,98 | 5 565 612,83 | |
| **615** | **Sous Total compte 615** | | | | | **21 196 748,89** | **896 330,17** | **21 196 748,89** | **896 330,17** | **20 300 418,72** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6161 | Multirisques | | | | | 575 285,80 | | 575 285,80 | | 575 285,80 | |
| 6162 | Assurance obligatoire dommage construc | | | | | 106 883,15 | | 106 883,15 | | 106 883,15 | |
| 6168 | Autres | | | | | 174 544,89 | | 174 544,89 | | 174 544,89 | |
| **616** | **Sous Total compte 616** | | | | | **856 713,84** | | **856 713,84** | | **856 713,84** | |
| 617 | Etudes et recherches | | | | | 305 754,52 | 6 198,00 | 305 754,52 | 6 198,00 | 299 556,52 | |
| 6182 | Documentation générale et technique | | | | | 392 262,78 | | 392 262,78 | | 392 262,78 | |
| 6183 | Frais de formation persel extérieur | | | | | 63 003,49 | | 63 003,49 | | 63 003,49 | |
| 6184 | Verst à organ formation | | | | | 1 623 089,87 | 150 754,64 | 1 623 089,87 | 150 754,64 | 1 472 335,23 | |
| 6185 | Frais de coll sémin confér congrés | | | | | 8 780,40 | | 8 780,40 | | 8 780,40 | |
| 6188 | Autres frais divers | | | | | 7 445 135,48 | 1 175 582,22 | 7 445 135,48 | 1 175 582,22 | 6 269 553,26 | |
| **618** | **Sous Total compte 618** | | | | | **9 532 272,02** | **1 326 336,86** | **9 532 272,02** | **1 326 336,86** | **8 205 935,16** | |
| **61** | **Sous Total compte 61** | | | | | **43 611 420,82** | **4 293 318,87** | **43 611 420,82** | **4 293 318,87** | **39 318 101,95** | |
| 6218 | Autre personnel extérieur | | | | | 107 653,07 | 2 170,00 | 107 653,07 | 2 170,00 | 105 483,07 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **621** | **Sous Total compte 621** | | | | | **107 653,07** | **2 170,00** | **107 653,07** | **2 170,00** | **105 483,07** | |
| 62261 | Honoraires médicaux et paramédicaux | | | | | 694 238,55 | | 694 238,55 | | 694 238,55 | |
| 62268 | Autres honoraires conseils... | | | | | 1 851 509,72 | 50 404,31 | 1 851 509,72 | 50 404,31 | 1 801 105,41 | |
| **6226** | **Sous Total compte 6226** | | | | | **2 545 748,27** | **50 404,31** | **2 545 748,27** | **50 404,31** | **2 495 343,96** | |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | | | | | 126 505,25 | 369,20 | 126 505,25 | 369,20 | 126 136,05 | |
| 6228 | Divers | | | | | 92 115,58 | | 92 115,58 | | 92 115,58 | |
| **622** | **Sous Total compte 622** | | | | | **2 764 369,10** | **50 773,51** | **2 764 369,10** | **50 773,51** | **2 713 595,59** | |
| 6231 | Annonces et insertions | | | | | 124 698,47 | 4 242,24 | 124 698,47 | 4 242,24 | 120 456,23 | |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | | | | | 108 315,94 | | 108 315,94 | | 108 315,94 | |
| 6234 | Réceptions | | | | | 195 294,32 | 3 564,54 | 195 294,32 | 3 564,54 | 191 729,78 | |
| 6236 | Catalogues - imprimés et publications | | | | | 876 962,32 | 4 675,20 | 876 962,32 | 4 675,20 | 872 287,12 | |
| 6238 | Divers | | | | | 330 253,48 | 2 640,00 | 330 253,48 | 2 640,00 | 327 613,48 | |
| **623** | **Sous Total compte 623** | | | | | **1 635 524,53** | **15 121,98** | **1 635 524,53** | **15 121,98** | **1 620 402,55** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6241 | Transports de biens | | | | | 133 460,40 | 5 280,00 | 133 460,40 | 5 280,00 | 128 180,40 | |
| 6245 | Transports personnes extér à collect | | | | | 717 832,32 | | 717 832,32 | | 717 832,32 | |
| **624** | **Sous Total compte 624** | | | | | **851 292,72** | **5 280,00** | **851 292,72** | **5 280,00** | **846 012,72** | |
| 6251 | Voyages déplacements et missions | | | | | 891 177,29 | 615,23 | 891 177,29 | 615,23 | 890 562,06 | |
| **625** | **Sous Total compte 625** | | | | | **891 177,29** | **615,23** | **891 177,29** | **615,23** | **890 562,06** | |
| 6261 | Frais d'affranchisse | | | | | 501 159,29 | 14 143,40 | 501 159,29 | 14 143,40 | 487 015,89 | |
| 6262 | Frais de telecommunicat | | | | | 533 960,85 | 146,64 | 533 960,85 | 146,64 | 533 814,21 | |
| **626** | **Sous Total compte 626** | | | | | **1 035 120,14** | **14 290,04** | **1 035 120,14** | **14 290,04** | **1 020 830,10** | |
| 627 | Services bancaires et assimilés | | | | | 4 034,96 | 22,45 | 4 034,96 | 22,45 | 4 012,51 | |
| 6281 | Concours divers - cotisations | | | | | 321 027,23 | | 321 027,23 | | 321 027,23 | |
| 6282 | Frais de gardiennage | | | | | 486 099,56 | | 486 099,56 | | 486 099,56 | |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | | | | | 4 663 516,32 | 378 917,72 | 4 663 516,32 | 378 917,72 | 4 284 598,60 | |
| 62878 | Rembst de frais à des tiers | | | | | 3 699 053,88 | 379 765,57 | 3 699 053,88 | 379 765,57 | 3 319 288,31 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **6287** | **Sous Total compte 6287** | | | | | **3 699 053,88** | **379 765,57** | **3 699 053,88** | **379 765,57** | **3 319 288,31** | |
| 6288 | Autres | | | | | 287 906,51 | 21 266,92 | 287 906,51 | 21 266,92 | 266 639,59 | |
| **628** | **Sous Total compte 628** | | | | | **9 457 603,50** | **779 950,21** | **9 457 603,50** | **779 950,21** | **8 677 653,29** | |
| **62** | **Sous Total compte 62** | | | | | **16 746 775,31** | **868 223,42** | **16 746 775,31** | **868 223,42** | **15 878 551,89** | |
| 6331 | Versement mobilité | | | | | 1 784 189,28 | | 1 784 189,28 | | 1 784 189,28 | |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | | | | | 443 771,67 | | 443 771,67 | | 443 771,67 | |
| 6336 | Cotisations au Centre National et CGFPT | | | | | 904 726,16 | 4 578,12 | 904 726,16 | 4 578,12 | 900 148,04 | |
| 6338 | Autres impôts tax verst sur rému | | | | | 266 251,53 | | 266 251,53 | | 266 251,53 | |
| **633** | **Sous Total compte 633** | | | | | **3 398 938,64** | **4 578,12** | **3 398 938,64** | **4 578,12** | **3 394 360,52** | |
| 63512 | Taxes foncières | | | | | 287 101,00 | | 287 101,00 | | 287 101,00 | |
| 63513 | Autres impôts locaux | | | | | 209 923,00 | | 209 923,00 | | 209 923,00 | |
| **6351** | **Sous Total compte 6351** | | | | | **497 024,00** | | **497 024,00** | | **497 024,00** | |
| 6353 | Impôts indirects | | | | | 570,00 | | 570,00 | | 570,00 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | | | | | 722,12 | 321,02 | 722,12 | 321,02 | 401,10 | |
| **635** | **Sous Total compte 635** | | | | | **498 316,12** | **321,02** | **498 316,12** | **321,02** | **497 995,10** | |
| 637 | Aut impôts tax versts assimil autres org | | | | | 5 248,56 | 639,48 | 5 248,56 | 639,48 | 4 609,08 | |
| **63** | **Sous Total compte 63** | | | | | **3 902 503,32** | **5 538,62** | **3 902 503,32** | **5 538,62** | **3 896 964,70** | |
| 64111 | Rémunération principale | | | | | 64 492 297,19 | 1 381,76 | 64 492 297,19 | 1 381,76 | 64 490 915,43 | |
| 64112 | SF et IR | | | | | 2 923 118,73 | | 2 923 118,73 | | 2 923 118,73 | |
| 64113 | NBI | | | | | 1 311 373,18 | | 1 311 373,18 | | 1 311 373,18 | |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflatio | | | | | 179 200,00 | 100,00 | 179 200,00 | 100,00 | 179 100,00 | |
| 64118 | Autres indemnités | | | | | 15 199 840,68 | 231,51 | 15 199 840,68 | 231,51 | 15 199 609,17 | |
| **6411** | **Sous Total compte 6411** | | | | | **84 105 829,78** | **1 713,27** | **84 105 829,78** | **1 713,27** | **84 104 116,51** | |
| 64121 | Rémunération principale | | | | | 9 153 137,21 | | 9 153 137,21 | | 9 153 137,21 | |
| 64123 | Indemnités d'attente | | | | | 54 034,16 | | 54 034,16 | | 54 034,16 | |
| 64124 | Assistantes maternelles Indemnité infl | | | | | 6 600,00 | | 6 600,00 | | 6 600,00 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 64126 | Indemnités de licenciement | | | | | 155 189,75 | | 155 189,75 | | 155 189,75 | |
| 64128 | Autres indemnités | | | | | 2 167 539,41 | | 2 167 539,41 | | 2 167 539,41 | |
| **6412** | **Sous Total compte 6412** | | | | | **11 536 500,53** | | **11 536 500,53** | | **11 536 500,53** | |
| 64131 | Rémunérations | | | | | 21 273 196,25 | 6 655,07 | 21 273 196,25 | 6 655,07 | 21 266 541,18 | |
| 64134 | Personnel non titulaire Indemnité infl | | | | | 52 500,00 | 200,00 | 52 500,00 | 200,00 | 52 300,00 | |
| 64136 | Indemnités liées à la perte d'emploi | | | | | 544 228,80 | 2 362,35 | 544 228,80 | 2 362,35 | 541 866,45 | |
| **6413** | **Sous Total compte 6413** | | | | | **21 869 925,05** | **9 217,42** | **21 869 925,05** | **9 217,42** | **21 860 707,63** | |
| 64141 | Personnel rémunéré à la vacation - rémun | | | | | 546 301,55 | | 546 301,55 | | 546 301,55 | |
| 64142 | Personnel rémunéré à la vacation - indem | | | | | 2 400,00 | | 2 400,00 | | 2 400,00 | |
| **6414** | **Sous Total compte 6414** | | | | | **548 701,55** | | **548 701,55** | | **548 701,55** | |
| 64164 | Emplois aidés indemnité inflation | | | | | 6 800,00 | | 6 800,00 | | 6 800,00 | |
| 64168 | Autres emplois aidés | | | | | 1 394 342,34 | | 1 394 342,34 | | 1 394 342,34 | |
| **6416** | **Sous Total compte 6416** | | | | | **1 401 142,34** | | **1 401 142,34** | | **1 401 142,34** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 64171 | Apprentis - rémunérations | | | | | 830 765,83 | 1 292,82 | 830 765,83 | 1 292,82 | 829 473,01 | |
| 64172 | Apprentis indemnité inflation | | | | | 5 300,00 | | 5 300,00 | | 5 300,00 | |
| **6417** | **Sous Total compte 6417** | | | | | **836 065,83** | **1 292,82** | **836 065,83** | **1 292,82** | **834 773,01** | |
| 6419 | Rembst rémunérations du persel | | | | | 263,72 | 1 298 477,20 | 263,72 | 1 298 477,20 | | 1 298 213,48 |
| **641** | **Sous Total compte 641** | | | | | **120 298 428,80** | **1 310 700,71** | **120 298 428,80** | **1 310 700,71** | **118 987 728,09** | |
| 6451 | Cotisations a l'u.r.s.s.a.f. | | | | | 19 785 098,80 | 1 057,66 | 19 785 098,80 | 1 057,66 | 19 784 041,14 | |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | | | | | 22 855 559,29 | 735,83 | 22 855 559,29 | 735,83 | 22 854 823,46 | |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | | | | | 1 401 591,22 | | 1 401 591,22 | | 1 401 591,22 | |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | | | | | 222 831,78 | | 222 831,78 | | 222 831,78 | |
| 6457 | Cotisation soc liées à apprentissage | | | | | 9 500,82 | | 9 500,82 | | 9 500,82 | |
| 6458 | Cotisat autres organismes sociaux | | | | | 253 332,00 | | 253 332,00 | | 253 332,00 | |
| 6459 | Rembst charges de sécu soc | | | | | 247 073,58 | 703 336,51 | 247 073,58 | 703 336,51 | | 456 262,93 |
| **645** | **Sous Total compte 645** | | | | | **44 774 987,49** | **705 130,00** | **44 774 987,49** | **705 130,00** | **44 069 857,49** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6475 | Medecine du travail pharmacie | | | | | 249 609,16 | 8 180,00 | 249 609,16 | 8 180,00 | 241 429,16 | |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | | | | | 925 090,17 | 24,64 | 925 090,17 | 24,64 | 925 065,53 | |
| **647** | **Sous Total compte 647** | | | | | **1 174 699,33** | **8 204,64** | **1 174 699,33** | **8 204,64** | **1 166 494,69** | |
| 6488 | Autres charges | | | | | 434 890,50 | | 434 890,50 | | 434 890,50 | |
| **648** | **Sous Total compte 648** | | | | | **434 890,50** | | **434 890,50** | | **434 890,50** | |
| **64** | **Sous Total compte 64** | | | | | **166 683 006,12** | **2 024 035,35** | **166 683 006,12** | **2 024 035,35** | **164 658 970,77** | |
| 65111 | Famille et enfance | | | | | 1 834 633,11 | 1 458,00 | 1 834 633,11 | 1 458,00 | 1 833 175,11 | |
| 6511211 | Prest compensat handicap + 20 ans | | | | | 31 455 962,99 | 168 035,03 | 31 455 962,99 | 168 035,03 | 31 287 927,96 | |
| 6511212 | Prestat compensat handicap - de 20 ans | | | | | 2 164 886,61 | 1 300,50 | 2 164 886,61 | 1 300,50 | 2 163 586,11 | |
| 6511213 | Prestation de compensation - Dotation qu | | | | | 182 066,95 | | 182 066,95 | | 182 066,95 | |
| **651121** | **Sous Total compte 651121** | | | | | **33 802 916,55** | **169 335,53** | **33 802 916,55** | **169 335,53** | **33 633 581,02** | |
| 651122 | Alloc compensatrice tierce personne | | | | | 4 249 471,86 | 194,13 | 4 249 471,86 | 194,13 | 4 249 277,73 | |
| **65112** | **Sous Total compte 65112** | | | | | **38 052 388,41** | **169 529,66** | **38 052 388,41** | **169 529,66** | **37 882 858,75** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6511411 | APA | | | | | 23 443 838,45 | 2 519 924,41 | 23 443 838,45 | 2 519 924,41 | 20 923 914,04 | |
| 6511412 | APA Dotation qualité | | | | | 256 663,15 | | 256 663,15 | | 256 663,15 | |
| **651141** | **Sous Total compte 651141** | | | | | **23 700 501,60** | **2 519 924,41** | **23 700 501,60** | **2 519 924,41** | **21 180 577,19** | |
| 651142 | APA à domicile versée au bénéficiaire | | | | | 18 146 298,08 | 782 343,21 | 18 146 298,08 | 782 343,21 | 17 363 954,87 | |
| 651143 | APA versée au bénéficiaire en établ | | | | | 173 853,61 | 764,24 | 173 853,61 | 764,24 | 173 089,37 | |
| 651144 | APA versée à l'établissement | | | | | 23 244 106,04 | 36 195,41 | 23 244 106,04 | 36 195,41 | 23 207 910,63 | |
| **65114** | **Sous Total compte 65114** | | | | | **65 264 759,33** | **3 339 227,27** | **65 264 759,33** | **3 339 227,27** | **61 925 532,06** | |
| **6511** | **Sous Total compte 6511** | | | | | **105 151 780,85** | **3 510 214,93** | **105 151 780,85** | **3 510 214,93** | **101 641 565,92** | |
| 6512 | Secours d'urgence | | | | | 698 582,41 | | 698 582,41 | | 698 582,41 | |
| 6513 | Bourses | | | | | 770 075,00 | 3 950,00 | 770 075,00 | 3 950,00 | 766 125,00 | |
| 65171 | RSA versement allocations forfaitaires | | | | | 201 966 387,23 | 44 163,36 | 201 966 387,23 | 44 163,36 | 201 922 223,87 | |
| 65172 | RSA verst allocations forfait majorées | | | | | 28 897 722,17 | 14 730,55 | 28 897 722,17 | 14 730,55 | 28 882 991,62 | |
| **6517** | **Sous Total compte 6517** | | | | | **230 864 109,40** | **58 893,91** | **230 864 109,40** | **58 893,91** | **230 805 215,49** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6518 | Autres ( primes dots ) | | | | | 394 389,00 | | 394 389,00 | | 394 389,00 | |
| **651** | **Sous Total compte 651** | | | | | **337 878 936,66** | **3 573 058,84** | **337 878 936,66** | **3 573 058,84** | **334 305 877,82** | |
| 65211 | Frais de scolarité | | | | | 42 632,23 | | 42 632,23 | | 42 632,23 | |
| 65212 | Frais périscolaires | | | | | 1 995,14 | | 1 995,14 | | 1 995,14 | |
| **6521** | **Sous Total compte 6521** | | | | | **44 627,37** | | **44 627,37** | | **44 627,37** | |
| 6522 | Accueuil familial | | | | | 2 663 241,69 | 9 432,81 | 2 663 241,69 | 9 432,81 | 2 653 808,88 | |
| 6523 | Frais d'hospitalisat: | | | | | 10 718,22 | | 10 718,22 | | 10 718,22 | |
| 652411 | Foyers de l'enfance, centres et hotels | | | | | 4 064 046,10 | | 4 064 046,10 | | 4 064 046,10 | |
| 652412 | Maisons d'enfants à caractère social | | | | | 74 971 629,89 | 44 967,74 | 74 971 629,89 | 44 967,74 | 74 926 662,15 | |
| 652413 | Lieux de vie et d'acceuil | | | | | 2 118 289,65 | | 2 118 289,65 | | 2 118 289,65 | |
| 652414 | Foyers de jeunes travailleurs | | | | | 1 665 683,10 | | 1 665 683,10 | | 1 665 683,10 | |
| 652416 | Services d'aide éducative en milieu | | | | | 7 841 272,94 | | 7 841 272,94 | | 7 841 272,94 | |
| 652418 | Autres | | | | | 28 979 459,19 | 93,00 | 28 979 459,19 | 93,00 | 28 979 366,19 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **65241** | **Sous Total compte 65241** | | | | | **119 640 380,87** | **45 060,74** | **119 640 380,87** | **45 060,74** | **119 595 320,13** | |
| 65242 | Frais séjour établissement service handi | | | | | 120 984 869,01 | 46 980,65 | 120 984 869,01 | 46 980,65 | 120 937 888,36 | |
| 65243 | Frais séjour établissemnt pers agées | | | | | 42 404 938,93 | 7 760 086,15 | 42 404 938,93 | 7 760 086,15 | 34 644 852,78 | |
| **6524** | **Sous Total compte 6524** | | | | | **283 030 188,81** | **7 852 127,54** | **283 030 188,81** | **7 852 127,54** | **275 178 061,27** | |
| 6525 | Frais d'inhumation | | | | | 4 485,99 | | 4 485,99 | | 4 485,99 | |
| **652** | **Sous Total compte 652** | | | | | **285 753 262,08** | **7 861 560,35** | **285 753 262,08** | **7 861 560,35** | **277 891 701,73** | |
| 6531 | Indemnités | | | | | 1 430 791,26 | 17 843,01 | 1 430 791,26 | 17 843,01 | 1 412 948,25 | |
| 6532 | Frais de mission et déplacement | | | | | 24 249,81 | | 24 249,81 | | 24 249,81 | |
| 6533 | Cotisations de retraite | | | | | 19 811,47 | | 19 811,47 | | 19 811,47 | |
| 6534 | Cotisations sécurité sociale part patron | | | | | 562 352,67 | 35 636,36 | 562 352,67 | 35 636,36 | 526 716,31 | |
| 6535 | Formation | | | | | 6 599,00 | | 6 599,00 | | 6 599,00 | |
| 65372 | Cotis fonds finan alloc fin de mandat | | | | | 1 038,64 | | 1 038,64 | | 1 038,64 | |
| **6537** | **Sous Total compte 6537** | | | | | **1 038,64** | | **1 038,64** | | **1 038,64** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **653** | **Sous Total compte 653** | | | | | **2 044 842,85** | **53 479,37** | **2 044 842,85** | **53 479,37** | **1 991 363,48** | |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | | | | | 392 748,08 | | 392 748,08 | | 392 748,08 | |
| 6542 | Créances éteintes | | | | | 68 097,41 | | 68 097,41 | | 68 097,41 | |
| **654** | **Sous Total compte 654** | | | | | **460 845,49** | | **460 845,49** | | **460 845,49** | |
| 65511 | établissements publics | | | | | 11 558 167,21 | | 11 558 167,21 | | 11 558 167,21 | |
| 65512 | établissements privés | | | | | 8 510 480,00 | | 8 510 480,00 | | 8 510 480,00 | |
| **6551** | **Sous Total compte 6551** | | | | | **20 068 647,21** | | **20 068 647,21** | | **20 068 647,21** | |
| 6553 | Service d'incendie | | | | | 69 304 006,98 | | 69 304 006,98 | | 69 304 006,98 | |
| 6556 | Contrib à des fonds | | | | | 3 690 000,00 | | 3 690 000,00 | | 3 690 000,00 | |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | | | | | 58 703,09 | | 58 703,09 | | 58 703,09 | |
| **655** | **Sous Total compte 655** | | | | | **93 121 357,28** | | **93 121 357,28** | | **93 121 357,28** | |
| 6561 | Organismes de regroupement (syndicats mi | | | | | 1 563 430,31 | | 1 563 430,31 | | 1 563 430,31 | |
| 65661 | Contrat accompagnement dans emploi | | | | | 1 457 760,74 | | 1 457 760,74 | | 1 457 760,74 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **6566** | **Sous Total compte 6566** | | | | | **1 457 760,74** | | **1 457 760,74** | | **1 457 760,74** | |
| 6568 | Autres participations | | | | | 52 395 769,39 | 9 124 138,62 | 52 395 769,39 | 9 124 138,62 | 43 271 630,77 | |
| **656** | **Sous Total compte 656** | | | | | **55 416 960,44** | **9 124 138,62** | **55 416 960,44** | **9 124 138,62** | **46 292 821,82** | |
| 65734 | Communes et structures intercommunales | | | | | 2 704 883,23 | 11 769,28 | 2 704 883,23 | 11 769,28 | 2 693 113,95 | |
| 65735 | Autres grpts coll.et coll. à statut part | | | | | 614 385,62 | 62 192,81 | 614 385,62 | 62 192,81 | 552 192,81 | |
| 65737 | Autres EPL | | | | | 3 008 321,54 | 2 700,00 | 3 008 321,54 | 2 700,00 | 3 005 621,54 | |
| 65738 | Organismes publics divers | | | | | 143 704,00 | | 143 704,00 | | 143 704,00 | |
| **6573** | **Sous Total compte 6573** | | | | | **6 471 294,39** | **76 662,09** | **6 471 294,39** | **76 662,09** | **6 394 632,30** | |
| 6574 | Subv de fonct pers, assoc et org privés | | | | | 21 225 004,47 | 33 528,00 | 21 225 004,47 | 33 528,00 | 21 191 476,47 | |
| 6577 | Remises gracieuses | | | | | 6 353,79 | | 6 353,79 | | 6 353,79 | |
| **657** | **Sous Total compte 657** | | | | | **27 702 652,65** | **110 190,09** | **27 702 652,65** | **110 190,09** | **27 592 462,56** | |
| 65821 | Déficit des budgets annex à caract admi | | | | | 11 563 113,30 | | 11 563 113,30 | | 11 563 113,30 | |
| **6582** | **Sous Total compte 6582** | | | | | **11 563 113,30** | | **11 563 113,30** | | **11 563 113,30** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 65861 | Frais de personnel | | | | | 270 353,00 | 7 311,55 | 270 353,00 | 7 311,55 | 263 041,45 | |
| **6586** | **Sous Total compte 6586** | | | | | **270 353,00** | **7 311,55** | **270 353,00** | **7 311,55** | **263 041,45** | |
| 65888 | Autres | | | | | 5,22 | | 5,22 | | 5,22 | |
| **6588** | **Sous Total compte 6588** | | | | | **5,22** | | **5,22** | | **5,22** | |
| **658** | **Sous Total compte 658** | | | | | **11 833 471,52** | **7 311,55** | **11 833 471,52** | **7 311,55** | **11 826 159,97** | |
| **65** | **Sous Total compte 65** | | | | | **814 212 328,97** | **20 729 738,82** | **814 212 328,97** | **20 729 738,82** | **793 482 590,15** | |
| 66111 | Intérêts réglés à l'écheance | | | | | 14 122 204,58 | | 14 122 204,58 | | 14 122 204,58 | |
| 66112 | Intérêts - rattachement des icne | | | | | 5 903 050,34 | 6 216 395,58 | 5 903 050,34 | 6 216 395,58 | | 313 345,24 |
| **6611** | **Sous Total compte 6611** | | | | | **20 025 254,92** | **6 216 395,58** | **20 025 254,92** | **6 216 395,58** | **13 808 859,34** | |
| 6615 | Intérêts des comptes courants créditeurs | | | | | 16 465,53 | | 16 465,53 | | 16 465,53 | |
| **661** | **Sous Total compte 661** | | | | | **20 041 720,45** | **6 216 395,58** | **20 041 720,45** | **6 216 395,58** | **13 825 324,87** | |
| 6688 | Autres | | | | | 1 537 620,96 | | 1 537 620,96 | | 1 537 620,96 | |
| **668** | **Sous Total compte 668** | | | | | **1 537 620,96** | | **1 537 620,96** | | **1 537 620,96** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **66** | **Sous Total compte 66** | | | | | **21 579 341,41** | **6 216 395,58** | **21 579 341,41** | **6 216 395,58** | **15 362 945,83** | |
| 6712 | Amendes fiscales et pénales | | | | | 6 005,06 | | 6 005,06 | | 6 005,06 | |
| 6713 | Dots et prix | | | | | 72 431,00 | | 72 431,00 | | 72 431,00 | |
| 6718 | Autres charg except sur opérat gestion | | | | | 3 097 709,01 | 58,36 | 3 097 709,01 | 58,36 | 3 097 650,65 | |
| **671** | **Sous Total compte 671** | | | | | **3 176 145,07** | **58,36** | **3 176 145,07** | **58,36** | **3 176 086,71** | |
| 673 | Titres annulés exercices antérieurs | | | | | 410 820,89 | | 410 820,89 | | 410 820,89 | |
| 6747 | Remises gracieuses | | | | | 5 349 539,90 | 144 850,18 | 5 349 539,90 | 144 850,18 | 5 204 689,72 | |
| 6748 | Autres subv exceptionnelles | | | | | 35 000,00 | | 35 000,00 | | 35 000,00 | |
| **674** | **Sous Total compte 674** | | | | | **5 384 539,90** | **144 850,18** | **5 384 539,90** | **144 850,18** | **5 239 689,72** | |
| 675 | Valeurs comptables immob cédées | | | | | 874 987,83 | | 874 987,83 | | 874 987,83 | |
| 6761 | Diff sur réalisations (positives) | | | | | 1 014 136,67 | | 1 014 136,67 | | 1 014 136,67 | |
| **676** | **Sous Total compte 676** | | | | | **1 014 136,67** | | **1 014 136,67** | | **1 014 136,67** | |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | | | | | 3 834 995,42 | | 3 834 995,42 | | 3 834 995,42 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **67** | **Sous Total compte 67** | | | | | **14 695 625,78** | **144 908,54** | **14 695 625,78** | **144 908,54** | **14 550 717,24** | |
| 6811 | DA - immob incorp et corpo | | | | | 69 379 306,76 | | 69 379 306,76 | | 69 379 306,76 | |
| 6817 | Dp dépréciat actifs circulants | | | | | 424 030,29 | | 424 030,29 | | 424 030,29 | |
| **681** | **Sous Total compte 681** | | | | | **69 803 337,05** | | **69 803 337,05** | | **69 803 337,05** | |
| 6861 | DA - primes rembt obligations | | | | | 31 576,67 | | 31 576,67 | | 31 576,67 | |
| **686** | **Sous Total compte 686** | | | | | **31 576,67** | | **31 576,67** | | **31 576,67** | |
| **68** | **Sous Total compte 68** | | | | | **69 834 913,72** | | **69 834 913,72** | | **69 834 913,72** | |
| | **Total classe 6** | | | | | **1 170 548 283,** | **37 240 505,75** | **1 170 548 283,** | **37 240 505,75** | **1 135 375 599,** | **2 067 821,65** |
| 701 | Ventes de produits finis | | | | | 21 242,04 | 2 480 735,81 | 21 242,04 | 2 480 735,81 | | 2 459 493,77 |
| 7022 | Coupes de bois | | | | | 890,55 | 8 365,55 | 890,55 | 8 365,55 | | 7 475,00 |
| **702** | **Sous Total compte 702** | | | | | **890,55** | **8 365,55** | **890,55** | **8 365,55** | | **7 475,00** |
| 70323 | Redevance d'occupation du domaine public | | | | | | 380 132,84 | | 380 132,84 | | 380 132,84 |
| **7032** | **Sous Total compte 7032** | | | | | | **380 132,84** | | **380 132,84** | | **380 132,84** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 7035 | Locations droits de chasse et de pêche | | | | | 398,10 | 10 385,31 | 398,10 | 10 385,31 | | 9 987,21 |
| 70388 | Autres | | | | | | 3 281,00 | | 3 281,00 | | 3 281,00 |
| **7038** | **Sous Total compte 7038** | | | | | | **3 281,00** | | **3 281,00** | | **3 281,00** |
| **703** | **Sous Total compte 703** | | | | | **398,10** | **393 799,15** | **398,10** | **393 799,15** | | **393 401,05** |
| 705 | Etudes | | | | | | 498 524,42 | | 498 524,42 | | 498 524,42 |
| 7062 | Redev et droits des services culturels | | | | | 212,50 | 38 666,50 | 212,50 | 38 666,50 | | 38 454,00 |
| 7066 | Redev droits services à caract social | | | | | 45 644,35 | 497 010,67 | 45 644,35 | 497 010,67 | | 451 366,32 |
| **706** | **Sous Total compte 706** | | | | | **45 856,85** | **535 677,17** | **45 856,85** | **535 677,17** | | **489 820,32** |
| 707 | Ventes de marchandises | | | | | 0,01 | 37 564,67 | 0,01 | 37 564,67 | | 37 564,66 |
| 7081 | Produits serv exploités intérêt persel | | | | | 22 303,34 | 394 867,09 | 22 303,34 | 394 867,09 | | 372 563,75 |
| 7082 | Commissions | | | | | 2 790,72 | 55 359,72 | 2 790,72 | 55 359,72 | | 52 569,00 |
| 7083 | Locations diverses (autres qu'immeubles | | | | | | 62,50 | | 62,50 | | 62,50 |
| 70848 | Mise à dispo persel facturée autres org | | | | | | 300 808,34 | | 300 808,34 | | 300 808,34 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **7084** | **Sous Total compte 7084** | | | | | | **300 808,34** | | **300 808,34** | | **300 808,34** |
| 70878 | Par des tiers | | | | | 271,00 | 374 200,89 | 271,00 | 374 200,89 | | 373 929,89 |
| **7087** | **Sous Total compte 7087** | | | | | **271,00** | **374 200,89** | **271,00** | **374 200,89** | | **373 929,89** |
| **708** | **Sous Total compte 708** | | | | | **25 365,06** | **1 125 298,54** | **25 365,06** | **1 125 298,54** | | **1 099 933,48** |
| **70** | **Sous Total compte 70** | | | | | **93 752,61** | **5 079 965,31** | **93 752,61** | **5 079 965,31** | | **4 986 212,70** |
| 73112 | Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises | | | | | | 63 555 807,00 | | 63 555 807,00 | | 63 555 807,00 |
| 73114 | Imposition forfaitaire entr réseaux | | | | | | 1 332 997,00 | | 1 332 997,00 | | 1 332 997,00 |
| **7311** | **Sous Total compte 7311** | | | | | | **64 888 804,00** | | **64 888 804,00** | | **64 888 804,00** |
| 73121 | F.N.G.I.R. | | | | | | 11 226 230,00 | | 11 226 230,00 | | 11 226 230,00 |
| 73123 | Attributions de compensation CVAE | | | | | | 63 354 592,00 | | 63 354 592,00 | | 63 354 592,00 |
| 73124 | Fonds de solidarité pour dépt IF | | | | | | 13 960 183,00 | | 13 960 183,00 | | 13 960 183,00 |
| 73125 | Frais de gestion de la tf pro baties | | | | | | 14 990 323,00 | | 14 990 323,00 | | 14 990 323,00 |
| **7312** | **Sous Total compte 7312** | | | | | | **103 531 328,00** | | **103 531 328,00** | | **103 531 328,00** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **731** | **Sous Total compte 731** | | | | | | **168 420 132,00** | | **168 420 132,00** | | **168 420 132,00** |
| 7321 | Taxe Dépt pub foncière droit Dépt enregt | | | | | 2 134 706,00 | 267 046 852,00 | 2 134 706,00 | 267 046 852,00 | | 264 912 146,00 |
| 7322 | Taxe Déptale addit droits enregistrement | | | | | 6 996,00 | 2 565 421,64 | 6 996,00 | 2 565 421,64 | | 2 558 425,64 |
| 7326 | Attributions au titre du fonds de péréq | | | | | | 23 446 071,00 | | 23 446 071,00 | | 23 446 071,00 |
| 7327 | Taxe d'aménagement | | | | | | 11 235 382,37 | | 11 235 382,37 | | 11 235 382,37 |
| **732** | **Sous Total compte 732** | | | | | **2 141 702,00** | **304 293 727,01** | **2 141 702,00** | **304 293 727,01** | | **302 152 025,01** |
| 7342 | Taxe sur les conv d'assur | | | | | | 111 836 475,63 | | 111 836 475,63 | | 111 836 475,63 |
| **734** | **Sous Total compte 734** | | | | | | **111 836 475,63** | | **111 836 475,63** | | **111 836 475,63** |
| 7351 | Taxe sur la consommation finale d'électr | | | | | 5 414,89 | 14 682 174,98 | 5 414,89 | 14 682 174,98 | | 14 676 760,09 |
| 7352 | TICPE | | | | | | 93 459 526,15 | | 93 459 526,15 | | 93 459 526,15 |
| **735** | **Sous Total compte 735** | | | | | **5 414,89** | **108 141 701,13** | **5 414,89** | **108 141 701,13** | | **108 136 286,24** |
| 7362 | Taxe additionnelle à la taxe de séjour | | | | | 1 211,79 | 384 755,60 | 1 211,79 | 384 755,60 | | 383 543,81 |
| **736** | **Sous Total compte 736** | | | | | **1 211,79** | **384 755,60** | **1 211,79** | **384 755,60** | | **383 543,81** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 73811 | Fraction compensatoire de la TFPB | | | | | 25 844 903,00 | 365 696 201,00 | 25 844 903,00 | 365 696 201,00 | | 339 851 298,00 |
| 73818 | Autres | | | | | | 7 446 518,00 | | 7 446 518,00 | | 7 446 518,00 |
| **7381** | **Sous Total compte 7381** | | | | | **25 844 903,00** | **373 142 719,00** | **25 844 903,00** | **373 142 719,00** | | **347 297 816,00** |
| **738** | **Sous Total compte 738** | | | | | **25 844 903,00** | **373 142 719,00** | **25 844 903,00** | **373 142 719,00** | | **347 297 816,00** |
| 73918 | Reverst autres impôts locaux ou assimil | | | | | 533 848,09 | | 533 848,09 | | 533 848,09 | |
| **7391** | **Sous Total compte 7391** | | | | | **533 848,09** | | **533 848,09** | | **533 848,09** | |
| 73926 | Prélèvements au titre du fonds de péréqu | | | | | 26 958 516,00 | | 26 958 516,00 | | 26 958 516,00 | |
| **7392** | **Sous Total compte 7392** | | | | | **26 958 516,00** | | **26 958 516,00** | | **26 958 516,00** | |
| 7398 | Autres reverSEMents | | | | | 6 883,00 | | 6 883,00 | | 6 883,00 | |
| **739** | **Sous Total compte 739** | | | | | **27 499 247,09** | | **27 499 247,09** | | **27 499 247,09** | |
| **73** | **Sous Total compte 73** | | | | | **55 492 478,77** | **1 066 219 510,1** | **55 492 478,77** | **1 066 219 510,1** | | **1 010 727 031,60** |
| 7411 | DGFdotation forfaitaire | | | | | | 80 944 495,00 | | 80 944 495,00 | | 80 944 495,00 |
| 74122 | Dotation de péréquation urbaine | | | | | | 21 392 379,00 | | 21 392 379,00 | | 21 392 379,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **7412** | **Sous Total compte 7412** | | | | | | **21 392 379,00** | | **21 392 379,00** | | **21 392 379,00** |
| **741** | **Sous Total compte 741** | | | | | | **102 336 874,00** | | **102 336 874,00** | | **102 336 874,00** |
| 744 | FCTVA | | | | | | 1 965 657,51 | | 1 965 657,51 | | 1 965 657,51 |
| 7461 | DGD | | | | | 3 228 996,00 | 8 317 756,00 | 3 228 996,00 | 8 317 756,00 | | 5 088 760,00 |
| **746** | **Sous Total compte 746** | | | | | **3 228 996,00** | **8 317 756,00** | **3 228 996,00** | **8 317 756,00** | | **5 088 760,00** |
| 74718 | Autres | | | | | | 9 554 260,59 | | 9 554 260,59 | | 9 554 260,59 |
| **7471** | **Sous Total compte 7471** | | | | | | **9 554 260,59** | | **9 554 260,59** | | **9 554 260,59** |
| 7472 | Région | | | | | | 1 987 701,61 | | 1 987 701,61 | | 1 987 701,61 |
| 7473 | Dépt | | | | | | 20 000,00 | | 20 000,00 | | 20 000,00 |
| 7474 | Communes et structures intercommunales | | | | | | 8 040,96 | | 8 040,96 | | 8 040,96 |
| 7475 | Autrs grpts coll, coll à stat part et EP | | | | | | 2 146 997,19 | | 2 146 997,19 | | 2 146 997,19 |
| 7476 | Sécurite sociale et organismes mutual | | | | | | 2 277 135,00 | | 2 277 135,00 | | 2 277 135,00 |
| 74771 | FSE | | | | | | 1 636 766,78 | | 1 636 766,78 | | 1 636 766,78 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 74778 | Autres fonds européens | | | | | | 4 003,72 | | 4 003,72 | | 4 003,72 |
| **7477** | **Sous Total compte 7477** | | | | | | **1 640 770,50** | | **1 640 770,50** | | **1 640 770,50** |
| 747811 | Dotation versée au titre de l'APA | | | | | | 23 715 078,29 | | 23 715 078,29 | | 23 715 078,29 |
| 747812 | Dotation versée au titre de la PCH | | | | | | 13 725 181,77 | | 13 725 181,77 | | 13 725 181,77 |
| 747813 | Dotation versée au titre des MDPH | | | | | | 1 459 042,77 | | 1 459 042,77 | | 1 459 042,77 |
| 7478141 | Part autonomie | | | | | | 472 685,61 | | 472 685,61 | | 472 685,61 |
| 7478142 | Part prévention | | | | | | 1 635 067,24 | | 1 635 067,24 | | 1 635 067,24 |
| **747814** | **Sous Total compte 747814** | | | | | | **2 107 752,85** | | **2 107 752,85** | | **2 107 752,85** |
| 747818 | Autres | | | | | | 3 616 440,35 | | 3 616 440,35 | | 3 616 440,35 |
| **74781** | **Sous Total compte 74781** | | | | | | **44 623 496,03** | | **44 623 496,03** | | **44 623 496,03** |
| 74783 | Fonds mobilisation départ insertion | | | | | | 10 731 250,00 | | 10 731 250,00 | | 10 731 250,00 |
| 74788 | Autres | | | | | | 124 684,02 | | 124 684,02 | | 124 684,02 |
| **7478** | **Sous Total compte 7478** | | | | | | **55 479 430,05** | | **55 479 430,05** | | **55 479 430,05** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **747** | **Sous Total compte 747** | | | | | | **73 114 335,90** | | **73 114 335,90** | | **73 114 335,90** |
| 74832 | D.C.R.T.P. | | | | | | 11 388 990,00 | | 11 388 990,00 | | 11 388 990,00 |
| 74833 | Etat Compensation de la CET (CVAE CFE) | | | | | | 5 580,00 | | 5 580,00 | | 5 580,00 |
| 74834 | Etat-Compensation exonérations TFPB | | | | | | 70 119,00 | | 70 119,00 | | 70 119,00 |
| 74835 | Dot transfert compensation exonérati FDL | | | | | | 4 393 590,00 | | 4 393 590,00 | | 4 393 590,00 |
| 74838 | Autres attrib péréquation et compens | | | | | | 2 710 195,00 | | 2 710 195,00 | | 2 710 195,00 |
| **7483** | **Sous Total compte 7483** | | | | | | **18 568 474,00** | | **18 568 474,00** | | **18 568 474,00** |
| 74881 | Participation familles rest heb scol | | | | | 61 727,12 | 7 907 807,81 | 61 727,12 | 7 907 807,81 | | 7 846 080,69 |
| **7488** | **Sous Total compte 7488** | | | | | **61 727,12** | **7 907 807,81** | **61 727,12** | **7 907 807,81** | | **7 846 080,69** |
| **748** | **Sous Total compte 748** | | | | | **61 727,12** | **26 476 281,81** | **61 727,12** | **26 476 281,81** | | **26 414 554,69** |
| **74** | **Sous Total compte 74** | | | | | **3 290 723,12** | **212 210 905,22** | **3 290 723,12** | **212 210 905,22** | | **208 920 182,10** |
| 7511 | Recvts sur Dépt et autres collect pub | | | | | 235 494,21 | 3 609 370,97 | 235 494,21 | 3 609 370,97 | | 3 373 876,76 |
| 7512 | Recvts sur sécu soc et orga mutualistes | | | | | 4 514,05 | 2 143 587,22 | 4 514,05 | 2 143 587,22 | | 2 139 073,17 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 7513 | Recvts sur bénéciaire tiers-payants | | | | | 742 519,38 | 19 637 296,82 | 742 519,38 | 19 637 296,82 | | 18 894 777,44 |
| 7518 | Recouvrements sur autres redevables | | | | | 2 983 701,62 | 6 299 865,62 | 2 983 701,62 | 6 299 865,62 | | 3 316 164,00 |
| **751** | **Sous Total compte 751** | | | | | **3 966 229,26** | **31 690 120,63** | **3 966 229,26** | **31 690 120,63** | | **27 723 891,37** |
| 752 | Revenus des immeubles | | | | | 6 438,69 | 984 628,64 | 6 438,69 | 984 628,64 | | 978 189,95 |
| 7533 | Recouvrement indûs - APA | | | | | 3,63 | 217 577,34 | 3,63 | 217 577,34 | | 217 573,71 |
| 75342 | Allocations forfaitaires | | | | | 13 621,68 | 3 531 223,78 | 13 621,68 | 3 531 223,78 | | 3 517 602,10 |
| 75343 | Alloc fofaitaires majorées | | | | | | 325 254,14 | | 325 254,14 | | 325 254,14 |
| **7534** | **Sous Total compte 7534** | | | | | **13 621,68** | **3 856 477,92** | **13 621,68** | **3 856 477,92** | | **3 842 856,24** |
| 7535 | PCH | | | | | 1 102,80 | 44 579,66 | 1 102,80 | 44 579,66 | | 43 476,86 |
| 7538 | Autres | | | | | | 16 925,99 | | 16 925,99 | | 16 925,99 |
| **753** | **Sous Total compte 753** | | | | | **14 728,11** | **4 135 560,91** | **14 728,11** | **4 135 560,91** | | **4 120 832,80** |
| 7588 | Autres produits divers de gestion cour | | | | | | 649 193,43 | | 649 193,43 | | 649 193,43 |
| **758** | **Sous Total compte 758** | | | | | | **649 193,43** | | **649 193,43** | | **649 193,43** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **75** | **Sous Total compte 75** | | | | | **3 987 396,06** | **37 459 503,61** | **3 987 396,06** | **37 459 503,61** | | **33 472 107,55** |
| 7688 | Autres | | | | | | 589 283,44 | | 589 283,44 | | 589 283,44 |
| **768** | **Sous Total compte 768** | | | | | | **589 283,44** | | **589 283,44** | | **589 283,44** |
| **76** | **Sous Total compte 76** | | | | | | **589 283,44** | | **589 283,44** | | **589 283,44** |
| 7711 | Dédits et pénalites perçus | | | | | | 8 945,00 | | 8 945,00 | | 8 945,00 |
| 7714 | Recouvrement sur créances admises en nv | | | | | 247,67 | 9 559,23 | 247,67 | 9 559,23 | | 9 311,56 |
| 7718 | Autres prod except sur opé gestion | | | | | 115 812,01 | 890 341,43 | 115 812,01 | 890 341,43 | | 774 529,42 |
| **771** | **Sous Total compte 771** | | | | | **116 059,68** | **908 845,66** | **116 059,68** | **908 845,66** | | **792 785,98** |
| 773 | Mandats annulés sur exercices antérieurs | | | | | | 43 211,86 | | 43 211,86 | | 43 211,86 |
| 7748 | Autres subv exceptionnelles | | | | | | 40 500,00 | | 40 500,00 | | 40 500,00 |
| **774** | **Sous Total compte 774** | | | | | | **40 500,00** | | **40 500,00** | | **40 500,00** |
| 775 | Produits des cessions d'immobilisati | | | | | 11 194,75 | 1 620 384,63 | 11 194,75 | 1 620 384,63 | | 1 609 189,88 |
| 7761 | Diff sur réalisations (négatives) | | | | | | 279 934,62 | | 279 934,62 | | 279 934,62 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 7768 | Neutralisation des amortisSEMents | | | | | | 1 928 761,00 | | 1 928 761,00 | | 1 928 761,00 |
| **776** | **Sous Total compte 776** | | | | | | **2 208 695,62** | | **2 208 695,62** | | **2 208 695,62** |
| 777 | Quote-part subv invest transf au résult | | | | | | 19 084,00 | | 19 084,00 | | 19 084,00 |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | | | | | 219 287,57 | 1 047 013,91 | 219 287,57 | 1 047 013,91 | | 827 726,34 |
| **778** | **Sous Total compte 778** | | | | | **219 287,57** | **1 047 013,91** | **219 287,57** | **1 047 013,91** | | **827 726,34** |
| **77** | **Sous Total compte 77** | | | | | **346 542,00** | **5 887 735,68** | **346 542,00** | **5 887 735,68** | | **5 541 193,68** |
| 7811 | Reprises sur amortisSEMents des immobili | | | | | 344,23 | 344,23 | 344,23 | 344,23 | | 0,00 |
| 7817 | Rep prov dépréciat actifs circul | | | | | | 5 280 703,26 | | 5 280 703,26 | | 5 280 703,26 |
| **781** | **Sous Total compte 781** | | | | | **344,23** | **5 281 047,49** | **344,23** | **5 281 047,49** | | **5 280 703,26** |
| **78** | **Sous Total compte 78** | | | | | **344,23** | **5 281 047,49** | **344,23** | **5 281 047,49** | | **5 280 703,26** |
| | **Total classe 7** | | | | | **63 211 236,79** | **1 332 727 951,** | **63 211 236,79** | **1 332 727 951,** | **27 499 247,09** | **1 297 015 961,42** |
| | **Total général** | **5 974 464 954,** | **5 974 464 954,** | **6 747 714 386,** | **6 693 679 613,** | **1 532 314 778,** | **1 586 349 552,** | **14 254 494 120** | **14 254 494 120** | **7 114 612 464,** | **7 114 612 464,67** |

# Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

| DESIGNATION DES COMPTES | DEBIT | | | CREDIT | | | SOLDES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N° Intitulé<br>Nature des valeurs inactives | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débiteurs | Créditeurs |
| 861<br>Portefeuille | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| CAP (secours très urgent) | 8 150,00 | 2 000,00 | 10 150,00 | 0,00 | 5 700,00 | 5 700,00 | 4 450,00 | 0,00 |
| SOUS-TOTAL COMPTE 861 | 8 150,00 | 2 000,00 | 10 150,00 | 0,00 | 5 700,00 | 5 700,00 | 4 450,00 | 0,00 |
| 862<br>Correspondant | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| CAP (secours très urgent) | 0,00 | 2 400,00 | 2 400,00 | 0,00 | 2 400,00 | 2 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOUS-TOTAL COMPTE 862 | 0,00 | 2 400,00 | 2 400,00 | 0,00 | 2 400,00 | 2 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 863<br>Prise en charge titre et valeur | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| CAP (secours très urgent) | 0,00 | 5 700,00 | 5 700,00 | 8 150,00 | 2 000,00 | 10 150,00 | 0,00 | 4 450,00 |
| SOUS-TOTAL COMPTE 863 | 0,00 | 5 700,00 | 5 700,00 | 8 150,00 | 2 000,00 | 10 150,00 | 0,00 | 4 450,00 |
| TOTAUX | 8 150,00 | 10 100,00 | 18 250,00 | 8 150,00 | 10 100,00 | 18 250,00 | 4 450,00 | 4 450,00 |

# Page des signatures

00400 - DEPARTEMENT DU VAL D OISE Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **DEPARTEMENT DU VAL D OISE** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **...** par l'organe délibérant.

A , le

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**
P.DEP VAL-D'OISE
N° CODIQUE 095090
Date Edition : 15/02/2023

IDENTIFIANT BUDGET 00403
N° de SIRET 22950127500684

# CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O.
# BUDGET ANNEXE

# COMPTE DE GESTION
# EXERCICE 2022

**PRÉSENTÉ À**
La Chambre régionale des comptes

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**
Mme Brigitte PEREZ
Mme Françoise HOURCADE

095090 P.DEP VAL-D'OISE

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**
DU 01/01/2022 AU 30/11/2022
DU 01/12/2022 AU 15/02/2023

Nomenclature M52 départements
Voté par Nature

# SOMMAIRE

## Le Compte de Gestion sur Chiffres


1ERE PARTIE : Situation patrimoniale ..... 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe ..... 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire ..... 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs ..... 36
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 37
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 54
4EME PARTIE : Page des signatures ..... 55

# Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| ACTIF NET[1] | Total(En Milliers d'Euros) | PASSIF | Total(En Milliers d'Euros) |
|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles (nettes)** | **14,77** | Dotations | |
| Terrains | | Fonds Globalisés | |
| Constructions | | Réserves | 129,38 |
| Réseaux et installations de voirie et réseaux divers | | Différences sur réalisations d'immobilisations | |
| Immobilisations corporelles en cours | 193,61 | Report à nouveau | 280,14 |
| Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées | | Résultat de l'exercice | 306,29 |
| Autres immobilisations corporelles | 65,02 | Subventions transférables | |
| **Total immobilisations corporelles (nettes)** | **258,63** | Subventions non transférables | 160,42 |
| **Immobilisations financières** | | Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant | |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISE** | **273,41** | Autres fonds propres | |
| Stocks | | **TOTAL FONDS PROPRES** | **876,23** |
| Créances | 86,99 | **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | |
| Valeurs mobilières de placement | | **Dettes financières à long terme** | |
| Disponibilités | 608,42 | Fournisseurs[2] | 26,44 |
| Autres actifs circulant | | Autres dettes à court terme | 29,65 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **695,41** | **Total dettes à court terme** | **56,09** |
| **Comptes de régularisations** | | **TOTAL DETTES** | **56,09** |
| | | **Comptes de régularisations** | **36,49** |
| **TOTAL ACTIF** | **968,82** | **TOTAL PASSIF** | **968,82** |

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

# BILAN (en Euros)

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISE | Subventions d'équipement versées | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | 15 826,56 | 1 052,23 | 14 774,33 | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | En toute propriété : Terrains | | | | |
| | En toute propriété: Constructions | | | | |
| | En toute propriété : Constr sol d'autrui | | | | |
| | En tte prop : Réseaux install de voirie | | | | |
| | En toute propriété : Oeuvres d'art | | | | |
| | En toute propriété : Autres immob corpo | 111 506,31 | 46 487,64 | 65 018,67 | 75 727,29 |
| | En toute propriété : Immob en cours | 193 614,21 | | 193 614,21 | 151 776,20 |
| | En tte prop: Immob affectées à un sce | | | | |
| | Immo mises en concession ou à dispo | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Terrains | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Constructions | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Constr sol autrui | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Rés install voirie | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Collections et uv | | | | |
| | Immo C mise à dispo : Autres immos corpo | | | | |
| | MONTANT A REPORTER | 320 947,08 | 47 539,87 | 273 407,21 | 227 503,49 |

# BILAN (en Euros)

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISE SUITE | REPORT | 320 947,08 | 47 539,87 | 273 407,21 | 227 503,49 |
| | Terrains recus au titre d'affectation | | | | |
| | Construct reçues au titre d'affectation | | | | |
| | Reçues en affectat : Construc sol autrui | | | | |
| | Reçues en affectat : Rés instal voirie | | | | |
| | Reçues en affectat : Oeuvres d'art | | | | |
| | Reçues en affectat : Autres immob corpo | | | | |
| | Participations et créances rattachées | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Avances en garanties d'emprunt | | | | |
| | Prêts | | | | |
| | Immob financières : Autres créances | | | | |
| | **ACTIF IMMOBILISE TOTAL I** | **320 947,08** | **47 539,87** | **273 407,21** | **227 503,49** |

# BILAN (en Euros)

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en cours: Production | | | | |
| | Autres stocks | | | | |
| | Redevables et comptes rattachés | 47 377,89 | | 47 377,89 | 44 335,46 |
| | Créances douteuses et irrécouvrables | | | | |
| | Créances sur l'Etat et collec publiques | 11,38 | | 11,38 | 0,50 |
| | Créances sur les budgets annexes | | | | |
| | Opérations pour le compte de tiers | | | | |
| | Créances: Autres créances | 39 596,07 | | 39 596,07 | |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Disponibilités | 608 423,69 | | 608 423,69 | 688 923,37 |
| | Avances de trésorerie | | | | |
| | Charges constatées d'avance | | | | |
| | **ACTIF CIRCULANT TOTAL II** | **695 409,03** | | **695 409,03** | **733 259,33** |

# BILAN (en Euros)

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| COMPTES DE REGULARI SATION | Charges à répartir sur plusieurs exer | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations | | | | |
| | Dépenses à classer et à régulariser | | | | |
| | Ecarts de conversion - Actif | | | | |
| | **COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III** | | | | |
| | **TOTAL GENERAL (I + II + III)** | **1 016 356,11** | **47 539,87** | **968 816,24** | **960 762,82** |

# BILAN (en Euros)

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| FONDS PROPRES | Fonds internes : dotations | | |
| | Mise à disposition chez le bénéficiaire | | |
| | Affectation par collec de rattachement | | |
| | Réserves | 129 379,49 | 129 379,49 |
| | Neutralisation des amortissements | | |
| | Report à nouveau | 280 138,91 | 402 602,85 |
| | Résultat de l'exercice | 306 293,99 | -122 463,94 |
| | Subventions rattachées aux actifs amort | | |
| | Différences sur réalisations d'immob | | |
| | Fonds d'investissement | | |
| | Subventions non rattachées aux actifs a | 160 418,21 | 157 642,21 |
| | Droits de l'affectant | | |
| | Droits du remettant | | |
| | **FONDS PROPRES TOTAL I** | **876 230,60** | **567 160,61** |

# BILAN (en Euros)

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | **PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II** | | |

# BILAN (en Euros)

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| DETTES | Emprunts obligataires | | |
| | Emprunts auprès des établissements finan | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | |
| | Crédits et lignes de trésorerie | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 26 441,00 | 62 998,02 |
| | Dettes fiscales et sociales | 29 653,66 | 34 201,70 |
| | Dettes envers l'Etat et les collec publ | | 190 180,00 |
| | Opérations pour le compte de la CE, Deni | | |
| | Dettes envers les BA | | |
| | Opérations pour le compte de tiers | | |
| | Dettes diverses : Autres dettes | | 178,50 |
| | Fournisseurs d'immobilisations | | 51 906,11 |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | **DETTES TOTAL III** | **56 094,66** | **339 464,33** |

# BILAN (en Euros)

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| COMPTES DE REGULARI SATION | Recettes à classer ou à régulariser | 36 490,98 | 54 137,88 |
| | Ecarts de conversion - Passif | | |
| | **COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV** | **36 490,98** | **54 137,88** |
| | **TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV)** | **968 816,24** | **960 762,82** |

# Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| Impôts et taxes perçus | | |
| Dotations et subventions reçues | | 10,00 |
| Produits des services | 440,30 | 254,61 |
| Autres produits | 1 450,11 | 1 675,55 |
| Transfert de charges | | |
| Produits courants non financiers | 1 890,41 | 1 940,17 |
| Traitements, salaires, charges sociales | 786,44 | 839,78 |
| Achats et charges externes | 760,15 | 672,23 |
| Participations et interventions | | |
| Dotations aux amortissements et provisions | 13,83 | 13,43 |
| Autres charges | 24,94 | 489,74 |
| Charges courantes non financières | 1 585,36 | 2 015,18 |
| **RESULTAT COURANT NON FINANCIER** | **305,05** | **-75,02** |
| Produits courants financiers | | |
| Charges courantes financières | | |
| **RESULTAT COURANT FINANCIER** | | |
| **RESULTAT COURANT** | **305,05** | **-75,02** |
| Produits exceptionnels | 9,18 | 1,94 |
| Charges exceptionnelles | 7,93 | 49,39 |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | **1,25** | **-47,45** |
| **IMPOTS SUR LES BENEFICES** | | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | **306,29** | **-122,46** |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS** | | |
| Pdts non financiers: Impôts locaux | | |
| Pdts non financ : Autres impôts et taxes | | |
| Produits services, domaine et ventes div | 440 299,07 | 254 614,05 |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Reprises amortis prov (non financiers) | | |
| Pdts non financiers : Transferts charges | | |
| Autres produits | 1 450 110,66 | 1 675 553,04 |
| Dotations de l'Etat | | |
| Subventions et participations | | 10 000,00 |
| Autres attributions (péréquat, compensa) | | |
| **TOTAL I** | **1 890 409,73** | **1 940 167,09** |
| **CHARGES COURANTES NON FINANCIERES** | | |
| Traitements et salaires | 582 285,84 | 627 543,43 |
| Charges sociales | 204 158,32 | 212 241,28 |
| Achats et charges externes | 760 153,10 | 672 229,86 |
| Chgs non financières: Impôts et taxes | 24 933,63 | 31 421,48 |
| Dotations amortissements des immob | 13 830,03 | 13 432,85 |
| Dot amort sur charges à répartir | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| Dotations provisions (non financières) | | |
| Autres charges | 2,13 | 458 314,13 |
| Contributions obligatoires | | |
| Participations | | |
| Particip et interventions : Subventions | | |
| **TOTAL II** | **1 585 363,05** | **2 015 183,03** |
| **A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)** | **305 046,68** | **-75 015,94** |
| **PRODUITS COURANTS FINANCIERS** | | |
| Valeurs mobilières, créances de l'actif | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Gains de change | | |
| Produit net sur cessions de VMP | | |
| Pdts financiers: Reprises provisions | | |
| Pdts financiers: Transferts de charges | | |
| **TOTAL III** | | |
| **CHARGES COURANTES FINANCIERES** | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Pertes de change | | |
| Charges nettes sur cessions de VMP | | |
| Dotations amo et prov (financières) | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **TOTAL IV** | | |
| **B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)** | | |
| **A + B - RESULTAT COURANT** | **305 046,68** | **-75 015,94** |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | |
| Pdts excep op gestion : Subventions | | |
| Pdt excep op gestion : Autres opérations | | 1 921,88 |
| Produits des cessions d'immobilisations | | |
| Différences sur réalisations (négatives) | | |
| Neutralisation des amortissements | | |
| Pdt excep op capital : Autres opérations | 9 178,17 | 23,00 |
| Pdts excep : Reprises sur provisions | | |
| Pdts excep : Transferts de charges | | |
| **TOTAL V** | **9 178,17** | **1 944,88** |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | |
| Charg except op gestion : subventions | | |
| Chg excep op gestion : Autres opérations | 1 016,36 | |
| Valeur comptable des immo cédées | | |
| Différences sur réalisations (positives) | | |
| Chg excep op capital : Autres opérations | 6 914,50 | 49 392,88 |
| Dot. amort. et prov exceptionnelles | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **TOTAL VI** | **7 930,86** | **49 392,88** |
| **C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)** | **1 247,31** | **-47 448,00** |
| **C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)** | **1 247,31** | **-47 448,00** |
| Total des produits hors neutralisation (I+III+V-776) | 1 899 587,90 | 1 942 111,97 |
| Total des charges hors neutralisation (II+IV+VI-676) | 1 593 293,91 | 2 064 575,91 |
| D.1 - RESULTAT COMPTABLE hors neutralisations (A+B+C.1) | 306 293,99 | -122 463,94 |
| Neutralisation budgétaire des plus et moins values (7761-6761) | | |
| Neutralisation budgétaire d'amortissements (7768) | | |
| **D.2 - RESULTAT DE L'EXERCICE (A+B+C.2)** | **306 293,99** | **-122 463,94** |

# Opérations Compte de Tiers

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

| Opérations pour le compte de tiers | Balance d'entrée | | Dépenses de l'année | Recettes de l'année | Balance de sortie | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Solde débiteur | Solde créditeur | | | Solde débiteur | Solde créditeur |

# Opérations Compte de Tiers

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

| Opérations pour le compte de tiers | Balance d'entrée | | Dépenses de l'année | Recettes de l'année | Balance de sortie | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Solde débiteur | Solde créditeur | | | Solde débiteur | Solde créditeur |

# Résultats budgétaires de l'exercice

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 163 756,04 | 2 123 231,94 | 2 286 987,98 |
| Titres de recette émis (b) | 16 606,03 | 1 900 687,90 | 1 917 293,93 |
| Réductions de titres (c) | | | |
| Recettes nettes (d = b - c) | 16 606,03 | 1 900 687,90 | 1 917 293,93 |
| **DEPENSES** | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 163 756,04 | 2 123 231,94 | 2 286 987,98 |
| Mandats émis (f) | 59 733,75 | 1 655 053,24 | 1 714 786,99 |
| Annulations de mandats (g) | | 60 659,33 | 60 659,33 |
| Depenses nettes (h = f - g) | 59 733,75 | 1 594 393,91 | 1 654 127,66 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | | |
| (d - h) Excédent | | 306 293,99 | 263 166,27 |
| (h - d) Déficit | 43 127,72 | | |

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2022 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| **TOTAL I** | | | | | |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. | | | | | |
| Investissement | 59 518,21 | | -43 127,72 | | 16 390,49 |
| Fonctionnement | 280 138,91 | | 306 293,99 | | 586 432,90 |
| **Sous-Total** | **339 657,12** | | **263 166,27** | | **602 823,39** |
| **TOTAL II** | **339 657,12** | | **263 166,27** | | **602 823,39** |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| **TOTAL III** | | | | | |
| **TOTAL I + II + III** | **339 657,12** | | **263 166,27** | | **602 823,39** |

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Dépenses nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 64 000,00 | -48 883,97 | 15 116,03 | 14 774,33 | | 14 774,33 | 341,70 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 32 802,00 | -11 000,00 | 21 802,00 | 3 121,41 | | 3 121,41 | 18 680,59 |
| 23 | Immobilisations en cours | 133 500,00 | -6 661,99 | 126 838,01 | 41 838,01 | | 41 838,01 | 85 000,00 |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **230 302,00** | **-66 545,96** | **163 756,04** | **59 733,75** | | **59 733,75** | **104 022,29** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **230 302,00** | **-66 545,96** | **163 756,04** | **59 733,75** | | **59 733,75** | **104 022,29** |
| **TOTAL GENERAL** | | **230 302,00** | **-66 545,96** | **163 756,04** | **59 733,75** | | **59 733,75** | **104 022,29** |

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Recettes nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | Subventions d'investissement | | 2 776,00 | 2 776,00 | 2 776,00 | | 2 776,00 | |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | | **2 776,00** | **2 776,00** | **2 776,00** | | **2 776,00** | |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT** | | **2 776,00** | **2 776,00** | **2 776,00** | | **2 776,00** | |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement) | 167 783,79 | -80 321,96 | 87 461,83 | | | | 87 461,83 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 000,00 | 11 000,00 | 14 000,00 | 13 830,03 | | 13 830,03 | 169,97 |
| **TOTAL** | **RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT** | **170 783,79** | **-69 321,96** | **101 461,83** | **13 830,03** | | **13 830,03** | **87 631,80** |
| 001 | Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 59 518,21 | | 59 518,21 | | | | 59 518,21 |
| **TOTAL GENERAL** | | **230 302,00** | **-66 545,96** | **163 756,04** | **16 606,03** | | **16 606,03** | **147 150,01** |

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Dépenses nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 1 079 254,21 | -44 509,00 | 1 034 745,21 | 825 495,22 | 60 659,33 | 764 835,89 | 269 909,32 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 878 450,37 | | 878 450,37 | 807 795,00 | | 807 795,00 | 70 655,37 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 19,41 | | 19,41 | 2,13 | | 2,13 | 17,28 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 136 355,12 | -27 800,00 | 108 555,12 | 7 930,86 | | 7 930,86 | 100 624,26 |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **2 094 079,11** | **-72 309,00** | **2 021 770,11** | **1 641 223,21** | **60 659,33** | **1 580 563,88** | **441 206,23** |
| 023 | Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement) | 167 783,79 | -80 321,96 | 87 461,83 | | | | 87 461,83 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 000,00 | 11 000,00 | 14 000,00 | 13 830,03 | | 13 830,03 | 169,97 |
| **TOTAL** | **DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT** | **170 783,79** | **-69 321,96** | **101 461,83** | **13 830,03** | | **13 830,03** | **87 631,80** |
| **TOTAL GENERAL** | | **2 264 862,90** | **-141 630,96** | **2 123 231,94** | **1 655 053,24** | **60 659,33** | **1 594 393,91** | **528 838,03** |

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Recettes nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | | | | 1 100,00 | | 1 100,00 | -1 100,00 |
| 70 | Produits des services du domaine et ventes diverses | 404 139,50 | 29 537,50 | 433 677,00 | 440 299,07 | | 440 299,07 | -6 622,07 |
| 75 | Autres produits d'activite | 1 580 584,49 | -179 140,46 | 1 401 444,03 | 1 450 110,66 | | 1 450 110,66 | -48 666,63 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 7 972,00 | 7 972,00 | 9 178,17 | | 9 178,17 | -1 206,17 |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **1 984 723,99** | **-141 630,96** | **1 843 093,03** | **1 900 687,90** | | **1 900 687,90** | **-57 594,87** |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 280 138,91 | | 280 138,91 | | | | 280 138,91 |
| **TOTAL GENERAL** | | **2 264 862,90** | **-141 630,96** | **2 123 231,94** | **1 900 687,90** | | **1 900 687,90** | **222 544,04** |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 2031 | Frais d'études | 14 774,33 | | 14 774,33 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 20** | **Immobilisations incorporelles** | **14 774,33** | | **14 774,33** |
| 21838 | Autre matériel informatique | 632,84 | | 632,84 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobilier | 2 488,57 | | 2 488,57 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 21** | **Immobilisations corporelles** | **3 121,41** | | **3 121,41** |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 41 838,01 | | 41 838,01 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 23** | **Immobilisations en cours** | **41 838,01** | | **41 838,01** |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **59 733,75** | | **59 733,75** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **59 733,75** | | **59 733,75** |
| | **TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT** | **59 733,75** | | **59 733,75** |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 1322 | Régions | 2 776,00 | | 2 776,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 13** | **Subventions d'investissement** | **2 776,00** | | **2 776,00** |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **2 776,00** | | **2 776,00** |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **2 776,00** | | **2 776,00** |
| 28157 | Amortissements matériel et outillage technique | 2 128,24 | | 2 128,24 |
| 281848 | Autres matériels de bureau et mobilier | 209,00 | | 209,00 |
| 28188 | Amortissements autres | 11 492,79 | | 11 492,79 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 040** | **Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **13 830,03** | | **13 830,03** |
| **TOTAL** | **RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT** | **13 830,03** | | **13 830,03** |
| | **TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **16 606,03** | | **16 606,03** |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 60611 | Eau et assainissement | 7 424,38 | | 7 424,38 |
| 60612 | Energie - électricité | 96 421,60 | | 96 421,60 |
| 60623 | Alimentation | 1 509,33 | | 1 509,33 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 3 175,00 | | 3 175,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 962,56 | | 962,56 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 44 281,49 | | 44 281,49 |
| 6065 | Livres disques cassettes (bibliothèques médiathèques) | 2 309,64 | | 2 309,64 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 246,29 | | 246,29 |
| 607 | Achats de marchandises | 23 774,32 | | 23 774,32 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 24 182,50 | 4 080,00 | 20 102,50 |
| 6132 | Locations immobilières | 1 387,81 | | 1 387,81 |
| 6135 | Locations mobilières | 27 359,05 | | 27 359,05 |
| 61521 | Terrains | 90 381,66 | | 90 381,66 |
| 61551 | Matériel roulant | 50,53 | | 50,53 |
| 6156 | Maintenance | 133 457,65 | 46 024,52 | 87 433,13 |
| 617 | Etudes et recherches | 21 343,63 | | 21 343,63 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 1 101,87 | | 1 101,87 |
| 6188 | Autres frais divers | 137 489,19 | 4 670,00 | 132 819,19 |
| 6228 | Divers | 2 552,69 | | 2 552,69 |
| 6231 | Annonces et insertions | 42 294,10 | | 42 294,10 |
| 6234 | Réceptions | 67 737,29 | | 67 737,29 |
| 6236 | Catalogues - imprimés et publications | 8 216,72 | | 8 216,72 |
| 6241 | Transports de biens | 4 372,50 | | 4 372,50 |
| 6251 | Voyages déplacements et missions | 23,00 | | 23,00 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6261 | Frais d'affranchissement | 1 154,62 | 577,31 | 577,31 |
| 6262 | Frais de telecommunications | 9 469,11 | | 9 469,11 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 839,57 | | 839,57 |
| 6281 | Concours divers -cotisations | 2 129,12 | | 2 129,12 |
| 6282 | Frais de gardiennage | 5 210,05 | | 5 210,05 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 59 135,95 | 5 307,50 | 53 828,45 |
| 63512 | Taxes foncières | 5 502,00 | | 5 502,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 011** | **Charges à caractère général** | **825 495,22** | **60 659,33** | **764 835,89** |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 819,21 | | 819,21 |
| 6331 | Versement mobilité | 10 368,19 | | 10 368,19 |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | 2 579,12 | | 2 579,12 |
| 6336 | Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale | 4 936,84 | | 4 936,84 |
| 6338 | Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations | 1 547,48 | | 1 547,48 |
| 64111 | Rémunération principale | 116 043,30 | | 116 043,30 |
| 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | 3 458,19 | | 3 458,19 |
| 64113 | N B I | 2 580,93 | | 2 580,93 |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflation | 100,00 | | 100,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 65 566,72 | | 65 566,72 |
| 64131 | Rémunérations | 384 390,01 | | 384 390,01 |
| 64134 | Personnel non titulaire Indemnité inflation | 1 000,00 | | 1 000,00 |
| 64136 | Indemnités liées à la perte d'emploi | 6 779,24 | | 6 779,24 |
| 6451 | Cotisations a l'URSSAF | 137 397,16 | | 137 397,16 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | 51 232,94 | | 51 232,94 |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | 15 405,77 | | 15 405,77 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux | 439,00 | | 439,00 |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 783,45 | | 783,45 |
| 6488 | Autres charges | 2 367,45 | | 2 367,45 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 012** | **Charges de personnel et frais assimilés** | **807 795,00** | | **807 795,00** |
| 65888 | Autres | 2,13 | | 2,13 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 65** | **Autres charges de gestion courante** | **2,13** | | **2,13** |
| 673 | Titres annulés exercices antérieurs | 1 016,36 | | 1 016,36 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 6 914,50 | | 6 914,50 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 67** | **Charges exceptionnelles** | **7 930,86** | | **7 930,86** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **1 641 223,21** | **60 659,33** | **1 580 563,88** |
| 6811 | Dotations aux Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 13 830,03 | | 13 830,03 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 042** | **Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **13 830,03** | | **13 830,03** |
| **TOTAL** | **DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT** | **13 830,03** | | **13 830,03** |
| | **TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **1 655 053,24** | **60 659,33** | **1 594 393,91** |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6459 | Remboursements sur charges de sécurite sociale et de prévoyance | 1 100,00 | | 1 100,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 013** | **Atténuations de charges** | **1 100,00** | | **1 100,00** |
| 7062 | Redevance et droits des services à caractère culturel | 243 011,89 | | 243 011,89 |
| 707 | Ventes de marchandises | 50 525,07 | | 50 525,07 |
| 7082 | Commissions | 958,93 | | 958,93 |
| 7083 | Locations diverses (autres qu'immeubles) | 4 741,67 | | 4 741,67 |
| 7088 | Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...) | 141 061,51 | | 141 061,51 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 70** | **Produits des services du domaine et ventes diverses** | **440 299,07** | | **440 299,07** |
| 752 | Revenus des immeubles | 137 080,34 | | 137 080,34 |
| 75822 | Prise en charge déficit budget annexe à caractère administratif par budget principal | 1 313 029,03 | | 1 313 029,03 |
| 7588 | Autres produits divers de gestion courante | 1,29 | | 1,29 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 75** | **Autres produits d'activite** | **1 450 110,66** | | **1 450 110,66** |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 9 178,17 | | 9 178,17 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 77** | **Produits exceptionnels** | **9 178,17** | | **9 178,17** |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **1 900 687,90** | | **1 900 687,90** |
| | **TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **1 900 687,90** | | **1 900 687,90** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1068 | Excédt de fonctionnement capitalisé | | 129 379,49 | | | | | | 129 379,49 | | 129 379,49 |
| **106** | **Sous Total compte 106** | | **129 379,49** | | | | | | **129 379,49** | | **129 379,49** |
| **10** | **Sous Total compte 10** | | **129 379,49** | | | | | | **129 379,49** | | **129 379,49** |
| 110 | Report à nouveau solde créditeur | | 402 602,85 | 122 463,94 | | | | 122 463,94 | 402 602,85 | | 280 138,91 |
| **11** | **Sous Total compte 11** | | **402 602,85** | **122 463,94** | | | | **122 463,94** | **402 602,85** | | **280 138,91** |
| 12 | Résultat exercice excéd déficit | 122 463,94 | | | 122 463,94 | | | 122 463,94 | 122 463,94 | | 0,00 |
| **12** | **Sous Total compte 12** | **122 463,94** | | | **122 463,94** | | | **122 463,94** | **122 463,94** | | **0,00** |
| 1322 | Régions | | 157 642,21 | | | | 2 776,00 | | 160 418,21 | | 160 418,21 |
| **132** | **Sous Total compte 132** | | **157 642,21** | | | | **2 776,00** | | **160 418,21** | | **160 418,21** |
| **13** | **Sous Total compte 13** | | **157 642,21** | | | | **2 776,00** | | **160 418,21** | | **160 418,21** |
| | **Total classe 1** | **122 463,94** | **689 624,55** | **122 463,94** | **122 463,94** | | **2 776,00** | **244 927,88** | **814 864,49** | | **569 936,61** |
| 2031 | Frais d'études | | | | | 14 774,33 | | 14 774,33 | | 14 774,33 | |
| **203** | **Sous Total compte 203** | | | | | **14 774,33** | | **14 774,33** | | **14 774,33** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 2051 | Concessions et droits similaires | 1 052,23 | | | | | | 1 052,23 | | 1 052,23 | |
| **205** | **Sous Total compte 205** | **1 052,23** | | | | | | **1 052,23** | | **1 052,23** | |
| **20** | **Sous Total compte 20** | **1 052,23** | | | | **14 774,33** | | **15 826,56** | | **15 826,56** | |
| 2157 | Mat et outillage tech | 4 631,26 | | | | | | 4 631,26 | | 4 631,26 | |
| **215** | **Sous Total compte 215** | **4 631,26** | | | | | | **4 631,26** | | **4 631,26** | |
| 21838 | Autre mat informatique | | | | | 632,84 | | 632,84 | | 632,84 | |
| **2183** | **Sous Total compte 2183** | | | | | **632,84** | | **632,84** | | **632,84** | |
| 21848 | Autres mat de bureau et mobilier | 10 623,32 | | | | 2 488,57 | | 13 111,89 | | 13 111,89 | |
| **2184** | **Sous Total compte 2184** | **10 623,32** | | | | **2 488,57** | | **13 111,89** | | **13 111,89** | |
| 2188 | Autres | 93 130,32 | | | | | | 93 130,32 | | 93 130,32 | |
| **218** | **Sous Total compte 218** | **103 753,64** | | | | **3 121,41** | | **106 875,05** | | **106 875,05** | |
| **21** | **Sous Total compte 21** | **108 384,90** | | | | **3 121,41** | | **111 506,31** | | **111 506,31** | |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 145 704,86 | | | | 41 838,01 | | 187 542,87 | | 187 542,87 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 231314 | Bâtiments culturels et sportifs | 6 071,34 | | | | | | 6 071,34 | | 6 071,34 | |
| **23131** | **Sous Total compte 23131** | **6 071,34** | | | | | | **6 071,34** | | **6 071,34** | |
| **2313** | **Sous Total compte 2313** | **6 071,34** | | | | | | **6 071,34** | | **6 071,34** | |
| **231** | **Sous Total compte 231** | **151 776,20** | | | | **41 838,01** | | **193 614,21** | | **193 614,21** | |
| **23** | **Sous Total compte 23** | **151 776,20** | | | | **41 838,01** | | **193 614,21** | | **193 614,21** | |
| 28051 | Concessions et droits similaires | | 1 052,23 | | | | | | 1 052,23 | | 1 052,23 |
| **2805** | **Sous Total compte 2805** | | **1 052,23** | | | | | | **1 052,23** | | **1 052,23** |
| **280** | **Sous Total compte 280** | | **1 052,23** | | | | | | **1 052,23** | | **1 052,23** |
| 28157 | Amort mat outil techn | | 2 503,02 | | | | 2 128,24 | | 4 631,26 | | 4 631,26 |
| **2815** | **Sous Total compte 2815** | | **2 503,02** | | | | **2 128,24** | | **4 631,26** | | **4 631,26** |
| 281848 | Autres mat de bureau et mobilier | | 7 689,60 | | | | 209,00 | | 7 898,60 | | 7 898,60 |
| **28184** | **Sous Total compte 28184** | | **7 689,60** | | | | **209,00** | | **7 898,60** | | **7 898,60** |
| 28188 | Amort autres | | 22 464,99 | | | | 11 492,79 | | 33 957,78 | | 33 957,78 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **2818** | **Sous Total compte 2818** | | **30 154,59** | | | | **11 701,79** | | **41 856,38** | | **41 856,38** |
| **281** | **Sous Total compte 281** | | **32 657,61** | | | | **13 830,03** | | **46 487,64** | | **46 487,64** |
| **28** | **Sous Total compte 28** | | **33 709,84** | | | | **13 830,03** | | **47 539,87** | | **47 539,87** |
| | **Total classe 2** | **261 213,33** | **33 709,84** | | | **59 733,75** | **13 830,03** | **320 947,08** | **47 539,87** | **320 947,08** | **47 539,87** |
| 4011 | Fournisseurs | | 2 916,00 | 816 579,69 | 813 663,69 | | | 816 579,69 | 816 579,69 | | 0,00 |
| **401** | **Sous Total compte 401** | | **2 916,00** | **816 579,69** | **813 663,69** | | | **816 579,69** | **816 579,69** | | **0,00** |
| 4041 | Fournis immob | | 51 906,11 | 113 192,15 | 61 286,04 | | | 113 192,15 | 113 192,15 | | 0,00 |
| **404** | **Sous Total compte 404** | | **51 906,11** | **113 192,15** | **61 286,04** | | | **113 192,15** | **113 192,15** | | **0,00** |
| 408 | Fournis factures non parvenues | | 60 082,02 | 60 082,02 | 26 441,00 | | | 60 082,02 | 86 523,02 | | 26 441,00 |
| **40** | **Sous Total compte 40** | | **114 904,13** | **989 853,86** | **901 390,73** | | | **989 853,86** | **1 016 294,86** | | **26 441,00** |
| 4111 | Redevables - amiable | 36 709,90 | | 496 260,18 | 490 153,55 | | | 532 970,08 | 490 153,55 | 42 816,53 | |
| 4116 | Redevables - contentieux | | | 2 551,00 | 2 551,00 | | | 2 551,00 | 2 551,00 | | 0,00 |
| **411** | **Sous Total compte 411** | **36 709,90** | | **498 811,18** | **492 704,55** | | | **535 521,08** | **492 704,55** | **42 816,53** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 4141 | Locataires acquéreurs locat - amiable | 7 625,56 | | 164 496,41 | 167 560,61 | | | 172 121,97 | 167 560,61 | 4 561,36 | |
| **414** | **Sous Total compte 414** | **7 625,56** | | **164 496,41** | **167 560,61** | | | **172 121,97** | **167 560,61** | **4 561,36** | |
| **41** | **Sous Total compte 41** | **44 335,46** | | **663 307,59** | **660 265,16** | | | **707 643,05** | **660 265,16** | **47 377,89** | |
| 421 | Personnel - rémunérations dues | | | 446 291,74 | 446 291,74 | | | 446 291,74 | 446 291,74 | | 0,00 |
| 427 | Personnel - oppositions | | | 59,67 | 59,67 | | | 59,67 | 59,67 | | 0,00 |
| **42** | **Sous Total compte 42** | | | **446 351,41** | **446 351,41** | | | **446 351,41** | **446 351,41** | | **0,00** |
| 431 | Sécurite sociale | | | 195 136,38 | 195 136,38 | | | 195 136,38 | 195 136,38 | | 0,00 |
| 437 | Autres organismes sociaux | | | 146 745,99 | 146 745,99 | | | 146 745,99 | 146 745,99 | | 0,00 |
| **43** | **Sous Total compte 43** | | | **341 882,37** | **341 882,37** | | | **341 882,37** | **341 882,37** | | **0,00** |
| 4421 | Prélèvement à la source - Impôt sur le r | | | 19 229,51 | 19 229,51 | | | 19 229,51 | 19 229,51 | | 0,00 |
| **442** | **Sous Total compte 442** | | | **19 229,51** | **19 229,51** | | | **19 229,51** | **19 229,51** | | **0,00** |
| 44331 | Opérations particulières avec lÉtat et | | 190 180,00 | 190 180,00 | | | | 190 180,00 | 190 180,00 | | 0,00 |
| **4433** | **Sous Total compte 4433** | | **190 180,00** | **190 180,00** | | | | **190 180,00** | **190 180,00** | | **0,00** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **443** | **Sous Total compte 443** | | **190 180,00** | **190 180,00** | | | | **190 180,00** | **190 180,00** | | **0,00** |
| 44551 | Etat - TVA à décaisser | | 28 380,00 | 57 305,00 | 53 884,00 | | | 57 305,00 | 82 264,00 | | 24 959,00 |
| **4455** | **Sous Total compte 4455** | | **28 380,00** | **57 305,00** | **53 884,00** | | | **57 305,00** | **82 264,00** | | **24 959,00** |
| 44562 | Etat - TVA déduct sur immobilisations | | | 1 552,29 | 1 552,29 | | | 1 552,29 | 1 552,29 | | 0,00 |
| 44566 | TVA déduct sur autres biens et services | 0,50 | | 19 959,32 | 19 948,44 | | | 19 959,82 | 19 948,44 | 11,38 | |
| 44567 | Etat - crédit de TVA à reporter | | | 7 372,00 | 7 372,00 | | | 7 372,00 | 7 372,00 | | 0,00 |
| **4456** | **Sous Total compte 4456** | **0,50** | | **28 883,61** | **28 872,73** | | | **28 884,11** | **28 872,73** | **11,38** | |
| 44571 | Etat - TVA collectée | | 5 821,70 | 82 744,12 | 81 617,08 | | | 82 744,12 | 87 438,78 | | 4 694,66 |
| **4457** | **Sous Total compte 4457** | | **5 821,70** | **82 744,12** | **81 617,08** | | | **82 744,12** | **87 438,78** | | **4 694,66** |
| **445** | **Sous Total compte 445** | **0,50** | **34 201,70** | **168 932,73** | **164 373,81** | | | **168 933,23** | **198 575,51** | | **29 642,28** |
| 447 | Autres impôts taxes verSEMents assimilés | | | 5 502,00 | 5 502,00 | | | 5 502,00 | 5 502,00 | | 0,00 |
| **44** | **Sous Total compte 44** | **0,50** | **224 381,70** | **383 844,24** | **189 105,32** | | | **383 844,74** | **413 487,02** | | **29 642,28** |
| 46711 | Autres comptes créditeurs | | 178,50 | 7 093,00 | 6 914,50 | | | 7 093,00 | 7 093,00 | | 0,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **4671** | **Sous Total compte 4671** | | **178,50** | **7 093,00** | **6 914,50** | | | **7 093,00** | **7 093,00** | | **0,00** |
| 46721 | Débiteurs divers - amiable | | | 1 321 506,03 | 1 281 909,96 | | | 1 321 506,03 | 1 281 909,96 | 39 596,07 | |
| **4672** | **Sous Total compte 4672** | | | **1 321 506,03** | **1 281 909,96** | | | **1 321 506,03** | **1 281 909,96** | **39 596,07** | |
| **467** | **Sous Total compte 467** | | **178,50** | **1 328 599,03** | **1 288 824,46** | | | **1 328 599,03** | **1 289 002,96** | **39 596,07** | |
| **46** | **Sous Total compte 46** | | **178,50** | **1 328 599,03** | **1 288 824,46** | | | **1 328 599,03** | **1 289 002,96** | **39 596,07** | |
| 4711 | Verst des régisseurs | | 54 137,88 | 649 662,93 | 631 862,85 | | | 649 662,93 | 686 000,73 | | 36 337,80 |
| 4712 | Viremts réimputés | | | 657,28 | 657,28 | | | 657,28 | 657,28 | | 0,00 |
| 47138 | Raet : autres | | | 2 817,07 | 2 970,07 | | | 2 817,07 | 2 970,07 | | 153,00 |
| **4713** | **Sous Total compte 4713** | | | **2 817,07** | **2 970,07** | | | **2 817,07** | **2 970,07** | | **153,00** |
| 471412 | Excédent à réimputer - personnes morales | | | 1 118,00 | 1 118,00 | | | 1 118,00 | 1 118,00 | | 0,00 |
| **47141** | **Sous Total compte 47141** | | | **1 118,00** | **1 118,00** | | | **1 118,00** | **1 118,00** | | **0,00** |
| **4714** | **Sous Total compte 4714** | | | **1 118,00** | **1 118,00** | | | **1 118,00** | **1 118,00** | | **0,00** |
| **471** | **Sous Total compte 471** | | **54 137,88** | **654 255,28** | **636 608,20** | | | **654 255,28** | **690 746,08** | | **36 490,80** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 4728 | DACR - autres dépenses à régul | | | 942,00 | 942,00 | | | 942,00 | 942,00 | | 0,00 |
| **472** | **Sous Total compte 472** | | | **942,00** | **942,00** | | | **942,00** | **942,00** | | **0,00** |
| 4784 | Arrondis sur déclaration de TVA | | | 0,64 | 0,82 | | | 0,64 | 0,82 | | 0,18 |
| **478** | **Sous Total compte 478** | | | **0,64** | **0,82** | | | **0,64** | **0,82** | | **0,18** |
| **47** | **Sous Total compte 47** | | **54 137,88** | **655 197,92** | **637 551,02** | | | **655 197,92** | **691 688,90** | | **36 490,98** |
| | **Total classe 4** | **44 335,96** | **393 602,21** | **4 809 036,42** | **4 465 370,47** | | | **4 853 372,38** | **4 858 972,68** | **86 985,34** | **92 585,64** |
| 515 | Compte au trésor | 687 259,65 | | 1 913 566,67 | 1 994 142,13 | | | 2 600 826,32 | 1 994 142,13 | 606 684,19 | |
| **51** | **Sous Total compte 51** | **687 259,65** | | **1 913 566,67** | **1 994 142,13** | | | **2 600 826,32** | **1 994 142,13** | **606 684,19** | |
| 5411 | Disponibilites chez régisseurs d'avances | 863,72 | | 415,50 | 139,72 | | | 1 279,22 | 139,72 | 1 139,50 | |
| 5412 | Disponibilités régisseurs de recettes | 800,00 | | | 200,00 | | | 800,00 | 200,00 | 600,00 | |
| **541** | **Sous Total compte 541** | **1 663,72** | | **415,50** | **339,72** | | | **2 079,22** | **339,72** | **1 739,50** | |
| **54** | **Sous Total compte 54** | **1 663,72** | | **415,50** | **339,72** | | | **2 079,22** | **339,72** | **1 739,50** | |
| 580 | Opérations d'ordre budgétaires | | | 13 830,03 | 13 830,03 | | | 13 830,03 | 13 830,03 | | 0,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 588 | Autres virements internes | | | 7 372,00 | 7 372,00 | | | 7 372,00 | 7 372,00 | | 0,00 |
| **58** | **Sous Total compte 58** | | | **21 202,03** | **21 202,03** | | | **21 202,03** | **21 202,03** | | **0,00** |
| | **Total classe 5** | **688 923,37** | | **1 935 184,20** | **2 015 683,88** | | | **2 624 107,57** | **2 015 683,88** | **608 423,69** | |
| 60611 | Eau et assainisSEMent | | | | | 7 424,38 | | 7 424,38 | | 7 424,38 | |
| 60612 | Energie - électricité | | | | | 96 421,60 | | 96 421,60 | | 96 421,60 | |
| **6061** | **Sous Total compte 6061** | | | | | **103 845,98** | | **103 845,98** | | **103 845,98** | |
| 60623 | Alimentation | | | | | 1 509,33 | | 1 509,33 | | 1 509,33 | |
| 60628 | Autres fournit non stkées | | | | | 3 175,00 | | 3 175,00 | | 3 175,00 | |
| **6062** | **Sous Total compte 6062** | | | | | **4 684,33** | | **4 684,33** | | **4 684,33** | |
| 60631 | Fournitures d'entretien | | | | | 962,56 | | 962,56 | | 962,56 | |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | | | | | 44 281,49 | | 44 281,49 | | 44 281,49 | |
| **6063** | **Sous Total compte 6063** | | | | | **45 244,05** | | **45 244,05** | | **45 244,05** | |
| 6065 | Livres disques cassettes (biblio média) | | | | | 2 309,64 | | 2 309,64 | | 2 309,64 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6068 | Autres matières et fournitures | | | | | 246,29 | | 246,29 | | 246,29 | |
| **606** | **Sous Total compte 606** | | | | | **156 330,29** | | **156 330,29** | | **156 330,29** | |
| 607 | Achts de march | | | | | 23 774,32 | | 23 774,32 | | 23 774,32 | |
| **60** | **Sous Total compte 60** | | | | | **180 104,61** | | **180 104,61** | | **180 104,61** | |
| 611 | Contrats de prestations de services | | | | | 24 182,50 | 4 080,00 | 24 182,50 | 4 080,00 | 20 102,50 | |
| 6132 | Locations immobilières | | | | | 1 387,81 | | 1 387,81 | | 1 387,81 | |
| 6135 | Locations mobilières | | | | | 27 359,05 | | 27 359,05 | | 27 359,05 | |
| **613** | **Sous Total compte 613** | | | | | **28 746,86** | | **28 746,86** | | **28 746,86** | |
| 61521 | Terrains | | | | | 90 381,66 | | 90 381,66 | | 90 381,66 | |
| **6152** | **Sous Total compte 6152** | | | | | **90 381,66** | | **90 381,66** | | **90 381,66** | |
| 61551 | Mat roulant | | | | | 50,53 | | 50,53 | | 50,53 | |
| **6155** | **Sous Total compte 6155** | | | | | **50,53** | | **50,53** | | **50,53** | |
| 6156 | Maintenance | | | | | 133 457,65 | 46 024,52 | 133 457,65 | 46 024,52 | 87 433,13 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **615** | **Sous Total compte 615** | | | | | **223 889,84** | **46 024,52** | **223 889,84** | **46 024,52** | **177 865,32** | |
| 617 | Etudes et recherches | | | | | 21 343,63 | | 21 343,63 | | 21 343,63 | |
| 6184 | Verst à organ formation | | | | | 1 101,87 | | 1 101,87 | | 1 101,87 | |
| 6188 | Autres frais divers | | | | | 137 489,19 | 4 670,00 | 137 489,19 | 4 670,00 | 132 819,19 | |
| **618** | **Sous Total compte 618** | | | | | **138 591,06** | **4 670,00** | **138 591,06** | **4 670,00** | **133 921,06** | |
| **61** | **Sous Total compte 61** | | | | | **436 753,89** | **54 774,52** | **436 753,89** | **54 774,52** | **381 979,37** | |
| 6218 | Autre personnel extérieur | | | | | 819,21 | | 819,21 | | 819,21 | |
| **621** | **Sous Total compte 621** | | | | | **819,21** | | **819,21** | | **819,21** | |
| 6228 | Divers | | | | | 2 552,69 | | 2 552,69 | | 2 552,69 | |
| **622** | **Sous Total compte 622** | | | | | **2 552,69** | | **2 552,69** | | **2 552,69** | |
| 6231 | Annonces et insertions | | | | | 42 294,10 | | 42 294,10 | | 42 294,10 | |
| 6234 | Réceptions | | | | | 67 737,29 | | 67 737,29 | | 67 737,29 | |
| 6236 | Catalogues - imprimés et publications | | | | | 8 216,72 | | 8 216,72 | | 8 216,72 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **623** | **Sous Total compte 623** | | | | | **118 248,11** | | **118 248,11** | | **118 248,11** | |
| 6241 | Transports de biens | | | | | 4 372,50 | | 4 372,50 | | 4 372,50 | |
| **624** | **Sous Total compte 624** | | | | | **4 372,50** | | **4 372,50** | | **4 372,50** | |
| 6251 | Voyages déplacements et missions | | | | | 23,00 | | 23,00 | | 23,00 | |
| **625** | **Sous Total compte 625** | | | | | **23,00** | | **23,00** | | **23,00** | |
| 6261 | Frais d'affranchisse | | | | | 1 154,62 | 577,31 | 1 154,62 | 577,31 | 577,31 | |
| 6262 | Frais de telecommunicat | | | | | 9 469,11 | | 9 469,11 | | 9 469,11 | |
| **626** | **Sous Total compte 626** | | | | | **10 623,73** | **577,31** | **10 623,73** | **577,31** | **10 046,42** | |
| 627 | Services bancaires et assimilés | | | | | 839,57 | | 839,57 | | 839,57 | |
| 6281 | Concours divers - cotisations | | | | | 2 129,12 | | 2 129,12 | | 2 129,12 | |
| 6282 | Frais de gardiennage | | | | | 5 210,05 | | 5 210,05 | | 5 210,05 | |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | | | | | 59 135,95 | 5 307,50 | 59 135,95 | 5 307,50 | 53 828,45 | |
| **628** | **Sous Total compte 628** | | | | | **66 475,12** | **5 307,50** | **66 475,12** | **5 307,50** | **61 167,62** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **62** | **Sous Total compte 62** | | | | | **203 953,93** | **5 884,81** | **203 953,93** | **5 884,81** | **198 069,12** | |
| 6331 | Versement mobilité | | | | | 10 368,19 | | 10 368,19 | | 10 368,19 | |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | | | | | 2 579,12 | | 2 579,12 | | 2 579,12 | |
| 6336 | Cotisations au Centre National et CGFPT | | | | | 4 936,84 | | 4 936,84 | | 4 936,84 | |
| 6338 | Autres impôts tax verst sur rému | | | | | 1 547,48 | | 1 547,48 | | 1 547,48 | |
| **633** | **Sous Total compte 633** | | | | | **19 431,63** | | **19 431,63** | | **19 431,63** | |
| 63512 | Taxes foncières | | | | | 5 502,00 | | 5 502,00 | | 5 502,00 | |
| **6351** | **Sous Total compte 6351** | | | | | **5 502,00** | | **5 502,00** | | **5 502,00** | |
| **635** | **Sous Total compte 635** | | | | | **5 502,00** | | **5 502,00** | | **5 502,00** | |
| **63** | **Sous Total compte 63** | | | | | **24 933,63** | | **24 933,63** | | **24 933,63** | |
| 64111 | Rémunération principale | | | | | 116 043,30 | | 116 043,30 | | 116 043,30 | |
| 64112 | SF et IR | | | | | 3 458,19 | | 3 458,19 | | 3 458,19 | |
| 64113 | NBI | | | | | 2 580,93 | | 2 580,93 | | 2 580,93 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflatio | | | | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | |
| 64118 | Autres indemnités | | | | | 65 566,72 | | 65 566,72 | | 65 566,72 | |
| **6411** | **Sous Total compte 6411** | | | | | **187 749,14** | | **187 749,14** | | **187 749,14** | |
| 64131 | Rémunérations | | | | | 384 390,01 | | 384 390,01 | | 384 390,01 | |
| 64134 | Personnel non titulaire Indemnité infl | | | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 | |
| 64136 | Indemnités liées à la perte d'emploi | | | | | 6 779,24 | | 6 779,24 | | 6 779,24 | |
| **6413** | **Sous Total compte 6413** | | | | | **392 169,25** | | **392 169,25** | | **392 169,25** | |
| **641** | **Sous Total compte 641** | | | | | **579 918,39** | | **579 918,39** | | **579 918,39** | |
| 6451 | Cotisations a l'u.r.s.s.a.f. | | | | | 137 397,16 | | 137 397,16 | | 137 397,16 | |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | | | | | 51 232,94 | | 51 232,94 | | 51 232,94 | |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | | | | | 15 405,77 | | 15 405,77 | | 15 405,77 | |
| 6458 | Cotisat autres organismes sociaux | | | | | 439,00 | | 439,00 | | 439,00 | |
| 6459 | Rembst charges de sécu soc | | | | | | 1 100,00 | | 1 100,00 | | 1 100,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **645** | **Sous Total compte 645** | | | | | **204 474,87** | **1 100,00** | **204 474,87** | **1 100,00** | **203 374,87** | |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | | | | | 783,45 | | 783,45 | | 783,45 | |
| **647** | **Sous Total compte 647** | | | | | **783,45** | | **783,45** | | **783,45** | |
| 6488 | Autres charges | | | | | 2 367,45 | | 2 367,45 | | 2 367,45 | |
| **648** | **Sous Total compte 648** | | | | | **2 367,45** | | **2 367,45** | | **2 367,45** | |
| **64** | **Sous Total compte 64** | | | | | **787 544,16** | **1 100,00** | **787 544,16** | **1 100,00** | **786 444,16** | |
| 65888 | Autres | | | | | 2,13 | | 2,13 | | 2,13 | |
| **6588** | **Sous Total compte 6588** | | | | | **2,13** | | **2,13** | | **2,13** | |
| **658** | **Sous Total compte 658** | | | | | **2,13** | | **2,13** | | **2,13** | |
| **65** | **Sous Total compte 65** | | | | | **2,13** | | **2,13** | | **2,13** | |
| 673 | Titres annulés exercices antérieurs | | | | | 1 016,36 | | 1 016,36 | | 1 016,36 | |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | | | | | 6 914,50 | | 6 914,50 | | 6 914,50 | |
| **67** | **Sous Total compte 67** | | | | | **7 930,86** | | **7 930,86** | | **7 930,86** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6811 | DA - immob incorp et corpo | | | | | 13 830,03 | | 13 830,03 | | 13 830,03 | |
| **681** | **Sous Total compte 681** | | | | | **13 830,03** | | **13 830,03** | | **13 830,03** | |
| **68** | **Sous Total compte 68** | | | | | **13 830,03** | | **13 830,03** | | **13 830,03** | |
| | **Total classe 6** | | | | | **1 655 053,24** | **61 759,33** | **1 655 053,24** | **61 759,33** | **1 594 393,91** | **1 100,00** |
| 7062 | Redev et droits des services culturels | | | | | | 243 011,89 | | 243 011,89 | | 243 011,89 |
| **706** | **Sous Total compte 706** | | | | | | **243 011,89** | | **243 011,89** | | **243 011,89** |
| 707 | Ventes de marchandises | | | | | | 50 525,07 | | 50 525,07 | | 50 525,07 |
| 7082 | Commissions | | | | | | 958,93 | | 958,93 | | 958,93 |
| 7083 | Locations diverses (autres qu'immeubles | | | | | | 4 741,67 | | 4 741,67 | | 4 741,67 |
| 7088 | Aut prod activ annex abonnt vente ouvr | | | | | | 141 061,51 | | 141 061,51 | | 141 061,51 |
| **708** | **Sous Total compte 708** | | | | | | **146 762,11** | | **146 762,11** | | **146 762,11** |
| **70** | **Sous Total compte 70** | | | | | | **440 299,07** | | **440 299,07** | | **440 299,07** |
| 752 | Revenus des immeubles | | | | | | 137 080,34 | | 137 080,34 | | 137 080,34 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 75822 | Prise en charge déficit ba admin par bp | | | | | | 1 313 029,03 | | 1 313 029,03 | | 1 313 029,03 |
| **7582** | **Sous Total compte 7582** | | | | | | **1 313 029,03** | | **1 313 029,03** | | **1 313 029,03** |
| 7588 | Autres produits divers de gestion cour | | | | | | 1,29 | | 1,29 | | 1,29 |
| **758** | **Sous Total compte 758** | | | | | | **1 313 030,32** | | **1 313 030,32** | | **1 313 030,32** |
| **75** | **Sous Total compte 75** | | | | | | **1 450 110,66** | | **1 450 110,66** | | **1 450 110,66** |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | | | | | | 9 178,17 | | 9 178,17 | | 9 178,17 |
| **778** | **Sous Total compte 778** | | | | | | **9 178,17** | | **9 178,17** | | **9 178,17** |
| **77** | **Sous Total compte 77** | | | | | | **9 178,17** | | **9 178,17** | | **9 178,17** |
| | **Total classe 7** | | | | | | **1 899 587,90** | | **1 899 587,90** | | **1 899 587,90** |
| | **Total général** | **1 116 936,60** | **1 116 936,60** | **6 866 684,56** | **6 603 518,29** | **1 714 786,99** | **1 977 953,26** | **9 698 408,15** | **9 698 408,15** | **2 610 750,02** | **2 610 750,02** |

# Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

| DESIGNATION DES COMPTES | DEBIT | | | CREDIT | | | SOLDES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N° Intitulé<br>Nature des valeurs inactives | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débiteurs | Créditeurs |
| 861<br>Portefeuille | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| Sous Total compte 861 | | | | | | | | |
| 862<br>Correspondant | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| Sous Total compte 862 | | | | | | | | |
| 863<br>Prise en charge titre et valeur | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| Sous Total compte 863 | | | | | | | | |
| TOTAUX | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

# Page des signatures

00403 - CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O. Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

**BOSSU Laureline (1018792681-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale** A **DDFiP DU VAL-D'OISE**, le **20/02/2023**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CHATEAU D'AUVERS - DEPT V.O.** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

**HOURCADE Francoise (1007134172-0), CSC des Finances Publiques de 4ème catégorie** A **VAL-D'OISE**, le **21/02/2023**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **...** par l'organe délibérant.

A , le

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**
P.DEP VAL-D'OISE
N° CODIQUE 095090
Date Edition : 15/02/2023

IDENTIFIANT BUDGET 00402
N° de SIRET 22950127500320

# LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - BUDGET ANNEXE

# COMPTE DE GESTION EXERCICE 2022

**PRÉSENTÉ À**
La Chambre régionale des comptes

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**
Mme Brigitte PEREZ
Mme Françoise HOURCADE

095090 P.DEP VAL-D'OISE

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**
DU 01/01/2022 AU 30/11/2022
DU 01/12/2022 AU 15/02/2023

Nomenclature M52 départements
Voté par Nature

# SOMMAIRE

## Le Compte de Gestion sur Chiffres


1ERE PARTIE : Situation patrimoniale ..... 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe ..... 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire ..... 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs ..... 35
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 36
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 49
4EME PARTIE : Page des signatures ..... 50

# Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| ACTIF NET[1] | Total(En Milliers d'Euros) | PASSIF | Total(En Milliers d'Euros) |
|---|---|---|---|
| **Immobilisations incorporelles (nettes)** | | Dotations | |
| Terrains | | Fonds Globalisés | |
| Constructions | | Réserves | 262,50 |
| Réseaux et installations de voirie et réseaux divers | | Différences sur réalisations d'immobilisations | -21,31 |
| Immobilisations corporelles en cours | | Report à nouveau | |
| Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées | | Résultat de l'exercice | 7,51 |
| Autres immobilisations corporelles | 248,71 | Subventions transférables | |
| **Total immobilisations corporelles (nettes)** | **248,71** | Subventions non transférables | |
| **Immobilisations financières** | | Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant | |
| **TOTAL ACTIF IMMOBILISE** | **248,71** | Autres fonds propres | |
| Stocks | | **TOTAL FONDS PROPRES** | **248,71** |
| Créances | 102,48 | **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES** | |
| Valeurs mobilières de placement | | **Dettes financières à long terme** | |
| Disponibilités | | Fournisseurs[2] | 4,85 |
| Autres actifs circulant | | Autres dettes à court terme | 96,29 |
| **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **102,48** | **Total dettes à court terme** | **101,13** |
| **Comptes de régularisations** | | **TOTAL DETTES** | **101,13** |
| | | **Comptes de régularisations** | **1,34** |
| **TOTAL ACTIF** | **351,18** | **TOTAL PASSIF** | **351,18** |

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

# BILAN (en Euros)

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISE | Subventions d'équipement versées | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | 14 757,46 | 14 757,46 | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | En toute propriété : Terrains | | | | |
| | En toute propriété: Constructions | | | | |
| | En toute propriété : Constr sol d'autrui | | | | |
| | En tte prop : Réseaux install de voirie | | | | |
| | En toute propriété : Oeuvres d'art | | | | |
| | En toute propriété : Autres immob corpo | 618 313,59 | 369 608,00 | 248 705,59 | 241 192,95 |
| | En toute propriété : Immob en cours | | | | |
| | En tte prop: Immob affectées à un sce | | | | |
| | Immo mises en concession ou à dispo | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Terrains | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Constructions | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Constr sol autrui | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Rés install voirie | | | | |
| | Reçues mise à dispo : Collections et uv | | | | |
| | Immo C mise à dispo : Autres immos corpo | | | | |
| | MONTANT A REPORTER | 633 071,05 | 384 365,46 | 248 705,59 | 241 192,95 |

# BILAN (en Euros)

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISE SUITE | REPORT | 633 071,05 | 384 365,46 | 248 705,59 | 241 192,95 |
| | Terrains recus au titre d'affectation | | | | |
| | Construct reçues au titre d'affectation | | | | |
| | Reçues en affectat : Construc sol autrui | | | | |
| | Reçues en affectat : Rés instal voirie | | | | |
| | Reçues en affectat : Oeuvres d'art | | | | |
| | Reçues en affectat : Autres immob corpo | | | | |
| | Participations et créances rattachées | | | | |
| | Autres titres immobilisés | | | | |
| | Avances en garanties d'emprunt | | | | |
| | Prêts | | | | |
| | Immob financières : Autres créances | | | | |
| | **ACTIF IMMOBILISE TOTAL I** | **633 071,05** | **384 365,46** | **248 705,59** | **241 192,95** |

# BILAN (en Euros)

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en cours: Production | | | | |
| | Autres stocks | | | | |
| | Redevables et comptes rattachés | 105 504,97 | | 105 504,97 | 102 416,06 |
| | Créances douteuses et irrécouvrables | | | | |
| | Créances sur l'Etat et collec publiques | | | | |
| | Créances sur les budgets annexes | | | | |
| | Opérations pour le compte de tiers | | | | |
| | Créances: Autres créances | | 3 028,02 | -3 028,02 | |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | |
| | Disponibilités | | | | |
| | Avances de trésorerie | | | | |
| | Charges constatées d'avance | | | | |
| | **ACTIF CIRCULANT TOTAL II** | **105 504,97** | **3 028,02** | **102 476,95** | **102 416,06** |

# BILAN (en Euros)

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| COMPTES DE REGULARI SATION | Charges à répartir sur plusieurs exer | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations | | | | |
| | Dépenses à classer et à régulariser | | | | |
| | Ecarts de conversion - Actif | | | | |
| | **COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III** | | | | |
| | **TOTAL GENERAL (I + II + III)** | **738 576,02** | **387 393,48** | **351 182,54** | **343 609,01** |

# BILAN (en Euros)

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| FONDS PROPRES | Fonds internes : dotations | | |
| | Mise à disposition chez le bénéficiaire | | |
| | Affectation par collec de rattachement | | |
| | Réserves | 262 498,72 | 254 834,14 |
| | Neutralisation des amortissements | | |
| | Report à nouveau | | |
| | Résultat de l'exercice | 7 512,64 | 7 664,58 |
| | Subventions rattachées aux actifs amort | | |
| | Différences sur réalisations d'immob | -21 305,77 | -21 305,77 |
| | Fonds d'investissement | | |
| | Subventions non rattachées aux actifs a | | |
| | Droits de l'affectant | | |
| | Droits du remettant | | |
| | **FONDS PROPRES TOTAL I** | **248 705,59** | **241 192,95** |

# BILAN (en Euros)

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | **PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II** | | |

# BILAN (en Euros)

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| DETTES | Emprunts obligataires | | |
| | Emprunts auprès des établissements finan | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | |
| | Crédits et lignes de trésorerie | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 4 849,33 | 7 108,60 |
| | Dettes fiscales et sociales | 2 178,00 | 2 425,00 |
| | Dettes envers l'Etat et les collec publ | | |
| | Opérations pour le compte de la CE, Deni | | |
| | Dettes envers les BA | 88 982,04 | 88 633,75 |
| | Opérations pour le compte de tiers | | |
| | Dettes diverses : Autres dettes | 5 125,04 | 3 865,08 |
| | Fournisseurs d'immobilisations | | |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | **DETTES TOTAL III** | **101 134,41** | **102 032,43** |

# BILAN (en Euros)

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| COMPTES DE REGULARI SATION | Recettes à classer ou à régulariser | 1 342,54 | 383,63 |
| | Ecarts de conversion - Passif | | |
| | **COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV** | **1 342,54** | **383,63** |
| | **TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV)** | **351 182,54** | **343 609,01** |

# Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| Impôts et taxes perçus | | |
| Dotations et subventions reçues | | |
| Produits des services | 380,95 | 403,27 |
| Autres produits | 498,63 | 462,88 |
| Transfert de charges | | |
| Produits courants non financiers | 879,57 | 866,15 |
| Traitements, salaires, charges sociales | 655,09 | 630,63 |
| Achats et charges externes | 165,88 | 170,58 |
| Participations et interventions | | |
| Dotations aux amortissements et provisions | 38,80 | 26,46 |
| Autres charges | 15,06 | 14,11 |
| Charges courantes non financières | 874,83 | 841,77 |
| **RESULTAT COURANT NON FINANCIER** | **4,74** | **24,38** |
| Produits courants financiers | | |
| Charges courantes financières | | |
| **RESULTAT COURANT FINANCIER** | | |
| **RESULTAT COURANT** | **4,74** | **24,38** |
| Produits exceptionnels | 2,77 | |
| Charges exceptionnelles | | 16,72 |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | **2,77** | **-16,72** |
| **IMPOTS SUR LES BENEFICES** | | |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | **7,51** | **7,66** |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS** | | |
| Pdts non financiers: Impôts locaux | | |
| Pdts non financ : Autres impôts et taxes | | |
| Produits services, domaine et ventes div | 380 947,77 | 403 274,59 |
| Production stockée | | |
| Production immobilisée | | |
| Reprises amortis prov (non financiers) | | |
| Pdts non financiers : Transferts charges | | |
| Autres produits | 498 626,50 | 462 877,69 |
| Dotations de l'Etat | | |
| Subventions et participations | | |
| Autres attributions (péréquat, compensa) | | |
| **TOTAL I** | **879 574,27** | **866 152,28** |
| **CHARGES COURANTES NON FINANCIERES** | | |
| Traitements et salaires | 485 823,78 | 467 572,54 |
| Charges sociales | 169 264,01 | 163 057,09 |
| Achats et charges externes | 165 882,19 | 170 576,44 |
| Chgs non financières: Impôts et taxes | 14 970,98 | 13 755,61 |
| Dotations amortissements des immob | 35 768,97 | 26 456,50 |
| Dot amort sur charges à répartir | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| Dotations provisions (non financières) | 3 028,02 | |
| Autres charges | 92,68 | 353,22 |
| Contributions obligatoires | | |
| Participations | | |
| Particip et interventions : Subventions | | |
| **TOTAL II** | **874 830,63** | **841 771,40** |
| **A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)** | **4 743,64** | **24 380,88** |
| **PRODUITS COURANTS FINANCIERS** | | |
| Valeurs mobilières, créances de l'actif | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Gains de change | | |
| Produit net sur cessions de VMP | | |
| Pdts financiers: Reprises provisions | | |
| Pdts financiers: Transferts de charges | | |
| **TOTAL III** | | |
| **CHARGES COURANTES FINANCIERES** | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Pertes de change | | |
| Charges nettes sur cessions de VMP | | |
| Dotations amo et prov (financières) | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **TOTAL IV** | | |
| **B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)** | | |
| **A + B - RESULTAT COURANT** | **4 743,64** | **24 380,88** |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | |
| Pdts excep op gestion : Subventions | | |
| Pdt excep op gestion : Autres opérations | | 0,28 |
| Produits des cessions d'immobilisations | | |
| Différences sur réalisations (négatives) | | |
| Neutralisation des amortissements | | |
| Pdt excep op capital : Autres opérations | 2 769,00 | |
| Pdts excep : Reprises sur provisions | | |
| Pdts excep : Transferts de charges | | |
| **TOTAL V** | **2 769,00** | **0,28** |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | |
| Charg except op gestion : subventions | | |
| Chg excep op gestion : Autres opérations | | 15 617,58 |
| Valeur comptable des immo cédées | | |
| Différences sur réalisations (positives) | | |
| Chg excep op capital : Autres opérations | | 1 099,00 |
| Dot. amort. et prov exceptionnelles | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **TOTAL VI** | | **16 716,58** |
| **C.1 - RESULTAT EXCEPTIONNEL COMPTABLE (V-VI-776+676)** | **2 769,00** | **-16 716,30** |
| **C.2 - RESULTAT EXCEPTIONNEL BUDGETAIRE (V-VI)** | **2 769,00** | **-16 716,30** |
| Total des produits hors neutralisation (I+III+V-776) | 882 343,27 | 866 152,56 |
| Total des charges hors neutralisation (II+IV+VI-676) | 874 830,63 | 858 487,98 |
| D.1 - RESULTAT COMPTABLE hors neutralisations (A+B+C.1) | 7 512,64 | 7 664,58 |
| Neutralisation budgétaire des plus et moins values (7761-6761) | | |
| Neutralisation budgétaire d'amortissements (7768) | | |
| **D.2 - RESULTAT DE L'EXERCICE (A+B+C.2)** | **7 512,64** | **7 664,58** |

# Opérations Compte de Tiers

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

| Opérations pour le compte de tiers | Balance d'entrée | | Dépenses de l'année | Recettes de l'année | Balance de sortie | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Solde débiteur | Solde créditeur | | | Solde débiteur | Solde créditeur |

# Opérations Compte de Tiers

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

| Opérations pour le compte de tiers | Balance d'entrée | | Dépenses de l'année | Recettes de l'année | Balance de sortie | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Solde débiteur | Solde créditeur | | | Solde débiteur | Solde créditeur |

# Résultats budgétaires de l'exercice

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 54 239,58 | 968 522,02 | 1 022 761,60 |
| Titres de recette émis (b) | 43 433,55 | 886 075,72 | 929 509,27 |
| Réductions de titres (c) | | 2 732,45 | 2 732,45 |
| Recettes nettes (d = b - c) | 43 433,55 | 883 343,27 | 926 776,82 |
| **DEPENSES** | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 54 239,58 | 968 522,02 | 1 022 761,60 |
| Mandats émis (f) | 43 281,61 | 884 481,98 | 927 763,59 |
| Annulations de mandats (g) | | 8 651,35 | 8 651,35 |
| Depenses nettes (h = f - g) | 43 281,61 | 875 830,63 | 919 112,24 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | | |
| (d - h) Excédent | 151,94 | 7 512,64 | 7 664,58 |
| (h - d) Déficit | | | |

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2022 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| I - Budget principal | | | | | |
| Investissement | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| **TOTAL I** | | | | | |
| II - Budgets des services à caractère administratif | | | | | |
| LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - | | | | | |
| Investissement | -7 664,58 | | 151,94 | | -7 512,64 |
| Fonctionnement | 7 664,58 | 7 664,58 | 7 512,64 | | 7 512,64 |
| **Sous-Total** | | **7 664,58** | **7 664,58** | | |
| **TOTAL II** | | **7 664,58** | **7 664,58** | | |
| III - Budgets des services à caractère industriel et commercial | | | | | |
| **TOTAL III** | | | | | |
| **TOTAL I + II + III** | | **7 664,58** | **7 664,58** | | |

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Dépenses nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 5 000,00 | -3 425,00 | 1 575,00 | | | | 1 575,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 45 000,00 | | 45 000,00 | 43 281,61 | | 43 281,61 | 1 718,39 |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **50 000,00** | **-3 425,00** | **46 575,00** | **43 281,61** | | **43 281,61** | **3 293,39** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **50 000,00** | **-3 425,00** | **46 575,00** | **43 281,61** | | **43 281,61** | **3 293,39** |
| 001 | Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 7 664,58 | | 7 664,58 | | | | 7 664,58 |
| **TOTAL GENERAL** | | **57 664,58** | **-3 425,00** | **54 239,58** | **43 281,61** | | **43 281,61** | **10 957,97** |

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Recettes nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations fonds divers et reserves | 7 664,58 | | 7 664,58 | 7 664,58 | | 7 664,58 | |
| 024 | Produits de cessions (recettes) | 1 000,00 | | 1 000,00 | | | | 1 000,00 |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **8 664,58** | | **8 664,58** | **7 664,58** | | **7 664,58** | **1 000,00** |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **8 664,58** | | **8 664,58** | **7 664,58** | | **7 664,58** | **1 000,00** |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement) | 5 200,00 | -3 425,00 | 1 775,00 | | | | 1 775,00 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 43 800,00 | | 43 800,00 | 35 768,97 | | 35 768,97 | 8 031,03 |
| **TOTAL** | **RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT** | **49 000,00** | **-3 425,00** | **45 575,00** | **35 768,97** | | **35 768,97** | **9 806,03** |
| **TOTAL GENERAL** | | **57 664,58** | **-3 425,00** | **54 239,58** | **43 433,55** | | **43 433,55** | **10 806,03** |

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Dépenses nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 198 812,00 | | 198 812,00 | 174 533,54 | 8 651,35 | 165 882,19 | 32 929,81 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 716 000,00 | | 716 000,00 | 671 058,77 | | 671 058,77 | 44 941,23 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 17,00 | 90,00 | 107,00 | 92,68 | | 92,68 | 14,32 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 6 100,00 | -1 100,00 | 5 000,00 | | | | 5 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions | | 3 028,02 | 3 028,02 | 3 028,02 | | 3 028,02 | |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **920 929,00** | **2 018,02** | **922 947,02** | **848 713,01** | **8 651,35** | **840 061,66** | **82 885,36** |
| 023 | Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement) | 5 200,00 | -3 425,00 | 1 775,00 | | | | 1 775,00 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 43 800,00 | | 43 800,00 | 35 768,97 | | 35 768,97 | 8 031,03 |
| **TOTAL** | **DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT** | **49 000,00** | **-3 425,00** | **45 575,00** | **35 768,97** | | **35 768,97** | **9 806,03** |
| **TOTAL GENERAL** | | **969 929,00** | **-1 406,98** | **968 522,02** | **884 481,98** | **8 651,35** | **875 830,63** | **92 691,39** |

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif 1 | Décision Modificative 2 | Total prévisions 3 = 1 + 2 | Emissions 4 | Annulations 5 | Recettes nettes 6 = 4 - 5 | Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | -1 000,00 |
| 70 | Produits des services du domaine et ventes diverses | 395 000,00 | | 395 000,00 | 383 680,22 | 2 732,45 | 380 947,77 | 14 052,23 |
| 75 | Autres produits d'activite | 574 929,00 | -4 175,98 | 570 753,02 | 498 626,50 | | 498 626,50 | 72 126,52 |
| 77 | Produits exceptionnels | | 2 769,00 | 2 769,00 | 2 769,00 | | 2 769,00 | |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **969 929,00** | **-1 406,98** | **968 522,02** | **886 075,72** | **2 732,45** | **883 343,27** | **85 178,75** |
| **TOTAL GENERAL** | | **969 929,00** | **-1 406,98** | **968 522,02** | **886 075,72** | **2 732,45** | **883 343,27** | **85 178,75** |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 2157 | Matériel et outillage technique | 43 281,61 | | 43 281,61 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 21** | **Immobilisations corporelles** | **43 281,61** | | **43 281,61** |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **43 281,61** | | **43 281,61** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **43 281,61** | | **43 281,61** |
| | **TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT** | **43 281,61** | | **43 281,61** |

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 7 664,58 | | 7 664,58 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 10** | **Dotations fonds divers et reserves** | **7 664,58** | | **7 664,58** |
| **SOUS-TOTAL** | **CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS** | **7 664,58** | | **7 664,58** |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT** | **7 664,58** | | **7 664,58** |
| 28157 | Amortissements matériel et outillage technique | 35 768,97 | | 35 768,97 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 040** | **Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **35 768,97** | | **35 768,97** |
| **TOTAL** | **RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT** | **35 768,97** | | **35 768,97** |
| | **TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **43 433,55** | | **43 433,55** |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6042 | Achats de prestations de services | 1 783,50 | | 1 783,50 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 1 704,52 | | 1 704,52 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 39 032,95 | | 39 032,95 |
| 6064 | Fournitures administratives | 55,33 | | 55,33 |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | 34 113,04 | | 34 113,04 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 3 217,24 | | 3 217,24 |
| 6135 | Locations mobilières | 282,10 | | 282,10 |
| 61558 | Autres biens mobiliers | 4 414,52 | | 4 414,52 |
| 6156 | Maintenance | 30 362,05 | 3 302,89 | 27 059,16 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 573,97 | | 573,97 |
| 6188 | Autres frais divers | 52 337,70 | 5 348,46 | 46 989,24 |
| 6251 | Voyages déplacements et missions | 5 906,93 | | 5 906,93 |
| 6262 | Frais de telecommunications | 735,47 | | 735,47 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 14,22 | | 14,22 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 011** | **Charges à caractère général** | **174 533,54** | **8 651,35** | **165 882,19** |
| 6331 | Versement mobilité | 8 004,37 | | 8 004,37 |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | 1 991,07 | | 1 991,07 |
| 6336 | Cotisations au Centre National et aux Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale | 3 780,84 | | 3 780,84 |
| 6338 | Autres impôts taxes et versements assimilés sur rémunérations | 1 194,70 | | 1 194,70 |
| 64111 | Rémunération principale | 200 372,24 | | 200 372,24 |
| 64112 | Supplément familial de traitement et indemnité de résidence | 7 395,40 | | 7 395,40 |
| 64113 | N B I | 3 427,15 | | 3 427,15 |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflation | 300,00 | | 300,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 59 988,48 | | 59 988,48 |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Dépenses nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 64131 | Rémunérations | 196 974,24 | | 196 974,24 |
| 64134 | Personnel non titulaire Indemnité inflation | 600,00 | | 600,00 |
| 64136 | Indemnités liées à la perte d'emploi | 697,51 | | 697,51 |
| 64171 | Apprentis - rémunérations | 12 896,75 | | 12 896,75 |
| 64172 | Apprentis indemnité inflation | 100,00 | | 100,00 |
| 6451 | Cotisations a l'URSSAF | 88 857,86 | | 88 857,86 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | 72 583,37 | | 72 583,37 |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | 7 870,54 | | 7 870,54 |
| 6457 | Cotisations sociales liées à l'apprentissage | 148,24 | | 148,24 |
| 6458 | Cotisations aux autres organismes sociaux | 804,00 | | 804,00 |
| 6488 | Autres charges | 3 072,01 | | 3 072,01 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 012** | **Charges de personnel et frais assimilés** | **671 058,77** | | **671 058,77** |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 90,00 | | 90,00 |
| 65888 | Autres | 2,68 | | 2,68 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 65** | **Autres charges de gestion courante** | **92,68** | | **92,68** |
| 6817 | Dotations provisions dépréciation des actifs circulants | 3 028,02 | | 3 028,02 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 68** | **Dotations aux provisions** | **3 028,02** | | **3 028,02** |
| **TOTAL** | **DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **848 713,01** | **8 651,35** | **840 061,66** |
| 6811 | Dotations aux Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | 35 768,97 | | 35 768,97 |
| **SOUS-TOTAL OPERATION n° 042** | **Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **35 768,97** | | **35 768,97** |
| **TOTAL** | **DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT** | **35 768,97** | | **35 768,97** |
| | **TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** | **884 481,98** | **8 651,35** | **875 830,63** |

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| N° articles puis totalisation au chapitre | Intitulé | Emissions 1 | Annulations 2 | Recettes nettes 3 = 1 - 2 |
|---|---|---|---|---|
| 6459 | Remboursements sur charges de sécurite sociale et de prévoyance | 1 000,00 | | 1 000,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 013** | **Atténuations de charges** | **1 000,00** | | **1 000,00** |
| 7061 | Taxes d'analyse | 383 680,22 | 2 732,45 | 380 947,77 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 70** | **Produits des services du domaine et ventes diverses** | **383 680,22** | **2 732,45** | **380 947,77** |
| 75822 | Prise en charge déficit budget annexe à caractère administratif par budget principal | 498 624,34 | | 498 624,34 |
| 7588 | Autres produits divers de gestion courante | 2,16 | | 2,16 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 75** | **Autres produits d'activite** | **498 626,50** | | **498 626,50** |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 2 769,00 | | 2 769,00 |
| **SOUS-TOTAL CHAPITRE 77** | **Produits exceptionnels** | **2 769,00** | | **2 769,00** |
| **TOTAL** | **RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT** | **886 075,72** | **2 732,45** | **883 343,27** |
| | **TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **886 075,72** | **2 732,45** | **883 343,27** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 1068 | Excédt de fonctionnement capitalisé | | 254 834,14 | | | | 7 664,58 | | 262 498,72 | | 262 498,72 |
| **106** | **Sous Total compte 106** | | **254 834,14** | | | | **7 664,58** | | **262 498,72** | | **262 498,72** |
| **10** | **Sous Total compte 10** | | **254 834,14** | | | | **7 664,58** | | **262 498,72** | | **262 498,72** |
| 110 | Report à nouveau solde créditeur | | | 7 664,58 | 7 664,58 | | | 7 664,58 | 7 664,58 | | 0,00 |
| **11** | **Sous Total compte 11** | | | **7 664,58** | **7 664,58** | | | **7 664,58** | **7 664,58** | | **0,00** |
| 12 | Résultat exercice excéd déficit | | 7 664,58 | 7 664,58 | | | | 7 664,58 | 7 664,58 | | 0,00 |
| **12** | **Sous Total compte 12** | | **7 664,58** | **7 664,58** | | | | **7 664,58** | **7 664,58** | | **0,00** |
| 192 | Plus ou moins-value cess d'immo | 21 305,77 | | | | | | 21 305,77 | | 21 305,77 | |
| **19** | **Sous Total compte 19** | **21 305,77** | | | | | | **21 305,77** | | **21 305,77** | |
| | **Total classe 1** | **21 305,77** | **262 498,72** | **15 329,16** | **7 664,58** | | **7 664,58** | **36 634,93** | **277 827,88** | **21 305,77** | **262 498,72** |
| 2051 | Concessions et droits similaires | 14 757,46 | | | | | | 14 757,46 | | 14 757,46 | |
| **205** | **Sous Total compte 205** | **14 757,46** | | | | | | **14 757,46** | | **14 757,46** | |
| **20** | **Sous Total compte 20** | **14 757,46** | | | | | | **14 757,46** | | **14 757,46** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 2157 | Mat et outillage tech | 575 031,98 | | | | 43 281,61 | | 618 313,59 | | 618 313,59 | |
| **215** | **Sous Total compte 215** | **575 031,98** | | | | **43 281,61** | | **618 313,59** | | **618 313,59** | |
| **21** | **Sous Total compte 21** | **575 031,98** | | | | **43 281,61** | | **618 313,59** | | **618 313,59** | |
| 28051 | Concessions et droits similaires | | 14 757,46 | | | | | | 14 757,46 | | 14 757,46 |
| **2805** | **Sous Total compte 2805** | | **14 757,46** | | | | | | **14 757,46** | | **14 757,46** |
| **280** | **Sous Total compte 280** | | **14 757,46** | | | | | | **14 757,46** | | **14 757,46** |
| 28157 | Amort mat outil techn | | 333 839,03 | | | | 35 768,97 | | 369 608,00 | | 369 608,00 |
| **2815** | **Sous Total compte 2815** | | **333 839,03** | | | | **35 768,97** | | **369 608,00** | | **369 608,00** |
| **281** | **Sous Total compte 281** | | **333 839,03** | | | | **35 768,97** | | **369 608,00** | | **369 608,00** |
| **28** | **Sous Total compte 28** | | **348 596,49** | | | | **35 768,97** | | **384 365,46** | | **384 365,46** |
| | **Total classe 2** | **589 789,44** | **348 596,49** | | | **43 281,61** | **35 768,97** | **633 071,05** | **384 365,46** | **633 071,05** | **384 365,46** |
| 4011 | Fournisseurs | | | 175 358,17 | 175 358,17 | | | 175 358,17 | 175 358,17 | | 0,00 |
| **401** | **Sous Total compte 401** | | | **175 358,17** | **175 358,17** | | | **175 358,17** | **175 358,17** | | **0,00** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 4041 | Fournis immob | | | 46 425,95 | 46 425,95 | | | 46 425,95 | 46 425,95 | | 0,00 |
| **404** | **Sous Total compte 404** | | | **46 425,95** | **46 425,95** | | | **46 425,95** | **46 425,95** | | **0,00** |
| 408 | Fournis factures non parvenues | | 7 108,60 | 7 108,60 | 4 849,33 | | | 7 108,60 | 11 957,93 | | 4 849,33 |
| **40** | **Sous Total compte 40** | | **7 108,60** | **228 892,72** | **226 633,45** | | | **228 892,72** | **233 742,05** | | **4 849,33** |
| 4111 | Redevables - amiable | 93 691,49 | | 447 514,33 | 449 853,74 | | | 541 205,82 | 449 853,74 | 91 352,08 | |
| 4116 | Redevables - contentieux | 8 724,57 | | 28 032,60 | 22 604,28 | | | 36 757,17 | 22 604,28 | 14 152,89 | |
| **411** | **Sous Total compte 411** | **102 416,06** | | **475 546,93** | **472 458,02** | | | **577 962,99** | **472 458,02** | **105 504,97** | |
| **41** | **Sous Total compte 41** | **102 416,06** | | **475 546,93** | **472 458,02** | | | **577 962,99** | **472 458,02** | **105 504,97** | |
| 421 | Personnel - rémunérations dues | | | 386 810,64 | 386 810,64 | | | 386 810,64 | 386 810,64 | | 0,00 |
| 427 | Personnel - oppositions | | | 1 429,84 | 1 429,84 | | | 1 429,84 | 1 429,84 | | 0,00 |
| **42** | **Sous Total compte 42** | | | **388 240,48** | **388 240,48** | | | **388 240,48** | **388 240,48** | | **0,00** |
| 431 | Sécurite sociale | | | 138 866,00 | 138 866,00 | | | 138 866,00 | 138 866,00 | | 0,00 |
| 437 | Autres organismes sociaux | | | 137 620,03 | 137 620,03 | | | 137 620,03 | 137 620,03 | | 0,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **43** | **Sous Total compte 43** | | | **276 486,03** | **276 486,03** | | | **276 486,03** | **276 486,03** | | **0,00** |
| 4421 | Prélèvement à la source - Impôt sur le r | | | 11 509,03 | 11 509,03 | | | 11 509,03 | 11 509,03 | | 0,00 |
| **442** | **Sous Total compte 442** | | | **11 509,03** | **11 509,03** | | | **11 509,03** | **11 509,03** | | **0,00** |
| 44551 | Etat - TVA à décaisser | | 2 425,00 | 46 451,00 | 46 204,00 | | | 46 451,00 | 48 629,00 | | 2 178,00 |
| **4455** | **Sous Total compte 4455** | | **2 425,00** | **46 451,00** | **46 204,00** | | | **46 451,00** | **48 629,00** | | **2 178,00** |
| 44562 | Etat - TVA déduct sur immobilisations | | | 3 144,84 | 3 144,84 | | | 3 144,84 | 3 144,84 | | 0,00 |
| 44566 | TVA déduct sur autres biens et services | | | 11 586,42 | 11 586,42 | | | 11 586,42 | 11 586,42 | | 0,00 |
| 44567 | Etat - crédit de TVA à reporter | | | 2 798,00 | 2 798,00 | | | 2 798,00 | 2 798,00 | | 0,00 |
| **4456** | **Sous Total compte 4456** | | | **17 529,26** | **17 529,26** | | | **17 529,26** | **17 529,26** | | **0,00** |
| 44571 | Etat - TVA collectée | | | 64 027,37 | 64 027,37 | | | 64 027,37 | 64 027,37 | | 0,00 |
| **4457** | **Sous Total compte 4457** | | | **64 027,37** | **64 027,37** | | | **64 027,37** | **64 027,37** | | **0,00** |
| **445** | **Sous Total compte 445** | | **2 425,00** | **128 007,63** | **127 760,63** | | | **128 007,63** | **130 185,63** | | **2 178,00** |
| **44** | **Sous Total compte 44** | | **2 425,00** | **139 516,66** | **139 269,66** | | | **139 516,66** | **141 694,66** | | **2 178,00** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 451002 | Cpte rattach avec à subdiv par budg ann | | 88 633,75 | 944 131,06 | 944 479,35 | | | 944 131,06 | 1 033 113,10 | | 88 982,04 |
| **451** | **Sous Total compte 451** | | **88 633,75** | **944 131,06** | **944 479,35** | | | **944 131,06** | **1 033 113,10** | | **88 982,04** |
| **45** | **Sous Total compte 45** | | **88 633,75** | **944 131,06** | **944 479,35** | | | **944 131,06** | **1 033 113,10** | | **88 982,04** |
| 466 | Excédt de verSEMent | | 3 865,08 | 1 916,68 | 3 176,64 | | | 1 916,68 | 7 041,72 | | 5 125,04 |
| 46711 | Autres comptes créditeurs | | | 942,90 | 942,90 | | | 942,90 | 942,90 | | 0,00 |
| **4671** | **Sous Total compte 4671** | | | **942,90** | **942,90** | | | **942,90** | **942,90** | | **0,00** |
| 46721 | Débiteurs divers - amiable | | | 502 393,34 | 502 393,34 | | | 502 393,34 | 502 393,34 | | 0,00 |
| **4672** | **Sous Total compte 4672** | | | **502 393,34** | **502 393,34** | | | **502 393,34** | **502 393,34** | | **0,00** |
| **467** | **Sous Total compte 467** | | | **503 336,24** | **503 336,24** | | | **503 336,24** | **503 336,24** | | **0,00** |
| **46** | **Sous Total compte 46** | | **3 865,08** | **505 252,92** | **506 512,88** | | | **505 252,92** | **510 377,96** | | **5 125,04** |
| 47138 | Raet : autres | | 192,00 | 192,00 | 1 342,54 | | | 192,00 | 1 534,54 | | 1 342,54 |
| **4713** | **Sous Total compte 4713** | | **192,00** | **192,00** | **1 342,54** | | | **192,00** | **1 534,54** | | **1 342,54** |
| 471412 | Excédent à réimputer - personnes morales | | 191,63 | 5 141,87 | 4 950,24 | | | 5 141,87 | 5 141,87 | | 0,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **47141** | **Sous Total compte 47141** | | **191,63** | **5 141,87** | **4 950,24** | | | **5 141,87** | **5 141,87** | | **0,00** |
| **4714** | **Sous Total compte 4714** | | **191,63** | **5 141,87** | **4 950,24** | | | **5 141,87** | **5 141,87** | | **0,00** |
| 4718 | Autres recettes à régulariser | | | 5,84 | 5,84 | | | 5,84 | 5,84 | | 0,00 |
| **471** | **Sous Total compte 471** | | **383,63** | **5 339,71** | **6 298,62** | | | **5 339,71** | **6 682,25** | | **1 342,54** |
| 4722 | Commissions bancaires en instance de mdt | | | 14,22 | 14,22 | | | 14,22 | 14,22 | | 0,00 |
| **472** | **Sous Total compte 472** | | | **14,22** | **14,22** | | | **14,22** | **14,22** | | **0,00** |
| 4784 | Arrondis sur déclaration de TVA | | | 2,31 | 2,31 | | | 2,31 | 2,31 | | 0,00 |
| **478** | **Sous Total compte 478** | | | **2,31** | **2,31** | | | **2,31** | **2,31** | | **0,00** |
| **47** | **Sous Total compte 47** | | **383,63** | **5 356,24** | **6 315,15** | | | **5 356,24** | **6 698,78** | | **1 342,54** |
| 496 | Prov dépréciat cptes débiteurs div | | | | 3 028,02 | | | | 3 028,02 | | 3 028,02 |
| **49** | **Sous Total compte 49** | | | | **3 028,02** | | | | **3 028,02** | | **3 028,02** |
| | **Total classe 4** | **102 416,06** | **102 416,06** | **2 963 423,04** | **2 963 423,04** | | | **3 065 839,10** | **3 065 839,10** | **105 504,97** | **105 504,97** |
| 580 | Opérations d'ordre budgétaires | | | 35 768,97 | 35 768,97 | | | 35 768,97 | 35 768,97 | | 0,00 |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 5872 | Compte pivot - Admission en non valeur | | | 90,00 | 90,00 | | | 90,00 | 90,00 | | 0,00 |
| **587** | **Sous Total compte 587** | | | **90,00** | **90,00** | | | **90,00** | **90,00** | | **0,00** |
| 588 | Autres virements internes | | | 2 769,00 | 2 769,00 | | | 2 769,00 | 2 769,00 | | 0,00 |
| **58** | **Sous Total compte 58** | | | **38 627,97** | **38 627,97** | | | **38 627,97** | **38 627,97** | | **0,00** |
| | **Total classe 5** | | | **38 627,97** | **38 627,97** | | | **38 627,97** | **38 627,97** | | **0,00** |
| 6042 | Achts de presta de serv | | | | | 1 783,50 | | 1 783,50 | | 1 783,50 | |
| **604** | **Sous Total compte 604** | | | | | **1 783,50** | | **1 783,50** | | **1 783,50** | |
| 60631 | Fournitures d'entretien | | | | | 1 704,52 | | 1 704,52 | | 1 704,52 | |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | | | | | 39 032,95 | | 39 032,95 | | 39 032,95 | |
| **6063** | **Sous Total compte 6063** | | | | | **40 737,47** | | **40 737,47** | | **40 737,47** | |
| 6064 | Fournitures administrative | | | | | 55,33 | | 55,33 | | 55,33 | |
| 60668 | Autres produits pharmaceutique | | | | | 34 113,04 | | 34 113,04 | | 34 113,04 | |
| **6066** | **Sous Total compte 6066** | | | | | **34 113,04** | | **34 113,04** | | **34 113,04** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6068 | Autres matières et fournitures | | | | | 3 217,24 | | 3 217,24 | | 3 217,24 | |
| **606** | **Sous Total compte 606** | | | | | **78 123,08** | | **78 123,08** | | **78 123,08** | |
| **60** | **Sous Total compte 60** | | | | | **79 906,58** | | **79 906,58** | | **79 906,58** | |
| 6135 | Locations mobilières | | | | | 282,10 | | 282,10 | | 282,10 | |
| **613** | **Sous Total compte 613** | | | | | **282,10** | | **282,10** | | **282,10** | |
| 61558 | Autres biens mobiliers | | | | | 4 414,52 | | 4 414,52 | | 4 414,52 | |
| **6155** | **Sous Total compte 6155** | | | | | **4 414,52** | | **4 414,52** | | **4 414,52** | |
| 6156 | Maintenance | | | | | 30 362,05 | 3 302,89 | 30 362,05 | 3 302,89 | 27 059,16 | |
| **615** | **Sous Total compte 615** | | | | | **34 776,57** | **3 302,89** | **34 776,57** | **3 302,89** | **31 473,68** | |
| 6182 | Documentation générale et technique | | | | | 573,97 | | 573,97 | | 573,97 | |
| 6188 | Autres frais divers | | | | | 52 337,70 | 5 348,46 | 52 337,70 | 5 348,46 | 46 989,24 | |
| **618** | **Sous Total compte 618** | | | | | **52 911,67** | **5 348,46** | **52 911,67** | **5 348,46** | **47 563,21** | |
| **61** | **Sous Total compte 61** | | | | | **87 970,34** | **8 651,35** | **87 970,34** | **8 651,35** | **79 318,99** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6251 | Voyages déplacements et missions | | | | | 5 906,93 | | 5 906,93 | | 5 906,93 | |
| **625** | **Sous Total compte 625** | | | | | **5 906,93** | | **5 906,93** | | **5 906,93** | |
| 6262 | Frais de telecommunicat | | | | | 735,47 | | 735,47 | | 735,47 | |
| **626** | **Sous Total compte 626** | | | | | **735,47** | | **735,47** | | **735,47** | |
| 627 | Services bancaires et assimilés | | | | | 14,22 | | 14,22 | | 14,22 | |
| **62** | **Sous Total compte 62** | | | | | **6 656,62** | | **6 656,62** | | **6 656,62** | |
| 6331 | Versement mobilité | | | | | 8 004,37 | | 8 004,37 | | 8 004,37 | |
| 6332 | Cotisations versées au FNAL | | | | | 1 991,07 | | 1 991,07 | | 1 991,07 | |
| 6336 | Cotisations au Centre National et CGFPT | | | | | 3 780,84 | | 3 780,84 | | 3 780,84 | |
| 6338 | Autres impôts tax verst sur rému | | | | | 1 194,70 | | 1 194,70 | | 1 194,70 | |
| **633** | **Sous Total compte 633** | | | | | **14 970,98** | | **14 970,98** | | **14 970,98** | |
| **63** | **Sous Total compte 63** | | | | | **14 970,98** | | **14 970,98** | | **14 970,98** | |
| 64111 | Rémunération principale | | | | | 200 372,24 | | 200 372,24 | | 200 372,24 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 64112 | SF et IR | | | | | 7 395,40 | | 7 395,40 | | 7 395,40 | |
| 64113 | NBI | | | | | 3 427,15 | | 3 427,15 | | 3 427,15 | |
| 64114 | Personnel titulaire Indemnité inflatio | | | | | 300,00 | | 300,00 | | 300,00 | |
| 64118 | Autres indemnités | | | | | 59 988,48 | | 59 988,48 | | 59 988,48 | |
| **6411** | **Sous Total compte 6411** | | | | | **271 483,27** | | **271 483,27** | | **271 483,27** | |
| 64131 | Rémunérations | | | | | 196 974,24 | | 196 974,24 | | 196 974,24 | |
| 64134 | Personnel non titulaire Indemnité infl | | | | | 600,00 | | 600,00 | | 600,00 | |
| 64136 | Indemnités liées à la perte d'emploi | | | | | 697,51 | | 697,51 | | 697,51 | |
| **6413** | **Sous Total compte 6413** | | | | | **198 271,75** | | **198 271,75** | | **198 271,75** | |
| 64171 | Apprentis - rémunérations | | | | | 12 896,75 | | 12 896,75 | | 12 896,75 | |
| 64172 | Apprentis indemnité inflation | | | | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | |
| **6417** | **Sous Total compte 6417** | | | | | **12 996,75** | | **12 996,75** | | **12 996,75** | |
| **641** | **Sous Total compte 641** | | | | | **482 751,77** | | **482 751,77** | | **482 751,77** | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 6451 | Cotisations a l'u.r.s.s.a.f. | | | | | 88 857,86 | | 88 857,86 | | 88 857,86 | |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraite | | | | | 72 583,37 | | 72 583,37 | | 72 583,37 | |
| 6454 | Cotisations aux ASSEDIC | | | | | 7 870,54 | | 7 870,54 | | 7 870,54 | |
| 6457 | Cotisation soc liées à apprentissage | | | | | 148,24 | | 148,24 | | 148,24 | |
| 6458 | Cotisat autres organismes sociaux | | | | | 804,00 | | 804,00 | | 804,00 | |
| 6459 | Rembst charges de sécu soc | | | | | | 1 000,00 | | 1 000,00 | | 1 000,00 |
| **645** | **Sous Total compte 645** | | | | | **170 264,01** | **1 000,00** | **170 264,01** | **1 000,00** | **169 264,01** | |
| 6488 | Autres charges | | | | | 3 072,01 | | 3 072,01 | | 3 072,01 | |
| **648** | **Sous Total compte 648** | | | | | **3 072,01** | | **3 072,01** | | **3 072,01** | |
| **64** | **Sous Total compte 64** | | | | | **656 087,79** | **1 000,00** | **656 087,79** | **1 000,00** | **655 087,79** | |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | | | | | 90,00 | | 90,00 | | 90,00 | |
| **654** | **Sous Total compte 654** | | | | | **90,00** | | **90,00** | | **90,00** | |
| 65888 | Autres | | | | | 2,68 | | 2,68 | | 2,68 | |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| **6588** | **Sous Total compte 6588** | | | | | **2,68** | | **2,68** | | **2,68** | |
| **658** | **Sous Total compte 658** | | | | | **2,68** | | **2,68** | | **2,68** | |
| **65** | **Sous Total compte 65** | | | | | **92,68** | | **92,68** | | **92,68** | |
| 6811 | DA - immob incorp et corpo | | | | | 35 768,97 | | 35 768,97 | | 35 768,97 | |
| 6817 | Dp dépréciat actifs circulants | | | | | 3 028,02 | | 3 028,02 | | 3 028,02 | |
| **681** | **Sous Total compte 681** | | | | | **38 796,99** | | **38 796,99** | | **38 796,99** | |
| **68** | **Sous Total compte 68** | | | | | **38 796,99** | | **38 796,99** | | **38 796,99** | |
| | **Total classe 6** | | | | | **884 481,98** | **9 651,35** | **884 481,98** | **9 651,35** | **875 830,63** | **1 000,00** |
| 7061 | Taxes d'analyse | | | | | 2 732,45 | 383 680,22 | 2 732,45 | 383 680,22 | | 380 947,77 |
| **706** | **Sous Total compte 706** | | | | | **2 732,45** | **383 680,22** | **2 732,45** | **383 680,22** | | **380 947,77** |
| **70** | **Sous Total compte 70** | | | | | **2 732,45** | **383 680,22** | **2 732,45** | **383 680,22** | | **380 947,77** |
| 75822 | Prise en charge déficit ba admin par bp | | | | | | 498 624,34 | | 498 624,34 | | 498 624,34 |
| **7582** | **Sous Total compte 7582** | | | | | | **498 624,34** | | **498 624,34** | | **498 624,34** |

# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé de compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 7588 | Autres produits divers de gestion cour | | | | | | 2,16 | | 2,16 | | 2,16 |
| **758** | **Sous Total compte 758** | | | | | | **498 626,50** | | **498 626,50** | | **498 626,50** |
| **75** | **Sous Total compte 75** | | | | | | **498 626,50** | | **498 626,50** | | **498 626,50** |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | | | | | | 2 769,00 | | 2 769,00 | | 2 769,00 |
| **778** | **Sous Total compte 778** | | | | | | **2 769,00** | | **2 769,00** | | **2 769,00** |
| **77** | **Sous Total compte 77** | | | | | | **2 769,00** | | **2 769,00** | | **2 769,00** |
| | **Total classe 7** | | | | | **2 732,45** | **885 075,72** | **2 732,45** | **885 075,72** | | **882 343,27** |
| | **Total général** | **713 511,27** | **713 511,27** | **3 017 380,17** | **3 009 715,59** | **930 496,04** | **938 160,62** | **4 661 387,48** | **4 661 387,48** | **1 635 712,42** | **1 635 712,42** |

# Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

| DESIGNATION DES COMPTES | DEBIT | | | CREDIT | | | SOLDES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N° Intitulé<br>Nature des valeurs inactives | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débiteurs | Créditeurs |
| 861<br>Portefeuille | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| Sous Total compte 861 | | | | | | | | |
| 862<br>Correspondant | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| Sous Total compte 862 | | | | | | | | |
| 863<br>Prise en charge titre et valeur | | | | | | | | |
| NEANT | | | | | | | | |
| Sous Total compte 863 | | | | | | | | |
| TOTAUX | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

# Page des signatures

00402 - LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU - Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **LABO. DEP. D ANALYSE DE L EAU -** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **...** par l'organe délibérant.

A , le

**TRÉSOR PUBLIC**
P.DEP VAL-D'OISE
N° CODIQUE 095090
Date Edition : 21/02/2023

IDENTIFIANT BUDGET 00401
N° de SIRET 22950127500049

# MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE
# BUDGET ANNEXE

# COMPTE DE GESTION
# EXERCICE 2022

**PRÉSENTÉ À**
La Chambre régionale des comptes

**PAR LE(S) COMPTABLE(S)**
Mme Françoise HOURCADE
Mme Brigitte PEREZ

**AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION**
DU 01/12/2022 AU 21/02/2023
DU 01/01/2022 AU 30/11/2022

Poste comptable de P.DEP VAL-D'OISE

Date Edition : 21/02/2023

Nomenclature 22

# SOMMAIRE

00401 MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

Exercice 2022

## Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE :


Bilan .....Etat A1 Page 3 A Page 9
1. Bilan Actif
2. Bilan Passif
Compte de résultat .....Etat A2 Page 10 A Page 13
Compte de résultat consolidé .....Etat A2 Page 14 A Page 16
Résultats budgétaires de l'exercice .....Etat B1 Page 17 A Page 17
Résultats d'exploitation consolidé .....Etat B2 Page 18 A Page 18
Affectation des résultats .....Etat C1 à C3 Page 19 A Page 21
Amortissements comptables excédentaires différés(cpt 116)Etat C4 Page 22 A Page 22
Opérations budgétaires d'investissement .....Etat D1 - D2 Page 23 A Page 24
Opérations budgétaires d'exploitation .....Etat D3 - D4 Page 25 A Page 30
Consommation des crédits de la section d'investissement .Etat D5 Page 31 A Page 32
Consommation des crédits de la section d'exploitation ...Etat D5 Page 33 A Page 34
Balance des comptes .....Etat E1 Page 35 A Page 52
Renseignements annexes à la balance .....Etat E2 Page 53 A Page 54
Situation des valeurs inactives .....Etat F Page 55 A Page 55
Signature du compte ..... Page 56 A Page 56

**État A1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# BILAN ( en Euros)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF IMMOBILISE | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais d'études, de recherche et de dével | | | | |
| | Contributions aux investissements commun | | | | |
| | Concessions et droits similaires, brevet | 8 367,47 | 8 367,47 | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Terrains | 38 077,35 | 35 263,91 | 2 813,44 | 4 211,44 |
| | Constructions | 3 384 195,14 | 2 585 017,00 | 799 178,14 | 968 382,14 |
| | Instal, matériel et outillage technique | 178 006,93 | 152 013,17 | 25 993,76 | 32 854,63 |
| | Collections, oeuvres d'art ; autres immob | 767 595,03 | 687 587,63 | 80 007,40 | 112 245,58 |
| | Immobilisations reçues en affectation | | | | |
| | Immobilisations corporelles en cours | 32 833,38 | | 32 833,38 | 32 833,38 |
| | Immob affectées ou mises à dispo | | | | |
| | Participations et créances rattachées | | | | |
| | Titres immobilisés | | | | |
| | Prêts | | | | |
| | Autres | | | | |
| | **ACTIF IMMOBILISE TOTAL I** | **4 409 075,30** | **3 468 249,18** | **940 826,12** | **1 150 527,17** |

**État A1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# BILAN ( en Euros)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| ACTIF CIRCULANT | . Matières premières | | | | |
| | . Autres approvisionnements | | | | |
| | . En cours de production de biens | | | | |
| | . Produits | | | | |
| | . Marchandises | | | | |
| | . Autres stocks | | | | |
| | . Usagers | | | | |
| | . Caisse pivot | | | | |
| | . Autres tiers payants | | | | |
| | . Créances irrécouvrables admises en non | | | | |
| | . Autres | | | | |
| | . Avances de frais relatifs à la gestion | | | | |
| | . Autres | 2 562 624,50 | 4 326,76 | 2 558 297,74 | 2 099 644,90 |
| | VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | | |
| | DISPONIBILITES | 1 500,00 | | 1 500,00 | 1 000,00 |
| | CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | | | |
| | **ACTIF CIRCULANT TOTAL II** | **2 564 124,50** | **4 326,76** | **2 559 797,74** | **2 100 644,90** |

**État A1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# BILAN ( en Euros)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| ACTIF | | Exercice 2022 | | | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | BRUT | AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | NET | NET |
| COMPTES DE REGULARI SATION | Charges à répartir sur plusieurs exercic | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations | | | | |
| | Dépenses à classer ou à régulariser | | | | |
| | Ecarts de conversion Actif | | | | |
| | **COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III** | | | | |
| | **TOTAL GENERAL (I + II + III)** | **6 973 199,80** | **3 472 575,94** | **3 500 623,86** | **3 251 172,07** |

**État A1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# BILAN (EN EUROS)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| PASSIF | | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| FONDS PROPRES | Apports | 2 997 730,78 | 2 995 465,99 |
| | Excédents affectés à l'investissement | 1 927,20 | 1 927,20 |
| | Excédents affectés à la couverture du be | | |
| | Réserve de compensation des déficits | | |
| | Réserve de compensation des charges d'am | | |
| | Report à nouveau excédentaire | | |
| | Excédents affectés au financement de mes | | |
| | Report à nouveau déficitaire | | |
| | Dépenses rejetées par l'autorité de tari | | |
| | Dépenses non opposables aux tiers financ | | |
| | Résultat de l'exercice (excédent ou défi | | |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées destinées à renf | | |
| | Autres provisions réglementées | | |
| | **FONDS PROPRES TOTAL I** | **2 999 657,98** | **2 997 393,19** |

**État A1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# BILAN (EN EUROS)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | **PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II** | | |

400

# BILAN (EN EUROS)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| DETTES | Emprunts obligataires | | |
| | Emprunts auprès des établissements de cr | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | |
| | Avances reçues | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 498 481,26 | 253 453,28 |
| | Dettes fiscales et sociales | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes ra | | |
| | Fonds déposés par les usagers, les héber | | |
| | Autres | | 6,00 |
| | Produits constatés d'avance | | |
| | **DETTES TOTAL III** | **498 481,26** | **253 459,28** |

**État A1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# BILAN (EN EUROS)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | PASSIF | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|---|
| COMPTES DE REGULARI SATION | Recettes à classer ou à régulariser | 2 484,62 | 319,60 |
| | Ecarts de conversion Passif | | |
| | **COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV** | **2 484,62** | **319,60** |
| | **TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV)** | **3 500 623,86** | **3 251 172,07** |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

COMPTE DE RESULTAT DU BUDGET ANNEXE

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS** | | |
| Ventes de marchandises | | |
| - prestations de services | 6 566,30 | 4 944,70 |
| - divers | | |
| Production stockée ou déstockage de prod | | |
| Dotations et produits de la tarification | | |
| Production immobilisée | | |
| Subventions d'exploitations et participa | 9 751 459,93 | 10 673 468,46 |
| Reprises sur amortissements et provision | | |
| Transferts de charges | | |
| Autres produits | 3,27 | 5,78 |
| **TOTAL I** | **9 758 029,50** | **10 678 418,94** |
| **CHARGES COURANTES NON FINANCIERES** | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock de marchandises | | |
| Achats de matières premières et fournitu | | |
| Variation de stocks de matières première | | |
| Achats d'autres approvisionnements | | |
| Variation de stocks d'autres approvision | | |
| Achats non stockés de matières et fourni | 537 989,95 | 523 672,40 |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

COMPTE DE RESULTAT DU BUDGET ANNEXE

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| Services extérieurs et autres | 3 801 686,29 | 6 063 605,50 |
| - sur rémunérations | 218 397,88 | 158 048,92 |
| - autres | | |
| - salaires et traitements | 3 590 777,23 | 2 653 734,32 |
| - charges sociales | 1 416 199,18 | 1 031 385,37 |
| - dotations aux amortissements, aux dépr | 226 115,91 | 251 694,89 |
| - dotations aux dépréciations sur actif | 4 326,76 | |
| - dotations aux amortissements, déprécia | | |
| Autres charges | 887,50 | 741,01 |
| **TOTAL II** | **9 796 380,70** | **10 682 882,41** |
| **A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)** | **-38 351,20** | **-4 463,47** |
| **PRODUITS COURANTS FINANCIERS** | | |
| De participations et des immobilisations | | |
| Revenus des valeurs mobilières de placem | | |
| Reprises sur provisions | | |
| Transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mo | | |
| **TOTAL III** | | |
| **CHARGES COURANTES FINANCIERES** | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

COMPTE DE RESULTAT DU BUDGET ANNEXE

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| Dotations aux amortissements, aux dépréc | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs m | | |
| **TOTAL IV** | | |
| **B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)** | | |
| **A + B - RESULTAT COURANT** | **-38 351,20** | **-4 463,47** |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | |
| - exercice courant | 169 955,29 | 4 709,21 |
| - exercices antérieurs | 2 780,40 | |
| Sur opérations en capital | | |
| - reprises sur les provisions reglementé | | |
| - reprises sur les dépréciations excepti | | |
| Transferts de charges | | |
| **TOTAL V** | **172 735,69** | **4 709,21** |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | |
| - exercice courant | 134 384,49 | 245,74 |
| - exercices antérieurs | | |
| Sur opérations en capital | | |
| - dotation aux provisions réglementées | | |

# COMPTE DE RESULTAT 2022

COMPTE DE RESULTAT DU BUDGET ANNEXE

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| - dotations aux amortissements et aux dé | | |
| TOTAL VI | 134 384,49 | 245,74 |
| C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | 38 351,20 | 4 463,47 |
| TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) | 9 930 765,19 | 10 683 128,15 |
| TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI) | 9 930 765,19 | 10 683 128,15 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | |

# Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS** | | |
| Ventes de marchandises | | |
| - prestations de services | 6 566,30 | 4 944,70 |
| - divers | | |
| Production stockée ou déstockage de prod | | |
| Dotations et produits de la tarification | | |
| Production immobilisée | | |
| Subventions d'exploitations et participa | 9 751 459,93 | 10 673 468,46 |
| Reprises sur amortissements et provision | | |
| Transferts de charges | | |
| Autres produits | 3,27 | 5,78 |
| **TOTAL PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS (I)** | **9 758 029,50** | **10 678 418,94** |
| **CHARGES COURANTES NON FINANCIERES** | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock de marchandises | | |
| Achats de matières premières et fournitu | | |
| Variation de stocks de matières première | | |
| Achats d'autres approvisionnements | | |
| Variation de stocks d'autres approvision | | |
| Achats non stockés de matières et fourni | 537 989,95 | 523 672,40 |
| Services extérieurs et autres | 3 801 686,29 | 6 063 605,50 |
| - sur rémunérations | 218 397,88 | 158 048,92 |
| - autres | | |
| - salaires et traitements | 3 590 777,23 | 2 653 734,32 |
| - charges sociales | 1 416 199,18 | 1 031 385,37 |
| - dotations aux amortissements, aux dépr | 226 115,91 | 251 694,89 |
| - dotations aux dépréciations sur actif | 4 326,76 | |
| - dotations aux amortissements, déprécia | | |
| Autres charges | 887,50 | 741,01 |
| **TOTAL CHARGES COURANTES NON FINANCIERES (II)** | **9 796 380,70** | **10 682 882,41** |
| **1- RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)** | **-38 351,20** | **-4 463,47** |

# Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| **PRODUITS COURANTS FINANCIERS** | | |
| De participations et des immobilisations | | |
| Revenus des valeurs mobilières de placem | | |
| Reprises sur provisions | | |
| Transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mo | | |
| **TOTAL PRODUITS COURANTS FINANCIERS (III)** | | |
| **CHARGES COURANTES FINANCIERES** | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréc | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs m | | |
| **TOTAL CHARGES COURANTES FINANCIERES (IV)** | | |
| **2- RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)** | | |
| **3- RÉSULTAT COURANT (I-II+III-IV)** | **-38 351,20** | **-4 463,47** |
| **PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | |
| - exercice courant | 169 955,29 | 4 709,21 |
| - exercices antérieurs | 2 780,40 | |
| Sur opérations en capital | | |
| - reprises sur les provisions reglementé | | |
| - reprises sur les dépréciations excepti | | |
| Transferts de charges | | |
| **TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)** | **172 735,69** | **4 709,21** |
| **CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | |
| - exercice courant | 134 384,49 | 245,74 |
| - exercices antérieurs | | |
| Sur opérations en capital | | |
| - dotation aux provisions réglementées | | |
| - dotations aux amortissements et aux dé | | |
| **TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)** | **134 384,49** | **245,74** |

# Compte de résultat de l'établissement (toutes activités confondues)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| POSTES | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|---|---|---|
| 4- RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | 38 351,20 | 4 463,47 |
| 5- TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) | 9 930 765,19 | 10 683 128,15 |
| 6- TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI) | 9 930 765,19 | 10 683 128,15 |
| EXCEDENT OU DEFICIT (5-6) | | |

**État B1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Résultats budgétaires de l'exercice

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 230 949,41 | 11 161 372,76 | 11 392 322,17 |
| Titres de recette émis (b) | 228 380,70 | 9 981 327,24 | 10 209 707,94 |
| Réductions de titres (c) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes nettes (d = b - c) | 228 380,70 | 9 981 327,24 | 10 209 707,94 |
| **DEPENSES** | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 230 949,41 | 11 161 372,76 | 11 392 322,17 |
| Mandats émis (f) | 16 414,86 | 10 115 212,73 | 10 131 627,59 |
| Annulations de mandats (g) | 0,00 | 133 885,49 | 133 885,49 |
| Depenses nettes (h = f - g) | 16 414,86 | 9 981 327,24 | 9 997 742,10 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE** | | | |
| (d - h) Excédent | 211 965,84 | 0,00 | 211 965,84 |
| (h - d) Déficit | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

# Résultats d'exploitation consolidés de l'exercice

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| INTITULE DES SUBDIVISIONS | MONTANT DU RESULTAT DE L'EXERCICE |
|---|---|
| BUDGET PRINCIPAL | 0,00 |
| BUDGETS ANNEXES | 0,00 |
| **TOTAL : BUDGET GENERAL + BUDGETS ANNEXES (A)** | **0,00** |

(A) : Montant repris en Balance d'Entrée de l'exercice suivant au compte 12 "Résultat de l'exercice"

411

# Détermination du résultat d'exploitation de l'exercice 2021 à affecter au cours de l'exercice 2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° ET INTITULE DES SUBDIVISIONS (1) | RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2021 (2) | RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2021 RETRAITE PAR L'ORDONNATEUR (3) | RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2021 RETENU PAR L'AUTORITE DE TARIFICATION (4) | RESULTAT INCORPORE AU BUDGET DE L'EXERCICE 2021 (5) | RESULTAT A AFFECTER AU TITRE DE L'EXERCICE 2021 (6) |
|---|---|---|---|---|---|
| MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE | | | | | |
| TOTAL | | | | | |

Colonne 1 : Pour les budgets annexes, une ligne par budget annexe.
Colonne 3 : L'ordonnateur retraite le résultat en retirant les dépenses pour autres droits acquis par les salariés non provisionnées en application de l'art. R.314-45 du CASF
Colonne 4 : Article R.314-52 du CASF : "l'autorité de tarification peut, avant de procéder à l'affectation du résultat, en réformer d'office le montant en écartant les dépenses qui sont manifestement étrangères (.)".
Colonnes 2-3-4-5-6 : Faire précéder du signe + ou - selon qu'il s'agit d'un excédent ou d'un déficit.
Colonne 6 : (6) = (2) + (5) ou si colonne (3) servie (6) = (3) + (5) ou si colonne (4) servie (6) = (4) + (5).
Si les colonnes (3) et (4) sont servies, (6) = (4) + (5) : le résultat retenu par l'autorité de tarification prime.

# Tableau général d'affectation des résultats de l'exercice 2021 au cours de l'exercice 2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| Intitulé des subdivisions (1) | Résultat comptable ou résultat retraité par l'ordonnateur ou résultat retenu par l'autorité de tarification de l'exercice 2021 (2) | Reprise des résultats antérieurs (3) | | | | | | Compte 1064 "Réserve des plus-values nettes" (4) | Compte 10682 "Excédents affectés à l'investissement" (5) | Compte 10685 "Réserve de trésorerie" (6) | Compte 10686 "Réserve de compensation" (7) | Compte 10687 "Réserve de compensation des charges d'amortissement" (8) | Excédent restant à reporter | | | Déficit restant à reporter | | | Dépenses de l'exercice 2021 refusées par l'autorité de tarification | Compte 1161 "Amortissements comptables excédentaires différés" (16) | Dépenses pour autres droits acquis par les salariés de l'exercice 2021 non opposables |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Excédents 110... | Excédents 110... | Excédents 111... | Déficits 119... | Déficits 119... | Déficits 119... | | | | | | Sur l'exercice ... Compte 110... "Report à nouveau (solde créditeur)" (9) | Sur l'exercice ... Compte 111... "Report à nouveau (solde créditeur)" (10) | Sur l'exercice ... Compte 110... "Report à nouveau (solde créditeur)" (11) | Sur l'exercice ... Compte 119... "Report à nouveau (solde débiteur)" (12) | Sur l'exercice ... Compte 119... "Report à nouveau (solde débiteur)" (13) | Sur l'exercice ... Compte 119... "Report à nouveau (solde débiteur)" (14) | Compte 114 "Dépenses refusées par l'autorité de tarification en application de l'article R.314-52 du CASF" (15) | | Compte 1163 "autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application de l'art R.314-45du CASF " (17) |
| Section / d'investissement / | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Section d'exploitation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total section d'exploitation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Section / | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total section d'exploitation** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Colonne 1 : Pour les budgets annexes, une ligne par budget annexe. Pour les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD), une ligne par section d'imputation tarifaire (tarif hébergement, tarif dépendance, tarif soins)
Colonne 2 : Pour la section d'investissement: résultat comptable. Pour la section d'exploitation: résultat comptable ou résultat retraité par l'ordonnateur (procédure visant à écarter les dépenses pour autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application de l'art. R.314-45 du CASF) ou résultat retenu par l'autorité de tarification en application de l'art. R.314-52 du CASF (le résultat retenu par l'autorité de tarification prime sur le résultat retraité par l'ordonnateur). Faire précéder du signe + ou - selon qu'il s'agit d'un excédent ou d'un déficit.
Colonnes 3, 9, 10, 11, 12 ,13 , 14 : Les deux derniers chiffres des comptes 110, 111 et 119 correspondent au millésime.
Colonne 9 : L'excédent est ici affecté "à la réduction des charges d'exploitation de l'exercice suivant celui au cours duquel il a été constaté".
Colonne 10 : L'excédent est ici affecté "au financement de mesures d'exploitation[.] n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel il a été affecté".
Colonne 11 : L'excédent est ici affecté "à la réduction des charges d'exploitation de l'exercice en cours".
Colonne 12 : Le déficit "est imputé aux charges d'exploitation de l'exercice suivant celui au cours duquel il a été constaté".
Colonne 13 : Le déficit "est imputé aux charges d'exploitation de l'exercice en cours".
Colonne 14 : "En cas de circonstances exceptionnelles et avec l'accord préalable de l'autorité de tarification concernée, la reprise du déficit peut être étalée sur trois exercices".
Colonne 15 : cf. état C1 : différence entre colonne (4) et colonne (2)
Colonne 16 : Part du résultat comptable de N-1 affectée à l'excédent d'amortissements comptables en N

Colonne 17 : cf. état C1 : différence entre colonne (3) et colonne (2)

414

# Situation des comptes 110, 111 et 119 à la clôture de l'exercice 2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

Exercice 2022

| Intitulé des subdivisions | Compte 110 | | | Compte 111 | Compte 119 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | "Report à nouveau (solde créditeur)" Excédent restant à reporter | | | "Excédent affecté à des mesures d'exploitation non reconductibles" Excédent restant à reporter | "Report à nouveau (solde débiteur)" Déficit restant à reporter | | | | | |
| | Sur l'exercice... 110... | Sur l'exercice... 110... | Sur l'exercice... 110... | Sur l'exercice... 111... | Sur l'exercice... 119... | Sur l'exercice... 119... | Sur l'exercice... 119... | Sur l'exercice... 119... | Sur l'exercice... 119... | Sur l'exercice... 119... |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) |
| MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE | | | | | | | | | | |
| Total par compte(a) | | | | | | | | | | |

Colonne 1 : Pour les budgets annexes, une ligne par budget annexe. Pour les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD), une ligne par section d'imputation tarifaire (tarif hébergement, tarif dépendance, tarif soins)
Colonnes 2 et 4 : Il s'agit de l'excédent affecté "à la réduction des charges d'exploitation de l'exercice suivant celui au cours duquel il a été constaté ".
Colonne 3 : Il s'agit de l'excédent affecté "à la réduction des charges d'exploitation de l'exercice en cours".
Colonne5 : Il s'agit de l'excédent affecté "au financement de mesures d'exploitation[.] n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel il a été affecté".
Colonnes 6 et 7 : Le déficit "est imputé aux charges d'exploitation de l'exercice suivant celui au cours duquel il a été constaté".
Colonne 8 : Le déficit "est imputé aux charges d'exploitation de l'exercice en cours".
Colonnes 9, 10 et 11 : "En cas de circonstances exceptionnelles et avec l'accord préalable de l'autorité de tarification concernée, la reprise du déficit peut être étalée sur trois exercices".
Colonnes 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Les deux derniers chiffres des comptes 110, 111 et 119 correspondent au millésime.

(a) : Comptes 110, 111 et 119 égal au montant du poste correspondant apparaissant au bilan.

# Tableau de suivi des amortissements comptables excédentaires différés (compte 1161)

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

Exercice 2022

| | | Exercice de reprise de l'amortissement comptable excédentaire différé (= exercice de détermination du résultat)(2) | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | ... . (5) | ... . (5) | ... . (5) | ... . (5) | ... . (5) | ... . (5) | ... . (5) | ... . (5) | ... . (5) | ... . (5) |
| **Exercice de constatation de l'amortissement comptable différé (= exercice de détermination du résultat) (1)** | 2022(3) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |
| | ... .. (4) | | | | | | | | | | |

(1) : L'affectation au compte 1161 s'effectue en N+1 dans le cadre de l'affectation des résultats.
(2) : La reprise du compte 1161 s'effectue en N+1 dans le cadre de l'affectation des résultats.
(3) : Doivent apparaître sur la ligne "2022":
-la régularisation du différentiel entre les amortissements comptabilisés avant le 1er janvier 2022 et ceux qui auraient du être comptabilisés au vu du nouveau plan d'amortissements (régularisation en balance d'entrée)
-les amortissements comptables excédentaires différés constatés au titre de l'exercice 2022 (qui seront enregistrés au compte 1161 en 2023).
(4) Préciser l'exercice de constatation de l'amortissement comptable excédentaire différé.
(5) Préciser l'exercice de reprise de l'amortissement comptable excédentaire différé.

**État D1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'INVESTISSEMENT 2022

BUDGET ANNEXE MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° compte | Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels | Budget primitif<br>1 | Décisions modificatives<br>2 | Virements de crédits (non repris dans une DM)<br>3 | Prévisions budgétaires totales<br>4 = 1 + 2 + 3 | Emissions<br>5 | Annulations<br>6 | Total des réalisations<br>7 = 5 - 6 | Ecart Prévisions / Réalisations<br>8 = 4 - 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2154 | Matériel et outillage | 5 000,00 | | | 5 000,00 | 3 649,45 | | 3 649,45 | 1 350,55 |
| 2182 | Matériel de transport | 60 000,00 | | | 60 000,00 | | | | 60 000,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et matériel informatique | 20 000,00 | | | 20 000,00 | | | | 20 000,00 |
| 2184 | Mobilier | 30 000,00 | -10 250,59 | | 19 749,41 | 3 869,94 | | 3 869,94 | 15 879,47 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 120 000,00 | 6 200,00 | | 126 200,00 | 8 895,47 | | 8 895,47 | 117 304,53 |
| 21 | Immob corporelles | 235 000,00 | -4 050,59 | | 230 949,41 | 16 414,86 | | 16 414,86 | 214 534,55 |
| | **Total des DEPENSES de la SECTION D'INVESTISSEMENT** | **235 000,00** | **-4 050,59** | | **230 949,41** | **16 414,86** | | **16 414,86** | **214 534,55** |

**État D2**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Opérations budgétaires de recettes - SECTION D'INVESTISSEMENT 2022

BUDGET ANNEXE MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° compte | Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels | Budget primitif<br>1 | Décisions modificatives<br>2 | Virements de crédits (non repris dans une DM)<br>3 | Prévisions budgétaires totales<br>4 = 1 + 2 + 3 | Emissions<br>5 | Annulations<br>6 | Total des réalisations<br>7 = 5 - 6 | Ecart Prévisions / Réalisations<br>8 = 4 - 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10222 | Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA) | 15 000,00 | -10 250,59 | | 4 749,41 | 2 264,79 | | 2 264,79 | 2 484,62 |
| 10 | Apports, dotations et réserves | 15 000,00 | -10 250,59 | | 4 749,41 | 2 264,79 | | 2 264,79 | 2 484,62 |
| 2812 | Amortissements agencements et aménagements des terrains plantations à demeure | | | 1 398,00 | 1 398,00 | 1 398,00 | | 1 398,00 | |
| 28131 | Amortissements bâtiments | | | 169 204,00 | 169 204,00 | 169 204,00 | | 169 204,00 | |
| 28154 | Amortissements matériel et outillage | | | 10 510,32 | 10 510,32 | 10 510,32 | | 10 510,32 | |
| 28181 | Amortissements installations générales agencements et aménagements divers | | | 377,00 | 377,00 | 377,00 | | 377,00 | |
| 28182 | Amortissements matériel de transport | | | 30 998,06 | 30 998,06 | 30 998,06 | | 30 998,06 | |
| 28183 | Amortissements matériel de bureau et matériel informatique | 220 000,00 | 6 200,00 | -224 383,84 | 1 816,16 | 1 732,07 | | 1 732,07 | 84,09 |
| 28184 | Amortissements mobilier | | | 7 088,59 | 7 088,59 | 7 088,59 | | 7 088,59 | |
| 28188 | Amortissements autres immobilisations corporelles | | | 4 807,87 | 4 807,87 | 4 807,87 | | 4 807,87 | |
| 28 | Amort des immobilisations | 220 000,00 | 6 200,00 | | 226 200,00 | 226 115,91 | | 226 115,91 | 84,09 |
| | **Total des RECETTES de la SECTION D'INVESTISSEMENT** | **235 000,00** | **-4 050,59** | | **230 949,41** | **228 380,70** | | **228 380,70** | **2 568,71** |

# Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2022

BUDGET ANNEXE MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

00401 MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° compte | Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels | Budget primitif<br>1 | Décisions modificatives<br>2 | Virements de crédits (non repris dans une DM)<br>3 | Prévisions budgétaires totales<br>4 = 1 + 2 + 3 | Emissions<br>5 | Annulations<br>6 | Total des réalisations<br>7 = 5 - 6 | Ecart Prévisions / Réalisations<br>8 = 4 - 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 60611 | Eau et assainissement | 21 000,00 | | -1 000,00 | 20 000,00 | 23 758,22 | 6 164,00 | 17 594,22 | 2 405,78 |
| 60612 | Energie - électricité | 85 000,00 | | -22 000,00 | 63 000,00 | 68 346,39 | 10 089,00 | 58 257,39 | 4 742,61 |
| 60621 | Combustibles et carburants | 62 700,00 | 11 000,00 | | 73 700,00 | 37 025,72 | | 37 025,72 | 36 674,28 |
| 60622 | Produits d'entretien | 2 000,00 | | | 2 000,00 | 861,00 | 861,00 | | 2 000,00 |
| 60623 | Fournitures d'atelier | 8 000,00 | | 9 500,00 | 17 500,00 | 14 134,21 | 2 290,00 | 11 844,21 | 5 655,79 |
| 60624 | Fournitures administratives | 15 000,00 | | 1 110,00 | 16 110,00 | 15 701,80 | 396,00 | 15 305,80 | 804,20 |
| 60625 | Fournitures scolaires éducatives et de loisirs | 23 450,00 | | 16 500,00 | 39 950,00 | 36 977,14 | 2 919,00 | 34 058,14 | 5 891,86 |
| 606261 | Protections, produits absorbants | 5 000,00 | | 1 200,00 | 6 200,00 | 5 744,90 | 751,00 | 4 993,90 | 1 206,10 |
| 606268 | Autres fournitures hôtelières | 50 600,00 | | 53 000,00 | 103 600,00 | 103 604,10 | 14 161,00 | 89 443,10 | 14 156,90 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 55 250,00 | | -25 650,00 | 29 600,00 | 22 518,78 | 3 183,00 | 19 335,78 | 10 264,22 |
| 6063 | Alimentation | 225 991,00 | | 43 500,00 | 269 491,00 | 276 637,75 | 30 864,28 | 245 773,47 | 23 717,53 |
| 6066 | Fournitures médicales | 7 000,00 | | | 7 000,00 | 5 146,22 | 788,00 | 4 358,22 | 2 641,78 |
| 61111 | Examens de biologie | 1 000,00 | | | 1 000,00 | 616,41 | | 616,41 | 383,59 |
| 61112 | Examens de radiologie | 1 000,00 | | | 1 000,00 | 37,80 | | 37,80 | 962,20 |
| 61118 | Autres | 5 800,00 | | -4 000,00 | 1 800,00 | 982,81 | | 982,81 | 817,19 |
| 6241 | Transports de biens | | | 100,00 | 100,00 | 39,00 | | 39,00 | 61,00 |
| 6248 | Transports divers | 19 400,00 | | -3 600,00 | 15 800,00 | 16 104,09 | 1 940,20 | 14 163,89 | 1 636,11 |

# Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2022

BUDGET ANNEXE MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

00401 MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° compte | Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels | Budget primitif 1 | Décisions modificatives 2 | Virements de crédits (non repris dans une DM) 3 | Prévisions budgétaires totales 4 = 1 + 2 + 3 | Emissions 5 | Annulations 6 | Total des réalisations 7 = 5 - 6 | Ecart Prévisions / Réalisations 8 = 4 - 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6251 | Voyages et déplacements | | | 150,00 | 150,00 | 123,02 | | 123,02 | 26,98 |
| 6256 | Missions | 3 000,00 | | -2 310,00 | 690,00 | | | | 690,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 2 000,00 | | | 2 000,00 | | | | 2 000,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 13 000,00 | | -6 000,00 | 7 000,00 | 6 063,09 | 1 204,00 | 4 859,09 | 2 140,91 |
| 6282 | Prestations d'alimentation a l'exterieur | 14 200,00 | | -3 500,00 | 10 700,00 | 4 035,32 | 76,80 | 3 958,52 | 6 741,48 |
| 6288 | Autres | 429 164,00 | | -57 000,00 | 372 164,00 | 324 437,82 | 13 273,77 | 311 164,05 | 60 999,95 |
| 011 | Dépenses afférentes exploit courante | 1 049 555,00 | 11 000,00 | | 1 060 555,00 | 962 895,59 | 88 961,05 | 873 934,54 | 186 620,46 |
| 62118 | Autres personnels | 2 669 470,00 | 389 295,20 | 250 000,00 | 3 308 765,20 | 3 320 240,54 | 27 933,04 | 3 292 307,50 | 16 457,70 |
| 6218 | Autres personnels extérieurs | 5 000,00 | | | 5 000,00 | | | | 5 000,00 |
| 6221 | Frais de recrutement du personnel | 5 000,00 | | | 5 000,00 | 2 250,00 | | 2 250,00 | 2 750,00 |
| 6225 | Indemnités au comptable et aux régisseurs | 300,00 | | | 300,00 | | | | 300,00 |
| 6226 | Honoraires | 9 000,00 | | | 9 000,00 | 2 000,00 | | 2 000,00 | 7 000,00 |
| 6331 | Versement mobilité | 67 116,00 | | | 67 116,00 | 64 841,87 | | 64 841,87 | 2 274,13 |
| 6332 | Allocation logement | 16 920,00 | | | 16 920,00 | 16 129,89 | | 16 129,89 | 790,11 |
| 6333 | Participation des employeurs a la formation professionnelle continue | 116 747,00 | | | 116 747,00 | 102 244,77 | | 102 244,77 | 14 502,23 |
| 6336 | Cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier | 26 508,00 | | | 26 508,00 | 25 503,58 | | 25 503,58 | 1 004,42 |
| 6338 | Autres impots taxes et versements assimilés sur rémunérations | 10 152,00 | | | 10 152,00 | 9 677,77 | | 9 677,77 | 474,23 |

**État D3**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2022

BUDGET ANNEXE MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

00401 MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° compte | Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels | Budget primitif<br>1 | Décisions modificatives<br>2 | Virements de crédits (non repris dans une DM)<br>3 | Prévisions budgétaires totales<br>4 = 1 + 2 + 3 | Emissions<br>5 | Annulations<br>6 | Total des réalisations<br>7 = 5 - 6 | Ecart Prévisions / Réalisations<br>8 = 4 - 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 64111 | Rémunération principale | 1 155 855,00 | 300 000,00 | -461 310,00 | 994 545,00 | 885 454,03 | | 885 454,03 | 109 090,97 |
| 64112 | Nbi supplement familial de traitement et indemnite de residence | 103 211,00 | | | 103 211,00 | 60 980,26 | | 60 980,26 | 42 230,74 |
| 64113 | Prime de service | 64 000,00 | | | 64 000,00 | 50 959,60 | | 50 959,60 | 13 040,40 |
| 641184 | Indemnité inflation | 3 300,00 | | | 3 300,00 | 2 300,00 | | 2 300,00 | 1 000,00 |
| 641188 | Autres | 217 987,00 | | 132 545,17 | 350 532,17 | 199 747,34 | | 199 747,34 | 150 784,83 |
| 64131 | Rémunération principale | 1 512 313,00 | 285 800,00 | -123 717,00 | 1 674 396,00 | 1 591 859,70 | | 1 591 859,70 | 82 536,30 |
| 64136 | Indemnites de preavis et de licenciement | 89 675,00 | | -50 000,00 | 39 675,00 | 24 559,25 | | 24 559,25 | 15 115,75 |
| 641384 | Indemnité inflation | 6 000,00 | | | 6 000,00 | 4 500,00 | | 4 500,00 | 1 500,00 |
| 641388 | Autres | 409 370,00 | | 189 222,80 | 598 592,80 | 518 047,11 | | 518 047,11 | 80 545,69 |
| 64151 | Rémunération principale | 253 662,00 | | -38 000,00 | 215 662,00 | 202 505,70 | | 202 505,70 | 13 156,30 |
| 641584 | Indemnité inflation | 800,00 | | | 800,00 | 800,00 | | 800,00 | |
| 641588 | Autres | 72 282,00 | | 4 431,64 | 76 713,64 | 56 740,37 | | 56 740,37 | 19 973,27 |
| 64174 | Indemnité inflation | 100,00 | | | 100,00 | 100,00 | | 100,00 | |
| 64178 | Autres | 89 802,00 | | -50 000,00 | 39 802,00 | 10 514,59 | | 10 514,59 | 29 287,41 |
| 64511 | Cotisations à l'URSSAF | 860 094,00 | | 95 697,39 | 955 791,39 | 852 914,86 | | 852 914,86 | 102 876,53 |
| 64513 | Cotisations aux caisses de retraite | 110 543,00 | | 57 800,00 | 168 343,00 | 119 800,92 | | 119 800,92 | 48 542,08 |
| 64514 | Cotisations à l'ASSEDIC | 90 239,00 | | 13 000,00 | 103 239,00 | 95 346,30 | | 95 346,30 | 7 892,70 |

# Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2022

BUDGET ANNEXE MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

00401 MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° compte | Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels | Budget primitif<br>1 | Décisions modificatives<br>2 | Virements de crédits (non repris dans une DM)<br>3 | Prévisions budgétaires totales<br>4 = 1 + 2 + 3 | Emissions<br>5 | Annulations<br>6 | Total des réalisations<br>7 = 5 - 6 | Ecart Prévisions / Réalisations<br>8 = 4 - 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 64515 | Cotisations à la CNRACL | 391 413,00 | | -20 000,00 | 371 413,00 | 310 099,60 | | 310 099,60 | 61 313,40 |
| 6475 | Médecine du travail | 22 600,00 | | | 22 600,00 | 11 663,50 | | 11 663,50 | 10 936,50 |
| 64781 | Carte de transport | 2 256,00 | | 330,00 | 2 586,00 | 2 565,97 | | 2 565,97 | 20,03 |
| 64784 | Oeuvres sociales | 59 220,00 | | | 59 220,00 | 56 079,36 | | 56 079,36 | 3 140,64 |
| 012 | Dépenses afférentes au personnel | 8 440 935,00 | 975 095,20 | | 9 416 030,20 | 8 600 426,88 | 27 933,04 | 8 572 493,84 | 843 536,36 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 5 000,00 | | -1 595,15 | 3 404,85 | | | | 3 404,85 |
| 61528 | Autres | 125 000,00 | | -850,00 | 124 150,00 | 74 465,50 | 9 264,00 | 65 201,50 | 58 948,50 |
| 61558 | Services extérieurs - entretien autres matériels | 34 000,00 | | 850,00 | 34 850,00 | 21 309,96 | 1 253,00 | 20 056,96 | 14 793,04 |
| 61561 | Maintenance - part non récupérable | 10 000,00 | | -5 000,00 | 5 000,00 | 1 980,00 | 1 980,00 | | 5 000,00 |
| 6163 | Primes d'assurance - assurance transport | 11 900,00 | | | 11 900,00 | 6 205,70 | | 6 205,70 | 5 694,30 |
| 6165 | Primes d'assurance - responsabilité civile | 6 100,00 | | 2 437,15 | 8 537,15 | 7 387,15 | | 7 387,15 | 1 150,00 |
| 61688 | Autres risques | 8 700,00 | | 308,00 | 9 008,00 | 5 807,52 | | 5 807,52 | 3 200,48 |
| 617 | Etudes et recherches | 1 800,00 | | | 1 800,00 | 1 316,00 | | 1 316,00 | 484,00 |
| 6182 | Documentation generale et technique | 1 000,00 | | | 1 000,00 | 195,00 | | 195,00 | 805,00 |
| 6185 | Frais de colloques séminaires conférences congrés | 2 600,00 | | | 2 600,00 | | | | 2 600,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 86 500,00 | | -16 650,00 | 69 850,00 | 67 498,37 | 4 494,40 | 63 003,97 | 6 846,03 |
| 627 | Services bancaires et assimiles | | | 15,00 | 15,00 | 10,40 | | 10,40 | 4,60 |

# Opérations budgétaires de depenses - SECTION D'EXPLOITATION 2022

BUDGET ANNEXE MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

00401 MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° compte | Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels | Budget primitif<br>1 | Décisions modificatives<br>2 | Virements de crédits (non repris dans une DM)<br>3 | Prévisions budgétaires totales<br>4 = 1 + 2 + 3 | Emissions<br>5 | Annulations<br>6 | Total des réalisations<br>7 = 5 - 6 | Ecart Prévisions / Réalisations<br>8 = 4 - 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6582 | Pécule | 20 256,00 | | | 20 256,00 | 885,68 | | 885,68 | 19 370,32 |
| 6587 | Participation aux frais de scolarité (Ecole des hautes études en santé publique -EHESP) | 8 500,00 | | -5 000,00 | 3 500,00 | | | | 3 500,00 |
| 6588 | Autres | 3 200,00 | | | 3 200,00 | 1,82 | | 1,82 | 3 198,18 |
| 6712 | Pénalités, amendes fiscales et pénales | 7 000,00 | | 30 485,00 | 37 485,00 | 23 679,69 | | 23 679,69 | 13 805,31 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles sur operations de gestion | 12 000,00 | 110 704,80 | -5 000,00 | 117 704,80 | 110 704,80 | | 110 704,80 | 7 000,00 |
| 68111 | Immobilisations incorporelles | 220 000,00 | 6 200,00 | | 226 200,00 | 226 115,91 | | 226 115,91 | 84,09 |
| 6815 | Dotations aux provisions d'exploitation | | 4 326,76 | -4 326,76 | | | | | |
| 6817 | Dotations aux dépréciations des actifs circulants | | | 4 326,76 | 4 326,76 | 4 326,76 | | 4 326,76 | |
| 016 | Dépenses afférentes à la structure | 563 556,00 | 121 231,56 | | 684 787,56 | 551 890,26 | 16 991,40 | 534 898,86 | 149 888,70 |
| | **Total des DEPENSES de la SECTION D'EXPLOITATION** | **10 054 046,00** | **1 107 326,76** | | **11 161 372,76** | **10 115 212,73** | **133 885,49** | **9 981 327,24** | **1 180 045,52** |

# Opérations budgétaires de recettes - SECTION D'EXPLOITATION 2022

BUDGET ANNEXE MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

00401 MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° compte | Libellé des comptes constituant les groupes fonctionnels | Budget primitif<br>1 | Décisions modificatives<br>2 | Virements de crédits (non repris dans une DM)<br>3 | Prévisions budgétaires totales<br>4 = 1 + 2 + 3 | Emissions<br>5 | Annulations<br>6 | Total des réalisations<br>7 = 5 - 6 | Ecart Prévisions / Réalisations<br>8 = 4 - 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6419 | Remboursements sur rémunérations du personnel non médical | | | | | 18 290,72 | | 18 290,72 | -18 290,72 |
| 6459 | Remboursements sur charges de sécurite sociale et de prévoyance | | | | | 32 271,33 | | 32 271,33 | -32 271,33 |
| 7081 | Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel | | | | | 6 566,30 | | 6 566,30 | -6 566,30 |
| 747 | Fonds à engager | 10 054 046,00 | 1 107 326,76 | | 11 161 372,76 | 9 751 459,93 | | 9 751 459,93 | 1 409 912,83 |
| 7588 | Autres produits divers de gestion courante | | | | | 3,27 | | 3,27 | -3,27 |
| 018 | Autres produits relatifs à exploitation | 10 054 046,00 | 1 107 326,76 | | 11 161 372,76 | 9 808 591,55 | | 9 808 591,55 | 1 352 781,21 |
| 7718 | Autres | | | | | 169 955,29 | | 169 955,29 | -169 955,29 |
| 773 | Mandats annules (sur exercices anterieurs) ou atteints par la decheance quadriennale | | | | | 2 780,40 | | 2 780,40 | -2 780,40 |
| 019 | Prod finan et prod non encaissables | | | | | 172 735,69 | | 172 735,69 | -172 735,69 |
| | **Total des RECETTES de la SECTION D'EXPLOITATION** | **10 054 046,00** | **1 107 326,76** | | **11 161 372,76** | **9 981 327,24** | | **9 981 327,24** | **1 180 045,52** |

**État D5**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif | Décision Modificative | Total prévisions 1 | Emissions 2 | Annulations 3 | Dépenses nettes 4 = 2 - 3 | Solde prévisions/ réalisations 5 = 1 - 4 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21 | Immob corporelles | 235 000,00 | -4 050,59 | 230 949,41 | 16 414,86 | | 16 414,86 | 214 534,55 |
| **Total** | | **235 000,00** | **-4 050,59** | **230 949,41** | **16 414,86** | | **16 414,86** | **214 534,55** |

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif | Décision Modificative | Total prévisions 1 | Emissions 2 | Annulations 3 | Recettes nettes 4 = 2 - 3 | Solde prévisions/ réalisations 5 = 1 - 4 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Apports, dotations et réserves | 15 000,00 | -10 250,59 | 4 749,41 | 2 264,79 | | 2 264,79 | 2 484,62 |
| 28 | Amort des immobilisations | 220 000,00 | 6 200,00 | 226 200,00 | 226 115,91 | | 226 115,91 | 84,09 |
| **Total** | | **235 000,00** | **-4 050,59** | **230 949,41** | **228 380,70** | | **228 380,70** | **2 568,71** |

**État D5**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Etat Consommation des Crédits

Section D'EXPLOITATION

DEPENSES

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif | Décision Modificative | Total prévisions 1 | Emissions 2 | Annulations 3 | Dépenses nettes 4 = 2 - 3 | Solde prévisions/ réalisations 5 = 1 - 4 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Dépenses afférentes exploit courante | 1 049 555,00 | 11 000,00 | 1 060 555,00 | 962 895,59 | 88 961,05 | 873 934,54 | 186 620,46 |
| 012 | Dépenses afférentes au personnel | 8 440 935,00 | 975 095,20 | 9 416 030,20 | 8 600 426,88 | 27 933,04 | 8 572 493,84 | 843 536,36 |
| 016 | Dépenses afférentes à la structure | 563 556,00 | 121 231,56 | 684 787,56 | 551 890,26 | 16 991,40 | 534 898,86 | 149 888,70 |
| **Total** | | **10 054 046,00** | **1 107 326,76** | **11 161 372,76** | **10 115 212,73** | **133 885,49** | **9 981 327,24** | **1 180 045,52** |

**État D5**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Etat Consommation des Crédits

Section D'EXPLOITATION

RECETTES

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| N° chapitre ou article (selon le niveau de vote) | Intitulé | Budget Primitif | Décision Modificative | Total prévisions 1 | Emissions 2 | Annulations 3 | Recettes nettes 4 = 2 - 3 | Solde prévisions/ réalisations 5 = 1 - 4 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | Autres produits relatifs à exploitation | 10 054 046,00 | 1 107 326,76 | 11 161 372,76 | 9 808 591,55 | | 9 808 591,55 | 1 352 781,21 |
| 019 | Prod finan et prod non encaissables | | | | 172 735,69 | | 172 735,69 | -172 735,69 |
| **Total** | | **10 054 046,00** | **1 107 326,76** | **11 161 372,76** | **9 981 327,24** | | **9 981 327,24** | **1 180 045,52** |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 10222 | FCTVA | | 204 006,46 | | | | 2 264,79 | | 206 271,25 | | 206 271,25 |
| | **Sous Total compte 1022** | | **204 006,46** | | | | **2 264,79** | | **206 271,25** | | **206 271,25** |
| | **Sous Total compte 102** | | **204 006,46** | | | | **2 264,79** | | **206 271,25** | | **206 271,25** |
| 10682 | Réserves affectées à l'investissement | | 1 927,20 | | | | | | 1 927,20 | | 1 927,20 |
| | **Sous Total compte 1068** | | **1 927,20** | | | | | | **1 927,20** | | **1 927,20** |
| | **Sous Total compte 106** | | **1 927,20** | | | | | | **1 927,20** | | **1 927,20** |
| | **Sous Total compte 10** | | **205 933,66** | | | | **2 264,79** | | **208 198,45** | | **208 198,45** |
| 181 | Cpte liaison : affectation à... | | 2 791 459,53 | | | | | | 2 791 459,53 | | 2 791 459,53 |
| | **Sous Total compte 18** | | **2 791 459,53** | | | | | | **2 791 459,53** | | **2 791 459,53** |
| | **Total classe 1** | | **2 997 393,19** | | | | **2 264,79** | | **2 999 657,98** | | **2 999 657,98** |
| 205 | Concessions droits similaires brevets | 8 367,47 | | | | | | 8 367,47 | | 8 367,47 | |
| | **Sous Total compte 20** | **8 367,47** | | | | | | **8 367,47** | | **8 367,47** | |
| 212 | Agenct amégat terrains plantations | 38 077,35 | | | | | | 38 077,35 | | 38 077,35 | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 2131 | Bâtiments | 3 384 195,14 | | | | | | 3 384 195,14 | | 3 384 195,14 | |
| | **Sous Total compte 213** | **3 384 195,14** | | | | | | **3 384 195,14** | | **3 384 195,14** | |
| 2154 | Mat et outillage | 174 357,48 | | | | 3 649,45 | | 178 006,93 | | 178 006,93 | |
| | **Sous Total compte 215** | **174 357,48** | | | | **3 649,45** | | **178 006,93** | | **178 006,93** | |
| 2181 | Instal gales agenct amngts divers | 64 888,17 | | | | | | 64 888,17 | | 64 888,17 | |
| 2182 | Mat de transport | 257 823,52 | | | | | | 257 823,52 | | 257 823,52 | |
| 2183 | Mat bureau mat informatique | 85 008,24 | | | | | | 85 008,24 | | 85 008,24 | |
| 2184 | Mobilier | 183 365,95 | | | | 3 869,94 | | 187 235,89 | | 187 235,89 | |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 163 743,74 | | | | 8 895,47 | | 172 639,21 | | 172 639,21 | |
| | **Sous Total compte 218** | **754 829,62** | | | | **12 765,41** | | **767 595,03** | | **767 595,03** | |
| | **Sous Total compte 21** | **4 351 459,59** | | | | **16 414,86** | | **4 367 874,45** | | **4 367 874,45** | |
| 2313 | Constructions en cours sur sol propre | 32 833,38 | | | | | | 32 833,38 | | 32 833,38 | |
| | **Sous Total compte 231** | **32 833,38** | | | | | | **32 833,38** | | **32 833,38** | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 23** | **32 833,38** | | | | | | **32 833,38** | | **32 833,38** | |
| 2805 | Concessions droits similaires brevets | | 8 367,47 | | | | | | 8 367,47 | | 8 367,47 |
| | **Sous Total compte 280** | | **8 367,47** | | | | | | **8 367,47** | | **8 367,47** |
| 2812 | Amort agenct amégat terr plantations | | 33 865,91 | | | | 1 398,00 | | 35 263,91 | | 35 263,91 |
| 28131 | Amort bâtiments | | 2 415 813,00 | | | | 169 204,00 | | 2 585 017,00 | | 2 585 017,00 |
| | **Sous Total compte 2813** | | **2 415 813,00** | | | | **169 204,00** | | **2 585 017,00** | | **2 585 017,00** |
| 28154 | Amort mat et outillage | | 141 502,85 | | | | 10 510,32 | | 152 013,17 | | 152 013,17 |
| | **Sous Total compte 2815** | | **141 502,85** | | | | **10 510,32** | | **152 013,17** | | **152 013,17** |
| 28181 | Amort instal gal agct amgt divers | | 61 964,72 | | | | 377,00 | | 62 341,72 | | 62 341,72 |
| 28182 | Amort mat transport | | 182 183,01 | | | | 30 998,06 | | 213 181,07 | | 213 181,07 |
| 28183 | Amort mat bureau mat informatique | | 82 144,53 | | | | 1 732,07 | | 83 876,60 | | 83 876,60 |
| 28184 | Amort mobilier | | 173 940,37 | | | | 7 088,59 | | 181 028,96 | | 181 028,96 |
| 28188 | Amort autres immob corporelles | | 142 351,41 | | | | 4 807,87 | | 147 159,28 | | 147 159,28 |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 2818** | | **642 584,04** | | | | **45 003,59** | | **687 587,63** | | **687 587,63** |
| | **Sous Total compte 281** | | **3 233 765,80** | | | | **226 115,91** | | **3 459 881,71** | | **3 459 881,71** |
| | **Sous Total compte 28** | | **3 242 133,27** | | | | **226 115,91** | | **3 468 249,18** | | **3 468 249,18** |
| | **Total classe 2** | **4 392 660,44** | **3 242 133,27** | | | **16 414,86** | **226 115,91** | **4 409 075,30** | **3 468 249,18** | **4 409 075,30** | **3 468 249,18** |
| 4011 | Fournisseurs | | 119 645,07 | 4 096 200,03 | 3 976 554,96 | | | 4 096 200,03 | 4 096 200,03 | | |
| | **Sous Total compte 401** | | **119 645,07** | **4 096 200,03** | **3 976 554,96** | | | **4 096 200,03** | **4 096 200,03** | | |
| 4041 | Fournis achats immob | | | 12 130,86 | 12 130,86 | | | 12 130,86 | 12 130,86 | | |
| | **Sous Total compte 404** | | | **12 130,86** | **12 130,86** | | | **12 130,86** | **12 130,86** | | |
| 408 | Fournis factures non parvenues | | 133 808,21 | 133 808,21 | 498 481,26 | | | 133 808,21 | 632 289,47 | | 498 481,26 |
| | **Sous Total compte 40** | | **253 453,28** | **4 242 139,10** | **4 487 167,08** | | | **4 242 139,10** | **4 740 620,36** | | **498 481,26** |
| 4111 | Usagers - amiable | | | 5 396,30 | 5 396,30 | | | 5 396,30 | 5 396,30 | | |
| | **Sous Total compte 411** | | | **5 396,30** | **5 396,30** | | | **5 396,30** | **5 396,30** | | |
| | **Sous Total compte 41** | | | **5 396,30** | **5 396,30** | | | **5 396,30** | **5 396,30** | | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 421 | Personnel - rémunérations dues | | | 2 854 433,82 | 2 854 433,82 | | | 2 854 433,82 | 2 854 433,82 | | |
| 427 | Personnel - oppositions | | | 14 599,55 | 14 599,55 | | | 14 599,55 | 14 599,55 | | |
| | **Sous Total compte 42** | | | **2 869 033,37** | **2 869 033,37** | | | **2 869 033,37** | **2 869 033,37** | | |
| 431 | Sécurite sociale | | | 1 268 700,82 | 1 268 700,82 | | | 1 268 700,82 | 1 268 700,82 | | |
| 437 | Autres organismes sociaux | | | 937 867,55 | 937 867,55 | | | 937 867,55 | 937 867,55 | | |
| | **Sous Total compte 43** | | | **2 206 568,37** | **2 206 568,37** | | | **2 206 568,37** | **2 206 568,37** | | |
| 4421 | Prélèvement à la source - Impôt sur | | | 81 891,60 | 81 891,60 | | | 81 891,60 | 81 891,60 | | |
| | **Sous Total compte 442** | | | **81 891,60** | **81 891,60** | | | **81 891,60** | **81 891,60** | | |
| 44321 | Etat - dépenses | | | 510,00 | 510,00 | | | 510,00 | 510,00 | | |
| | **Sous Total compte 4432** | | | **510,00** | **510,00** | | | **510,00** | **510,00** | | |
| 443321 | Recettes Amiable | | | 130 143,00 | | | | 130 143,00 | | 130 143,00 | |
| | **Sous Total compte 44332** | | | **130 143,00** | | | | **130 143,00** | | **130 143,00** | |
| | **Sous Total compte 4433** | | | **130 143,00** | | | | **130 143,00** | | **130 143,00** | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 44381 | Autr coll pub organ internat - dépens | | | 3 851,04 | 3 851,04 | | | 3 851,04 | 3 851,04 | | |
| | **Sous Total compte 4438** | | | **3 851,04** | **3 851,04** | | | **3 851,04** | **3 851,04** | | |
| | **Sous Total compte 443** | | | **134 504,04** | **4 361,04** | | | **134 504,04** | **4 361,04** | **130 143,00** | |
| 4478 | Autres impôts et taxes | | | 114 979,07 | 114 979,07 | | | 114 979,07 | 114 979,07 | | |
| | **Sous Total compte 447** | | | **114 979,07** | **114 979,07** | | | **114 979,07** | **114 979,07** | | |
| | **Sous Total compte 44** | | | **331 374,71** | **201 231,71** | | | **331 374,71** | **201 231,71** | **130 143,00** | |
| 451001 | Cpte rattach avec le budget principal | 2 073 990,16 | | 9 854 689,06 | 9 514 942,48 | | | 11 928 679,22 | 9 514 942,48 | 2 413 736,74 | |
| | **Sous Total compte 451** | **2 073 990,16** | | **9 854 689,06** | **9 514 942,48** | | | **11 928 679,22** | **9 514 942,48** | **2 413 736,74** | |
| | **Sous Total compte 45** | **2 073 990,16** | | **9 854 689,06** | **9 514 942,48** | | | **11 928 679,22** | **9 514 942,48** | **2 413 736,74** | |
| 466 | Excédt de verSEMent | | | 223,92 | 223,92 | | | 223,92 | 223,92 | | |
| 4671 | Autr cptes créditeurs-créditeurs dive | | 6,00 | 151 194,57 | 151 188,57 | | | 151 194,57 | 151 194,57 | | |
| 46721 | Débiteurs divers - amiable | 19 124,09 | | 9 810 875,08 | 9 817 893,81 | | | 9 829 999,17 | 9 817 893,81 | 12 105,36 | |
| 46726 | Débiteurs divers - contentieux | 6 530,65 | | 5 083,57 | 4 974,82 | | | 11 614,22 | 4 974,82 | 6 639,40 | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 4672** | **25 654,74** | | **9 815 958,65** | **9 822 868,63** | | | **9 841 613,39** | **9 822 868,63** | **18 744,76** | |
| | **Sous Total compte 467** | **25 654,74** | **6,00** | **9 967 153,22** | **9 974 057,20** | | | **9 992 807,96** | **9 974 063,20** | **18 744,76** | |
| | **Sous Total compte 46** | **25 654,74** | **6,00** | **9 967 377,14** | **9 974 281,12** | | | **9 993 031,88** | **9 974 287,12** | **18 744,76** | |
| 4711 | Verst des régisseurs | | | 7 966,99 | 7 966,99 | | | 7 966,99 | 7 966,99 | | |
| 4712 | Viremts réimputés | | 319,60 | 3 045,60 | 2 726,00 | | | 3 045,60 | 3 045,60 | | |
| 4713 | Recettes perçues avant émission titre | | | 40 641,56 | 43 126,18 | | | 40 641,56 | 43 126,18 | | 2 484,62 |
| 471411 | Excédent à réimputer - pers physiques | | | 195,92 | 195,92 | | | 195,92 | 195,92 | | |
| 471412 | Excédent à réimputer - personnes mora | | | 28,00 | 28,00 | | | 28,00 | 28,00 | | |
| | **Sous Total compte 47141** | | | **223,92** | **223,92** | | | **223,92** | **223,92** | | |
| | **Sous Total compte 4714** | | | **223,92** | **223,92** | | | **223,92** | **223,92** | | |
| | **Sous Total compte 471** | | **319,60** | **51 878,07** | **54 043,09** | | | **51 878,07** | **54 362,69** | | **2 484,62** |
| 4722 | DACR commission carte bancaire | | | 10,40 | 10,40 | | | 10,40 | 10,40 | | |
| 4728 | DACR - autres dépenses à régul | | | 467,18 | 467,18 | | | 467,18 | 467,18 | | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 472** | | | **477,58** | **477,58** | | | **477,58** | **477,58** | | |
| | **Sous Total compte 47** | | **319,60** | **52 355,65** | **54 520,67** | | | **52 355,65** | **54 840,27** | | **2 484,62** |
| 496 | Dépréciat comptes débiteurs divers | | | | 4 326,76 | | | | 4 326,76 | | 4 326,76 |
| | **Sous Total compte 49** | | | | **4 326,76** | | | | **4 326,76** | | **4 326,76** |
| | **Total classe 4** | **2 099 644,90** | **253 778,88** | **29 528 933,70** | **29 317 467,86** | | | **31 628 578,60** | **29 571 246,74** | **2 562 624,50** | **505 292,64** |
| 5118 | Autres valeurs à l'encaisSEMent | | | 440,00 | 440,00 | | | 440,00 | 440,00 | | |
| | **Sous Total compte 511** | | | **440,00** | **440,00** | | | **440,00** | **440,00** | | |
| | **Sous Total compte 51** | | | **440,00** | **440,00** | | | **440,00** | **440,00** | | |
| 5411 | Disponibilites chez régisseurs d'avan | 1 000,00 | | 5 462,89 | 4 962,89 | | | 6 462,89 | 4 962,89 | 1 500,00 | |
| | **Sous Total compte 541** | **1 000,00** | | **5 462,89** | **4 962,89** | | | **6 462,89** | **4 962,89** | **1 500,00** | |
| | **Sous Total compte 54** | **1 000,00** | | **5 462,89** | **4 962,89** | | | **6 462,89** | **4 962,89** | **1 500,00** | |
| 580 | Opérations d'ordre budgétaires | | | 226 115,91 | 226 115,91 | | | 226 115,91 | 226 115,91 | | |
| | **Sous Total compte 58** | | | **226 115,91** | **226 115,91** | | | **226 115,91** | **226 115,91** | | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Total classe 5** | **1 000,00** | | **232 018,80** | **231 518,80** | | | **233 018,80** | **231 518,80** | **1 500,00** | |
| 60611 | Eau et assainisSEMent | | | | | 23 758,22 | 6 164,00 | 23 758,22 | 6 164,00 | 17 594,22 | |
| 60612 | Energie - électricité | | | | | 68 346,39 | 10 089,00 | 68 346,39 | 10 089,00 | 58 257,39 | |
| | **Sous Total compte 6061** | | | | | **92 104,61** | **16 253,00** | **92 104,61** | **16 253,00** | **75 851,61** | |
| 60621 | Combustibles et carburants | | | | | 37 025,72 | | 37 025,72 | | 37 025,72 | |
| 60622 | Produits d'entretien | | | | | 861,00 | 861,00 | 861,00 | 861,00 | | |
| 60623 | Fournitures d'atelier | | | | | 14 134,21 | 2 290,00 | 14 134,21 | 2 290,00 | 11 844,21 | |
| 60624 | Fournitures administratives | | | | | 15 701,80 | 396,00 | 15 701,80 | 396,00 | 15 305,80 | |
| 60625 | Fournitures scol éduc et loisirs | | | | | 36 977,14 | 2 919,00 | 36 977,14 | 2 919,00 | 34 058,14 | |
| 606261 | Protections, produits absorbants | | | | | 5 744,90 | 751,00 | 5 744,90 | 751,00 | 4 993,90 | |
| 606268 | Autres fournitures hôtelières | | | | | 103 604,10 | 14 161,00 | 103 604,10 | 14 161,00 | 89 443,10 | |
| | **Sous Total compte 60626** | | | | | **109 349,00** | **14 912,00** | **109 349,00** | **14 912,00** | **94 437,00** | |
| 60628 | Autres fournit non stkées | | | | | 22 518,78 | 3 183,00 | 22 518,78 | 3 183,00 | 19 335,78 | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 6062** | | | | | **236 567,65** | **24 561,00** | **236 567,65** | **24 561,00** | **212 006,65** | |
| 6063 | Alimentation | | | | | 276 637,75 | 30 864,28 | 276 637,75 | 30 864,28 | 245 773,47 | |
| 6066 | Fournitures médicales | | | | | 5 146,22 | 788,00 | 5 146,22 | 788,00 | 4 358,22 | |
| | **Sous Total compte 606** | | | | | **610 456,23** | **72 466,28** | **610 456,23** | **72 466,28** | **537 989,95** | |
| | **Sous Total compte 60** | | | | | **610 456,23** | **72 466,28** | **610 456,23** | **72 466,28** | **537 989,95** | |
| 61111 | Examens de biologie | | | | | 616,41 | | 616,41 | | 616,41 | |
| 61112 | Examens de radiologie | | | | | 37,80 | | 37,80 | | 37,80 | |
| 61118 | Autres | | | | | 982,81 | | 982,81 | | 982,81 | |
| | **Sous Total compte 6111** | | | | | **1 637,02** | | **1 637,02** | | **1 637,02** | |
| | **Sous Total compte 611** | | | | | **1 637,02** | | **1 637,02** | | **1 637,02** | |
| 61528 | Autres | | | | | 74 465,50 | 9 264,00 | 74 465,50 | 9 264,00 | 65 201,50 | |
| | **Sous Total compte 6152** | | | | | **74 465,50** | **9 264,00** | **74 465,50** | **9 264,00** | **65 201,50** | |
| 61558 | Entretien autres matériels | | | | | 21 309,96 | 1 253,00 | 21 309,96 | 1 253,00 | 20 056,96 | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 6155** | | | | | **21 309,96** | **1 253,00** | **21 309,96** | **1 253,00** | **20 056,96** | |
| 61561 | Maintenance - part non récup | | | | | 1 980,00 | 1 980,00 | 1 980,00 | 1 980,00 | | |
| | **Sous Total compte 6156** | | | | | **1 980,00** | **1 980,00** | **1 980,00** | **1 980,00** | | |
| | **Sous Total compte 615** | | | | | **97 755,46** | **12 497,00** | **97 755,46** | **12 497,00** | **85 258,46** | |
| 6163 | Primes d'assurance - assurance transp | | | | | 6 205,70 | | 6 205,70 | | 6 205,70 | |
| 6165 | Primes assurance - responsabilité civ | | | | | 7 387,15 | | 7 387,15 | | 7 387,15 | |
| 61688 | Autres risques | | | | | 5 807,52 | | 5 807,52 | | 5 807,52 | |
| | **Sous Total compte 6168** | | | | | **5 807,52** | | **5 807,52** | | **5 807,52** | |
| | **Sous Total compte 616** | | | | | **19 400,37** | | **19 400,37** | | **19 400,37** | |
| 617 | Etudes et recherches | | | | | 1 316,00 | | 1 316,00 | | 1 316,00 | |
| 6182 | Documentation generale et technique | | | | | 195,00 | | 195,00 | | 195,00 | |
| 6188 | Autres frais divers | | | | | 67 498,37 | 4 494,40 | 67 498,37 | 4 494,40 | 63 003,97 | |
| | **Sous Total compte 618** | | | | | **67 693,37** | **4 494,40** | **67 693,37** | **4 494,40** | **63 198,97** | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 61** | | | | | **187 802,22** | **16 991,40** | **187 802,22** | **16 991,40** | **170 810,82** | |
| 62118 | Autres personnels | | | | | 3 320 240,54 | 27 933,04 | 3 320 240,54 | 27 933,04 | 3 292 307,50 | |
| | **Sous Total compte 6211** | | | | | **3 320 240,54** | **27 933,04** | **3 320 240,54** | **27 933,04** | **3 292 307,50** | |
| | **Sous Total compte 621** | | | | | **3 320 240,54** | **27 933,04** | **3 320 240,54** | **27 933,04** | **3 292 307,50** | |
| 6221 | Frais de recrutement du personnel | | | | | 2 250,00 | | 2 250,00 | | 2 250,00 | |
| 6226 | Honoraires | | | | | 2 000,00 | | 2 000,00 | | 2 000,00 | |
| | **Sous Total compte 622** | | | | | **4 250,00** | | **4 250,00** | | **4 250,00** | |
| 6241 | Transports de biens | | | | | 39,00 | | 39,00 | | 39,00 | |
| 6248 | Transports divers | | | | | 16 104,09 | 1 940,20 | 16 104,09 | 1 940,20 | 14 163,89 | |
| | **Sous Total compte 624** | | | | | **16 143,09** | **1 940,20** | **16 143,09** | **1 940,20** | **14 202,89** | |
| 6251 | Voyages et déplacements | | | | | 123,02 | | 123,02 | | 123,02 | |
| | **Sous Total compte 625** | | | | | **123,02** | | **123,02** | | **123,02** | |
| 6262 | Frais de télécommunications | | | | | 6 063,09 | 1 204,00 | 6 063,09 | 1 204,00 | 4 859,09 | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 626** | | | | | **6 063,09** | **1 204,00** | **6 063,09** | **1 204,00** | **4 859,09** | |
| 627 | Services bancaires et assimiles | | | | | 10,40 | | 10,40 | | 10,40 | |
| 6282 | Prestations d'alimentation a l'exteri | | | | | 4 035,32 | 76,80 | 4 035,32 | 76,80 | 3 958,52 | |
| 6288 | Autres | | | | | 324 437,82 | 13 273,77 | 324 437,82 | 13 273,77 | 311 164,05 | |
| | **Sous Total compte 628** | | | | | **328 473,14** | **13 350,57** | **328 473,14** | **13 350,57** | **315 122,57** | |
| | **Sous Total compte 62** | | | | | **3 675 303,28** | **44 427,81** | **3 675 303,28** | **44 427,81** | **3 630 875,47** | |
| 6331 | Versement mobilité | | | | | 64 841,87 | | 64 841,87 | | 64 841,87 | |
| 6332 | Alloc logement | | | | | 16 129,89 | | 16 129,89 | | 16 129,89 | |
| 6333 | Participation des employeurs a la for | | | | | 102 244,77 | | 102 244,77 | | 102 244,77 | |
| 6336 | Cotisation au fonds pour l'emploi hos | | | | | 25 503,58 | | 25 503,58 | | 25 503,58 | |
| 6338 | Autres impots taxes et verSEMents ass | | | | | 9 677,77 | | 9 677,77 | | 9 677,77 | |
| | **Sous Total compte 633** | | | | | **218 397,88** | | **218 397,88** | | **218 397,88** | |
| | **Sous Total compte 63** | | | | | **218 397,88** | | **218 397,88** | | **218 397,88** | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 64111 | Rémunération principale | | | | | 885 454,03 | | 885 454,03 | | 885 454,03 | |
| 64112 | Nbi supplement familial de traitement | | | | | 60 980,26 | | 60 980,26 | | 60 980,26 | |
| 64113 | Prime de service | | | | | 50 959,60 | | 50 959,60 | | 50 959,60 | |
| 641184 | Indemnité inflation | | | | | 2 300,00 | | 2 300,00 | | 2 300,00 | |
| 641188 | Autres | | | | | 199 747,34 | | 199 747,34 | | 199 747,34 | |
| | **Sous Total compte 64118** | | | | | **202 047,34** | | **202 047,34** | | **202 047,34** | |
| | **Sous Total compte 6411** | | | | | **1 199 441,23** | | **1 199 441,23** | | **1 199 441,23** | |
| 64131 | Rémunération principale | | | | | 1 591 859,70 | | 1 591 859,70 | | 1 591 859,70 | |
| 64136 | Indemnites de preavis et de licenciem | | | | | 24 559,25 | | 24 559,25 | | 24 559,25 | |
| 641384 | Indemnité inflation | | | | | 4 500,00 | | 4 500,00 | | 4 500,00 | |
| 641388 | Autres | | | | | 518 047,11 | | 518 047,11 | | 518 047,11 | |
| | **Sous Total compte 64138** | | | | | **522 547,11** | | **522 547,11** | | **522 547,11** | |
| | **Sous Total compte 6413** | | | | | **2 138 966,06** | | **2 138 966,06** | | **2 138 966,06** | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 64151 | Rémunération principale | | | | | 202 505,70 | | 202 505,70 | | 202 505,70 | |
| 641584 | Indemnité inflation | | | | | 800,00 | | 800,00 | | 800,00 | |
| 641588 | Autres | | | | | 56 740,37 | | 56 740,37 | | 56 740,37 | |
| | **Sous Total compte 64158** | | | | | **57 540,37** | | **57 540,37** | | **57 540,37** | |
| | **Sous Total compte 6415** | | | | | **260 046,07** | | **260 046,07** | | **260 046,07** | |
| 64174 | Indemnité inflation | | | | | 100,00 | | 100,00 | | 100,00 | |
| 64178 | Autres | | | | | 10 514,59 | | 10 514,59 | | 10 514,59 | |
| | **Sous Total compte 6417** | | | | | **10 614,59** | | **10 614,59** | | **10 614,59** | |
| 6419 | Rembst rémunérations du persel non mé | | | | | | 18 290,72 | | 18 290,72 | | 18 290,72 |
| | **Sous Total compte 641** | | | | | **3 609 067,95** | **18 290,72** | **3 609 067,95** | **18 290,72** | **3 590 777,23** | |
| 64511 | Cotisations à l'URSSAF | | | | | 852 914,86 | | 852 914,86 | | 852 914,86 | |
| 64513 | Cotisations aux caisses de retraite | | | | | 119 800,92 | | 119 800,92 | | 119 800,92 | |
| 64514 | Cotisations à l'ASSEDIC | | | | | 95 346,30 | | 95 346,30 | | 95 346,30 | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| 64515 | Cotisations à la CNRACL | | | | | 310 099,60 | | 310 099,60 | | 310 099,60 | |
| | **Sous Total compte 6451** | | | | | **1 378 161,68** | | **1 378 161,68** | | **1 378 161,68** | |
| 6459 | Rembst charges de sécu soc | | | | | | 32 271,33 | | 32 271,33 | | 32 271,33 |
| | **Sous Total compte 645** | | | | | **1 378 161,68** | **32 271,33** | **1 378 161,68** | **32 271,33** | **1 345 890,35** | |
| 6475 | Médecine du travail | | | | | 11 663,50 | | 11 663,50 | | 11 663,50 | |
| 64781 | Carte de transport | | | | | 2 565,97 | | 2 565,97 | | 2 565,97 | |
| 64784 | Oeuvres sociales | | | | | 56 079,36 | | 56 079,36 | | 56 079,36 | |
| | **Sous Total compte 6478** | | | | | **58 645,33** | | **58 645,33** | | **58 645,33** | |
| | **Sous Total compte 647** | | | | | **70 308,83** | | **70 308,83** | | **70 308,83** | |
| | **Sous Total compte 64** | | | | | **5 057 538,46** | **50 562,05** | **5 057 538,46** | **50 562,05** | **5 006 976,41** | |
| 6582 | Pécule | | | | | 885,68 | | 885,68 | | 885,68 | |
| 6588 | Autres | | | | | 1,82 | | 1,82 | | 1,82 | |
| | **Sous Total compte 658** | | | | | **887,50** | | **887,50** | | **887,50** | |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 65** | | | | | **887,50** | | **887,50** | | **887,50** | |
| 6712 | Pénalités, amendes fiscales et pénale | | | | | 23 679,69 | | 23 679,69 | | 23 679,69 | |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles sur op | | | | | 110 704,80 | | 110 704,80 | | 110 704,80 | |
| | **Sous Total compte 671** | | | | | **134 384,49** | | **134 384,49** | | **134 384,49** | |
| | **Sous Total compte 67** | | | | | **134 384,49** | | **134 384,49** | | **134 384,49** | |
| 68111 | Immobilisations incorpo | | | | | 226 115,91 | | 226 115,91 | | 226 115,91 | |
| | **Sous Total compte 6811** | | | | | **226 115,91** | | **226 115,91** | | **226 115,91** | |
| 6817 | Dot dépréciat actifs circulants | | | | | 4 326,76 | | 4 326,76 | | 4 326,76 | |
| | **Sous Total compte 681** | | | | | **230 442,67** | | **230 442,67** | | **230 442,67** | |
| | **Sous Total compte 68** | | | | | **230 442,67** | | **230 442,67** | | **230 442,67** | |
| | **Total classe 6** | | | | | **10 115 212,73** | **184 447,54** | **10 115 212,73** | **184 447,54** | **9 981 327,24** | **50 562,05** |
| 7081 | Produits des services exploités dans | | | | | | 6 566,30 | | 6 566,30 | | 6 566,30 |
| | **Sous Total compte 708** | | | | | | **6 566,30** | | **6 566,30** | | **6 566,30** |

# Balance Générale des Comptes

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| | | Balance d'entrée | | Opérations non-budgétaires | | Opérations budgétaires | | Totaux | | Soldes | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro de Compte | Libellé du compte | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit | Débit | Crédit |
| | **Sous Total compte 70** | | | | | | **6 566,30** | | **6 566,30** | | **6 566,30** |
| 747 | Fonds à engager | | | | | | 9 751 459,93 | | 9 751 459,93 | | 9 751 459,93 |
| | **Sous Total compte 74** | | | | | | **9 751 459,93** | | **9 751 459,93** | | **9 751 459,93** |
| 7588 | Autres produits divers de gestion cou | | | | | | 3,27 | | 3,27 | | 3,27 |
| | **Sous Total compte 758** | | | | | | **3,27** | | **3,27** | | **3,27** |
| | **Sous Total compte 75** | | | | | | **3,27** | | **3,27** | | **3,27** |
| 7718 | Autres | | | | | | 169 955,29 | | 169 955,29 | | 169 955,29 |
| | **Sous Total compte 771** | | | | | | **169 955,29** | | **169 955,29** | | **169 955,29** |
| 773 | Mandats annules (sur exercices anteri | | | | | | 2 780,40 | | 2 780,40 | | 2 780,40 |
| | **Sous Total compte 77** | | | | | | **172 735,69** | | **172 735,69** | | **172 735,69** |
| | **Total classe 7** | | | | | | **9 930 765,19** | | **9 930 765,19** | | **9 930 765,19** |
| | **Total général** | **6 493 305,34** | **6 493 305,34** | **29 760 952,50** | **29 548 986,66** | **10 131 627,59** | **10 343 593,43** | **46 385 885,43** | **46 385 885,43** | **16 954 527,04** | **16 954 527,04** |

**État E2/1**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Renseignements annexes à la balance

SECTION D'INVESTISSEMENT : EXÉCUTION DU BUDGET

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| COMPTES - LIBELLES | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT (1) | | RESULTAT DE L'EXERCICE (2) | | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (3) | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DEFICIT | EXCEDENT | DEFICIT | EXCEDENT | DEFICIT | EXCEDENT |
| 1-2-39-481-49-59 (BG) | | 1 846 866,02 | | 211 965,84 | | 2 063 158,62 |
| **TOTAL CONSOLIDE** | | | | **211 965,84** | | |

BG : Budget Général
BA : Budget Annexe
(1) [BE soldes créditeurs - BE soldes débiteurs des comptes 1-2-39-481-49-59 (BG)] - [BE soldes créditeurs - BE soldes débiteurs des comptes non budgétaires : 10685, 10686, 10687, 110 , 111, 114, 1163, 119, 12, 1412]
(2) Solde des opérations budgétaires de l'année
(3) Somme algébrique des colonnes (1) et (2)

# Renseignements annexes à la balance

SECTION D'INVESTISSEMENT : EXÉCUTION DU BUDGET

RAPPROCHEMENT DE LA BALANCE ET DU RÉSULTAT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| CLASSES 1, 2 COMPTES 39, 481, 49, 59 (4) | | DIFFERENCE BRUTE (5) |
|---|---|---|
| SOLDES DEBITEURS | SOLDES CREDITEURS | |
| 4 409 075,30 | 6 472 233,92 | 2 063 158,62 |

(4) Soldes débiteurs et soldes créditeurs de la balance de sortie des comptes CLASSES 1, 2 COMPTES 39, 481, 49, 59
(5) = Soldes créditeurs - Soldes débiteurs

| 10685 (6) | 10686 (7) | 10687 (8) | 110 (9) | 111 (10) | 119 (11) | 114 (12) | 1163 (13) | 1412 (14) | RESULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULE (15) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | 2 063 158,62 |

(6) à (14) : Soldes créditeurs (+) ou débiteurs (-) des comptes à la balance de sortie
(15) : Identité du résultat : (15) = (3) = (5) - somme algébrique des colonnes (6) à (14)

**État F**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 095090 NOM DU POSTE COMPTABLE : P.DEP VAL-D'OISE ETABLISSEMENT : MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE

# Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 31/12/2022

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

| DESIGNATION DES COMPTES | DEBIT | | | CREDIT | | | SOLDES | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N° Intitulé<br>Natures des valeurs inactives | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Balance d'entrée | Année en cours | TOTAL | Débiteurs | Créditeurs |
| 861<br>Portefeuille | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Tickets repas | 20 080,00 | 630,00 | 20 710,00 | 0,00 | 7 736,00 | 7 736,00 | 12 974,00 | 0,00 |
| SOUS-TOTAL COMPTE 861 | 20 080,00 | 630,00 | 20 710,00 | 0,00 | 7 736,00 | 7 736,00 | 12 974,00 | 0,00 |
| 862<br>Correspondant | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Tickets repas | 75,30 | 7 817,00 | 7 892,30 | 0,00 | 6 566,30 | 6 566,30 | 1 326,00 | 0,00 |
| SOUS-TOTAL COMPTE 862 | 75,30 | 7 817,00 | 7 892,30 | 0,00 | 6 566,30 | 6 566,30 | 1 326,00 | 0,00 |
| 863<br>Prise en charge titre et valeur | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| Tickets repas | 0,00 | 6 566,30 | 6 566,30 | 20 155,30 | 711,00 | 20 866,30 | 0,00 | 14 300,00 |
| SOUS-TOTAL COMPTE 863 | 0,00 | 6 566,30 | 6 566,30 | 20 155,30 | 711,00 | 20 866,30 | 0,00 | 14 300,00 |
| TOTAUX | 20 155,30 | 15 013,30 | 35 168,60 | 20 155,30 | 15 013,30 | 35 168,60 | 14 300,00 | 14 300,00 |

# Page des signatures

00401 - MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **MAISON DEP ENFANCE VAL D-OISE** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le **...** par l'organe délibérant.

A , le

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D' OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 2-27**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction des Finances

OBJET : Taxe d'aménagement - Année 2024.

Moyens généraux - Finances

IMPUTATIONS :

PIECES JOINTES :

RESUME :
*Le présent rapport a pour objet de proposer la reconduction du taux de la taxe d'aménagement à 2,5 %, et de trois exonérations (logements sociaux, immeubles classés et abris de jardin) ; Conformément aux dispositions de l'article 101 de la loi de finances pour 2017, la ventilation de la taxe d'aménagement entre le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) et les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sera soumise à l'approbation de l'Assemblée départementale lors d'une prochaine séance et au plus tard lors du vote du Budget Primitif 2024.*

Depuis le 1er mars 2012, la taxe d'aménagement remplace plusieurs taxes d'urbanisme, dont la Taxe Départementale (TD) destinée au financement des dépenses des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (TDCAUE) et la TD pour la protection des Espaces Naturels Sensibles (TDENS).

La taxe d'aménagement est applicable à l'occasion de la délivrance d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux.

Cette taxe est composée de trois parts (communale, départementale et régionale uniquement pour l'Ile-de-France), chaque part étant instaurée par délibération de l'autorité locale : Conseil municipal, Conseil départemental et Conseil régional.

Conformément à l'arrêté du 12 octobre 2022 relatif aux modalités de transmission des informations concernant la taxe d'aménagement, et à l'Article 1639 A du Code Général des Impôts, il est stipulé qu'à partir du 1er janvier 2023, les délibérations fixant le taux de taxe d'aménagement pour l'année suivante doivent être adoptées avant le 1er juillet (et non plus avant le 1er octobre) et notifiées aux services fiscaux dans un délai de deux mois après leur adoption. Il est précisé que les délibérations en matière de taxe d'aménagement produiront leurs effets tant qu'elles n'auront pas été rapportées ou modifiées.

Par ailleurs, l'article 101 de la loi de finances pour 2017, modifié par l'article 155 de la loi de finances pour 2021, a rendu obligatoire la ventilation du taux de la taxe d'aménagement entre les ENS et le CAUE (article L331-17 du Code de l'Urbanisme) : "Les taux de répartition de la part départementale de la taxe d'aménagement prévue aux article 1635 quater A et suivants du Code Général des Impôts entre la politique de protection des ENS et les CAUE sont fixés par la délibération prise en application du II de l'article 1635 quater L du Code Général des Impôts ou, au plus tard, lors de l'établissement du budget annuel".

## 1. PART DEPARTEMENTALE DE LA TAXE D'AMENAGEMENT (ARTICLES L.331-3 A ET L.331-17 DU CODE DE L'URBANISME)

La part départementale de la taxe d'aménagement finance la politique de protection des ENS et les dépenses des CAUE.

Afin de satisfaire aux obligations de la loi de finances de 2017, le CAUE perçoit les reversements de fiscalité dont le montant est lié à la ventilation du taux votée par l'Assemblée départementale. Un système d'avances sur le produit attendu et d'un solde sur l'exercice N-1 est appliqué afin de préserver le fonctionnement du CAUE. Ces nouvelles dispositions ont été intégrées dans deux avenants successifs en janvier et octobre.

Pour l'année 2024, il est proposé de reconduire le taux de la taxe d'aménagement à 2,5 %. Sans nouvelle délibération, ce taux sera reconduit automatiquement pour les années suivantes.

La ventilation du taux de la taxe d'aménagement, étant votée chaque année, elle peut être ajustée l'année suivante si les anticipations de produit de taxe d'aménagement ne se confirment pas ou, le cas échéant, se confirment à un niveau plus élevé. Pour l'année 2024, considérant les incertitudes quant au produit de la taxe d'aménagement à percevoir sur 2024 et de la répartition des dépenses à financer en vue de la protection des ENS et des CAUE , il est proposé de reporter à une délibération ultérieure, et au plus tard lors de la séance qui approuvera le Budget Primitif 2024, la ventilation du taux de la taxe d'aménagement en fonction des prévisions, d'une part, du produit de taxe d'aménagement et, d'autre part, du budget du CAUE.

**2. EXONERATIONS DE LA TAXE (ARTICLE 1635 QUATER D ET 1635 QUATER E DU CODE GENERAL DES IMPOTS)**

L'article 1635 quater D du Code Général des Impôts définit la liste des exonérations de plein droit, parmi lesquelles :

- les constructions et aménagements destinés à être affectés à un service public ou d'utilité publique ;
- les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) ;
- les surfaces d'exploitation des bâtiments agricoles qui constituent de la surface hors œuvre brute non taxée dans le dispositif actuel ;
- les aménagements prescrits par des Plans de Prévention des Risques (PPR) ;
- la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit depuis moins de 10 ans ;
- les constructions dont la surface est inférieure à 5 m², par simplification et pour réduire le coût de gestion de l'impôt.

Outre ces exonérations obligatoires, l'article 1635 quater E du même code dispose que peuvent également être exonérés :

- les logements sociaux bénéficiant du taux réduit de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ou bénéficiant de prêts aidés de l'Etat tels que les Prêts Locatifs Sociaux (PLS), les Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS), les Prêts Sociaux en Location-Accession (PSLA) et Les Logements Sociaux (LLS) dans les Départements d'Outre-Mer (DOM) ;
- les travaux autorisés sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ;
- les abris de jardin, pigeonniers et colombiers soumis à déclaration préalable (surface > 5 m²) ;
- les maisons de santé pour les communes, maîtres d'ouvrage.

Il est ainsi proposé de reconduire ces exonérations, lesquelles s'appliquent sur l'ensemble du territoire départemental.

**3. ETABLISSEMENT DE LA TAXE (ARTICLE L.331-19 ET SUIVANTS DU CODE DE L'URBANISME) ET VERSEMENT AUX COLLECTIVITES**

Les services de la Direction des Finances Publiques établissent et liquident la taxe. Elle est recouvrée en deux échéances à 90 jours et 6 mois après la date d'achèvement des travaux, ou en une seule échéance si le montant est inférieur à 1 500 €. Pour les projets supérieurs à 5 000 m², deux acomptes sont perçus, respectivement fixés à 50 % et à 35 % de la taxe, exigibles à 9 mois et 18 mois après la délivrance de l'autorisation d'urbanisme. La taxe est reversée aux collectivités territoriales pour les montants recouvrés nets des frais de gestion fixés à 3 %.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**APPROUVER** la reconduction du taux de la taxe d'aménagement à 2,5 % ;

**DIRE** que la répartition du taux entre le financement pour la protection des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et le financement du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) pour 2024 sera soumis à l'approbation du Conseil Départemental au plus tard lors de l'établissement du budget 2024 ;

**RECONDUIRE** les exonérations de taxe d'aménagement suivantes :

- les logements sociaux bénéficiant du taux réduit de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ou bénéficiant de prêts aidés de l'Etat tels que les Prêts Locatifs Sociaux (PLS), les Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS), et les Prêts Sociaux en Location-Accession (PSLA) ;
- les travaux autorisés sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ;
- les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-27**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Yannick BOEDEC

SERVICE : Direction des Finances

OBJET : Taxe d'aménagement - Année 2024.

Moyens généraux - Finances

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code l'urbanisme,
Vu le code général des impôts,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**APPROUVE** la reconduction du taux de la taxe d'aménagement à 2,5 % ;

**DIT** que la répartition du taux entre le financement pour la protection des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et le financement du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) pour 2024 sera soumis à l'approbation du Conseil Départemental au plus tard lors de l'établissement du budget 2024 ;

**RECONDUIT** les exonérations de taxe d'aménagement suivantes :

- les logements sociaux bénéficiant du taux réduit de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ou bénéficiant de prêts aidés de l'Etat tels que les Prêts Locatifs Sociaux (PLS), les Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS), et les Prêts Sociaux en Location-Accession (PSLA) ;
- les travaux autorisés sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ;
- les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 2-28**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction des Finances - Service du Budget et des Affaires Financières

OBJET : Bilan des cessions et des acquisitions immobilières pour l'exercice 2022.

Moyens généraux - Finances

IMPUTATIONS :

PIECES JOINTES : Tableau récapitulatif des cessions immobilières 2022
État des acquisitions immobilières de 2022

RESUME :

*En application des dispositions de l'article L 3213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'Assemblée départementale est invitée à prendre connaissance du bilan des cessions et des acquisitions immobilières effectuées pendant l'exercice 2022 et à donner acte de sa présentation.*

L'article L 3213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que le bilan des acquisitions et des cessions immobilières, opérées sur le territoire d'un département, par celui-ci ou par une personne publique ou privée agissant pour son compte, donne lieu chaque année à une délibération du Conseil départemental. Ce bilan doit être annexé au Compte Administratif (CA) de l'exercice considéré.

Une circulaire d'avril 1996 du Ministère de l'Intérieur recommande que le bilan des acquisitions et des cessions immobilières prenne la forme d'un rapport explicatif plutôt que celle d'un tableau récapitulatif.

Tel est l'objet de ce rapport qui présente en premier lieu les cessions, puis les acquisitions relatives à l'année 2022.

**1. CESSIONS**

Les recettes, constatées au CA de l'exercice 2022, au titre des cessions immobilières, s'élèvent à 1 440 896 € et sont enregistrées à l'article 775.

Les recettes de l'article 775 résultent des opérations de cessions suivantes :

- la vente de deux parcelles de terrain à Taverny, cadastrées en sections BV 1175 et BV 1187, au profit de M. ABERKAN Sabar et Mme AMRANI Yousra, au prix de 12 272 € ;

- la vente d'une parcelle de terrain à Villiers-Le-Bel, cadastrée en section ZB 291, au profit de M. AKDOGAN Ilhan et Mme KILIC Hilal, au prix de 123 € ;

- la vente d'une parcelle de terrain à Éragny-sur-Oise, cadastrée en section AB 582, au profit de M. MARECHAL Géraud et Mme YAHIAOUI Maudau, au prix de 28 200 € ;

- la vente d'une parcelle de terrain à Bréançon, cadastrée en section AB 257, au profit de M. PESCH Gérard et Mme NOE Josiane, au prix de 9 000 € ;

- la vente de trois parcelles de terrain à Éragny-sur-Oise, cadastrées en sections AV 847, AV 848 et AV 851, au profit de la société Altarea Cogedim IDF, au prix de 197 160 € ;

- la vente de la Maison Érik Satie à Luzarches, cadastrée en sections AC 399, AC 621 et AC 625, au profit de la commune de Luzarches, au prix de 667 080 € ;

- la vente de l'ancienne gendarmerie à Viarmes, cadastrée en section AD 647, au profit de l'OPAC VAL D'OISE HABITAT, au prix de 241 173 € ;

- la vente de deux parcelles de terrain à Sannois, cadastrées en sections AE 768 et AE 872, au profit de M. CHANCEREL Régis et Mme COLATOSTI Véronique, au prix de 4 880 € ;

- la vente de trois parcelles de terrain à Persan, cadastrées en sections AH 104, AH 106 et AH 108, au profit de la commune de Persan, au prix d'1 € ;

- la vente de trois parcelles de terrain à Montigny-lès-Cormeilles, cadastrées en sections AR 673, AR 965 et AR 966, au profit de la commune de Montigny-lès-Cormeilles, au prix de 8 386 € ;

- la vente de trois parcelles de terrain à Saint-Leu-la-Forêt, cadastrées en sections BH 588, BH 589 et BH 590, au profit de la commune de Saint-Leu-la-Forêt, au prix d'1 € ;

- la vente de deux parcelles de terrain à Taverny, cadastrées en sections BV 1162 et BV 1164, au profit de M. D'ALMEIDA Raoul et Mme DANGBOH Jeanneau, au prix de 11 544 € ;

- la vente de deux parcelles de terrain à Chauvry, cadastrées en sections B 533 et B 536, au profit du SIARE, au prix de 11 076 € ;

- la vente de deux parcelles de terrain à Bessancourt, cadastrées en sections BK 879 et BK 880, au profit de la SCI 2C, au prix de 100 000 € ;

- la vente d'un pavillon à Montigny-lès-Cormeilles, cadastré en section AD 394, au profit de la société ALEMAN, au prix de 150 000 €.

**2. ACQUISITIONS**

Les dépenses, constatées au CA de l'exercice 2022, au titre des acquisitions immobilières, s'élèvent à 1€ pour l'article 2111//221, 163 454,21 € pour l'article 2117 // 738, à 123 791,52 € pour l'article 2118 // 738, ainsi que 16 285 € pour l'article 2151 // 621, soit un total de 303 531,73 €.

Les différentes parcelles cadastrées ont été acquises pour les divers aménagements répertoriés ci-dessous :

- ZAC des Linandes à Cergy pour la parcelle ZC 730, au prix d'1 € ;

- Espace Naturel Sensible (ENS) Les Buttes d'Arthies à Aincourt, pour 25 parcelles au prix de 14 199,75 € ;

- ENS Site géologique de l'Auversien à Auvers-sur-Oise, pour les parcelles cadastrées D 105, D 307, D 119, E 535 et E 15, au prix de 500 € ;

- ENS Moulin de Noisement à Brignancourt, pour la parcelle cadastrée B 110, au prix de 3 920,40 € ;

- ENS Moulin de Noisement à Chars, pour les parcelles cadastrées B 268 et B 269, au prix de 246,10 € ;

- ENS Buttes de Marines à Le Heaulme, pour les parcelles cadastrées A 425, A 427 et A 428, au prix de 7 011,96 € ;

- ENS Buttes de Marines à Marines, pour la parcelle cadastrée A 79, au prix de 73 000 € ;

- ENS Buttes de Marines à Marines, pour la parcelle cadastrée A 236, au prix de 52 000 € ;

- ENS Les Buttes d'Arthies à Villiers-en-Arthies, pour la parcelle cadastrée B 1260, au prix de 6 672 € ;

- ENS Marais de l'Aubette à Sagy, pour les parcelles cadastrées D 1355 et D 1357, au prix de 3 220 € ;

- divers ENS à Sagy, Haute-Isle et Vétheuil, pour les parcelles cadastrées B 458, B 497, B 535, B 548, B 632, B 571, B 230 et C 445, au prix de 2 684 € ;

- ENS Ile d'Herblay à Herblay-sur-Seine, pour la parcelle cadastrée BL 5, au prix de 110 080 € ;

- ENS Le Marais de Boissy-Montgeroult à Montgeroult, pour les parcelles cadastrées B 5 et B 6, au prix de 13 711,52 € ;

- Aménagement d'une voie verte le long de la RD 81 à Sagy, pour les parcelles B 1898, B 1894, B 1902 (parcelles mutiples dans le cadre d'une indivision), B 1814, B 1809, B 1896, C 1459, C 1463 et ZH 305, au prix total de 16 285 €.

Ces dépenses sont constituées pour l'essentiel du paiement du prix des terrains.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**ME DONNER ACTE** de la présentation du bilan des acquisitions et des cessions immobilières réalisées par le Département au cours de l'exercice 2022 ;

**PRECISER** que ce bilan est annexé au Compte Administratif (CA) de l'exercice 2022.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-28**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Agnès RAFAITIN-MARIN

SERVICE : Direction des Finances - Service du Budget et des Affaires Financières

OBJET : Bilan des cessions et des acquisitions immobilières pour l'exercice 2022.

Moyens généraux - Finances

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**DONNE ACTE** à la Présidente de la présentation du bilan des acquisitions et des cessions immobilières réalisées par le Département au cours de l'exercice 2022 ;

**PRECISE** que ce bilan est annexé au Compte Administratif (CA) de l'exercice 2022.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

**DONNER ACTE**

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**TABLEAU RECAPITULATIF DES CESSIONS IMMOBILIERES - EXERCICE 2022**

| LOCALISATION | DESIGNATION DU BIEN (TERRAIN, IMMEUBLES, DROITS REELS) | REFERENCES CADASTRALES | ORIGINE DE PROPRIETE | IDENTITE DU CEDANT | IDENTITE DU CESSIONNAIRE | CONDITIONS DE LA CESSION | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taverny | Parcelles | Parcelles BV 1175 et BV 1187 | Ordonnance d'expropriation du 09/02/1977 Acte administratif du 12/09/1977 | Conseil Départemental du Val d'Oise | M. ABERKAN Sabar et Mme. AMRANI Yousra | Avis du domaine du 19/05/2021 | 12 272,00 € |
| Villiers Le Bel | Parcelle | ZB 291 | Ordonnance d'expropriation du 23/05/2007 | Conseil Départemental du Val d'Oise | M. AKDOGAN Ilhan et Mme. KILIC Hilal | Avis du domaine du 16/11/2020 | 123,00 € |
| Eragny sur Oise | Parcelle | AB 582 | Acte administratif du 29/07/2003 | Conseil Départemental du Val d'Oise | M. MARECHAL Géraud et Mme. YAHIAOUI Maud | Avis du domaine du 22/02/2022 | 28 200,00 € |
| Bréançon | Parcelle | AB 257 | Antérieur à 1956 | Conseil Départemental du Val d'Oise | M. PESCH Gérard et Mme. NOE Josiane | Avis du domaine du 24/02/2021 | 9 000,00 € |
| Eragny sur Oise | Parcelles | AV 847, AV 848 et AV 851 | Acte administratif du 15/12/2004 | Conseil Départemental du Val d'Oise | Altarea Cogedim IDF | Avis du domaine du 21/04/2021 | 197 160,00 € |
| Luzarches | Maison Erik Satie | AC 399, AC 621 et AC 625 | Acte administratif du 23/05/2020 | Conseil Départemental du Val d'Oise | Commune de Luzarches | Avis du domaine du 02/03/2021 | 667 080,00 € |
| Viarmes | Ancienne gendarmerie | AD 647 | Acte administratif du 09/12/1975 | Conseil Départemental du Val d'Oise | OPAC VAL D'OISE HABITAT | Avis du domaine du 02/04/2021 | 241 173,00 € |
| Sannois | Parcelles | AE 768 et AE 872 | Acte administratif du 21/07/2004 | Conseil Départemental du Val d'Oise | M. CHANCEREL Régie et Mme. COLATOSTI Véronique | Avis du domaine du 31/08/2021 | 4 880,00 € |
| Persan | Parcelles | AH 104, AH 106 et AH 108 | Acte administratif du 07/05/1985 | Conseil Départemental du Val d'Oise | Commune de Persan | Avis du domaine du 27/05/2019 | 1,00 € |
| Montigny les Cormeilles | Parcelles | AR 673, AR 965 et AR 966 | Ordonnance d'expropriation du 09/10/1985 Acte administratif du 25/08/1978 | Conseil Départemental du Val d'Oise | Commune de Montigny les Cormeilles | Avis du domaine du 05/10/2020 | 8 386,00 € |
| Saint Leu la Forêt | Parcelles | BH 588, BH 589 et BH 590 | Antérieur à 1956 | Conseil Départemental du Val d'Oise | Commune de Saint Leu La Foret | Avis du domaine du 22/03/2022 | 1,00 € |
| Taverny | Parcelles | BV 1162 et BV 1164 | Actes administratifs du 12/09/1977 et du 18/03/1978 | Conseil Départemental du Val d'Oise | M. D'ALMEIDA Raoul et Mme. DANGBOH Jeanne | Avis du domaine du 24/02/2022 | 11 544,00 € |
| Chauvry | Parcelles | B 533 et B 536 | Ordonnance d'expropriation du 09/12/2021 | Conseil Départemental du Val d'Oise | SIARE | Avis du domaine du 05/08/2022 | 11 076,00 € |
| Bessancourt | Parcelles | BK 879 et BK 880 | Ordonnance d'expropriation du 23/06/1976 | Conseil Départemental du Val d'Oise | SCI 2C | Avis du domaine du 13/05/2022 | 100 000,00 € |
| Montigny les Cormeilles | Pavillon | AD 394 | Acte administratif du 12/10/2006 | Conseil Départemental du Val d'Oise | Scté ALEMAN | Avis du domaine du 19/04/2021 | 150 000,00 € |
| | | | | | | **TOTAL** | **1 440 896,00 €** |

## Etat des acquisitions immobilières de l'année 2022

| COMMUNES | DESIGNATION DU BIEN | DATE D'ACQUISITION (ACTE) | VALEUR D'ACQUISITION | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|
| | | **2111** | **1,00 €** | |
| **CERGY** | PARCELLE ZC 730 | 07/07/2022 | 1,00 € | ZAC DES LINANDES |
| | | **2117** | **163 454,21 €** | |
| **AINCOURT** | 25 PARCELLES | 2022 | 14 199,75 € | ENS LES BUTTES D'ARTHIES |
| **AUVERS SUR OISE** | PARCELLES D 105, D 307, D 119, E 535 ET E 15 | 2022 | 500,00 € | ENS SITE GEOLOGIQUE DE L'AUVERSIEN |
| **BRIGANANCOURT** | PARCELLE B 110 | 15/09/2022 | 3 920,40 € | ENS MOULIN DE NOISEMENT |
| **CHARS** | PARCELLES B 268 ET B 269 | 12/07/2022 | 246,10 € | ENS MOULIN DE NOISEMENT |
| **LE HEAULME** | PARCELLES A 425, A 427 ET A 428 | 16/08/2022 | 7 011,96 € | ENS BUTTES DE MARINES |
| **MARINES** | PARCELLE A 79 | 2022 | 73 000,00 € | ENS BUTTES DE MARINES |
| **MARINES** | PARCELLES A 236 | 21/09/2021 | 52 000,00 € | ENS BUTTES DE MARINES |
| **VILLIERS EN ARTHIES** | PARCELLE B 1260 | 25/07/2022 | 6 672,00 € | ENS LES BUTTES D'ARTHIES |
| **SAGY** | PARCELLES D 1355 ET D 1357 | 21/04/2022 | 3 220,00 € | ENS MARAIS DE L'AUBETTE |
| **SAGY/HAUTE-ISLE ET VETHEUIL** | PARCELLES B 458, B 497, B 535, B 548, B 632, B571, B 230 ET C 445 | 19/08/2022 | 2 684,00 € | DIVERS ENS |
| | | **2118** | **123 791,52 €** | |
| **HERBLAY** | PARCELLE BL 5 | 23/09/2022 | 110 080,00 € | ENS ILE D'HERBLAY |
| **MONTGEROULT** | PARCELLES B 5 ET B 6 | 22/07/2022 | 13 711,52 € | ENS LE MARAIS DE BOISSY-MONTGEROULT |
| | | **2151** | **16 285,00 €** | |
| **SAGY** | PARCELLE B 1898 | 11/04/2022 | 2 025,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE C 1459 | 11/04/2022 | 2 000,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1894 | 11/04/2022 | 1 950,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1902 | 12/04/2022 | 240,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1902 | 12/04/2022 | 240,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1814 | 12/04/2022 | 1 425,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1809 | 11/04/2022 | 2 475,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1902 | 12/04/2022 | 240,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1902 | 12/04/2022 | 240,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1902 | 12/04/2022 | 240,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE B 1896 | 17/05/2022 | 1 875,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLE C 1463 | 17/05/2022 | 2 125,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| **SAGY** | PARCELLEZH 305 | 10/10/2022 | 1 210,00 € | Aménagement d'une voie verte la long de la RD 81 |
| | | **TOTAL** | **303 531,73 €** | |

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 2-29**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de la Gestion Patrimoniale
Service Foncier

OBJET : Commune d'Osny – Cession d'un terrain dans la ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) au profit de M. Thibaud JOREL ou de toute entité qui viendrait se substituer et dont il serait solidairement responsable.

Moyens généraux - Service Foncier

IMPUTATIONS : 775 // 621

PIECES JOINTES : Un avis de la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP)
Un plan

RESUME :
*Investir pour l'éducation dans le Val d'Oise, construire de nouveaux collèges, améliorer le confort d'enseignement et la qualité de vie dans les collèges sont des priorités du Département pour la mandature 2022-2028. En amont de ces opérations de construction et d'investissement, la recherche de foncier constitue souvent un élément clef de ces projets. A ce titre, le présent rapport a pour objectif d'approuver la cession du terrain cadastré section YB n°519p ainsi qu'une partie de la parcelle cadastrée section YB n° 516 (le tout pour une contenance d'environ 8 000 m²) sis dans la ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) à Osny, au profit de M. Thibaud JOREL ou toute entité qui viendrait à se substituer et dont il serait solidairement responsable. Cette cession qui entre dans le cadre de la construction du collège d'Osny interviendra au prix de 22€/m² soit pour un montant global de 176 000 €.*

## 1. CONTEXTE

Par délibération n° 2-22 du 26 mars 2023, le Conseil départemental approuvait le lancement de l'opération de construction d'un collège 600 à Osny.

Dans le cadre de la recherche de foncier pour la construction de ce futur collège, un terrain a été identifié ; il s'agit du terrain cadastré section YC n° 50 sis dans la Zone d'Activité Concertée (ZAC) de la Demie-Lieue (secteur Génicourt) à Osny. Ce terrain est une propriété de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) sur lequel un droit à bail rural verbal a été accordé au profit de M. Thibaud JOREL, exploitant agricole.

Afin de pouvoir détacher l'emprise foncière nécessaire à la construction du collège soit 10 901 m² (parcelle nouvellement cadastrée YC n° 426), des négociations ont été entreprises avec l'agriculteur. Un accord a été trouvé entre les parties et un protocole d'accord a été conclu entre M. Thibaud JOREL, l'indivision JOREL, l'EARL les Sablons, la commune d'Osny, la CACP et le Département lequel acte notamment des éléments suivants :

- la mise à disposition pour le Département de la parcelle cadastrée section YC n° 426, nécessaire au projet de construction, dès la signature du protocole ;
- le montant des indemnités d'évictions agricoles et de pertes de culture de l'exploitant agricole ;
- l'engagement du Département de vendre une partie des parcelles cadastrées section YB n° 519 et YB n° 516 (pour une contenance globale d'environ 8 000 m²) situées dans la ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) pour que l'exploitant agricole puisse y établir une activité secondaire.

Ce protocle d'accord a été approuvé par délibération n° 2-10 de la Commission permanente du 5 juin dernier.

## 2. DECOUPAGE FONCIER DES PARCELLES CADASTREES SECTION YB N° 519 ET YB n° 516

Les parcelles cadastrées section YB n° 519 et YB n° 516 ont des superficies totales respectives de 11 620 m² et 5 705 m².

Le Cabinet MONGRELET-MEURET, Géomètres-Experts, domicilié à Conflans Ste-Honorine, a été missionné pour procéder au plan de découpage foncier pour extraire de ces parcelles une emprise foncière de 8 000 m² environ. Le plan de division foncière, joint en annexe du présent rapport, précise le découpage de cette emprise foncière.

Des Documents Modificatifs du Parcellaire Cadastral (DMPC) seront produits, afin d'identifier les nouvelles numérations à déclarer au cadastre départemental suite à la publication de l'acte authentique de vente.

**3. NEGOCIATION DU PRIX DE VENTE**

La Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) a été saisie le 13 février 2023 sur ce projet de vente et a rendu son avis le 13 mars 2023.

Le prix de vente a été négocié entre les parties, au regard de l'avis rendu par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP), à un prix au m² à 22 €, soit un prix de vente pour l'emprise de 8 000 m² à 176 000 €.

Il est à souligner que la surface et le prix de vente pourraient évoluer lorsque le mesurage définitif sera réalisé par le géomètre-expert missionné.

En conclusion de ce rapport et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**PRENDRE ACTE** de la délibération n° 2-10 de la Commission Permanente du 5 juin 2023 autorisant la Présidente à signer le protocole d'accord transactionnel à passer avec la Commune d'OSNY, la CACP, M. Thibaud JOREL, l'indivision JOREL, l'EARL Les Sablons et le Département ;

**PRENDRE ACTE** de l'avis des domaines n° 2023-95476-12091 délivré le 13 mars 2023 ;

**APPROUVER** la cession d'une emprise foncière d'une superficie de 8 000 m² environ à détacher des parcelles cadastrées section YB n° 519 et YB n° 516 sises ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) à Osny au profit de M. Thibaud JOREL, ou toute entité qui viendrait à se substituer et dont il serait solidairement responsable ;

**PRECISER** cette vente est conditionnée par l'obtention d'un permis de construire au profit de M. Thibaud JOREL, ou toute entité qui viendrait à se substituer ;

**APPROUVER** le prix de vente fixé à 22€/m² soit un montant total de 176 000 € ;

**PRENDRE ACTE** que la surface et le prix de vente total pourraient évoluer lorsque le mesurage définitif sera réalisé par le géomètre-expert missionné ;

**PRECISER** que les frais d'actes et de publication seront à la charge de l'acquéreur ;

**M'AUTORISER** à signer tous les documents concernant cette affaire et notamment l'acte authentique qui sera passé en la forme notariée;

**DIRE** que la recette inhérente à cette aliénation sera enregistrée sur l'imputation 775 // 621 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-29**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Agnès RAFAITIN-MARIN

SERVICE : Direction de la Gestion Patrimoniale

OBJET : Commune d'Osny – Cession d'un terrain dans la ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) au profit de M. Thibaud JOREL ou de toute entité qui viendrait se substituer et dont il serait solidairement responsable.

Moyens généraux - Service Foncier

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**PREND ACTE** de la délibération n° 2-10 de la Commission Permanente du 5 juin 2023 autorisant la Présidente à signer le protocole d'accord transactionnel à passer avec la Commune d'OSNY, la CACP, M. Thibaud JOREL, l'indivision JOREL, l'EARL Les Sablons et le Département ;

**PREND ACTE** de l'avis des domaines n°2023-95476-12091 délivré le 13 mars 2023 ;

**APPROUVE** la cession d'une emprise foncière d'une superficie de 8 000 m² environ à détacher des parcelles cadastrées section YB n° 519 et YB n° 516 sises ZAC de la Demie-Lieue (secteur l'Oseraie) à Osny au profit de M. Thibaud JOREL, ou toute entité qui viendrait à se substituer et dont il serait solidairement responsable ;

**PRECISE** cette vente est conditionnée par l'obtention d'un permis de construire au profit de M. Thibaud JOREL, ou toute entité qui viendrait à se substituer ;

**APPROUVE** le prix de vente fixé à 22€/m² soit un montant total de 176 000 € ;

**PREND ACTE** que la surface et le prix de vente total pourraient évoluer lorsque le mesurage définitif sera réalisé par le géomètre-expert missionné ;

**PRECISE** que les frais d'actes et de publication seront à la charge de l'acquéreur ;

**AUTORISE** la Présidente à signer tous les documents concernant cette affaire et notamment l'acte authentique qui sera passé en la forme notariée;

**DIT** que la recette inhérente à cette aliénation sera encaissée sur l'imputation 775 // 621 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

FINANCES PUBLIQUES

**Direction Départementale**
**des Finances Publiques du Val-d'Oise**
Pôle des opérations de production
Division des missions domaniales
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20104
95010 Cergy-Pontoise
Téléphone : 01-34-41-10-70
Mél.:
ddfip95.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : M Pierre Normandin
Téléphone : 01 34 41 10 70
Réf DS: 11483033
Réf OSE : 2023-95476-12091

Vos Références : DGP/SF/SD
Affaire suivie par : Sophie DEROFF

Le 13/03/2023

Le Directeur départemental des Finances publiques du Val d'Oise par intérim

à
MADAME LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL DU VAL D'OISE
AVENUE DU PARC
CS 20201 CERGY
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

# AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr*

*Nature du bien :* **Unité foncière en nature de terre en friche, en zone AUz (Zone à urbaniser à vocation d'activités)**

*Adresse du bien :* **Carrefour RD27 (Route d'Ennery) et RD915 (Route de Paris à Dieppe) à OSNY**

*Valeur :* **192 000 €**

(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

## 1 - CONSULTANT

Affaire suivie par : **Sophie DEROFF** (Chargée des opérations foncières – Département du Val d'Oise)

## 2 - DATES

| | |
|---|---|
| de consultation : | **13/02/2023** |
| le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis: | |
| le cas échéant, de visite de l'immeuble : | |
| du dossier complet : | **08/03/2023** |

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

| | |
|---|---|
| Cession : | ☐ |
| Acquisition : | amiable ☐<br>par voie de préemption ☐<br>par voie d'expropriation ☐ |
| Prise à bail : | ☐ |
| Autre opération : | |

### 3.2. Nature de la saisine

| | |
|---|---|
| Réglementaire : | ☐ |
| Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] : | ☐ |
| Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local…) | ☐ |

### 3.3. Projet et prix envisagé

Le Département du Val d'Oise est propriétaire de l'unité foncière constituée de quatre parcelles YB 515-516-518-519. L'acquéreur, exploitant agricole, envisage d'acquérir une emprise foncière d'environ 8 000 m² pour réaliser un projet d'activité secondaire : Il est prévu de réaliser une construction d'un bâtiment à usage d'entrepôt (bureaux, accueil client, show-room, lieu de stockage) de 5 000 à 6 000 m² avec la réalisation d'un parking attenant de 30 places. Le Département souhaiterait une estimation du prix de ces parcelles au m².

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

## 4 - DESCRIPTION DU BIEN ET SITUATION JURIDIQUE

| Référence cadastrale | Superficie cadastrale | Superficie de l'emprise à céder | Adresse | Zonage | Orientations d'Aménagement et de Programmation |
|---|---|---|---|---|---|
| YB 515 | 4 021 m² | **Environ 8 000 m²** | Lieudit « La Croix Saint Siméon » [Carrefour RD27 (Route d'Ennery) et RD915 (Route de Paris à Dieppe)] à OSNY (95520) | Zone AUz (Zone à urbaniser à vocation d'activités) | La ZAC multi-sites de la Demi-Lieue est composée de trois secteurs : Génicourt (OAP3a), Sainte-Marie (OAP3b) et Oseraie (OAP3c). Le secteur Oseraie (d'une superficie totale de 18,6 ha) se répartie entre la zone AUc (commerces/ restauration), **la zone AUz (activités : PME/PMI)** et la zone AUh (résidentiel dans le prolongement de la zone pavillonnaire existante : densité moyenne prévue de 45 logements/ha). L'OAP3c prévoit également des liaisons douces. |
| YB 516 | 5 705 m² | | | | |
| YB 518 | 2 728 m² | | | | |
| YB 519 | 11 620 m² | | | | |
| TOTAL | 24 074 m² | | | | |
| **Description sommaire** | | | | | |
| Unité foncière en nature de terre, de configuration quasi-trapézoïdale, parsemée de nombreux arbustes, d'herbes hautes et de quelques arbres. Sur environ les 3/4 de son périmètre, elle est bordée successivement par : la RD915 (Route de Paris à Dieppe), un grand carrefour, la RD27 (Route d'Ennery), le Chemin des Hayettes (voie asphaltée et équipée). Le reste de son périmètre jouxte la parcelle YB 505, en nature de champ cultivé. | | | | | |

VUE DEPUIS LE CARREFOUR

VUE DEPUIS LA D27

VUE DEPUIS LE CHEMIN DES HAYETTES

## 5 - URBANISME

**Zone AUz**En zone AU, les constructeurs sont tenus de participer à la réalisation des équipements rendus nécessaires par les opérations autorisées.

La zone 2AUZ n'est pas réglementée, elle correspond au secteur de la Croix Saint Simeon.
Dans ce secteur soumis à Orientation d'Aménagement et de Programmation, toute opération d'aménagement ou de construction doit être compatible avec les préconisations figurant dans la pièce OAP du dossier de PLU.

**La zone est divisée en plusieurs secteurs :**

- Secteur AUh : vocation de logement
- Secteur AUc : ZAC Demi-Lieue : pôle restauration :
- Secteur AUfa : ZAC Demi-Lieue (Nord du secteur Sainte-Marie)
- **Secteurs AUz et 2AUz : ZAC Demi-Lieue (secteur Oseraie) et Croix Saint-Siméon**

SECTEURS AUZ: ZAC DEMI-LIEUE (SECTEUR OSERAIE)

| Destinations | Sous destinations autorisées | Sous destinations Interdites | Sous destinations autorisées sous conditions |
|---|---|---|---|
| Exploitation agricole ou forestière | | Exploitation forestière<br>Exploitation agricole | |
| Habitation | | Hébergement | Logement |
| Commerce et activités de service | Artisanat et commerce de détail associé | Cinéma | |
| | Hébergement hôtelier et touristique | | |
| | Activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle | | |
| | Restauration<br>Commerce de gros | | |
| Équipement d'intérêt collectif | Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés | Salle d'art et de spectacles | Autres ERP |
| | Établissement d'enseignement | Équipements sportifs | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés | Établissement de santé et d'action sociale | |
| | Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés | | |
| Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire | Bureau<br>Entrepôt | | Centre de congrès |
| | Industrie | | |

**Notamment** :

## INTERDICTION OU LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

SECTEUR AUZ

Les constructions à usage de logement sont autorisées à condition qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance ou le gardiennage des établissements existants ou autorisés.
Les autres ERP sont autorisés à condition de ne pas créer de gênes supplémentaires ni nuisances vis-à-vis du voisinage
Les constructions à destination de centre de congrès sont autorisées à conditions que soient mises en oeuvre toute les dispositions utiles pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et qu'il n'en résulte pas pour le voisinage une aggravation des dangers et des nuisances et sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et d'une bonne compatibilité avec les réseaux d'infrastructure et d'assainissement. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ ou techniques

## PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

SECTEURS AUz:

Les constructions doivent être édifiées à l'alignement ou en limite des marges de recul indiquées au plan de zonage. En l'absence de marge de recul indiquée au plan de zonage, les constructions doivent être édifiées à une distance d'au moins 2 m de l'alignement ou de la limite d'emprise des voies.

## PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

SECTEURS AUz,

Les constructions doivent:
- soit être édifiées en limite si la façade ou partie de façade ne comportent pas de baie et si cette limite séparative ne jouxte pas une zone N (naturelle) au document graphique.
- soit respecter les marges d'isolement mentionnées ci-après.

Règle générale applicable aux marges d'isolement :
Distance minimale (d) :

La largeur des marges d'isolement doit être au moins égale à 2,5 mètres.
Longueur de vue (L) :
**Toute baie doit être éloignée des limites séparatives d'une distance (L) au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre la partie supérieure de cette baie et le niveau du terrain naturel au droit de la construction avec un minimum de 3 mètres (L=H/2).**

PAR RAPPORT AUX AUTRES CONSTRUCTIONS SUR UN MÊME TERRAIN

SECTEURS AUz,

Entre deux constructions non jointes, doit toujours être aménagé un espace suffisant pour permettre le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie.

EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

SECTEURS AUz:

L'emprise au sol des constructions ne peut excéder 60% de la superficie totale du terrain.

HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

SECTEURS AUz:

**La hauteur maximale (H) des constructions, mesurée à partir du terrain naturel ne peut excéder 15 mètres à la gouttière ou à l'acrotère en cas de toiture terrasse**

## 6 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 6.1. Étude de marché

Élément de comparaison privilégié :

| Référence cadastrale | Superficie cadastrale | Zonage | Propriétaire | Adresse | Orientations d'Aménagement et de Programmation |
|---|---|---|---|---|---|
| YB 511 | 3 635 m² | Zone AUz (Zone à urbaniser à vocation d'activités) | SEMAVO | Parcelle parallèle et à une distance d'environ 25 m du Chemin des Hayettes, au Sud de la route d'Ennery sur la commune d'OSNY | La ZAC multi-sites de la Demi-Lieue est composée de trois secteurs : Génicourt (OAP3a), Sainte-Marie (OAP3b) et Oseraie (OAP3c). Le secteur Oseraie (d'une superficie totale de 18,6 ha) se répartie entre la zone AUc (commerces/ restauration), **la zone AUz (activités : PME/PMI)** et la zone AUh (résidentiel dans le prolongement de la zone pavillonnaire existante : densité moyenne prévue de 45 logements/ha). L'OAP3c prévoit également des liaisons douces. |
| **DESCRIPTION SOMMAIRE** | | | | | |
| Présentant une configuration en « Lame de parquet » d'environ 20,80 m x 174,75 m, cette parcelle en nature de terre cultivée, est parallèle sur toute sa longueur au chemin des Hayettes (Voie asphaltée à une distance d'environ 25 m). Située en zone AUz (zone d'activités), elle jouxte à l'une de ses extrémités la route d'Ennery (D 27). | | | | | |
| **CARACTÉRISTIQUES DE LA VENTE** | | | | | |
| **Date de vente : 02/11/2020**<br>**Référence : 2020P08394**<br>**Date de publication : 16/11/2020** | | **Prix de vente : 87 240 € ⇒ 24 € / m²** | | **Vendeur : SEMAVO**<br>**Acquéreur : CACP** | |

### 6.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Élément de comparaison parallèle et situé à environ 30 m de l'unité foncière YB 515-516-518-519, en zone AUz. (Pas de permis de construire déposé à ce stade)

La valeur vénale de l'emprise est estimée : **24 € m² x 8 000 m² = 192 000 €**

## 7 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **192 000 €**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 8 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 9 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 10 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

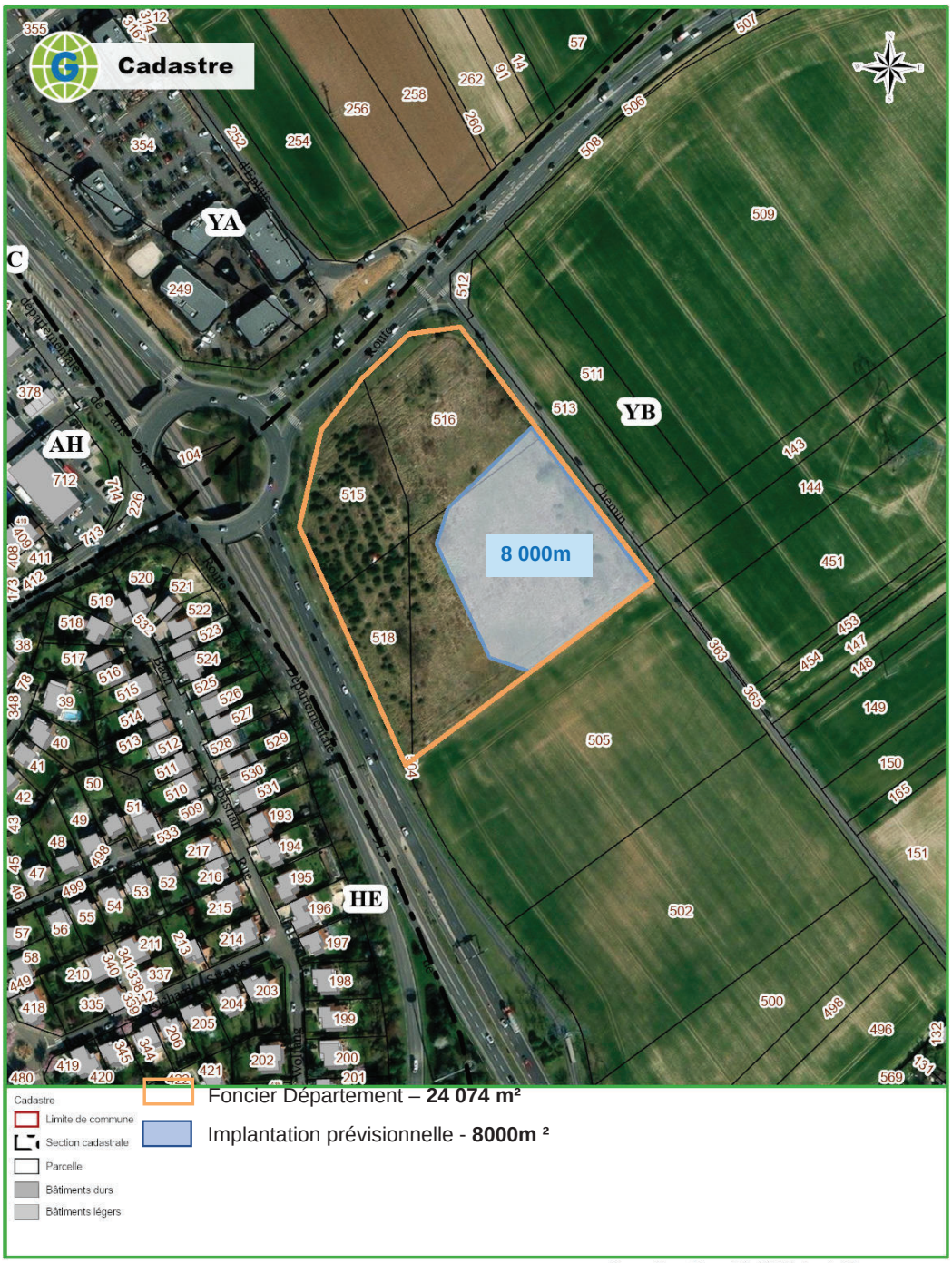
Pour la directrice départementale des finances publiques par intérim

l'inspecteur des finances publiques

Pierre NORMANDIN

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*

**Annexe 7 – Plan prévisionnel d'implantation de l'activité secondaire de Monsieur Thibaud JOREL**



**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 2-30**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de la Gestion Patrimoniale
Service Foncier

OBJET : Commune de Cergy : procédure de déclassement anticipé du domaine public départemental de la parcelle bâtie cadastrée section BE n° 57p (3 754 m²), en vue d'un échange foncier avec la parcelle cadastrée section AY 44p (3 754 m²) appartenant à la SCI ESSEC CONSTRUCTION.

Moyens généraux - Bâtiments

IMPUTATIONS : 6227 // 0202

PIECES JOINTES : Une délibération du conseil de site de CY Université en date du 30 mai 2023
Une délibération du conseil d'établissement de CY Université en date du 23 mai 2023
Un plan de division foncière de la parcelle cadastrée BE n° 57

RESUME :

*Le présent rapport propose de recourir à un déclassement du bien cadastré section BE n° 57p (3 754 m²) par anticipation conformément aux dispositions de l'article L. 2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le principe de la désaffectation ayant été décidée par le Conseil de site de CY Université, prise en qualité d'affectataire, aux termes d'une délibération du 30 mai 2023 avec désaffectation effective au plus tard le 16 juin 2024.*

## 1. LE CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Campus International et plus particulièrement du projet de réimplantation de l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts de Paris-Cergy (ENSAPC), le terrain d'implantation retenu pour accueillir l'Ecole des Arts est situé entre l'avenue du Parc et l'avenue François Mitterrand et est propriété pour partie du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) et pour partie de l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales (ESSEC). Ces deux parcelles seront à terme restituées à l'Etat, maître d'ouvrage de l'opération de construction de la nouvelle Ecole d'Arts. L'assiette foncière est ainsi constituée de deux terrains : l'emprise des anciens terrains de tennis de 3 754 m², cadastrée section AY 44p qui appartient actuellement à l'ESSEC et une partie du parking du Restaurant universitaire géré par le CROUS de 3 320 m² appartenant à l'Etat.

L'ESSEC a confirmé son accord sur le principe de faire bénéficier à l'ENSAPC de sa parcelle "Tennis" sous réserve de pouvoir, par échange avec d'autres parcelles à Cergy, conserver à terme une constructibilité équivalente à celle de son terrain actuel. Dès lors, un accord a été convenu avec le Département, pour proposer à l'ESSEC un échange foncier, sans soulte, pour une emprise de même surface (3 754 m²) à extraire de la parcelle départementale dite "Hirsch" cadastrée section BE n° 57, sur laquelle est bâti un immeuble à usage de gymnase, sous diverses conditions suspensives et notamment, les conditions suspensives du caractère définitif de la délibération de CY Université autorisant le principe de la désaffectation du bien, du caractère définitif du déclassement du bien (Art. L. 3112-4 du CG3P) et de la désaffection effective et avec un différé de jouissance, permettant de traiter la démolition à intervenir du gymnase.

## 2. DECOUPAGE FONCIER DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION BE N° 57

La parcelle cadastrée section BE n° 57 a une superficie totale de 3 941 m².

Le Cabinet de géomètres-expert BRIER & DEUTSCH domicilié à Cergy a été missionné pour procéder au plan de découpage foncier pour extraire de cette parcelle une emprise foncière de 3 754 m². Le plan de division foncière joint en annexe du présent rapport précise la découpe de cette emprise foncière (ci-après le "Gymnase").

Des Documents Modificatifs du Parcellaire Cadastral (DMPC) seront produits afin d'identifier les nouvelles numérations à déclarer au cadastre départemental, suite à la publication de l'acte authentique d'échange foncier.

**3. DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT DE LA PARCELLE CADASTREE BE N° 57 DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

Le Gymnase appartient au domaine public du Département, puisqu'il est affecté à un service public (gymnase utilisé principalement par l'Institut Libre d'Education Physique Supérieur (ILEPS) et l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE)), et a été mis à la disposition de CY UNIVERSITE qui en est l'affectataire.
La présidence de CY Université a confirmé construire un nouveau gymnase sur le secteur Saint-Martin à Pontoise, en remplacement de celui édifié sur la parcelle départementale cadastrée section BE n° 57. Pendant la période intermédiaire entre la désaffectation effective du Gymnase et l'achèvement du nouveau gymnase, l'ILEPS et l'INSPE utiliseront, par convention, des créneaux dans le nouveau sport center de l'ESSEC qui a été inauguré en avril 2023. Cette convention est, à ce jour, en cours de finalisation entre CY Université et l'ESSEC et sa conclusion conditionnera l'effectivité de la désaffectation.

Conformément à l'article L. 2141-1 du Code général de la propriété des personnes publiques dit CG3P, "un bien d'une personne publique qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement."

Toutefois, l'article L. 2141-2 prévoit que "par dérogation à l'article L. 2141-1, le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement. Ce délai ne peut excéder trois ans. Toutefois, lorsque la désaffectation dépend de la réalisation d'une opération de construction, restauration ou réaménagement, cette durée est fixée ou peut être prolongée par l'autorité administrative compétente en fonction des caractéristiques de l'opération, dans une limite de six ans à compter de l'acte de déclassement. (…)"

La date du déménagement des utilisateurs du gymnase Hirsch vers le Sport Center n'étant pas encore confirmée, il est proposé de recourir à un déclassement du site, par anticipation, conformément aux dispositions de l'article L. 2141-2 afin de prévoir une désaffectation effective qui interviendrait au plus tard le 16 juin 2024. Cette désaffectation sera constatée par Commissaire de Justice et le constat sera annexé à l'acte authentique entérinant l'échange foncier.

Le déclassement par anticipation permettra au Département de procéder, pendant la période intermédiaire entre la promesse d'échange et l'acte authentique définitif, à la purge des délais légaux et réglementaires de recours et de retrait, inscrivant ainsi l'opération projetée dans le calendrier du projet de réimplantation de l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts de Paris-Cergy (ENSAPC).

Ainsi, pour procéder à l'échange foncier susmentionné, l'Assemblée départementale doit au préalable :

- prendre acte de la décision prise par le Conseil de site de CY Université le 30 mai 2023 de désaffecter le Gymnase au plus tard le 16 juin 2024, compte tenu des nécessités du service public ;

- décider, en conséquence de cette décision de principe de désaffectation, le déclassement du Gymnase sur le fondement de l'article L. 2141-2 du CG3P, la désaffectation effective devant être constatée au plus tard le 16 juin 2024 ;

- prendre acte, le moment venu, de la constatation de la désaffection effective du Gymnase.

En conclusion de ce rapport et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**Considérant** l'article L.2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

**Considérant** le contexte de l'opération projetée rappelé dans le rapport et son utilité pour le projet de réimplantation de l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts de Paris-Cergy (ENSAPC) ;

**Considérant** la délibération du Conseil de site de CY Université en date du 30 mai 2023 décidant du principe de la désaffectation du Gymnase, alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet qu'au plus tard le 16 juin 2024 ;

**Considérant** que pour céder le Gymnase à l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales (ESSEC), dans le calendrier du projet de réimplantation de l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts de Paris-Cergy (ENSAPC), il est nécessaire de procéder au préalable à son déclassement anticipé du domaine public, dont le caractère définitif interviendra au jour du caractère effectif de sa désaffectation ;

**PRENDRE ACTE** de la délibération du 30 mai 2023 du Conseil de site de CY Université, décidant du principe de la désaffectation du Gymnase édifié sur l'emprise foncière bâtie d'une surface de 3 754 m², à extraire d'une parcelle de plus grande importance, actuellement cadastrée section BE n° 57 et figurée sur le plan de division demeuré, ci-annexé, alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet qu'au plus tard le 16 juin 2024 ;

**PRECISER** que la désaffectation effective du bien sera constatée par Commissaire de justice au plus tard le 16 juin 2024 et que son constat sera annexé à l'acte authentique d'échange ;

**DECIDER** le déclassement anticipé de l'emprise foncière bâtie d'une surface de 3 754 m², à extraire d'une parcelle de plus grande importance actuellement cadastrée section BE n° 57 et figurée sur le plan de division demeuré ci-annexé ;

**M'AUTORISER** à signer tous les documents liés à cette procédure ;

**DIRE** que tous les frais inhérents à cette procédure seront à la charge du Département ;

**DIRE** que les crédits sont inscrits sur l'imputation 6227 // 0202 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-30**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Agnès RAFAITIN-MARIN

SERVICE : Direction de la Gestion Patrimoniale
Service Foncier

OBJET : Commune de Cergy : procédure de déclassement anticipé du domaine public départemental de la parcelle bâtie cadastrée section BE n° 57p (3 754 m²), en vue d'un échange foncier avec la parcelle cadastrée section AY 44p (3 754 m²) appartenant à la SCI ESSEC CONSTRUCTION.

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes
Education et collèges - Actions éducatives - Vie étudiante et associative - Egalité des chances - Egalité femmes-hommes - Sport et Olympisme

## Après en avoir délibéré :

**Considérant** l'article L.2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

**Considérant** le contexte de l'opération projetée rappelé dans le rapport et son utilité pour le projet de réimplantation de l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts de Paris-Cergy (ENSAPC) ;

**Considérant** la délibération du Conseil de site de CY Université en date du 30 mai 2023 décidant du principe de la désaffectation du Gymnase, alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet qu'au plus tard le 16 juin 2024 ;

**Considérant** que pour céder le Gymnase à l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales (ESSEC), dans le calendrier du projet de réimplantation de l'Ecole Nationale Supérieure d'Arts de Paris-Cergy (ENSAPC), il est nécessaire de procéder au préalable à son déclassement anticipé du domaine public, dont le caractère définitif interviendra au jour du caractère effectif de sa désaffectation ;

**PREND ACTE** de la délibération du 30 mai 2023 du Conseil de site de CY Université décidant du principe de la désaffectation du Gymnase édifié sur l'emprise foncière bâtie d'une surface de 3 754 m², à extraire d'une parcelle de plus grande importance, actuellement cadastrée section BE n° 57 et figurée sur le plan de division demeuré ci-annexé, alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet qu'au plus tard le 16 juin 2024 ;

**PRECISE** que la désaffectation effective du bien sera constatée par Commissaire de justice au plus tard le 16 juin 2024 et que son constat sera annexé à l'acte authentique d'échange ;

**DECIDE** le déclassement anticipé de l'emprise foncière bâtie d'une surface de 3 754 m² à extraire d'une parcelle de plus grande importance actuellement cadastrée section BE n° 57 et figurée sur le plan de division demeuré ci-annexé ;

**AUTORISE** la Présidente à signer tous les documents liés à cette procédure ;

**DIT** que tous les frais inhérents à cette procédure seront à la charge du Département ;

**DIT** que les crédits seront prélevés sur l'imputation 6227 // 0202 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**Conseil d'établissement**
**Séance du 23 mai 2023**

Délibération n°10
**Portant avis sur la désaffectation du gymnase Hirsch**

*Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2141-2 et L. 3112-4 ;*
*Vu le décret n° 2019-1095 du 28 octobre 2019 portant création de CY Cergy Paris Université et approbation de ses statuts ;*
*Vu la convention de mise à disposition en date du 20 juin 2002 entre l'Etat et le Conseil départemental du Val d'Oise ;*

Considérant que dans le cadre du projet de la future construction de l'École Nationale Supérieure d'Arts de Paris-Cergy (ENSAPC) un échange foncier est convenu entre l'ESSEC, propriétaire de la parcelle dite « terrains de tennis de l'ESSEC », et le Conseil Départemental du Val d'Oise, propriétaire de la parcelle dite « gymnase B. Hirsch », et que le gymnase B. Hirsch a vocation à être détruit,

Considérant que, conformément à la convention de mise à disposition susvisée, CY Cergy Paris Université en est l'affectataire et que Département du Val d'Oise lui a demandé de libérer le gymnase, afin qu'il puisse le déclasser du domaine public,

Considérant qu'en vertu des dispositions du code général de la propriété des personnes publiques, il appartient à CY Cergy Paris Université de décider, dans ce contexte, du principe de la désaffectation du gymnase alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet qu'au plus tard le 16 juin 2024, afin de lui permettra de transférer ses activités,

Considérant que parallèlement, et comme condition nécessaire à la désaffectation du gymnase, pour assurer la continuité de ses activités et du service public dont elle est garante, l'Université a sollicité auprès de l'ESSEC la mise à disposition, à compter du 1er septembre 2023 du nouveau complexe sportif, « Sports & Recreation Center (SRC) », mise à disposition qui sera rendue effective par la signature d'une convention,

Après en avoir délibéré :

| **Vote** | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : 49 | Pour : 40 |
| Nombre de membres présents : 30 | Contre : 0 |
| Nombre de membres représentés : 10 | Abstention : 0 |
| Membres absents et non représentés : 9 | Non-participation : 0 |

**Article 1er** :

Le conseil d'établissement émet un avis favorable sur le principe de la désaffectation du gymnase B. Hirsch devant intervenir, au plus tard, le 16 juin 2024, sous réserve de la continuité des services publics et de la signature de la convention d'utilisation par laquelle l'ESSEC met à disposition de CY et de l'ILEPS un équipement sportif permettant la poursuite de leurs activités.

**Article 2 :**

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique d'Ile-de-France, chancelier des universités, et entrera en vigueur à compter de sa publication.

**Article dernier :**

La directrice générale des services et l'agent comptable de l'université sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le président de CY Cergy Paris Université,

Laurent GATINEAU

Transmise au rectorat le :
Publiée le :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

**Conseil de site**
**Séance du 30 mai 2023**

Délibération n°2
**Portant approbation de la désaffectation du gymnase Hirsch**

*Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2141-2 et L. 3112-4 ;*
*Vu le décret n° 2019-1095 du 28 octobre 2019 portant création de CY Cergy Paris Université et approbation de ses statuts ;*
*Vu la délibération du conseil d'établissement du 23 mai 2023 portant avis sur la désaffectation du gymnase Hirsch ;*
*Vu la convention de mise à disposition en date du 20 juin 2002 entre l'Etat et le Conseil départemental du Val d'Oise ;*

Considérant que dans le cadre du projet de la future construction de l'École Nationale Supérieure d'Arts de Paris-Cergy (ENSAPC) un échange foncier est convenu entre l'ESSEC, propriétaire de la parcelle dite « terrains de tennis de l'ESSEC », et le Conseil Départemental du Val d'Oise, propriétaire de la parcelle dite « gymnase B. Hirsch », et que le gymnase B. Hirsch a vocation à être détruit,

Considérant que, conformément à la convention de mise à disposition susvisée, CY Cergy Paris Université en est l'affectataire et que Département du Val d'Oise lui a demandé de libérer le gymnase, afin qu'il puisse le déclasser du domaine public,

Considérant qu'en vertu des dispositions du code général de la propriété des personnes publiques, il appartient à CY Cergy Paris Université de décider, dans ce contexte, du principe de la désaffectation du gymnase alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet qu'au plus tard le 16 juin 2024, afin de lui permettra de transférer ses activités,

Considérant que parallèlement, et comme condition nécessaire à la désaffectation du gymnase, pour assurer la continuité de ses activités et du service public dont elle est garante, l'Université a sollicité auprès de l'ESSEC la mise à disposition, à compter du 1er septembre 2023 du nouveau complexe sportif, « Sports & Recreation Center (SRC) », mise à disposition qui sera rendue effective par la signature d'une convention,

Après en avoir délibéré :

| **Vote** | |
|---|---|
| Nombre de membres en exercice : 31 | Pour : 17 |
| Nombre de membres présents : 11 | Contre : 0 |
| Nombre de membres représentés : 6 | Abstentions : 0 |
| Membres absents et non représentés : 14 | Non-participation : 0 |

**Article 1er** :

Le conseil de site approuve le principe de la désaffectation du gymnase B. Hirsch devant intervenir, au plus tard, le 16 juin 2024, sous réserve de la continuité des services publics et de la signature de la convention d'utilisation par laquelle l'ESSEC met à disposition de CY et de l'ILEPS un équipement sportif permettant la poursuite de leurs activités.

**Article 2 :**

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique d'Ile-de-France, chancelier des universités, et entrera en vigueur à compter de sa publication.

**Article dernier :**

La directrice générale des services et l'agent comptable de l'université sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le président de CY Cergy Paris Université,

Laurent GATINEAU

Transmise au rectorat le :
Publiée le :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

Département du Val d'Oise

COMMUNE DE CERGY

# PROJET DE DIVISION

de la Propriété sise Avenue du Sud

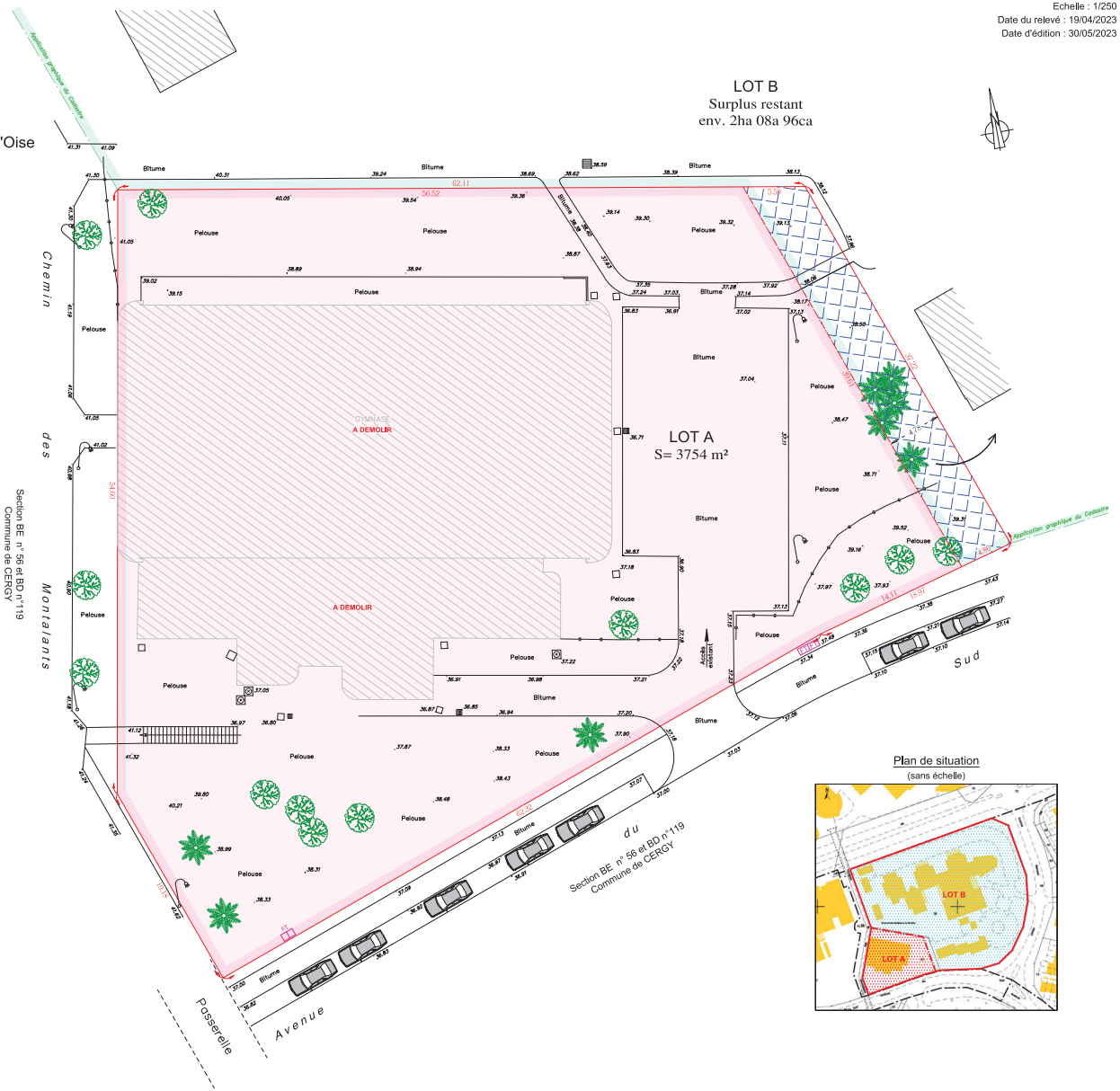
et Chemin des Montalants

Propriété du Conseil Général du Val d'Oise

Cadastrée : Section BE n° 57-58

Contenance Cadastrale Totale : 2ha 46a 50ca

Dossier : 43054_Division
Echelle : 1/250
Date du relevé : 19/04/2023
Date d'édition : 30/05/2023




Plan de situation
(sans échelle)




NOTA :

Partie de la parcelle section BE n°57 d'une superficie de 183m²

Dans le cadre de la division, il conviendra de vérifier par le propriétaire l'emplacement et la nature des réseaux souterrains éventuellement existants pouvant grever les lots de servitudes.
Tous les réseaux éventuellement non déterminés sur le plan devront, soit être déplacés, soit faire l'objet d'une servitude.
Il ne saurait en aucun cas préjuger de l'existence d'autres réseaux dont le géomètre n'aurait pas eu connaissance.
Les cotes et limites ont été réappliquées suivant le plan du lot dressé en 1979 par le Cabinet DEWATINE, Géomètre-Expert à CERGY.
Les cotes et les superficies ne seront définitives qu'après une délimitation contradictoire avec les voisins.
Système d'Altitudes IGN 1969 (altitudes normales). Les coordonnées sont rattachées au système RGF93 CC49.


Cabinet DEUTSCH
Géomètre-Expert D.P.L.G
GEOMETRE-EXPERT

| BUREAU PRINCIPAL | BUREAU SECONDAIRE |
|---|---|
| 6 Rue des Gauchères | 69 Av de la République |
| 95000 CERGY | 78580 SARTROUVILLE |
| ☎ : 01 30 20 41 03 | ☎ : 01 61 30 93 97 |

℻ : 01 30 32 98 13
✉ : brier.deutsch@orange.fr


Repère Echelle : 2 cm / 5 m

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D' OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 2-31**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction des Ressources Humaines

OBJET : Mesures en matière de Ressources Humaines.

Moyens généraux - Administration générale

IMPUTATIONS : 64111 // 0201, 64131 // 0201, 64111 // 50, 64131 // 50, 64111 // 70, 64131 // 70, 64111 // 550, 64131 // 550, 64111 // 20, 64131 // 20, 64111 // 40, 64131 // 40, 6411 // 60, 64131 // 60, 64111 // 10, 64131 // 10, 64111 // 566 et 64131 // 566

PIECES JOINTES : Trois tableaux des postes créés, modifiés ou supprimés

RESUME :

*Conformément à la stratégie 2022-2028, adoptée par l'Assemblée départementale le 18 février 2022, le Département du Val d'Oise entend maintenir et renforcer l'efficacité et la proximité de ses agents au service des Valdoisiens.*
*Dès lors, le présent rapport propose d'adopter des mesures d'ajustement des effectifs départementaux, en cohérence avec les mesures d'organisations récemment présentées en Comité social territorial, ou rendus nécessaires pour assurer la cohérence des effectifs avec les activités des services départementaux. Le coût total annuel des mesures envisagées s'élève à 187 900 €. Ce surcoût est financé par l'Agence Régionale de Santé (ARS) dans le cadre des subventions en matière de santé publique.*

## 1. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES AU SEIN DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (DGAAT) : DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AGRICULTURE (DDDA)

La forte évolution de l'activité administrative, notamment avec l'usage de nouveaux logiciels, mais aussi le développement des rapports à rédiger en lien avec le nouveau Guide des aides aux collectivités qui renforce le soutien aux projets environnementaux (nature en ville, éclairage public, rénovation énergétique des bâtiments publics, enfouissements des réseaux…), nécessitent de modifier légèrement l'organisation de la fonction administrative de la Direction par les mesures suivantes :

- la transformation d'un emploi d'assistant (catégorie C) (suppression) en emploi de chargé d'appui administratif (catégorie B) (création), chargé plus spécifiquement de la centralisation des marchés et commandes, et de l'organisation et de la coordination administrative et logistique des principales manifestations de la Direction ;
- la transformation d'un emploi précédemment mis à disposition du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP) de catégorie A (suppression), dont le besoin a évolué à la suite d'une nouvelle répartition des missions au sein du Syndicat et une diminution des missions auparavant attribuées à ce poste, en un emploi de responsable de bureau administratif de catégorie B (création). Ce poste encadrera un nouveau pôle composé des deux postes d'assistants de service, permettant ainsi de centraliser les fonctions administratives supports de la Direction et d'assurer une meilleure transversalité. Le poste gérera également les dossiers de subvention aux collectivités. La suppression des deux emplois sera effectuée ultérieurement, dans le cadre d'une délibération annuelle de régularisation du tableau des effectifs, en fin d'année 2023.

Ces deux mesures sont budgétairement équilibrées et génèrent une économie, en coût moyen annuel, de 7 000 €. Les modifications organisationnelles afférentes à ces mesures ont été présentées au Comité Social Territorial (CST) du 15 juin 2023, ainsi que la modification du nom de la Direction qui devient la Direction de l'Environnement, de l'Agriculture et du Développement Durable (DEADD).

## 2. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES A LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE AUX RESSOURCES (DGAR) : DIRECTION DES FINANCES (DF)

L'objectif de centralisation de la fonction comptable est entré en 2022 dans une nouvelle phase ; la création d'une plateforme au sein de la Direction des Finances (DF) a regroupé plusieurs postes de gestion comptable auparavant répartis dans différentes Directions.

Le bilan réalisé après plusieurs mois de fonctionnement de la plateforme a mis en évidence l'opportunité d'y opérer des ajustements relatifs à l'encadrement des pôles comptables et à la catégorie hiérarchique des postes d'encadrement :

- la transformation de trois emplois de responsable de pôle de catégorie A (suppression) en trois emplois de responsable de pôle de catégorie B (création) : les responsabilités afférentes à ces postes sont moindres que celles des postes de catégorie A du secteur de la comptabilité des collectivités territoriales, en particulier des communes. Ce périmètre plus restreint a produit des effets négatifs dans l'attractivité de ces postes avec une absence de candidatures externes. Un positionnement en catégorie B sera plus adapté au niveau de responsabilité et de technicité attendus et facilitera le recrutement ;
- la transformation de trois emplois d'adjoint au responsable de pôle de catégorie B (suppression) en trois emplois de chargé de gestion comptable de catégorie C (création) : à l'issue du bilan tiré des premiers mois de fonctionnement de la plateforme comptable, il est apparu que ces postes d'adjoints n'apportaient pas de plus-value véritable à l'organisation, au contraire d'un renforcement des fonctions d'exécution comptable au sein des pôles.

Ces mesures permettont une meilleure répartition des missions comptables au sein de la platefrome, et de donner plus de sens aux missions des agents.

## 3. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES A LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE AU DEVELOPPEMENT (DGAD) : DIRECTION DE L'EDUCATION ET DES COLLEGES (DEC)

### 3.1 Externalisation partielle du nettoiement du collège Robespierre de Goussainville

Depuis la rentrée scolaire de septembre 2021, une étude sur la stratégie d'externalisation a été engagée au sein de la DEC. Le principe de l'externalisation du nettoiement de certains collèges a été acté, dont le collège Robespierre à Goussainville.

L'étude a montré que la qualité de service rendu au sein de ce collège n'était pas satisfaisante, les règles d'hygiène n'étaient pas respectées, malgré un accompagnement du personnel par l'équipe de Direction du collège et les services départementaux.

Le Département continuera de gérer la restauration et la maintenance du collège, ainsi que l'accueil.

Il est donc proposé d'externaliser partiellement l'entretien dans ce collège, et d'adopter les mesures suivantes :

- la suppression des sept emplois d'agent d'entretien et de restauration (catégorie C) existants ;

- la création de deux emplois d'agents polyvalents, chargés d'assister le chef de cuisine pendant le temps de demi-pension, de remplacement de l'agent d'accueil pendant sa coupure (fonction assurée par les postes d'agents d'entretien et de restauration) et d'assurer une partie du nettoiement non effectué par le prestataire ;

- la création d'un emploi d'agent d'entretien et de maintenance, en soutien du responsable de la maintenance du collège dans les périodes d'accroissement du travail, et qui assurera également une partie du nettoiement non effectué par le prestataire.

### 3.2 Mesures d'ajustements organisationnels

Les mesures proposées concernent des ajustements d'organisation pour 14 collèges.

Celles-ci relèvent d'une adaptation des effectifs aux besoins rencontrés dans les collèges, d'une part sur la partie restauration pour s'adapter aux nombres de demi-pensionnaires et, d'autre part, sur la partie d'entretien des locaux pour s'adapter à la typologie des bâtiments.

Ainsi, il est proposé :

- la création de trois emplois d'aide de cuisine de production (catégorie C) et d'un emploi de second de cuisine (catégorie C) ;
- la modification de dix emplois, à grade constant :
  - un emploi d'agent d'entretien et de restauration en un emploi d'agent d'entretien et de maintenance ;
  - un emploi de responsable d'office de remise en température en un emploi de chef de cuisine ;
  - huit emplois d'aide de cuisine en emplois de second de cuisine ;
- la suppression de trois emplois :
  - un emploi d'agent polyvalent d'internat ;
  - deux emplois d'agent d'entretien et de restauration.

## 4. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES A LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE AUX SOLIDARITES (DGAS) : DIRECTION DE L'ENFANCE, DE LA SANTE ET DE LA FAMILLE (DESF)

### 4.1 Organisation d'une campagne de vaccination contre les infections à Papillomavirus humain (HPV) dans les collèges du Val d'Oise

La campagne annuelle de vaccination contre le HPV sera portée par le service des actions de santé de la DESF. La délibération présentée ce jour à l'Assemblée départementale en détaille les modalités.

L'ampleur de l'opération vaccinale nécessite la création de postes dédiés, financés par l'Agence Régionale de Santé (ARS) :

- la création de quatre emplois d'infirmiers (catégorie A), dont la mission sera de réaliser la vaccination dans les établissements scolaires, en coordination avec l'Education nationale ;
- la création d'un emploi d'infirmier coordinateur (catégorie A), chargé de l'organisation médicale du dispositif, notamment l'approvisionnement vaccinal, en lien avec la pharmacien du service ;
- la création d'un emploi de gestionnaire administratif (catégorie B), chargé des plannings d'intervention et de la logistique.

L'opération vaccinale nécessitera également le recours à des médecins vacataires, modalité, d'ores et déjà, employée par le service des actions de santé dans le cadre de son activité.

En outre, au regard de la montée en charge des opérations de prévention sanitaire "hors-les-murs", à l'image de cette opération vaccinale, des modifications mineures de certains postes du service des actions de santé sont nécessaires pour améliorer la capacité d'action du service ainsi que sa capacité d'ingénierie partenariale.

Aussi, il est proposé, à moyens constants :

- la modification de l'emploi de chargé de mission du pôle "hors les murs" (catégorie B), en emploi de de médiateur de santé (catégorie B) : le médiateur de santé, profil de poste recommandé par la Haute Autorité de Santé (HAS), vise à favoriser l'accès aux droits, à la prévention, et aux soins en faveur des personnes les plus vulnérables et précaires. Il s'inscrit dans la dynamique du "aller vers" et a la capacité de réaliser des gestes techniques tels que les Tests Rapides d'Orientation Diagnostique (TROD) en participant aux actions de dépistage.

Cette évolution de poste, recommandée par l'ARS, principal financeur du Département pour ses compétences en santé publique, est par ailleurs justifiée par la montée en charge des actions "hors les murs".

- la transformation d'un emploi de médecin du parcours santé du Revenu de Solidarité Active (RSA) (médecin territorial) en emploi de chargé de projet en santé (attaché territorial) ; le poste de médecin est actuellement vacant. Les missions médicales liées au parcours santé RSA sont réalisées par des médecins vacataires, faute de parvenir à recruter un médecin titulaire ou contractuel à temps plein. Dès lors, il est proposé de le transformer en poste de chargé de projet en santé. Sa mission sera de construire et conduire des projets dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé, dans le cadre des compétences déléguées par l'ARS (tuberculose, infections sexuellement transmissibles, vaccination), mais également au-delà (lutte contre la désertification médicale, actions de prévention ciblées...). La suppression du poste de médecin sera effectuée dans une délibération ultérieure de régularisation annuelle du tableau des emplois.

Cette évolution de poste correspond au besoin de renforcer la capacité d'ingénierie du service des actions de santé en matière de projets de santé publique.

L'impact financier de ces mesures s'élève à 107 300 € pour 2023 et à 321 900 € en année pleine sur la masse salariale. Ce coût est intégralement compensé par l'ARS et a donc un effet neutre sur le budget global de la collectivité.

### 4.2 Transfert d'un emploi de chargé de projet des systèmes d'information de la Maison Départementale de l'Enfance (MDE) vers le pôle pilotage et transformation de la DESF

Le pôle pilotage et transformation rattaché à la DESF intervient en faveur de l'amélioration des outils de pilotage de la Direction et de la fiabilisation de ses systèmes d'information. Le chargé de projet des systèmes d'information de la MDE travaille en étroite collaboration avec ce pôle pour sécuriser notamment la paie des agents de la MDE et celle des assistants familiaux.

Prévus initialement au tableau des emplois de la MDE, les missions du poste ont été élargies en direction de la gestion RH des assistants familiaux. En conséquence, il est nécessaire de replacer ce poste à la DESF au sein des tableaux des emplois généraux de la collectivité. Cette création est compensée par la suppression du poste budgétaire afférent à la MDE.

### 4.3 Révision du taux de vacation des conseillères conjugales

Les conseillères conjugales employées en vacation par le Département sont actuellement rémunérées à un taux de vacation correspondant au taux horaire du Salaire MInimum de Croissance (SMIC). Ce montant de vacation est peu attractif et est régulièrement dépassé par l'augmentation du SMIC horaire depuis 2022, avec un décalage du vote d'un taux de vacation actualisé.

En conséquence, il est nécessaire de réviser ce taux en anticipant d'éventuelles augmentations futures et afin de permettre une rémunération au-dessus du SMIC.

Il est proposé de passer d'un montant actuel de 11,27 € / heure à un montant de 14,97 € brut par heure. Cette augmentation a un coût supplémentaire maximale (le nombre de vacation étant variable chaque année) d'environ 20 000 € en année pleine.

A la Direction de la Vie Sociale (DVS), des difficultés de recrutement de postes de travailleurs sociaux, compte-tenu de tensions sur le secteur de l'emploi social, sont particulièrement constatées sur certains territoires du Service Social Départemental (SSD). Le Département, pour continuer à assurer une qualité de service aux usagers du SSD, a engagé une diversification des profils au sein du service en recrutant des intervenants administratifs et sociaux dont les missions permettent aux travailleurs sociaux de concentrer leur activité sur les fonctions nécessitant une forte technicité en matière d'accompagnement social.

Par ailleurs, dans le domaine de l'insertion, une association conventionnée dans le cadre du Plan Département d'Insertion vers l'Emploi (PDIE) accompagne désormais un nombre important de bénéficiaires du RSA sur le plan social. Sur le territoire de de Gonesse / Villiers-le-Bel, les besoins en accompagnement social spécialisé dans le domaine de l'insertion sont ainsi bien pourvus, tandis que le service connaît de nombreuses vacances de postes de travailleurs sociaux.

Il est ainsi proposé de modifier un poste devenu vacant de référent insertion (catégorie B) en un poste d'intervenant administratif et social, à grade et coût constant, afin d'adapter la répartition des postes aux besoins les plus prégnants.

## 5. MODIFICATION DE LA REPARTITION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DE LA PREVENTION (DJP)

Dans l'objectif de mutualiser les différentes compétences, une nouvelle organisation est proposée qui doit permettre de renforcer la cohérence des dispositifs dédiés à la jeunesse, avec une gestion plus efficiente au sein de Directions disposant d'une plus grande expertise et d'effectifs plus importants.

A l'issue des réflexions et du travail mené, la réorganisation des missions de la Direction, présentée au CST, est la suivante :

### 5.1 Transfert de la compétence en matière de prévention spécialisée à la Direction de l'Offre Médico-Sociale (DOMS)

En matière de prévention spécialisée, le Département garantit le respect du cahier des charges départemental fixant les orientations stratégiques et le cadre d'intervention de la prévention spécialisée, de sa mise en œuvre administrative et juridique (appel à projets, habilitations des opérateurs…), du contrôle du budget des opérateurs ou encore du suivi des actions menées par les éducateurs.

Ces missions étant de nature similaire à l'activité gérée par la DOMS, la compétence en matière de prévention spécialisée est transférée dans cette Direction.

Le transfert des compétences s'accompagne du transfert des trois postes existants :

- un responsable de la mission prévention spécialisée (catégorie A), qui deviendra un poste de chef du service prévention spécialisée ;
- un poste de chargé de mission animation de réseau (catégorie A) ;
- un poste de chargé de suivi administratif et financier (catégorie B).

Par ailleurs, le poste d'assistante de Direction de la DJP (catégorie B) n'a pas vocation à perdurer, il est donc proposé de renforcer les effectifs de la DOMS en transférant ce poste à grade constant et en le modifiant en un poste de gestionnaire qualité et contrôle.

**5.2 Transfert des compétences relatives aux dispositifs d'attributions d'aides (VO Tremplin notamment) et de la gestion des appels à projet dans le cadre du Fonds Social Européen (FSE), à la DESF**

Ces activités possèdent de forts points de convergence avec celles de la DESF, qui intégrera ainsi un Service enfance et se nommera désormais la Direction de l'Enfance, de la Jeunesse, de la Santé et de la Famille (DEJSF).

Dans ce cadre, trois postes seront transférés à la DESF :

- un poste de responsable de la mission citoyenneté et insertion des jeunes (catégorie A), qui deviendra un poste de chef du service jeunesse ;
- deux postes de chargés de suivi EVA qui deviendront des postes de chargé de suivi des dispositifs jeunes (catégorie B) et de chargé de suivi du dispositif VO Tremplin (catégorie C).

Par ailleurs, ce service est renforcé d'un poste de chargé de mission créé par l'Assemblée départementale du mois de mai dernier.

La gestion budgétaire de ces dispositifs était assurée par un poste de catégorie A, devenu vacant. L'intégration à la DESF permet d'assurer cette gestion au sein du Service ressources et performance et de répartir les activités sur plusieurs postes. Il est ainsi proposé, afin d'assurer une répartition équilibrée de ces activités dont la montée en charge est attendue dans le cadre du nouveau dispositif VO Tremplin, de transformer ce poste de catégorie A, en un poste de chargé de gestion administrative et financière de catégorie B et un poste de gestionnaire administratif et comptable de catégorie C. La suppression du poste de catégorie A sera effectuée dans une délibération ultérieure de régularisation du tableau des effectifs, en fin d'année 2023.

**5.3 Transfert de la compétence relative à l'animation du Conseil Départemental des Jeunes (CDJ) à la DEC**

Le Conseil Départemental des Jeunes (CDJ) était jusqu'alors co-animé par la DJP et la DEC. Le rattachement de cette activité à la DEC permettra d'unifier l'animation et de mutualiser les ressources affectées.

Dans ce cadre, il est proposé de transférer le poste de chargé de mission (catégorie A) à la DEC.

En parallèle, afin de compléter la structure d'encadrement de cette Direction, il est proposé d'y transférer le poste de Directeur de la Jeunesse et de la Prévention en créant un nouveau poste de Directeur adjoint, en appui du poste de Directeur et du Directeur délégué. Ce nouveau poste aura vocation à intervenir de façon transversale sur les actions éducatives, dont le CDJ, et le pilotage budgétaire de la Direction.

Au total, l'ensemble des mesures présentées au sein du présent rapport représentent :

- pour les mesures liées à l'activité du service des actions de santé, un coût total annuel de 321 900 € qui s'ajoute à la masse salariale mais qui est totalement financé par l'ARS ;
- pour les autres mesures cumulées, une économie en coût moyen annuel de 134 000 €.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**DECIDER** de l'externalisation partielle du nettoiement du collège Robespierre de Goussainville ;

**DECIDER** de la création de 25 emplois ;

**DECIDER** de la modification de 21 emplois ;

**DECIDER** de la suppression de 16 emplois ;

**PRECISER** que la liste des postes créés, modifiés ou supprimés est jointe dans les tableaux annexés au présent rapport ;

**DECIDER** de fixer le taux de vacation des conseillères conjugales à 14,97 € brut / heure ;

**PRECISER** que les emplois de catégorie A et B créés ou modifiés, compte tenu de la nécessité d'assurer une continuité dans la conduite des projets et des missions, pourront être pourvus par un agent contractuel pour une durée de trois ans, conformément à l'article L. 332-8 du Code général de la Fonction Publique. Leur rémunération sera fixée par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois correspondant, à laquelle s'ajoutera le régime indemnitaire en vigueur au Conseil départemental. Le grade et l'échelon de référence tiendront compte du nombre d'années d'expérience professionnelle et du niveau d'expertise des agents recrutés ;

**DIRE** que les crédits nécessaires à ces créations d'emplois sont inscrits sur les imputations 64111 // 0201, 64131 // 0201, 64111 // 50, 64131 // 50, 64111 // 70, 64131 // 70, 64111 // 550, 64131 // 550, 64111 // 20, 64131 // 20, 64111 // 40, 64131 // 40, 6411 // 60, 64131 // 60, 64111 // 10, 64131 // 10, 64111 // 566 et 64131 // 566.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 2-31**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Muriel SCOLAN

SERVICE : Direction des Ressources Humaines

OBJET : Mesures en matière de Ressources Humaines.

Moyens généraux - Administration générale

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique,
Vu les avis du comité social territorial,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la liste des postes créés modifiés ou supprimés ci-annexée,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**DECIDE** de l'externalisation partielle du nettoiement du collège Robespierre de Goussainville ;

**DECIDE** de la création de 25 emplois ;

**DECIDE** de la modification de 21 emplois ;

**DECIDE** de la suppression de 16 emplois ;

**PRECISE** que la liste des postes créés, modifiés ou supprimés est jointe dans les tableaux annexés à la présente délibération ;

**DECIDE** de fixer le taux de vacation des conseillères conjugales à 14,97 € brut / heure ;

**PRECISE** que les emplois de catégorie A et B créés ou modifiés, compte tenu de la nécessité d'assurer une continuité dans la conduite des projets et des missions, pourront être pourvus par un agent contractuel pour une durée de trois ans, conformément à l'article L. 332-8 du Code général de la Fonction Publique. Leur rémunération sera fixée par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois correspondant, à laquelle s'ajoutera le régime indemnitaire en vigueur au Conseil départemental. Le grade et l'échelon de référence tiendront compte du nombre d'années d'expérience professionnelle et du niveau d'expertise des agents recrutés ;

**DIT** que les crédits nécessaires à ces créations d'emplois seront prélevés sur les imputations 64111 // 0201, 64131 // 0201, 64111 // 50, 64131 // 50, 64111 // 70, 64131 // 70, 64111 // 550, 64131 // 550, 64111 // 20, 64131 // 20, 64111 // 40, 64131 // 40, 6411 // 60, 64131 // 60, 64111 // 10, 64131 // 10, 64111 // 566 et 64131 // 566.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 34 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | 8 |

Contre :
Abstention : M. Pascal BERTOLINI, M. Nicolas BOUGEARD, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Cédric SABOURET, Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

| MODIFICATIONS D'EMPLOIS | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DIRECTIONS | NOMBRES | EMPLOIS MODIFIES | TYPES DE MODIFICATION | DIRECTIONS | NOUVEL EMPLOI | CADRES D'EMPLOIS |
| Direction éducation et des collèges | 1 | agent d'entretien et restauration | modification d'emploi | Direction de l'éducation et des collèges | agent d'entretien et de maintenance | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction éducation et des collèges | 1 | responsable d'office de remise en température | modification d'emploi | Direction de l'éducation et des collèges | chef de cuisine | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction éducation et des collèges | 8 | aide de cuisine | modification d'emploi | Direction éducation et des collèges | second de cuisine | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | directeur | modification d'emploi | Direction de l'éducation et des collèges | directeur adjoint | attaché territorial, administrateur territorial |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | responsable de la mission prévention spécialisée | modification d'affectation | Direction de l'Offre Médico Sociale | chef du service prévention spécialisée | attaché territorial |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | chargé de mission animation de réseaux | modification d'affectation | Direction de l'Offre Médico Sociale | chargé de mission animation de réseaux | attaché territorial |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | chargé de suivi administratif et financier | modification d'affectation | Direction de l'Offre Médico Sociale | chargé de suivi administratif et financier | rédacteur territorial |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | assistante de direction | modification d'emploi | Direction de l'Offre Médico Sociale | gestionnaire qualité et contrôle | rédacteur territorial |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | chargé de mission citoyenneté et insertion des jeunes | modification d'affectation | Direction de l'éducation et des collèges | chargé de mission | attaché territorial |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | responsable de la mission autonomie et insertion des jeunes | modification d'affectation | Direction Enfance Santé Famille | chef du service jeunesse | attaché territorial |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | chargé de suivi EVA | modification d'affectation | Direction Enfance Santé Famille | chargé de suivi des dispositifs jeunes | rédacteur territorial |
| Direction jeunesse et prévention | 1 | chargé de suivi EVA | modification d'affectation | Direction Enfance Santé Famille | chargé de suivi du dispositif tremplin | adjoint administratif territorial |
| Direction Enfance Santé Famille | 1 | chargé de mission du pôle hors les murs | modification d'emploi | Direction Enfance Santé Famille | Médiateur de Santé | rédacteur territorial |
| Direction de la Vie Sociale | 1 | référent insertion | modification d'emploi | Direction de la Vie Sociale | Intervenant administratif et social | rédacteur territorial |
| **TOTAL** | **21** | | | | | |

| EMPLOIS SUPPRIMES | | | |
|---|---|---|---|
| **DIRECTIONS** | **NOMBRE** | **EMPLOIS** | **CADRE D'EMPLOIS** |
| Direction de l'éducation et des collèges | 9 | agent d'entretien et restauration | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction de l'éducation et des collèges | 1 | agent polyvalent d'internat | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction des Finances | 3 | responsable de pôle | attaché territorial |
| Direction des Finances | 3 | adjoint au responsable de pôle | rédacteur territorial |
| **TOTAL** | **16** | | |

| EMPLOIS CREES | | | |
|---|---|---|---|
| DIRECTIONS | NOMBRE | EMPLOIS | CADRE D'EMPLOIS |
| Direction de l'éducation et des collèges | 2 | agent polyvalent | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction de l'éducation et des collèges | 1 | agent d'entretien et de maintenance | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction de l'éducation et des collèges | 3 | aide de cuisine | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction de l'éducation et des collèges | 1 | second de cuisine | adjoint technique des établissements d'enseignement |
| Direction enfance santé famille | 1 | référent fonctionnel SIRH | rédacteur territorial / technicien territorial |
| Direction enfance santé famille | 4 | infirmiers | infirmier territorial en soins généraux |
| Direction enfance santé famille | 1 | infirmier coordinateur | infirmier territorial en soins généraux |
| Direction enfance santé famille | 1 | gestionnaire administratif | rédacteur territorial |
| Direction enfance santé famille | 1 | chargé de projet santé | attaché territorial |
| Direction enfance santé famille | 1 | chargé de gestion administrative et financière | rédacteur territorial |
| Direction enfance santé famille | 1 | gestionnaire administratif et comptable | adjoint administratif territorial |
| Direction des finances | 3 | responsable de pôle | rédacteur territorial |
| Direction des finances | 3 | chargé de gestion comptable | adjoint administratif territorial |
| Direction du Développement Durable et de l'Agriculture | 1 | responsable du bureau administratif | rédacteur territorial |
| Direction du Développement Durable et de l'Agriculture | 1 | chargé d'appui administratif | rédacteur territorial |
| **TOTAL** | **25** | | |

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 3-17**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de la Jeunesse et de la Prévention

OBJET : Désignation des lauréats de l'édition 2023 du Prix de l'égalité des chances

Jeunesse, Emploi et insertion professionnelle - Egalité des chances

IMPUTATIONS : 6713 // 91

PIECES JOINTES : Sept projets de conventions

RESUME :
*L'une des orientations majeures de la stratégie du Département pour la période 2022-2028, telle que votée par l'Assemblée départementale du 18 février 2022, vise à être la collectivité de la vie de chaque jour et de la proximité pour tous les Valdoisiens. Dans ce cadre, et parce que la jeunesse est une richesse pour le Val d'Oise sur laquelle le Département a décidé de s'appuyer et d'investir, le Département souhaite offrir sa chance à chaque jeune dans la réussite de son parcours, quel que soit son lieu de résidence ou son milieu social d'origine. C'est pourquoi, le Prix de l'Egalité des Chances a été créé pour récompenser des jeunes au parcours scolaire ou universitaire exemplaire et ayant un engagement citoyen fort dans la poursuite de leurs études. Dès lors, le présent rapport a pour objet de faire valider, dans le cadre de la 11ème édition du Prix de l'Egalité des Chances, la liste des lauréats retenus et les montants des récompenses qui s'élèvent à un montant total de 35 000 €, attribués par le Comité d'audition qui s'est tenu le 12 mai 2023.*

Le Val d'Oise compte parmi les départements les plus jeunes de France métropolitaine (41,2 % de jeunes ont moins de 30 ans, contre 39,5 % à l'échelle régionale). La part des 11-24 ans représente 19 % de la population valdoisienne (18 % en Ile-de-France).

Néanmoins, les réalités de vie des jeunes Valdoisiens de 11 à 25 ans sont très hétérogènes. Les territoires prioritaires de la politique de la ville, qui concentrent les difficultés sociales les plus importantes, sont également ceux qui comptent la part de jeunes la plus élevée.

La jeunesse est une richesse pour le Val d'Oise sur laquelle le Département a décidé de s'appuyer et d'investir. La politique du Département en faveur de la jeunesse permet ainsi d'offrir à tous les jeunes Valdoisiens une égalité des chances dans la réussite de leur parcours d'autonomie et d'insertion, quels que soient leur lieu de résidence ou leur milieu social d'origine.

C'est dans ce cadre que le Département récompense les jeunes Valdoisiens les plus méritants, par la qualité de leur parcours et de leur engagement citoyen, afin de les soutenir dans la poursuite et la réussite de leurs projets académiques et/ou citoyens. Le présent rapport a pour objet de faire valider, dans le cadre de la 11ème édition du Prix de l'Egalité des Chances, la liste des lauréats retenus et les montants des récompenses attribués.

## 1. L'EDITION 2023 DU PRIX DE L'EGALITE DES CHANCES

Le Prix de l'Égalité des Chances, créé par délibération n° 8-09 du 23 novembre 2012, est l'une des actions traduisant la volonté forte du Département de développer une politique d'égalité des chances par l'accompagnement et le soutien des jeunes diplômés dans l'expression de leur potentiel.

Les dix premières éditions ont permis de récompenser plus de soixante lauréats, en les soutenant dans la poursuite de leurs études par l'attribution d'une dotation financière allant en général de 2 000 € à 8 000 €.

Les critères d'éligibilité des dossiers et la procédure de sélection des candidatures restent identiques à ceux mis en place les années précédentes, à savoir. la nécessité d'être résident valdoisien, être âgé de 18 à 25 ans, et la justification d'un quotient familial fiscal annuel inférieur à 15 000 €.

Au-delà des critères d'éligibilité, des critères d'appréciation des candidatures, un parcours scolaire ou universitaire remarquable et un engagement citoyen fort, sont examinés par les services du Département et des partenaires institutionnels de l'enseignement supérieur lors d'une présélection, puis lors d'une audition des candidats devant un comité pluridisciplinaire.

Par délibération n° 3-04-8 du 17 février 2023, le Département a décidé de reconduire le Prix de l'Egalité des Chances, en y dédiant une enveloppe de 35 000 € pour la mise en œuvre de cette nouvelle édition.

Lancé le 20 février 2023, l'appel à candidatures s'est clos le 5 avril dernier. Cette année 22 candidatures ont été réceptionnées dont 21 éligibles et 18 complètes. Les candidats sont issus de l'ensemble du Val d'Oise et notamment de l'agglomération de Cergy-Pontoise, du Val Parisis, de Roissy Pays-de-France ou encore de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise.
13 candidats ont ensuite été présélectionnés sur dossiers pour être auditionnés par un comité pluridisciplinaire, le 12 mai 2023. Il s'agit de six hommes et sept femmes âgés, de 18 à 25 ans, avec des projets et des ambitions très divers tels que le droit, l'entrepreneuriat, le commerce, l'intelligence économique, l'ingénierie, ou encore la finance.

Présidé par Mme Edwina Etoré-Manika, Conseillère départementale en charge de l'Egalité des chances, de l'Egalité Femmes-Hommes et des Actions éducatives et citoyennes, le comité d'audition était composé de représentants des structures suivantes :

- Mme Aziza Philippon, Conseillère départementale déléguée en charge de la vie étudiante et associative ;
- la Préfecture du Val d'Oise ;
- des représentants des établissements CY Cergy Paris Université ;
- la Direction Académique du Val d'Oise ;
- le centre Egalité des Chances de l'École Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales (ESSEC) ;
- les services du Département.

A l'issue de ce comité, le jury a délibéré et propose de distinguer sept lauréats pour leurs parcours scolaires ou universitaires particulièrement exemplaires et leurs engagements citoyens.

## 2. PRESENTATION DES CANDIDATS RETENUS PAR LE COMITE D'AUDITION DU PRIX DE L'EGALITE DES CHANCES

Il est proposé de retenir comme lauréats, les candidats suivants, qui ont comme points communs l'obtention d'excellents résultats scolaires, un engagement citoyen fort et l'existence aujourd'hui de freins financiers susceptibles de compromettre leur réussite.

### 2.1. Le candidat M. TOCQUE Flavian

Actuellement en 3ème année de Licence Economie, Finance, Gestion, spécialité Gestion à CY Cergy Paris Université, M. TOCQUE est, depuis le début de ses études, major de promotion. M. TOCQUE souhaite poursuivre sa formation en intégrant un Master Management des Systèmes d'Information et de Connaissance (SIC) à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, en alternance.

En parallèle de ses études, M. TOCQUE a participé à un projet d'entraide entre étudiants lors du confinement dans le cadre du projet "Psyoana". M. TOCQUE a ainsi participé à la mise en place de points d'écoute éphémères permettant d'apporter un soutien psychologique aux jeunes qui en ressentaient le besoin.

Ainsi, de manière totalement virtuelle, il était possible de venir discuter d'un problème et d'obtenir une écoute et des conseils de la part des jeunes ayant des vécus similaires ou être redirigé vers des professionnels.

Résident à Méry sur-sur-Oise, M. TOCQUE a candidaté au Prix de l'Egalité des Chances, afin de financer un logement à Paris, plus proche de son futur lieu d'études et de son futur employeur.

Il est proposé de lui attribuer un prix de 7 500 € pour le soutenir dans la réalisation de son projet.

### 2.2. Le candidat M. KOUAME Ghislain

Après l'obtention de son Baccalauréat série S, en Côte d'Ivoire, M. KOUAME a bénéficié d'une bourse d'études pour venir étudier en France. Après deux années d'études en classe préparatoire à Angers, M. KOUAME s'est installé à Pontoise et a intégré CY TECH, à Cergy, en filière mathématiques financières, où il est actuellement en dernière année de Master.

En parallèle de ses études, M. KOUAME est bénévole au sein de l'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV) Val d'Oise, afin d'accompagner des jeunes dans leurs études grâce à du mentorat. Bénéficiaire de colis alimentaires du Secours Populaire, pendant le confinement, M. KOUAME a ensuite intégré l'association sur le site de Saint-Ouen-l'Aumône, pour effectuer notamment des distributions aux étudiants valdoisiens comme lui. Par ailleurs, M. KOUAME s'est investi auprès d'une Maison de quartier de Cergy Saint Christophe en tant qu'enseignant-animateur. Enfin, M. KOUAME a prêté son image pour la campagne publicitaire de CY Cergy Paris Université, il apparait ainsi sur les documents de communication et les vidéos promotionnelles.

M. KOUAME candidate au Prix de l'Egalité des Chances, afin de financer son stage obligatoire à l'étranger qu'il souhaiterait effectuer au Canada et qui lui permettrait de valider son diplôme d'ingénieur.

Il est proposé de lui attribuer un prix de 7 000 € pour le soutenir dans la réalisation de son projet.

### 2.3. La candidate Mme AVCI Sarah

Habitante de la ville d'Arnouville, Mme AVCI a souhaité, après son Master Stratégie et Management à l'International effectué à l'Université Paris-Saclay une année de césure durant laquelle elle a travaillé comme Analyste stratégie à la RATP ainsi que comme freelance. Le souhait de Mme AVCI est de devenir consultante en intelligence économique ou analyste en stratégie. Pour cela, elle souhaite continuer ses études en intégrant un Master of Business Administration Stratégie et Intelligence Economique (SIE) au sein de l'Ecole de Guerre Economique.

En parallèle de ses études, Mme AVCI est responsable jeunes depuis 2019 pour l'association Ensemble Pour le Développement Humain (EPDH) basé à Villiers-le-Bel, où elle anime, sur tout le territoire valdoisien des ateliers d'aide aux devoirs, ainsi que des ateliers citoyens et accompagne les jeunes dans les sorties culturelles organisées par l'association. Dans le cadre de son engagement associatif, Mme AVCI a participé au projet "Soif d'apprendre", sacré Premier Prix de la catégorie "Education" du concours de la Fondation Deloitte en 2020. Par ailleurs, pendant la crise de la Covid-19, Mme AVCI s'est engagée dans les centres de dépistage valdoisiens, avec pour objectif d'aider à sensibiliser la population sur les gestes barrières. L'ensemble de ces engagements lui ont permis d'être nommée "Prodiges de la République". En 2022, à l'occasion d'un voyage au Canada, Mme AVCI s'est engagée, pendant un mois, en tant que bénévole dans l'association "Happy Village International" œuvrant en faveur des enfants atteints de troubles mentaux, afin de contribuer à la construction d'une stratégie financière. Enfin, en mars 2023, elle a fondé l'association "Graines de Myrtes" afin de venir en aide aux victimes des séismes en Turquie.

Mme AVCI a candidaté au Prix de l'Egalité des Chances afin d'obtenir un prix destiné à couvrir tout ou partie des frais de scolarité dans le cadre de sa poursuite d'études, ainsi que le coût d'un logement plus proche de son lieu d'études.

Il est proposé de lui attribuer un prix de 7 000 € pour la soutenir dans la réalisation de son projet.

### 2.4. Le candidat M. OURAHMOUN Karim

Après avoir effectué, dans le cadre de sa première année de cycle préparatoire au sein de l'Ecole de Biologie industrielle (EBI) de Cergy, une double licence en ingénierie biologique à CY Cergy Paris Université, M. OURAHMOUN est actuellement en première année de Master à l'EBI. M. OURAHMOUN souhaite poursuivre ses études afin de réaliser une thèse en pharmacologie et/ou oncologie.

En parallèle de ses études, M. OURAHMOUN, qui habite à Cergy à proximité de son école, s'est investi au sein de son école en tant que Président de l'association "BACCHUS", ayant vocation à étudier l'œnologie, au sein de son école ainsi qu'en tant que Président de l'association "DZT" dont la mission est d'organiser la cérémonie de remise des diplômes de son école et pour laquelle il doit coordonner l'action de 148 membres, afin de récolter les fonds nécessaires à l'organisation de cet événement. A titre bénévole, il aide également un professeur-chercheur de son école dans la conduite de ses travaux.

M. OURAHMOUN a candidaté au Prix de l'Egalité des Chances afin d'obtenir un prix destiné à couvrir tout ou partie de ses frais de scolarité à l'EBI.

Il est proposé de lui attribuer un prix de 6 000 € pour le soutenir dans la réalisation de son projet.

### 2.5. La candidate Mme BOULEGROUNE Shaïneze

Après avoir effectué toute sa scolarité en Val d'Oise, au Plessis-Bouchard et à Ermont, actuellement en deuxième année à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, Mme BOULEGROUNE souhaite effectuer sa troisième année d'études au Costa Rica, au sein de l'ONG "Lifting hand foundation" qui lutte contre les discriminations subies par les jeunes.

En parallèle de ses études, Mme BOULEGROUNE s'est investie au sein du projet "Santiano" qui propose notamment une aide aux devoirs et des sorties culturelles pour les enfants d'un foyer à Saint-Germain-en-Laye. Depuis la Covid-19, Mme BOULEGROUNE accompagne également des personnes âgées au sein de sa commune, afin de leur tenir compagnie, les aider dans leurs démarches administratives ou leurs activités quotidiennes.

Mme BOULEGROUNE a candidaté au Prix de l'Egalité des Chances afin de couvrir les frais liés à son voyage d'études au Costa Rica.

Il est proposé de lui attribuer un prix de 2 500 € pour la soutenir dans la réalisation de son projet.

### 2.6. Le candidat M. BAHAWAL Omair

Après avoir effectué toute sa scolarité dan sl'Est du Val d'Oise, à Villiers-le-bel et Sarcelles, M; BAHAWAL s'est dirié après son Bac et une première année de médecine, vers un cursus d'ingénieur aéronautique/aérospatial à l'École Supérieure d'Ingénieurs Léonard-de-Vinci (ESILV), M. BAWAHAL a été sélectionné en 2020 pour suivre un double diplôme avec une université californienne. Ce projet n'a malheureusement pas pu aboutir en raison de la pandémie de la Covid-19. M. BAHAWAL s'est ensuite orienté vers un parcours tourné vers l'entrepreneuriat et le management, en intégrant le Master in Management du Programme Grande Ecole de l'ESSEC à Cergy.

En parallèle de ses études, M. BAHAWAL est depuis 2020 bénévole au sein de l'association "Euréka", à Goussainville, dans laquelle il effectue du tutorat. M. BAHAWAL s'est également investi dans un projet personnel en développant une application permettant de rendre accessibles les cours particuliers, pour ceux qui n'auraient pas les moyens de financer ce type de soutien scolaire. Actuellement goussainville, M. BAHAWAL est très investi au sein de sa ville où il participe activement aux consultations citoyennes.

M. BAHAWAL a candidaté au Prix de l'Egalité des Chances pour couvrir tout ou partie de ses frais de scolarité à l'ESSEC.

Il est proposé de lui attribuer un prix de 2 500 € pour le soutenir dans la réalisation de son projet.

### 2.7. Le candidat M. MESSAADA Mohammed Rayane

Après un début de scolarité à Goussainville, M. MESSAASA a ensuite intégré le lycée Henri IV à Paris. Il est actuellement en dernière année d'école d'ingénieur à l'ESILV durant laquelle il a effectué un échange universitaire de cinq mois en Malaisie. A l'issue de son cursus, M. MESSAADA souhaite devenir ingénieur informatique.

En parallèle de ses études, M. MESSAADA a rejoint en 2020 l'association "Euréka" à Goussainville où il effectue du tutorat et intervient comme enseignant dans le cadre d'ateliers autours de l'informatique, afin d'apprendre aux enfants à coder.

M. MESSAADA a candidaté au Prix de l'Egalité des Chances afin de couvrir tout ou partie de ses frais de scolarité à l'ESILV.

Il est proposé de lui attribuer un prix de 2 500 € pour le soutenir dans la réalisation de son projet.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**ACCORDER** les prix suivants aux lauréats de la 11ème édition du Prix de l'Egalité des Chances :

| **Nom et Prénoms des lauréats** | **Montant du Prix attribué** |
|---|---|
| TOCQUE Flavian | 7 500,00 € |
| KOUAME Ghislain | 7 000,00 € |
| AVCI Sarah | 7 000,00 € |
| OURAHMOUN Karim | 6 000,00 € |
| BOULEGROUNE Shaïneze | 2 500,00 € |
| BAHAWAL Omair | 2 500,00 € |
| MESSAADA Mohammed Rayane | 2 500,00 € |
| **Total** | **35 000 €** |

**M'AUTORISER** à engager toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la délibération correspondant au présent rapport, et notamment à signer les conventions afférentes ;

**DIRE** que les crédits sont inscrits sur l'imputation 6713 // 91 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 3-17**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Aziza PHILIPPON

SERVICE : Direction de la Jeunesse et de la Prévention

OBJET : Désignation des lauréats de l'édition 2023 du Prix de l'égalité des chances

Jeunesse, Emploi et insertion professionnelle - Egalité des chances

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Education et collèges - Actions éducatives - Vie étudiante et associative - Egalité des chances - Egalité femmes-hommes - Sport et Olympisme
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** les prix suivants aux lauréats de la 11ème édition du Prix de l'égalité des chances :

| **Nom et Prénoms des lauréats** | **Montant du Prix attribué** |
|---|---|
| TOCQUE Flavian | 7 500,00 € |
| KOUAME Ghislain | 7 000,00 € |
| AVCI Sarah | 7 000,00 € |
| OURAHMOUN Karim | 6 000,00 € |
| BOULEGROUNE Shaïneze | 2 500,00 € |
| BAHAWAL Omair | 2 500,00 € |
| MESSAADA Mohammed Rayane | 2 500,00 € |
| **Total** | **35 000 €** |

**AUTORISE** la Présidente à engager toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision, et notamment à signer les conventions afférentes ;

**DIT** que les crédits seont prélevés sur l'imputation 6713 // 91 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**Convention relative à l'attribution d'un prix et à la mise en place d'un partenariat entre le Conseil départemental et la lauréate du Prix de l'égalité des chances Edition 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc – 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental n°3-13en date du 17 juin 2022.

Ci-après désigné « le Département »,

**D'UNE PART**

**ET**

Madame AVCI Sarah demeurant au 96 avenue de la République – 95 400 ARNOUVILLE.
Ci-après désigné « la lauréate »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le Département du Val d'Oise, par délibération n°3-xx du 16 juin 2022 accorde un prix à Madame AVCI Sarah.

Les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**Article 1er : Objet du Prix**

**1.1** Considérant que le Prix de l'Egalité des Chances, institué par le Département du Val d'Oise, récompense des jeunes valdoisiens pour la qualité de leur parcours académique et de leur engagement citoyen,

**1.2** Considérant que le prix vise à accompagner la lauréate dans la poursuite et la réussite de ses projets académiques et/ou citoyens,

**1.3** Considérant qu'en conséquence, la lauréate devient une ambassadrice de la réussite en Val d'Oise,

**1.4** Le Département attribue un prix de 7 000 € à la lauréate pour la soutenir dans la poursuite de ses études.

Après une année de césure après un Master Stratégie et Management à l'international effectué à l'Université Paris-Saclay, Mme AVCI souhaite poursuivre ses études en intégrant un MBA SIE (Master of Business Administration Stratégie et Intelligence Economique) au sein de l'Ecole de Guerre Economique.

PROJET

Le prix a vocation à couvrir tout ou partie de ses frais de scolarité ainsi qu'un logement plus proche de son lieu d'études.

**Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2024.

**Article 3 : Montant et paiement du prix**

Le prix attribué au lauréat est d'un montant total de 7 000 €.

La somme sera créditée sur le compte personnel du lauréat selon les procédures comptables en vigueur, en un versement à la signature de la présente convention.

**Article 4 : Conditions d'utilisation du prix**

La lauréate ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du prix que dans la limite des actions visées à l'article 1.4 de la présente convention.

**Article 5 : Engagements du lauréat**

**5.1** La lauréate justifiera de la réalisation de son projet au service Jeunesse du Département.

**5.2** La lauréate devra participer aux évènements et autres manifestations organisés par le Département dans le cadre de sa politique d'égalité des chances.

**5.3** Au-delà de ces évènements et manifestations, la lauréate s'engage à faire la promotion des multiples atouts du territoire du Val d'Oise.

**Article 6 : Engagement du Département**

En contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que la lauréate les remplisse, le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits par l'Assemblée départementale, à soutenir financièrement les missions visées à l'article 1.4 de la présente convention, dans la limite du montant fixé au même article.

**Article 7 : Contrôle du Département**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la lauréate s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**Article 8 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

**Article 9 : Sanctions**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant de la subvention, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par la lauréate ne seront pas remplies.

**Article 10 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

**Article 11 : Attribution de compétence**

PROJET

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

**Fait à Cergy-Pontoise, en deux exemplaires, le XXXX**

| | |
|---|---|
| Pour la lauréate | Pour le Département du Val d'Oise<br>La Présidente du Conseil départemental |
| **AVCI Sarah** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**Convention relative à l'attribution d'un prix et à la mise en place d'un partenariat entre le Conseil départemental et le lauréat du Prix de l'égalité des chances Edition 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc – 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental n°3-13en date du 17 juin 2022.

Ci-après désigné « le Département »,

**D'UNE PART**

**ET**

Monsieur BAHAWAL Omair demeurant au 2 bis rue de l'Egalité – 95 500 GONESSE.

Ci-après désigné « le lauréat »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le Département du Val d'Oise, par délibération n°3-xx du 16 juin 2022 accorde un prix à Monsieur BAHAWAL Omair.

Les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**Article 1er : Objet du Prix**

**1.1** Considérant que le Prix de l'Egalité des Chances, institué par le Département du Val d'Oise, récompense des jeunes valdoisiens pour la qualité de leur parcours académique et de leur engagement citoyen,

**1.2** Considérant que le prix vise à accompagner le lauréat dans la poursuite et la réussite de ses projets académiques et/ou citoyens,

**1.3** Considérant qu'en conséquence, le lauréat devient un ambassadeur de la réussite en Val d'Oise,

**1.4** Le Département attribue un prix de 2 500 € au lauréat pour le soutenir dans la poursuite de ses études.

Après un parcours d'ingénieur, M. BAHAWAL a intégré le Master in Management du programme Grande Ecole de l'ESSEC dans le cadre duquel il souhaite effectuer une mobilité internationale.

PROJET

Le prix a vocation à couvrir tout ou partie de ses frais de scolarité à l'ESSEC.

**Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2024.

**Article 3 : Montant et paiement du prix**

Le prix attribué au lauréat est d'un montant total de 2 500 €.

La somme sera créditée sur le compte personnel du lauréat selon les procédures comptables en vigueur, en un versement à la signature de la présente convention.

**Article 4 : Conditions d'utilisation du prix**

Le lauréat ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du prix que dans la limite des actions visées à l'article 1.4 de la présente convention.

**Article 5 : Engagements du lauréat**

**5.1** Le lauréat justifiera de la réalisation de son projet au service Jeunesse du Département.

**5.2** Le lauréat devra participer aux évènements et autres manifestations organisés par le Département dans le cadre de sa politique d'égalité des chances.

**5.3** Au-delà de ces évènements et manifestations, le lauréat s'engage à faire la promotion des multiples atouts du territoire du Val d'Oise.

**Article 6 : Engagement du Département**

En contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que le lauréat les remplisse, le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits par l'Assemblée départementale, à soutenir financièrement les missions visées à l'article 1.4 de la présente convention, dans la limite du montant fixé au même article.

**Article 7 : Contrôle du Département**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le lauréat s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**Article 8 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

**Article 9 : Sanctions**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant de la subvention, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par le lauréat ne seront pas remplies.

**Article 10 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

**Article 11 : Attribution de compétence**

PROJET

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

**Fait à Cergy-Pontoise, en deux exemplaires, le XXXX**

| Pour le lauréat | Pour le Département du Val d'Oise<br>La Présidente du Conseil départemental |
|---|---|
| **BAHAWAL Omair** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**Convention relative à l'attribution d'un prix et à la mise en place d'un partenariat entre le Conseil départemental et la lauréate du Prix de l'égalité des chances Edition 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc – 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental n°3-13en date du 17 juin 2022.

Ci-après désigné « le Département »,

**D'UNE PART**

**ET**

Madame BOULEGROUNE Shaineze demeurant au 1 Venelle Artémis – 78 100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

Ci-après désigné « la lauréate »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le Département du Val d'Oise, par délibération n°3-xx du 16 juin 2022 accorde un prix à Madame BOULEGROUNE Shaineze.

Les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**Article 1er : Objet du Prix**

**1.1** Considérant que le Prix de l'Egalité des Chances, institué par le Département du Val d'Oise, récompense des jeunes valdoisiens pour la qualité de leur parcours académique et de leur engagement citoyen,

**1.2** Considérant que le prix vise à accompagner la lauréate dans la poursuite et la réussite de ses projets académiques et/ou citoyens,

**1.3** Considérant qu'en conséquence, la lauréate devient une ambassadrice de la réussite en Val d'Oise,

**1.4** Le Département attribue un prix de 2 500 € à la lauréate pour la soutenir dans la poursuite de ses études.

PROJET

Actuellement en deuxième année à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, Mme BOULEGROUNE souhaite effectuer sa troisième année d'étude au Costa Rica, au sein de l'ONG « Lifting hand foundation » qui lutte contre les discriminations subit par les jeunes.

Le prix a vocation à couvrir tout ou partie de ses frais de séjour au Costa Rica.

**Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2024.

**Article 3 : Montant et paiement du prix**

Le prix attribué au lauréat est d'un montant total de 2 500 €.

La somme sera créditée sur le compte personnel du lauréat selon les procédures comptables en vigueur, en un versement à la signature de la présente convention.

**Article 4 : Conditions d'utilisation du prix**

La lauréate ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du prix que dans la limite des actions visées à l'article 1.4 de la présente convention.

**Article 5 : Engagements du lauréat**

**5.1** La lauréate justifiera de la réalisation de son projet au service Jeunesse du Département.

**5.2** La lauréate devra participer aux évènements et autres manifestations organisés par le Département dans le cadre de sa politique d'égalité des chances.

**5.3** Au-delà de ces évènements et manifestations, la lauréate s'engage à faire la promotion des multiples atouts du territoire du Val d'Oise.

**Article 6 : Engagement du Département**

En contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que la lauréate les remplisse, le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits par l'Assemblée départementale, à soutenir financièrement les missions visées à l'article 1.4 de la présente convention, dans la limite du montant fixé au même article.

**Article 7 : Contrôle du Département**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la lauréate s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**Article 8 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

**Article 9 : Sanctions**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant de la subvention, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par la lauréate ne seront pas remplies.

**Article 10 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

PROJET

**<u>Article 11</u> : Attribution de compétence**

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

**Fait à Cergy-Pontoise, en deux exemplaires, le XXXX**

| | |
|---|---|
| Pour la lauréate | Pour le Département du Val d'Oise<br>La Présidente du Conseil départemental |
| **BOULEGROUNE Shaineze** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**Convention relative à l'attribution d'un prix et à la mise en place d'un partenariat entre le Conseil départemental et le lauréat du Prix de l'égalité des chances Edition 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc – 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental n°3-13en date du 17 juin 2022.

Ci-après désigné « le Département »,

**D'UNE PART**

**ET**

Monsieur KOUAME Ghislain demeurant au 10 avenue Adolphe Chauvin – 95 300 PONTOISE.
Ci-après désigné « le lauréat »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le Département du Val d'Oise, par délibération n°3-xx du 16 juin 2022 accorde un prix à Monsieur KOUAME Ghislain.

Les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**Article 1er : Objet du Prix**

**1.1** Considérant que le Prix de l'Egalité des Chances, institué par le Département du Val d'Oise, récompense des jeunes valdoisiens pour la qualité de leur parcours académique et de leur engagement citoyen,

**1.2** Considérant que le prix vise à accompagner le lauréat dans la poursuite et la réussite de ses projets académiques et/ou citoyens,

**1.3** Considérant qu'en conséquence, le lauréat devient un ambassadeur de la réussite en Val d' Oise,

**1.4** Le Département attribue un prix de 7 000 € au lauréat pour le soutenir dans la poursuite de ses études.

Actuellement en deuxième année de Master à CY TECH en filière mathématiques financières, M. KOUAME souhaite effectuer un stage à l'étranger pour valider son cursus d'ingénieur.

Le prix a vocation à couvrir tout ou partie de ses frais lors de son voyage d'étude.

PROJET

**Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2024.

**Article 3 : Montant et paiement du prix**

Le prix attribué au lauréat est d'un montant total de 7 000 €.

La somme sera créditée sur le compte personnel du lauréat selon les procédures comptables en vigueur, en un versement à la signature de la présente convention.

**Article 4 : Conditions d'utilisation du prix**

Le lauréat ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du prix que dans la limite des actions visées à l'article 1.4 de la présente convention.

**Article 5 : Engagements du lauréat**

**5.1** Le lauréat justifiera de la réalisation de son projet au service Jeunesse du Département.

**5.2** Le lauréat devra participer aux évènements et autres manifestations organisés par le Département dans le cadre de sa politique d'égalité des chances.

**5.3** Au-delà de ces évènements et manifestations, le lauréat s'engage à faire la promotion des multiples atouts du territoire du Val d'Oise.

**Article 6 : Engagement du Département**

En contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que le lauréat les remplisse, le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits par l'Assemblée départementale, à soutenir financièrement les missions visées à l'article 1.4 de la présente convention, dans la limite du montant fixé au même article.

**Article 7 : Contrôle du Département**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le lauréat s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**Article 8 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

**Article 9 : Sanctions**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant de la subvention, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par le lauréat ne seront pas remplies.

**Article 10 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

**Article 11 : Attribution de compétence**

PROJET

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

**Fait à Cergy-Pontoise, en deux exemplaires, le XXXX**

| Pour le lauréat | Pour le Département du Val d'Oise<br>La Présidente du Conseil départemental |
|---|---|
| **KOUAME Ghislain** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**Convention relative à l'attribution d'un prix et à la mise en place d'un partenariat entre le Conseil départemental et le lauréat du Prix de l'égalité des chances Edition 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc – 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental n°3-13en date du 17 juin 2022.

Ci-après désigné « le Département »,

**D'UNE PART**

**ET**

Monsieur MESSAADA Mohammed Rayane demeurant au 42 rue Edouard Vaillant – 95 190 GOUSSAINVILLE.

Ci-après désigné « le lauréat »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le Département du Val d'Oise, par délibération n°3-xx du 16 juin 2022 accorde un prix à Monsieur MESSAADA Mohammed Rayane.

Les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**Article 1er : Objet du Prix**

**1.1** Considérant que le Prix de l'Egalité des Chances, institué par le Département du Val d'Oise, récompense des jeunes valdoisiens pour la qualité de leur parcours académique et de leur engagement citoyen,

**1.2** Considérant que le prix vise à accompagner le lauréat dans la poursuite et la réussite de ses projets académiques et/ou citoyens,

**1.3** Considérant qu'en conséquence, le lauréat devient un ambassadeur de la réussite en Val d'Oise,

**1.4** Le Département attribue un prix de 2 500 € au lauréat pour le soutenir dans la poursuite de ses études.

M. MESSAADA est actuellement en dernière année d'école d'ingénieur à l'École supérieure d'ingénieurs Léonard-de-Vinci.

PROJET

Le prix a vocation à couvrir tout ou partie de ses frais de scolarité.

**Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2024.

**Article 3 : Montant et paiement du prix**

Le prix attribué au lauréat est d'un montant total de 2 500 €.

La somme sera créditée sur le compte personnel du lauréat selon les procédures comptables en vigueur, en un versement à la signature de la présente convention.

**Article 4 : Conditions d'utilisation du prix**

Le lauréat ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du prix que dans la limite des actions visées à l'article 1.4 de la présente convention.

**Article 5 : Engagements du lauréat**

**5.1** Le lauréat justifiera de la réalisation de son projet au service Jeunesse du Département.

**5.2** Le lauréat devra participer aux évènements et autres manifestations organisés par le Département dans le cadre de sa politique d'égalité des chances.

**5.3** Au-delà de ces évènements et manifestations, le lauréat s'engage à faire la promotion des multiples atouts du territoire du Val d'Oise.

**Article 6 : Engagement du Département**

En contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que le lauréat les remplisse, le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits par l'Assemblée départementale, à soutenir financièrement les missions visées à l'article 1.4 de la présente convention, dans la limite du montant fixé au même article.

**Article 7 : Contrôle du Département**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le lauréat s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**Article 8 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

**Article 9 : Sanctions**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant de la subvention, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par le lauréat ne seront pas remplies.

**Article 10 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

PROJET

**<u>Article 11</u> : Attribution de compétence**

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

**Fait à Cergy-Pontoise, en deux exemplaires, le XXXX**

| Pour le lauréat | Pour le Département du Val d'Oise<br>La Présidente du Conseil départemental |
|---|---|
| **MESSAADA Mohammed Rayane** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**Convention relative à l'attribution d'un prix et à la mise en place d'un partenariat entre le Conseil départemental et le lauréat du Prix de l'égalité des chances Edition 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc – 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental n°3-13en date du 17 juin 2022.

Ci-après désigné « le Département »,

**D'UNE PART**

**ET**

Monsieur OURAHMOUN Karim demeurant au 7 avenue du Ponceau – 95 000 CERGY.
Ci-après désigné « le lauréat »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le Département du Val d'Oise, par délibération n°3-xx du 16 juin 2022 accorde un prix à Monsieur OURAHMOUN Karim.

Les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**Article 1er : Objet du Prix**

**1.1** Considérant que le Prix de l'Egalité des Chances, institué par le Département du Val d'Oise, récompense des jeunes valdoisiens pour la qualité de leur parcours académique et de leur engagement citoyen,

**1.2** Considérant que le prix vise à accompagner le lauréat dans la poursuite et la réussite de ses projets académiques et/ou citoyens,

**1.3** Considérant qu'en conséquence, le lauréat devient un ambassadeur de la réussite en Val d' Oise,

**1.4** Le Département attribue un prix de 6 000 € au lauréat pour le soutenir dans la poursuite de ses études.

Actuellement première année de Master à l'EBI. M. OURAHMOUN souhaite poursuivre ses études afin de réaliser une thèse en pharmacologie.

PROJET

Le prix a vocation à couvrir tout ou partie de ses frais de scolarité.

**Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2024.

**Article 3 : Montant et paiement du prix**

Le prix attribué au lauréat est d'un montant total de 6 000 €.

La somme sera créditée sur le compte personnel du lauréat selon les procédures comptables en vigueur, en un versement à la signature de la présente convention.

**Article 4 : Conditions d'utilisation du prix**

Le lauréat ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du prix que dans la limite des actions visées à l'article 1.4 de la présente convention.

**Article 5 : Engagements du lauréat**

**5.1** Le lauréat justifiera de la réalisation de son projet au service Jeunesse du Département.

**5.2** Le lauréat devra participer aux évènements et autres manifestations organisés par le Département dans le cadre de sa politique d'égalité des chances.

**5.3** Au-delà de ces évènements et manifestations, le lauréat s'engage à faire la promotion des multiples atouts du territoire du Val d'Oise.

**Article 6 : Engagement du Département**

En contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que le lauréat les remplisse, le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits par l'Assemblée départementale, à soutenir financièrement les missions visées à l'article 1.4 de la présente convention, dans la limite du montant fixé au même article.

**Article 7 : Contrôle du Département**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le lauréat s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**Article 8 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

**Article 9 : Sanctions**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant de la subvention, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par le lauréat ne seront pas remplies.

**Article 10 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

**Article 11 : Attribution de compétence**

PROJET

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

**Fait à Cergy-Pontoise, en deux exemplaires, le XXXX**

| Pour le lauréat | Pour le Département du Val d'Oise<br>La Présidente du Conseil départemental |
|---|---|
| **OURAKMOUN Varim** | **Marie-Christine CAHECCKI** |

PROJET

**Convention relative à l'attribution d'un prix et à la mise en place d'un partenariat entre le Conseil départemental et le lauréat du Prix de l'égalité des chances**
**Edition 2023**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc – 95032 Cergy-Pontoise cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental n°3-13en date du 17 juin 2022.

Ci-après désigné « le Département »,

**D'UNE PART**

**ET**

Monsieur TOCQUE Flavian demeurant au 15 rue François Mauriac – 95 540 Méry-sur-Oise.
Ci-après désigné « le lauréat »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Le Département du Val d'Oise, par délibération n°3-xx du 16 juin 2022 accorde un prix à Monsieur TOCQUE Flavian.

Les parties se sont rapprochées pour convenir des modalités suivantes.

**Article 1er : Objet du Prix**

**1.1** Considérant que le Prix de l'Egalité des Chances, institué par le Département du Val d'Oise, récompense des jeunes valdoisiens pour la qualité de leur parcours académique et de leur engagement citoyen,

**1.2** Considérant que le prix vise à accompagner le lauréat dans la poursuite et la réussite de ses projets académiques et/ou citoyens,

**1.3** Considérant qu'en conséquence, le lauréat devient un ambassadeur de la réussite en Val d'Oise,

**1.4** Le Département attribue un prix de 7 500 € au lauréat pour le soutenir dans la poursuite de ses études.

Actuellement en 3ème année de Licence Economie, Finance, Gestion, spécialité Gestion, M. TOCQUE souhaite poursuivre sa formation en intégrant un Master management des systèmes d'information et de connaissance à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, en alternance.

PROJET

Le prix a vocation à couvrir tout ou partie de ses frais de logement à Paris, plus près de son futur lieu d'étude.

**Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2024.

**Article 3 : Montant et paiement du prix**

Le prix attribué au lauréat est d'un montant total de 7 500 €.

La somme sera créditée sur le compte personnel du lauréat selon les procédures comptables en vigueur, en un versement à la signature de la présente convention.

**Article 4 : Conditions d'utilisation du prix**

Le lauréat ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre du prix que dans la limite des actions visées à l'article 1.4 de la présente convention.

**Article 5 : Engagements du lauréat**

**5.1** Le lauréat justifiera de la réalisation de son projet au service Jeunesse du Département.

**5.2** Le lauréat devra participer aux évènements et autres manifestations organisés par le Département dans le cadre de sa politique d'égalité des chances.

**5.3** Au-delà de ces évènements et manifestations, le lauréat s'engage à faire la promotion des multiples atouts du territoire du Val d'Oise.

**Article 6 : Engagement du Département**

En contrepartie des obligations contractuelles imposées par la présente convention et sous la condition expresse que le lauréat les remplisse, le Département s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits par l'Assemblée départementale, à soutenir financièrement les missions visées à l'article 1.4 de la présente convention, dans la limite du montant fixé au même article.

**Article 7 : Contrôle du Département**

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le lauréat s'engage à se soumettre à tout contrôle exercé par le Département ou les mandataires désignés par lui à cette fin.

**Article 8 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

**Article 9 : Sanctions**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant de la subvention, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme versée au titre de la convention dès lors que les conditions d'exécution de la convention par le lauréat ne seront pas remplies.

**Article 10 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

PROJET

**<u>Article 11</u> : Attribution de compétence**

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

**Fait à Cergy-Pontoise, en deux exemplaires, le XXXX**

| | |
|---|---|
| Pour le lauréat | Pour le Département du Val d'Oise<br>La Présidente du Conseil départemental |
| **TOCQUE Flavian** | **Marie-Christine CAVECCHI** |

PROJET

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 3-18**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction des Sports

OBJET : Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportives (CDFAS) - Signature de l'avenant n° 6 à la convention d'objectifs.

Sport - Soutien aux clubs et aux pratiquants

IMPUTATIONS : 6568 // 32

PIECES JOINTES : Un projet de convention entre le Département et l'EPIC du CDFAS

RESUME :
*Conformément à la note stratégique 2022-2028 et au Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) adoptés par l'Assemblée départementale le 18 février 2022, le Département a fait de l'excellence sportive et de la pratique du sport de haut niveau, l'un des axes forts de la politique sportive départementale.*
*Dans ce cadre, le Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportives (CDFAS) situé à Eaubonne, labellisé Centre de Préparation des Jeux (CPJ), incarne pleinement cette dynamique et s'apprête à devenir l'Ambassade Olympique du Val d'Oise, lors des prochains Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024, en accueillant la TEAM USA dans son enceinte.*
*L'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) auquel a été confiée l'exploitation du CDFAS, répond actuellement aux termes et aux objectifs fixés par la convention signée avec le Département le 30 mai 2018 d'une durée de cinq ans. Cette convention d'objectifs étant arrivée à son terme, le présent rapport a pour objet d'approuver la prorogation de ladite convention et d'autoriser la Présidente à signer l'avenant à intervenir entre l'EPIC du CDFAS et le Département pour une durée de sept mois, portant son échéance au 31 décembre 2023.*

Dans le cadre de la stratégie départementale 2022-2028 et plus particulièrement de l'objectif de mise en œuvre d'une nouvelle politique sportive départementale, il est réaffirmé le positionnement du Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportive (CDFAS) comme fleuron de l'excellence sportive en Val d'Oise.
Doté d'équipements sportifs s'étendant sur sept hectares, le CDFAS a été labellisé "Centre de préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024" et accueillera la délégation Américaine lors des Jeux 2024.
Engagé dans une démarche active de développement, notamment envers les fédérations et d'autres partenariats privés, l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) contribue également à mettre en œuvre la politique sportive du Département. Il reste néanmoins autonome en matière de gestion et responsable de la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues statutairement.

## 1. HISTORIQUE - CREATION DE L'EPIC

Inauguré en 1993, le CDFAS, géré jusqu'en 2018 par l'association AGCDFAS dans le cadre d'une Délégation de Service Public, accueille plus de 250 000 usagers annuels issus des fédérations nationales et internationales, mais aussi un très grand nombre de stages et d'événements sportifs Elite.
Par délibération n° 5-05 en date du 22 décembre 2017, le Département a confirmé la création de l'EPIC destiné à gérer le CDFAS à compter du 1er janvier 2018.

Une convention d'objectifs entre le Département et l'EPIC du CDFAS a alors été signée le 30 mai 2018 pour une durée de cinq ans afin de fixer notamment les conditions administratives et financières de cette gestion.

## 2. PROROGATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE L'EPIC DU CDFAS ET LE DEPARTEMENT

Pour rappel, dès le printemps 2022, le Département a réalisé des investissements structurants, de modernisation et d'extension des bâtiments administratifs, d'hébergement et de restauration pour un montant de 20 M€ mais également de rénovation thermique du complexe Luc Abalo pour un montant de 7 M€, visant notamment à permettre au CDFAS de garantir auprès de ces partenaires, son statut de Centre sportif d'excellence pour les trente prochaines années.

L'actuelle convention étant arrivée à son terme le 30 mai 2023, et au regard du contexte contraint dans lequel l'EPIC exploite le site du CDFAS et de l'envergure des travaux engagés par le Département et précédemment cités, il convient de proroger la durée de la présente convention pour une durée de sept mois, portant son échéance au 31 décembre 2023.

En effet, la préparation de l'accueil de la TEAM USA dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024, dans un contexte de gestion des contraintes de chantier et de différents aménagements à prévoir en site occupé, justifie pleinement la prolongation de l'actuelle convention.
Ainsi, ce délai supplémentaire permettra au Département et à l'EPIC du CDFAS de déterminer conjointement les termes de la prochaine convention, laquelle prendra pleinement en compte la nouvelle structuration et les capacités d'exploitation augmentées du site ainsi que les modalités de gestion qui en découleront.

Le Département, dans le cadre de sa politique sportive, entend donc confier à l'identique pour une durée de sept mois, à l'EPIC du CDFAS les missions suivantes :

- le développement et une diversification de l'offre par thème (pôles, sport de haut niveau, manifestations sportives d'envergure, formation, accueil, hébergement/restauration) ;
- la valorisation du pôle départemental du CDFAS en développant des synergies avec les sites sportifs nationaux (Centre de formation, Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS)…) ainsi qu'avec certains sites du département et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) ;
- la promotion du département du Val d'Oise in situ ;
- le développement d'offres commerciales en direction du monde sportif non valdoisien en adéquation avec l'offre proposée au monde sportif départemental.

A cette fin, l'EPIC du CDFAS assurera à l'identique pour une durée de sept mois :

- la gestion administrative du CDFAS, l'accueil, la gestion des plannings, les réservations, la coordination et l'établissement des contrats et conventions ;
- la gestion financière et comptable du CDFAS : budget, comptabilité générale et analytique, facturation, encaissement des recettes et règlements des dépenses, gestion de la contribution financière versée annuellement par la collectivité départementale ;
- la gestion et l'entretien des équipements, matériels et espaces verts conformément aux dispositions prévues à la présente convention ;
- la confection de repas au profit des usagers du CDFAS ainsi que leur hébergement ;
- le recrutement, la gestion et la rémunération du personnel nécessaire à l'accomplissement de sa mission ;
- la promotion, communication et mise en œuvre de manifestations et d'animations diverses ainsi que l'organisation de manifestations sportives d'envergure.

Celle-ci définit également les modalités du soutien apporté par le Département à l'EPIC CDFAS afin d'assurer l'exploitation d'activités dans le domaine des sports, des loisirs, de l'éducation, de la formation et de toute autre activité accessoire ou connexe en rapport avec le fonctionnement du CDFAS.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**APPROUVER** la prorogation de la convention d'objectifs à intervenir entre le Département et l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) du Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportive (CDFAS) à compter de la signature de l'avenant n° 6 pour une durée de sept mois ;

**M'AUTORISER** à signer l'avenant correspondant ;

**DIRE** que les crédits sont inscrits sur l'imputation 6568 // 32 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 3-18**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, M. Xavier HAQUIN, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, M. Sébastien MEURANT, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Philippe SUEUR donne procuration à Mme Muriel SCOLAN*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Xavier HAQUIN

SERVICE : Direction des Sports

OBJET : Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportives (CDFAS) - Signature de l'avenant n° 6 à la convention d'objectifs.

Sport - Soutien aux clubs et aux pratiquants

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Education et collèges - Actions éducatives - Vie étudiante et associative - Egalité des chances - Egalité femmes-hommes - Sport et Olympisme
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**APPROUVE** la prorogation de la convention d'objectifs à intervenir entre le Département et l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) du Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportive (CDFAS) à compter de la signature de l'avenant n° 6 pour une durée de sept mois ;

**AUTORISE** la Présidente à signer l'avenant correspondant ;

**DIT** que les crédits seront prélevés sur l'imputation 6568 // 32 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 41 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | 1 |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote : M. Xavier HAQUIN

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**AVENANT n° 6 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS**
**SIGNEE ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**
**ET l'EPIC CDFAS LE 30 MAI 2018**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Département du Val d'Oise, sis 2 avenue du Parc – 95032 Cergy-Pontoise Cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental, dûment habilitée à cet effet par délibération n°3- de l'Assemblée départementale du 16 juin 2023,

Ci-après dénommé "*le Département*",

**D'UNE PART,**

**ET**

Monsieur Xavier HAQUIN, Président de l'EPIC CDFAS, dont le siège social est situé : 64 rue des Bouquinvilles, 95600 Eaubonne, dûment habilitée par délibération du conseil d'administration en date du 29 juin 2023,

Ci-après désigné "*l'EPIC CDFAS*"

**D'AUTRE PART,**

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE**

Par délibération de l'Assemblée départementale n° 2-70 du 7 juillet 2017, puis par convention en date du 30 mai 2018, le Département a confié à l'EPIC *CDFAS* la gestion du Centre Départemental de Formation et d'Animation Sportives (CDFAS). Cette convention précise l'objet, les missions et les moyens octroyés à *l'EPIC CDFAS* par le Département pour la réalisation de ces missions.

Conformément à l'article 8 de la convention d'objectifs, toute modification substantielle des conditions d'exécution de la convention doit faire l'objet d'un avenant.

**ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT À LA CONVENTION**

Pour rappel, dès le printemps 2022, le Département a réalisé des investissements structurants, de modernisation et d'extension des bâtiments administratifs, d'hébergement et de restauration pour un montant de 20M€ mais également de rénovation thermique du complexe Luc Abalo pour un montant de 7 M€ visant notamment à permettre au CDFAS de garantir auprès de ces partenaires son statut de Centre sportif d'excellence pour les trente prochaines années.

Conformément à l'article 7, la convention d'objectifs, d'une durée initiale de cinq ans, est arrivée à son terme le 30 mai 2023.

Eu égard au contexte contraint dans lequel l'EPIC exploite le site du CDFAS et de l'envergure des travaux engagés par la Département et précédemment cités, il convient de modifier les termes de l'article 7 et de prolonger la durée de ladite convention.

En effet, la préparation de l'accueil de la TEAM USA dans le cadre des JOP 2024 se cumulant à la gestion des contraintes de chantier et des différents aménagements en site occupé justifie pleinement la prolongation de l'actuelle convention.

Ainsi, ce délai supplémentaire permettra au Département et à l'EPIC du CDFAS de déterminer conjointement les termes de la prochaine convention qui prendra pleinement en compte la nouvelle structuration et les capacités d'exploitation augmentées du site, ainsi que les modalités de gestion qui en découleront.

**ARTICLE 2 – DUREE DE L'AVENANT À LA CONVENTION**

Le présent avenant proroge la convention d'une durée de sept mois portant son échéance au 31 décembre 2023.

Avenant établi en deux exemplaires

Fait à CERGY PONTOISE, le ..... 2023

| | |
|---|---|
| Le Président de<br>L'EPIC CDFAS | La Présidente<br>du Conseil départemental |
| Xavier HAQUIN | Marie-Christine CAVECCHI |

PROJET

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D' OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

## N° 4-15

## Séance du 16 juin 2023

SERVICE : Direction de la Vie Sociale

OBJET : Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

IMPUTATIONS : 6568 // 564, 6188 // 564

PIECES JOINTES : Deux tableaux de financement
Un projet de convention

RESUME :
*Le Département, chef de file des solidarités, est particulièrement attentif aux personnes en situation de précarité et éloignées de l'emploi, et entend renforcer son offre d'insertion dans le cadre des orientations de la Stratégie "Faire grandir le Val d'Oise 2022-2028" telle qu'approuvée par l'Assemblée départementale le 18 février 2022.*
*En matière d'insertion professionnelle et de retour à l'activité des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), notre collectivité apporte son appui aux initiatives construites au plus près du terrain. Le présent rapport a pour objet de valider, au titre du Programme Départemental d'Insertion vers l'Emploi (PDIE), le financement des Entreprises d'Insertion (EI) et des Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) pour le recrutement des bénéficiaires du RSA et des jeunes de moins de 26 ans en Contrat à Durée Déterminé d'Insertion (CDDI).*
*Au total, 110 bénéficiaires du RSA ou jeunes sont concernés par les dispositifs de mise à l'emploi et accompagnement proposés pour un financement total s'élevant à 236 000 €.*
*Ce rapport vise à valider également le financement de différents autres projets d'insertion à destination des bénéficiaires du RSA pour un total de 260 174 €.*
*L'impact financier global pour le Département s'élève donc de 496 174 €.*

Le Département du Val d'Oise finance annuellement plusieurs actions d'insertion pour favoriser le retour à l'autonomie socio-économique des publics en difficulté, et, plus spécifiquement, des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) et de certains jeunes, afin de prévenir leur entrée dans ce dispositif.

Les organismes conventionnés par le Département pour mettre en œuvre ces projets doivent se conformer à différents cahiers des charges, assortis d'objectifs pédagogiques et de résultats définis par les services du Département.

Les projets présentés dans ce rapport relèvent de cette démarche.

## 1. LES ACTIONS POUR LE RENFORCEMENT DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (IAE)

L'Insertion par l'Activité Economique (IAE) permet à des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles de bénéficier d'un contrat de travail. Elle regroupe différents types de structures qui relèvent de l'économie sociale et solidaire : Entreprises d'Insertion (EI), Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Régies de Quartiers (RQ), Associations Intermédiaires (AI), Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI).

Couvrant des branches aussi différentes que le bâtiment, le nettoyage, l'entretien d'espaces verts, la restauration, les emplois familiaux, des services dans le tertiaire..., les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) conjuguent rentabilité économique et plus-value sociale. Elles sont conventionnées par la Direction Régionale Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DRIEETS) et proposent des contrats de travail à des personnes éloignées de l'emploi. Elles mettent ainsi leur développement au service de la lutte contre le chômage et les exclusions.

L'offre en IAE du Val d'Oise est appelée à se developper par rapport à celle des autres départements d'Ile-de-FranceA ce titre, le Département travaille en partenariat avec les services de l'Etat pour renforcer ce secteur en Val d'Oise et permettre ainsi à plus de bénéficiaires du RSA et de jeunes en difficulté de remettre le pied à l'étrier.

C'est dans ce cadre, qu'un appel à projets à été lancé pour sélectionner quatre opérateurs : une EI et trois ETTI en capacité de proposer des emplois à des bénéficiaires du RSA et des jeunes du Val d'Oise. Après instruction et analyse des dossiers, il est proposé de financer les projets suivants :

### 1.1. Le Projet porté par l'Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) "HUMANDO"

Créée en 2014, HUMANDO est une ETTI, qui fait partie du Réseau ADECCO Inclusion. Présente dans le Département depuis trois ans, son activité est en plein développement sur des chantiers d'envergure comme celui de la Ligne 17 portée par la Société du Grand Paris à Gonesse, sur l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle, et enfin sur l'ensemble des Marchés de Tri et Collecte. L'ouverture d'une nouvelle agence à Roissy contribue notamment à la diversification d'activités vers les métiers de la logistique, de la maintenance, de la restauration et des services.

Il est proposé d'accorder un financement de 92 000 € à l'organisme HUMANDO pour le recrutement de 50 bénéficiaires de RSA et jeunes en Contrat à Durée Déterminé d'Insertion (CDDI) et leur accompagnement dans l'emploi.

### 1.2. Le Projet porté par l'ETTI "ID'EES INTERIM"

ID'EES INTERIM est une ETTI. Acteur économique connu sur le territoire de Val d'Oise, et partenaire du Département depuis 2006, ID'EES INTERIM est spécialisé dans le secteur du bâtiment. L'ETTI se donne comme mission principale la montée en compétence de ses salariés par des dispositifs de formation, afin de répondre aux exigences du marché du travail. Un exemple de dispositif est celui du "Contrat de Développement Professionnel Intérimaire" (CDPI).

Il est proposé d'accorder un financement de 100 000 € à l'organisme ID'EES INTERIM pour le recrutement et l'accompagnement de 40 bénéficiaires de RSA et jeunes.

### 1.3. Le Projet porté par l'Entreprise d'Insertion (EI) "MEDIAPOLE Ile-de-France"

MEDIAPOLE Ile-de-France est une EI qui déploie, depuis 2016, des équipes d'agents de médiation dans les trains et les gares du Transilien sur l'ensemble de l'Ile-de-France. Au sein du Val d'Oise, les actions de la structure sont situées sur le réseau SNCF entre les gares de Goussainville et Stade de France. Deux marchés importants ont été remportés récemment : avec la SNCF, ainsi que dans le secteur du bâtiment dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024. La structure, spécialisée dans la médiation, prépare ses salariés pour une insertion durable sur les métiers de la sécurité et de l'accueil, secteurs en forte demande dans le bassin valdoisien.

Il est proposé d'accorder un financement de 20 000 € à l'organisme MEDIAPOLE Ile-de-France pour le recrutement et l'accompagnement de huit bénéficiaires de RSA et jeunes.

### 1.4. Le Projet porté par l'ETTI "PRO EMPLOI INTERIM"

PRO EMPLOI INTERIM est une ETTI, nouvellement implantée dans le Val d'Oise, à Cergy. La structure se positionne sur tous secteurs d'activité et sur tous types de postes, afin de toucher un public diversifié. Elle intervient principalement sur des postes de faible niveau de qualification, ce qui demande un travail d'accompagnement et de professionnalisation. Le développement des accords-cadres avec les grands comptes (BOUYGUES, EIFFAGE et VINCI) lui permet de sécuriser le volume d'activité.

Il est proposé d'accorder un financement de 24 000 € à l'organisme PRO EMPLOI INTERIM pour le recrutement et l'accompagnement de 12 bénéficiaires de RSA et jeunes.

## 2. LES AUTRES ACTIONS D'INSERTION EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES BENEFICIAIRES DU RSA

### 2.1. Le renouvellement de l'action "brigades vertes de l'insertion" portée par le Centre Pédagogique pour Construire une Vie active (CPCV)

Le Département du Val d'Oise a validé, lors de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022, le financement du projet des brigades vertes présenté par la Direction du Développement Durable et de l'Agriculture (DDDA), la Direction des Mobilités (DM) et la Direction de la Vie Sociale (DVS).

La Commission permanente du 3 avril 2023 a validé la poursuite de l'action pour la période d'avril à septembre 2023.

Cette action permet de combiner insertion et valorisation du patrimoine environnemental du Département.

Le Centre Pédagogique pour Construire une Vie active (CPCV), sélectionné dans le cadre d'un appel à projets en 2022, intervient sur le recrutement, le management et la supervision des équipes, en lien avec les services du Département et les encadrants techniques de la Brigade.

Ces encadrants techniques ont en charge l'encadrement et l'accompagnement pédagogique des salariés en insertion sur le terrain. Ils conduisent les travaux d'entretien des espaces verts et coordonnent les travaux d'entretien et de nettoyage des abords de routes départementales, en lien avec les équipes de la DM. Ces missions ont été étendues à l'entretien des espaces verts des collèges, en lien avec la Direction de l'Education et des Collèges (DEC), depuis janvier 2023.

Deux équipes d'entretien, composées de cinq agents techniques et d'un encadrant chacune, sont opérationnelles depuis le mois d'avril 2023. A ce jour, quatre salariés en insertion ont été embauchés par le Département pour rejoindre les équipes de la DM.

Il est proposé d'accorder un financement de 238 774 € à l'association CPCV pour le financement de l'action "Brigades vertes" à partir du mois d'octobre, pour 15 mois, avec un doublement du nombre d'encadrants techniques, passant de deux à quatre ainsi que du nombre d'agents techniques mobilisés (de 10 à 20).

Ce financement est affecté principalement à la rémunération des quatre encadrants techniques. Il est à noter que les 20 salariés recrutés dans les brigades sortent du dispositif RSA. Ces 20 emplois représentent une économie annuelle de 120 000 € sur la dépense d'allocation RSA du Département.

Par ailleurs, il est proposé d'accorder 6 400 € à l'association Incite pour évaluer et organiser les compétences numériques ("open badges") des 20 salariés des "Brigades vertes". Cette évaluation a pour objet de leur permettre de retrouver plus facilement un emploi durable au terme de leur contrat aidé.

**2.2. Le projet Territoire Zéro Chômeur Longue Durée (TZCLD) porté par la commune de Pierrelaye**

Le dispositif "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée" (TZCLD) est issu de la loi n° 2016-231 du 29 février 2016. Celle-ci propose une expérimentation visant à résorber le chômage de longue durée par l'embauche en Contrat à Durée Indéterminée (CDI) de demandeurs d'emploi dans une nouvelle forme d'Entreprise dite "à But d'Emploi" (EBE) et intégrée, à cet effet, dans l'ordre juridique des entreprises françaises.

L'association "Chômeurs de Longue Durée Pierrelaye" (CLDPI) est engagée dans ce projet depuis trois ans.

Le Fonds d'expérimentation national a ajourné leur candidature le 26 septembre 2022, afin que soient encore travaillés différents points, dont la question du portage politique et de la gouvernance collective du projet. Suite à la signature, par le Maire de Pierrelaye de la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026 et de la lettre d'engagement, une nouvelle candidature a été déposée le 27 mars 2023.

L'association sollicite de la part du Département du Val d'Oise un appui financier pour soutenir le projet pendant la période de préfiguration de l'EBE, qui pourrait être créée au cours du 3ème trimestre 2023 et qui nécessite de recruter, dès le mois de juillet, son futur Directeur.

Pour soutenir le projet de Pierrelaye, il est proposé d'accorder 15 000 € à l'association CLDPI, en complément du soutien de l'Etat, de la commune de Pierrelaye et de différentes fondations (budget 2023 en annexe).

Par ailleurs, vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes financés, et concernés par ce dispositif, devront signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale.

Il est rappelé qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**ACCORDER** les subventions détaillées dans le tableau financier n° 1 annexé au présent rapport, pour un montant total de 236 000 € et ventilé comme suit :

- 92 000 € à l'organisme HUMANDO pour l'accompagnement de 50 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) et jeunes ;
- 100 000 € à l'organisme IDEE'S INTERIM pour l'accompagnement de 40 bénéficiaires du RSA et jeunes ;
- 20 000 € à l'organisme MEDIAPOLE IDF pour l'accompagnement de huit bénéficiaires du RSA et jeunes ;
- 24 000 € à l'organisme PRO'EMPLOI INTERIM pour l'accompagnement de 12 bénéficiaires du RSA et jeunes ;

**ACCORDER** les subventions détaillées dans le tableau financier n° 2 annexé au présent rapport, pour un montant total de 260 174 € et ventilé comme suit :

- 238 774 € au Centre Pédagogique pour Construire une Vie active (CPCV) pour la mise en œuvre de l'action des "brigades vertes" ;
- 6 400 € à l'association INCITE pour le déploiement des "open badges" ;
- 15 000 € à l'association "Chômeurs de Longue Durée Pierrelaye" (CLDPI) pour l'action "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée" (TZCLD) de la Commune de Pierrelaye.

**VALIDER** les régimes de versements des subventions aux structures, détaillés dans les tableaux de financement joints au présent rapport ;

**M'AUTORISER** à signer les conventions correspondantes, ainsi que les avenants qui pourront en découler ultérieurement ;

**PRECISER** que les organismes financés doivent signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Département pour percevoir l'aide financière, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELER** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement, des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits sur les imputations 6568 // 564 et 6188 // 564 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-15-1**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Mickaël DECLERCK

SERVICE : Direction de la Vie Sociale

OBJET : Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 92 000 € à l'organisme HUMANDO pour l'accompagnement de 50 bénéficiaires du RSA et jeunes, comme indiqué dans le tableau n° 1 annexé à la présente délibération ;

**VALIDE** le régime de versement de la subvention à la structure, détaillés dans le tableau de financement n° 1 annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** la Présidente à signer la convention correspondante, ainsi que les avenants qui pourront en découler ultérieurement ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Département pour percevoir l'aide financière, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement, des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6568 // 564 et 6188 // 564 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-15-2**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Mickaël DECLERCK

SERVICE : Direction de la Vie Sociale

OBJET : Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 100 000 € à l'organisme IDEE'S INTERIM pour l'accompagnement de 40 bénéficiaires du RSA et jeunes, comme indiqué dans le tableau n° 1 annexé à la présente délibération ;

**VALIDE** le régime de versement de la subvention à la structure, détaillés dans le tableau de financement n° 1 annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** la Présidente à signer la convention correspondante, ainsi que les avenants qui pourront en découler ultérieurement ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Département pour percevoir l'aide financière, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement, des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6568 // 564 et 6188 // 564 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-15-3**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Mickaël DECLERCK

SERVICE : Direction de la Vie Sociale

OBJET : Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 20 000 € à l'organisme MEDIAPOLE IDF pour l'accompagnement de 8 bénéficiaires du RSA et jeunes, comme indiqué dans le tableau n° 1 annexé à la présente délibération ;

**VALIDE** le régime de versement de la subvention à la structure, détaillés dans le tableau de financement n° 1 annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** la Présidente à signer la convention correspondante, ainsi que les avenants qui pourront en découler ultérieurement ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Département pour percevoir l'aide financière, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement, des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6568 // 564 et 6188 // 564 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-15-4**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Mickaël DECLERCK

SERVICE : Direction de la Vie Sociale

OBJET : Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 24 000 € à l'organisme PRO'EMPLOI INTERIM pour l'accompagnement de 12 bénéficiaires du RSA et jeunes, comme indiqué dans le tableau n° 1 annexé à la présente délibération ;

**VALIDE** le régime de versement de la subvention à la structure, détaillés dans le tableau de financement n° 1 annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** la Présidente à signer la convention correspondante, ainsi que les avenants qui pourront en découler ultérieurement ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Département pour percevoir l'aide financière, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement, des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6568 // 564 et 6188 // 564 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-15-5**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Mickaël DECLERCK

SERVICE : Direction de la Vie Sociale

OBJET : Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 238 774 € à l'organisme CPCV pour la mise en oeuvre de l'action des brigades vertes, comme indiqué dans le tableau n° 2 annexé à la présente délibération ;

**VALIDE** le régime de versement de la subvention à la structure, détaillés dans le tableau de financement n° 2 annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** la Présidente à signer la convention correspondante, ainsi que les avenants qui pourront en découler ultérieurement ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Département pour percevoir l'aide financière, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement, des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6568 // 564 et 6188 // 564 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-15-6**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Mickaël DECLERCK

SERVICE : Direction de la Vie Sociale

OBJET : Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 6 400 € à l'organisme INCITE pour le déploiement des "open badges", comme indiqué dans le tableau n° 2 annexé à la présente délibération ;

**VALIDE** le régime de versement de la subvention à la structure, détaillés dans le tableau de financement n° 2 annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** la Présidente à signer la convention correspondante, ainsi que les avenants qui pourront en découler ultérieurement ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Département pour percevoir l'aide financière, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement, des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6568 // 564 et 6188 // 564 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-15-7**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Monsieur Mickaël DECLERCK

SERVICE : Direction de la Vie Sociale

OBJET : Financement des projets de l'Insertion par l'Activité Economique (Entreprise d'insertion, Entreprise de travail temporaire d'insertion…) et d'actions visant l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Développement économique et emploi - Emploi et insertion professionnelle

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**ACCORDE** une subvention de 15 000 € à l'organisme Chômeurs de Longue Durée Pierrelaye (CLDPI) pour l'action TZCLD de la Commune de Pierrelaye, comme indiqué dans le tableau n° 2 annexé à la présente délibération ;

**VALIDE** le régime de versement de la subvention à la structure, détaillés dans le tableau de financement n° 2 annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** la Présidente à signer la convention correspondante, ainsi que les avenants qui pourront en découler ultérieurement ;

**PRECISE** que les organismes financés doivent signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Département pour percevoir l'aide financière, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes ne pourront prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement, des sommes déjà perçues, exigé ;

**DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur les imputations 6568 // 564 et 6188 // 564 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**ANNEXE 1**
**TABLEAU DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES D'INSERTION ET ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION - Année 2023**
**AD du 16 juin 2023**

| ORGANISME | INTITULE DE L'ACTION | TERRITOIRE | OBJECTIFS DU PROJET | SECTEUR D'ACTIVITES | NOMBRE DE MESURES | FINANCEMENT PROPOSE | MODALITES DE PAIEMENT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **HUMANDO** | Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) | CPV/PDF | 1. Maintenir sa place de prestataire incontournable sur clauses d'insertion sur des grands chantiers : Grand Paris, JO 2024 et les programmes ANRU.<br>2. Faire travailler plus de femmes.<br>3. Augmenter le nombre d'entrée en formation en alternance sur les dispositifs du AKTO (contrat d'insertion professionnel intérimaire (CIPI), contrat de développement professionnel intérimaire (CDPI) et CIPI) et les POEC du Pôle Emploi.<br>Le CIPI et le CDPI sont des contrats spécifiques au travail temporaire régis par des règles conventionnelles et par un accord signé entre les partenaires sociaux.<br>4. Accompagnement d'une nouvelle cohorte de réfugiés HOPE.<br>5. Développer les passerelles avec le groupe Adecco pour des sorties en emploi. | BTP + Tout secteur | 50 | 92 000,00 € | **Financement inférieur à 23 000 €.**<br>Notification de paiement.<br>Mandatement en 2 tranches 70/30:<br>-1ere tranche de 70% dés transmission de la notification et réception de l'attestation de démarrage signée.<br>-2e tranche de 30 % après transmission d'un bilan final qualitatif et quantitatif au plus tard trois mois après la fin de l'action.<br>**Financement supérieur à 23 000 €.**<br>Conventionnement.<br>Mandatement en 3 tranches :<br>-1ere tranche de 50% dés transmission de la notification et réception de l'attestation de démarrage signée.<br>-2e tranche de 30 % après transmission d'un bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif et de la liste nominative des bénéficiaires.<br>-3e tranche de 20 % après transmission d'un bilan final qualitatif et quantitatif au plus tard trois mois après la fin de l'action. |
| **ID'EES INTERIM B** | | RDS | 1. Dynamiser l'accès à l'emploi par la formation (mise en place programme formation CDPI (Contrat de développement professionnel intérimaire) de 450 heures avec 30% remise à niveau .<br>2. Accompagnement socioprofessionnel renforcé.<br>3. Mise à l'emploi à travers des missions intérim, avec comme objectif le placement en emploi durable. | BTP + Tout secteur | 20 | 50 000,00 € | |
| **ID'EES INTERIM B** | | PDF | 1. Dynamiser l'accès à l'emploi.<br>2. Accompagnement socioprofessionnel renforcé.<br>3. Mise à l'emploi à travers des missions intérim. | BTP + Tout secteur | 20 | 50 000,00 € | |
| **PRO'EMPLOI INTERIM** | | CPV | 1. Employer, former et accompagner un public très éloigné de l'emploi.<br>2. Coordonner la mise en situation professionnelle, l'acquisition de compétences transférables à travers la formation et l'accompagnement afin de construire un parcours de retour à l'emploi et chercher à lever en parallèle les éventuels freins.<br>3. Suivi post sortie. | BTP + Tout secteur | 12 | 24 000,00 € | |
| **MEDIAPOLE IDF (GROUPE VITAMINE T)** | Entreprise d'insertion (EI) | PDF | Accompagner et former les bénéficiaires du RSA du territoire sur un métier en tension.<br>Le "métier d'agent de sécurité et de surveillance" est le plus recherché au sein du bassin d'emploi Roissy – Le Bourget. | Médiation sociale dans les transports/gares IDF | 8 | 20 000,00 € | |
| | | | | **TOTAL** | **110** | **236 000,00 €** | |

**ANNEXE 2 - RECAPITULATIF DES FINANCEMENTS DIVERS**

**AD du 16 juin 2023**

| NOM DE L ORGANISME | INTITULE DE L'ACTION | NOMBRE DE PLACES | SUBVENTION PROPOSEE A LA VALIDATION DE LA COMMISSION PERMANENTE |
|---|---|---|---|
| **CPCV** | Brigades vertes de l'insertion | **20** | **238 774,00 €** |
| **INCITE** | Déploiement des "open badges" | **20** | **6 400,00 €** |
| **Association CLDPI** | Territoires zéro chômeur de longue durée | ___ | **15 000,00 €** |
| **TOTAL** | | | **260 174,00 €** |

# CONVENTION
relative à une action d'insertion RSA de 12 mois

**VU** la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

**VU** le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active,

**VU** le Programme Départemental d'Insertion vers l'Emploi (PDIE) 2023-2027, adopté par délibération n° x-xx de l'Assemblée Départementale du 31 mars 2023,

**VU** la délibération de l'Assemblée départementale n°…,

**VU** l'arrêté n° 21-68 du 15 juillet 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Gérard LAMBERT-MOTTE, VIIIème Vice-Président délégué à la Vie sociale, à l'Insertion, au Logement et à la Santé,

**ENTRE**

Le département du Val d'Oise sis 2 avenue du Parc, 95032 CERGY-PONTOISE Cedex, représenté par Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente du Conseil départemental, dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil départemental du 1er juillet 2021,

Ci-après désigné "le Département",

**d'une part**,

**ET**

L'association ..... dont le siège social est fixé au ……, représentée par M……, en qualité de …… habilité(e) par une délibération du Conseil d'Administration ou (de l'organe décisionnaire) du……..

Ci-après désigné "l'organisme",

**d'autre part**,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de préciser l'objectif, la durée, les moyens, le coût, le plan de financement et les indicateurs de réalisation des modules mis en oeuvre dans le cadre de l'action "**……** " ainsi que les modalités de la participation du Département.

PROJET

**ARTICLE 2 : PERIODE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

L'action afférente à l'opération est réalisée **du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 pour ……..mesures** sur le territoire …….. Sachant qu'une mesure permet d'accueillir un ou plusieurs bénéficiaires entrés sur l'action au cours de la période couverte par la convention. Le financement accordé sera fonction du nombre de mois mesures réalisés et comptabilisés par les services du Conseil départemental, sur la base des listes mensuelles des états de présence des bénéficiaires reçus.

**ARTICLE 3 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DU DEPARTEMENT**

En contrepartie des services rendus, le département du Val d'Oise attribue à l'organisme une participation financière d'un montant total maximal de **…….. €**, qui sera crédité sur les comptes de l'organisme selon les procédures comptables en vigueur.

L'organisme s'engage à informer au préalable le Département de toute modification qui pourrait intervenir dans la mise en œuvre de l'action, ses caractéristiques techniques et financières tels que définies dans le cahier des charges défini par le Conseil départemental.

Le Département apprécie la nature et l'importance de ces modifications. Si ces dernières portent sur un élément substantiel de l'action tel que les objectifs, la nature de l'opération, les publics visés, le coût, les ressources mobilisées, ou la période de réalisation, elles doivent faire l'objet d'un nouvel examen par les services du Conseil départemental et d'un avenant à la présente convention.

**ARTICLE 4 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE**

**4-1** L'organisme ne pourra utiliser les sommes versées par le Département au titre de la participation financière que dans la limite des actions visées à l'article 1 de la présente convention et, d'une manière générale, de son objet statutaire.

**4-2** Conformément au décret loi du 2 mai 1938, l'organisme ne pourra en aucun cas reverser tout ou partie de la participation financière perçue du département à d'autres organismes, collectivités privées ou œuvres.

**ARTICLE 5 : MODALITES DE PAIEMENT**

La participation financière sera versée selon les modalités suivantes :

- **un premier versement d'un montant équivalent à 50 % du coût total de l'action,** sous réserve du démarrage effectif et constaté de l'action (attestation de démarrage de l'action jointe) et à réception de la présente convention signée,
- **un deuxième versement d'un montant maximum de 30 % du coût total de l'action,** faisant suite à la transmission à mi-parcours, par l'organisme d'un bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif qui s'ajoute aux listes des états de présence transmises mensuellement,
- **le solde d'un montant maximum de 20 % du coût total de l'action**, faisant suite à la transmission trois mois au plus tard après l'échéance de la convention, d'un bilan final qualitatif et quantitatif qui s'ajoute aux listes des états de présence transmises mensuellement,

Les bilans devront prendre en compte les indicateurs d'activité et les indicateurs de résultat prévus dans le cahier des charges.

PROJET

**A noter que le versement du solde sera ajusté si nécessaire en fonction du nombre de mesures effectivement réalisées et comptabilisées par les services du Conseil départemental.**

Les versements seront effectués sur le compte :

| Agence | Code banque | Code guichet | N° compte | Clé RIB |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

IBAN :
BIC :

Ouvert au nom :
à la banque :
adresse :

**ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

L'organisme s'engage à mettre en œuvre toutes les dispositions prévues par la convention ci-jointe.

L'organisme s'engage à renseigner l'outil de suivi et d'évaluation des parcours d'insertion VIESION, mis à disposition par le Département.

Il devra obligatoirement inscrire les bénéficiaires du RSA engagés dans une recherche active d'emploi sur la plateforme Val d'Oise Emplois et intégrer leur CV (https://www.valdoise-emplois.fr/).

De même, il utilisera l'outil OUIFORM de Pôle Emploi pour positionner tout bénéficiaire du RSA qui sollicite une entrée en formation conventionnée, dès son déploiement opérationnel en Val d'Oise.

Les outils et les trajectoires prenant appui sur l'accès à l'emploi ou à la formation sont à privilégier, de même que les actions mises en œuvre par le Département (session de recrutements, formations, forums emploi, etc.)

Dès la première absence non justifiée du bénéficiaire, un signalement devra être adressé à la Mission Insertion compétente.

**ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT**

Le Département s'engage en plus des dispositions prévues à l'article 3 de la présente convention à apporter le concours de ses services dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'action.

**ARTICLE 8 : CONTRÔLE ET SUIVI**

L'organisme s'engage à produire à la Mission Insertion compétente le bilan quantitatif et qualitatif comprenant :

- une liste mensuelle des états de présence des bénéficiaires reçus ;
- l'état détaillé des réalisations physiques, au travers notamment du renseignement de l'outil informatique d'évaluation permettant d'obtenir des indicateurs de réalisation ainsi que la liste et le profil des participants à l'opération avec, pour chacun, les dates d'entrée et de sortie dans l'opération, et les motifs de fin de prise en charge ;
- une synthèse qualitative des résultats de l'opération et un descriptif des conditions de réalisation ;

PROJET

- un renseignement des indicateurs d'activité et de résultat prévus dans le cahier des charges et le modèle de bilan transmis par le Département. **Les bilans devront prendre en compte les indicateurs d'activité et les indicateurs de résultat prévus dans le cahier des charges et par l'opérateur en charge de l'évaluation et de la mesure d'impact du PDIE.**

A noter que les états de présence transmis doivent être en cohérence avec les informations saisies dans l'outil d'évaluation de la politique d'insertion (VIESION) déployé dans chacun des organismes conventionnés.

Les vérifications du Département quant à la comptabilisation des sorties positives reposent sur l'examen de tout ou partie des pièces justificatives transmises par le bénéficiaire avec son bilan (contrats de travail, fiches de paie, attestation d'entrée et /ou de fin de formation (après vérification des situations d'abandon de formation).
Un échantillon aléatoire de pièces justificatives des sorties positives sera demandé lors du contrôle. Les règles d'échantillonnage sont les suivantes : sélection d'1/7è du nombre total de sorties positives et d'au moins 10-15 unités.

Le non-respect de ces obligations pourra se traduire par le non-paiement du solde de la Convention.

**ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans le cadre de la présente convention, l'organisme est amené à connaître, traiter et accéder à des données à caractère personnel afin de mettre en œuvre des actions d'insertion pour les bénéficiaires du RSA.
L'organisme s'engage à se conformer aux dispositions de la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement général sur la protection des données personnelles n°(UE) 2016/679 du 27 avril 2016, ci-après désignés par « la réglementation applicable ».
En conséquence, l'organisme devra respecter les obligations suivantes et les faire respecter par ses collaborateurs.

- Interdiction de traitement des données à caractère personnel à d'autres fins.

L'organisme s'engage à ne traiter les données à caractère personnel qu'aux seules fins prévues par la convention.

- Confidentialité des données à caractère personnel.

L'organisme s'engage à :

- Assurer par tous les moyens possibles la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel au sein de l'organisme s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Ne pas communiquer les documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles ayant qualité pour en connaître ;

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ;

- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée de cette convention.

- Droit d'information des personnes concernées

PROJET

Il appartient au Département de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement.

- Exercice des droits des personnes

L'organisme s'engage à communiquer au Département, par courrier électronique à l'adresse suivante dpd@valdoise.fr, et insertionpdi@valdoise.fr sous huitaine après réception, toute demande, requête ou plainte qui lui serait adressée par toute personne physique concernée par le traitement de ses données personnelles réalisé dans le cadre de la présente convention.

En qualité de responsable du traitement, le Département reste responsable de la réponse à apporter aux personnes concernées et l'organisme s'engage à ne pas répondre à de telles demandes.

- Notification des violations de données à caractère personnel auprès de la CNIL et communication auprès de la Personne concernée.

L'organisme notifie au Département toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : dpd@valdoise.fr et insertionpdi@valdoise.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Département, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

- Sort des documents et des données à caractère personnel en fin de convention.

L'organisme s'engage à conserver les documents pendant une durée de 24 mois après la fin de la réalisation de l'opération. Après ce délai, l'organisme s'engage à détruire de manière sécurisée toutes les copies papier et toutes les copies informatisées existantes dans ses systèmes d'information.
Il devra également fournir au Département un certificat de destruction des documents et des données.

**ARTICLE 10 : PUBLICITE**

L'organisme s'engage à faire mention de la participation du Département sur tout support ou action de communication.

**ARTICLE 11 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES**

Le Département pourra suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la participation financière ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la convention dès lors que les conditions de son exécution par l'organisme ne seront pas remplies, notamment en cas de non-respect de l'objet visé à l'article 1 de la présente convention.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

La résiliation de la convention à l'initiative de l'organisme entraînera le reversement automatique de tout ou partie de la participation financière annuelle perçue.

Les litiges qui viendraient à s'élever entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention, seront soumis au tribunal administratif compétent.

PROJET

Fait à Cergy, le

En deux exemplaires

Le Président de l'association,

P/La Présidente du Conseil départemental,
et par délégation,
VIIIème Vice-Président délégué à la Vie sociale, à l'Insertion, au Logement et à la Santé,

Gérard LAMBERT-MOTTE

PROJET

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 4-16**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de l'Enfance, de la Jeunesse, de la Santé et de la Famille

OBJET : Organisation d'une campagne de vaccination contre les infections à Papillomavirus humain (HPV) dans les collèges du Val d'Oise, dans le cadre de la compétence Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD).

Actions de Santé

IMPUTATIONS : 60661 // 42, 60668 // 42, 62261 // 42, 62878 // 42, 60662 // 42, 7476 // 42

PIECES JOINTES :

RESUME :
*Conformément à la stratégie 2022-2028 adoptée par l'Assemblée départementale le 18 février 2022, le Département entend renforcer la qualité de l'accès à une prise en charge sanitaire efficace des usagers. Suite à l'annonce du Président de la République, le 28 février dernier, annonçant la mise en place d'une campagne de vaccination contre le HPV (infections à Papillomavirus humains) en classe de 5ème dans les collèges, l'Agence Régionale de Santé (ARS) a missionné le Département, dans le cadre de son habilitation "Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic" (CeGIDD). Cette campagne de vaccination présente un coût total estimé à 2 M€ par an. Elle sera financée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) (pour le remboursement partiel des vaccins) et par l'ARS (reste à charge pour les vaccins et frais de fonctionnement RH et investissements). Dès lors le présent rapport a pour objet d'approuver la réalisation par le Département, par délégation de l'ARS, d'une opération vaccinale annuelle contre les HPV auprès des élèves de 5ème des collèges du Val d'Oise et d'autoriser Mme la Présidente à signer la convention et ses avenants éventuels.*

## 1. CONTEXTE VACCINAL HPV EN FRANCE ET DANS LE VAL D'OISE

Le 28 février 2023, le Président de la République a annoncé la mise en place d'une campagne de vaccination généralisée pour l'ensemble des collégiens des classes de 5ème pour éradiquer le papillomavirus, dit HPV (Human Papilloma Virus).

Le HPV est une famille de virus très communs ; il s'agit de l'Infection Sexuellement Transmissible (IST) la plus fréquente. Chaque année 7 000 cancers liés au HPV sont diagnostiqués en France. Trois quarts de ces cancers concernent les femmes ; le HPV est en effet responsable de la grande majorité des cancers du col de l'utérus. Le HPV concerne également les hommes, qui souffrent principalement de cancers de la sphère ORL et de la zone uro-génitale. Il peut se passer entre 10 à 20 ans entre l'infection et le développement potentiel de cancers.

Pour lutter contre ces cancers, le vaccin Gardasil 9 est recommandé, pour les filles et les garçons de 11 à 14 ans. Il est important que le vaccin soit administré avant le début de l'activité sexuelle. En effet, le vaccin n'a pas de vertu thérapeutique si la personne est déjà infectée. Le schéma vaccinal complet est obtenu grâce à deux injections à six mois d'intervalle.

Au niveau national, en 2018, le taux de vaccination des jeunes filles était de 24 %. Le plan cancer 2014-2019 visait une couverture vaccinale de 60 %. En 2008, le Val d'Oise affichait un taux de couverture vaccinal de 25 % contre 37 % en Ile-de-France. A titre de comparaison, en Australie, le taux de couverture vaccinale, de 80 %, a permis de réduire de 75 % le nombre de cancers du col de l'utérus.

## 2. OBJECTIFS ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

L'Agence Régionale de Santé (ARS) a été chargée d'organiser la vaccination contre le HPV, dont la mise en œuvre sera déléguée aux Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD), qui réalisent le dépistage des IST.

Dans le Val d'Oise, l'habilitation CeGIDD est portée par le Département depuis 2018. Le Département est donc sollicité pour réaliser cette campagne de vaccination annuelle, qui doit démarrer en septembre 2023. L'Education nationale collaborera à la bonne organisation administrative : autorisation parentale, recensement des élèves...

L'ARS fixe un objectif de couverture vaccinale cible à 30 % d'une classe d'âge (filles et garçons). A titre indicatif, le territoire du Val d'Oise compte 18 822 élèves de 5ème (chiffres de la rentrée 2022). L'objectif d'une couverture vaccinale de 30 % d'une classe d'âge représente un objectif de 5 646 jeunes à vacciner, soit 11 300 injections à réaliser chaque année.

**3. IMPACT FINANCIER**

Le coût total de l'opération est estimé à 2 M€ annuels, sans impact sur les finances départementales. Le financement de l'opération sera en effet compensé de deux manières :

- d'une part, l'ARS octroiera au Département un forfait de 229 € par élève vacciné, calculé sur la base d'une couverture vaccinale de 30 % des élèves de 5ème. Ainsi, les recettes pourront atteindre environ 1,2 M€ pour l'année scolaire 2023-2024. Le versement devrait être réalisé en deux fois, le premier intervenant avant la fin de l'année 2023 ;
- d'autre part, l'Assurance maladie remboursera 65 % du coût du vaccin, soit environ 800 000 € annuels pour une couverture vaccinale de 30 % des élèves de 5ème. Les 35 % restants sont couverts par le forfait financier octroyé par l'ARS.

Le principal poste de dépense de l'opération concerne l'achat du vaccin. Le Département dispose aujourd'hui d'un marché public pour ce vaccin qui s'avère toutefois trop faiblement calibré pour absorber les nouveaux besoins. Celui-ci pourrait donc être relancé au début de l'année 2024.

En matière de ressources humaines, une équipe de cinq infirmiers (deux binômes et un coordinateur) et un Equivalent Temps Plein (ETP) en renfort administratif, pourrait suffire à atteindre l'objectif fixé par l'ARS. Le coût d'une telle équipe est estimé à ce jour à 240 000 € annuels. Les charges de fonctionnement courant seront limitées et estimées à ce jour à 35 000 € / an (petit matériel médical, équipement informatique…). Quelques dépenses d'investissement initiales seront également nécessaires (des réfrigérateurs à vaccins et deux véhicules).

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**APPROUVER** la réalisation par le Département, par délégation de l'Agence Régionale de Santé (ARS), d'une opération vaccinale annuelle contre les infections à Papillomavirus humain (HPV) auprès des élèves de 5ème des collèges du Val d'Oise ;

**M'AUTORISER** à signer toute convention permettant la réalisation de cette opération vaccinale, liée à l'activité des Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) et les avenants éventuels ;

**DIRE** que les recettes correspondantes seront enregistrées sur l'imputation 7476 // 42 et que les crédits sont inscrits sur les imputations 60661 // 42, 60668 // 42, 62261 // 42, 62878 // 42 et 60662 // 42 du budget départemental.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-16**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023** **LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT

**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN
***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Anne FROMENTEIL

SERVICE : Direction de l'Enfance, de la Jeunesse, de la Santé et de la Famille

OBJET : Organisation d'une campagne de vaccination contre les infections à Papillomavirus humain (HPV) dans les collèges du Val d'Oise, dans le cadre de la compétence Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD).

Actions de Santé

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes
Education et collèges - Actions éducatives - Vie étudiante et associative - Egalité des chances - Egalité femmes-hommes - Sport et Olympisme

## Après en avoir délibéré :

**APPROUVE** la réalisation par le Département, par délégation de l'Agence Régionale de Santé (ARS), d'une opération vaccinale annuelle contre les infections à Papillomavirus humain (HPV) auprès des élèves de 5ème des collèges du Val d'Oise ;

**AUTORISE** la Présidente à signer toute convention permettant la réalisation de cette opération vaccinale, liée à l'activité des Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic (CeGIDD) et les avenants éventuels ;

**DIT** que les recettes correspondantes seront encaissées sur l'imputation 7476 // 42 et que les crédits seront prélevés sur les imputations 60661 // 42, 60668 // 42, 62261 // 42, 62878 // 42 et 60662 // 42 du budget départemental.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 4-17**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction de la Sécurité et des Valeurs Républicaines

OBJET : Signature du contrat d'engagement républicain et abrogation de la Charte départementale de la laïcité et des valeurs de la République.

Prévention et sécurité

IMPUTATIONS :

PIECES JOINTES : Un projet de contrat d'engagement républicain

RESUME :

*Collectivité territoriale de la République engagée dans la protection des citoyens les plus vulnérables, conformément aux engagements pris dans la feuille de route stratégique adoptée le 18 février 2022 et dans le respect du principe de laïcité, le Département du Val d'Oise a adopté en décembre 2020 une charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité, orientée sur la cible des partenaires extérieurs financés par le Département. L'article 12 de la loi du 24 août 2021 prévoit cependant que toute association ou fondation sollicitant l'octroi d'une subvention publique, d'un agrément ou d'une reconnaissance d'utilité publique doit désormais souscrire un contrat d'engagement républicain (CER). Dans ce cadre, la charte départementale de la laïcité fait désormais doublon avec le contrat d'engagement républicain, lequel a une valeur législative supérieure et s'applique obligatoirement à toute association, fondation ou ligue sollicitant une subvention départementale. Le présent rapport propose ainsi la substitution de la charte départementale de la laïcité par le contrat d'engagement républicain, qui deviendra une pièce constitutive du dossier pour toute nouvelle demande de financement, que chaque organisme concerné (associations, fondations, établissements et services sociaux et médico-sociaux, établissements publics etc.) devra signer et s'engager à respecter pour obtenir un financement départemental.*

## 1. LE DEPARTEMENT, UNE COLLECTIVITE ENGAGEE DANS LE RESPECT DE LA LAICITE ET DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE

Le Département du Val d'Oise veille, dans le cadre de son fonctionnement et de la mise en œuvre des compétences qui lui sont attribuées, au respect du principe de laïcité et des valeurs républicaines tel que fixés par les différents textes fondateurs : Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 et Constitution du 4 octobre 1958.

Cet engagement du Département pour promouvoir le respect du principe de laïcité s'impose logiquement à tous les partenaires dont l'action est soutenue financièrement par la collectivité. En ce sens, convaincu du rôle essentiel que jouent les associations et organismes financés en matière de cohésion sociale, de solidarité et d'animation du territoire en lien avec l'ensemble des citoyens valdoisiens, le Département du Val d'Oise a souhaité travailler à leur côté pour réaffirmer et partager le respect de ces principes et valeurs fondamentales.

Dans ce cadre, au regard des financements importants octroyés par le Conseil départemental aux différents organismes en contact avec les publics valdoisiens et notamment les plus vulnérables, une charte départementale des valeurs de la République et de la laïcité, orientée sur la cible des partenaires extérieurs financés par le Département, a été adoptée par délibération n° 5-25 du 18 décembre 2020.

Depuis le 1er janvier 2021, cette charte est devenue une pièce constitutive du dossier pour toute nouvelle demande de financement, que chaque organisme concerné (associations, fondations, établissements et services sociaux et médico-sociaux, établissements publics...) devait signer et s'engager à respecter pour obtenir un financement départemental. Toutes les conventions passées dans le cadre d'un financement du Conseil départemental ont intégré une clause particulière relative à la signature de cette charte et au respect des valeurs de la République et de la laïcité. Chaque avenant en cours a également intégré ces dispositions. La délibération n° 5-25 du 18 décembre 2020 prévoyait également l'intervention d'une commission spécifique composée de représentants élus du Conseil départemental qui pouvait être saisie par tout citoyen ou personne morale ayant détecté un manquement du respect des principes de la charte.

Parallèlement à l'adoption de cette charte, un dispositif de sensibilisation des acteurs associatifs a été mis en œuvre en partenariat avec les services de l'Etat sur la question des valeurs de la République et de la laïcité.

Au 31 janvier 2023, le dispositif de sanction n'a pas été utilisé et aucun recours fondé n'a été relevé.

## 2. LA MISE EN PLACE DU CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

L'article 12 de la loi du 24 août 2021, confortant le respect des principes de la République, dispose que toute association ou fondation sollicitant l'octroi d'une subvention publique, d'un agrément ou d'une reconnaissance d'utilité publique doit souscrire un Contrat d'Engagement Républicain (CER). Il en est de même pour les fédérations sportives agréées.

Le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 précise que le CER est une série d'engagements auxquels doit souscrire toute association ou fondation qui :

- sollicite une subvention d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial
- demande un agrément d'Etat ou la reconnaissance d'utilité publique ;
- souhaite accueillir un volontaire en service civique.

L'annexe du décret détaille les différents engagements que prennent les associations et fondations en souscrivant à ce contrat :

- respect des lois de la République (engagement n° 1) ;
- liberté de conscience (engagement n° 2) ;
- liberté des membres de l'association (engagement n° 3) ;
- égalité et non-discrimination (engagement n° 4) ;
- fraternité et prévention de la violence (engagement n° 5) ;
- respect de la dignité de la personne humaine (engagement n° 6) ;
- respect des symboles de la République (engagement n° 7).

Il est également prévu que les associations et fondations qui ont souscrit un CER :

- informent par tout moyen (affichage, mention sur le site internet de l'association, lettre d'information...) leurs membres de l'existence et du contenu de leur engagement ainsi que l'obligation de le respecter ;
- veillent à ce que le contrat soit respecté par leurs dirigeants, salariés, membres et bénévoles ;
- prennent des mesures pour faire cesser les manquements dont elles ont connaissance.

Il est précisé que l'autorité administrative ne peut retirer une subvention pour un manquement antérieur à l'octroi de ladite subvention et que le retrait porte sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement. Dans ce cas, l'administration informe l'association de son intention de retirer la subvention ou l'agrément. L'association présente ses observations écrites ou orales. Si le manquement à l'engagement est établi, l'administration exige le remboursement de la subvention, que l'association doit rembourser dans un délai de six mois.

Le Département étant considéré comme une autorité administrative, l'ensemble des organismes précités qui sollicitent une subvention départementale sont concernés par le champ d'application du CER depuis son entrée en vigueur le 1er janvier 2022. Il convient donc désormais de faire systématiquement signer aux associations le CER pour toute demande de subvention.

A partir du 1er septembre 2023, le CER se substituera ainsi à la charte départementale des valeurs de la République et la laïcité et sera une pièce constitutive du dossier pour toute nouvelle demande de financement, que chaque organisme concerné (associations, fondations, établissements et services sociaux et médico-sociaux, établissements publics...) devra signer et s'engager à respecter pour obtenir un financement départemental. Concernant les conventions et autres engagements pluriannuels en cours, la signature de la charte sera exigée comme pièce justificative au moment du paiement au titre de l'année 2023.

De plus, à compter du 1er septembre 2023, toute convention passée dans le cadre d'un financement du Conseil départemental intégrera une clause particulière relative à la signature de ce contrat. Chaque avenant en cours intégrera ainsi ces dispositions.

Il est précisé que les collectivités territoriales qui perçoivent des financements du Conseil départemental sont exclues de ce dispositif.

Tout manquement avéré au respect des valeurs du CER pourra conduire à la suite d'une procédure contradictoire au non-versement ou à la restitution de la subvention accordée, dans les conditions précisées par le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 et le règlement budgétaire et financier du Conseil départemental du Val d'Oise.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**DECIDER** que le Contrat d'Engagement Républicain (CER) se substituera, à compter du 1er septembre 2023, à la Charte départementale de la laïcité ;

**PRECISER** qu'en cas de refus de signature du CER, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental ;

**PRECISER** qu'en cas de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans le CER, les versements correspondant aux subventions concernées pourront être suspendus et le remboursement des sommes déjà versées, exigé.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-17**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Isabelle RUSIN

SERVICE : Direction de la Sécurité et des Valeurs Républicaines

OBJET : Signature du contrat d'engagement républicain et abrogation de la Charte départementale de la laïcité et des valeurs de la République.

Prévention et sécurité

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,
Vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la charte des valeurs de la République et de la laïcité,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**DECIDE** que le Contrat d'Engagement Républicain (CER) se substituera, à compter du 1er septembre 2023 , à la Charte départementale de la laïcité ;

**PRECISE** qu'en cas de refus de signature du CER, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental ;

**PRECISE** qu'en cas de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans le CER, les versements correspondant aux subventions concernées pourront être suspendus et le remboursement des sommes déjà versées, exigé.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

# CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

**Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321**
**Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain**
**Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

**ENGAGEMENT n°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**
Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.
L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques. Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

**ENGAGEMENT n°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**
L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

**ENGAGEMENT n°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**
L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

**ENGAGEMENT n°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**
L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

**ENGAGEMENT n°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**
L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

**ENGAGEMENT n°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**
L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**ENGAGEMENT n°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**
L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Lieu : Le :

Nom, prénom et qualité du responsable légal de l'association

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 4-18**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction des Territoires et de l'Habitat

OBJET : Fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat par Val d'Oise Habitat .

Logement – Habitat

IMPUTATIONS :

PIECES JOINTES : La délibération du Conseil d'administration de Val d'Oise Habitat n° 24-23 du 17 avril 2023

RESUME :
*Dans le cadre de la stratégie du Département 2022-2028 votée par l'Assemblée départementale du 18 février 2022, le Département réaffirme son soutien dans le domaine de l'habitat et du logement, et notamment accompagne et renforce son partenariat avec le bailleur social départemental Val d'Oise Habitat (VOH). Dès lors, le présent rapport a pour objet d'approuver la fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat (VPH) par l'OPH Val d'Oise Habitat (VOH) au 1er janvier 2024, qui permettra de proposer une offre de logements plus optimisée sur le territoire .*

## 1. LE CONTEXTE

L'article 81 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN), en vigueur depuis le 1er janvier 2021, a engagé une réforme profonde de l'organisation du secteur, via le regroupement obligatoire des bailleurs sociaux gérant moins de 12 000 logements, dont les Offices Publics de l'Habitat (OPH).

L'OPH Val Parisis Habitat (VPH), gérait au 31 décembre 2020, 2 082 logements locatifs sociaux ou équivalents, principalement localisés sur le territoire de la commune d'Ermont. Il est donc concerné par ces obligations légales de rapprochement.

Dans ce contexte, les OPH VPH et Val d'Oise Habitat (VOH) ont engagé une réflexion en vue d'une fusion des deux offices, afin de satisfaire les exigences de la loi ELAN. Le Conseil d'administration de VOH a approuvé le principe de fusion par absorption de VPH par VOH le 17 octobre 2022 .

En application des articles L. 421-7 et R. 421-1 du Code de la construction et de l'habitation, le Département, en tant que collectivité de rattachement de VOH, doit demander au Préfet du Département cette fusion, toute comme la Communauté d'Agglomération Val Parisis (CAVP). Les Comités Sociaux et Economiques (CSE) des deux OPH ont été consultés et ont émis un avis favorable sur le projet de fusion.

## 2. LE PROJET DE FUSION ENTRE VPH ET VOH

Aux termes de délibérations concordantes en date des 17 et 25 avril 2023, les Conseils d'Administration (CA) des deux OPH ont approuvé la fusion par absorption de VPH par VOH et émis, à ce titre, un avis favorable conformément à l'article R. 421-1 III. du Code de la construction et de l'habitation. Ils ont également approuvé la transmission de ces délibérations à leur collectivité et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de rattachement respectifs, en vue de l'approbation de l'opération de fusion et de la saisine du Préfet du Département.

Il est rappelé que la fusion, prononcée à la demande des collectivités et des EPCI de rattachement par arrêté préfectoral après avis du Comité Régional de l'Hébergement et de l'Habitat (CRHH), emporte une dissolution sans liquidation de l'OPH absorbé, et le transfert universel de son patrimoine (TUP) à VOH, notamment des contrats, des personnels (35 collaborateurs), sans changement de convention collective, l'ensemble de l'actif et du passif de l'OPH absorbé, et les informations, registres et autres documents relatifs à l'activité.

L'opération de fusion prendrait effet au 1er janvier 2024.

Ce rapprochement conforterait l'assise de VOH sur le territoire, avec des économies d'échelle potentielles sur les coûts de fonctionnement. En effet, il offre un potentiel de développement de logements sur un territoire attractif.

Pour VPH, ce rapprochement permet de se mettre en conformité avec la loi ELAN. De plus, les possibilités d'accompagnement des locataires dans leur parcours résidentiel seraient élargies. Les collaborateurs resteraient au sein d'un OPH opérateur du territoire sur le Val d'Oise.

L'antenne de proximité sera conservée à Ermont, en synergie avec l'Agence VOH de Franconville.

Enfin, du point de vue financier le CA de VOH estime que ce rapprochement conforterait sa structuration financière. Sur la base des projections financières à 10 ans, auditées par la Fédération des OPH, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE), la capacité d'autofinancement et les coûts de gestion restent performants. L'autofinancement demeure au-dessus des ratios prudentiels réglementaires. Le patrimoine de VPH ayant été bien entretenu, VOH pourra maintenir sa stratégie de remise à niveau du patrimoine en application du Plan stratégique de patrimoine.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**APPROUVER** la fusion par absorption de l'Office Public de l'Habitat (OPH) Val Parisis Habitat (VPH) par l'OPH Val d'Oise Habitat (VOH) au 1er janvier 2024 conformément à l'article L. 421-7 du Code de la construction et de l'habitation ;

**SAISIR** le Préfet du Département pour demander la fusion par absorption de l'OPH VPH par l'OPH VOH, conformément à l'article R. 421-1 III du Code de la construction et de l'habitation ;

**M'AUTORISER** à accomplir toute mesure et à signer tout acte nécessaire à la poursuite du travail engagé, en vue de cette opération.

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 4-18**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*

**Le rapporteur :** Madame Sabrina ECARD

SERVICE : Direction des Territoires et de l'Habitat

OBJET : Fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat par Val d'Oise Habitat .

Logement – Habitat

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,
Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses article L. 421-6, L. 421-17 et R. 421-1,
Vu la délibération du Conseil d'Administration de Val d'Oise Habitat n° 24-23 du 17 avril 2023,
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Vie sociale et Insertion - Autonomie - Enfance et Famille - Santé - Sécurité Prévention spécialisée - Logement
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**APPROUVE** la fusion par absorption de l'Office Public de l'Habitat (OPH) Val Parisis Habitat (VPH) par l'OPH Val d'Oise Habitat (VOH) au 1er janvier 2024 conformément à l'article L. 421-7 du Code de la construction et de l'habitation ;

**SAISIS** le Préfet du Département pour demander la fusion par absorption de l'OPH VPH par l'OPH VOH, conformément à l'article R. 421-1 III du Code de la construction et de l'habitation ;

**AUTORISE** la Présidente à accomplir toute mesure et à signer tout acte nécessaire à la poursuite du travail engagé, en vue de cette opération.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 40 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | 2 |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote : Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Xavier HAQUIN

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-095-478317860-20230417-DELIB_24_23

val d'oise le département
Val d'Oise Habitat

Engagés avec Vous, Ici et Demain

**Délibération du Conseil d'Administration n° 24-23**
**Séance du lundi 17 avril 2023**

Rendue exécutoire

Le Conseil d'Administration de Val d'Oise Habitat s'est tenu le 17 avril 2023 à 14h30 en présentiel au 2 Boulevard de l'Oise à Cergy-Pontoise et par voie dématérialisée (lien Teams), sous la présidence de Madame Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Présents :**

| | |
|---|---|
| Mme Marie-Christine CAVECCHI | Présidente |
| M. Xavier HAQUIN | Vice-Président |
| M. Patrick BAQUIN | Administrateur |
| M. Abdelkrim BOURAKBA | Administrateur (à distance) |
| M. Daniel BLANC | Administrateur |
| Mme Odile DROUILLY | Administratrice (à distance) |
| Mme Sabrina ECARD | Administratrice |
| M. François HANET | Administrateur |
| M. Raoul JOURNO | Administrateur (à distance) |
| Mme Nadia METREF | Administratrice (à distance) |
| Mme Dominique NEVEU | Administratrice |
| M. Jérôme PACCINI | Administrateur (à distance) |
| Mme Tatiana PRIEZ | Administratrice (à distance) |
| M. Alexandre PUEYO | Administrateur |
| Mme Agnès RAFAITIN | Administratrice |
| M. Harry ROCK | Administrateur (à distance) |
| M. Emmanuel VIEGAS | Administrateur |
| M. Vincent VILPASTEUR | Administrateur |
| Mme Sandra YAKOWENKO | Administratrice (à distance) |
| M. Ramzi ZINAOUI | Administrateur (à distance) |

**20 présents**

**Absents – excusés :**

| | |
|---|---|
| M. Georges MOTHRON | Administrateur, ayant donné pouvoir à Mme CAVECCHI |

**1 absent excusé ayant donné pouvoir**

**Absent :**

| | |
|---|---|
| M. François VERJUS | Administrateur |

**1 absent**

REÇU EN PREFECTURE
le 20/04/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-095-478317860-20230417-DELIB_24_23

val d'oise le département
Val d'Oise Habitat

Engagés avec Vous, Ici et Demain

**Direction/Service** : Direction générale

**Objet :** Fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat par Val d'Oise Habitat.

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite « ELAN » et notamment ses article 81 et 88 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 421-7 et R. 421-1 III. ;

Vu la délibération n° 30-22 du Conseil d'Administration du 17 octobre 2022, émettant un accord de principe sur l'opération de fusion ;

Vu l'avis favorable du Comité social et économique du 9 mars 2023 ;

Vu le rapport présenté au Conseil d'Administration relatif à l'objet sus visé ;

**Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré,**

- **APPROUVE** la fusion par absorption de l'OPH Val Parisis Habitat par l'OPH Val d'Oise Habitat et émet, à ce titre, un avis favorable conformément à l'article R. 421-1 III. du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- **AUTORISE** la transmission des présentes au Département du Val d'Oise, collectivité de rattachement, en vue de l'approbation de l'opération de fusion et de la saisine du Préfet de département conformément à l'article R. 421-1 III. du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- **AUTORISE** la Directrice générale à poursuivre le travail engagé et à signer l'ensemble des actes en vue de mise en œuvre effective de la fusion.

**Ne prennent pas part au vote :**

**M. Xavier HAQUIN, M. Patrick BAQUIN, M. Raoul JOURNO, Mme Dominique NEVEU, M. Vincent VILPASTEUR**

**Pour Extrait Certifié Conforme**
**La Présidente**

**Approuvé à l'unanimité**

**Marie-Christine CAVECCHI**

2

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

# RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**N° 5-18**

**Séance du 16 juin 2023**

SERVICE : Direction du Développement Durable et de l'Agriculture

OBJET : Programmation 2023 concernant la randonnée pédestre en Val d'Oise et validation d'un modèle de convention de passage sur sentier.

Environnement - Actions diverses

IMPUTATIONS : 6568 // 738

PIECES JOINTES : Un programme d'actions 2023
Un projet de convention

RESUME :
*Dans le cadre de la stratégie départementale "Faire grandir le Val d'Oise", prévoyant le développement des sports de nature et notamment de la randonnée pédestre, le présent rapport à pour objet l'approbation, d'une part, du programme d'actions 2023 de la Fédération Française de Randonnée du Val d'Oise (FFRandonnée Val d'Oise) induisant l'octroi d'une subvention de 24 500 €, et d'autre part, du modèle de convention à utiliser pour permettre le passage des randonneurs sur les sentiers traversant des parcelles privées, dans le cadre de leur inscription au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).*

## 1. LE CONTEXTE VALDOISIEN DE LA RANDONNEE ET DES SPORTS DE NATURE

Le Département agit aux côtés de ses partenaires pour un développement maîtrisé de la pratique de la randonnée et des sports de nature à travers deux compétences légales que sont :

- le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) ;
- la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI), qui a pour principale fonction d'élaborer le Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI).

Par délibération n° 4-05 du 24 novembre 2017, le Département s'est ainsi engagé pour une politique départementale en faveur de la randonnée et des sports de nature. Réponses aux attentes des Valdoisiens en matière d'épanouissement personnel par le sport en milieux naturels, ces pratiques sont également des leviers du développement économique local. En effet, la randonnée et l'itinérance sont des supports d'attractivité touristique du Val d'Oise grâce au maillage dense de chemins de randonnée avec 2 404 km de sentiers inscrits au PDIPR fin 2022, ainsi qu'aux itinéraires emblématiques comme la chaussée Jules César, le Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle ou encore la Route européenne d'Artagnan.

Afin de poursuivre le développement concerté des pratiques sportives, notamment sur les chemins de randonnée, la FFRandonnée Val d'Oise fait partie intégrante des membres de la CDESI depuis sa mise en place en décembre 2019. A ce titre, elle participe à l'élaboration du PDESI. Ce plan départemental intègre le PDIPR (art. 17 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, désormais codifié aux articles R. 311-1 à R. 311-3 du Code du sport). Le PDESI offre une garantie supplémentaire de coordination de l'ensemble des sports de nature à l'échelle du Département.

## 2. LE BILAN 2022 DU PARTENARIAT AVEC LA FEDERATION FRANCAISE DE RANDONNÉE PEDESTRE DU VAL D'OISE

La structuration de cette mise en valeur du territoire grâce à la randonnée s'appuie majoritairement sur l'interlocuteur historique du Département qu'est la FFRandonnée Val d'Oise.

Cette Fédération regroupe 38 clubs et compte plus de 3200 adhérents, soit près de 500 nouveaux par rapport à 2021. Elle a pour principales missions :

- la promotion de la randonnée pédestre ;
- le développement de la vie associative ;
- la création et le petit entretien du réseau des itinéraires pour tout public : randonneurs confirmés, promeneurs mais aussi personnes à mobilité réduite ;
- la coordination du travail des baliseurs bénévoles ;

- la protection et la sauvegarde de l'environnement : veille écologique via Suric@te – réseau de sentinelles sports de nature et intervention auprès des organismes compétents, campagnes d'informations et de mobilisation à la défense des chemins et de la nature ;
- la rédaction et mise à jour de Topoguides®et Rando-Fiches® ;
- la préparation de futurs outils grâce aux collectes de données numériques : participation au Programme Numérique Fédéral.

En 2022, une convention pluriannuelle de trois ans a été signée avec la FFRandonnée Val d'Oise. Dans ce cadre, le Département s'est engagé à soutenir les missions de cette Fédération et le développement de projets spécifiques. Le montant du soutien financier du Département est fixé au maximum à 30 000 € par an. Il est conditionné à la signature d'un programme annuel d'actions.

En 2022, le soutien financier du Département s'est élevé à 24 500 €.

Le Département a ainsi permis à la FFRandonnée Val d'Oise d'assurer le fonctionnement général de sa structure, tout en participant au développement et à la valorisation de la vie associative menée par des bénévoles. Le Département a également soutenu l'entretien du balisage sur plus de 1 800 km d'itinéraires, mission phare identifiée par les codes couleurs rouge et blanc des GR® (285 km), rouge et jaune des GR®de Pays (87 km) et jaune des PR® (1 430 km). La FFRandonnée Val d'Oise a contribué aux 140 signalements d'anomalies réalisés sur l'année 2022 via l'outil Suric@te, qui permettent le maintien de la qualité du réseau des sentiers du Val d'Oise.

Dans le cadre du présent rapport, il est proposé d'examiner la poursuite de cette politique à travers le programme d'actions 2023 de la FFRandonnée Val d'Oise.

## 3. LE PROGRAMME PREVISIONNEL D'ACTIONS 2023

En 2023, la promotion de la pratique sportive et du PDIPR sera poursuivie par la FFRandonnée Val d'Oise et le Département. Les actions programmées sont :

- la promotion de la randonnée et des pratiques nouvelles (audax, marche nordique, rando-santé), notamment à travers une intervention sur la Fête de la Nature organisée par le Département ;
- la participation à la CDESI et ses diverses actions ;
- l'organisation d'un événement "Festi'Rando" : organisation de randonnées et actions de promotion ;
- le petit entretien et le balisage d'itinéraires existants ;
- le balisage et la promotion de circuits sur les Buttes du Parisis et la Forêt de Montmorency ;
- le travail préparatoire nécessaire à la création de nouveaux circuits sur la Forêt de Maubuisson et le Marais de Boissy-Montgeroult.

Il est proposé de soutenir la réalisation par la FFRandonnée Val d'Oise du programme d'actions 2023 par l'octroi d'une subvention totale de 24 500 €, dont 20 500 € au titre de la réalisation du programme d'actions, proprement dit, annexé au présent rapport. Cette subvention, comme pour l'année 2022, contribuera également au fonctionnement général de la structure, au développement de la vie associative, à la formation des baliseurs et à la coordination de leurs actions sur les sentiers, à hauteur de 4 000 €.

Le versement de la subvention sera échelonné de la façon suivante :

- part unitaire :
  - 70 % lors de la signature du programme d'actions 2023 ;
  - 30 % lors de la remise du compte rendu d'exécution des missions ;

- part forfaitaire : à la signature du programme d'actions annuel, au vu de la transmission du compte-rendu de l'année n-1.

**4. VALIDATION D'UN MODELE DE CONVENTION DE PASSAGE SUR SENTIER**

Afin d'assurer la continuité d'itinéraires établis sur les chemins inscrits au PDIPR, il est parfois nécessaire d'autoriser le passage du public sur des terrains privés. Considérant que l'article L. 361-1 du Code de l'environnement prévoit la conclusion de conventions autorisant l'inscription au PDIPR de chemins appartenant à des personnes privées, il est proposé de valider un modèle de convention de passage sur sentier de randonnée, en vue de leur inscription au PDIPR. Le Département limitera au maximum cette possibilité de convention avec des propriétaires privés.

Cette convention a pour objet de permettre le passage des randonneurs, le cas échéant pédestres, équestres et VTT, et de manière générale de toute personne pratiquant une activité de loisir non motorisée, sur la portion de chemin décrite sur les plans qui seront annexés à la convention (Cadastre et IGN) en vue de son inscription au PDIPR. Cette autorisation n'implique aucune servitude de passage susceptible de grever la propriété susvisée. Elle ne saurait, en aucun cas, être assimilable à un bail.

Par ailleurs, vu la délibération n° 5-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du plan de prévention et de lutte contre la radicalisation ainsi que de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, les organismes financés, et concernés par ce dispositif, devront signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale.

Il est rappelé qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé.

En conclusion de ce rapport, et après en avoir délibéré, je vous remercie de bien vouloir :

**RAPPELER** que la randonnée et les sports de nature sont des leviers de développement économique et touristique du territoire et des réponses aux attentes des Valdoisiens en matière d'épanouissement personnel par la pratique du sport et des activités physiques ;

**VALIDER** le programme d'actions 2023 conclu entre le Département du Val d'Oise et la FFRandonnée du Val d'Oise au titre de la convention de partenariat technique approuvée le 18 février 2022 pour la période 2022-2024, et la subvention départementale correspondante de 24 500 € ;

**PRECISER** que les crédits nécessaires à ce programme d'actions, soit 24 500 €, seront versés comme suit, pour l'année 2023 :

- part unitaire (selon le programme annuel d'actions, qui s'élève à 20 500 € en 2023) :
  - 70 % lors de la signature du programme d'actions 2023, soit 14 350 € ;
  - 30 % lors de la remise du compte rendu d'exécution des missions, soit 6 150 € ;
- part forfaitaire (4 000 €) : à la signature du programme d'actions annuel, au vu de la transmission du compte-rendu de l'année n-1 ;

**DIRE** que les crédits nécessaires à la mise en œuvre du programme d'actions sont inscrits sur l'imputation budgétaire 6568 // 738 ;

**M'AUTORISER** à signer le programme d'actions 2023 de la FFRandonnée Val d'Oise ;

**VALIDER** le modèle de convention de passage sur sentier de randonnée traversant des parcelles privées, dans le cadre de leur inscription au PDIPR ;

**PRECISER** que l'association financée doit signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELER** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé ;

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

PUBLIE LE

**REPUBLIQUE FRANCAISE** **DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

23-06-2023

# DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

ACTE EXÉCUTOIRE
APPLICATION DE L'ARTICLE
L3131-1 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**N° 5-18**

**ACTE TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT**

**Séance du 16 juin 2023**

**LE : 23-06-2023**

Sylvie BOURESCHE
Chef du Service des Assemblées

La Conseil Départemental du Val d'Oise s'est réuni le 16 juin 2023 à 09 heures 30 au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Mme Marie-Christine CAVECCHI, le quorum étant atteint.

**Membres présents :**
Mme Malika AHRES, M. Anthony ARCIERO, M. Julien BACHARD, M. Pascal BERTOLINI, M. Yannick BOEDEC, Mme Laetitia BOISSEAU, M. Nicolas BOUGEARD, Mme Marie-Christine CAVECCHI, M. Mickaël DECLERCK, M. Paul DUBRAY, Mme Sabrina ECARD, Mme Anne FROMENTEIL, M. Patrick HADDAD, Mme Deborah ISRAEL, Mme Patricia JOSE, M. Gérard LAMBERT-MOTTE, Mme Manuela MELO, Mme Nessrine MENHAOUARA, Mme Nadia METREF, Mme Sarah MOINE, Mme Véronique PELISSIER, Mme Aziza PHILIPPON, Mme Noëllie PLELAN, M. Alexandre PUEYO, Mme Agnès RAFAITIN-MARIN, M. Patrice ROBIN, M. Philippe ROULEAU, Mme Isabelle RUSIN, M. Cédric SABOURET, Mme Muriel SCOLAN, M. Luc STREHAIANO, M. Philippe SUEUR, Mme Virginie TINLAND, M. Morgan TOUBOUL, M. Thomas VATEL, Mme Céline VILLECOURT
**Le secrétaire :** Mme Muriel SCOLAN

***Etaient absents, excusés et donnant pouvoir :***

*M. Pierre-Édouard EON donne procuration à Mme Véronique PELISSIER*
*Mme Edwina ETORE-MANIKA donne procuration à M. Alexandre PUEYO*
*M. Xavier HAQUIN donne procuration à Mme Noëllie PLELAN*
*M. Sébastien MEURANT donne procuration à Mme Céline VILLECOURT*
*Mme Cécilia TOUNGSI-SIMO donne procuration à M. Cédric SABOURET*
*M. Ramzi ZINAOUI donne procuration à Mme Sarah MOINE*
**Le rapporteur :** Madame Céline VILLECOURT

SERVICE : Direction du Développement Durable et de l'Agriculture

OBJET : Programmation 2023 concernant la randonnée pédestre en Val d'Oise et validation d'un modèle de convention de passage sur sentier.

Environnement - Actions diverses

## LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental relatif à l'objet susvisé,
Vu la délibération n° 4-05 de l'Assemblée départementale du 24 novembre 2017 ;
Vu l'avis de la(les) commission(s) :
Environnement - Infrastructures routières - Transports et mobilités douces - Plan vélo - Ruralité et relations avec le monde agricole - Condition animale dans la société
Finances départementales - Administration générale - Evaluation des politiques publiques - Marchés et commandes publiques - Innovation - Aide aux communes

## Après en avoir délibéré :

**RAPPELLE** que la randonnée et les sports de nature sont des leviers de développement économique et touristique du territoire et des réponses aux attentes des valdoisiens en matière d'épanouissement personnel par la pratique du sport et des activités physiques ;

**VALIDE** le programme d'actions 2023 joint à la présente délibération, conclu entre le Département du Val d'Oise et la FFRandonnée Val d'Oise au titre de la convention de partenariat technique approuvée le 18 février 2022 pour la période 2022-2024, et la subvention départementale correspondante de 24 500 € ;

**PRECISE** que les crédits nécessaires à ce programme d'actions, soit 24 500 €, seront versés comme suit, pour l'année 2023 :

- Part unitaire (selon le programme annuel d'actions, qui s'élève à 20 500 € en 2023)
  - 70 % lors de la signature du programme d'actions 2023, soit 14 350 € ;
  - 30 % lors de la remise du compte rendu d'exécution des missions, soit 6 150 € ;
- Part forfaitaire (4 000 €) : à la signature du programme d'actions annuel, au vu de la transmission du compte-rendu de l'année n-1 ;

**DIT** que les crédits nécessaires à la mise en œuvre du programme d'actions seront prélevés sur l'imputation budgétaire 6568 // 738 ;

**AUTORISE** la Présidente à signer le programme d'actions 2023 de la FFRandonnée Val d'Oise ;

**VALIDE** le modèle de convention de passage sur sentier de randonnée traversant des parcelles privées, dans le cadre de leur inscription au PDIPR ;

**PRECISE** que l'association financée doit signer la Charte des valeurs de la République et de la laïcité du Conseil départemental pour percevoir l'aide financière du Département, la Charte constituant une pièce justificative nécessaire au paiement de toute aide départementale ;

**RAPPELLE** qu'en cas de refus de signature de la Charte et/ou de manquement grave et avéré aux valeurs et principes inscrits dans la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, l'organisme ne pourra prétendre au versement du financement départemental, les versements correspondant aux subventions concernées pouvant être suspendus et le remboursement des sommes déjà perçues, exigé.

Le Conseil départemental a adopté les propositions de la Présidente dans les conditions décrites ci-dessous :

| | |
|---|---|
| *Vote pour* | 42 |
| *Vote contre* | |
| *Ne prend pas part au vote* | |
| *Abstention* | |

Contre :
Abstention :
Ne prend pas part au vote :

**La Présidente du Conseil départemental**

Signé

**Marie-Christine CAVECCHI**

**CONVENTION DE PASSAGE**
**SUR SENTIER DE RANDONNE INSCRIT AU PLAN DÉPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNÉE (PDIPR)**

**ENTRE** :

**D'UNE PART :**

Le **DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE**
Collectivité territoriale ayant son siège au 2 Avenue du Parc – 95 032 CERGY PONTOISE CEDEX – France, représentée par la Présidente du Conseil départemental, Madame Marie-Christine CAVECCHI
Ci-après désigné par les termes « **le Département** »

**ET D'AUTRE PART :**

La **COMMUNE de** ***« Nom commune »***
Collectivité territoriale ayant son siège ***« adresse, code postal – VILLE »***, représentée par son Maire, M ***« NOM , Prénom »***, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en exécution d'une délibération du Conseil municipal en date du ***« date »***,
Ci-après désignée par les termes « **la commune** »,

**M** ***« NOM , Prénom »***,
Propriétaire de la parcelle cadastrale n° ***« N° »***, section ***« N° section, N° feuille »*** sur la commune de ***« Nom commune »*** et demeurant à ***« adresse, code postal – VILLE »***,
Ci-après désigné par les termes « **le propriétaire** »,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'article 1242 du code civil,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu la circulaire du 30 août 1988 relative aux plans départementaux de promenade et de randonnée
Vu l'article L. 365-1 du code de l'environnement relatif à la responsabilité civile ou administrative,
Vu l'article L. 2212-1 du code général des collectivités territoriales, relatif au pouvoir de police du Maire,
Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de ***« Nom commune »*** du ***« date »***, sollicitant l'inscription d'un ou plusieurs chemins au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée du Val d'Oise,

Considérant que le passage du public sur des terrains privés est rendu nécessaire pour assurer la continuité des itinéraires établis sur les chemins inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) et que l'article L. 361-1 du code de l'environnement prévoit la conclusion de conventions autorisant l'inscription au PDIPR de chemins appartenant à des personnes privées,

PROJET

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT** :

**Article 1- Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de permettre le passage des randonneurs pédestres, équestres et VTT, et de manière générale de toute personne pratiquant une activité de loisir itinérant **non motorisée**, sur la portion de chemin décrite aux plans ci-annexés (Cadastre et IGN) en vue de son inscription au PDIPR.

Cette autorisation n'implique aucune servitude de passage susceptible de grever la propriété susvisée. Elle ne saurait, en aucun cas, être assimilable à un bail.

**Article 2- Engagements du propriétaire**

Le propriétaire s'engage à laisser le libre passage des randonneurs sur le chemin traversant la propriété, dans le respect des lois et règlements de police et des droits des riverains.

Il autorise la commune, et/ou l'EPCI de rattachement, et éventuellement le Département, à effectuer à ses frais et sous sa responsabilité les opérations d'aménagement, de balisage, de gestion, de valorisation et de promotion rendues nécessaires pour l'utilisation du chemin à des fins de randonnée.

Il s'engage à respecter le balisage, le panneautage et les aménagements effectués sur le chemin.

Il s'engage à informer des obligations découlant de la convention toute personne qui lui serait substituée dans tout ou partie de ses droits sur le fond.

Si le propriétaire doit envisager des travaux sur le chemin, il s'engage à prévenir la commune.

En cas de vente de la propriété foncière, le propriétaire s'engage à en informer le Département et la commune par lettre recommandée 3 mois avant la signature de la vente.

**Article 3- Engagements de la commune**

**3.1. Entretien des chemins inscrits au PDIPR**

La commune s'engage à maintenir le chemin inscrit au PDIPR et relevant de la convention, dans un état d'entretien satisfaisant (débroussaillage, élagage…).

La commune s'engage également à informer préalablement les usagers, par tout moyen approprié, des risques d'accidents présents sur le chemin relevant de la convention. Toute fermeture momentanée d'une section du chemin devra être portée sans délai à la connaissance des usagers et du Département.

En cas de manquements, constatés par le Département ou portés à sa connaissance, aux obligations de gestion et d'entretien précitées, la commune s'engage à se conformer à ses obligations dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure qui lui aura été notifiée par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le propriétaire sera tenu informé par la commune de tous les travaux réalisés sur l'itinéraire pendant la durée de la convention.

PROJET

### 3.2. Mesures de police

Dans le cadre de la convention, les pouvoirs de police du Maire s'exercent conformément aux textes susvisés. A ce titre, la commune s'engage notamment à édicter et à faire appliquer les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de l'itinéraire de randonnée objet de la convention.

### 3.3. Etat des lieux

Un constat contradictoire de l'état des lieux sera établi avant et à l'issue des travaux d'aménagement du chemin entre le propriétaire et la commune.

## Article 4- Responsabilités

La responsabilité civile ou administrative du propriétaire, de la commune ou du Département, à l'occasion d'accidents survenus sur les chemins inscrits au PDIPR, sera appréciée conformément aux dispositions de l'article L. 365-1 du code de l'environnement.

Il est porté à la connaissance de la commune que sa responsabilité pourrait être engagée à l'occasion d'accidents ou de sinistres qui pourraient survenir aux utilisateurs du chemin en cas de défaut d'entretien courant, d'absence ou d'insuffisance de signalétique, d'absence ou d'insuffisance d'informations concernant des ouvrages ou parties de chemins dangereuses.

La circulation des piétons sur les voies et chemins, inscrits au PDIPR ou ceux identifiés parmi les chemins privés, après conventions passées avec les propriétaires de ces chemins, s'effectue librement dans le respect des lois et règlements de police et des droits des riverains.

Le Maire, en vertu de ses pouvoirs de police, peut le cas échéant réglementer les conditions d'utilisation de ces itinéraires.

Le propriétaire répondra des dommages corporels et matériels qui seront de son fait ou du fait des choses dont il a la garde.

Les usagers seront responsables des dommages occasionnés par eux aux personnes et aux biens lors de l'utilisation du chemin relevant de la convention. Ils supporteront notamment la réparation des dommages résultants de l'inadaptation de leur comportement à l'état naturel des lieux.

Enfin, les activités accomplies par chacune des parties dans le cadre de la convention sont placées sous leur responsabilité exclusive.

## Article 5- Durée de la convention – Interruption et résiliation

Dans le cas où le propriétaire se verrait obligé de suspendre l'accès à travers la propriété, par exemple en raison de travaux forestiers ou agricoles, ou souhaiterait révoquer définitivement l'autorisation de passage, il s'engage à en prévenir la commune ou l'organisme mandaté par elle, avec un préavis de trois mois, afin de permettre à ces derniers la mise en place d'une déviation de nature à assurer la continuité de l'itinéraire de randonnée, tel que souhaité par son inscription au PDIPR.

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée illimitée à compter de la date de signature par l'ensemble des différentes parties.

PROJET

La résiliation est à l'initiative des parties pour toute inobservation des clauses de la présente convention, sous réserve d'un préavis de trois mois à partir de l'accusé d'une lettre recommandée.

Les parties pourront convenir d'une modification des termes et des dispositions pratiques de la convention par avenant signé entre la commune et le propriétaire.

Fait à .....…..... le .....
en ……. exemplaires, soit un pour chaque signataire.

La Présidente du Conseil départemental,

Le propriétaire de la parcelle traversée

La commune

PROJET

***PROGRAMME D'ACTIONS 2023***
***CONCLU ENTRE LE DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE***
***ET LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LA RANDONNÉE PÉDESTRE DU VAL D'OISE***

Conformément à la convention cadre de partenariat technique et financier,
le Département et le CODÉRANDO 95 s'accordent sur le programme suivant pour l'année 2023 :

| « AIDE DEPARTEMENTALE DE FONTIONNEMENT » | MONTANT SUBVENTION DEMANDEE (€) | |
|---|---|---|
| Participation au fonctionnement général de la structure | 3 000 | FORFAIT |
| Participation au développement et valorisation de la vie associative | 1 000 | |

| « EVENEMENTIEL ET PROMOTION DE LA PRATIQUE SPORTIVE » | MONTANT SUBVENTION DEMANDEE (€) | |
|---|---|---|
| Promotion de la randonnée pédestre et des **pratiques nouvelles sur le département** (organisation de randonnées, communication, initiations).<br>**Audax – Développement marche nordique - rando Santé**<br>Animation d'une journée technique des membres de la CDESI et participation à la fête des ENS 2023 | 1000 | UNITAIRE |
| Organisation du Festi'Rando 2023 | 1500 | |

| « PROMOTION DE LA RANDONNEE/ PDIPR et PDESI» | MONTANT SUBVENTION DEMANDEE (€) | |
|---|---|---|
| Petit entretien et balisage sur 1 800 km | 15 000 | UNITAIRE |
| Balisage et promotion des nouveaux circuits des Buttes du Parisis | 500 | |
| Balisage et promotion des circuits des Lisières (Forêt de Montmorency) | 500 | |
| Réflexion et étude d'un circuit de randonnée pour le projet de la Forêt de Maubuisson (SMAPP) | 500 | |
| Réflexion et étude d'un circuit de type PR passant par les futurs aménagements du marais de Boissy. | 500 | |
| Formation, suivi et coordination des baliseurs | 1 000 | |

| | | |
|---|---|---|
| Total | 24 500 | |

Pour 2023, le montant maximal total de la subvention est de 24 500 €. Pour la part unitaire, seules les actions réellement réalisées feront l'objet d'un soutien du Département, au vu d'un compte-rendu annuel.